



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

12th
1870





BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE

LIÉGEOIS

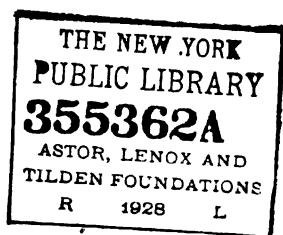


BULLETIN
DE
L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE
LIÉGEOIS.

TOME XIX. — 1^{re} LIVRAISON.

LIÈGE
LÉON DE THIER, BOULEVARD DE LA SAUVENIÈRE, 12

—
1886



ROY W. B. B.

TABLE DES MATIÈRES

DU XIX^e VOLUME.

	Pages
Tableau des membres de l'Institut	V
S. — Grès cérames à armoiries liégeoises	1
Albin Body. — Le Club anglais de Spa (1766)	69
J. Daris. — La Vierge de Dom Rupert	137
S. — Deux inscriptions romaines du pays de Liège	147
Paul de Noüe. — Grand record de Theux, de l'an 1431	163
Eugène Poswick. — Histoire du comté de Fallais	185

PLANCHES.

Armoiries de Lambert Veris, abbé de Lobbes	46
Marque de Robert Thievin, imagier	53
Vierge de Dom Rupert	137
Plan du comté de Fallais	185
Château de Fallais	201
Porte du château de Fallais	242
Sceaux des seigneurs de Fallais	264
Herman de Bourgogne	345
Sceaux de la Cour de justice	379
Pierres sépulcrales	395
Entrée de la chapelle Saint-Sauveur	408



TABLEAU DES MEMBRES
DE
L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS

PRÉSIDENT HONORAIRE.

LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIÈGE.

PETY DE THOZÉE (LÉON), 𐀀.

VICE-PRÉSIDENT HONORAIRE.

LE BOURGMESTRE DE LIÈGE.

D'ANDRIMONT (JULIEN), 𐀀.

BUREAU DE LA SOCIÉTÉ POUR 1886.

Président : **BARON J. DE CHESTRET DE HANEFFE.**

Vice-Président : **NIC. HENROTTE.**

Secrétaire ad interim : **J. ALEXANDRE.**

Conservateur : **J. ALEXANDRE.**

Trésorier : **F. COUCLET.**

Bibliothécaire : **AD. DEJARDIN.**

Conservateurs-adjoints : **G. TERME et M. DE PUYDT.**

MEMBRES EFFECTIFS.

Date de l'admission.

- | | |
|------------------------------|--|
| 4 avril 1850. | 1. SÉLYS-LONGCHAMPS (BARON EDMOND DE), G. O. 𐀀, sénateur, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> . |
| 18 nov. 1859. | 2. BORMANS (STANISLAS), 𐀀, administrateur de l'Université, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> . |
| 6 mars 1862. | 3. ALEXANDRE (JOSEPH), archiviste de l'Administration provinciale. |
| 13 déc. 1867. | 4. HELBIG (JULES), artiste peintre, membre correspondant de la <i>Commission royale des Monuments</i> . |
| " | 5. HENROTTE (NIC.), chanoine de la Cathédrale, membre correspondant de la <i>Commission royale des Monuments</i> . |
| 3 févr. 1868. | 6. LE ROY (ALPHONSE), O. 𐀀, professeur à l'Université, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> . |
| 12 nov. 1868. | 7. DEJARDIN (ADOLPHE), capitaine du génie en retraite. |
| 1 ^{er} avril 1870. | 8. ANGENOT (FÉLIX), 𐀀, greffier provincial. |
| " | 9. NOPPIUS (LAMBERT), architecte provincial. |
| 3 juin 1870. | 10. DEJARDIN (JOSEPH), président de la <i>Société liégeoise de Littérature wallonne</i> . |
| 1 ^{er} juill. 1870. | 11. HELBIG (HENRI), littérateur. |
| " | 12. POSWICK (EUGÈNE), archéologue, au château d' <i>Ingihoul</i> , par Engis. |
| 5 janv. 1872. | 13. DEWALQUE (GUSTAVE), O. 𐀀, professeur à l'Université, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> . |
| 5 déc. 1873. | 14. DE THIER (CHARLES), 𐀀, conseiller à la Cour d'appel. |

Date de l'admission.

- 4 février 1876. 15. JAMAR (EDMOND), architecte.
27 avril 1877. 16. FRÉSART (Jules), banquier.
27 juill. 1877. 17. HOCK (AUGUSTE), littérateur.
" 18. MAGIS (ALFRED), 衆, membre de la
Chambre des Représentants.
" 19. SCHOOLMEESTERS (ÉMILE), doyen de
St-Jacques.
31 janv. 1879. 20. BODY (ALBIN), littérateur, à Spa.
" 21. COUCLET (FRANÇOIS), graveur.
31 déc. 1880. 22. GRANDJEAN (MATHIEU), bibliothécaire
de l'Université.
26 mai 1882. 23. DARIS (JOSEPH), chanoine de la Cathé-
drale, professeur au Séminaire.
" 24. CHESTRET DE HANEFFE (BARON
JULES DE).
" 25. FRÉSON (JULES), 衆, conseiller à la
Cour d'appel.
" 26. DEMARTEAU (JOSEPH), rédacteur en
chef de la *Gazette de Liège*.
29 déc. 1882. 27. DE PUYDT (MARCEL), directeur du
contentieux de la ville de Liège.
28 déc. 1883. 28. TERME (GEORGES).
31 déc. 1885. 29. BORMAN (CHEVALIER CAMILLE DE),
membre de la Députation permanente du
Limbourg, à *Liège*.
30.
-

MEMBRES HONORAIRES.

Date de l'admission.

- 16 juillet 1852. 1. PITRA (J. B.), cardinal, évêque de
Frascati, bibliothécaire de la Sainte Église
Romaine, à Rome.
- Mai 1857. 2. DE DECKER (P.), C. 蓑, ancien ministre
de l'Intérieur, membre de l'*Académie
royale de Belgique*, à Bruxelles.
- 5 février 1863. 3. CHALON (RENIER), C. 蓑, membre de
l'*Académie royale de Belgique*, à
Bruxelles.
- 12 déc. 1868. 4. LIMBOURG (PHILIPPE DE), propriétaire,
à Theux.
- 26 mai 1882. 5. REUSENS (JOSEPH), 蓑, chanoine de
Malines, professeur à l'Université catho-
lique, à Louvain.
- " 6. VAN DE CASTEELE (DÉSIRÉ), conserva-
teur des archives de l'État, à Liège.
- 29 déc. 1882. 7. LOOZ-CORSWAREM (COMTE GEORGES
DE), à Bruxelles.
- 17 janv. 1884. 8. LINAS (CH. DE), 蓑, archéologue, à Arras.
- 26 janv. 1884. 9. LAVELEYE (ÉMILE DE), C. 蓑, profes-
seur à l'Université, membre de l'*Aca-
démie royale de Belgique*, à Liège.
-

MEMBRES CORRESPONDANTS.

Les noms précédés d'un * sont ceux des membres qui reçoivent le Bulletin.

Date de l'admission.

- | | |
|------------------|---|
| 31 mai 1850. | 1. PETY DE THOZÉE (J.), consul général à <i>Bombay</i> (Inde). |
| 16 juillet 1853. | 2. NOUE (ARSÈNE DE), docteur en droit, à <i>Malmedy</i> . |
| " | * 3. VAN DER STRATEN PONTHOZ (COMTE F.), ✕, à <i>Bruxelles</i> . |
| " | 4. WARZÉE (A.), chef de division au ministère des travaux publics, à <i>Bruxelles</i> . |
| 31 janv. 1855. | 5. KAUSLER (E. H.), archiviste général du royaume de Wurtemberg, à <i>Stuttgard</i> . |
| 17 janv. 1857. | 6. DIEGERICK (J.), ✕, archiviste, à <i>Ypres</i> . |
| 9 mai 1862. | * 7. RENIER (JEAN), artiste peintre, à <i>Verviers</i> . |
| 7 avril 1864. | 8. GROTEFEND (C. L.), archiviste de l'État, à <i>Hanovre</i> . |
| 20 mai 1869. | * 9. KEMPENEERS (AUGUSTE), docteur en droit canon, à <i>Montenaken</i> . |
| " | * 10. DELHASSE (FÉLIX), homme de lettres, à <i>Bruxelles</i> . |
| 3 mars 1871. | * 11. MATTHIEU (JULES), professeur, à <i>Verviers</i> . |
| 7 avril 1871. | 12. HAHN (AL.), greffier à la justice de paix, à <i>Luzarches</i> . |
| 7 juillet 1871. | 13. SCHOofs (L. H.), curé-doyen, à <i>Limbourg</i> . |
| 2 fév. 1872. | 14. LEFÈVRE (J.), instituteur, à <i>Landen</i> . |
| | * 15. LEQUARRÉ (N.), professeur à l'Université, à <i>Liège</i> . |

Date de l'admission.

- | | |
|---------------|---|
| 29 juin 1877. | 16. VORSTERMAN VAN OYEN (A. A.),
généalogiste, à <i>La Haye</i> . |
| " | 17. TROOZ (JULES DE), à <i>Louvain</i> . |
| " | * 18. VIERSET-GODIN, architecte, membre
du Conseil provincial, à <i>Huy</i> . |
| 24 fév. 1882. | * 19. BEQUET (ALFRED), 𐄂, conservateur
du <i>Musée archéologique</i> , à <i>Namur</i> . |
| " | 20. DRION (PROSPER), 𐄂, directeur de
l'Académie de peinture, à <i>Liège</i> . |
| " | * 21. CARPAY (P. J.), artiste-peintre, à
<i>Liège</i> . |
| " | * 22. DEMARTEAU (JOSEPH), 𐄂, directeur de
l'École normale des humanités, à <i>Liège</i> . |
| " | 23. HABETS (abbé JOSEPH), archiviste de
l'État, membre de l' <i>Académie royale
des Pays-Bas</i> , à <i>Maestricht</i> . |
| " | * 24. HICGUET (DIEUDONNÉ), 𐄂, docteur
en médecine, à <i>Liège</i> . |
| " | * 25. WILMOTTE (Jos.), 𐄂, artiste-orfèvre,
à <i>Liège</i> . |
| " | * 26. VAN ZUYLEN (EDMOND), à <i>Liège</i> . |
| " | * 27. DIGNEFFE (LÉONCE), à <i>Liège</i> . |
| " | * 28. OTREPPE DE BOUVETTE (BARON
FRÉDÉRIC D'), à <i>Liège</i> . |
| " | * 29. BAAR (ALFRED), conseiller provincial,
à <i>Liège</i> . |
| " | * 30. LOHEST (PASCAL), à <i>Liège</i> . |
| " | * 31. DE SOER (OSCAR), 𐄂, à <i>Solières</i> . |
| 26 mai 1882. | 32. CROUSSE (P. F. J.), 𐄂, colonel d'état-
major, à <i>Liège</i> . |
| 29 déc. 1882. | 33. CLERX (PAUL), conservateur adjoint
des archives de l'État, à <i>Liège</i> . |
| " | * 34. PIRENNE (HENRI), professeur à l'Uni-
versité, à <i>Liège</i> . |
| 29 mai 1883. | 35. CRAHAY (LOUIS), 𐄂, conseiller à la
Cour d'appel, à <i>Liège</i> . |

Date de l'admission.

- 29 mai 1883. * 36. STASSE (ALEXIS), chef de division au
Gouvernement provincial, à *Liège*.
- 28 juill. 1883. * 37. COCHETEUX (CHARLES), O. 兼, général
du génie en retraite, à *Liège*.
- 26 janv. 1884. * 38. BLANCKART (BARON CHARLES DE),
docteur en droit, au château de
Lexhy, par Fexhe.
- " 39. COURTOIS (L. N.), ingénieur des
ponts et chaussées, à *Liège*.
- " * 40. EKMAN (C. E.), membre de la pre-
mière chambre du royaume, à *Fins-
pong* (Suède).
- " * 41. FRÈRE-ORBAN (GEORGES), conseiller
à la Cour d'appel, à *Liège*.
- " * 42. RUHL (GUSTAVE), juge suppléant, à
Verviers.
- 28 nov. 1884. 43. HOFFMAN (le docteur), secrétaire de
la *Société anthropologique*, à *Wa-
shington*.
- 26 déc. 1884. 44. BREUL (ADOLPHE), industriel, à *Goé*.
- Déc. 1885. 45. TIHON (FERD.), docteur en médecine,
bourgmestre de *Hannesche*.
- 25 janv. 1886. 46. GOBERT (THÉODORE), homme de
lettres, à *Liège*.
- 47-50.
-

MEMBRES ASSOCIÉS.

Date de l'admission.

- 6 janvier 1859. 1. DOREYE (L. A. J.), *G. O.* 兼, premier président honoraire de la Cour d'appel, à *Liège*.
- 24 oct. 1862. 2. HEMRICOURT DE GRUNNE (COMTE ARTHUR DE), docteur en droit, sénateur, au château de *Hamal*, par Tongres.
- " 3. LOOZ-CORSWAREM (COMTE HIPPOLYTE DE), *C. 兼*. sénateur, à *Liège*.
- 11 nov. 1862. 4. WAUTERS-CLOES (HENRI), tanneur, à *Liège*.
- " 5. THIMISTER (OLIVIER), chanoine de la Cathédrale, à *Liège*.
- 7 mai 1869. 6. DUBOIS (LÉON), chanoine de la Cathédrale, à *Liège*.
- " 7. GRÉGOIRE (MICHEL), secrétaire communal, à *Wandre*.
- 7 janv. 1870. 8. MAGNÉE (L.), à *Herve*.
- " 9. PIROTTE (A.), entrepreneur, à *Liège*.
1871. 10. MIRBACH (COMTE DE), au château de *Harff* (Prusse rhénane).
- 1^{er} oct. 1874. 11. DE WANDRE (FERDINAND), avocat, à *Liège*.
- 15 avril 1875. 12. POSWICK (JULES), à *Limbourg*.
- 4 fév. 1876. 13. DEMANY (ÉMILE), architecte, à *Liège*.
- 29 nov. 1878. 14. BIAR (J. N. G.), notaire, à *Liège*.
- 28 mai 1880. 15. MARÉSAL (D. J. C.), avocat, à *Liège*.
- " 16. FRÉSART (FÉLIX), banquier, à *Liège*.
- " 17. SERRURIER (ALPHONSE), à *Liège*.
- " 18. SAUVAGE VERCOUR (CHEVALIER ARTHUR DE), banquier, à *Liège*.
- " 19. SAUVAGE VERCOUR (CHEVALIER EDMOND DE), à *Liège*.

Date de l'admission.

- 28 mai 1880. 20. SÉLYS-FANSON (BARON ROBERT DE),
à *Liège*.
" 21. ÉVRARD (J. J.), curé, à *Jehay*, par
Amay.
" 22. BÉTHUNE (LÉON), à *Liège*.
" 23. FRÉSART (ÉMILE), à *Liège*.
" 24. FRÉSART (OSCAR), à *Liège*.
" 25. GELOES (COMTE RENÉ DE), au château
d'*Eysden*.
" 26. LAMBERTS-CORTENBACH (BARON RO-
DOLPHE DE), au château de la *Zangrie*,
par Bilsen.
" 27. NAVEAU (LÉON), au château de *Bom-*
mershoven, par Tongres.
" 28. PITTEURS DE BUDINGEN (BARON LÉON
DE), docteur en droit, à *Liège*.
5 mars 1883. 29. MÉLOTTE (CHEVALIER VICTOR DE), au
château de *Ramioul*, par Val-St-Lambert.
9 mars 1883. 30. POSWICK (PROSPER), au château de
Tihange, par Huy.
31 mars 1883. 31. BERLAYMONT (COMTE GUY DE), au
château de *Bormenville*, par Hamois-
Condroz.
" 32. BRADE (M^{me} LA DOUAIRIÈRE, née BA-
RONNE DE GOER), à *Maestricht*.
" 33. GOER DE HERVE (BARON EUGÈNE DE), à
Bruxelles.
7 avril 1883. 34. VILLENFAGNE (BARON ALBERT DE),
au château de *Sorinnes*, par Dinant.
20 avril 1883. 35. DORY (ISIDORE), professeur à l'Athénée,
à *Liège*.
28 avril 1883. 36. LECHAT (CHARLES), à *Liège*.
" 37. DE SOER (MAXIME), à *Liège*.
30 nov. 1883. 38. DIGNEFFE (VICTOR), à *Liège*.
" 39. POTESTA (PAUL DE), château d'*Her-*
malle, par Engis.

Date de l'admission.

- 30 nov. 1883. 40. HARENNE (J. B. DE), à *Chaudfontaine*.
" 41. CHARLIER (JEAN), négociant, à *Liège*.
14 fév. 1884. 42. L'HOEST (ISIDORE), directeur au chemin de fer du Nord, à *Liège*.
" 43. ORBAN DE XIVRY (JULES), château de *Gaillarmont*, près Chênée.
" 44. SLÉGERS (JOSEPH), étudiant, à *Tongres*.
" 45. WIGNY (ÉMILE), chef de comptabilité, à *Huy*.
" 46. BRACONIER (IVAN), au château de *Modave*.
28 janv. 1885. 47. POLAIN (EUGÈNE), notaire, à *Liège*.
27 fév. 1885. 48. LE PAIGE (CONSTANTIN), professeur à l'Université, à *Liège*.
28 avril 1885. 49. CARLIER (FLORENT), à *Basse-Hermalle*, par Visé.
31 juill. 1885. 50. RENARD (JULES), antiquaire, à *Liège*.
25 mars 1886. 51. GROULARD (ÉCUYER HYACINTHE DE), capitaine aux grenadiers, à *Bruxelles*.
29 avril 1886. 52. WILMART (CHARLES), à *Liège*.
53. JORISSENNE (G.), docteur en médecine, à *Liège*.
54. DENIS (A. R. E.), négociant, à *Liège*.
55. LAPORT (GUILLAUME), fabricant d'armes, à *Liège*.
56. KOISTER (ÉMILE), fabricant, à *Liège*.
-

GRÈS CÉRAMES A ARMOIRIES LIÉGEOISES

Les grès de Raeren à armoiries ont-ils précédé à Liège ceux de Bouffloulx? Assurément cela est de fort peu d'intérêt pour la science; assurément encore, le public des archéologues a mieux à faire qu'à prendre parti dans les querelles des savants qui s'adressent des compliments sur la « tendance évidente de rajeunir (ou de vieillir) les pots de Bouffloulx » (1).

Aussi l'auteur du présent article hésitait-il à continuer la discussion à propos de vieux pots....

Mais dans cette discussion bien des erreurs et des exagérations ont été émises, et il importe de les rectifier et de

(1) Voy. *Bull. de l'Institut. archéol. liég.*, XIV, p. 189; XV, p. 481; XVII, p. 47; XVIII, p. 1; voy. aussi quatre Rapports: *Les grès wallons, grès cérames ornés de l'ancienne Belgique ou des Pays-Bas, improprement nommés grès flamands* (*Bull. des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, XIX, p. 98, et XX, p. 127; *Documents et Rapports de la Société paléontologique et archéologique de l'arrondissement judiciaire de Charleroy*, XI, p. 3; XIII, p. 309).

les réduire ; cela mettra d'ailleurs en relief des faits intéressants pour les familles liégeoises.

On opère des fouilles d'antiquités.....

Il y a trois manières de les étudier ; parlons d'abord des deux premières :

L'une consiste à rechercher les temps les plus modernes où l'on a façonné des objets semblables.

L'autre, au contraire, s'enquiert de l'époque où l'on a commencé à se servir de ces objets.

La première manière a été employée en Allemagne par un certain Hostmann : sachant , par exemple , que le *zwastika* (ou croix gammée) existe non seulement dans l'Inde antique , mais même dans les catacombes de Rome , il partira de l'idée que tout monument où ce signe est gravé , date de l'époque chrétienne.

La deuxième manière est souvent celle des savants , qui se laissent dominer par le désir , bien excusable sans doute , de reculer les origines de leurs antiquités de prédilection , surtout celles de leur localité.

La méthode scientifique évite les écarts de ces deux manières ; elle rassemble tous les points de comparaison dans les fouilles , les musées , les collections , et , après avoir examiné les objets en eux-mêmes , elle essaye de les faire parler , non d'après le maximum ou le minimum d'antiquité de quelques-uns d'entre eux , mais d'après leur ensemble.

Appliquant , autant qu'il l'a pu , cette méthode aux grès de Bouffloulx , l'auteur du présent article a d'abord recherché d'où procédait , au point de vue des imitations artistiques , la fabrication de cette localité , et ensuite quels étaient les millésimes marqués sur les grès , pour en tirer une moyenne probable.

Quant au premier point , il n'a voulu s'en tenir ni à ses propres impressions , puisées dans la comparaison des types , ni aux appréciations des zélateurs , soit de Raeren ,

soit de Bouffloux, pour savoir si celle-ci dérive de celle-là : les deux localités ne peuvent en être crues sur leur affirmation, puisque la chose à rechercher est précisément la dépendance et l'infériorité de l'une vis-à-vis de l'autre.

D'un côté, on rencontre les produits de Raeren; ils avaient de tels débouchés qu'ils étaient débités jusqu'en Angleterre, sous Élisabeth, par un marchand d'Aix-la-Chapelle, nommé Tynes (of Acon). Exportés par le Rhin, ils forment la cargaison d'un bateau du Rhin, et sont qualifiés grès flamands (*flandrische Steingut*) dans un document des archives de Cologne du 13 avril 1591 (1).

Mais, en présence de soi, on trouve également les produits de Bouffloux, en l'honneur desquels on déclare ceci : « Les hommes compétents reconnaissent aujourd'hui que les grès *flamands* sont des grès belges, des grès *wallons* (2). »

Cet appel à l'opinion des « hommes compétents » engage à vérifier les publications allemandes; or ici on rencontre fort à propos le témoignage d'un écrivain qui n'est pas suspect de partialité envers Raeren; il décide formellement, dans un travail tout récent, ceci : « de même que Grenzhausen procède de Siegburg, de même *Bouffloux procède de Raeren* : CELA NE FAIT PAS LE MOINDRE DOUTE (3). »

(1) DORNBUSCH, *Abhandlung über das sogenannte « Flandrische Steingut » des XVI und XVII Jahrhunderts*, p. 7.

(2) Documents cités, XIII, p. 328; *Ibid.* XII, p. 22, on proteste contre les « prétentions et les empiétements de Raeren. »

(3) *Westdeutsche Gewerbeblatt* (Organ des central Gewerbe-Vereins für Rheinland, Westfalen und nachbarte Bezirke), III, 1^{re} fascicule, (10 janvier 1885) : « Gleichwie die Töpferniederlassungen vom Westerwald in den heutigen Provinz Nassau, ihre kunstreichen Gebilde von der älteren Zunft der Ulmer in Siegburg entlehnten so unterliegt es nicht dem mindesten Zweifel dass die wallonischen

Ne nous contentons pas même de cette décision catégorique ; contrôlons-la de plus près.

Raeren, comme M. Herm. Van Duyse le démontrera sous peu, a réuni, pour les reproduire sur ses grès, un nombre considérable de types des graveurs de toutes les écoles ; parmi ces types, on peut se borner à citer ici les danses de paysans de Sebald Beham, les blasons des Trois Rois de Virgil Solis, les cartouches de Théodore de Bry, l'autel accosté de deux personnages, de maître Stephanus (Étienne Delaune).

Eh bien ! on retrouve, sur les grès de Raeren et de Bouffloulx, ces quatre sujets des écoles de Nurenberg, de Liège-Francfort, d'Orléans : les Croisiers du couvent de Brandenburg (1) avaient rassemblé pour les potiers de Raeren des recueils de gravures et de modèles, en les faisant venir de toutes les directions ; les potiers de Bouffloulx n'ont eu d'autre peine que de copier ou surmouler les produits de Raeren, dont ils ont même transcrit les légendes mi-flamandes, mi-allemandes, avec les idiotismes de langage du Limbourg (2).

Les types de Raeren ont été imités ou surmoulés à Bouffloulx, on veut bien l'admettre ; mais on ajoute (3) que Raeren n'a pas été seule à fournir des modèles à Bouffloulx.

Il se trouve que les maîtres H. H. et L. W. (de Cologne?)

Kunsttöpfereien zu Châtelet und Bouffloulx unter dem directen Einfluss der Limburger Gildemeister in den letzten Jahrzehnten des 16 Jahrhunderts sich künstlerisch zu entwickeln begonnen haben. »

(1) SCHUERMANS, *Mille inscriptions des vases de grès dit flamand*, p. 21.

(2) *Documents* cités, XI, pl. II, fig. 10 ; pl. V, fig. 2, 3, 15 ; pl. XII, fig. 32 ; XIII, pl. II, fig. 7 ; pl. III, fig. 2.

(3) Sont éliminées d'emblée les allégations suivantes :

« On a trouvé la marque de Mennicken de Raeren sur des pro-

ont modelé quelques matrices, et pour Raeren, et pour Siegburg.

Seulement, il y a toujours quelque élément permettant de distinguer ceux qui ont été commandés pour l'un ou l'autre de ces ateliers.

Or, on a choisi l'image de la Justice et l'on n'a pas eu la main heureuse : à Raeren, ce sujet était accompagné *parfois* (1) de la légende tout-à-fait *flamande* : DE GERECHTIGEID ; à Siegburg, *toujours* de la légende *allemande* : DIE GERECHTICHEIT ou DIE GERECHTIGKEIT, et c'est la première et non la seconde que portent les imitations ou surmoulages de Bouffioulx....

Jamais un type non créé, mais simplement imité à Bouffioulx, au xvi^e siècle ou au commencement du xvii^e, ne manque à Raeren ; c'est plus tard seulement que sont intervenues les imitations de Grenzhausen.

Quant aux dates, distinguons soigneusement parmi les grès armoriés de Bouffioulx.

Il en est qui portent des millésimes antérieurs à l'an 1600 (ou 1601) ; mais ce sont des types étrangers à Bouffioulx. Tels sont les médaillons dessinés dans l'ouvrage intitulé :

duits de Siegburg et de Cologne ; celle de Jan Allers, à Raeren, à Bouffioulx et ailleurs.....

» Les écussons des Lomont ont été fabriqués dans plusieurs fabriques de Siegburg et d'ailleurs.....

» Siegburg et peut-être Raeren (!) ont produit l'écusson des von Buck..... »

Cela est absolument controuvé : ces écussons et marques sont tout ce qu'il y a de plus caractérisé comme création de Raeren, à l'exclusion complète des fabriques allemandes de Siegburg, Frechen, Grenzhausen, etc.

(1) Parfois aussi Raeren a des légendes en allemand : cette localité est à la limite des deux idiomes, et le langage qu'on y parlait se ressentait de cette situation. Mais à Siegburg, sur la rive droite du Rhin, on n'a jamais parlé qu'allemand.

4^e *Rapport sur les grès wallons* (1) : pl. I, fig. 10 ; pl. II, fig. 7 ; pl. III, fig. 2 ; pl. IV, fig. 8 ; pl. VII, fig. 9.

Pas un seul de ces médaillons n'est du « crû » de Bouffioulx ; tous, sans exception, sont de Raeren, où ils ont été créés et où ils ont été trouvés en abondance dans les rebuts et sur les grès (2).

Mais s'il est question de prendre les dates des grès armoriés créés à Bouffioulx (où les lambrequins à eux seuls indiquent une façon plus paysanne, plus enfantine, dirions-nous), nous trouvons les dates suivantes :

(1) *Documents*, etc., XIII, p. 704 et suiv. (Voy. *ibid.* 502, pour un millésime omis sur les planches.)

(*) Une fois pour toutes, établissons ici la liste des types créés à Raeren, qu'on retrouvé à Bouffioulx ; c'est le développement de la nomenclature déjà présentée ici même (XVII, p. 101, note 2) :

A. Remplois ou surmoulages :

1^{er} *Rapp.*, pl. I, fig. 1 à 4 (il s'agit d'un vrai Raeren du Musée de Bruxelles, attribué à Bouffioulx par une simple hypothèse à laquelle on a renoncé aujourd'hui : *Documents*, etc., XIII, p. 567, note 2 ; pl. II, fig. 10).

2^e *Rapp.*, *ibid.*, et pl. III, fig. 1, 2, 9, 11, 13 ; pl. IV, fig. 9, 12, (15?), 17 ; pl. V, fig. 2, 3, 15 ; pl. XII, fig. 32.

3^e *Rapp.* (pl. I, fig. 4?) ; pl. II, fig. 7 ; pl. III, fig. 2.

4^e *Rapp.*, pl. I, fig. (4?), 7, 10 ; pl. II, fig. 7, 11 ; pl. III, fig. 2, 5 ; pl. IV, fig. 8, 12 ; pl. VII, fig. 3, 9 ; pl. IX, fig. 13, 15 ; pl. X, fig. 18, 19 ; pl. XVII, fig. 21 ; pl. XVIII, fig. 13.

Pour se faire une idée exacte de la fabrication de Bouffioulx, on doit voiler tous ces types sur les planches.

B. Imitations (celles-ci appartiennent bien à l'art local) :

2^e *Rapp.*, pl. III, fig. 6.

3^e *Rapp.* et 4^e *Rapp.*, pl. I, fig. 3, 9 ; pl. II, fig. 9.

Tout cela, abstraction faite de plusieurs mascarons barbus, encadrements, etc.

L'auteur a rassemblé une collection spéciale des modèles de Raeren au sujet de ces types.

N^{os} 1 à 11 : 1623, 1628, 1631 (deux blasons différents), 1633, 1634, 1639, 1650, 1661, 1693, 1699 (1).

Ajoutons à ceux-là les suivants que, dès à présent, l'on doit avec certitude attribuer au XVII^e siècle, vu l'absolue impossibilité de les assigner au XVI^e :

N^{os} 12 à 24 : blasons de Jean d'Havrech (1600 à 1625 et au delà); Hubert Ursin a Campo (1608 à 1638); de Ville-Louerbrouck (1600 à 1661); Thomas de Vinalmont (1604 à 1625), Lambert de la Motte (1611 à 1632), Ernest de Miche (1619 à 1641), Anne de Reuschenberg (depuis 1625 ou 1634), Horion, avec les supports (après 1637), Léonard Colchon (1625 ou 1642 à 1653), Charles de Severi (1640 à 1662), Marin Clercx et Léonard Houwen (vers 1650), Eynatten-Bergh de Trips (après 1656) [2].

Et l'on omet différents blasons non moins bien datés aux yeux de l'auteur du présent article, mais qu'il veut bien élaguer pour le moment, par égard pour la contestation qui s'élève encore à leur sujet.

Ce sont notamment ceux que voici :

N^{os} 25 à 28 : blason de Bergh-Eynatten (vers 1645 ou 1650), de Salme (1623 à 1650), de Slins (1630 à 1690), de l'abbé van den Steen (mort en 1671) [3], etc., etc.

(1) 2^e *Rapp.*, pl. IV, fig. 6; 4^e *Rapp.*, pp. 488 et 489; pl. IV, fig. 10; pl. V, fig. 5, 7, 12 (p. 547 pour la date); pl. VI, fig. 5; pl. VII, fig. 2; pl. IX, fig. 16. *Catal. FALLIZE*, n^o 370; *Id. MINARD*, n^o 197.

[2] 2^e *Rapp.*, pl. III, fig. 7; 4^e *Rapp.*, pl. IV, fig. 2, 3, 6, 9, 10, 11; pl. V, fig. 8, 9, 11; pl. VI, fig. 1, 7, 9; Mus. de Liège et de Charleroi, coll. VAN DER STRAELEN.

Il faudrait y ajouter le blason du chanoine d'Ogier, s'il était prouvé (voir plus loin) que le blason à la légende DOMINI OGIER VON WALHORN, 1691, appartient à la fabrication de Bouffioulx.

Voir plus loin une réserve pour le blason de Vinalmont.

[3] 4^e *Rapp.*, pl. IV, fig. 4; pl. V, fig. 1; pl. VI, fig. 4. Mus. de Charleroi.

Parmi les blasons revendiqués par Bouffloulx, un seul est antérieur à 1600 par le millésime ; c'est celui qui porte la légende flamande: ANTHONI DE BOHT (Antoine *la Limande* et non « seigneur de Both »), avec la date 1595 ou 1599 et nulle autre (1); mais il est plus que douteux que ce grès appartienne à Bouffloulx, où l'on n'en a pas encore retrouvé le moindre fragment, tandis qu'on en rencontre un exemplaire au musée de Sigmaringen, ville jusqu'où les produits de Bouffloulx n'ont certes jamais pénétré. D'ailleurs Antoine de Both n'était pas liégeois, et son blason, fût-il de Bouffloulx, laisserait intacte la thèse pour Liège.

Quand on réunit un ensemble aussi imposant de vingt-quatre blasons au moins, *tous du XVII^e siècle*, et qu'on ne parvient pas, parmi les blasons créés à Bouffloulx, à opposer *un seul du XVI^e* (tandis que Raeren les compte par centaines), il est permis de prendre comme point de départ cette affirmation catégorique :

« Jusqu'ici, *de tous les grès armoriés créés à Bouffloulx*, c'est-à-dire qui ne sont pas de simples reproductions de grès de Raeren, aucun ne révèle une date du XVI^e siècle. »

C'est ce qui avait été avancé ci-dessus (2) et l'auteur du présent article a en vain cherché un fait qui renversât sa thèse. On s'est borné à lui opposer des raisonnements comme celui-ci : « Pourquoi les d'Elderen, les d'Havrech, les de

(1) SCHUERMANS, *Mille inscriptions, etc.*, n° 48.

D'ailleurs, quelque mal marquées que soient les armoiries d'Antoine de Both sur les quelques exemplaires connus, de grès au blason de ce personnage, les lambrequins ont une élégance de dessin qui ne se rencontre pas en 1595 sur les types créés à Bouffloulx. Quant à Antoine de Both lui-même, il appartient sans doute à la population anversoise; d'une part, on a retrouvé à Anvers des Boot avec blason semblable, et, d'autre part, il y a eu en cette ville un Antoine de Boot, mort en 1575, et, d'autre part, cent ans plus tard, un homonyme appelé précisément Anthoni de Boot (voir *Liggeren*, II, passim).

(2) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, XVII, p. 101.

Horion..... n'auraient-ils pas fait faire au XVI^e siècle des grès à leurs armes, comme leurs descendants du XVII^e ? »

Une question quand il faudrait une réponse !....

Question pour question, en voici une autre : Comment jamais n'a-t-on trouvé jusqu'ici à Bouffloulx, *sur le même vase*, un blason de Raeren antérieur à 1600 (1) et l'un des nombreux blasons à armoiries liégeoises du « crû » de Bouffloulx qui font l'objet de la présente discussion ?

Cela n'indiquerait-il pas à soi seul tout au moins une succession chronologique de deux périodes : la première, où Bouffloulx avait déjà ses types, mais non pour armoiries (1589 à 1600 et même après), la deuxième, où elle produisit à son tour des blasons (XVII^e siècle) ?

Mais serrons de plus près la discussion.

On nous dit : Quellin Pardique, le marchand de grès, bourgeois de Liège, dont le nom est imprimé sur les grès de Raeren, « devait acheter à Bouffloulx aussi bien qu'à Raeren ; d'ailleurs Pardique ne resta à Liège que *jusqu'en 1607*. »

Sur le dernier point, il y a lieu de faire remarquer que la présence de Quirin Pardique n'est signalée à Aix-la-Chapelle qu'*en 1617* (2), et qu'après 1607, on le retrouve à Liège dans les actes baptismaux de Notre-Dame-aux-Fonts, non

(1) Sans parler des mascarons barbus dont certains sont communs à Raeren et à Bouffloulx et qui sont nécessairement restés plus longtemps en usage, les deux seules exceptions apparentes présentées jusqu'ici sont :

a. IV^e Rapp., pl. IV, fig. 8 et 12 : ce sont deux types de Raeren, fréquemment employés à Raeren avant 1600, même le second plus que le premier ; cet exemple doit donc disparaître.

b. Ibid., pl. III, fig. 1 et 5 : cet exemple ne peut être maintenu que si la légende du blason d'Angleterre est bien celle de Bouffloulx : *HONI SOT QVO MAL E PENSE* ; le sujet avec la légende correcte a été fréquemment employé à Raeren avant 1600.

(2) *Bull. des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, XVII, p. 263.

seulement comme parrain, mais même comme père (ce qui implique continuation de résidence à Liège) :

11 octobre 1610 (paroisse de Saint-Pholien), Quirin, fils de Quirin Pardyck et de Jeanne N.

8 mars 1611, parr. : Quilin Pardic.

13 mai 1611 (paroisse de Saint-Nicolas), parr. : Collin Pardic.

27 août 1613 (paroisse de Saint-Pholien), Étienne, fils de Quirin Pardik et de Jeanne N.

Si réellement ce Quirin Pardique est à la fois le marchand d'Aix-la-Chapelle en 1617, et le Henri-Quirin Pardique mort en 1618 (1), il n'en est pas moins vrai qu'on rencontre à Liège de nombreux membres de la famille Pardique, dans les actes baptismaux jusqu'en 1632 et notariaux jusqu'au delà de 1650 (2).

La présence d'un Pardique à Aix-la-Chapelle en 1617 avait pour but d'alimenter à sa source même le commerce de Raeren, puisque cette commune est pour ainsi dire aux portes d'Aix-la-Chapelle; ce commerce n'a donc pas été interrompu en 1607 par le départ du seul représentant de la famille qui aurait existé à Liège, et l'on n'ignore pas que Quirin Pardique laissait à Liège un de ses alliés, Guillaume delle Chaulcie, qui fournissait encore, en 1613, des grès à la maison du prince-évêque (3).

Mais ce n'est pas tout : voilà qu'on vient de reconnaître l'origine liégeoise d'un imagier de Raeren, dont le nom figure aussi sur les grès de cette localité, en la forme ROBERT THIEVIN CARTEMAKER.

On a démolí dernièrement la maison qu'il habitait à Liège

(1) *Ibid.*

(2) Au greffe Bernimolin (archives de l'État, à Liège, 1617-1624, pages 293 et 314), on trouve des testaments des Pardique, en 1621 et en 1623; au greffe Stephany, 1636 à 1655, un autre du 21 octobre 1654.

(3) *Bull. des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, XVIII, p. 381.

devant l'ancienne église de Saint-Nicolas, voisine de celle de Saint-Pholien, et on y a trouvé un vitrail avec cette inscription : H^{ble} ROBERT TIEWIN BOURGEOIS DE LIEGE MAITRE ^{de} CÉANS. 1590. Ce blason (1) porte les mêmes meubles que sur les pots de grès : un chevron accompagné de trois grappes de raisin. (Voir pl. I, fig. 1 et 2.)

Parmi les actes baptismaux de Notre-Dame-aux-Fonts, Robert Thievin ou Thieuvin apparaît plusieurs fois et notamment dans le suivant :

11 août 1596, Jeanne, fille de Henri Pardic et de Jacqueline N. Parr. : M^e Robert Thieuvin; marr. : Catherine Pardic.

Robert Thievin et Quirin Pardique étaient donc non seulement voisins, mais même liés par les relations les plus intimes.

De plus, les noms des potiers de Raeren sont nombreux dans les mêmes actes baptismaux : on y rencontre de nombreux Emens ou Emonts (Jacques, Guillaume, Jean, Edmond), des Kalf, des Mennicken, des Cran ou Gram, etc., et pour qu'il n'y ait pas de doute sur leur nationalité, voilà qu'en un acte de baptême d'un enfant de Jacques Emonts (Emond), apparaît comme parrain le 16 novembre 1609, Henri Hancart, curé d'Eynatten, village situé tout contre Raeren.

(1) Il va de soi que les hachures du blason que porte l'écusson du vitrail (lequel était en couleur), sont conventionnelles : le chevron est de gueules, les lambrequins de même, d'azur et sinople (le surplus d'argent, sauf les feuilles des grappes, en sinople ou au naturel). Le système des hachures proposé par PIETRA SANTA en 1636, et usité au plus tôt dans la carte armoriale de l'an 1600 (Bibl. roy. de Bruxelles, n^o 1379-1382, par ZANGERIUS et DE BUSCHER), qu'a signalée le comte DE LIMBURG-STIRUM, n'était pas connu à Liège en 1590. Naturellement, personne ne se chargera ici de justifier l'emploi assez fantaisiste de trois couleurs pour les hachements. On a peut-être voulu faire plus d'effet en multipliant les nuances.

A la même époque, le 16 septembre 1609, le notaire Walthéry passe un acte au sujet de discussions entre Guillaume delle Chaulcie et Quirin Pardique, citoyens de Liège, d'une part, et, d'autre part, Herman et Winand Emonds, habitants de *Roelle*, au duché de Limbourg, c'est-à-dire de *Raeren* (ou *Roren*) : le Limbourg ne possédait pas d'autre localité dont le nom puisse suggérer un doute sur cette identité.

Raeren avait donc à Liège une organisation non seulement commerciale, mais aussi artistique et même industrielle : l'un ou l'autre jour, à raison de la présence de tant de Raerenois à Liège, on y trouvera sans doute quelque essai de fabrication de grès par des potiers limbourgeois.

Tout cela cède peu de place, on le voit, pour l'arrivée à Liège des grès de qualité inférieure de Bouffloux, tant que l'industrie artistique de Raeren est restée florissante.

Ajoutons que le liégeois Théodore de Bry a laissé, dans son œuvre, une série de blasons en blanc, sortes de passe-partout où il ne s'agissait plus que d'inscrire les meubles des armoiries, et que le dessin de ces lambrequins a servi de type pour les blasons tant des vases de grès de Raeren que du vitrail de Robert Thievin ; ce dernier est donc probablement un élève de de Bry, dont les types ont été utilisés pour la fabrication de Raeren, comme certaines autres de ses gravures.

On peut d'ailleurs comparer les lambrequins des purs Bouffloux aux Raeren, pour voir de quel côté l'art se révèle : Quand les partisans de Bouffloux se trouvent en présence d'un type de Raeren reproduit sur les grès de leur localité, ils ne peuvent s'empêcher de s'écrier : « C'est un de nos écussons les plus soignés : les détails et surtout le cimier sont fort bien fouillés (1). ».....

(1) *Documents* etc., de Charleroy, XIII, p. 561.

Est-il dès lors probable que Bouffloux, plus éloigné de Liège, devant, à raison des frais du transport (1), vendre ses grès plus cher, ait eu beaucoup de vogue à Liège, même de 1600 à 1620 environ, en concurrence avec Raeren, qui l'emportait à un si haut degré par la supériorité de ses produits?

Cela dit, relevons les erreurs du dernier article imprimé dans ce *Bulletin*, auquel le présent travail sert de réponse; mais disons que toutes ces erreurs ne sont pas absolument imputables à l'auteur critiqué: leur réfutation résulte parfois d'études et de découvertes nouvelles, que l'éloignement de celui-ci des dépôts d'archives de Liège lui a nécessairement laissé ignorer.

Certains procédés de discussion trouveront leur réfutation en détail à mesure que l'occasion s'offrira; on les rassemblera ensuite, pour les résumer; mais on négligera, à cause de son caractère fastidieux et inutile, toute l'argumentation qui concerne le nombre plus ou moins grand, en telle année, de membres de telle famille dans le chapitre de Liège. Cette argumentation a pour but, dans l'esprit de son auteur, de démontrer que l'année 1640 n'a pas été le point culminant de la fabrication de Bouffloux pour Liège; or, peu importe cela; car l'année 1640, qui continue à posséder une très bonne moyenne, n'a jamais été produite autrement que comme une des années où Bouffloux florissait à Liège.

Abordons les blasons l'un après l'autre, et ne nous occupons dans cette partie (sauf à reléguer le surplus dans

(1) On a parlé de l'impôt du *soixantième* qui, au XVIII^e siècle, frappait à Liège les grès de Raeren: il n'y avait guère avantage sur ce point pour Bouffloux où, en 1599, le potier Jean Bertrand demanda et obtint des députés des États que le *soixantième* frappât non les fabricants, mais les marchands de pots de pierre. (*État noble*, III, p. 215 v^o, décision du 8 février.)

un appendice) que des grès de Bouffioulx ou attribués à Bouffioulx avec plus ou moins de certitude.

ALLNER.

Ce blason a originellement été fabriqué à Raeren; il porte la marque caractéristique de Jan Emens : I-E (débris trouvés à Raeren; voy. aussi coll. Thewalt, à Cologne; Mus. ibid. et Aix-la-Chapelle).

Pourrait-on admettre, en effet, qu'un d'Allner, d'une famille rhénane voisine de Siegburg, fût allé commander à Bouffioulx des grès à ses armes, alors que, étant dans le pays de Liège, où les d'Allner et d'Allner-Vervoz eurent « de grandes relations et de belles alliances », il pouvait les obtenir directement de Jan Emens, à Raeren ?

Ce Jan Emens est le principal des potiers de Raeren; il était à la fois modeleur et fabricant de grès; il n'a jamais travaillé que pour Raeren.

Il s'agit donc, puisqu'on a trouvé un échantillon de ce grès dans les débris de Bouffioulx', ou d'une imitation ou d'un surmoulage du blason des d'Allner, fabriqué *d'abord* à Raeren (1) : c'est le grès « des plus soignés, fort bien fouillé » dont il s'agit plus haut.

BERGH-EYNATTEN.

A l'hypothèse d'une union Bergh-Eynatten du XVI^e siècle a été opposée ici même (2), cette autre hypothèse qu'il

(1) Reste à la vérité l'hypothèse de la communication bénévole des moules de ses potiers faite par Raeren, par l'intermédiaire des Cran (?); mais on a protesté contre cette explication comme si elle était offensante pour Bouffioulx. Peu importe d'ailleurs le mode de communication, si celle-ci a eu lieu.

(2) XVII, p. 109.

s'agirait d'un mariage entre membres des mêmes familles au XVII^e siècle.

Or, deux alliances pareilles viennent d'être retrouvées à cette époque :

Jean Bergh de Trips, mort en 1662, avait épousé Anne-Marie d'Eynatten, née en 1628, morte en 1684.

Henri (ou Herman)-Thierry Bergh de Trips, né en 1620, mort en 1676, avait épousé Marie-Madeleine (Régine) d'Eynatten, née en 1633, morte en 1712 (1).

Les deux épouses, sœurs, étaient nièces du chanoine de St-Lambert, Jean d'Eynatten; celui-ci était prévôt de l'église royale d'Aix-la-Chapelle, ville dont Raeren était voisine.

Si la fabrication de Raeren avait encore été, vers 1650, aussi florissante que jusqu'en 1620, les Eynatten, originaires du ban de Walhorn (d'où dépendait Raeren), eussent-ils songé à faire faire leurs grès à Bouffioulx ?

Par contre, avant 1620, même en supposant l'industrie artistique de Bouffioulx en pleine faveur, des parents du chanoine eussent-ils eu un instant l'idée d'abandonner Raeren ?

Ce blason s'est rencontré sur un grès du musée d'Amsterdam avec des blasons du XVII^e siècle, de San-Vittores et Xhenceval (voy. ces noms ci-après); cela confirme jusqu'à un certain point l'attribution des armoiries à l'une des alliances du XVII^e siècle.

BERNARDO (Voy. SLINS).

BETTONVILLE (Voy. MASILLON).

(1) VORSTERMAN VAN OYEN, *Notices généalogiques et historiques sur la famille Eynatten* (Maestricht); MACCO, *Beiträge zur Geschichte und Genealogie rheinischer Adelsfamilien* (1884), pages 80 et 84.

BOCHOLTZ.

Pour établir l'attribution du blason Bocholtz, mi-parti de Bocholtz, à l'un des chanoines du XVII^e siècle, il avait été supposé que ceux-ci avaient évité l'écartèlement de quatre fois trois têtes de léopard et avaient préféré indiquer sur leur blason l'alliance de leurs parents par une partition qui évitait la confusion de douze têtes de léopard.

Depuis, il a été trouvé dans les ouvrages sur la matière cette formule absolue qui confirme l'hypothèse : « un blason écartelé, composé de quartiers quatre fois répétés, n'est ni héraldique, ni admissible (1). »

Quant à l'exemple tiré des armes des Montmorency, il est à remarquer qu'il ne s'y agit pas d'écartèlement, mais d'une croix cantonnée de quatre fois quatre alérions, et l'on connaît le motif de la substitution de ces quatre alérions au seul qui existait d'abord dans ces armes (2).

D'ailleurs, cite-t-on un grès de Bouffloux portant les armes des Montmorency ou d'autres armes aussi exceptionnellement compliquées ?

Mais voici qui confirme l'attribution du blason Bocholtz-Bocholtz aux Bocholtz du XVII^e siècle : un de leurs agents a fait faire lui-même des grès de Bouffloux à ses armes ; or, cet agent vivait en plein XVII^e siècle (voy. ci-après, v^o Clercx) ; est-il admissible que le subalterne aurait recouru à Bouffloux, si ses principaux ne lui en avaient donné l'exemple ?

BOONEN (Voir à l'Appendice).

(1) NAHUY, *Revue belge de numismatique*, 1878, p. 87.

(2) PAUTET DU PAROIS, *Nouveau manuel complet du blason* (Encyclopédie Roret), p. 27.

CHOCKIER dit SURLET.

Ici, tout le monde est d'accord, et, en effet, une inscription non remarquée d'abord confirme l'attribution présentée ici-même (1) : le vase du musée de Gand porte la date de 1631, avec les mots : (*maximo*) VICARIO LEODIE(n)SI; cela se rapporte à Jean Surlet de Chokier, grand-vicaire de 1622 à 1656, qui figure dans le calendrier de 1640.

CLERCX dit BERINGEN.

Le blason attribué précédemment à la famille Dormael est, à n'en pas douter, celui de la famille Clercx de Beringen, comme il apparaît sur une pierre tombale de l'église S^{te}-Claire, pour les époux : Antoine Clercx, dit de Beringen, bailli d'Oreye, échevin de la haute cour de Jupille, mort en 1624, et Catherine Spirinck, morte en 1646.

Il naquit de ce couple, qui habitait la paroisse de S^t-Servais, un enfant du nom de Marin Beringen, baptisé le 12 avril 1598, à Notre-Dame-aux-Forts.

Un autre enfant des mêmes époux, du prénom de Matthieu, fut baptisé en la même paroisse, le 17 août 1602.

Enfin, leur fille, du prénom de Marie, fut baptisée le 14 mai 1605.

Les initiales M B, qui se trouvent sur les grès de Bouffioulx, conviennent aux trois enfants; mais la forme de l'écu (qui n'est ni un ovale ni un losange) indique un des deux fils.

Marin Beringen est, sans doute, celui auquel ces grès se rapportent; car il épousa Catherine Houwen, sœur de

(1) XVII, p. 110.

Léonard Houwen, dont le nom apparaît également sur les grès de Bouffloulx (v^e *Houwen*), et qui lui-même épousa Marie de Beringen, sœur de Marin.

A la mort de son père ou peu après, Marin Beringen lui succéda en qualité de bailli d'Oreye; or, la seigneurie d'Oreye appartenait aux Bocholtz, et les membres de cette famille se sont trouvés, on ne peut davantage, en contact avec les Beringen.

On les rencontre associés dans les actes baptismaux de Notre-Dame-aux-Fonts :

Le 3 septembre 1623, Catherine Beringen remplace comme marraine Marie de Groesbeek, dame de Bocholtz.

De même, le 9 juillet 1624, Marie Beringen est marraine au nom de la dame de Bocholtz.

Le 2 juin 1628, Marguerite de Groesbeek, dame de Bocholtz, est marraine d'un enfant de Marin Beringen.

Un acte du 25 janvier 1635, concernant Marin Beringen, est passé en la résidence de l'archidiacre de Bocholtz, « où demeurait le dit Marin, derrière Saint-Michel (1). »

Les Beringen se rattachaient, d'ailleurs, par leurs relations et leurs alliances, au monde ecclésiastique de Liège. Parmi les parrains de leurs enfants, on distingue : les chanoines Guillaume Pontigonio (de Saint-Lambert); Georges Mathei (de Saint-Paul); Gaspar de Robles, archidiacre de Campine; l'abbé de Mouzon, René de Ficquelmont, qui joua un rôle dans l'histoire de Liège. Ils étaient, en outre, parents de Matthieu (ou Jacques)-Guillaume de Beringen, chanoine de Sainte-Croix; Guillaume Houwen, chanoine de la Petite table à Saint-Lambert, etc., etc.

(1) Cour d'Oreye, fol. 78 (aux archives de Liège) : acte signalé par M. DANET DES LONGRAIS, à qui sont dus en grande partie les renseignements sur les Beringen.

Ce n'est donc pas une hypothèse gratuite que de rapporter à toutes ces relations avec le clergé, et notamment avec les chanoines de Bocholtz, les commandes faites aux potiers de Bouffloux, qui reconnaissent le chapitre de Saint-Lambert pour seigneur.

Par contre, comme il a été dit ci-dessus, il est difficile d'admettre que, pour faire fabriquer à Bouffloux des grès à ses armes, Marin Beringen n'ait pas profité des commandes faites par son supérieur, l'archidiacre de Bocholtz, et comme conséquence presque nécessaire, le blason de Bocholtz parti de Bocholtz, appartient à celui-ci ou à son frère, chanoines de 1615 à 1645 et 1652.

En mars 1666, Marin Clercx de Beringen figure en qualité de procureur près la vénérable cour de Liège (1); il avait fait son testament le 9 mars 1632 (2).

Ces Clercx étaient riches : on les voit intervenir en 1640 pour obvier à la pénurie de la caisse épiscopale (3), dans les embarras de ces temps troublés.

COLCHON.

Pas de doute sur l'attribution des grès à Léonard Colchon, au XVII^e siècle, puisqu'il a été nommé abbé de Seligenstadt en 1625 et président de l'union de Bursfeld en 1642; or, les deux titres sont mentionnés sur les vases de Bouffloux; en supposant que les grès portant le premier de ces titres seulement soient antérieurs à la collation du second, toujours est-il qu'ils datent au moins de 1625; mais la participation de Colchon aux événements historiques de 1640 permet de croire qu'il a profité de sa présence à Liège pour

(1) *Ibid.*, fol. 129.

(2) Protocoles du notaire Millemans.

(3) État noble, Recès, VII, fol. 49 v^o.

faire faire deux sortes de vases, les uns à son titre usuel d'abbé de Seligenstadt, les autres, avec les deux titres réunis.

Comment admettre, en effet, qu'avant 1640, alors qu'il résidait au fond du Hanovre, Léonard Colchon ait dépassé Siegburg, Frechen et Raeren pour faire des commandes à Bouffioulx ? Si les fours de Siegburg étaient éteints depuis 1632, ceux de Frechen ne l'étaient pas, et ceux de Raeren s'allumaient encore de temps en temps, puisqu'on possède des grès armoriés de Raeren de 1633, 1694, etc.

Quant à l'assertion que les armes des Colchon auraient été changées après Jean Colchon, mort en 1622, le fait est contredit par les grès de 1640.

De plus, on peut voir encore aujourd'hui à Amay et Ombret des pierres sépulcrales de membres de la famille Colchon ou Colson, portant le blason des vases de grès. Ces pierres sont datées de 1720 et 1764.

DORMAEL (Voy. CLERCX).

ELDEREN.

Bouffioulx a produit des grès au blason de vair, à une fasce de (?); cimier, une encolure de bouc : c'est là aussi un produit primitif de Raeren.

Il n'est pas douteux du tout qu'il s'agisse bien du blason des Elderen; un von Bock, de Westphalie, n'eût pas recouru à Bouffioulx pour faire faire sa vaisselle, ayant mieux à proximité.

Pour la date à assigner aux grès avec les armes d'Elderen, on est libre de combattre la thèse à l'aide de suppositions contraires; mais l'ensemble de toutes les observations qu'a faites l'auteur du présent article, appuyées de la vraisemblance tirée des millésimes, tous du XVII^e siècle (voy. ci-dessus), l'a convaincu que les grès aux armes d'Elderen se

rapportent : ceux de Raeren , à Guillaume d'Elderén , chanoine de Saint-Lambert de 1542 à 1602 : ceux de Bouffioulx , — s'ils ne sont pas de simples imitations de Raeren , — à Jean d'Elderén , id. de 1601 à 1652 , peut-être à un deuxième Guillaume , id. de 1607 à 1653 , ou à Louis d'Elderén , id. en 1636 , prince évêque en 1688 , lequel , en effet , a eu des relations directes avec Châtelet , en 1641.

Inutile d'insister sur la supériorité du dessin des armoiries d'Elderén à Raeren , relativement à celles de Bouffioulx . C'est là un point qui ne se discute plus , mais dont la confection du même blason par les deux ateliers donne ici fort à propos un exemple palpable.

ENGHIEN (voy. HAVRECH).

EYNATTEN-BERGH.

Voici un grès important : s'il y a eu plusieurs alliances Bergh-Eynatten , tant au XVI^e siècle qu'au XVII^e , il n'en existe qu'une dans le sens inverse , et elle est du XVII^e . Il s'agit du mariage de 1656 entre un d'Eynatten et Ferdinande Bergh de Trips (1).

Mais , pour repousser la preuve directe tirée de cette dernière alliance , on déclare avoir la « conviction qu'il s'agit d'un écu géminé de Bergh-Eynatten et non d'Eynatten-Bergh , et que l'apparence du contraire est le fait de l'artiste mouleur (2). »

Si pareil mode d'argumenter comportait une réfutation , on n'aurait qu'à faire remarquer que cet artiste mouleur aurait pris une peine bien inutile , puisque les mêmes

(1) VORSTERMAN VAN OYEN , *l. cit.* , p. 28.

(2) *Documents cités* , p. 524.

blasons existent à Bouffioulx en contre-partie (voy. v^o *Bergh-Eynatten*).

GODART ou GODAR.

Voici du nouveau :

Le blason des Lierneux est disposé de la manière suivante : un lion, coupé en chef d'une hure de sanglier, parti d'une comète.

Sauf l'interversion des deux cantons du chef, telle est aussi la disposition du blason de J. Godart, maître-potier de Châtelet, imprimé sur les grès de Bouffioulx.

De là l'hypothèse que J. Godart s'était approprié le blason des Lierneux, en le sommant d'un château pour représenter la ville de Châtelet.

De là aussi l'explication de l'emploi fait par J. Godart d'un blason des Lierneux, ayant servi à une commande faite « 35 ou 40 ans peut-être » auparavant.

Eh bien ! ni l'hypothèse ni l'explication ne sont fondées.

Il s'agit tout simplement du blason de la famille liégeoise des cordiers Godar, tel qu'on le retrouve à Liège en 1670, pour Jeanne Godar, épouse de Gilles Docteur.

Ce blason des Godar est bien celui des pots, sauf qu'au premier canton, ce n'est pas une comète, mais un attribut de profession : un support de corderie, représenté en bande, la pointe en haut.

Au lieu du lion rampant et non couronné des Lierneux, les Godar portaient un lion passant couronné, comme sur les grès de Bouffioulx.

Enfin, le blason des Godar de Liège est réellement sommé d'un donjon.

Jean Godart est donc un Liégeois, et de fait il ne figure dans les listes publiées des potiers de Châtelet et Bouffioulx

qu'en 1623 (1) pour y continuer par ses descendants, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle (1787), l'exercice de la profession de potier.

L'attribution du blason aux Lierneux, soit du XVI^e siècle, soit du XVII^e, vient donc à tomber.

HAVRECH.

Il s'agit bien certainement, non d'un Enghien (2), mais d'un Havrech, comme l'indique l'inscription: la première partie S. P. en reste inexplicquée (3); mais la deuxième I. H. se rapporte bien certainement à Jean d'Havrech, qui vendit aux Lierneux, en 1625, les seigneuries de Prelle, etc.; il n'en conserva pas moins le blason de sa famille, encore porté, avec le nom de la seigneurie, par une branche établie à Nivelles.

C'est là un personnage qui n'appartient en rien au

(1) Si Godart était allé à Bouffloux plus tôt, il aurait pu en être tiré argument pour vieillir la fabrication des grès à armoiries liégeoises en cette localité; dans le système contraire, ce n'est qu'un argument négatif et l'on se borne à l'énoncer ici comme simple indice.

(2) Les d'Enghien n'existaient plus en Belgique au XVI^e ou au XVII^e siècle: la famille primitive y était éteinte depuis le XIV^e ou XV^e siècle (LA CHESNAYE-DESBOIS, VII, p. 215), et la baronnie d'Enghien, par le mariage de François de Bourbon, comte de Vendôme, avec la fille de Pierre de Luxembourg, en 1462, avait été transférée à la maison des princes de Condé. (BUTKENS, II, pages 113 à 122.)

(3) S. P. avant le nom ne peut indiquer la seigneurie de Prelle, et, d'autre part, la devise: *Sans peur*, ou *Sans plus* que donnent CHASSANT et TAUZIN, n'est pas celle des d'Havrech, qui criaient: *Enghien!*

La place accessoire des lettres S. P. aux côtés du cimier indique peut-être le nom du potier.

XVI^e siècle; car on nous le fait connaître seulement au commencement du XVII^e siècle jusqu'à la vente citée de 1625, après laquelle il a, certes, continué à porter ses armoiries de famille.

Aussi, une fois pour toutes, repousse-t-on ici l'argument tiré de la trouvaille de fragments de tel ou tel grès (dont celui-ci) dans les ruines d'un four du XVI^e siècle : la circonstance qu'en des fouilles on met la main sur des débris datés de 1590 à 1601 ne prouve nullement que cette dernière date soit celle où le four s'est éteint à tout jamais, pas plus que la découverte d'une monnaie romaine ne pourrait servir à démontrer que des substructions n'appartiennent pas à l'époque franke.

Quant à l'étude des couches du sol des anciennes fabriques, ce procédé, très utile en géologie, est tout ce qu'il y a de moins scientifique quand il s'agit de faits archéologiques :

« L'influence des géologues, a dit avec raison M. Alex. Bertrand, a eu ce résultat fâcheux d'introduire dans l'étude des faits relatifs au développement des sociétés humaines, une méthode et une habitude d'esprit, fort peu applicables à ce terrain mobile où s'agit le libre arbitre à côté de la toute-puissance divine. Il peut y avoir en géologie une loi immuable de la succession des terrains de l'écorce du globe, primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire, avec des subdivisions peut-être aussi nettement tranchées; il n'existe point de loi semblable applicable aux sociétés humaines, à la succession des couches de la civilisation »... ni même à celle des couches des produits d'une fabrique de pots de grès, couches que trop de circonstances peuvent bouleverser.

HEUR (voy. ORANUS).

HOHENZOLLERN.

Ecartelé : aux 1 et 4, contre-écartelé d'argent et de sable ; aux 2 et 3, d'or au cerf passant de sable ; sur le tout, un écusson de sable à deux sceptres d'or passés en sautoir. En cimier : braque aux émaux du 1 ; sceptre ; bois de cerf (1).

(Coll. Dansette.)

On ne soutiendra pas sans doute que du fond de la Souabe, à Hechingen et Sigmaringen, où résidaient les Hohenzollern, ils aient fait des commandes à Bouffloux ou que, des bords de la Sambre, les potiers wallons aient spontanément songé à fabriquer des grès en l'honneur de cette famille allemande.

Il faut donc rechercher quelle circonstance a pu appeler l'attention des uns sur les autres.

C'est en Allemagne que se contractèrent certaines alliances des Hohenzollern avec des familles des Pays-Bas : Palant de Culembourg, d'Arenberg, etc.

Mais à la même époque, le nom de Hohenzollern pénètre plus directement dans le pays de Liège.

C'est d'abord à la cour de Ferdinand de Bavière, prince évêque de Liège (1612-1650), Eithel-Frédéric de Hohenzollern, né en 1582, grand maître d'hôtel, grand prévôt de Cologne depuis 1618, cardinal en 1621, évêque d'Osna-

(1) SIEBMACHER, I, 14; VI, 6.

Voir, sur tout ce qui suit, MORERI, aux mots Furstenberg et Hohenzollern; DE VRIES, *De doorluchtige weerd*, II, p. 622; S. BORMANS, *Bull. de l'Inst. archéol. liég.*, X, p. 412; HABETS, *Publications de la Société archéol. dans le duché de Limbourg*, X, pages 56, 63; MUNCH, *Geschichte des Hauses und Landes Furstenberg*, II, p. 322; III, pages 69 et 72; CIACCOTUS, IV, 457; GUARNACCI, *Vitae et res gestae pontificum romanorum*, I, p. 254.

bruck en 1623, mort la dite année : en 1615, il apparaît à Liège dans un acte de baptême d'un enfant de René de Renesse (1).

Son cousin germain, Jean-Georges de Hohenzollern, favori des trois empereurs Rodolphe II, Mathias et Ferdinand II, élevé par ce dernier à la dignité de prince de l'Empire, eut une nombreuse descendance, dont plusieurs membres s'établirent dans le pays de Liège.

1^o Eithel-Frédéric, époux de Marie-Isabelle de Bergs'Heerenberg, dont la mère était une Witthem, marquise de Berg-op-Zoom ; il était le beau-frère du comte de Warfusée, qui joua le rôle que l'on connaît dans l'assassinat de Laruelle, en 1637.

2^o Sibylle, épouse du comte Ernest de la Marck, baron de Lummen, seigneur de Seraing, avoué de Franchimont.

3^o Marie-Anne, femme d'Egon de Furstenberg.

4^o Marie-Renée, épouse du comte de Kœnigsegg.

De Marie-Anne de Hohenzollern, comtesse de Furstenberg, naquirent les trois chanoines de Saint-Lambert, Ernest-Egon (1649 à 1652), François-Egon (1652 à 1682), Guillaume-Egon (1660 à 1668), mort en 1704. Ces deux derniers furent entre autres abbés de Stavelot et Malmedy, grands maîtres d'hôtel, chefs du Conseil privé et du Conseil d'État du prince évêque, et Guillaume-Egon, cardinal en 1686, coadjuteur de Maximilien-Henri de Bavière, fut élu comme son successeur, mais non confirmé en cette qualité par le pape.

Un des petits-fils de Marie-Anne, Maximilien-François Gobert de Lynden, fut chanoine de Saint-Lambert de 1662 à 1684.

Marie-Renée de Hohenzollern, comtesse de Kœnigsegg, fut l'aïeule du chanoine Hugues de Kœnigsegg (1678 à 1685).

(1) Paroisse de Saint-Adalbert, 8 février 1615.

A Liège, à la fin du XVII^e siècle, il n'y avait donc pas moins de cinq chanoines de Saint-Lambert, ayant pour mère ou grand-mère une Hohenzollern.

On a le choix entre ces diverses occasions de fabriquer pour Liège des grès aux armoiries des Hohenzollern : mais toutes se rapportent au XVII^e siècle.

Le vase de la collection Dansette porte, à côté de ces armoiries, celles des Salme (voy. ci-après); elles sont attribuées ici à la même époque.

HORION.

La concession de deux lions comme supports, faite aux Horion en 1637 seulement, empêche de faire remonter au-delà les blasons des Horion avec ces supports.

Il est vrai qu'on rencontre aussi à Bouffloulx un blason avec une bande et sans supports ; mais s'agit-il des Horion ? Et s'il s'en agit, de ce que les supports manquent, en résulte-t-il que les blasons sans supports doivent remonter à une époque fort antérieure, fin du XVI^e siècle ? Depuis quand les augmentations d'armoiries sont-elles devenues obligatoires pour les impétrants ?

Même observation à ce sujet que celle qui a été présentée à propos de Léonard Colchon : le titre de président de l'Union de Bursfeld manquant sur les grès ne prouve nullement que le personnage ne possédait pas encore cette qualification quand il les a fait fabriquer.

D'ailleurs, pourquoi cette époque *fort antérieure* ? Arnold de Horion, avant d'obtenir les supports en question en 1637, n'était-il pas chanoine de Saint-Lambert depuis 1615 ? Il y a de la marge.

HOUWEN.

La personnalité de Léonard Houwen est aujourd'hui connue et bien caractérisée : au lieu de la chercher au loin, de même que pour Robert Thievin, c'est à Liège même qu'on a fini par le découvrir.

Les parents de cet individu habitaient Liège, en la paroisse Sainte-Aldegonde, où ils eurent plusieurs enfants en 1593, 1601, 1603 et 1609.

Le troisième, Léonard Houwen, fut baptisé à Notre-Dame-aux-Fonts, le 17 mars 1603, et eut pour parrain le révérend Léonard Vossius, doyen de Saint-Jean-l'Évangéliste (1).

Un manuscrit d'Abry (2) mentionne Léonard Houwen avec son nom et son blason, tels que sur les pots de grès, dans une série d'armoiries « tirées de la Sodalité des jeunes hommes à Liège, au Collège des RR. PP. Jésuites, l'an 1690 : ce sont les réparations y données à diverses reprises depuy l'an 1630. »

Il est probable que les Houwen du XVII^e siècle sont les descendants des Hauben qui, le 28 avril 1589 et le 11 juin 1619, à Notre-Dame-aux-Fonts, ont un Bocholtz pour parrain ou tiennent un enfant de Bocholtz sur les fonts baptismaux ; un frère de Léonard reçut d'ailleurs le prénom de Godefroid, de son parrain Godefroid de Bocholtz.

(1) Ce personnage était né à Hasselt; il avait été élu doyen de Saint-Jean le 13 février 1586; il fonda une bourse à l'Université de Louvain et mourut le 27 février 1603. (DARIS, *Histoire de la ville de Looz*, II, page 26.) Le doyen DE VAULX raconte, à propos de ce Léonard Voss, l'anecdote suivante :

Il avait été élu doyen de Saint-Jean malgré le chapitre, et il dit à ses collègues : « *Vos me non elegistis, sed ego elegi Vos.* »

(2) « Recueil des tombeaux de la ville de Liège » (appartenant au comte d'Oultremont, n° 60), page 284.

De là des relations avec les Clercx de Beringen, qui amenèrent des unions entre les deux familles. (V. Clercx.)

Léonard Houwen, après avoir figuré, à partir du 16 juillet 1629, parmi les députés des bonnes villes aux réunions des trois États de Liège, fut nommé receveur des dits États le 18 juin 1632, sans doute pour les villes flamandes, en même temps que Pierre Rossius l'était pour les wallonnes (1). Il continua ces fonctions pendant de longues années, et l'on retrouve son nom presque à chaque page des recès des États.

En 1649, lui fut retirée l'autorisation de collecter pour les chanoines restés à Liège, tandis que le prince évêque avait transféré le chapitre à Huy (2).

Léonard Houwen épousa Marie de Beringen, sœur de Marin, dont il eut un fils, tenu sur les fonts par Matthieu de Beringen, avocat à la cour de Liège, et Catherine Spirinck, veuve d'Antoine de Beringen (dont le prénom fut donné à l'enfant), et mère de l'épouse.

Léonard Houwen habitait alors la paroisse de Saint-Michel, comme les Clercx et les Bocholtz.

Les Houwen provenaient sans doute du Limbourg actuel, où, on l'a vu, ils avaient des homonymes portant le même prénom de Léonard. A remarquer pourtant que le parrain Vossius, aussi un Limbourgeois, portait le prénom de Léonard, que lui avait transmis son père et qu'il a donné à son filleul ; on peut donc faire abstraction de la prédominance de ce prénom dans la famille Houwen ; c'était sans doute une de ces familles des bonnes villes qui, fournissant des membres à l'État tiers, avaient fini par s'établir à Liège même.

(1) Recès de l'État noble, V, minute de la nomination intercalée à la page 234.

(2) DARS, *Histoire du diocèse et de la principauté de Liège* (XVII^e siècle), I, p. 263.

Notre Léonard Houwen figure à Sainte-Véronne, le 18 août 1652, comme parrain d'un enfant de Joseph Castellano, gentilhomme verrier d'Altare, employé dans les usines des frères Bonhomme.

KERCKHEM.

L'écu de Kerckhem a été rencontré sur les pots de grès :

1^o Avec le blason de l'abbé de Severi, de Floreffe (1640 à 1662);

2^o Avec un blason portant la date de 1639;

3^o Avec les armoiries d'un van den Steen qui, s'il n'est pas celui de l'abbé d'Amay (1639 à 1671), est tout au moins celui du chanoine de Tongres, mort en 1630.

En faisant abstraction d'un quatrième blason (1), encore indéterminé, on voit qu'il n'y a pas lieu d'adopter le jugement : « Nous pensons devoir reporter cet écusson à la fin du XVI^e siècle; car nous le rencontrons de divers côtés sur les mêmes pots, avec des écus attribués à cette époque. »

La prémisses n'est pas fondée : la conclusion n'a plus d'appui.

Au surplus, il est à remarquer que, eût-on trouvé le blason de Kerckhem sur des vases portant des armoiries du XVI^e siècle, cela ne prouverait rien; car on nous dit (2), en parlant précisément de la réunion la plus diverse de blasons de familles étrangères l'une à l'autre : « Ne voit-on pas que l'ouvrier, pour son travail, a puisé machinalement et au hasard, dans le magasin de moules, une poignée d'écussons quelconques, ou bien, s'il faisait un certain choix, qu'il ne pensait qu'à prendre les plus jolis ? »

Il n'est pas inutile de faire remarquer combien ce raisonnement est juste: déjà ici même (3), avait été présentée l'ob-

(1) *Documents*, etc., pl. VII, fig. 5.

(2) *Ibid.*, p. 463.

(3) *XVII*, p. 107.

servation que les blasons ainsi rassemblés sur les grès de Bouffloux manquent absolument de synchronisme, et il en a été cité qui variaient entre eux de plus de trente ans.

Cela dit en passant, pour être appliqué même aux marques de potier, et ce n'était pas là une particularité spéciale à Bouffloux ; à Raeren, où ces disparates ne sont pas aussi flagrantes, un même objet porte une marque de potier de 1559, avec deux sujets de 1590 et 1593 (1).

Il n'y a rien à tirer de ces anomalies ; mais, on le répète, jusqu'ici jamais le blason de Kerckhem n'a été rencontré avec des écus datés ou même *datables* du XVI^e siècle.

LAPIDE (A) voy. STEEN (VAN DEN),

LIBERT.

Ici, pas de preuve formelle ni *pour* ni *contre* l'attribution au XVII^e siècle.

« Notre écu, affirme-t-on, appartient à Antoine Libert, bourgmestre en 1591 et 1595. »

C'est là un genre d'objection par hypothèse contraire, à laquelle il n'y a pas moyen de répondre autrement qu'en maintenant l'opinion contestée : L'écu appartient à un des nombreux Libert du XVII^e siècle.

Pour persister, on s'appuie ici sur le fait général, mis en relief ci-dessus : jusqu'ici, aucun millésime du XVI^e siècle n'a été signalé sur les grès armoriés de Bouffloux, qui ne sont pas des surmoulages ou des imitations de Raeren.

Il est à supposer que l'attribution au Libert de la fin du

(1) SCHUERMANS, *Mille inscriptions*, etc., n° 667.

XVI^e siècle, attribution dont les motifs ne sont pas exprimés, est fondée sur ce qu'un vase, le seul portant ce blason qu'on ait trouvé entier, est revêtu des deux blasons Masillon et Marcelis, qu'on reporte aussi au XVI^e siècle; on lira ci-après les raisons de ne pas admettre cette autre hypothèse, et même on verra que si le blason des Masillon se résout en celui des Bettonville, c'est tout à la fin du XVII^e siècle qu'il faudrait placer le blason des Libert.

LIERNEUX (voy. GODART).

LOUERBROUCK (voy. VILLE).

MARCELIS.

L'idée d'attribuer deux blasons imprimés sur les mêmes grès au père et à la mère du personnage qui les a fait faire, a été combattue et peut-être avec raison.

Mais une fois que la réunion des deux blasons d'Oumale et Marcelis cesse d'être rapportée aux parents du chanoine d'Oumale — ce qui avait été déduit de la présence simultanée de ces armes sur plusieurs vases — il y a lieu simplement de restituer chacun des deux blasons aux deux chanoines d'Oumale et Marcelis, alliés qui, de 1607 à 1620, firent partie ensemble du chapitre de St-Lambert.

Quant à la devise : FORTVNA FERENDO EST SVPERAND(a), il ne suffit pas de dire qu'elle *pourra* un jour se rencontrer avant 1616 pour affaiblir l'argument tiré de la première apparition connue de cette marque sur les livres imprimés à Rouen par Étienne Vereul.

Des bibliophiles exercés se sont livrés à des recherches sur ce point, et ils sont persuadés que Vereul a été le

premier à donner au sujet déjà employé par Morberius, une légende de forme plus classique, en empruntant le texte à un vers de Virgile (*Aen.*, V, 710) :

..... *superanda omnis fortuna ferendo est.*

C'est précisément à la même époque que van der Stock, receveur général d'Anvers, fit imprimer sur ses jetons de 1619 : *SVPERANDA FERENDO* (1).

Tant qu'on ne démontrera pas qu'il existe ailleurs que sur le frontispice des livres et sur les médailles de 1616 et 1619 une reproduction du vers cité de Virgile, on ne fera croire à personne que Vereul, à Rouen, et van der Stock, à Anvers, ont emprunté leur application de la citation de Virgile, à de vulgaires cruches faites à Bouffioulx pour le ménage d'un chanoine de Liège : il faudra au moins qu'on retrouve la source commune.

On a indiqué ci-dessus la portée de la détermination de date pour les grès au blason de Marcelis : cela fixe l'époque où ont été fabriqués les grès aux armoiries de Kerckem.

MAROTTE.

Le blason de la famille de Marotte s'est retrouvé sur les grès de Bouffioulx avec ceux de Bocholtz-Bocholtz et de Severy ; si ces blasons sont du XVII^e siècle, il y a là, sinon une preuve, au moins un indice pour rapprocher de nous la date où les de Marotte ont fait imprimer leurs armes sur les pots de grès.

Attribuer ces grès au chanoine de Marotte laisse d'ailleurs un espace de vingt-trois ans pour ses commandes du XVII^e siècle.

(1) DE COSTER, *Description du cabinet de jetons historiques*, etc., page 93.

A la vérité, les de Marotte, habitant Châtelet, devaient être des premiers à faire imprimer leurs armoiries sur des vases fabriqués sous leurs yeux.

Mais reste toujours l'objection qu'à Bouffioulx, absolument aucun grès armorié «du crû» n'est daté du XVI^e siècle, et que tous les blasons antérieurs à 1600 y sont des emprunts faits à Raeren.

Cette objection a une portée générale qui s'applique même aux de Marotte, et le chanoine liégeois aura commencé à faire fabriquer ses grès armoriés à Bouffioulx très peu avant l'époque où ses collègues de Saint-Lambert cessèrent, dans les premières années du XVII^e siècle, de les commander à Raeren.

Si l'on trouve quelque jour à Bouffioulx, sur des grès, des écussons datés aux armes des de Marotte, plus anciens que ceux des autres chanoines de Liège, il y a lieu d'affirmer à l'avance que leur date ne sera pas antérieure à 1600 : pareille découverte servira de pierre de touche aux deux systèmes en présence.

MASILLON.

D'après de nouvelles études, jamais le blason des Masillon ne s'est rencontré avec un autre cimier que le lion, tandis que les armoiries à disposition analogue des Bettonville sont sommées d'une fleur de lis, rose ou quintefeuille.

Il n'y a donc plus lieu de s'arrêter à ce détail de l'absence de l'écu de Nivelles sur la fasce, absence qu'on pourrait, au surplus, expliquer comme l'absence de l'étrier des Hosden chez les d'Oumale. (Voy. plus loin.)

Quant aux Bettonville, leurs relations avec les membres du chapitre de Saint-Lambert datent seulement de la fin du XVII^e siècle, époque où l'un d'eux était receveur du chapitre :

c'est Damien Bettonville qui, d'après une pierre tombale de Sainte-Catherine, à Liège, épousa, en 1691, Marie Libert, alliance qui expliquerait jusqu'à un certain point la présence des deux blasons Bettonville et Libert sur le même vase, celui de la collection Merghelynck.

Les autres blasons trouvés en même temps que celui de Bettonville sur les grès de Bouffioulx, sont ceux de Marcelis, Oranus et Salme, tous blasons dont le XVII^e siècle n'est pas dépossédé jusqu'ici par les dénégations et les hypothèses contraires.

MICHE.

Voici, par exemple, un blason dont l'attribution ne laisse pas prise au doute.

Les Miche portaient trois lions rampants couronnés, comme sur le grès du musée de Gand.

Ernest de Miche était protonotaire apostolique : le grès est sommé du chapeau à houppes, insigne de cette fonction.

Enfin, les initiales E. M. sont celles du personnage qui, dans plusieurs actes et même sur des vitraux, s'appelait lui-même Ernest Miche.

Mais Ernest de Miche appartient au XVII^e siècle ; car il n'était pas « écolâtre de Saint-Paul dès longtemps à la fin du XVI^e siècle » ; en effet, c'est en 1619 seulement qu'il apparaît pour la première fois dans les actes, avec ce titre qu'il porta jusqu'à sa mort, en 1641.

Comme il n'y avait pas, au XVII^e siècle, d'autre Miche auquel l'insigne et les initiales pussent convenir, on a « voulu trouver mieux » : le blason, dit-on, appartiendrait à un de Henry ; quant aux initiales, elles indiqueraient le nom du potier. . . .

Malheureusement pour cette hypothèse, les de Henry ne portent point dans leurs armes les lions *couronnés*, et leurs

lions ont une croix en cœur, autre signe caractéristique qui manque aux grès.

Passons.

MOTTE (LA).

D'argent à l'arbre terrassé de sinople, accosté de deux lions rampants de gueules, écartelé d'or à trois fasces de sable, parti de vair.

Abry (1) reproduit exactement cette disposition et affirme que ce blason ne peut convenir qu'au protonotaire Lambert de la Motte, qui l'avait adopté pour se distinguer des autres membres de sa famille.

Abry y ajoute le chapeau à houppes qui, par suite d'éclats à la partie supérieure, ne peut être reconnu sur les fragments décrits ; mais comme cet auteur établit une relation entre le blason et le cimier, il y a lieu de supposer qu'un jour on retrouvera aussi à Bouffioulx le blason complet, avec l'insigne ecclésiastique.

Dans ce cas, il s'agira de limiter la commande des grès entre les années 1611 (où Lambert de la Motte devint protonotaire apostolique et entra au chapitre de Saint-Lambert) et 1632 (date de son décès).

Cependant, si le chapeau à houppes ne se révèle pas sur les grès de Bouffioulx, le blason pourrait appartenir à un second Lambert de la Motte, auquel le premier (son parrain?) aurait donné son nom et ses armoiries de 1611 : cet homo-

(1) Ms., cité, p. 156. ABRY y présente la date de 1621 comme étant celle où les armes de Lambert de la Motte figuraient à l'église de Sainte-Aldegonde ; mais il ne parle pas de tombeau : il s'agit probablement d'un vitrail fait en cette année. C'est donc par erreur qu'on attribue à ABRY la date de 1621 comme étant celle de la mort du personnage. Lambert de la Motte fut nommé examinateur du synode en 1618. (DARIS, *XVII^e siècle*, I, p. 304.)

nyme paraît avoir été directeur du séminaire de Liège en 1625, et il figure dans plusieurs actes baptismaux de 1647 et 1648, comme chanoine de Sainte-Croix, à Liège.

Le premier Lambert de la Motte, avec son blason sommé du chapeau à houppes, est mentionné, en 1616, sur une page d'un manuscrit à armoiries de M. le chevalier Cam. de Borman, page contenant trois autres blasons de chanoines de Liège, qui tous ont fait faire des grès à Bouffloulx : Servais Marcelis, Érasme Xhenceval et Jean d'Elderen, archidiacre du Condroz. C'est peut-être un hasard ; mais c'est précisément à cette année 1616 qu'on attribue ici la première confection des grès de Marcelis à la légende FORTVNA FERENDO.

ORANUS.

La famille d'Heur ou Oranus (de Ora), dont le blason était sommé d'un serpent, était complètement distincte d'une autre famille Oranus (de Hora), dont non seulement le cimier, mais le blason tout entier était absolument différent ; les uns ne sont pas une branche des autres.

Quant au gouffre ou serpent enroulé sur lui-même en spirale, il a été signalé sur un blason des Oranus, recueilli par M. le chanoine Henrotte, d'après un manuscrit du héraut d'armes van den Berch : ce n'est là qu'une variante, et ce n'est pas parce qu'on ne l'aurait pas trouvée pour François Oranus, que l'on est autorisé à affirmer que ce chanoine ne portait pas le gouffre pour cimier ; pourquoi, en effet, la variante aurait-elle été appliquée à tel membre de sa famille et jamais à lui ?

En ce qui concerne la rencontre du blason d'Oranus et de Salme sur le même grès, c'est plutôt, avec la réserve ci-dessus indiquée, un argument en faveur du XVII^e siècle. (Voy. Salme.)

OUMALE.

Toujours sous la même réserve , comme le blason d'Oumale ne se voit sur les grès qu'en compagnie du blason de Marcelis, c'est un indice qu'il n'a été imprimé à Bouffloulx qu'à partir de 1616, date de l'apparition du livre de Vereul , cité plus haut.

Il n'y a absolument rien à induire de l'absence de l'étrier de Hosden dans le blason du chanoine d'Oumale ; tantôt cet étrier y est marqué, tantôt il y manque ; il y a tout autant d'exemples de chacun des deux cas.

ROSEN.

« La preuve que le blason des Rosen a été fabriqué en 1592, c'est que le vase sur lequel il se trouve porte en même temps la marque du fabricant Jacob Visnon, au millésime de 1592, et que, dès 1595 au moins, ce même fabricant avait changé de marque et en employait une autre avec ce dernier millésime. »

Il a été fait bon marché ci-dessus de cette « preuve, la plus sûre et la plus catégorique que l'on puisse donner de l'âge d'un pot. »

Mais il y a bien mieux : les deux marques, l'une prétendument de 1592, l'autre de 1595, sont toutes deux de la première de ces années ; elles portent l'une et l'autre un 2 final en forme de Z (1). Il y a donc eu, non pas changement

(1) *Documents* cités, XIII, pl. III, fig. 6, et pl. VII, fig. 6.

Il suffit de comparer ce chiffre en forme de Z au 5 de la date elle-même (1592) pour voir qu'il ne peut s'agir d'un deuxième 5, à moins d'assigner au même chiffre d'une même date deux formes absolument différentes (ceci même pour l'hypothèse où le dessinateur aurait omis de renverser le Z).

et abandon de marque, mais emploi concurrent de deux variantes d'une même marque.

On n'a qu'un mot à ajouter : certains sigles de potier de Raeren MM|M, BI MICH BALDEM MENNICKEN, IAN ALLERS, ont si bien été remployés après la date de leur fabrication qu'on les retrouve même sur les grès de Bouffloulx : d'ailleurs, on le reconnaît, « l'ouvrier, pour son travail, puisait machinalement et au hasard dans le magasin de moules, une poignée d'écussons quelconques (1). »

Et on ajoute : « Ce n'est pas seulement pour les écus armoriés que l'on rencontre cet assemblage hétéroclite . . . On trouve sur le même vase la *marque ou le chiffre d'un potier du crû*, en même temps que la marque d'un *modeleur* souvent étranger (2). *« Les marques de deux modeleurs différents se rencontrent aussi . . . »*

Voilà certes le suicide de la preuve *sûre et catégorique*.

SALME.

La seule objection faite à l'attribution du blason des Salme aux chanoines de Saint-Paul, morts en 1660 et en 1669, est celle-ci : « C'est bien moderne ».

(1) *Ibid.*, p. 463.

(2) Remarquons cependant que cela est encore à démontrer pour la rencontre d'une marque de potier de Raeren, par exemple : MM | M, BALDEM MENNICKEN, etc., avec une marque de potier de Bouffloulx, comme IACOB VISON.

Quand on produira un exemple semblable, on cessera ici de se demander si les fragments avec les marques de Raeren ne sont pas tout simplement des produits de Raeren égarés à Bouffloulx, où d'ailleurs, si l'opinion du *Westdeutsche Gewerbeblatt* est fondée, on devait tout naturellement se munir de modèles de l'industrie imitée.

Ci-dessus, la même observation a été présentée au sujet des blasons de Raeren : Lomont et autres ; jusqu'ici, ils n'ont pas encore été rencontrés sur les grès avec des blasons du « crû » de Bouffloulx.

Comme si Bouffioulx n'avait pas fabriqué des grès à blasons jusqu'à la fin du XVII^e siècle, témoin les millésimes de 1661, 1693, 1699 ; aurait-elle peut-être interrompu sa fabrication pour Liège en 1650 ? Dans ce cas, on pourrait retourner l'argumentation qui consiste à attribuer les grès aux premiers temps des fonctions ecclésiastiques ; en effet, chacun des chanoines de Salme, ou du moins l'un d'eux, est connu comme tel depuis 1623, et on pourrait supposer que les commandes par les chanoines de Saint-Paul : de Salme et de Miche, sont plus ou moins contemporaines ; dès lors, elles dateraient d'avant 1641, année de la mort du dernier.

Voilà à quoi se réduit l'argument tiré de la présence sur un même vase des blasons de Masillon (ou Bettonville), Oranus et Salme.

Il ne s'agit plus d'argumenter de l'absence des soucis sur la sépulture des chanoines de Salme à Saint-Paul (1) : vérification faite, ces meubles y sont marqués très nettement.

SAN VITTORES.

Ceci n'est pas un blason liégeois ni présenté comme tel.

Au contraire, les San Vittores ne sont cités qu'à Bruxelles, Anvers et Louvain ; aussi les blasons des deux personnages qui portent ce nom (Juan Fernandes de San Vittores et son parent, le prieur des Carmes de Bruxelles), auraient leurs grès fabriqués au XVI^e siècle à Bouffioulx, que cela serait d'un faible secours pour soutenir le contraire de la thèse : « avant 1600, il n'existe aucun blason *liégeois* sur les grès en pur Bouffioulx. »

Mais la supposition que les grès de Juan Fernandes sont antérieurs à la mort de sa femme, n'aurait de valeur que si

(1) *Ibid.*, p. 488.

le nom de celle-ci se trouvait sur les grès de Bouffioulx en même temps que le sien.

Et encore : ne voit-on pas un Marschalk de Pappenheim faire sur certain grès imprimer, en même temps que son blason et celui de sa future, celui de sa défunte épouse, les trois réunis sous la même couronne (1) . . .

SEVERY.

Il est vrai que les Severy ne sont pas une famille d'origine liégeoise, comme on l'objecte avec raison et comme, du reste, cela avait été reconnu. Mais ils ont eu tant de relations avec le pays de Liège que le blason de l'abbé de Floreffe (1640 à 1662) avait été admis dans la série liégeoise.

Il est bon d'ajouter que le vitrail de Maeseyck auquel il est fait allusion quant à un Severy de 1562, porte les armoiries de cette famille, circonstance omise, mais importante pour confirmer ces relations dès le XVI^e siècle.

SLINS.

La liste de la Sodalité des jeunes hommes du collège des Jésuites de Liège, qui nous a révélé la trace de Léonard Houwen, nous fait connaître deux de ses confrères de 1630 à 1690, François et Léonard de Slins (2), dont les armoiries sont exactement les mêmes que sur les grès de Bouffioulx, c'est-à-dire avec l'écrevisse en bande, aux quartiers 2 et 3.

Ces armoiries sont peut-être une altération de celles des

(1) *Musée royal d'antiquités et d'armures. Catalogue des collections de grès-cérames*, n° 78. Coll. DANSETTE, etc.

(2) Ms. cité, d'ABRY, p. 287.

Château de Slins, qui, à la place de l'écrevisse, portaient une masse d'armes ; mais telles qu'elles sont figurées dans la liste citée, elles permettent d'élaguer l'attribution aux Bernardo ; il est loin d'ailleurs d'être établi que certains Bernardo, alliés à une famille belge, appartenaient aux Bernardo d'Allemagne, à blason similaire.

Le blason de Slins et celui de Kerckem doivent être plus ou moins contemporains, s'étant rencontrés l'un et l'autre sur les grès de Bouffioulx avec un même médaillon non encore déterminé (1) : il y a là un indice pour le XVII^e siècle, puisque les Kerckem en sont.

SPRIMONT.

Pour ce blason, peu à dire, puisque, comme on vient de le répéter, la présence d'autres blasons à date connue sur le même vase doit être prise comme un simple indice et non comme une preuve de synchronisme. Les grès de Bouffioulx portent les armoiries de Sprimont à côté de celles de Marotte, Severy et Miche, dont les deux dernières sont datées avec certitude du milieu du XVII^e siècle.

Mais il n'y a rien non plus qui soit de nature à faire retirer l'attribution du blason de Sprimont au XVII^e siècle et à le classer dans le XVI^e, tant qu'il ne sera pas prouvé que Bouffioulx fabriquait alors déjà des grès à armoiries pour Liège — *quod est demonstrandum*.

STEEN (VAN DEN).

Voilà un grès non contesté en tant que XVII^e siècle ; seulement on objecte qu'il s'agit, non pas du chanoine de

(1) Celui de la planche VII, fig. 5, du 4^e rapport.

Saint-Lambert, Jean-Amand van den Steen, ou a Lapidé, abbé d'Amay, mort en 1671, mais de son oncle Amand, chanoine à Tongres, mort en 1630 : le blason se trouverait ainsi vieilli d'une quarantaine d'années ; comme il appartient toujours au XVII^e siècle, cela importerait fort peu.

N'en examinons pas moins sur quoi on se fonde : c'est le chanoine mort en 1671 qui, dit-on, a ajouté à son écu la fasce qui soutient le chef ; or, ce qui se trouve figuré sur les grès, c'est une *ligne exagérée*, et non une *fasce diminuée* ou « devise ».

Et le chanoine mort en 1630, ajoute-t-on, ne portait pas la fasce.

Il avait été objecté ici-même, d'après la description de la tombe de Tongres, par le baron de Herckenrode, que le chanoine, mort en 1630, ne portait pas non plus le maillet au cimier de son blason.

Mais voilà que toute l'argumentation, soit pour, soit contre, s'écroule : vérification faite sur place, la tombe de l'oncle porte un blason exactement semblable pour la fasce et le cimier au blason du neveu.

Mieux encore, le « Catalogue des seigneurs eschevins (1) » fait remonter la fasce aux a Lapidé du XVI^e siècle et le supprime pour certains de leurs descendants du XVII^e : les deux chanoines seuls l'ont conservée.....

Donc, si même on réussissait à prouver qu'il ne s'agit pas d'une fasce, on aboutirait tout simplement à attribuer le blason à un van den Steen appartenant à l'ordre civil plutôt qu'à l'ordre ecclésiastique ; mais on renforcerait d'autant l'attribution au XVII^e siècle.

(1) Archives de Liège.

URSIN A CAMPO.

A la vente van der Straelen-Moons-van Lérius (Anvers, 1^{er} juin 1885), apparaissait un grès ainsi décrit (après le n° 207: Grande cruche du XVII^e siècle. Inscription IVAN FERANDES DE SAN VITTORES) :

« N° 208. — Idem; à large panse, col étroit et piédouche. La panse aux armoiries du chanoine de Gottignies. Hauteur: 0^m34. »

Renseignements obtenus de la complaisance de M. Génard, archiviste à Anvers, il s'agit d'armoiries qui, d'après le croquis envoyé, et le complément obtenu aux archives de Liège (1), doivent être blasonnées comme suit :

Écu à croix (de sable), cantonné, au 1 de vair, aux 2, 3 et 4 (d'argent) plein (les dessins indistincts de ces trois cantons sur le croquis transmis sont sans doute des diaprures de fantaisie). En cœur (d'or) à trois maillets (de gueules). Cimier, un chapeau de prélat à houppes. Supports, deux animaux rampants (lions, ou plutôt ours? à titre d'armes parlantes), comme au cimier du père du personnage cité ci-après et de la famille Ursin, objet d'un diplôme de noblesse à la fin du XVI^e siècle (2).

Ce blason convient dans toutes ses parties à Hubert Ursin

(1) A raison des meubles de l'écu en cœur, les armoiries ne conviennent pas au chanoine de Saint-Lambert, Ursin de Vivario, dont le blason est, sauf ce détail, disposé d'une manière semblable (sa mère était une de Urso), mais qui a chargé ce blason de différents meubles, rappelant les ordres de la fleur de lis (de Portugal), de l'éperon d'or (de Rome) dont était décoré ce personnage qui séjourna une grande partie de sa vie à Rome, où il était référendaire de la signature, prodataire, auditeur et prélat domestique à la cour pontificale; il fut le prédécesseur d'Amand van den Steen, comme abbé d'Amay, et mourut en 1647.

(2) Conseil privé, K. 282, p. 86 (aux Archives de Liège).

a Campo, qui fut doyen de l'église collégiale de Saint-Jean , de 1608 à 1638 (1); sa sœur, Jenne a Campo de Urso, épousa Jean a Lapede (van den Steen), notaire et sentencier de l'official de Liège; leurs parents étaient Hubert Campo et Marie de Boirs, dit de l'Ours, fille de Lambert de l'Ours, commissaire de la cité en 1580, et de Jenne delle Xhurre (2).

L'attribution aux Gottignies est erronée; le blason de cette famille, à Anvers comme ailleurs, ne ressemble qu'à l'écu en cœur du grès : (d'argent) à trois maillets (de sable); supports, deux hommes sauvages et non deux ours ou lions (3); rien de la croix ni du quartier de vair.

Le blason des Gottignies est, à la vérité, chargé au XVI^e siècle d'un franc quartier où il y a du vair, mais pas exclusivement; car le vair lui-même y est entrecoupé de fascés de gueules (qui est de Coucy), et, en outre, ce quartier lui-même est écartelé d'argent à une fasce de gueules (qui est de Béthune); ce franc quartier n'était plus dans les armes du chanoine de Gottignies, qui devint évêque de Ruremonde en 1672.

D'ailleurs, on le voit, attribuer le blason au chanoine de Maestricht et de Sainte-Gudule, à Bruxelles, Lancelot de Gottignies, laisserait toujours le blason au XVII^e siècle.

VELASCO.

Encore un blason qui appartient aux Pays-Bas et non au pays de Liège; dès lors, son ancienneté ne prouverait rien relativement à la thèse ici discutée.

(1) DARIUS, *XVII^e siècle*, I, p. 381. Ce savant ne donne pas l'entrée en fonctions du doyen Ursin a Campo; mais nous l'avons vu ci-dessus (voir *Houwen*, aux notes), son prédécesseur (ou l'un de ses prédécesseurs), Léonard Vossius, vivait encore en 1608.

(2) *Catalogue des Seigneurs Eschevins*, p. 33 et 89.

(3) DE VEGIANO-HERCKENRODE, 1846; *Inscriptions funéraires d'Anvers*, II, p. 244.

Mais il est à remarquer que Louis de Velasco, époux d'une de Hennin, a vécu jusqu'en 1632 et qu'il n'est pas du tout nécessaire de faire remonter le grès avec les armoiries de ce personnage à l'époque de son mariage: Laurent de Hasque et Jehenne Deick n'étaient-ils pas mariés depuis quarante-trois ans quand ils ont fait imprimer leurs armoiries, en 1606, sur des grès de Raeren? De ce qu'il aurait été possible à Louis de Velasco de faire fabriquer à Bouffioulx un grès à ses armes dès 1598, en résulte-t-il qu'il l'a fait?

Enfin, l'eût-il fait, qu'est-ce que cela prouverait quant à Liège? Il est bon, en effet, de rappeler la thèse: Jusqu'ici, pas une armoirie liégeoise n'a été signalée sur un grès de « pur Bouffioulx » qui soit daté d'avant 1600 ou qui doive être rapporté inévitablement au XVI^e siècle.

VERIS.

A la vente mortuaire du peintre Dewinne, le Musée de l'État, à Bruxelles, acheta une cruche de grès portant deux fois un blason à trois lions rampants, sommé d'une mitre. Derrière l'écu, posées: en pal, une crosse; en sautoir, deux clefs. Légende dans un listel au-dessous de l'écu: FORTIOR VERITAS. Date: 1650.

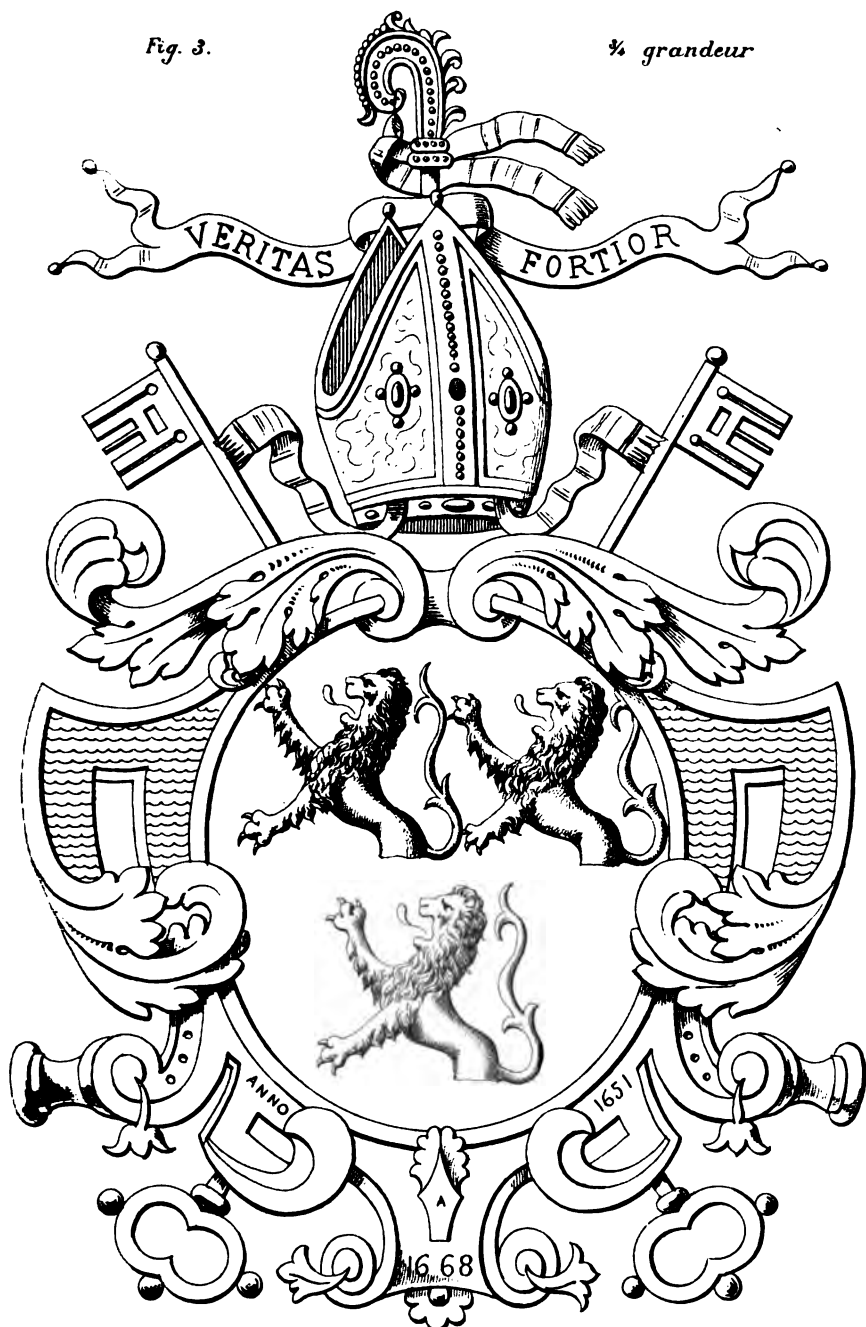
On s'était demandé la signification de ces deux clefs placées derrière l'écu, à la façon des insignes des grands chambellans; on avait même cherché à établir entre elles et le blason une relation avec les Clermont-Tonnerre ou l'archevêché de Cambray (1).

C'était là une peine bien superflue: à Liège, comme à Charleroy, on avait la réponse sous la main.

(1) *Musée royal d'antiquités et d'armures*. Catalogue des collections de grès-cérames, p. 35, n° 109; *Documents*, etc., de Charleroy, XIII, p. 537, pl. IV, fig. 10.

Fig. 3.

$\frac{3}{4}$ grandeur



LAMBERT VERIS: L.X.II. ABBES. DE LOBBES.



On a transporté récemment au Musée archéologique de la première de ces deux villes une plaque de fonte, dite « taque de foyer, » provenant des démolitions pour la station centrale de Liège, pratiquées rues de la Salamandre et des Ravets (1). Le blason y est le même, sauf qu'il porte des lions naissants, au lieu de rampants, que la date est 1660, enfin que la légende est intervertie : VERITAS FORTIOR. La « taque » porte en outre : D. LAMBERTUS | VERIS || ABBAS | . . . ENS(is).

Et à Charleroy, il s'agissait uniquement de remonter la Sambre de quelques lieues pour y trouver l'abbaye de Lobbes, près de Thuin; les armes de cette abbaye : d'argent à deux clefs de sable en sautoir, avec une crosse en pal derrière l'écu, ont même été décrites dans les publications de la Société archéologique de cette ville (2).

Lambert Veris, et non Veni (3), succéda en 1650 à Barthélemy de Boussu (4) comme abbé de Lobbes, reçut la bénédiction épiscopale et fut installé en 1651; il mourut en 1668. Il combina ses armoiries avec celles de l'abbaye sur les pots de grès, comme sur les objets d'ameublement commandés sous sa prélature : la planche II,

(1) Rens. dus à M. le dr ALEXANDRE, archiviste provincial, ainsi que sur le titulaire des armoiries.

(2) *Documents*, etc., de Charleroy, XI, p. 334. Voy. aussi *Ann. du Cercle archéol.* de Mons, II, p. 226. Vos, *Lobbes, son abbaye et son chapitre*, II, p. 313 et 524.

(3) Voy. *Gallia christiana*, III, p. 90, qui propose, on ne dit point sur quelle donnée, cette variante que les monuments ici publiés condamnent définitivement.

(4) C'est donc à tort que les *Documents*, etc., X, p. 418, font intervenir dans un acte de 1653 l'abbé de Boussu, mort depuis trois ans. M. le chevalier DE BORMAN a trouvé que le véritable nom de *Veris* est de *Ver* : un Jean Veris, chanoine de Sainte-Croix, à Liège, par testament passé à Thuin en 1679, disposa de sa cense de *Ver*.

fig. B, représente un souvenir de celle-ci, sans doute un vitrail fait en l'honneur du personnage (1) après sa mort.

Le dernier mot de la légende doit donc être L(AV)-B(IE)NS (2).

La Sambre amenait tout naturellement les pots de Châtelet et Bouffioulx à Thuin et à Lobbes; il n'y a donc pas à faire faire un détour aux commandes en passant par Liège. Seulement on comprend ici les armoiries de Lambert Veris parmi les armoiries liégeoises, parce que si Lobbes, au spirituel, dépendait du diocèse de Cambray, elle faisait partie, au temporel, de la principauté de Liège (3). De plus, l'emplacement d'où la « taque » provient correspond à celui du refuge de l'abbaye de Lobbes, qui était, à Liège, rue de la Salamandre, derrière la maison Plenevaux; on y aura laissé un des exemplaires des ornements en fonte commandés, pour Lobbes, à l'industrie métallurgique de Liège, ce qui pourra éclaircir une question posée dans le Hainaut au sujet de pièces semblables des siècles passés (4).

Ce qui vient d'être dit démontre qu'il faut renoncer à attribuer le grès ici décrit à une « abbesse crossée et mitrée » d'une abbaye inconnue.

Un fragment de grès portant le même écusson a été trouvé à Bouffioulx depuis l'acquisition du Musée de

(1) C'est la copie d'une pièce du vicaire Vos, historiographe de Lobbes.

(2) L'apparence est plutôt CVRENS; mais, en attribuant à un éclat de rouille la courbe du prétendu c, et en supposant deux monogrammes: (AV) et (BI) ou (IE), on obtient *Laubiensis*, que les documents relatifs à l'abbaye portent indifféremment avec *Lobiensis*, *Lobbiensis*.

(3) *Ann. Cercle de Mons*, II, p. 157.

(4) *Documents*, etc., de Charleroy, XII, p. 504.

Bruxelles et déposé au Musée de Charleroy : cela confirme l'attribution faite *a priori* à l'industrie céramique de Bouffloux d'après la seule inspection du vase (grand pot à vin avec armoiries grossièrement imprimées).

VILLE-LOUERBROUCK.

Le musée de Charleroi (1) a recueilli à Bouffloux un fragment de grès avec deux blasons reliés par des cordons et indiquant une alliance.

L'écu de l'époux est (d'argent) à un lion (de gueules), à une fasce (d'azur) sur le tout.

L'écu losangé de la femme est (de gueules) à une fasce (d'argent), au franc-quartier (de même), semé de fleurs de lis (de gueules).

On peut voir ces armoiries, ainsi complétées, à la p. 109 du manuscrit dit « Cathalogue des Seigneurs Eschevins, » comme étant celles de l'aïeul et de l'aïeule paternels du baron Arnold de Ville (2), reçu échevin le 6 mai 1680 (3).

Jean de Ville, qui fut bourgmestre de Huy, avait épousé, en 1600, Jenne de Louerbrouck, fille de Gérard et de Jenne de Haxhe. Lui et sa femme firent, en 1648, leur testament (4) et moururent, le premier en 1661, la seconde en 1664 (5).

(1) *Documents*, etc., de Charleroy, XIII, p. 554, pl. VI, fig. 7.

(2) LEPORT, 2^e Série, I, p. 375, ajoute deux étoiles en chef et une en pointe au blason de Ville; mais c'est là une variante ancienne : *Stellae in antiquis ac gentiliciis armorum insignibus conspiciebantur*, dit le diplôme d'Arnold de Ville (*Conseil privé*, K. 282, p. 240), et en souvenir de ces armes primitives, les étoiles qui ont disparu de l'écu, furent maintenues dans les bannières tenues par les supports.

(3) Voir sur Arnold de Ville, *Bull. Inst. archéol. liég.*, V, p. 46.

(4) Identité du double blason des époux de Ville-Louerbrouck, dans le « Cathalogue des Eschevins » et sur les grès de Bouffloux.

(5) Rens. de M. le conseiller FRÉSON, d'après les registres de la paroisse des SS. Georges et Adalbert, à Huy.

Avant 1600, ou plutôt 1616, les habitants de Huy faisaient, comme ceux de Liège, fabriquer leurs grès à Raeren, comme le prouve le grès de Laurent de Hasque, l'un des prédécesseurs, comme bourgmestre, de Jean de Ville.

Un vase complet, portant le blason des époux de Ville-Louerbrouck, existe au musée de Bruges, ville où l'on s'est approvisionné au XVII^e siècle d'un grand nombre de grès de Bouffioulx. Presque tous les grès de l'hôpital Saint-Jean, à Bruges, sont parmi ceux dont la date est marquée sur les grès ou a été déterminée avec le plus de certitude, comme étant d'après 1600.

VINALMONT.

Quant au blason aux armes des Vinalmont avec les initiales T. W., plus les insignes de la dignité abbatiale, cela correspond aux armoiries de Thomas de Vinalmont (ou Winalmont), abbé de Flône de 1608 à 1625, avec la même netteté qu'aux armes de Miche, les initiales E. M., et le chapeau de protonotaire d'Ernest de Miche. (Voy. ci-dessus.)

Cela est, non pas une étude à faire, mais une étude toute faite sur laquelle il n'y a pas à revenir.

Seulement s'agit-il bien d'un grès de Bouffioulx?

C'est l'auteur du présent article qui, à raison de l'apparence peu artistique du blason et du « flou » des reliefs, a cru devoir attribuer à Bouffioulx le seul fragment connu, portant ce blason : les relations de parenté, etc., de l'abbé de Vinalmont avec les Streel (1), les de Hasque, les Deick

(1) Cet abbé apparaît à Liège, à Notre-Dame-aux-Fonts, le 27 mai 1614, comme parrain d'un enfant d'Antoine de Streel, dont le blason est imprimé sur les pots de Raeren ; or on sait, d'après un armorial de Huy où figure le blason de ce dernier, qu'il était hutois d'origine.

(tous de Huy), qui ont fait faire leurs grès à Raeren vers 1600 (1), engagent à présenter à cet égard une réserve.

La trouvaille d'autres fragments à Raeren ou à Bouffloulx tranchera seule cette question d'attribution.

XHENCEVAL.

Érasme de Xhenceval est l'un des quatre personnages du haut clergé de Liège qu'on retrouve, représentés ensemble pour l'année 1616, sur la même page du manuscrit cité du chevalier de Borman, et qui, tous les quatre, ont leur blason sur les grès de Bouffloulx.

Cette coïncidence n'est pas un des moindres motifs qui ont engagé l'auteur du présent article à dire: « Je puis peut-être reculer votre fabrication pour Liège, concurremment avec les derniers produits de Raeren florissante. »

Il ajoutait: « J'ai peine à croire que je puisse arriver à remonter jusqu'à l'an 1600. »

La date de 1616 reste pour lui la première, aujourd'hui bien constatée, où ont apparu sur la place de Liège des grès de Bouffloulx avec des armoiries liégeoises.

Rien de ce qui a été dit en sens contraire ne l'engage à dépasser ces limites; or il fait uniquement et par pure hypothèse exception pour les de Marotte, les seuls, d'après lui, qui ont pu faire fabriquer plus tôt à Bouffloulx des grès à leurs armes.

(1) La maison mère des Croisiers était à Huy; c'était là que résidait le général qui tous les quatre ans visitait chacun des couvents de l'ordre (DARIS, *XVII^e siècle*, I, p. 372). Les Croisiers du couvent de Brandenburg, à Raeren, furent les Mécènes des potiers de cette commune: il n'est pas étonnant qu'ils aient recommandé leurs protégés à leurs confrères qui servaient sans doute volontiers d'intermédiaires aux commandes.

RÉSUMÉ.

Avant 1600 ou 1601, pas un blason propre à Bouffioulx qui soit daté.

Après 1600 (ou plutôt 1616), série nombreuse de blasons sur des grès de Bouffioulx, datés avec certitude, tant par leur millésime que par les personnages auxquels, seuls, ils peuvent se rapporter.

De là la double conclusion que, surtout à Liège, voisine de Raeren et où la fabrication de Raeren était organisée au point de vue artistique, commercial et même industriel, les grès de Bouffioulx doivent être attribués au XVII^e siècle.

Il a été objecté à cela plusieurs ordres d'arguments :

1^o La fabrication de Bouffioulx existait dès avant le XVI^e siècle, et Bouffioulx avait le chapitre de Saint-Lambert pour seigneur ;

2^o Les familles désignées sur les grès contestés avaient de leurs membres au chapitre de Liège dès le XVI^e siècle ;

3^o Des blasons armoriés de ces familles ont été trouvés dans des couches de débris considérées comme du XVI^e siècle ;

4^o Ou bien ils se sont rencontrés sur des vases, en même temps qu'une marque de potier de 1592, abandonnée en 1595.

Le lecteur aura déjà accordé son assentiment à la réfutation de ces objections, en se disant que la moindre date de 1580 ou 1590 sur un blason liégeois propre à Bouffioulx vaudrait mieux que tous les raisonnements : il se demandera, en effet, comment les potiers de Bouffioulx, qui dataient en 1589, 1590 et 1591, leurs médaillons que Frechen elle-même n'aurait pas songé à disputer à Bouffioulx (1),

(1) *Documents*, etc., XIII, pl. I, fig. 6, 11, 12, etc.

On ne doit pas douter de la fidélité des dessins de ces *Documents*



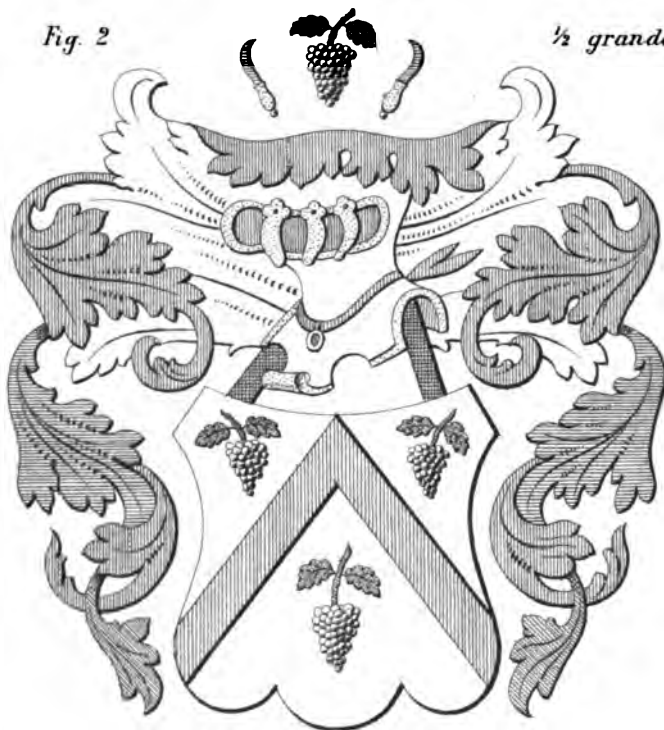
Fig. 1

grandeur naturelle



Fig. 2

½ grandeur



H^{BLE} ROBERT TIEVVIN BOVRGOIS
DE LIEGE MAÎTRE DE CÉANS.
1590.

comment ces potiers n'ont pas une seule fois daté un blason au XVI^e siècle — eux qui en ont tant daté au XVII^e.

En un mot, l'auteur du présent article maintient absolument toute sa thèse : pas un grès de Bouffloulx à armoiries liégeoises ne remonte au XVI^e siècle ; les seuls grès à armoiries liégeoises ou autres, antérieurs à 1600, qu'on y ait fabriqués, sont des imitations ou surmoulages de Raeren.

Comme on l'a dit en commençant, tout cela, au point de vue scientifique, est d'un intérêt fort médiocre.

Seulement la science anoblit tout ce qu'elle touche : pour maintenir sa thèse mal à propos combattue, l'auteur du présent article a été assujetti à des recherches qu'il n'eût pas faites sans le stimulant de la contradiction. Or, en cherchant, il a trouvé même ce qu'il ne cherchait pas : c'est ainsi qu'en parcourant dans les registres paroissiaux de Notre-Dame-aux-Fonts, les actes baptismaux des Pardique, il a tout à coup mis la main sur Robert Thievin et a enrichi ainsi la nomenclature artistique de Liège de l'indication d'un nouveau personnage, un imagier ou graveur sur bois, probablement de l'école de Théodore de Bry.

Mieux vaut, a-t-il dit ailleurs (1), une erreur qu'on puisse réfuter qu'un silence auquel on ne puisse répondre : aussi n'a-t-il que des remerciements à adresser à l'auteur des erreurs qui sont l'occasion de la présente réfutation.

S.

car, *ibid.*, p. 311, ils reproduisent un quatrain à la louange du dessinateur :

Dont le savant crayon a consacré les traits

(des vieux pots) ; d'ailleurs ces dessins permettent de distinguer parfaitement les types de Raeren de ceux de Bouffloulx, qui sont très sincèrement représentés dans leur infériorité artistique.

(1) *Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique*, 2^e série, II, p. 579.

APPENDICE

Il y a lieu d'acter, à l'occasion de l'article qui précède, quelques nouvelles observations relatives à des grès portant des armoiries liégeoises :

Fabrication de Siegburg.

La série des grès de Siegburg, avec armoiries de familles liégeoises, doit s'enrichir des blasons suivants :

HORNES.

On a signalé dans une collection (Neven, n° 272), un blason de Théodore de Hornes, abbé de Siegburg.

Il s'agirait tout naturellement d'un grès de la ville, siège de l'abbaye : cependant il n'a été trouvé jusqu'ici dans les listes des abbés de Siegburg, de Bucelinus et *Gallia christiana*, qu'un Théodore de Horst. C'est un point à tenir en observation.

MILLENDONCK.

Blason (d'or) à trois fasces (de sable), écartelé (de gueules) à un dragon (d'argent). Inscription : MILLENDONCK. 1564. (Coll. Nelles, à Cologne.)

Les Millendonck, originaires du château de ce nom sur la Niers, au duché de Juliers, furent sans doute attirés dans le pays de Liège par les princes évêques allemands ; ils y contractèrent diverses alliances, ainsi que dans les Pays-Bas, ce qui, depuis la fin du XVI^e siècle jusqu'à celle du XVII^e, fut de leur part l'occasion de reliefs dans notre pays : Betho, près de Tongres, Comblain, Andrimont, Donstienne, la baronnie de Fesche (1).

Herman Thierry de Millendonck, mort à Huy en 1623, avait épousé Françoise de Ghoor, qui lui avait transmis cette dernière seigneurie.

Plusieurs des membres de cette famille résidèrent à Liège, où on les voit apparaître dans les actes baptismaux de 1600 à 1645, entre autres le 25 juin 1600 pour un frère de Marin Clercx de Beringen, dont il a été fait mention plus haut ; ils furent l'objet aussi d'actes des États (2).

Le seul grès connu avec blason des Millendonck est daté de 1564, sans doute d'avant leur arrivée en Belgique : il est de Siegburg. Augustin de Braunsberg, chanoine de Saint-Lambert, qui a ses armes sur les grès de Raeren, descendait des Millendonck.

(1) CH. THYS, *Bull. Soc. scientif. et litt. du Limbourg* (Tongres), 1884, p. 49 ; *Institut archéol. liégeois*, VIII, p. 450, 504 ; IX, p. 361 ; X, p. 378 et suiv. ; BORMANS, *Fiefs du comté de Namur*, IV, p. 21, 39, 43.

(2) Recès, État-Noble, V, p. 195, 211 v^o, 212 v^o, etc.

Fabrication de Raeren.

De son côté, la série de Raeren doit être augmentée des blasons suivants ; il y sera ajouté quelques détails sur des armoiries déjà signalées.

ALLNER.

On a vu ci-dessus qu'il s'agit d'un blason de Raeren, remployé ou surmoulé à Bouffioulx.

La commande de grès à ses armoiries que cette famille aurait faite à Raeren, s'explique parfaitement par la circonstance que, en l'an 1600 et antérieurement, sans doute, Gilles de Vervoz figurait dans l'État noble de Liège (1), et que son allié, Goswin Scheiffart de Mérode d'Allner, époux d'une Vervoz, mourut en 1605 et fut enterré à Clavier (2).

La marque I. E ne laisse pas de doute sur l'origine limbourgeoise de ce blason imprimé sur les grès. Jamais Jan Emens, potier et modeleur de Raeren, n'a — on ne peut assez le répéter — modelé de moules que pour Raeren.

BOONEN.

Blason (d'or) au sautoir de (sable), cantonné de quatre aigles (de même).

(Coll. Schmitz, Schuermans.)

Ce blason, qui est marqué sur les grès de Raeren et de Bouffioulx (3), est des plus caractéristiques pour dénoter l'imitation d'un type du premier atelier par le second.

(1) DARIË, XVII^e siècle, I, p. XVIII.

(2) LEFORT, 1^{re} série, XXIII, p. 79.

(3) 3^e *Rapp.*, pl. II, fig. 9.

A Raeren, les aigles sont dans la position naturelle, tête à gauche du spectateur; à Bouffloulx, ils sont contournés.

A Raeren, le sautoir est composé d'une barre traversant la bande; à Bouffloulx, c'est la bande qui passe au-dessus de la barre.

Sauf cela, tous les détails de cet écu fort simple sont pareils : un philactère au haut du médaillon; la forme en cuir replié de l'écu; l'absence de lambrequins; enfin, une rigole au milieu de la bande et de la barre du sautoir.

Qu'en conclure? sinon à une copie ayant reproduit incorrectement en contre-partie le blason régulier. Cette conclusion se fortifie encore quand on compare le type de Raeren, fin et léger, avec le type grossier et lourd de Bouffloulx.

D'ailleurs, il s'agit du blason d'un personnage qui bien certainement n'a pas commandé de grès à Bouffloulx : Engelbert Boonen (1), né à Maestricht, qui fut successivement au chapitre de St-Servais de sa ville natale, chanoine en 1574, doyen en 1579, prévôt en 1614, et mourut en 1629.

Il était l'oncle de Jacques Boonen, archevêque de Malines, et de Pierre Peckius, chancelier de Brabant, lequel a fait fabriquer à Raeren des grès à ses armes et à celles de sa femme, Barbe-Marie Boonen (armes où les aigles du blason de Maestricht sont réduits à un seul en chef, ainsi que les Boonen les ont portées en Brabant).

Comment l'oncle, résidant à Maestricht, tout près de Raeren, aurait-il commandé ses grès à Bouffloulx, et le neveu, domicilié à Bruxelles, l'aurait-il fait à Raeren?

(1) « Het blazoen van Engelbert Boonen, is : in goud een St-Andrieskruis, tusschen welks armen sich vier adelaren van sabel bevin-den. » (HABETS, *De Studieburzen in Nederlandsch Limburg*, 1881, p. 19 à la note.)

DEICK.

Indépendamment de la Jehenne Deick, de Huy, déjà signalée et dont l'identité n'est pas douteuse, il a été trouvé à la même époque, aux actes baptismaux de Notre-Dame-aux-Fonts, deux Jehenne Deick, épouses, l'une de Renier Pirard (1597 à 1619), l'autre de Balthazar Ostreman (1626) : il est possible qu'il s'agisse d'un second mariage de la même personne; au baptême d'un enfant de la première assiste, comme marraine, une autre Jehenne Deick, qui est peut-être l'épouse de Laurent de Hasque, de Huy.

Il existait à Liège, avant 1625, un Jean Deick, greffier des échevins.

GRANVELLE.

Médaille avec l'inscription : ANT. PERRENOT S. R. E. PBRI. CARD. ARCHIEPISCOPI MECHL. Date : 1561 ou 1566.

(SCHUERMANS, *Mille inscriptions*, n° 51.)

Ce grès reproduit une médaille frappée en l'honneur du cardinal de Granvelle (1) et l'inscription doit se lire : *Antonii Perrenot, sacrae romanae ecclesiae presbyteri cardinalis, archiepiscopi Mechliniensis.*

Le cardinal de Granvelle, qui joua un rôle important dans l'histoire des Pays-Bas au XVI^e siècle, fut chanoine de Saint-Lambert, à Liège, de 1540 à 1569 (2); il l'était donc à la date de la médaille frappée en 1562 et reproduite sur les grès de Raeren.

(1) VAN LOON, trad., I, p. 56.

(2) DE THEUX, III, p. 85-87.

HOPERS-VAN OSS.

Fragments d'un blason losangé (d'azur) à un pélican (d'or), parti d'hermine semé de quintefeuilles, bordé d'une inscription dont on a reconnu trois parties sur quatre : PAS A PAS | A BONNE FIN | HOPERS |

(Mus. Aix-la-Chapelle ; coll. Schmitz ; Schuermans.)

A la légende, on peut avec toute vraisemblance ajouter le complément : (VAN OSS), qui devait remplir le quatrième côté de la bordure, vu la devise *Pas à pas (Pedetentim)* qui était celle de la famille de Bœuf ou van Oss. Seulement les potiers de Raeren n'ont pas compris le modèle du blason de cette famille : des têtes de bœuf, auxquelles ils ont substitué l'assemblage incohérent du deuxième canton.

Il s'agit de deux familles bruxelloises : Grégoire Hoppers, membre du Conseil privé des archiducs Albert et Isabelle (et fils du conseiller Joachim Hopperus, personnage historique), épousa Anne van Oss, dont le père Antoine van Oss fut anman de Bruxelles en 1574 et 1585, et bourgmestre de la même ville de 1566 à 1568.

Voici la circonstance assez imprévue qui rattache cette famille au pays de Liège :

Anne van Oss, étant « jeune demoiselle à marier, » s'était fixée à Liège et avait obtenu, le 6 février 1608, le droit de bourgeoisie du chef des Vairains-Xhohiers, puis avait perdu ce droit par son mariage et son établissement à Bruxelles. Étant devenue veuve deux ans après (1), elle revint à Liège et y obtint de nouveau, en 1620, le droit de bour-

(1) (LE ROY), *Grand théâtre sacré du Brabant*, I, 260, donne l'épitaphe de Georges Hoppers, mort en 1610 et enterré au couvent des Bogards, à Bruxelles.

geoisie qu'elle sollicita en même temps pour son fils, Joachim Hopperus (1).

Le blason losangé s'applique à elle devenue veuve, et aura donc été commandé à Raeren vers 1620, ce qui augmenterait d'un numéro la série des grès à armoiries fabriqués dans cette localité, après le commencement de la guerre de Trente Ans, série peu nombreuse, sans doute, mais non pas nulle.

Le blason ici étudié fait, avec le suivant et aussi avec celui de van der Smissen (voy. ci-après), partie d'une autre série également peu nombreuse, celle des grès de Raeren, portant une inscription en langue française.

Au surplus, même à Höhr-Grenzhausen, on a fabriqué des grès à inscriptions françaises en l'honneur notamment de Louis XIV et de la reine Marie-Thérèse, son épouse : c'est à tort qu'on a contesté l'origine allemande de ces grès (2).

OMBRE ou OMBRET.

Blason à la légende: IENDVR POVR DVRER DEIDERRICH DOMBRE. ANO 1590.

Les d'Ombret (Dombret, Dombreit, Dombré), existent encore à Liège, et leur blason, souvent recueilli (la contrepartie de celui des Ophoven qui, paraît-il, se rattachent aux d'Ombret), est exactement celui qui figure sur les pots de grès.

Mais les actes baptismaux qui permettent de reconstituer une généalogie très fournie de membres de cette famille ne donnent aucun renseignement sur le Thierry d'Om-

(1) *Recès de la Cité* (Bibl. de l'Université), 1619-1633, p. 170 et 174.

(2) *Bull. des comm. roy. d'art et d'archéol.*, XXIV, p. 170.

bret (1), dont le blason apparaît sur les grès de Raeren de 1689, non plus que sur Ernest d'Ombre ou d'Ombret (probablement le fils du précédent), qui fut bailli de Hal, près de Bruxelles, en 1614, et qui, la même année, épousa Hélène de Faucuwez, dont le nom et le blason sont imprimés sur les mêmes grès, avec une légende analogue et également en langue française: RIEN SANS PANIE (paine=peine). DV FAVLQVE HELEN(NE) (2).

Si c'est seulement par le nom et le blason, et non par les individus, que les grès cités appartiennent à la série liégeoise, ils ont leur importance en montrant que des d'Ombreit, du pays de Liège, en 1589 et 1614, ont transporté jusque dans les Pays-Bas leur préférence pour la fabrication de Raeren.

Celle-ci était d'ailleurs en grande faveur dans les Pays-Bas, dont Raeren faisait partie.

Raeren, indépendamment des grès qu'elle a fabriqués en l'honneur de Charles-Quint, de Philippe II, du cardinal de Granvelle, des Etats généraux, du comte de Leicester, d'Alexandre Farnèse, d'Albert et Isabelle, de Philippe III, du marquis de Spinola, de la ville d'Anvers et peut-être de Malines, a imprimé sur ses produits les armoiries des de Blois de Trèlon (1581), van den Bogaerde, Boischot (1606), Boonen, Croy (1581), Halmale, Kinschot (1621), Maes et Maes-Boischot (1575), Malinaeus, van der Noot, de Pauw, Peckius, Prats (1595), Rollebuyck, Tasse (avant 1592), de Wael (1579, 1585, 1594), sans compter les

(1) La trace pourrait bien s'en trouver du côté de Jupille, car un registre baptismal, récemment remis par M. le notaire Pâque et apporté à l'état civil de Liège (registre qui contient beaucoup d'actes de personnes habitant les communes du nord de Liège), porte au 30 janvier 1601 un acte de baptême où la marraine est: « Catherina vidua Theodorici d'Hombre. »

(2) SCHUERMAN, *Mille inscriptions*, etc., n° 780; comp. n° 486.

Faucuwez, Hoppers, Van Oss, cités ci-dessus, non plus que les nobles du Limbourg et spécialement du Ban de Walhorn, qui avaient des relations à la cour de Bruxelles, comme les Bergh de Trips (1612), Eynatten (1587), Huyn d'Amstenraedt, Panhuys, Schuyl de Walhorn, Witthem, etc.

Mais ce n'est encore là qu'une simple ébauche: des centaines de blasons attendent encore leur détermination, et dans ce nombre plusieurs, sans doute, appartiennent à des familles des Pays-Bas, contrée dont Raeren faisait partie, et où, par conséquent, Bouffioulx (pays de Liège), devait avoir peu d'accès au moins avant 1600 ou 1610.

SMISSEN (VAN DER).

L'inscription GVILLIAVME VAN DER SMISSEN. 1609 indique presque nécessairement, par la forme française du prénom, un grès fabriqué pour les clients de l'ouest, dans les ateliers de Raeren, où il a été trouvé parmi les rebuts de fabrication.

La non ressemblance des armoiries avait empêché de les attribuer avec conviction à quelque Guillaume van der Smissen, de Looz, lequel aurait sans doute porté la forme flamande de son prénom Willem.

Quoique le blason (de ... à une abeille de ..., écartelé de ... à quatre pals de ...), n'ait pas encore été retrouvé à Liège, le nom l'a été.

Il y eut au XVI^e siècle et au commencement du XVII^e, à Liège, deux Guillaume van der Smissen (l'un peut-être père ou parrain de l'autre):

1^e Guillaume van der Smissen, époux de Marguerite Portugals, dont une fille, nommée Marie, épousa en 1609 Gilles Benaets.

2^e Guillaume van der Smissen, qui eut deux enfants baptisés à Notre-Dame-aux-Fonts, le 10 juin 1629 et le 1^{er} juillet 1633, qui y apparaît comme parrain, le 25 dé-

cembre 1631 et le 30 janvier 1634, et enfin dont la (seconde?) femme Anne de Spireux ou de Spineux (1), y tint un enfant sur les fonts en 1642.

Le blason, daté de 1609, appartient sans doute au premier, et il est un exemple de plus des commandes de Liège, faites à Raeren, par l'intermédiaire des Pardique, Thievin, Emons, pendant la période de 1600 à 1616, où l'on hésite toujours à croire que les grès de Bouffloux avec blasons armoriés auraient déjà pénétré en la dite ville.

STREEL.

Il est certain, d'une part, que le commissaire de la Cité, Pierre de Streel, portait les armoiries à la botte couronnée, accostée de deux fleurs de lis. Ce commissaire mourut en 1608 (2).

Il eut pour fils Pierre de Streel, prieur des Croisiers, qui avait les mêmes armoiries, et qui, par ses relations avec ses confrères du couvent de Brandenburg, à Raeren, a pu commander des grès à son blason en cette dernière localité.

D'autre part, les mêmes armoiries étaient celles d'un Antoine de Streel, originaire de Huy, comme on le voit dans l'Armorial manuscrit de Huy qui est aux archives de l'État, à Liège, et dans un blason encore conservé sur le fronton d'une maison de Huy. Un Antoine de Streel (le même?) établi à Liège, y eut pour parrains de ses enfants, en 1606 et en 1614, deux abbés de Flône, près de Huy (3), ce qui confirme son origine hutoise.

(1) Le premier baptême de 1629 énonce Jeanne de Moulin comme mère : faudrait-il encore dédoubler l'un des deux Guillaume van der Smissen, comme à l'article suivant il faut le faire pour deux Antoine de Streel ?

(2) Voy. ci-dessus, XVII, p. 96.

(3) Notre-Dame-aux-Fonts, 4 octobre 1606, parr. : Nicolas de Rochelée; 27 mai 1614, parr. : Thomas de Vinalmont.

Un autre Antoine de Streel, certainement distinct du précédent, appartenait à la même famille: en 1609, en effet, chanoine de Saint-Paul, à Liège, il donna à la collégiale tous les biens qu'il tenait de la succession de Pierre de Streel, le commissaire (1) qui était mort l'année précédente.

Il y a là quatre personnages auxquels se rapportent les grès de Raeren aux armoiries à la botte accostée de deux lis et, à défaut de millésime ou d'initiales, on ne peut s'en tenir au seul Antoine de Streel mentionné dans l'Armorial de Huy, quoique le cimier à la fleur de lis lui convienne mieux qu'aux autres.

VOETS.

D'azur à un pied d'homme coupé (d'argent); parti (de même), à trois chevrons (de sable), au franc canton (d'argent), à trois coquilles (de gueules) en bande. Cimier: le pied de l'écu (2).

(C. Dansette; Schaetzen; Schmitz; Schuermans.)

Il s'agit, à n'en pas douter, du blason de Barthélemy Voets, qui, par contrat du 14 février 1600, épousa Élisabeth Schaetzen, née le 27 novembre 1572, morte en septembre 1617. Ces époux habitaient Tongres: Le blason moderne des Schaetzen a les coquilles disposées 2 et 1; mais la famille a conservé un cachet ancien, contemporain des grès de Raeren, aux armoiries Voets-Schaetzen et identiques à celles-ci.

La découverte de ce blason tongrois ouvre une nouvelle direction aux recherches relatives aux blasons des grès de

(1) *Cartulaire de Saint-Paul* (Liège, 1378), p. 587.

(2) DE STEIN, *Annuaire*, 1881: p. 284, DE HERCKENRODE, *Tombes de la Hesbaye*, p. 507.

Raeren : il est probable, en effet, que le Limbourg actuel (ancien comté de Looz), faisant alors partie de la principauté de Liège, a autre chose à nous révéler que les blasons des villes de Saint-Trond, de Maeseyck et seulement d'une famille de Tongres ; mais ce que l'on connaît déjà suffit à prouver que jusqu'en 1600 et même depuis, la fabrication de Raeren avait accès, comme à Liège, dans les « bonnes villes » du pays de Liège, où l'on n'a pas encore démontré qu'à cette époque eussent déjà pénétré les produits artistiques de leur consœur, la « bonne ville de Châtelet » qui, au point de vue céramique, ne fait qu'un avec Bouffloulx.

Fabrication « façon de Grenzhausen ».

OGIER DE WALHORN.

Le vase de la collection de Renesse, portant la légende : **DOMINI OGIER VON WALHORN. 1691**, vient enfin d'être retrouvé : ce vase (ou un second exemplaire en tout semblable) est aujourd'hui dans la collection Vleeshuys, à Anvers.

Ce vase est de la « façon de Grenzhausen », c'est-à-dire avec les trois émaux : gris ; bleu, lie de vin, dont le dernier a même été considéré comme appartenant exclusivement aux ateliers de Höhr et Grenzhausen. C'est à tort : ces trois émaux ont été employés dans plusieurs centres de fabrication, notamment de notre pays : Namur, Raeren (Pays-Bas) et Bouffloulx (pays de Liège).

On connaît aujourd'hui la date et le lieu précis où la « façon de Grenzhausen, non encore usitée aux Pays-Bas », non plus qu'au pays de Liège, a été introduite chez nous : c'est à Namur et à Dinant qu'en 1639 ont été créées les pre-

nières fabriques de grès à l'imitation de Grenzhauseu, et elle y a duré jusqu'en 1730, au moins à Namur (1)...

Mais Raeren et Bouffloulx n'ont pas tardé à se livrer à une fabrication semblable, de manière qu'il y aura toujours grande difficulté à savoir si le grès aux armoiries des d'Ogier de Walhorn a été fabriqué, soit à Grenzhauseu même, soit à Namur, Bouffloulx ou Raeren.

La balance penche en faveur de Raeren, à raison de ce que celle-ci faisait partie du Ban de Walhorn, dont les d'Ogier étaient seigneurs, et dont le nom figure sur le grès ici étudié en la forme germanique VON WALHORN; Raeren, d'ailleurs, quoiqu'on ait dépeint sa fabrication comme éteinte en 1618, a façonné des grès à armoiries datées jusqu'en 1694 au moins.

Mais, nous l'avons vu, il était de mode au XVII^e siècle, pour le monde religieux de Liège, de faire fabriquer des grès avec armoiries à Bouffloulx; or, comme l'indique le chapeau ecclésiastique qui somme le blason du d'Ogier de la collection Vleeshuys, il s'agit de Charles-Louis d'Ogier qui, à la fin du dit siècle, était protonotaire, chanoine de Saint-Jean l'Évangéliste, à Liège; ce personnage, dont les de Thier d'aujourd'hui, ses arrière-petits-neveux, avaient complètement perdu la trace, apparaît comme parrain d'un enfant de la dite famille (Saint-Servais, 5 avril 1687). Ce personnage a pu très bien ne pas songer à l'atelier d'une localité dont il était seigneur, pour imiter ses confrères de Liège, qui s'approvisionnaient à Bouffloulx de blasons armoriés.

Et encore! les Liégeois paraissent avoir pris, à la fin du XVII^e siècle, une certaine part à la fabrication des grès à

(1) VAN DE CASTEELE, *Bull. des Commissions royales d'art et d'archéologie*, XXIV, p. 264, d'après des renseignements curieux trouvés par l'auteur dans les archives de Namur, dont il a été conservateur.

Namur (1). Cela n'a-t-il pas engagé le chanoine d'Ôgier à préférer cette dernière?

La question ne pourra recevoir une solution positive que par la découverte d'un fragment de vase dans les rebuts de la fabrication de Raeren, Bouffioulx ou Namur.

S.

(1) *Id. ibid.*, p. 158.



LE CLUB ANGLAIS DE SPA

(1766)

Le privilège exclusif des Jeux de hasard accordé d'abord à la Communauté de Spa, et postérieurement à quelques bourgeois associés, fut — on le sait — le prétexte et l'origine de la Révolution liégeoise, écho elle-même de la Révolution française. En racontant les démêlés qui surgirent entre le Prince et Levoz, nos historiens ont tous mentionné l'existence, à Spa, d'un *Club Anglais*, qui, à un moment donné, joua un rôle important dans ce conflit. Mais, en signalant les agissements de ses membres, aucun de nos chroniqueurs ne s'est attardé à dire ce qu'était ce Club, ses statuts, à faire connaître la liste de tous ceux qui le composaient (1), enfin à raconter toutes les péripéties par lesquelles il passa. C'est sur cette société

(1) La liste que nous donnons à la fin (Annexe n° 1), n'a jamais été publiée. Elle provient des papiers de l'Évêque.

de gentilshommes formée à nos Eaux, et qui eut une durée de plus de vingt-cinq années, que nous essayerons de jeter quelques éclaircissements (1).

Pour en expliquer la création, il nous faut reprendre les événements d'un peu haut, et c'est ce que nous ferons le plus brièvement possible.

Ce fut surtout à partir de 1760 que Spa eut de la vogue, que la foule se pressa nombreuse et brillante aux bords de ses fontaines. Le besoin d'un local pour se réunir s'était dès lors fait sentir parmi les visiteurs. A cette époque, c'était au *Cornet*, l'une des plus vastes maisons du bourg et propriété du sieur Alexandre Hay, écossais d'origine, que les Seigneurs et Dames se rassemblaient, le soir, pour y jouir des divertissements de la danse et du jeu (2). L'insuffisance de cette salle de fêtes ne tarda pas à se manifester, et les étrangers exhortèrent les magistrats à construire un local convenable et digne du public. Mais il y avait quelque danger à courir pour la communauté en s'aventurant à élever cette construction coûteuse par la concurrence que

(1) Ce n'était point là — paraît-il — le seul cercle qui se fût formé à Spa, au siècle dernier. Nous avons retrouvé le *Journal Ms.* d'un club, la *Concorde*, qui s'était fondé en 1776 et où figurent plusieurs des membres qui faisaient partie du *Club Anglais*. Cette société paraît n'avoir eu du reste qu'une existence éphémère. Nous donnons en Annexe son journal. (Voir n° 2.)

(2) Dans le monde d'oisifs qui venaient à Spa, le jeu n'était pas un délassement nouveau. Témoin cette pièce, tirée des archives de Spa : Le Baron de Linden et Froidcourt, Officier souverain du Chateau et Pays de Franchimont.

De la parte de Son Altesse Sérénissime qu'il permect au sieur Wilhem Franck Heyblœm d'ériger une lotterye au bourgh de Spa par 'espace de chincq sapmaines, pour placer icelle desoubz la Halle et

ne manqueraient pas de lui faire les salles privées, telles que précisément celle qui existait alors. Aussi lui fallait-il une garantie, celle, par exemple, d'obtenir du Prince un privilège exclusif de donner des bals et des assemblées. Cédant aux sollicitations du Prince-Évêque d'Augsbourg, qui s'était fait l'intermédiaire des suppliants, Jean-Théodore de Bavière consentit à accorder, en date du 1^{er} octobre 1762, cet octroi de donner des assemblées publiques de bals et de jeux.

Nous nous abstiendrons de relater les circonstances qui eurent pour effet de faire passer le privilège dont il s'agit aux mains de particuliers : Xhrouet, Deleau, de Limbourg et Nizet.

A peine en possession de l'octroi, ceux-ci voulurent nécessairement interdire au sieur Hay de continuer à donner chez lui les bals et les jeux. Hay, avec quelques bourgeois, s'adressa au Chapitre, qui déclara n'avoir point voulu ôter à tous les particuliers le droit de tenir des assemblées. Mais les concessionnaires du privilège, à leur tour, eurent recours au Chapitre pour qu'il fît respecter l'octroi exclusif leur accordé. De là une nouvelle déclaration du corps capitulaire, qui trancha la difficulté en spécifiant que les particuliers

occuper une partie de la place d'illecq, aux charges que le substitué mayeur du lieu ou en son absence autre membre de Justice comis de sa parte seront gardien de la casse aux billetz, laquelle sera cachettée journellement ; seront présents aldits roulets et marquets, et veilleront à ce qu'aucune fraude fut avenue, parmy le salaire raisonnable que le dit Sr Wilhem donnera au submayeur ou son comis, et à tous autres qui y vacqueront, en protection et sauvegarde sa dite Altesse défendant à tous et un chacun de les y molester ou inquiéter en façon aucune.

Donné sous la signature et cachet le 26 juillet 1650.

Signé : Ferdinand Baron de Lynden.

pourraient continuer à donner des assemblées *particulières*, et que les propriétaires privilégiés auraient seuls le droit d'en donner de *publiques*, c'est-à-dire annoncées par voie d'affiches avec entrées gratuites (1).

C'est à l'occasion de cette déclaration du Chapitre qu'on voit apparaître le *Club* dont nous nous occupons. Pour éviter des mécomptes et rester en quelque sorte dans la légalité, quelques seigneurs, la plupart anglais, projetèrent, en 1766, de fonder une société qui prendrait le nom de *Club Anglais*. Dans une assemblée tenue le 20 avril de cette année, sous la présidence de lord Fortrose, trente-quatre gentilshommes instituèrent définitivement ce cercle et en arrêterent les statuts (2).

Pour autant que nous pouvons le deviner par les renseignements puisés dans les divers écrits du temps, car ces statuts ne nous ont pas été conservés, voici les principales dispositions de ce règlement. Le président perpétuel était anglais et le vice-président était hebdomadaire. Les personnes, de quelque nationalité qu'elles fussent, pouvaient y être agréées.

Le Club s'ouvrait chaque saison dès que les membres se trouvaient à Spa en nombre suffisant et fermait de même à l'automne, aussitôt que le nombre de ceux-ci était inférieur à neuf.

(1) Pour le dire en passant, c'est un peu la distinction subtile qu'établit encore aujourd'hui la législation actuelle, autorisant les jeux de hasard dans les cercles privés et non dans les établissements publics.

(2) J. L. WOLFF, dans son *Résumé de l'histoire des eaux minérales de Spa*, dit, p. 61, que le Club fut fondé en 1763, et reproduisant à la fin de son ouvrage, p. 82, les noms de quelques présidents du Club, il reporte la création à l'an 1767. Ni l'une ni l'autre date ne sont exactes.

Houyon, dans ses *Souvenirs manuscrits*, lui donne, comme année de la fondation, 1764. Il a été aussi inexactement servi par sa mémoire.

Pour être admis, le postulant devait en manifester le désir en personne au président et être présenté par un membre qui pût lui servir de parrain.

Une fois admis comme membre effectif, on l'était pour les années suivantes, sans qu'il y ait lieu à réinscription sur la liste.

Le Club ne porta d'abord nul ombrage aux propriétaires de la Redoute. Il est vrai que les membres affiliés étaient tous ou presque tous des visiteurs habituels des salles d'assemblées publiques, et l'on conçoit que Deleau, Xhrouet et consorts eussent tout intérêt à les ménager et aient même usé de tolérance envers une société qui comptait dans son sein des personnes de la plus haute distinction.

Peu d'années après pourtant, on voit le Club sortir de la neutralité qu'il avait gardée jusque là et se mêler aux discussions qui naquirent entre Redoutables (1) et Vauxhallistes.

On sait qu'en 1770 quatre associés : les sieurs Bossy, Renoz, Ogilvy et Lezaack, élevèrent un bâtiment plus vaste et situé surtout dans un quartier du bourg plus agréable que celui de la Redoute.

Les bénéfices énormes que réalisaient les maisons privilégiées avaient fait naître des convoitises, et c'est ce qui explique la création de cette seconde salle (2).

Le Waux-Hall — tel fut le nom dont on la baptisa (3)

(1) Ces termes, qui désignèrent les propriétaires des deux premières maisons d'abord rivales, sont déjà employés dans la brochure le *Cri du Peuple liégeois*. Plus tard, on désignera du nom de *Levoziens* les partisans de Levoz, constructeur de la troisième salle.

(2) Année moyenne, les gains de la Redoute et du Vauxhall s'élevèrent à 400,000 florins. Ces revenus fabuleux, encore exagérés par les ennemis des propriétaires, eurent aussi pour conséquence des propositions plus avantageuses que celles qui avaient été faites par les privilégiés. En 1785 notamment, nous en trouvons un exemple. (Voir aux annexes, pièce n° 3.)

(3) Cette appellation nous vient d'Angleterre. *Waux-Hall* était

— à peine ouvert, obtint une vogue qui fit pâlir les assemblées de la Redoute. Ce succès mortifia singulièrement les propriétaires privilégiés, qui, naturellement, cherchèrent à contester le droit que s'étaient arrogé Bossy et ses associés d'ouvrir un nouveau temple du jeu.

Le lieutenant officier de Franchimont somma ces nouveaux venus de ne point y donner à jouer, et il alla même jusqu'à arrêter le banquier qui tenait les enjeux.

Les membres du Club anglais qui fréquentaient le Vauxhall se plaignirent hautement de ce qu'on leur enlevait cette distraction, et ils adressèrent une supplique en ce sens au Prince. Voici au surplus cette pièce, précédée de la délibération qu'ils prirent à cet effet :

Spa, dans l'assemblée du Club tenue le 25 août 1771.

A Monsieur Brocal, secrétaire de S. A. l'Évêque et Prince de Liège.

Monsieur,

Je suis chargé de la part de *beaucoup* de Seigneurs Étrangers qui sont à Spa de vous adresser la requête ci-jointe, que la plupart d'entre eux ont signée, pour que

le nom d'un jardin public d'agrément longtemps célèbre, qui existait à Londres, au siècle dernier. Paris en eut un dès 1768, qui fut élevé par un sieur Thoré.

Il y en eut un à Bruxelles en 1782; depuis on en érigea un peu partout, voire même à Theux, ainsi que nous le dirons. Celui de Paris, qui florissait encore en 1837, était alors l'endroit où se donnaient les concerts d'artistes en renom, et que fréquentait toute la fashion.

Il faut, paraît-il, chercher l'étymologie de *Waux-Hall* dans le nom de Guy Fawkes, dont le souvenir est intimement lié à l'histoire de la conspiration des poudres. Littré donne l'orthographe *Vauxhall*, et c'est celle que nous suivrons dorénavant.

vous aiez la bonté de la faire parvenir à Son Altesse votre Maître. Ils espèrent que, faisant attention à leurs plaintes et aux motifs qui les amènent dans ses États, Elle voudra bien ordonner qu'il ne soit porté aucun obstacle aux plaisirs et à la liberté dont ils ont toujours joui depuis tant d'années et ont l'honneur d'être,

Par ordre du Président et autres gentilshommes,

G. F. STORHEAUX,

Votre très-humble serviteur.

Suit la supplique :

A Son Altesse Celcissime Évêque et Prince de Liège.

Monseigneur,

Supplient très-humblement les Seigneurs Nobles actuellement aux Eaux de Spa pour leurs plaisirs.

Disant qu'il est bien désagréable pour eux d'être la cause innocente, qu'il s'y exerce des actes de rigueur telle que celle (*sic*) qui a été exercée aujourd'hui 22 août 1771 par votre Lieutenant-Gouverneur de Franchimont, escorté de gens armés, sur la personne du sieur Peretti, un des banquiers du Vauxhall, pour leur avoir, de concert avec ses autres associés, procuré l'amusement ordinaire qu'ils ont accoutumé d'y prendre pendant leur séjour à Spa. Comme tous les dits Seigneurs et Nobles ne doutent nullement que cet acte est fait sans le consentement exprès de Votre Altesse Celcissime, c'est pourquoi ils ont l'honneur de recourir à Votre Equité, Monseigneur, vous suppliant de vouloir leur accorder de jouir de l'agrément du dit Vauxhall, attendu que la position du lieu est propre pour la santé, et faire défense au dit Lieutenant-Gouverneur et tous autres officiers de troubler la dite société en aucune chose quelconque à telle peine qu'il plaira à Votre Altesse leur imposer.

Étaient signés :

Kerry, Wertfort, Caher, Codrington, Adam, C. Humphries, J. G. Booth, J. Butler, J. Dawson, G. Rochefort, Rob. Hynch Bloss, Neufmanil, R. Payne, W. Foster, C. Buch, Sussex, Clive, Campbell, Nuger.

La saison étant à la veille de se fermer, on ne continua pas à jouer cette année. Mais, à l'ouverture de la saison suivante, les propriétaires du Vauxhall adressèrent, à leur tour, à l'Évêque une supplique dans laquelle étaient relatés plus au long les faits qui avaient motivé les plaintes des clubistes.

Prince Celcissime,

Monseigneur,

Les associés pour la construction du Vauxhall, bâti à portée de Spa, prennent la très-humble liberté de remonter à Votre Altesse Celcissime les vexations qu'ils subissent de la part du Lieutenant Officier de Votre Marquisat de Franchimont, qui, s'étant déclaré peut-être, pour son propre avantage, protecteur de certain octroi accordé par le feu Prince à quelques particuliers, les accable d'une multitude d'actions et a porté l'excès au point d'arrêter la saison dernière à main armée et conduire en prison le nommé Peretti, pour avoir joué au Vauxhall des prétendus jeux défendus, acte inouï de violence contraire à la liberté de Spa et qui a fait regarder par les étrangers l'exécuteur non comme la personne chargée de l'emploi respectable de veiller au maintien des lois, qui n'ont pour but que le bien public et la conservation de la liberté et de la propriété de chaque individu, mais comme l'agent d'une société particulière et instrument de son avarice.

Ce ne fut point seulement en propos et par une fermentation générale que fut marquée l'indignation qu'excita un pareil procédé; les personnages les plus illustres qui se trouvaient à Spa, le regardant comme un attentat commis contre leur liberté et leur propre sûreté, présentèrent à Votre illustre prédécesseur une supplique qui se reproduit ainsi que la lettre à son secrétaire; les motifs de cette supplique, Monseigneur, vous feront assez sentir combien il serait dangereux de sacrifier à l'intérêt de quelques particuliers, même au maintien rigide de l'autorité principale, l'intérêt général et la richesse de l'Etat, objets précieux qui n'échapperont point aux soins paternels et aux lumières de Votre Altesse, etc., etc.

Nous bornerons ici la citation, l'auteur de cette supplique, fort longue, s'étendant ensuite en considérations multiples sur les avantages que peut procurer à l'Etat la liberté de jouer et sur l'illégalité des privilèges.

Il nous faut aussi abrégér le récit de ces faits, connus du reste, pour arriver à l'année 1774, au cours de laquelle intervint, on le sait, une transaction par laquelle les deux sociétés en procès fusionnaient leurs intérêts. Cet arrangement fournit au Prince l'occasion d'émettre un nouveau mandement, en date du 4 août, et par lequel, réitérant les Édits antérieurs, il défendait derechef bien expressément tous les jeux de hasard dans *les maisons et endroits privés* (1), mandement qui fut renouvelé l'année suivante.

Tout se passa à peu près sans encombre, pendant une période de dix ans, c'est-à-dire jusqu'à la mort du prince Velbruck. Le Club continua à fonctionner chaque saison, mais ce n'était que par pure tolérance de la part des maisons privilégiées. Déjà, à ce moment, l'animosité, une haine ouverte, devrions-nous dire, existait entre le Club et les propriétaires de la Redoute et du Vauxhall. Ceux-ci ne dissimulaient pas leurs sentiments à cet égard. Nous en avons pour témoignage une supplique signée d'un certain nombre de surséants, priant Son Altesse de ne point autoriser l'exécution du projet conçu par le magistrat concernant la transformation de la Grand'Place (1780).

Les propriétaires privilégiés, accusés dans ce document d'hostilité contre le Club, ripostèrent publiquement et textuellement : « Il serait à souhaiter que cette société n'existât pas ; personne n'ignore qu'elle n'est formée que

(1) Signalons, pour la curiosité du fait, un acte de société passé le 12 décembre de cette année (1774), entre les propriétaires du Vauxhall, à l'effet de construire un bâtiment destiné à y faire un jeu de paume.

de joueurs de profession , qui craignent de faire connaître aux yeux du public les moyens par lesquels ils ruinent souvent les étrangers qui ont le malheur d'y être admis (1). » On voit qu'ils ne se gênèrent pas pour catégoriser le Club ; mais, quoiqu'ils y vissent une concurrence ouverte à leurs maisons, Xhrouet et Deleau continuèrent à user de ménagements. Ph. de Limbourg, dans ses *Nouveaux Amusemens de Spa (1782)*, ayant à parler des plaisirs et distractions de Spa, dut bien signaler *le Club* ; mais il paraît y glisser rapidement : « Il y a une troisième maison à Spa, où une société s'est établie sous le nom de : Clubb ; les abonnés payent un louis tous les dimanches, qu'ils y dînent ou non, et six livres par tête pour leur dîner ; les autres jours avec liberté de ne point y dîner, en en prévenant le matin. Chacun y prend à son tour le titre de président ; il a le droit d'y inviter deux amis. »

« Cette société fut d'abord traversée (*sic*) ; elle a été tolérée ensuite par quelques considérations. Elle commence dès qu'il y a assez de membres pour faire un certain nombre. On y dîne à 3 heures ; en quittant table (*sic*), on y joue au crebs (2). Les clubs ont entre autres l'inconvénient de séparer les messieurs d'avec les dames ; ils sont aussi le théâtre des jeux les plus forts.... »

On jouait donc aux jeux de hasard, en dehors des maisons d'assemblées ; c'est ce qui ressort du dire de de Limbourg, comme aussi de l'Édit de cette année (1784), qui renouvela les anciens édits, *parce que* le Chapitre « avait été informé que plusieurs associations s'étaient formées pour tenir les jeux. »

(1) Archives de Spa. Liasses.

(2) *Le Tableau de Spa (1784)* dit, à propos du Club, que les Anglais y ont la permission de jouer au *Creps*, ce qui n'a été accordé à aucune autre société.

Vers la fin de la saison (1784) surgirent les premières difficultés entre le Club et la Redoute. On va voir à quel propos. De tout temps, le jeu dit du Trente et Quarante cessait dans les derniers jours d'août, et cela, par suite de la dispersion des pontes. Cette date n'avait, on le conçoit, rien de fixe; ainsi, cette année, le jeu se prolongea jusqu'au 4 septembre. Mais, à cette époque et suivant les habitudes, on ne continua — par suite du petit nombre de joueurs qui s'étaient trouvés à plusieurs séances consécutives — qu'à jouer au brulôt (1).

Quelques mécontents se plaignirent ouvertement et ne manquèrent surtout pas de saisir le prétexte qu'en rabaisant le taux du jeu, on enlevait aux joueurs qui avaient perdu, la ressource de récupérer leur argent, ce que, de nos jours, on appellerait *se refaire*.

Le Club tout entier prit le parti de ces mécontents et fit une sorte de pronunciamiento contre les propriétaires de la Redoute et du Vauxhall, les accusant *d'avoir manqué à la société du Club Anglais*.

Par un imprimé qu'ils leurs adressaient, ils exigeaient des susdits propriétaires « une réparation telle qu'elle fût jugée suffisante à la pluralité des voix du Club; » ils menacèrent aussi de ne plus mettre les pieds dans les salles privilégiées, aussi longtemps que cette réparation n'aurait pas eu lieu.

Deleau, Bossy et leurs associés ne virent d'abord dans ces menaces que forfanterie de la part de quelques meneurs.

(1) « Après le commencement de septembre, lorsque les banquiers et leurs associés ont fait leurs grandes moissons..... n'y restant plus que quatre à cinq grecs Pharaonneurs, ils font une nouvelle banque de deux cents louis pour y glaner, ce qu'ils nomment *Breulo*. Ils y taillent jusqu'au dix ou quinze d'octobre. » (*Les agréments et les désagrémens de la Redoute, 1769.*)

Ils espéraient que si, en effet, le *Club anglais* avait réellement à se plaindre, il se donnerait la peine d'exposer ses griefs au jugement du public ou même du souverain. Une explication franche et nette à propos de ces dissentiments tarda trop, et les esprits s'aigrirent de part et d'autre. Peu après, n'ayant pas reçu la satisfaction qu'ils attendaient, les quinze ou vingt membres du Club, qui étaient encore à Spa, lord Landaft à leur tête, envoyèrent, le 8 septembre, un mémoire par lequel ils faisaient *avertir l'inspecteur du Vauxhall qu'il eût à prévenir, de leur part, les intéressés dans les banques des deux salles, que si, dans le courant du lendemain, le jeu du Trente-et-Un n'était pas rétabli sur le pied ordinaire et de la Saison, les dits seigneurs étaient résolus d'effectuer sur-le-champ des arrangements convenables pour que ni qui que ce soit du Club ni personne de ceux de leurs amis, ne portât un écu à quelque banque publique que ce soit à Spa, pendant l'espace de dix ans.* »

Devant un ultimatum de l'espèce, il était impossible aux propriétaires de céder; on en devine la raison. Surtout qu'à ce moment, le Club se tenait toujours au *Cornet*, dont le propriétaire, l'avocat Storheau, venait précisément de présenter une supplique au Prince, afin d'obtenir la permission de poser ses armes au-dessus de la porte de sa maison, avec la demande qu'Il daignât s'en déclarer le protecteur et lui accorder sa sauvegarde. Son Altesse ordonna de communiquer cette supplique au magistrat et aux propriétaires des maisons privilégiées. Mais il répugna aux Clubistes de se soumettre à cette démarche humiliante.

C'est à ce moment que paraît Levoz. Depuis quelque temps, il se trouvait à Spa en compagnie de son architecte, y prenant ses dispositions pour bâtir la maison qu'il projetait d'élever sur le chemin de la Sauvenière. Quelques membres du Club, mis en rapport avec lui, l'encoura-

gèrent à se mettre immédiatement à l'œuvre, en lui assurant leur appui.

Aussi la construction de la *Nouvelle Salle*, ainsi qu'on l'appelait, ne tarda-t-elle pas à commencer.

Nous n'avons point à relater ici les obstacles qu'on chercha à susciter à Levoz (obstacles de toute nature), pour l'empêcher d'ériger son bâtiment.

On sait que l'on usa même de la violence (1). Malgré tout, Levoz y mit tant de diligence que la partie principale de l'édifice (2) fut achevée pendant la saison de 1785. A peine la Redoute et le Vauxhall avaient-ils ouvert leurs portes que la Nouvelle Salle, elle aussi, ouvrit les siennes.

Soit que les menées des clubistes eussent été des plus actives, soit que le public, en général toujours fort épris du nouveau, fût curieux de voir la Nouvelle Salle, on constata bientôt que les maisons privilégiées n'attiraient plus qu'un nombre minime de joueurs, et que l'étranger se portait bien plus volontiers à la maison de Levoz.

Le *Journal général de l'Europe* (3) inséra à ce sujet la correspondance que voici :

« L'on sait que la majeure partie de la noblesse, ayant été irritée, vers la fin de la saison dernière, du peu d'égard qu'avoient pour ses demandes les banquiers ou tenans jeu du Vauxhall et de la Redoute, a engagé, sous des obligations considérables, une société liégeoise à bâtir un nouveau Vauxhall, que l'on veut décorer d'un nom brillant...

» Ouvert le 9 juillet (1785) par un bal brillant et gratuit, le monde s'y porta en masse. Il manquait une chose au

(1) Dans la nuit du 27 au 28 octobre, de nombreux crenkeniers et une quarantaine de paysans, armés de bèches et de haches, cherchèrent à ruiner les travaux de la Salle.

(2) Il devait comporter deux ailes qui n'ont jamais été édifiées.

(3) N° du 16 juillet 1785.

nouvel établissement : la permission d'y jouer des jeux de hasard. Ce à quoi s'opposèrent les propriétaires des anciennes maisons.

» On a beau étaler les louis à l'ancien Vauxhall et à la Redoute, pas une âme ne s'est présentée pour jouer à la grande banque ; et même on assure que les personnes de distinction se sont engagées, par écrit, à ne pas jouer ni fréquenter les anciennes salles aussi longtemps que le nouveau Vauxhall n'aura pas obtenu la permission de donner à jouer publiquement.

» Tous les habitans de Spa qui ne sont pas intéressés dans les profits considérables que font ordinairement les propriétaires du Vauxhall et de la Redoute, où il ne se trouve plus personne pour y déjeûner, ni pour les assemblées et les bals, gémissent et sont dans la crainte fondée que la noblesse ne mette en exécution le projet qu'elle a formé de quitter Spa (dans le cas qu'on continue à lui refuser la permission de jouer dans son Vauxhall) pour se rendre à Aix-la-Chapelle, dont la saison n'a jamais été plus brillante que cette année, à cause sans doute que la plupart des Seigneurs et Dames, qui n'avaient pas à être mêlés dans la querelle de Spa, y attendent l'issue de cette singulière rixe. »

Quoique le journal d'où nous extrayons la lettre qu'on vient de lire soit quelque peu suspecté de partialité, nous trouvons dans des mémoires du temps, publiés tout récemment, la confirmation même de ce fait que la majorité des étrangers se rangèrent à l'opinion de Levoz.

Il s'agit d'une lettre de la comtesse de Sabran, alors aux eaux de Spa, adressée au chevalier de Boufflers. La voici :

« Spa, 11 juillet 1785.

» Spa n'est pas brillant cette année ; il est moitié brûlé et troublé par des guerres intestines qui, jusqu'à présent, ont empêché les jeux. Il y a le parti de l'opposition dans

lequel je suis entrée, je ne sais comment, qui a fait bâtir une nouvelle redoute fort agréable, et qui a fait signer à tous ceux qui l'ont voulu une promesse formelle de ne plus mettre les pieds dans l'ancienne. Comme j'aime assez les conventions, je n'ai pas hésité un moment et *mon exemple* a entraîné beaucoup de monde, entre autres mon petit sage et toutes ses connaissances. (1) »

Un mémoire manuscrit, intitulé : *Précis des brouilleries de Spa en 1785 et des raisons pour et contre au sujet des assemblées de Bals et de Jeux*, nous fournit aussi quelques détails curieux sur les efforts tentés pour entourer de solennité la cérémonie d'ouverture de la nouvelle salle et sur les démarches faites pour racoler des bobelins de marque.

« Ces nouvelles salles, entreprises à la fin de l'an dernier, ont été achevées au commencement de juillet, et ce n'a pas été faute de sollicitations si on n'a pu engager LL. AA. RR. Madame l'Archiduchesse Gouvernante des Pays-Bas et le duc de Saxe-Teschen, son époux, les Sérénissimes Électeurs de Trèves et de Cologne, Madame l'Électrice Douairière de Bavière, le prince Xavier et la princesse Cunégonde de Saxe, à en faire l'ouverture (qui n'a eu lieu qu'après leur départ). LL. AA. R. et E. connaissaient trop bien, de même que les Sér^{mes} princes le duc de Saxe-Weimar, les princes de Bade et le duc de Brunswick, qui se trouvaient à Spa en même temps, quels sont les droits des princes de l'Empire et ce que l'on doit à l'ordre public, etc. »

Nous laissons à penser quelle fut l'exaspération des propriétaires privilégiés, en présence d'une concurrence aussi désastreuse pour leurs maisons. Aussi, dès ce moment, la guerre, et une guerre implacable, fut-elle déclarée.

(1) Correspondance inédite de la comtesse de Sabran et du chevalier de Boufflers, 1778-1788, recueillie et publiée par Magnieu et Prat. Paris, 1875 (p. 93 et 94).

Il est certain que les adversaires de Deleau et de ses co-associés avaient mis tout en œuvre pour discréditer la Redoute et le Vauxhall. A peine la saison ouverte, ils avaient cherché à recruter le plus qu'ils purent d'adhérents, et pour ce, ils sollicitaient dans les hôtels, dans les auberges, les étrangers jusqu'à leur débotté. La plupart, sans vérifier si les griefs articulés étaient plus ou moins fondés, signaient l'engagement de ne point fréquenter les salles de la Redoute et du Vauxhall.

Pour parer à ces manœuvres, les propriétaires associés distribuèrent deux écrits, destinés à éclairer le public sur les véritables causes du conflit (juillet 1785). Ils avaient pour titre : *Exposé pour les Maisons d'Assemblées privilégiées de Spa*, et *Mémoire pour les Sociétés privilégiées du bourg de Spa* (1).

Le *Journal général de l'Europe*, qui inséra ces deux mémoires, les faisait suivre d'une « Troisième pièce », dans laquelle, après avoir relaté les exigences des clubistes et signalé le droit qu'ils s'étaient arrogé de jouer les autres jeux que le *Crebs*, il est fait allusion à l'événement que nous allons rapporter.

(1) Petit in-8°, sans nom de lieu ni date; le premier de 4, le second de 6 pages.

Le *Journal général de l'Europe*, annonçant l'apparition de ces deux brochures, ajoutait : « Je suis persuadé que le gouvernement de Liège n'autorise en aucune manière la circulation de ces écrits, qui ne sont rien moins que modérés. C'est le style d'un homme qui a des mots dans la tête et qui souvent n'en connaît point la valeur. Vous verrez qu'il met les *agiateurs* dans la classe des *escrocs* et des *filoux*; qu'il traite d'*êtres invisibles* les membres d'une société qui en compte six cents, etc., etc. Les braves militaires, si sensibles sur le point d'honneur, lui sauront gré surtout d'avoir dit, que si Spa était composé d'*escrocs*, de *filoux* qui exerceraient leurs talents au détriment du bien public, de la Compagnie, des mœurs, de la sûreté et du bon ordre, il serait alors une espèce de QUARTIER-GÉNÉRAL, etc., etc.!!! »

L'instigateur principal des menées dirigées contre les maisons privilégiées, celui qui fomentait le plus activement la résistance aux ordres du Prince, le comte de Rice, était bien connu des propriétaires de la Redoute et du Vauxhall, avec lesquels il avait déjà eu des difficultés en 1780 (1). Cet individu, anglais d'origine, véritable aventurier, intrigant dangereux, fréquentait assidûment Spa depuis plusieurs saisons. Il était le parasite habituel des princes et des grands qui venaient à nos eaux. C'est ainsi qu'il avait su s'insinuer auprès de Gustave III, lors de son séjour à Spa (1780), sous prétexte de l'initier au mesmérisme, alors fort en vogue. Deux années auparavant, il avait aussi rencontré ici le fils du fameux comte du Barry, et sa femme, M^{lle} de Tournon, avec lesquels il se lia et qu'il emmena en Angleterre. Nous avons raconté comment de Rice eut peu après, à Bath, un duel retentissant avec le mari, qui fut tué (2).

Le Prince, informé du rôle joué par de Rice dans la cabale, n'hésita pas à le frapper d'exil, et pour ce donna contre lui une lettre de cachet (3).

(1) Voyez au Bulletin du Bibliophile liégeois *Quelques lettres de Velbruck à Chestret*.

(2) Voyez ALBIN BODY, *Gustave III, roi de Suède, aux Eaux de Spa*, p. 73.

(3) Voici la teneur de ce décret :

« Constantin-François des Comtes de Hoensbroeck, etc.

Étant informé des intrigues et cabales que pratique depuis longtemps, dans notre pays, le comte de Rice, étranger, en attendant à notre autorité souveraine et portant le trouble dans notre bourg de Spa, nous lui ordonnons de sortir des États de notre domination, dans le délai de 24 heures, sous peine de désobéissance et d'arrêt.

Donné en notre Conseil Privé et par nos ordres exprès, le 16 juillet 1785.

(Signé) CONSTANTIN-FRANÇOIS. »

Le 15 juillet, Fréron, commandant de Spa, revenait de Liège à 5 heures du matin, porteur du décret d'expulsion. Avant de le signifier, il attendit l'arrivée d'un détachement du régiment de la citadelle de Liège, qu'il avait demandé, à tout événement. A 7 heures et demie, ces troupes firent leur entrée à Spa et aussitôt après, Nicolas Gabriel Heptia, lieutenant sermenté de la police de Spa, intima l'ordre au comte de Rice et à un autre gentilhomme anglais, de sortir tous deux, dans les 24 heures, des États de la Principauté (1).

Les deux étrangers reçurent avec d'autant moins de surprise cet ordre qu'ils s'y attendaient.

Avant de quitter Spa, le comte de Rice fit rédiger, par un notaire impérial, une protestation, à laquelle il joignit copie de son diplôme de *comte immédiat de l'Empire*, et remit le tout au commandant Fréron. Plusieurs membres du Club firent la conduite aux proscrits jusqu'à la frontière des États.

Le bruit courut aussitôt à Spa que le comte de Rice avait pris la route de Vienne ou de Ratisbonne, mais il n'alla pas plus loin qu'à Aix-la-Chapelle, afin d'être à proximité de ses amis, et de pouvoir ainsi continuer à avoir l'œil sur les affaires de Spa.

Dans l'après-midi du même jour, Fréron se présenta à la salle du *Club Anglais*, où, après s'être concertés, les membres voulurent bien l'admettre. Il s'informa des griefs que pouvaient avoir ces Seigneurs. Ils alléguèrent surtout le manque d'égards des banquiers et insistèrent sur les grands

(1) Le Prince se faisait minutieusement renseigner sur tout ce qui se passait à Spa. Il y avait notamment des agents secrets qui l'informaient de ce qui avait lieu au *Club*. Voyez, aux Annexes (n° 4), un Rapport curieux adressé au Prince, où sont signalés quelques-uns des Grecs exerçant au *Club*. — Ce Rapport provient des papiers privés du Prince.

avantages que, par leur présence, ils avaient procurés au bourg depuis nombre d'années. Le commandant fit quelques objections et, finalement, demanda à ce qu'on lui mit par écrit la liste des réclamations que ces messieurs croyaient pouvoir faire aux sociétés privilégiées. Il termina enfin en sollicitant les membres du Club de fréquenter, comme par le passé, les salles de la Redoute et du Vauxhall.

Mais les membres présents s'y refusèrent tous. Ils firent plus : ils rédigèrent, séance tenante, la protestation que voici :

« Nous, soussignés, ayant pris en considération le mécontentement universel conçu par la Société, de la conduite des propriétaires des deux salles Vauxhall et Redoute, déclarons sur parole d'honneur d'être résolus de ne pas mettre les pieds dans les dits bâtiments, la salle de comédie seule exceptée, jusqu'à ce que les dits propriétaires aient fait à la société du Club Anglais une réparation jugée suffisante à la pluralité des voix de la dite société. »

Le *Journal général de l'Europe*, en rapportant ces faits, ajoutait : « Cet engagement par écrit avait été pris par plus de six cents Seigneurs et Dames, tous de la première distinction, et dans le nombre desquels on compte quatre Altesses Royales et quatre-vingts Princes de sang royal ou de l'Empire (1). »

C'est là, est-il besoin de le dire, une exagération.

Les conséquences de cette obstination des membres du Club furent un mandement obtenu à Wetzlaer, le 28 juillet, par lequel « on défendait et interdisait dans toute l'étendue du Pays, toutes assemblées, associations et sociétés quelconques, soit sous le titre de *Club*, soit sous telle autre dénomination que ce fût. »

(1) N° du 19 juillet.

Nous passerons sous silence le fâcheux effet que produisirent sur les étrangers et la visite du commandant Fréron au Vauxhall de Theux et l'appareil inusité avec lequel fut publié le susdit mandement (1), ainsi que l'arrestation du concierge ou suisse du Club Anglais (2).

A la suite de l'interdit jeté sur la nouvelle salle, le *Club* agita la question de son transfert à Aix. Et en effet on y loua une salle, et quelques-uns des membres quittèrent Spa pour s'établir dans cette ville (3).

(1) Un tambour flanqué de deux soldats, bayonnettes au bout du fusil, parcourut les rues du bourg à 6 heures du matin, le 6 août, jetant l'alarme chez tous les bobelins. En outre, le détachement sortant de ses quartiers entourait l'Hôtel de Ville, fusils chargés, puis au son du tocsin, après trois roulements de tambour, lecture du mandement fut donnée du haut des fenêtres de la maison commune.

Bassenge rapporte qu'à la suite de cette publication, Fréron, à la tête des soldats armés, alla défendre l'entrée de la salle Levoz et fit retourner insolemment les carrosses des Seigneurs qui voulaient s'y rendre. (Lettres à l'abbé de P***, t. I, p. 130.)

(2) Au mois d'août dernier, l'officier Fréron a saisi et garotté le suisse du *Club des Seigneurs Anglais*, nommé J. Schoonbrout, né sujet de S. M. I. et R. Schoonbrout fut appelé à l'hôtel de la Cour de Londres, à Spa (qui appartient à un des sociétaires du Vauxhall) et là fut lié et mené dans les prisons de la douane.

(Cris générale du peuple liégeois.)

(3) Le *Tableau d'Aix-la-Chapelle* (p. 17) disait à ce propos :

« Ceux qui écriront les fastes d'Achen n'omettront point que le *Club* (prononcez *Clob*) y fut admis en 1785. Les historiens de Spa apprendront à leurs lecteurs par quelle bévue unique le Lieutenant-Gouverneur de ce beau village a forcé cette société distinguée de se choisir un asile dans la ville de Charlemagne. Ceux qui font métier de tout écrire et de tout publier parleront du dystique auquel cette translation a donné lieu :

Tels on vit autrefois par le Turc culbutés,
Les Chevaliers de Rhode à Malte transportés.

J'y vois cette différence que la religion de Malte n'a rien conservé à Rhode, et que le *Club*, en acquérant un refuge à Achen, a con-

Spa commença nécessairement à pâtir de ces querelles. Aussi les gazettes signalèrent-elles la désertion des visiteurs ou l'abstention de ceux qui étaient accoutumés de s'y rendre chaque saison. On s'efforça donc de résoudre ces difficultés et de ramener l'entente entre les partis. A cet effet, des négociations furent entamées dans le courant d'août.

Le comte de Metternich (1), qui se trouvait à Spa, voulut bien se charger de cette tâche difficile. Diplomate habile et plein de tact, il jouissait et d'une véritable autorité acquise par l'expérience et de l'estime de tous. On put donc tout espérer de sa médiation. Tout d'abord il se mit en relation avec les membres du Club et, après maints pour-parlers, finit par les amener à un plan d'accommodement.

Voici les principaux points de ce projet :

2° Les membres du Club déclareront par écrit qu'ils se soumettent à respecter les mandements du Prince.

5° Comme l'existence du Club a été tolérée depuis près de vingt ans par les Princes prédécesseurs, on se flatte que

servé son établissement à Spa : je doute même que la nouvelle fondation nuise à l'ancienne. Spa est si beau ! Cet ancien favori a de grands droits, et le Lieutenant-Gouverneur n'est pas éternel.

Un cynique qui était à Achen disait : Le Club n'est qu'une prévôté qu'on érige pour venger M. le comte de*** (Rice), et je trouve ce procédé très-honeste ; mais par quelle fatalité Club le Prévôt se loge-t-il aussi mal que son Père ? Vous avez été à Spa, Messieurs, vous connaissez la mesure de l'avocat St. (orheaux) ; croyez-vous que l'hôtel de... vaille mieux ? Non. De bonne foi, est-ce là un emplacement pour le Club ? Petite maison, petite entrée !..... »

(1) Clément-Wenceslas, comte de Metternich-Winnebourg-Ochsenhausen, naquit à Coblenz le 15 mai 1773. Après avoir visité l'Angleterre et la Hollande, il alla à Vienne, où il épousa, à 21 ans, la fille du Prince de Kaunitz-Rietberg. Il était conseiller d'Etat actuel de S. M. l'Empereur et Roi et son ministre plénipotentiaire aux Cours Electorales et Cercles du Rhin.

le Prince régnant continuera à laisser exister cet établissement, et qu'il y établira, s'il le juge nécessaire, un marqueur sermenté qui fournira les dés (1).

6° Quant à MM. les exilés, attendu que la cause pour laquelle ils l'ont été, cesse, on espère que S. A. fera cesser cet exil.

7° La Société du Club est très persuadée qu'un arrangement sur l'indemnisation du sieur Levoz doit être très indifférent au souverain du pays; on espère pourtant que quelques personnes s'interposeront auprès des maisons privilégiées pour les engager à faire l'acquisition de son nouveau bâtiment à un prix raisonnable.

Ces propositions, datées du 18 août 1785, étaient signées du Prince de Reuss, Henri XV, major au service de S. M. I. et R., et de H. J. Clément.

Elles furent transmises au secrétaire du Prince, qui y fit répondre par la note suivante :

Au 1°. Son Altesse voit avec plaisir le désir que la société témoigne de se réunir en quittant tout esprit de parti pour jouir sous l'autorité des lois des amusemens dont Spa est susceptible.

Au 2°. Son Altesse attendra l'accomplissement dudit article.

Au 3°. Il n'est jamais parvenu à S. A. aucune plainte articulée; que s'il en était parvenu, elle y aurait pourvu. Et que si dorénavant il en parvenait de fondées, elle y pourvoira

(1) Était jointe à cette pièce :

Une supplique de G. F. Storheaux (le propriétaire de l'immeuble où se tenait le Club), adressée au Prince, disant : « Attendu la parfaite égalité du jeu anglais de *Crabs*, démontrée par sa requête du 13 août 1785, S. A. daignera permettre ce jeu chez lui, comme ci-devant, aux Seigneurs anglais et autres gentilshommes d'autres nations, avec leur marqueur qui les a servis depuis plus de 14 ans, et avec les mêmes dés anglais que le suppliant tire de Londres. »

convenablement, ainsi qu'il est énoncé dans son Édît du 4 août 1785.

Au 4^o. Non-seulement la parole et la liberté doivent être généralement rendues pour parvenir à la réunion générale qu'on se propose; mais aussi les individus fréquenteront de bonne foi et sans restriction les salles privilégiées comme ci-devant.

Au 5^o. Quoique toute association particulière paraisse contraire à l'union et société générale, néanmoins S. A. voudra bien (sous l'inspection ordinaire de la police) tolérer l'existence d'un Club : Savoir que les Édits et mandemens de S. A. , et notamment celui du 4 août 1785 , ainsi que le Mandatum sine clausulâ de S. M. I. resteront dans toute leur force et vigueur; et qu'en conséquence, les membres de ce Club engageront leur parole d'honneur de n'y jouer ni laisser jouer aucun jeu de hazard, ni d'y donner aucun bal public, ni de jamais choisir pour leurs assemblées la maison de Levoz, observant qu'il existe une aile du Vauxhall qui a été bâtie pour cet objet à la sollicitation de S. A. Royale Monseigneur le duc de Cumberland.

6^o Quoiqu'il reste à Son Altesse des motifs pour continuer l'exil de certaines personnes, néanmoins, par considération et déférence pour Son Excell. M. le comte de Metternich et autres personnes de distinction, sa dite Altesse veut bien laisser cet objet à la disposition de Son Excellence.

7^o Son Altesse laissera aux Associés privilégiés la liberté de faire l'acquisition de la maison Levoz, s'ils le jugent convenir à leurs intérêts.

Le comte de Metternich, en transmettant cette note aux membres du Club, y joignit la lettre que voici :

« Le comte de Metternich, lequel, comme étranger à Spa, s'est occupé dès son arrivée avec le plus vif et le plus sincère intérêt de rendre le calme à la société, n'a pas tardé un instant de porter à la connaissance de S. A. Monseigneur le prince de

Liège les points qui lui ont été remis en date de Spa, le 18 août 1785, et signés au nom de la société du Club anglais par Messieurs le prince de Reuss Henri le XV^e, et Clément, qui ont été suffisamment autorisés de la part de la dite société à l'effet de chercher à applanir les difficultés survenues, par un arrangement préliminaire.

» Le comte de Metternich ayant l'honneur de remettre la note ci-jointe (1) qui lui est parvenue de la part de S. A. M^{te} le prince de Liège, en réponse sur les représentations duement faites, à celui d'y ajouter :

» 1^o Que les ordres les plus positifs ont été donnés à M. Dethier, conseiller de S. A., de ne point se relâcher d'aucun des articles renfermés dans la dite note; de sorte qu'il serait absolument inutile d'y faire des changements.

» 2^o Que Messieurs de la société du Club anglais, ayant accepté et signé avec toutes les clauses et conditions, le comte de Metternich se charge :

» 1^o De délivrer à la société une déclaration de MM. les propriétaires des maisons privilégiées que le Club désire (ce qui est la seule condition portée dans l'engagement entre les membres de cette société) :

» 2^o De lever tout de suite, par la faculté que S. A. a daigné lui remettre, les lettres de cachet pour les exilés membres du Club, à condition cependant qu'ils se conformeront aux clauses et conditions portées à la dite note.

» 3^o Que des personnes bien intentionnées s'occuperont sur le champ et très-sincèrement à chercher les moyens d'engager les propriétaires privilégiés à faire l'acquisition de la maison de Levoz à un prix raisonnable.

» Si un succès aussi heureux que celui du rétablissement de ce calme et de cette tranquillité qu'il eût été à désirer de ne voir jamais troublés, répondait aux soins que le comte de Metternich s'est donnés par égard pour Messieurs du Club et pour la société en général, rien n'égalerait la vivacité de sa satisfaction.

» Il prie ces Messieurs d'en vouloir bien agréer l'assurance, ainsi que des sentiments de la considération la plus distinguée.

» Signé : Le comte DE METTERNICH-WINNEBOURG. »

(1) C'est celle qui précède.

La réponse du Prince au plan d'accommodement fut acceptée et signée, le 22 août, par onze membres du Club. (Ils formaient à eux seuls la majorité du Club existant à cette date.) C'étaient MM. S. Tighe, président de la semaine; A. Blair, St. Foster, Samuel Sneyd, Jos. Webber, J. Craufurd, L. Concanon, Th. Dillon, Th. Pigott, William Wyndham, Sunderlin.

Par une lettre datée de Seraing, le 25 août, et adressée au comte de Metternich, le souverain lui marqua sa satisfaction de ce que le Club, à la pluralité des voix, avait acquiescé à tous les articles de la note qu'il avait envoyée. Il affirmait enfin que ses intentions et son désir avaient toujours été que la bonne compagnie qui était à Spa jouît de tous les amusements dont cet endroit était susceptible.

A la suite de ces événements, un Mr Hodges, au nom de tous les membres du Club anglais qui se trouvaient à Spa, demanda au comte de Metternich un rendez-vous, qui avait pour objet une réconciliation générale.

Le calme revint à Spa, jusque là fort troublé par ces brouilles; l'apaisement se fit, et la saison parut s'en ressentir. En constatant cet apaisement des esprits, la *Gazette de Liège* du 5 septembre relatait aussi une partie des faits que nous venons de raconter.

Malheureusement, ce prétendu rassérénement ne devait être que de courte durée.

Peu de jours après, le 30 août, les membres du Club adressèrent au comte de Metternich une nouvelle note, disant en résumé: 1° que les onze membres qui ont signé la note du Prince ont des doutes sur la légalité de ce qu'ils ont fait. Parce que, par suite des poursuites judiciaires faites contre le secrétaire du Club, qui l'ont obligé de transporter ses registres hors du Pays, tous les nouveaux membres reçus au Club cette année, avant sa dissolution, ainsi que les anciens, pendant l'absence, l'ont mis dans l'im-

possibilité de se conformer aux statuts du Club. 2° Qu'ils n'ont pas entendu renoncer au droit de jouer le *Crebs*. 3° Qu'ils n'ont pas entendu désapprouver la conduite des deux membres du Club exilés. En conséquence, ils priaient, pour arriver à une entente, M. de Metternich d'accepter à dîner à Battice ou à Limbourg, où pourront se trouver les exilés.

Outre les onze signatures de la première note, on trouvait, au bas de cette lettre, les suivantes :

Le marquis de la Chapelle, Storet, A. M. Cuningham, Hodges, G. Hardy, Saint-Amand, le comte d'Asson, Beaumont.

Le comte de Metternich répondit immédiatement (31 août) à ces MM. en déclinant la proposition. Il alléguait qu'ayant réussi à obtenir de S. A. un arrangement au sujet des difficultés existantes à Spa, il ne pouvait convenablement revenir sur ce qui avait été fait, et cela d'autant plus que le soin de ses propres affaires réclamait sa présence ailleurs, et qu'il était à la veille de partir.

Bref, tout en se disant toujours dévoué à leurs intérêts, il croyait pour le moment ne plus pouvoir intervenir.

Les espérances qu'avait fait concevoir la mission toute conciliatrice du comte de Metternich disparurent avec lui. Le *Journal général de l'Europe*, après avoir reproduit la correspondance optimiste de la *Gazette* à laquelle nous avons fait allusion, ne laissait plus de doutes à cet égard. Il confirmait ainsi qu'il suit et de point en point ce qui a été dit plus haut :

« Nous venons de voir partir avec bien du regret Son Excellence le comte de Metternich. Nous avions espéré qu'il parviendrait à rétablir le calme et la paix dans notre bourg. Il avoit daigné l'entreprendre. Déjà, dans une assemblée de 18 membres du Club, 13 avoient accepté et signé une convention à laquelle on espiroit que 5 à 600 membres,

composant cette société, accéderaient successivement. Déjà 13 de ces Messieurs avoient recommencé à fréquenter les salles privilégiées. Mais ayant cru s'apercevoir qu'on mettoit des restrictions à la liberté dont le Club avoit joui ci-devant, ils ont désavoué la convention et exigé que leur signature leur fût remise. Ainsi toutes les difficultés subsistent, comme tous les procès qu'elles ont fait naître. »

A partir de ce moment, le Club presque en entier se retira à Aix-la-Chapelle; la saison du reste tirait à sa fin, et les deux parties gardèrent vis-à-vis l'une de l'autre une attitude toute de réserve.

Seul le comte de Rice persista dans son œuvre de discorde. Il cherchait pour le moment à faire casser, par la Chambre de Wetzlaer, la lettre de cachet qui le condamnait à l'exil, but qu'il atteignit, du reste, ainsi que nous allons le voir.

On a la preuve des intrigues de ce personnage dans cette délibération de la municipalité spadoise, prise dans l'hiver qui suivit les faits ci-dessus rapportés :

En assemblée du magistrat de Spa spécialement convoquée et tenue à l'Hôtel-de-Ville du dit Spa, le neuf décembre 1785.

Nous, Bourgmestres et Conseillers du Bourg et de la Communauté de Spa, informés par divers avis et même par le propos public que le comte de Rice, exilé de ce bourg par ordre de notre Celcissime Prince, pour raison des cabales et intrigues pratiquées dans notre district, s'est rendu à Wetzlaer dans le dessein d'y trouver des moyens d'appuyer le projet qu'il a déclaré verbalement et à plusieurs reprises de ruiner et perdre notre endroit et que, pour y légitimer ses menées, il doit chercher à inculper la conduite des magistrats de cette régence et l'a présentée comme reprochable, chose que nous ne pouvons supporter, attendu que nous nous croyons et sommes même persuadés intimement de la régularité de nos gérés, considérant d'un autre côté qu'il importe au bien de nos habitans que la com-

pagnie d'étrangers qui nous honore chaque année de sa présence n'y trouvera jamais plus de l'agrément si le schisme et l'esprit de parti qui a régné la saison dernière continuoît à s'y perpétuer et ne voulant rien négliger de tout ce qui est en notre pouvoir pour y entretenir l'union et l'harmonie, que les soins paternels et continuels de notre C. Prince ont tâché, non-seulement de maintenir, mais aussi de préserver contre les atteintes que des esprits turbulents ont cherché à y porter, malgré les dispositions principales énoncées à cet effet et que les décrets de Sa Sacrée Majesté Impériale y ont rétabli, craignant d'ailleurs de voir rompre par quelques intrigants le pacte de paix et de réconciliation qu'ont produit les bons offices de Son Excellence M. le comte de Metternich et les soins des conseillers intimes de notre souverain, Dethier et Zwierlein de Biberot, avons cru de notre premier devoir et regardons comme indispensable de porter aux pieds de Sa Sacrée Majesté, tant en sa Chambre Impériale à Wetzlaer qu'à son Conseil aulique de Vienne, nos très-humbles, très-soumises et très-respectueuses supplications à effet d'obtenir de sa suprême protection qu'Elle daigne écarter de notre bourg et nous préserver de tout ce qui pourroit tendre à y ramener de nouveau la discorde et l'esprit de parti. En conséquence, enchargeons très-particulièrement à notre greffier de recueillir toutes les pièces et documents nécessaires pour présenter un tableau exact de notre situation et de notre conduite, à quel effet nous déclarons de commettre ainsi que par les présentes nous commettons, etc.

Par ordre, signé : G. WASSON.

De son côté, Fréron, commandant de Spa, faisait instruire contre le même comte de Rice.

Une enquête fut faite auprès des mêmes magistrats, ayant pour objet de connaître les agissements de de Rice pendant la saison précédente. Les bourgmestres et conseillers de Spa déclarèrent, entre autres points, qu'aussitôt que le comte de Rice était arrivé à Spa, une scission s'était formée parmi les étrangers, laquelle division s'est continuée pendant toute la saison et a été constatée avec la plus grande publicité par une promesse imprimée que l'on faisait

circuler , laquelle contenait de ne point fréquenter et même *in verbis* de ne point mettre les pieds dans des maisons privilégiées , tandis que la compagnie se rendait journellement à la maison de Noël-Joseph Levoz , où le dit comte de Rice paraissait présider et où il était regardé comme l'ayant invitée par les courses continuelles qu'on lui voyait faire de maison en maison , accompagné d'autres de son parti , pour entretenir l'étranger dans la promesse qu'on lui faisait souscrire dès son arrivée.

Que le dit comte de Rice était regardé comme l'auteur et promoteur de la cabale , cabale fomentée qui a produit une effervescence qui n'est pas apaisée aujourd'hui , puisque les esprits n'ont pas encore cessé de paraître disposés à l'émeute.

Enfin , le refus du comte de Rice de se conformer à l'arrangement fait par S. Excel. le comte de Metternich leur paraît une preuve manifeste de son mépris pour le souverain territorial (*sic*) et ses mandements.

Ces réponses du magistrat sont du 5 janvier 1786. Coïncidence bizarre : le même jour , le comte arrivait à Liège , armé d'un *mandatum* qu'il avait obtenu de la Chambre de Wetzlar , *mandatum* cassatoire de la lettre de cachet signée par le Prince. Si cela fit du bruit , on le devine. Mais l'évêque parut n'y prêter qu'une médiocre attention. Il avait sur ce point sa manière de voir. Dans une lettre qu'il adressait à Zwierlein , en date du 1^{er} mars 1786 , il disait : « Touchant le comte de Rice , je regarde cette affaire comme finie ou du moins comme suspendue. Le comte de Rice m'a donné des assurances , de bouche et par écrit , de se conformer lui et le *Club* aux Édits et de fréquenter les maisons privilégiées comme avant les troubles. En un mot , de se conformer aux arrangements qui furent faits par M. le comte de Metternich et qui vous sont connus ; en conséquence , comme le comte de Metternich

avait rappelé les exilés selon le pouvoir que je lui avais donné, je regarde ce comte de Rice comme jouissant présentement de ce rappel (1). »

Le proscrit ne rentra pas seulement dans les Etats du Prince, il se représenta même à Spa.

Il figure en effet dans la *Liste des Seigneurs et Dames*, du 17 juillet. Le Club s'était rouvert comme d'habitude, et eut cette saison, en qualité de président, le duc de Cumberland, dont le pseudonyme était comte de Dublin.

1786 se passa sans troubles à Spa ; Levoz du reste avait loué la salle à Redouté, qui se borna d'abord à ne donner que des fêtes et ne tint aucune espèce de jeu. Vers la fin d'août pourtant, il s'avisa d'ouvrir le *Pharaon*. Le fougueux Fréron avait été remplacé alors, en qualité de commandant de la police, par Robert.

La douceur et la modération du nouveau lieutenant de police contrastaient avec l'ardeur et le zèle parfois intempestifs de son prédécesseur. Mais la licence qu'avait prise Redouté le mit dans l'obligation de sévir. Il y eut donc une nouvelle descente du commandant de Spa au salon Levoz et un nouveau procès. D'où plainte de Redouté aux Vingt-Deux, qui lui donnèrent gain de cause. A son tour, Robert en appela aux Etats Réviseurs.

Mais ici doit se borner notre tâche. Le règne du Club semble fini ou du moins il n'est plus guère question de lui. Désormais la querelle, grosse d'événements, va se dessiner bien nettement, entre le Prince, d'un côté, et les novateurs de l'autre, qui veulent lui arracher ce qu'il prétendait et croyait être une part de ses prérogatives.

Wolff, dans son *Résumé de l'histoire de Spa*, rapporte que le Club Anglais survécut même à la Révolution, ou du

(1) DARIS. *Révolution liégeoise*, p. 87.

moins qu'on le vit renaître après les jours de terreur qui avaient amené l'exode des étrangers hors du pays. Ainsi dans la liste — très incomplète (1) — qu'il donne des présidents de ce cercle, il s'en trouve un pour la saison de 1802 et il ajoute que cette année fut la dernière. Les documents nous font défaut pour contrôler ce dire de Wolff.

ALBIN BODY.

(1) Wolff donne la seule liste des 34 seigneurs qui fondèrent le Club en 1767. Elle diffère de la notice provenant des papiers du Prince.



ANNEXES

N° 1

**Noms des Seigneurs du Club ou
Société anglaise établie chez Hay,
à Spa (1).**

Son Altesse Royale Monseigneur le duc de Cumberland,
président perpétuel de la Société anglaise établie depuis
1766.

EN 1766.

- 1 MM. J. M. Dickenson.
- 2 John Gore Booth.
- 3 B. Burke, gentilhomme anglais.
- 4 le chevalier Long.
- 5 Musgrave.

Cette liste, complètement inédite, figurait dans les papiers du prince-évêque. Quelques noms, tronqués, ont été rétablis d'après les *Listes des Seigneurs et Dames*.

- 6 MM. le baron de Coudenhove de Fraiture, grand veneur du pays de Liège.
- 7 le marquis d'Aragona, colonel au service de l'impératrice de Russie et chambellan d'Holstein, de S. A. S. le grand-duc de toutes les Russies.
- 8 Huger, gentilhomme anglais.
- 9 Deane, gentilhomme irlandais.
- 10 le colonel Nugent.
- 11 le comte Odonel, chambellan de l'ordre de Marie-Thérèse, colonel au régiment de Plunkett au service de S. M. l'Impératrice-Reine.
- 12 W. Hambury.
- 13 W. Hambury jeune, anglais.
- 14 le docteur Vivegnis, secrétaire du Club.
- 15 Stephenson.
- 16 Tyler (Thiler dans la Liste).
- 17 Cook, gentilhomme anglais.
- 18 lord Caher.
- 19 Butler.
- 20 Ogilvy.
- 21 James, gentilhomme anglais.
- 22 Forster.
- 23 R. Georges, gentilhomme anglais.
- 24 le chevalier Payne, gentilhomme anglais.
- 25 Fuller, gentilhomme anglais.
- 26 Swinburne, gentilhomme anglais.
- 27 le comte de Butterin.
- 28 N. Boys, gentilhomme anglais.
- 29 le chevalier de Fraiture.
- 30 Malone, gentilhomme anglais.
- 31 Rowley.
- 32 W. Cooke, membre du Parlement d'Angleterre et officier d'artillerie de S. M. britannique.
- 33 le général Beckwith.

- 34 MM. le colonel Wynne, colonel anglais.
- 35 Bagenal.
- 36 le colonel Wedderburn.
- 37 Errington.
- 38 Fortescue.
- 39 Dawson, gentilhomme anglais.
- 40 le chevalier Sam Gedeon.
- 41 lord Robert Spencer.
- 42 Benett.
- 43 le baron de Rissel.
- 44 le chevalier de Ham, major au régiment d'Arberg,
chevalier de l'ordre militaire de Marie-Thérèse.
- 45 W. Sproole, gentilhomme anglais.
- 46 Moon.

EN 1767 (1).

- 47 MM. le colonel Clements, colonel anglais.
- 48 rayé.
- 49 King, gentilhomme anglais.
- 50 le chevalier Goore.
- 51 Martin, gentilhomme anglais.
- 52 Foster, gentilhomme anglais.
- 53 le marquis de Beauchamp, chevalier de l'ordre
royal militaire de St-Louis.
- 54 le colonel Cullen, colonel au service de LL. HH. PP.
- 55 Moore, évêque.
- 56 Stuard.
- 57 lord Southwell.
- 58 lord Fortrose.
- 59 lord d'Artrey.

(1) Notons qu'une grande partie des personnes dont on lit ici les noms revenaient presque chaque saison à Spa.

- 60 MM. lord comte Clanbrasill, pair d'Irlande.
- 61 le baron de Wassenaer, de La Haye.
- 62 Crawford l'aîné, gentilhomme anglais.
- 63 lord Gore.
- 64 le baron de Wassenaer, d'Obdam.
- 65 Dilkes, capitaine des gardes du corps de S. M. B.
- 66 Crawford.
- 67 Alworth, gentilhomme irlandais.
- 68 le comte de Lynden, seigneur de Voorst, député
au Conseil d'État des Provinces-Unies.
- 69
- 70 Thompson.
- 71 Thompson jeune.
- 72 Pepper, gentilhomme anglais.

EN 1768.

- 73 MM. le chevalier de Fagan.
- 74 Aylmer, gentilhomme anglais.
- 75 Dupleix.
- 76 Cuningham, gentilhomme anglais.
- 77 Aynslie.
- 78 le colonel Bodens.
- 79 Langlois l'aîné.
- 80 Colmore.
- 81 Johnson, gentilhomme anglais.
- 82 le capitaine Wolley.
- 83 Windham.
- 84 le colonel Lacour.
- 85 Boissier.
- 86 Hayes.
- 87 Codrington.
- 88 Hamilton.
- 89 Wilbraham jeune, gentilhomme anglais
- 90 Rowley.

- 91 MM. Burleigh.
- 92 O'Brien.
- 93 le comte de Schemiteau.
- 94 De Bredon.
- 95 Robertson.
- 96 le baron de Thuyll, hollandais.
- 97 Marwitz.
- 98 le colonel Verploeg.

En 1769.

- 99 MM. le baron de Ripperda, colonel et chambellan
de L. M. I. et R. A.
- 100 Rishton, gentilhomme anglais.
- 101 Folkes, gentilhomme anglais.
- 102 le baron de Wincop, capitaine au régiment
de Wid, au service de L. M. I. R. A.
- 103 Scott, gentilhomme anglais.
- 104 Ward, gentilhomme anglais.
- 105 le vicomte de Sandrouin, de Villers-sur-Lesse,
grand mayeur de la ville de Namur.
- 106 E. Malonne, gentilhomme anglais.
- 107 le major Clarck, gentilhomme anglais.
- 108 le capitaine Clarck, gentilhomme anglais.
- 109 Burke, gentilhomme anglais.
- 110 le comte de Verelst, conseiller d'Etat de
République des Provinces-Unies, envoyé ex-
traordinaire et ministre plénipotentiaire de
LL. HH. PP., à Berlin.
- 111 Smith, gentilhomme anglais.
- 112 Dodsworth, gentilhomme anglais.
- 113 Dashwood, gentilhomme anglais.
- 114 Stevenson, gentilhomme anglais.
- 115 Frere.

- 116 MM. Lawrence, gentilhomme anglais.
- 117 major Daly, gentilhomme anglais.
- 118 Blake, gentilhomme irlandais.
- 119 Smyth, gentilhomme anglais.
- 120 Humphreys.
- 121 Gordon, colonel.
- 122 Harbord, membre du Parlement d'Angleterre.
- 123 le capitaine Johnson, au service de S. M. B.
- 124 le comte Ozarowsky, grand notaire de la Pologne.
- 125 Russell.
- 126 Dillon.
- 127 Lord Russborough, vicomte.

En 1770.

- 128 MM. Foley, gentilhomme anglais.
- 129 Magenis, gentilhomme irlandais.
- 130 Campbell, gentilhomme écossais.
- 131 le vicomte Montmorency-Laval, capitaine de dragons, gouverneur des ville et château de Compiègne et capitaine des chasses.
- 132 le général Cocksey.
- 133 lord comte Lanesborough.
- 134 lord Dunboyne.
- 135 Pigot, gentilhomme anglais.
- 136 le colonel Sandfort, colonel au service de S. M. B., gouverneur de Galway.
- 137 Boyd, gentilhomme anglais.
- 138 Godley, gentilhomme anglais.
- 139 le comte Alfieri, gentilhomme.
- 140 Graham, gentilhomme anglais.
- 141 R. Gorges, gentilhomme anglais.
- 142 W. Gore, membre du Parlement.

En 1771.

- 143 MM. Fleming, gentilhomme anglais.
144 lord Cholmondeley, gentilhomme anglais.
145 Dashwood, gentilhomme anglais.
146 Mylord vicomte de Westport, pair d'Irlande.
147 le chevalier R. Bloss, d'Irlande.
148 Stewart, gentilhomme anglais.
149 Steven-Fox, gentilhomme anglais.
150 Thornhill, gentilhomme anglais.
151 Harry-Fox, gentilhomme anglais.
152 Hare, gentilhomme anglais.
153 Storer, gentilhomme anglais.
154 rayé.
155 Damer, gentilhomme anglais.
156 le prince Gagarin, gentilhomme.
157 le chevalier Neufmanil, major au service de
S. M. I. R. A.
158 Rochfort, gentilhomme anglais.
159 le comte de Razoumoffsky.
160 le capitaine Hall, capitaine aux gardes de S. M. B.
161 le comte d'Horion, souverain officier du Pays de
Liège.
162 le général de Lockhart, chambellan, chevalier
de l'ordre de Marie-Thérèse et général-major
au service de L. M. I. R. A.
163 Foster, premier lieutenant au régiment du prince
Furstenberg, au service de S. M. I. R. A.
164 le capitaine Boehm, capitaine au service de
S. M. le roi de Prusse.
165 le prince de Ligne, général-major au service de
L. M. I. R. A. et colonel-propriétaire d'un
régiment d'infanterie de son nom.

En 1772.

- 166 MM. lord Algernon Percy.
167 le comte de Maltzan, ministre de S. M. Prus-
sienne auprès de S. M. britannique.
168 de Miller, gentilhomme écossais.
169 le chevalier de Luxembourg, capitaine d'une
compagnie des gardes du corps du roi de
France.
170 rayé.
171 lord Bulkeley.
172 lord Grimston.
173 The honorable captain Bartie.
174 le colonel Lyon, lieutenant-colonel d'un régiment
de cavalerie légère, au service de S. M. B.
175 Sandys, gentilhomme anglais.
176 Bandinell.
177 Meybaum, de La Haye.
178 Corbett, gentilhomme anglais.
179 le chevalier Broughton, gentilhomme anglais.
180 Glynn, gentilhomme anglais.
181 lord Carlisle.
182 Son Altesse M^{re} le prince de Repnin, lieutenant-géné-
ral au service de S. M. l'Impératrice de toutes
les Russies, chevalier de plusieurs ordres.
183 MM. le comte de Zinowioff, gentilhomme de la chambre
de S. M. I. de toutes les Russies.
184 le comte de Stainville, lieutenant-général des
armées du Roi T. C.
185 lord-duc de Bolton.
186 lord Craven.
187 lord comte de Barrymore.
188 le chevalier Aston.

- 189 Son Exc. M. le comte de Ronicker, grand échançon
du grand-duché de Lithuanie, général-major
des troupes de la Couronne de Pologne.
- 190 MM. Pole, officier aux gardes anglaises.
- 191 le comte Wladimir Orlow.
- 192 le comte Vincent Potocky.
- 193 le comte Kordywanousky, Staroste de Baranow.
- 194 le comte Esterhazy de Galantha, chambellan de
S. M. I. R. A.
- 195 Estcourt, gentilhomme anglais.
- 196 Lyonel D'Amer.
- 197 Courney.
- 198 de Martinville.
- 199 lord Villers.
- 200 Baggs, major au service de S. M. britannique.
- 201 R. Dutton, gentilhomme anglais.
- 202 milord vicomte Petersham.
- 203 le chevalier Gore Booth, gentilhomme anglais.
- 204 le chevalier Stanhope, gentilhomme anglais.
- 205 W. Dutton, gentilhomme anglais.
- 206 Taylor, gentilhomme anglais.
- 207 Narrisckin, gentilhomme de la Chambre de S. M.
de toutes les Russies.
- 208 Schildon, gentilhomme anglais.
- 209 lord duc de Manchester.
- 210 le capitaine Herbert, gentilhomme anglais.

EN 1773.

- 211 MM. Rolfe, gentilhomme anglais.
- 212 S. A. R. M^{re} le prince de Czartorisky, général de Podolie.
- 213 MM. le duc de Lauzun.
- 214 le marquis de Genlis.
- 215 le comte de Mérode.

- 216 MM. lord Palmerston.
217 Corbett.
218 Storer, gentilhomme anglais.
219 Elliot, gentilhomme anglais.
220 Steward, lieutenant-colonel au service de S. M. britannique.
221 Richardson, gentilhomme irlandais.
222 le chevalier Webb, gentilhomme irlandais.
223 le chevalier Tancred, gentilhomme irlandais.
224 le vicomte de Boisgelin, gentilhomme de la Manche des fils de France.
225 Coke, gentilhomme anglais.
226 le capitaine Kingsmill, capitaine de vaisseau de guerre de S. M. B.
227 Boothby, gentilhomme anglais.
228 Lewis, membre du Parlement d'Angleterre.
229 le chevalier Smyth.
230 Mair, gentilhomme anglais.
231 le baron de Reuschemberg.
232 le marquis de Serrent, brigadier des armées de S. M. T. C.

EN 1774.

- 233 MM. le chevalier Gascoigne.
234 le prince royal de Hesse-Rhinfels, colonel commandant le régiment de ligne-infanterie au service de LL. MM. I. R. A.
235 le chevalier de Mann.
236 Quin, gentilhomme anglais.
237 D'Holst.
238 Dering, gentilhomme anglais.
239 Spooner, gentilhomme anglais.
240 le prince Dolgorouky, Wladimir, lieutenant-gé-

néral et envoyé extraordinaire de S. M. l'impératrice de Russie auprès de S. M. le roi de Prusse.

- 241 MM. le vicomte de la Herreria, chevalier de l'ordre de Charles III, maréchal des camps et armées de S. M. C. et son ministre plénipotentiaire près de L. H. P. E. G. des P.-U.
- 242 le colonel St-John, colonel au service de S. M. B.
- 243 lord Coningham.
- 244 Garvey, gentilhomme anglais.
- 245 Payne-Galway, gentilhomme anglais.
- 246 le capitaine Heathcote, capitaine au service de S. M. britannique.
- 247 le marquis d'Alfieri de Sostegno, piémontais.
- 248 Coke, gentilhomme anglais.
- 249 Bolton, gentilhomme anglais.
- 250 Faer, gentilhomme anglais.

EN 1775.

- 251 MM. lord Ely.
- 252 Cavendish, gentilhomme anglais.
- 253 Clement, gentilhomme anglais.
- 254 le duc de Coigny, général des dragons de France et premier écuyer du Roi.
- 255 Jones, gentilhomme anglais.
- 256 le prince de Chimay, au service de France.
- 257 lord Clermond.
- 258 Skeffington, gentilhomme anglais.
- 259 Master, gentilhomme anglais.
- 260 Rowley, gentilhomme anglais.
- 261 le comte Brzostowsky.
- 262 lord Orwel.
- 263 Gladell, gentilhomme anglais.

- 264 MM. Lyon , gentilhomme anglais.
265 Brooke , gentilhomme anglais.
266 le capitaine Fortescue , officier au service de
S. M. B.
267 Mac Carthy , gentilhomme irlandais.
268 le capitaine Stuard.
269 Dutrez.
270 Blake , gentilhomme anglais.
271 le marquis de Travenet , capitaine au régiment
de cavalerie Condé , au service de France.
272 Wintgen , gentilhomme allemand.
273 le chevalier de Grady de Bellaire.
274 Wombwell , gentilhomme anglais.
275 Warren , gentilhomme anglais.
276 Campbell , colonel au service de S. M. britannique.
277 Coesvelt , gentilhomme hollandais.
278 Foster , gentilhomme anglais.
279 le comte de Polignac , officier général des troupes
françaises.
280 R. Butler , gentilhomme anglais.
281 Nedham , gentilhomme anglais.
282 de Crumpipen , conseiller d'État de l'Impératrice-
Reine , chancelier de Brabant.
283 S. A. M^{re} le prince de Poninsky , grand prieur de l'ordre
de Malte en Pologne.
284 MM. le prince Orlow.
285 le chevalier F. Clarges.
286 Southwell , capitaine de dragons au service de
S. M. B.
287 le comte de Richecourt , général au service de
LL. MM. II. RR. AA.
288 le lieutenant Wolkow.
289
290 Pickering , gentilhomme anglais.

- 291 MM. lord Mountmorres.
- 292 le comte de Rice.
- 293 le comte de Grovesteins.
- 294 lord Cumingham , pair d'Irlande , membre du
Grand-Conseil.

EN 1776.

- 295 MM. le colonel C. Gordon.
- 296 le baron de Hakke.
- 297 lord Graham.
- 298 Grosbie.
- 299 le comte de Lacy , ministre plénipotentiaire de
S. M. C. près de l'Impératrice de Russie.
- 300 Asley.
- 301 Borcel , d'Amsterdam.
- 302 le colonel Crauffurd.
- 303 Maude , gentilhomme anglais.
- 304 le chevalier Delchepare.
- 305 H. Stanley , gentilhomme anglais.
- 306 le duc de Fronsac.
- 307 Stephenson jeune , gentilhomme anglais.
- 308 Rumbold , gentilhomme anglais.
- 309 Milord vicomte Wesport.
- 310 MM. Stanhope , gentilhomme anglais.
- 311 le comte Dunverth.
- 312 le chevalier Paul.
- 313 Wedderburn , gentilhomme anglais.
- 314 Macdonald , gentilhomme anglais.
- 315 de St-George , officier aux gardes de S. M. B.
- 316 Byrne , gentilhomme anglais.
- 317 Jenkinson , gentilhomme anglais.
- 318 le comte de Marchall , chambellan de LL. MM. II.
RR. , colonel au service de LL. HH. PP.

- 319 MM. Darby , capitaine au service de S. M. B.
- 320 Harmenzen , écuyer.
- 321 le comte P. de Razoumowsky, colonel au service
de S. M. I. de toutes les Russies.
- 322 l'honorable baron Power , d'Irlande.
- 323 Wilbraham , gentilhomme anglais.
- 324 Hawkins Brown , gentilhomme anglais.
- 325 M. Potemkin, major-général au service de S. M. I.
de toutes les Russies , son gentilhomme de la
Chambre , chef d'un régiment de dragons et
chevalier de l'ordre militaire de S^t-Georges.
- 326 Webb , gentilhomme anglais.
- 327 le chevalier Herries.

EN 1777.

- 328 MM. lord comte de Drogheda.
- 329 Harman , gentilhomme anglais.
- 330 Luttrell , membre du Parlement d'Angleterre.
- 331 J. Damer , gentilhomme anglais.
- 332 le colonel Champion.
- 333 le duc de Beaufort.
- 334 Malpas , gentilhomme anglais.
- 335 B. Barnett , gentilhomme anglais.
- 336 Fowke , colonel aux gardes du corps de S. M. B.
auprès de S. A. R. le duc de Cumberland.
- 337 Stopford , lieutenant-colonel au service de S. M. B.
- 338 le prince Dolgorouky.
- 339 le comte de Menou, colonel du régiment de Foret,
au service de France.
- 340 Alexandre.
- 341 de Rosendal.
- 342 de Willemsdorf.
- 343 le marquis d'Harcourt , colonel de cavalerie au
service de France.

- 344 MM. Corry, gentilhomme anglais.
345 le prince de Gavre, gouverneur du comté de
Namur, général au service de LL. MM. II. RR.
346 le B^y de Latour.
347 le duc de la Trémoille.
348 le comte de Kerry.
349 Aberdeen, gentilhomme anglais.
350 lord Dalrymple.
351 le marquis Despinola.
352 S. A. le prince Fréd. de Hesse-Cassel, lieutenant-
général au service de LL. HH. PP.
353 MM. Alen, gentilhomme anglais.
354 Plunkett, gentilhomme irlandais.
355 Fitz Gibbon.
356 Montagu-Stuard.
357 Meynau, capitaine des troupes de Munster.
358 le comte de Zabelo, capitaine de cavalerie au
régiment Royal-Allemand, au service de France.
359 H. Wilson, gentilhomme anglais.
360 le chevalier Sir Charles Asgill.
361 Magan.
362 Hodges, gentilhomme anglais.
363 Hulse, lieutenant-colonel des gardes anglaises.
364 Boyle, anglais.
365 Fitz Simon, gentilhomme irlandais.
366 Baillie, cavalier anglais.
367 Talbot, gentilhomme irlandais.

EN 1778.

- 368 MM. le marquis de Champignelles, mestre de camp de
cavalerie, sous-lieutenant des gardes du corps
de S. M. T. C.
369 le chevalier John Ramsden.

- 370 MM. le vicomte du Barry, colonel au service de France.
- 371 Collyer, gentilhomme anglais.
- 372 Grimston, gentilhomme anglais.
- 373 le chevalier Holburn.
- 374 Stopford, gentilhomme anglais.
- 375 Pole Carew, gentilhomme anglais.
- 376 Boothby, gentilhomme anglais.
- 377 le marquis de la Jamaïque.
- 378 le vicomte de Rochechouart, brigadier des armées de S. M. T. Chrétienne.
- 379 le comte Mac-Nemara, gentilhomme anglais.
- 380 le comte de Bulkeley.
- 381 le marquis d'Escayrac, capitaine de dragons au service de France.
- 382 Bath, gentilhomme irlandais.

EN 1779.

- 383 MM. Obyrne, gentilhomme irlandais.
- 384 le comte de Szydlowsky, chambellan actuel du Roi de Pologne.
- 385 le prince Prosorowsky.
- 386 S. A. le prince Ernest de Hesse-Rhinfels.
- 387 MM. Hare, gentilhomme anglais.
- 388 Bosville, gentilhomme anglais.
- 389 le comte de Vaudreuil.
- 390 Montagu-Burgoyne, gentilhomme anglais.
- 391 le comte de Nolivos, maréchal des camps et armées de S. M. Très-Chrétienne, commandeur de l'ordre royal militaire de S^t-Louis.
- 392 le baron de Feltz.
- 393 Acheson, gentilhomme anglais, fils de lord Gosford.
- 394 le comte de Grabowsky.
- 395 le comte Jules de Polignac.

- 396 MM. Nugent, gentilhomme irlandais.
- 397 le marquis de Saiseval.
- 398 Killy, gentilhomme anglais.
- 399 Whyte, gentilhomme anglais.
- 400 lord Spencer.
- 401 le baron de Stromfeld, suédois.
- 402 Bowes Daly.
- 403 le comte de Wengiersky, chambellan du Roi de Pologne.

EN 1780.

- 404 MM. lord Peterborough.
- 405 lord Deerhurst.
- 406 lord Jocelyn.
- 407 Pigett, gentilhomme anglais.
- 408 le c^{te} de Rodoan, chambellan de LL. MM. II. RR.
- 409 Goold, gentilhomme irlandais.
- 410 le comte d'Avaux, colonel du régiment de Medor, au service de France.
- 411 Newenham, gentilhomme irlandais.
- 412 Lighe.
- 413 le colonel de Kendall, colonel au service de France.
- 414 le comte d'Hinnisdael.
- 415 le général Kamensky, lieutenant-général au service de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies.
- 416 Bouchier Smith.
- 417 Grenville, gentilhomme anglais.
- 418 le prince de Nassau-Stegen, colonel propriétaire du régiment Royal-Allemand et du corps de son nom.
- 419 le prince Charles de Hesse-Rhinfels, colonel-commandant du Royal-Allemand.
- 420 le marquis de Champecnetz, colonel de dragons au service de France.

- 421 MM. lord comte de Kelly.
422 le baron de Witten, capitaine au service de France.
423 de Dillon.

EN 1781.

- 424 MM. Francks , gentilhomme anglais.
425 Pomeroy , gentilhomme irlandais.
426 le comte de Walderdorff.
427 Gardner , gentilhomme anglais.
428 F. Newenhan , gentilhomme irlandais.
429 Langley , gentilhomme anglais.
430 Hon. Howard , gentilhomme irlandais.
431 Narischkine , gentilhomme de chambre et brigadier de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies.
432 le prince Gagarin , capitaine aux gardes de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies.
433 Forward.
434 de Rice , gentilhomme irlandais.
435 de Bouillac.
436 le colonel Hatton , colonel des volontaires de Wexford , en Irlande.
437 le chevalier de Courteval.
438 Johnston , gentilhomme irlandais.
439 Lovelace , gentilhomme anglais.
440 Sturt , gentilhomme anglais.
441 le chevalier Flulger.

EN 1782.

- 442 MM. le prince de Guéménée , grand chambellan de France.
443 G. Alton.
444 Smythe , gentilhomme anglais.

- 445 MM. le comte de Gramont , capitaine de dragons au
régiment Dauphin , au service de France.
446 le chevalier Foulis , gentilhomme anglais.
447 le marquis d'Aumont , capitaine de dragons au
service de France.
448 le comte Breaddalbane.
449 de Saussure , gentilhomme suisse.
450 le prince Louis d'Aremberg.
451 Ellis , ci-devant gouverneur des provinces de la
Géorgie et de la Nouvelle-Ecosse , en Amérique.
452 Webber.
453 le comte Alphonse de Durfort.
454 le comte Suard.
455 le marquis de Roche-Dragon.
456 Brooke , gentilhomme anglais.
457 le comte d'Asson , chambellan actuel de S. M.
l'Empereur-Roi.
458 le baron de Lynden , député de Zélande à l'Assem-
blée de LL. HH. PP. , ci-devant leur envoyé à
la cour de Suède.
459 le baron de Bentinck.
460 Dubois.
461 Denis , gentilhomme irlandais.
462 Stoughton , gentilhomme irlandais.

EN 1783.

- 463 S. A. le prince Charles de Ligne.
464 MM. French , gentilhomme irlandais.
465 lord Stafford.
466 Warren , membre du Parlement d'Irlande.
467 le comte de Mionczynsky.
468 Masson de St-Amand , gentilhomme français.
469 le comte de Soltyck , gentilhomme polonais.

- 470 MM. de Mickiewicz, gentilhomme polonais.
471 Sneyd, gentilhomme anglais.
472 Rogers, gentilhomme anglais.
473 le comte Casimir Wsazgesky.
474 le comte Stanislas Potocky.
475 Jonnes, gentilhomme irlandais.
476 le baron d'Alberg.
477 le colonel Ward.
478 Vyner, gentilhomme anglais.
479 le marquis de Chasteler.
480 Law, gentilhomme anglais.
481 Farrer, membre du Parlement d'Angleterre.
482 Francis, gentilhomme anglais.
483 Corverhooft, échevin d'Amsterdam.
484 Muillman.
485 le capitaine Asgill, capitaine aux gardes de S. M. britannique.
486 le capitaine Cousmaker.
487 Van Lenneps.
488 le baron de Harff.
489 le baron de Kruyninger.
490 le prince de Ruoti, seigneur napolitain.
491 de Nolly.
492 le chevalier de Courtin, capitaine de dragons au service de France.
493 de Gentil, officier de cavalerie au service de France.
494 de Reul.
495 le comte de Hardenberg.
496 le chevalier de Beaumont, capitaine de dragons au service de France.
497 de Peytiez.
498 Stack, gentilhomme irlandais.
499 R. Steele, gentilhomme anglais.

EN 1784.

- 500 MM. James Stuard.
501 le comte Jean d'Esterhazy, chambellan de S. M.
Impériale.
502 le baron de Firchs.
503 A. Hodges, gentilhomme anglais.
504 le comte Louis de Stahremberg, chambellan de
S. M. l'Empereur et Roi.
505 F. Fane, gentilhomme anglais.
506 le colonel Maccarthy.
507 le comte de St-George, capitaine de cavalerie
au service de France.
508 lord Landaff.
509 O'Callaghan, gentilhomme anglais.
510 le comte de Schlick, gentilhomme anglais.
511 Coningham, gentilhomme irlandais.
512 Bligh, gentilhomme irlandais.
513 Concannon, officier de chevaux-légers, au ser-
vice de S. M. Britannique.
514 Dawson, officier des volontaires d'Irlande.
515 De Vaux.
516 le comte de Colloredo, lieutenant-général au ser-
vice de S. M. l'Empereur et Roi.
517 Barwelt.
518 Grosvenor, gentilhomme anglais.
519 De Labatut.
520 De Carenne.
521 le chevalier Godefroy Webster, brigadier des
armées de S. M. T. C.
522 le marquis de Coigny, mestre de camp général
des dragons et premier écuyer en survivance.
523 le chevalier de Zibbet, gentilhomme suédois.

- 524 MM. Cobham.
525 Richardson, capitaine aux gardes de S. M. B.
526 Hesketh, gentilhomme anglais.

EN 1785.

- 527 MM. le capitaine Cuningham.
528 le capitaine Hardy.
529 le marquis de la Chapelle.
530 le comte de Hogendorp, député à l'Amirauté de
la Meuse, à Rotterdam.
531 le chevalier de la Calprenède.
532 Wyndham.
533 Foster, gentilhomme irlandais.
534 S. A. le prince régnant de Salm-Kirbourg.

NOMS DES PRÉSIDENTS SUCCESSIFS (1).

- 1767 MM. lord Fortrose.
1769 Butler.
1772 de Campbell.
1773 le comte Orloff.
1774 lord Palmerston.
1775 J. E. Lockhart.
1776 J. Stewart et H. Stanley.
1777 le duc de Cumberland, président honoraire,
élu le 12 juillet.
le marquis de Spontin et J. Lockhart.
1778 William Cook.
J. Lockhart.
1779 le landgrave de Hesse-Rhinfels.
And. Cuningham.

(1) Cette liste est empruntée à J. L. Wolff.

MM. J. Lockhart.

J. Crumpipen.

1780 le prince de Gavre.

1784 le comte d'Asson.

1785 M. E. Byrne.

1786 le prince de Hesse-Rhinfels.

C. Maclean.

1787 le landgrave de Hesse.

Cuningham.

C. Mac Carthy.

1788 le comte de Rice.

1789 W. Clinton.

1791 le marquis de Champignelle.

le marquis de Senevoy.

L. Concanon.

1792 W. Cosby.

1793 Cuningham.

1802 Cuningham.

Brooche Boothby.

N° 2

Journal de la société sous le nom de LA CONCORDE, établie aux eaux minérales
de Spa, en date du 14 août 1776

L'homme, né pour la société, ne peut en goûter les agrémens, tant qu'environné d'une multitude d'inconnus, chaque de ses pas et actions se trouve gêné par la crainte et la méfiance.

Cet obstacle aux amusemens disparaît dans un cercle des personnes qui se ressemblent par la probité, et qui en rendant à cette vertu sublime des hommages vrais et mutuels deviennent frères et amis par l'uniformité de leurs sentimens.

Ces vérités, sur lesquelles on ne peut point s'aveugler impunément, ont fait naître l'idée d'instituer ici, sous le nom de *la Concorde*, une société d'hommes distingués autant par la probité que par la délicatesse du choix et de l'usage de leurs plaisirs.

Un projet si utile ne pourrait point recevoir une exécution plus digne du suffrage des différentes nations qu'en convenant que six gentilshommes anglais et autant de gentilshommes d'autres nations désigneraient chacun par sa voix un membre de la nouvelle société, laquelle par ce moïen se trouverait composée de 24 personnes qui seroient les instituteurs de *la Concorde*.

En conséquence de cet arrangement, la création s'est faite le 13 août 1776 en l'ordre suivant :

Noms des douze gentilshommes assemblés à l'effet de choisir douze membres.	Noms des gentilshommes nommés membres de <i>la Concorde</i> .
--	--

Le général comte de Richécourt.	Le chevalier de Reul.
Le chevalier de Meulenaer.	L'abbé de Miglius.
Le comte Unwert.	Le comte de Mérode.
Le marquis de Beauchamps.	de Stephenson.
Le comte de Schouwaloïf.	de War.
M. Dutrez.	de Geofroid.
Milord Kerry.	Milord Westport.
Le colonel Gordon.	M. Rumbold.
M. Dawson.	Le marquis de Gourdeau.
M. le chevalier Fagan.	Mons. Stepford.
Le comte de Rice.	M. Roche.
M. Popham.	Le baron de Fraiture.

En l'assemblée tenue en la Grande Salle de Spa, le 14 août 1776.

Les membres assemblés ont requis M. le comte de Horion de faire en ce jour les fonctions de Président, et sur représentations faites par différents membres, on a reçu par voix unanimes et sans recourir à la voie du ballottage, membres de la société :

MM. le chevalier de Chestret.
le colonel de Marnette.
le baron de Ressel.
le baron de Reder.
Crosbie.
Byrne.
Stanley.
Maude.

Ensuite on a procédé aux délibérations, et la persuasion intime qu'aucune société ne peut subsister sans lois et conventions, a dicté les résolutions suivantes :

1^o Résolu que dorénavant personne ne pourra être admis dans cette nouvelle société sans être ballotté, et que deux boules noires suffiront pour donner l'exclusion.

2^o Que le nom de celui qui désire être admis à la société devra être affiché trois jours avant le ballottage, en la place réservée pour les assemblées de la société.

3^o Qu'on ne pourra jamais procéder au ballottage à moins qu'il n'y intervienne douze membres de la société.

4^o On a pris une résolution au sujet des dîners de la société ; mais cet article a été réglé définitivement en l'assemblée du 30 août 1776.

Ensuite ont été reçus par ballotages :

MM. Willetrand, proposé par M. Popham.
Maxwell, id. id. M. de Meulenaer.
le chevalier Tode, id. id. M. Byrne.

Ainsi arrêté et conclu en pleine assemblée à Spa, le 14 août 1776. Était signé :

Le comte d'HORION, président.

Vendredi 23 août 1776, en pleine assemblée, ont été reçus par ballotages :

MM. Jenson, proposé par M. Maxwell.
Fullard, id. id. M. Maxwell.
Fitz Simon, id. id. M. Fagan.
Bergier, officier au régiment d'Erlach au service de
S. M. T. C., proposé par le comte d'Horien.

Ensuite on a résolu de convoquer spécialement tous les membres vendredi 30 du mois, à l'effet d'assister aux délibérations que le soin de l'existence de la société et ses intérêts rendoient nécessaires.

Vendredi 30 août 1776.

Présents : M. Popham, président ; MM. le comte de Richecourt, le chevalier de Meulenaer, de Roche, le chevalier de Chestret, Maxwell, Byrne, marquis de Gourdeaux, de Bergier, de Geofroid, l'abbé de Miglius, le colonel de Marnette, Douars, le chevalier Fagan.

Après délibération, il a été résolu et décidé :

1° Que dorénavant il y aura le lundi et le vendredi de chaque semaine un dîner pour la société, en la pièce réservée pour ses assemblées.

2° Les dimanches et les jeudis, qu'il sera ordonné au traiteur d'envoyer à chaque membre présent à Spa des cartes d'invitation à ces dîners.

3° Que chaque membre se trouvant aux Eaux de Spa sera obligé de paraître au dîner du vendredi ou au moins de satisfaire, pour sa quote, le traiteur.

4° S'il arrive qu'un membre présent à Spa ne paroisse point trois vendredis consécutifs aux dîners de la société, en ce cas il en sera exclu et ne sera réputé membre de la société qu'après avoir été agréé de nouveau par le ballottage, ne fut qu'il auroit donné au Président des excuses légitimes de son absence.

5° Le Président de semaine nommera son successeur à l'issue du dîner du vendredi.

6° Le traiteur sera obligé de servir le quart après trois heures après-midi, sans faire attention au nombre des membres présents.

7° Le ballottage ne se fera que les vendredis et sous les conditions reprises à la résolution 3° de l'assemblée du 14 août 1776.

8° Lorsque quelqu'un sera reçu par le ballottage, on inscrira son nom au Journal de la société, de même que le

nom de celui qui a proposé le nouveau membre, et on nommera au Journal tous ceux qui ont intervenu au ballottage.

Ensuite M. d'Erlach a été proposé par le marquis de Geofroid et reçu par ballottage, ainsi arrivé le 30 août 1776.

Vendredi le 6 septembre, la présidence de l'assemblée ayant été remise par M. Popham à M. le colonel de Marnette, il a été résolu par les membres de la société, attendu le petit nombre qui restait à Spa, que pour le dîner du vendredi 13^e du même mois, l'assemblée ne serait pas convoquée, et que le dîner d'obligation n'aurait point lieu. Et le susdit président a nommé pour son successeur pour l'année prochaine M. le chevalier de Chestret en qualité de président.

Fait à Spa le 13^e de septembre 1776.

DE MARNETTE, président de semaine.

N^o 3

Mémoire adressé à la Cour de Liège (1). (1785?)

(Ce sont des propositions faites au Prince, en concurrence des propriétaires privilégiés de Spa.)

Les jeux de hazard sont défendus dans tous les Etats du monde chrétien. Ils ne peuvent être tolérés qu'en convertissant en legs pies une partie des profits qu'en retirent leurs entrepreneurs. De cette manière, ils peuvent être la source de quelques vertus; sans elles, ils deviennent l'origine de tous les vices.

C'est sur ce principe qu'une compagnie offre à prendre à ferme les jeux de Spa, aux conditions suivantes, savoir :

1^o La ferme sera passée pour neuf ans, à raison de neuf cent mille francs tournois, pour neuf ans complets.

2^o La compagnie payera chaque année, par anticipation, au commencement de la saison, cent mille livres.

(1) C'est-à-dire au Prince.

3° Elle fera bâtir un hôpital pour les pauvres malades ou infirmes, qui n'auront point les moyens de se faire traiter chez eux, où il sera établi douze lits. Et à la ferme suivante, si elle est renouvelée par les mêmes entrepreneurs, on en établira douze autres; ainsi des autres fermes suivantes, jusque au nombre de cent lits.

4° La même compagnie, pour encourager les arts et l'industrie, formera d'abord plusieurs petites manufactures, comme celles de boutons, façon d'Angleterre, et autres, qui occuperont beaucoup de bras.

5° Elle mariera toutes les années quatre pauvres filles qui n'auront pas les moyens de s'établir, à qui elle donnera à chacune, gratuitement, une dot de cinq cents livres.

6° Elle payera gratuitement soixante mois de nourrice, toutes les années, pendant l'espace de neuf ans, pour le soulagement des pauvres pères qui n'auront pas de quoi les payer.

7° La compagnie s'offre d'associer à cette ferme les principaux chefs de la ville de Spa ou de Liège qui auparavant avaient part aux jeux.

8° Elle s'engage à payer aux anciens entrepreneurs l'intérêt des sommes qu'ils ont employées pour les salles de jeux, théâtres et autres propres à cet usage.

9° La compagnie s'offre de donner bonne et suffisante caution pour tous les articles contenant les engagements énoncés ci-dessus.

N° 4

EXPOSITION (1).

Si le séjour de Spa pendant la saison est dangereux pour les jeunes gens qui ont la passion du jeu, ce n'est qu'autant

(1) Rapport non daté ni signé, ayant pour but de démontrer les dangers du Club anglais, et l'avantage du jeu dans les salles privilégiées. Les faits sont relatifs à l'année 1783.

que leur légèreté et l'inexpérience les entraînent dans de dangereuses liaisons, qui sont plus fréquentes dans cet endroit que partout ailleurs par l'égalité qui y règne et par le séjour qu'y font nombre d'aventuriers de toute classe. La plus pernicieuse est celle des gens de condition qui, ayant oublié ce qu'ils doivent à l'honneur de leur rang, à leur famille, se sont fait un état de vivre aux dépens du public, sans nulle délicatesse sur le choix des moyens. La maison sous la dénomination du Club fournit tous les ans de cruelles preuves de ce que j'avance.

Sans remonter plus avant, je me contenterai de mettre au jour quelques exemples qui ont révolté toute honnête personne la saison dernière. Un certain *M. Devaux, de Bruxelles*, officier au régiment de Charles Toscane, au service impérial, étoit venu de Vienne chez lui au mois de juillet, pour recueillir son bien, dont il étoit devenu maître par la mort de *Mad^{me}* sa mère. Son dessein étoit d'en appliquer le montant sur la banque royale de Vienne. Il part en conséquence tant pour se rendre à sa garnison de Vienne que pour y remplir son objet. Il ne put se refuser de voir Spa en passant. Le désœuvrement où il étoit le conduisit d'abord aux tables de jeu. Il y joua d'abord avec modération, mais la fortune l'ayant traité favorablement, il augmenta son jeu et toujours avec succès.

Ce jeune homme étoit d'une vanité incroyable; son amour-propre n'eut point été satisfait s'il n'eut convaincu le public qu'il étoit riche et porteur de beaucoup d'argent; d'ailleurs grossier, jureur, et développant dans toutes ses manières une éducation peu soignée, on le méprisa d'abord. Mais, un jour qu'il avoit gagné beaucoup au 31, on voulut le payer en rouleaux de 50 louis; il dit haut pour être entendu : « *Donnez-moi des billets de mon pays, j'ai de l'or assez (1)* ». Cette jactance éveilla la cupidité des Cordons-Bleus du Club; ils se promirent bien de le débarrasser d'un fardeau qui paraissoit le gêner. Ils lancèrent à ses troussees un de leurs

(1) Billets de la banque de Valckiers, à Bruxelles.

redoutables limiers qui, le prenant par son foible, lui dit :
« qu'un homme de qualité comme lui ne pouvoit pas décem-
» ment se prostituer à jouer dans des endroits publics où la
» mauvaise société seule figuroit ; que d'ailleurs il devoit
» savoir combien l'Empereur étoit sévère sur l'article des
» jeux de hasard, qu'il se trouvoit tous les jours dans les
» salles des officiers généraux (1) qui pourroient le desservir
» en faisant connaître sa conduite, qu'il falloit être en tout
» au moins conséquent ; qu'en outre, il jouoit avec désavan-
» tage ; que, puisqu'il aimoit le jeu, il pourroit se satisfaire
» sans danger dans la bonne société ; il lui vanta celle du
» Club et ses agréments, lui montra la liste des membres et
» lui fit pressentir qu'en se prêtant à quelques démarches
» vis-à-vis du *comte de Rice*, président pour lors, il pourroit
» peut-être réussir à y être agréé ; que cependant, on
» devenoit tous les jours plus difficile sur le choix des réci-
» piendaires, puisque cette année, malgré la quantité de
» postulants, on n'en avoit associé que quatre » ; enfin, il
électrisa tellement sa vanité que plus il lui représentoit
la chose difficile, plus il se promettoit de gloire de triom-
pher de tant d'obstacles.

D'après ce plan, on le pria à dîner comme étranger, tout
s'y passa avec la plus grande décence ; on joua un whist à
petit jeu. Il parla au comte de Rice pour qu'il voulût bien
lui servir de parrain pour sa présentation comme membre
effectif. Rice promit de s'en occuper, mais ne voulut point
être assez téméraire pour lui assurer qu'il réussiroit, malgré
ses soins, vu le refus qu'on avoit fait d'y admettre plusieurs
autres personnages respectables (2), mais qu'il venoit d'ima-
giner un projet qui pourroit faire aplanir les difficultés ; qu'il
falloit qu'il vint dîner plusieurs jours de suite avec eux (étant
prié par différentes personnes, cela étoit possible) ; s'y
conduire décemment, et qu'enfin, plus habitué à le voir, on
se familiariseroit aisément à l'idée de l'avoir comme membre

(1) Le comte Colloredo y étoit alors.

(2) Trop sages pour eux.

effectif. Il suivit le conseil à la lettre. On joua le lendemain un whist à 25 louis la fiche. Rice dit qu'on ne pouvoit guère jouer à meilleur marché un jeu aussi lent et aussi sérieux. Les acteurs furent Devaux, Rice, un certain *comte de Mikiewicz* (1), polonais, grand fripon, et un anglais de même calibre.

Il y perdit 200 louis ; on le plaignit beaucoup, on vanta sa façon de jouer et on l'engagea à prendre sa revanche au billard. Ils lui dirent qu'ils l'avoient vu jouer avec *le chevalier de Brousse* et qu'ils avoient jugé qu'il étoit plus fort, qu'ils parieroient pour lui ; il se laissa persuader et proposa la partie au chevalier, qu'on avoit prévenu. Ce M. de Brousse, chevalier de St-Louis, ancien capitaine d'infanterie à la pension, retiré à Nancy, fripon achevé, déclara qu'il ne jouoit jamais au-delà de 12 francs ; que lui, M. Devaux, étoit plus fort que lui ; enfin, il voulut bien s'y prêter par complaisance. Ses amis du Club parieroient pour lui de petites sommes, pendant que leurs agents parioient très gros contre. Le jeune homme joua maladroitement et rejeta sa perte sur son malheur, toujours intimement persuadé qu'il étoit plus fort que son adversaire, qui, par parenthèse, lui eut donné des points et joué sous jambe. La galerie étoit nombreuse, et les gens impartiaux souffroient de voir un jeune homme se précipiter à sa perte, lorsqu'un certain *baron de Bazus*, colonel d'infanterie au service de France, homme de qualité et très bien en cour, cédant à l'impatience et à l'indignation qu'excitoit en lui le procédé du chevalier de Brousse, qu'il connoissoit d'ailleurs d'ancienne date pour un homme peu délicat sur le point d'honneur, lui dit à demi-voix : « Mr, » vous devriez rougir d'être l'instrument volontaire de la » perte d'un jeune homme, dont la bonne foi et l'inexpérience » font toute la faute. Comment, Mr, vous ne jouez que » 12 francs et vous souffrez que M. Devaux parie 50 louis et » quelquefois plus à la partie ? Vous êtes d'ailleurs beaucoup

(1) Figure dans la liste du Club, 1783.

plus fort. Voilà trop de raison; ainsi, Mr, réparez vos torts, » sans quoi, vous vous en repentirez. »

Brousse, effrayé d'un ton aussi ferme et connaissant le crédit du baron chez le Ministre, rallentit son jeu et perdit 2 parties de suite; ses parieurs s'en aperçurent, et, loin de lâcher prise, redoublèrent les paris. Devaux, persuadé que c'étoit son adresse qui l'avoit fait gagner et reprendre la supériorité qu'il se croyoit, accepta un pari de cent louis contre un certain *Van Baal*, qui glissa dans le tuyau de l'oreille du chevalier de Brousse : « Il y a 25 louis pour vous, il faut la gagner. » Il la gagna; alors, M. de Bazus, indigné, força M. Devaux à quitter, fulmina contre de pareils procédés et dit hautement ce qu'il en pensoit. Mais le mal étoit fait et la dette n'étoit point acquittée. Il falloit cependant passer par là et le jeune homme si riche n'avoit plus d'argent de quoi y satisfaire. On lui fit faire des billets, mais comme il pouvoit partir d'abord pour Vienne et par là devenir plus difficile d'accès, on l'engagea à se rendre chez le juif David, qui lui avanceroit des fonds.

Le *chevalier de Fagan* (1), célèbre dans cette carrière, lui dit qu'il falloit bien se garder de payer surtout le *comte de Rice* en billets, qu'il n'en faisoit et n'en recevoit jamais, que ce seroit d'ailleurs mal s'acquitter envers son protecteur, etc., etc. Il fut donc chez David, le Juif, qui, ne sachant rien de ce manège, avança 200 louis à M. Devaux avec lesquels il paya *Rice* (2), *Fagan* et *Mikiewitz* et fit des billets aux autres qui étoient *Van Baal*, le *chevalier Gentil*, le *chevalier Courtain* et *M. de Beaumont*, chevalier de Malthe. Ces Messieurs, en étant porteurs, les négocièrent à perte à David, qui devint par là la piscine où toutes ces iniquités se versèrent.

M. Devaux, à la veille de son départ, n'avoit pas le sol et étoit au désespoir. On lui prêta quelqu'argent sur sa parole,

(1) De Fagan, ancien capitaine de dragons au service de France.

(2) Ils avoient d'abord parié pour lui, pour établir sa confiance; mais ils avaient viré de bord.

pour le voir éloigné au plus tôt. Il a laissé à Spa, tant au Club qu'à la compagnie des clubistes, 30,000 livres de France. Encore le jeune aveugle croit-il n'avoir été que malheureux.

Un homme bien dangereux encore, et qui paroît avoir choisi Spa pour sa campagne, est le *chevalier de Beaumont*. Il fut reçu au Club cette année et subjuga tellement les membres par son éloquence, son adresse et son esprit, qu'on ne put refuser à l'initier aux mystères de l'ordre. Il ne tarda pas à prouver qu'il en étoit digne par un trait d'escroquerie d'une finesse d'ailleurs révoltante. Voici le fait :

Arrive à Spa un de ses confrères chevalier de Malthe aussi, M. le *chevalier de Pleurs* de St-Quentin, capitaine de cavalerie, simple, neuf, et sot quoiqu'ayant 30 ans. Il n'aimoit point le jeu. Beaumont se chargea de lui en faire naître le goût. Il l'invita à souper la veille de son départ avec *Gentil* (1), *Courtain*, *Mikiewitz*, ses associés, et, après souper, comme il ne devoit point se coucher, on lui proposa une partie de 21 à petit jeu, seulement, pour tuer le temps. *Pleurs* y consentit volontiers et gagna d'abord quelques bagatelles. Il y prit goût et joua plus gros. *Beaumont*, qui avoit perdu quelqu'argent, quitta la partie et se promenoit dans la chambre pendant que ses camarades travailloient le chevalier. Il reperdit; on lui prêta, il perdit encore; enfin il perdit 24 mille livres sur parole. *Courtain* lui proposa de faire des billets, mais *Beaumont*, qui avoit l'air de n'y être pour rien, ne voulut pas le permettre et dit qu'il ne souffriroit point qu'un homme de qualité, son camarade, partit étant sur les tablettes d'un particulier. Il lui offrit les 24 mille livres pour payer ses partenaires; *Pleurs*, étourdi du coup, dit qu'il ne partiroit pas sans avoir fini, mais il demanda répit jusqu'au lendemain pour se consulter sur la manière dont il trouveroit à s'acquitter.

(1) De Gentil, officier de cavalerie au service de France.

Il va trouver le *baron de Bazus*, qu'il savoit être un des juges du point d'honneur au Tribunal des Maréchaux de France, et, lui aiant conté son cas, lui demande conseil sur ce qu'il doit faire. « Monsieur, lui dit le baron, je vous » enjoins de ne point faire de billets, et encore moins de » prendre l'argent de Beaumont; retournez chez ces » Messieurs, et dites-leur que vous m'avez consulté, et que » je vous ai défendu de contracter le moindre engagement » pour cette dette de jeu; que, puisque vous avez perdu sur » votre parole, vous promettez de paier quand vous le » pourrez, sans vous déranger, et cela suffit; s'ils veulent » vous y forcer, j'en fais mon affaire près du ministre de la » guerre, et je vous répons qu'ils auront lieu de s'en » repentir. »

Il le fit; ces messieurs furent effrayés et n'insistèrent pas davantage, mais pour qu'il n'eût affaire qu'à M. *Beaumont*, celui-ci ne voulant point démentir son humeur généreuse, prit la dette à lui, paia les trois autres, et dit: « Vous voyez, » chevalier, ce que je fais pour vous; j'espère que vous vous » en souviendrez, et que vous serez plus sage à la suite. »

Pleurs ne put tenir à un trait si généreux, il embrassa Beaumont, et lui fit une lettre de change à 12 mois de terme. Il partit ensuite, pénétré du sentiment de la plus vive reconnaissance pour un ami aussi désintéressé. *Beaumont* reprit son argent et attend l'échéance du billet et le paiement pour faire le partage.

L'objet du voyage à Spa du *baron de Bazus* avec le *vicomte de Flers* (1) auquel il servoit de Mentor, regardoit aussi le chevalier de Beaumont; il avoit gagné au vicomte 12 mille livres sur sa parole, à déjeuner chez lui à sa chambre, à Paris, au tonton; le vicomte étant sans argent lui fit des billets à termes différents. Cela étoit arrivé pendant une courte absence qu'avoit fait le baron pour aller chez lui. De retour à Paris, il s'aperçut que l'humeur du vicomte étoit altérée; il le questionna et le força enfin à lui en avouer le

(1) Le vicomte de Flers, capitaine de cavalerie au service de France.

motif. Bazus, désespéré, fut aux écoutes et apprit que Beaumont faisait le métier de ruiner des jeunes gens, qu'il avoit pour com pagnon de son commerce un irlandais nommé *Mackarty* (1), qui, sous l'air de la plus grande gaucherie, s'offroit partout pour dupe, pour être plus aisément frippon : c'en fut assez. M. de Bazus calma le chagrin du vicomte et, apprenant que Beaumont étoit parti pour Spa, il fut trouver M. le *baron de Breteuil*, dont le vicomte est neveu, et lui conte l'atrocité de Beaumont. M. le baron de Breteuil, indigné, lui dit : « M. de Bazus, cherchez M. de Beaumont » avec mon neveu, et dites-lui de la part du Roi d'avoir à » rendre ces billets, ou s'ils sont négociés, qui lui en fasse » payables aux mêmes époques où les siens ont été faits, et » s'il s'y refuse, je le fais proscrire ; je le ferois déjà si je » n'avois égard pour sa famille ». M. de Bazus vint s'acquitter de sa commission et y réussit. Beaumont fit d'abord des difficultés, mais, effrayé de la menace, il se prêta à tout en convenant cependant qu'il n'avoit gagné cette somme que par la supériorité de son jeu, mais fidèlement.

Je ne parlerois pas des histoires trop connues du jeune *Milord Hilbrough* et du jeune *Lord de Bedford*, à qui le comte de Rice, avec ses associés, gagna, en 1783, 17 mille louis en une après-dîner, à l'*Hôtel du Loup* ; il n'eut aussi à faire qu'à M. de Rice, à qui il donna tout ce qu'il avoit d'argent comptant et fit des effets pour le reste qui furent acquittés, parce que malheureusement ce jeune Lord venoit d'être le maître de son bien. Cette atrocité fut sue généralement malgré le soin qu'avoient pris des détrousseurs de l'ensevelir dans le mystère.

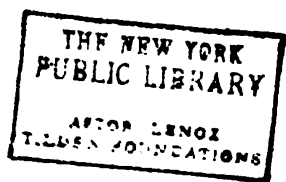
M. le comte de St-Georges, frère de M^{me} la comtesse de Rougrave, se souviendra toute sa vie de la leçon que lui ont donné cette saison ses chers amis du Club. Il estoit arrivé à Spa avec beaucoup d'argent. Il en gagna beaucoup aux

(1) Il est frère de M. La (: dal :)

tables publiques , et , malgré cela , il est parti , ou plutôt il a fui de Spa , sans le sol , et y laissant après lui des dettes et des obligations qui peuvent un jour faire son malheur. Il faut convenir aussi que l'on n'a jamais poursuivi avec plus d'attention , de constance et de zèle , un homme pour le dépouiller. Il était impossible qu'une tête aussi légère et aussi désordonnée put résister à tant d'insinuations séduisantes. Il fut aussi victime de sa bonne foi et de son inexpérience , de façon même que je crois impossible qu'il put l'être encore.

Tout cela prouve combien ces chambrées sont dangereuses ; il n'y a jamais de témoins que les intéressés , et même un homme qui s'apercevrait qu'on le trompe , n'oserait encore s'en plaindre , de peur d'être la victime de la brutalité et du ressentiment de ses associés.

Dans les salles publiques au contraire où le jeu est inspecté par une police sévère , il est impossible qu'un joueur soit dupe , car s'il s'élève quelque différent entre les banquiers et les pontes , ce sont toujours les premiers à qui on donne tort.





VIERGE DITE DE DOM RUPERT
(Ancienne abbaye de Saint Laurent a Liège)

LA VIERGE DE DOM RUPERT

I

Pendant le XI^e et le XII^e siècle, il y avait dans l'abbaye de S^t-Laurent, à Liège, une école non-seulement pour les jeunes religieux et les enfants offerts, mais encore pour ceux qu'on appelle aujourd'hui externes.

Parmi les enfants offerts à Dieu et voués à la vie religieuse par leurs parents, il y avait Rupert. On conjecture qu'il était, soit de la cité, soit du pays de Liège. L'abbé Berenger (1076-1115) le forma à la vie monastique, et le religieux Heribrand de Fooz (+ 1128) fut son professeur. Dans le principe, il faisait peu de progrès dans les études, parce qu'il avait peu de talents. Dieu lui donna le don de l'intelligence, le favorisa de visions et lui inspira le goût de composer des ouvrages. Rupert en parle lui-même au commencement du VII^e livre sur S. Mathieu; il y témoigne avec une sorte de crainte, à son ami Cunon, qu'il a fait l'expérience, quoique faiblement, de la manière dont Dieu se communique aux âmes saintes. C'est une déclaration

que la nécessité l'oblige de faire , parce que quelques personnes se scandalisent de ce qu'il traite des mystères de l'Écriture, l'attribuant à la vanité. Après cet aveu, il ajoute que, quand bien même il voudrait cesser d'écrire, cela ne lui serait pas possible (1). Dans le XII^e livre sur S. Mathieu, Rupert rapporte avec beaucoup de modestie plusieurs circonstances de sa vie et en particulier diverses visions qu'il a eues, notamment, une dans l'oratoire de la S^{te}-Vierge. Il reçoit tant de lumières, tant de facilités d'écrire et une si grande ardeur qu'il ne lui est plus libre de cesser. Quoiqu'il ait eu des maîtres et qu'il se soit appliqué aux études d'humanités avec beaucoup de soins, il déclare que les enseignements qu'il a reçus d'en haut ont été plus avantageux pour lui que dix leçons de ces pères et de ces maîtres (2). Dans son opuscule sur l'incendie de la ville de Deutz, il répète qu'il a reçu de Dieu, par une infusion sensible de sa grâce, le talent et le goût d'écrire des ouvrages (3).

II

Par quels moyens Rupert a-t-il obtenu de Dieu le don de l'intelligence ?

Il l'a obtenu par la prière, les exercices de piété et la pratique des vertus chrétiennes.

La dévotion envers la Vierge a toujours été populaire chez les peuples chrétiens ; elle a toujours été florissante dans les institutions monastiques. Le religieux-professeur, Heribrand, a certainement recommandé cette dévotion à ses élèves et surtout à Rupert, qui en avait un besoin

(1) Tome II, p. 1453, édition de Migne.

(2) Tome II, p. 1588, 1589, 1590, 1604.

(3) Tome IV, p. 348.

spécial. Ses élèves l'ont pratiquée et ont vénéré l'image de la Vierge qui se trouvait dans l'abbaye. Ils ont prié devant cette image; on peut l'affirmer sans avoir des documents écrits pour le prouver.

Ces remarques mènent à la conclusion que c'est par l'intercession de la Vierge que Rupert a obtenu de Dieu le don extraordinaire de l'intelligence, et la Vierge a intercédé pour lui parce qu'il l'a priée d'une manière spéciale et qu'il a, chaque jour, vénéré l'image qui la représentait dans l'oratoire.

III

Après avoir reçu pendant ses études le don de l'intelligence, Rupert passa encore plusieurs années dans l'abbaye de St-Laurent. Ce ne fut qu'en 1115 qu'il la quitta provisoirement pour se rendre à celle de Sigebourg, et ce ne fut qu'en 1119 qu'il l'abandonna définitivement (1). Or, il est incontestable qu'il a constamment donné l'exemple de la dévotion envers la St^e-Vierge et qu'il n'a cessé de l'inculquer aux élèves de l'abbaye.

Après son départ, l'image de la Vierge qu'il avait tant vénérée est restée célèbre dans l'abbaye et passait pour miraculeuse. La vue de cette image rappelait chaque jour aux religieux le souvenir de Rupert et le don de l'intelligence qu'il avait obtenu par l'intercession de la Vierge, comme la vue de ses ouvrages à la bibliothèque rappelait sa dévotion envers la St^e-Vierge et le culte qu'il avait rendu à son image dans l'oratoire.

(1) En 1120, Rupert fut nommé abbé de Deutz, près de Cologne; il régnt ce monastère pendant quinze ans (+ 1135).

Dans son commentaire sur la règle de S. Benoit, qu'il écrivit après

La tradition de tous ces faits ne pouvait point se perdre dans la communauté des religieux de S^t-Laurent, qui, s'étant constamment perpétuée par l'admission de novices, n'a jamais souffert d'interruption.

1126, il énumère dans leur ordre chronologique les ouvrages qu'il avait publiés jusqu'en ce moment.

De divinis officiis libri XII; écrit vers 1111.

Commentaria in Evangelium S. Johannis, libri XIV; écrit avant 1117.

De Sancta Trinitate et operibus ejus; libri XLII; achevé en 1117.

Commentaria in Apocalypsin Joannis; libri XII, entre 1117 et 1126.

Commentaria in duodecim prophetas; libri XXXII.

De Victoria Verbi Dei; libri XII; écrit avant 1126.

De gloria et honore Filii hominis secundum Matheum; libri XIII; achevé après 1126.

Commentarius in regulam S. Benedicti.

Rupert a écrit en outre :

Commentaria in canticum canticorum; libri VII.

Commentaria in Job; libri X.

Commentaria in Ecclesiasten; libri V.

De glorificatione Trinitatis et processione S. Spiritus; libri IX; écrit après 1126.

De incendio oppidi Tuitii, qui eut lieu le 25 août 1128.

De meditatione mortis.

Vita sancti Heriberti.

Passio Beati Eliphii.

De voluntate Dei; entre 1113 et 1120.

De omnipotentia Dei; entre 1113 et 1120.

Altercatio monachi et clerici.

Epistola ad Everardum abbatem.

De læsione Virginitatis.

Dialogus inter Christianum et Judæum.

De vita vere apostolica.

Epistola qua ratione monachorum ordo præcellit ordinem clericorum.

Chronicon S. Laurentii Leodiensis.

Reinier de Saint-Laurent cite encore quelques autres écrits de Rupert.

La meilleure édition de ses œuvres est celle de Venise de 1748, qui a été reproduite par Migne dans la Patrologie, t. CLXVII à CLXX.

IV

La chronique de l'abbaye de S^t-Laurent fournit quelques faits relatifs à une image de la S^{te}-Vierge qui était l'objet de la vénération des fidèles.

Sous l'abbé Otton, en 1203, un moine du nom de Libert acheta, avec la permission de l'abbé, une rente de six sous et trois deniers, qu'il donna à l'abbaye pour faire brûler, à quatre fêtes de l'année, des cierges devant l'image de la bienheureuse Vierge qui se trouve sous la tour, p. 1096.

Un siècle plus tard, en 1326, devant l'image de la bienheureuse Vierge Marie sculptée au-dessus de la porte de la chapelle de S^t-Georges, commença à se faire beaucoup de miracles, et trois ans après, en 1329, la dévotion populaire pour cette image augmenta au point que, de la fête de saint Gilles jusqu'à Pâques, les offrandes des fidèles s'élevèrent jusqu'à 84 livres tournois et plus, p. 1112 et 1113 (1).

Gilles de Lexhy, religieux et proche parent de l'abbé Walthère Macaire (1338-1355), fonda un autel « devant l'image de la Vierge aux miracles » et le dota de seize muids d'épeautre, p. 1116.

V

Jean Tritheim, abbé de Spanheim, écrivit l'éloge de Rupert, à la demande de Gerlach de Breitbach, abbé de Deutz (1491-1512). Dans cet éloge, il raconte que Rupert avait une grande dévotion envers la S^{te}-Vierge et que c'est

(1) La livre tournois valant 20 sols ou gros tournois, 84 livres tournois représentaient 1680 gros tournois ou environ 1428 francs de notre monnaie, mais au pouvoir acquisitif de 7,000 francs au moins. (Note de la rédaction).

par son intercession qu'il a obtenu de Dieu le don d'intelligence et de science. Apud Migne, tom. I, p. 11.

Le même auteur, dans sa chronique de l'abbaye de Hirschgau, ajoute que la S^{te}-Vierge apparut une nuit à Rupert et lui révéla qu'elle lui obtiendrait ce don extraordinaire, p. 116 de l'édition de Francfort, 1601.

VI

Les Jésuites de Liège publièrent, en 1617, un *Sacrarium nobilis civitatis Leodiensis*, qu'ils dédièrent à Arnold de Wachtendonck, chanoine de la Cathédrale. Ils y insérèrent une courte notice sur une image de la Vierge de Saint-Laurent, notice qui leur fut fournie sans doute par l'abbé Otger de Loncin : « A gauche du chœur, dans le mur, y lit-on, se voit sculptée une image de la mère de Dieu. Elle offre en elle, à la fois, les caractères de l'antiquité et de la piété. Illustrée par de glorieux miracles, elle était jadis le but d'incessants pèlerinages. Aujourd'hui encore tous les moines l'entourent d'une vénération particulière, ainsi que le prouve le soin pieux qu'ils prennent, chaque jour, de chanter devant elle quelque antienne. Le R. P. abbé, membre fidèle et dévoué de la congrégation de la Sainte-Vierge établie au collège des Jésuites, se propose, en témoignage de sa dévotion pour Notre-Dame, de faire rendre à cette statue des honneurs plus grands encore (1). »

L'année suivante (1618), l'abbé érigea un autel en marbre dans son église et y plaça l'antique image de la Vierge. Cette image, œuvre du XI^e siècle, en grès houiller, est sculptée en haut-relief. Elle représente la Vierge et l'enfant

(1) Traduction de M. JOS. DEMARTEAU. *Bull. de l'Institut*, t. XVIII, p. 492.

Jésus. La Vierge est assise sur un siège, couvert d'un coussin; elle porte sur ses genoux l'enfant Jésus, qui presse le sein gauche de sa mère entre les mains. Les têtes des deux figures sont nimbées et les pieds chaussés. Cette sculpture a 92 centimètres de haut et 64 de large. Elle est semi-circulaire au sommet et horizontale à la base. Sur les bords on lit l'inscription suivante: *Porta hec clausa erit nec aperietur et non transibit per eam vir, quoniam Dominus Deus Israel ingressus est per eam.*

L'abbé Otger de Loncin plaça au bas de l'autel l'inscription suivante :

Audi curiosa et devota posteritas
atque æmulare.

Periculosæ quæritur scientiæ
hac in æde terminus; studii modum,
fontemque Mariani disce quam malo (1), dum sagax
rogat hic Rupertus conscius ingenii rudis
posuit gravamen et animi infusum decus
toto perfudit orbe. Nec totum hoc satis.
Quæ struit Ogerus, templa sint, sint vel domus,
cuncta Mariani numinis fulgent ope.

Dans cette inscription, Otger de Loncin affirme que c'est devant cette image de la Vierge que Rupert a prié et qu'il a obtenu le don de l'intelligence.

Quatre ans après, savoir en 1622, l'abbé Loncin chargea le graveur Jean Valdor de reproduire par la gravure l'antique image de la Vierge et d'y placer Rupert priant à ses pieds. Il rédigea aussi ou fit rédiger par un de ses religieux l'inscription à mettre au bas de la gravure : *Rupertus, S. Laurentii in suburbio Leodiensi monachus (postea*

(1) Au lieu de *quam malo*, mots qui n'ont pas de sens dans la phrase, ne faut-il pas lire *exemplo*?

abbas Tuitiensis) studio incensus sacrarum litterarum an^o M. C. XXI, tardiori ingenio remedium orans, à Virgine matre impetrat fusus in preces in ejusdem monasterii ecclesia coram imagine lapidea; cujus hoc æneum apographum, jussu admodum R. et Ampl. D. Otgeri Loncini abbatis S. Laurentii accurate expressum eidem Jo. Valdor D. C. Q. Dans cette inscription, l'abbé exprime encore le fait que c'est devant cette image de la Vierge que Rupert avait prié et qu'il a été exaucé.

Comment l'abbé Otger de Loncin savait-il que c'était devant cette image de la Vierge que Rupert avait prié ?

Il le savait par la tradition vivante de la communauté, qui n'avait cessé de vénérer cette image. Les archives de l'abbaye renfermaient peut-être aussi des renseignements écrits qui sont aujourd'hui inconnus.

L'image de la Vierge, que l'abbé Otger de Loncin fit placer sur un nouvel autel en marbre en 1618, existe encore. Elle est aujourd'hui la propriété du Musée provincial de Liège. Tous les archéologues y trouvent les caractères d'une sculpture du XI^e siècle, c'est-à-dire du siècle de Rupert.

Il est indubitable que Rupert a souvent prié devant une image de la Vierge qui se trouvait en son abbaye. Si ce n'est pas devant celle qu'on possède encore, c'a été devant une autre. Où était cette autre en 1618 ? Était-elle connue de l'abbé Otger de Loncin ? Est-elle connue aujourd'hui ?

Du temps de Rupert, il y avait dans chaque église de couvent, dans chaque église paroissiale, dans chaque oratoire, une statue ou une image en relief de la Sainte-Vierge qui était vénérée par le clergé et les fidèles. La plupart de ces statues ou images du XI^e siècle (si pas toutes) ont été remplacées dans le cours des siècles par d'autres d'un goût ou d'un style différent, de sorte que celles du XI^e siècle ont fini par disparaître. Pourquoi l'image de la Vierge du XI^e siècle de l'abbaye de Saint-Laurent n'a-t-elle pas partagé le sor

commun? Pourquoi a-t-elle été conservée jusqu'en 1618? Pourquoi a-t-elle été remise alors en honneur, quoique sa forme artistique ne fût point du goût dominant à cette époque? Précisément, parce qu'il se rattachait à cette image des souvenirs d'un caractère particulier, des souvenirs de Rupert et du don d'intelligence qu'il avait reçu de Dieu.

VII

A-t-on des raisons de douter de l'identité de l'image de la Vierge qu'on possède encore, d'avec celle que Rupert a vénérée? Les raisons qu'on peut alléguer sont les suivantes:

Rupert ne parle point dans ses ouvrages de cette image, ni du culte qu'il lui a rendu. Il n'en parle ni dans son histoire de l'abbaye de S^t-Laurent, ni dans ses autres écrits. Cet argument n'est qu'un argument négatif. Quant à son histoire de l'abbaye de S^t-Laurent, le texte de Rupert n'existe plus. On n'en a qu'un texte remanié et fondu dans la chronique du couvent, qui, dans sa forme actuelle, a été rédigée dans la première moitié du XV^e siècle. Quant à ses autres ouvrages, il y fait preuve d'une grande dévotion envers la S^{te}-Vierge, principalement dans son commentaire sur le Cantique des cantiques, qu'il applique presque tout entier à la S^{te}-Vierge.

Reinier, moine de S^t-Laurent, qui écrivit, vers l'an 1200, l'opuscule *De claris scriptoribus monasterii sui*, parle de Rupert, mais ne mentionne ni l'image de la Vierge, ni le culte que lui a rendu Rupert. C'est là encore un argument négatif. Reinier parle au moins de la piété de Rupert et de son esprit d'oraison. Dieu a éclairé son intelligence dans la prière et l'oraison, dit-il. La Sagesse de Dieu, continue-t-il, lui a ouvert l'esprit pour comprendre les Ecritures et les interpréter avec autant de facilité que d'utilité. Il

parle ensuite de ses ouvrages avec le plus grand éloge, ouvrages dont au moins un exemplaire se trouvait dans la bibliothèque de l'abbaye de St-Laurent. (V. Patrologie., t. CCVI, p. 20.)

L'abbé Otger de Loncin est le premier qui ait uni le souvenir de Rupert à l'image de la Vierge du XI^e siècle. Il l'a fait sans preuves, uniquement pour faire refleurir la dévotion envers la S^{te}-Vierge et la faire invoquer comme la patronne de la jeunesse studieuse.

Cette double affirmation est elle-même dénuée de preuves. Pour l'établir, il faudrait prouver qu'il n'y avait ni tradition vivante dans la communauté, ni témoignages écrits; ce qu'il est impossible de faire. La communauté a été dispersée en 1794. Les archives ont été également dispersées en cette année; ce qu'on a pu en recueillir se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque royale de Bruxelles, à celle de l'Université de Liège, à celle du Séminaire de Liège et au Britisch Museum. Or, qui pourrait dire qu'on est parvenu à recueillir le tout?

Ajoutons encore, pour terminer, que Rupert est une des gloires littéraires du diocèse de Liège. C'était un des plus grands savants de son époque. Sa piété égalait son savoir. Quelques-uns, en se fondant sur des expressions inexactes, ont cru trouver dans ses ouvrages des erreurs touchant la Sainte Eucharistie, mais son éditeur, Bergeron, a prouvé que ses doctrines sur ce dogme sont parfaitement orthodoxes et qu'il a même réfuté les erreurs de Bérenger, qui niait la présence réelle du Sauveur dans la Sainte Eucharistie.

J. DARIS.

DEUX INSCRIPTIONS ROMAINES

DU PAYS DE LIÈGE

I

LA DÉESE MEUSE

Les lecteurs du *Bulletin de l'Institut archéologique* connaissent l'inscription de Flémalle (1) : elle est extraite du manuscrit dit de Wachtendonck (2), qui appartenait, au siècle dernier, au baron de Crassier, célèbre antiquaire vivant à Liège.

I. O. M

. . . IVNONI MINERVAE DI . . .
. . . II N FLVMINIS MOSA . . .
. . . SC. ^ S DIAN . . .
. . . ONIA II IIIIICIS . . .
. . . II OS IIA OI . . .
. . . M FVSCIANO III SIINO . . .

On lisait cela : *Jovi Optimo Maximo, Junoni, Minervae,*

(1) Voyez *Bull. de l'Institut. archéol. liég.*, XVIII, p. 74.

(2) *Biblioth. roy. de Bruxelles*, n° 3448, p. 11.

Dianae, (numi)n(i) *fluminis Mosa(e)*, (pro salute) *An(t)onia(e)* (conju)gis, (Xubens votum s)o(lvit m(erito). *Fusciano II* (et) *Silano* (consulibus) (1).

Mais voilà que M. Zangemeister, le savant professeur de l'Université de Heidelberg, chargé de codifier les inscriptions latines de la Belgique, a découvert une nouvelle lecture de cette inscription dans un manuscrit du Vatican (2), où elle est figurée de la manière suivante :

I. O. M

IVNONI . MINERVAE
DIANAE . NYMPHIS
PRO SALVTE COMMODI
ANTONINI PII FELICIS
AVG
T. FLAVIVS . HOSPITALIS
M . FVSCIANO DESTINO.

On aperçoit tout de suite la différence : les Nymphes (en général) ont pris la place de la Meuse, et il s'agit d'un vœu pour le rétablissement de l'empereur Commode.

Cette inscription, d'après le manuscrit de Rome, a été trouvée « in oppido Flemaglia, ad Mosam. »

L'identité des deux inscriptions résulte des points suivants :

1° Lieu de la trouvaille ;

(1) *Jahrbücher des Vereins von Alterthumsfreunden im Rheinlande*, XLII, p. 108. Voy. aussi *Rheinisches Museum für Philologie*, N. S., XX, p. 627, n° 19; *Bull. des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, VI, p. 97, et VII, pp. 44 et 70, où l'attention de l'Institut archéologique liégeois était attirée sur cette inscription, dès 1867.

Copie de l'inscription, d'après le manuscrit Wachtendonck, est à la Bibliothèque d'Utrecht, n° 56 des *Scriptores latini*.

(2) M. S. Lupi, n° 9143, fol. 55, v°.

2^e Mêmes divinités (Jupiter, Junon, Minerve, Diane ; la dissemblance ne commence qu'après cette dernière) ;

3^e *Pro salute*, supposé pour l'une, certain pour l'autre ;

4^e Les mots *Antonini Pii felicitis*, lus dans l'une et très-vraisemblables dans l'autre ;

5^e Identité du début de la dernière ligne: *M. Fusciano* ;

6^e Enfin, éléments certains dans la première pour les mots *II* et *Silano*, non contredits absolument par la lecture incorrecte *Destino*, que l'on doit condamner *a priori*.

De plus, les deux inscriptions ont été extraites l'une et l'autre des manuscrits du baron de Crassier ; c'est là qu'elles furent copiées par un personnage indiqué comme voici : « Exscripsit Lesleo e Mss. Baronis de Craspier (1) Leodii. »

De Crassier aurait-il eu deux copies de la même inscription, comme se le demande le prof. Zangemeister ?

Ce serait là une chose fort extraordinaire ; en effet, l'inscription avait péri depuis la fin du XVI^e siècle ou le commencement du XVII^e : à cette époque, Jean de Loncin, seigneur de Flémalle, fit construire une grange où entrèrent comme matériaux les fragments de la pierre, brisée par des ouvriers ignorants (2).

Wachtendonck tenait sa copie de Simon de Beaumont, chapelain de Saint-Servais, à Maestricht, qui avait vu la pierre à Flémalle, en 1578. Un second amateur aurait certes pu prendre la même inscription ; mais est-il admissible que cette seconde copie hypothétique soit allée précisément enrichir la même collection de Crassier : deux transcriptions uniques dans les mêmes mains ?

(1) Le même Ms. du Vatican, fol. 56, écrit correctement « Exscripsit LESLEO e Mss Baronis DE CRASSIER Leodii ; » id. pour d'autres inscriptions, celles de Goyer (voir plus loin).

(2) *Bull. des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, VII, p. 71.

Recherchons quelques circonstances qui puissent aider à résoudre la question.

Le 2 juin 1717, Bernard de Montfaucon écrivait à de Crassier : « La plupart des inscriptions que vous me faites l'honneur de m'envoyer seront mises en œuvre. Il est dommage que celle où il est parlé de la Meuse soit maltraitée. »

En 1717, par conséquent, de Crassier ne possédait que la version du manuscrit Wachtendonck ; sinon, il eût signalé en même temps la variante.

Il aurait acquis le *second* manuscrit avant 1737 ; en cette année, le 11 octobre est signalé comme ayant visité son cabinet : « Le R. P. Leslée, ami du feu P. Tempesta . . . Leslée, curieux, a dit avoir vu le cabinet du feu grand-duc de Toscane sans y avoir remarqué entre les pierreries une suite des douze premiers empereurs comme la mienne. »

Est-il admissible que ce Leslée aurait eu en mains seulement le *second* manuscrit, et n'aurait pas même eu connaissance du premier, celui auquel de Crassier attachait assez d'importance pour en avoir fait communication à Bernard de Montfaucon ?

La qualification de « curieux » décernée par de Crassier à son Leslée engage à rechercher ce qui concerne ce personnage pour vérifier si sa « curiosité » ne l'a pas entraîné à agrémenter sa copie de suppositions ingénieuses, au lieu de se borner à faire une transcription servile.

Leslée était R. P. (révérend Père), c'est-à-dire un jésuite.

Tempest, Leslée, cela sonne anglais.

Carayon, dans sa *Bibliothèque historique de la Compagnie de Jésus*, ne parle pas de Leslée ; mais il cite un jésuite anglais du nom de Tempest, voyageur, qui publia une lettre de Salonique, insérée dans *History of Craven*, par Whitaker.

Cependant, ni Leslée ni Tempesta n'a été retrouvé parmi les jésuites anglais qui ont eu une maison à Liège.

Mais de Backer (1) nous fait connaître plusieurs jésuites du nom de Lesley : l'un d'eux, Alexandre Lesley, a annoté des lettres du P. Tempest sur la Palestine, et celui-ci était mort le 22 février 1737, de manière qu'au mois d'octobre de cette même année, Lesley était exactement qualifié « ami de feu le P. Tempesta. »

Alexandre Lesley, né en 1694 en Écosse, jésuite en 1713, fut professeur de belles-lettres à Sora, à Ancône, de philosophie à Lorette. Il quitta l'Italie pour repasser la mer en 1738, ce qui concorde avec sa visite à Liège en 1737, et il alla passer quelques années en Angleterre; puis, en 1749, il s'établit définitivement à Rome, où il mourut le 27 mars 1758.

D'après Caballero et Zaccaria, Lesley aurait entrepris un grand ouvrage intitulé *De praestantia veterum lapidum ou inscriptionum* (titre qui rappelle celui de l'ouvrage de Spanheim sur les monnaies). Dans cet ouvrage, que ses biographes paraissent avoir confondu avec un traité *De legionibus*, il devait, dit-on, établir, par les inscriptions, les différents grades de la milice romaine.

On a trouvé dans ses papiers, ajoute-t-on, une espèce de *Voyage littéraire* (comme celui de Martene et Durand), et deux recueils d'inscriptions latines : *Lapides tiburtini* et *Lapides britannici*. Rien de tout cela n'a été imprimé.

Ces différents ouvrages manuscrits ont été signalés par l'auteur du présent article au prof. Zangemeister, qui a pris la peine, sans résultat malheureusement (2), de faire

(1) *Bibl. des écrivains de la Comp. de Jésus*, IV, p. 429, et V, p. 429; voy. aussi *Biographie universelle*, v° LESLEY.

(2) La Bibliothèque du Collège romain est entrée dans la Bibliothèque Victor-Emmanuel, et beaucoup d'ouvrages de valeur ont été écartés; de plus, on en a vendu un grand nombre au poids, comme papiers de rebut.

rechercher à Rome le *Voyage littéraire* de Lesley, ouvrage où la question ici étudiée aurait vraisemblablement trouvé sa solution.

Il résulte tout au moins de l'exposé qui précède que Lesley était non seulement un « curieux, » mais de plus un « curieux en épigraphie. »

Voici ce qui aura eu lieu et qui semble naturel : ayant devant lui un problème à résoudre, il aura mis « vingt fois sur le métier » la copie rapportée de Liège, et qui était bien celle du MS. Wachtendonck, et il n'aura pas eu de cesse avant de parvenir à trouver un sens admissible aux jambages de certaines parties de l'inscription.

De là, sans doute, sur son carnet de voyage, des annotations sans cesse remaniées, et enfin la forme définitive donnée à la copie parvenue à la bibliothèque du Vatican, copie à laquelle l'interprète aura fini par croire lui-même.

Mais, chose curieuse, l'ingénieux Lesley a donné une explication presque évidente des lettres : DI AN . . ONIA II IIIICIS, qui, à l'aide de la suppression d'une simple barre au second A, se résolvent tout naturellement en (Commo)di Antonini pii felicis, et il n'a pas vu ce qui saute aux yeux, ce qui crevait les siens surtout, à lui qui avait si bien déterminé l'attribution à Commode (180 à 193 ap. J.-C.) : l'année 188, désignée par le consulat de Fuscianus et Silanus, celui-là consul pour la seconde fois, ce que disent, sans le moindre effort, les mots de la troisième ligne FVSCIANO II ET SIL(a)NO (cos), à l'aide de légers compléments.

L'interprétation IIISIINO par DESTINO implique pour ainsi dire, par elle-même, des efforts systématiques, un travail laborieux d'esprit, pour découvrir le sens de lettres restées inexplicables, une fois que les trois jambages après FVSCIANO ne se révélaient pas comme étant : II (bis). Avec la hampe d'un E, il fallait nécessairement transformer

les deux premiers en une consonne ; de là le D de l'interprète. Ce D n'a jamais existé , et n'a pu exister ; dès lors il n'y a pas eu non plus une seconde copie de l'inscription chez le baron de Crassier.

La hardiesse des interprétations de Lesley résulte encore d'autres faits.

Il y a un intervalle assez grand entre les lignes 3 et 4 de l'inscription, dans la copie du manuscrit Wachtendonck ; or Lesley, ne se rendant pas compte de ce blanc sur la copie de son carnet, aura cru, quand il n'avait plus le monument sous les yeux, qu'il s'était trompé, et il en a fait un espace qui lui convenait parfaitement pour y placer le titre honorifique AVG(usto).

De plus, le *pro salute* est si bien indiqué par la nature de l'inscription, par la place laissée entre les noms des Divinités et par le nom du personnage rétabli, que les interprètes modernes avaient supposé ces mots au commencement de la 4^e ligne : c'est également l'avis de Lesley. Mais le mot MOSA lui ayant paru invraisemblable, a été transformé par lui en PRO SA/*lute*/, ce qui en effet va assez bien ; seulement PRO SA/*lute*/, placé pour la plus grande partie à la 3^e ligne, laisse un trop grand vide à la 4^e ; de là une transposition du mot MOSA, changé en PRO SA/*lute*/ et reporté à la quatrième ligne, ce qui exige aussi la transposition du commencement du nom ANTONINI à la ligne suivante.

L'inscription aura donc été remaniée par un interprète trop malin, qui a parfaitement deviné une partie de l'inscription et qui s'est grossièrement trompé dans l'autre : son succès, comme son erreur, décèle le remaniement. Ce sont là, il est vrai, de simples hypothèses ; mais il y a une preuve matérielle à l'appui de cette explication.

Le manuscrit de Wachtendonck contient, outre l'inscription de Flémalle, plusieurs inscriptions romaines de Goyer ; ce sont les quatre côtés d'un autel ou d'une base de statue :

a) HERCVLI || PROBVS || VEREC(VN) || DI FIL. || V. S

b) HERCV | LI || LEVBAS || NA FLO || RENTIN || FILIA || V. S.

L. M

c) HERCVLI E(t) || ALCMENAE || C. MATERNI || VS. PRIMVS ||

V. (s) L. M

d) HERCVL || VADVNA. || CAR. FI || LIA. V. S

Or, ces inscriptions figurent aussi dans le manuscrit du Vatican, d'après une note du même Lesley (1).

Il faut de toute nécessité conclure de cela que Lesley a vu le manuscrit Wachtendonck, d'où il a extrait ses notes, ou bien, encore une fois, qu'il y a eu dans la bibliothèque de Crassier un second manuscrit contenant précisément toutes les inscriptions copiées par Lesley, dont une seule, celle de Flémalle, aurait été lue avec variantes; or, cela touche à l'in vraisemblable, d'autant plus que de Crassier devrait n'avoir laissé voir à Lesley que le second manuscrit.

On possède le catalogue de la bibliothèque du baron de Crassier, vendue le 22 mai 1755, à la mort de ce dernier, parce qu'il y avait des mineurs parmi les cohéritiers. Le catalogue avait été rédigé par de Crassier lui-même en 1744, peu d'années après la visite de Lesley. Or, dans ce catalogue, il n'y a guère que le n° 3448 (Manuscrit de Wachtendonck), qui contienne des inscriptions: deux manuscrits de Langius, les n°s 3474 et 3475, qui étaient dans la même bibliothèque, sont relatifs à la cathédrale de Liège (diplômes, actes et chartes). Si de Crassier avait possédé un second manuscrit avec inscriptions, montré par lui à Lesley, il l'eût sans doute mentionné dans le catalogue.

(1) Ms. Vatic., 9143, fol. 37 v°. Contrairement au Ms. Wachtendonck, la note de Lesley porte à l'inscription b), en une seule ligne HERCVLI, ce qui, d'après le prof. ZANGEMEISTER, est beaucoup plus vraisemblable, nouvelle preuve de la tendance de Lesley à corriger les copies d'anciennes inscriptions perdues.

S'il en est ainsi, il y a lieu de maintenir la première partie de l'inscription (l. 1 à 3); d'adopter la seconde telle que la propose Lesley (l. 4 et 5), de laisser en suspens le nom du dédicant, pour lequel Lesley a trop fait abstraction des éléments de l'inscription (1), partie qui reste hypothétique (pénultième ligne); enfin, de repousser la lecture de la dernière ligne où Lesley a supposé peut-être l'adjonction de CVRANTE, et d'y substituer les noms des consuls de l'année 188.

De cette manière, on peut lire définitivement :

I. O. M .

IVNONI MINERVAE DIANAE
NVMINI FLVMINIS MOSAE
PRO SALVTE COMMODI ANT
ONINI PII FELICIS AVG
(T. HOSPITALIS?) VOT SOLVIT
M FVSCIANO II ET SILANO (cos)

Nous voilà, on l'a vu, sous le règne de Commode, tant par le nom de l'empereur que par celui des consuls de l'année 188.

Quant à la déesse Meuse, elle reste ainsi en possession de la dédicace qui lui a été faite.

Elle partagerait l'honneur d'avoir été divinisée avec le Rhin, le Danube, etc (2).

La forme *numini* est d'ailleurs connue dans les inscriptions : *numini nympharum aquarum* (3), *numini deorum* (4).

(1) D'après la copie de Wachtendonck, T. FLAVIVS HOSPITALIS est impossible; mais il n'est pas défendu d'admettre T. HOSPITALIS avec suppression du *nomen gentilicium* ou avec l'abréviation FL.

(2) ORELLI, n° 1565, 1650, 1651, 1665, 5758a.

(3) *Corpus inscriptionum latinarum* de l'Académie de Berlin, VI, 347.

(4) *Ibid.*, VI, n° 539 et suiv.

Le *numen* d'un fleuve était quelquefois l'objet de dédicaces sous la forme *genio fluminis* (1).

La lettre de B. de Montfaucon à de Crassier, citée plus haut, mentionne plusieurs inscriptions dont celui-ci lui aurait fait communication : il s'agit sans doute des inscriptions de Goyer, auxquelles le manuscrit de Wachtendonck en ajoutait une autre, informe et incomplète : ||
l R c g k || . . . VVAE . \$ D || . . . TESTAM.

Les manuscrits du baron G. de Crassier, conservés par la famille, ont été mis gracieusement, par M^{me} la baronne douairière de Crassier-Kerens, à la disposition de l'auteur de la présente notice, qui voulait vérifier s'il n'y existait pas une seconde lecture de l'inscription de Flémalle.

Ces manuscrits, très volumineux, démontrent qu'à la différence de Lesley, de Crassier n'était pas un « curieux » en matière d'inscriptions, — et n'aurait pas par conséquent recherché avec beaucoup de zèle une seconde copie de l'inscription de Flémalle.

Il n'y a dans ces manuscrits que deux inscriptions latines : la première, dans une lettre de Schannat à de Crassier ; la seconde, sur une feuille volante :

1° HERCVLI. AVG. SACR. || EX. VISO || PRIMIGENIVS || IMP.
CAESARIS VESPASIANI. || AVG. IVVENCIVS. TABVLAR. || A.
MARMORIBVS.

2° E M || IAE SACR... || FVNCTEGIAM || LLIA. CIAMILLA || FI-
LIA. VIVA. FE(CIT).

L'une de ces inscriptions provient de Rome (2), la seconde d'Arlon (3).

(1) RENIER, *Inscriptions de l'Algérie*, p. 466.

(2) M. le Prof. ZANGEMEISTER a retrouvé cette inscription à Rome. C. I. L., VI, n° 301.

(3) *Bull. des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, VII, p. 55, n° 45 (où elle est donnée d'une manière plus complète).

II

INSCRIPTION D'UN ÉDILE DE LA CIVITAS TUNGRO- RUM.

Il y a plus de deux cents ans, le chanoine van den Berch, héraut d'armes de la principauté de Liège, recueillait dans un de ses manuscrits l'inscription romaine suivante, qui avait été découverte à Gors-op-Leeuw (canton de Looz, arrondissement de Tongres, province de Limbourg):

C . GRACILE IVSSIM . III .
AEDIL . C . T . SIBI . I . E . I
ET QVINTO . LIBERI . I .
AVDAX ET QVINTV .

Le manuscrit de van den Berch se trouve aujourd'hui dans les mains du comte de Grunne, au château de Hamal, près de Tongres.

L'inscription avait été signalée par M. le chevalier Cam. de Borman, secrétaire moderne de l'Institut archéologique liégeois, et fut publiée dans le *Bulletin des Commissions royales d'archéologie*, VII, p. 53 et 513, et le *Bulletin de la Société des Mélophiles de Hasselt*, V, p. 80.

Mais l'inscription n'avait pas été expliquée.

L'honneur d'avoir résolu l'énigme — et d'une manière tout à fait péremptoire — revient à M. le professeur Zange-meister, chargé, par l'illustre Mommsen, des inscriptions romaines concernant la Belgique, dans le *Corpus inscriptionum latinarum* de l'Académie de Berlin.

Voici comment il faut lire cette inscription :

C(aius) Gracilius Simi(l)i(s) aedil(is) c(ivitatis) T(ungro-
rum) sibi (s)e(c)i(t) et Quinto liber(to). Audax et Quintu(s)
(hic siti sunt ?).

L'explication est si naturelle qu'on se demande comment elle n'a pas été trouvée plus tôt.

C'est, à la vérité, la première fois qu'on rencontre le *nomen gentilicium* : Gracileius; mais déjà le *Corpus inscriptionum latinarum* nous fournit celui de Gracilius, qui est identique; ces Gracilius étaient établis en Norique et dans l'Italie méridionale (1).

Quintus, l'affranchi déjà nommé dans la première partie de l'inscription, fut réellement enterré dans la sépulture érigée par son patron; un autre affranchi, du nom d'Audax, pour lequel le monument n'avait pas été fait primitivement, avait précédé son *collibertus* dans le tombeau.

Comme le fait remarquer le prof. Zangemeister, l'intérêt, et il est considérable, que présente cette inscription est la mention d'un édile de la cité des Tungres.

Gors-op-Leeuw est à cinq milles romains de Tongres, le chef-lieu de ladite cité, de laquelle dépendait le territoire de la commune où l'inscription a été découverte.

Celle-ci est le premier monument épigraphique qui révèle et le nom de la cité et en même temps le nom d'un de ses fonctionnaires.

Les documents littéraires font bien connaître la cité des Tungres en ce passage bien connu de Plin (XXXI, 12), qui a fait l'objet d'une discussion entre Tongres et Spa : « *Tungri, civitas Galliae, fontem habet insignem* (2) .. »

(1) C. I. L., III, 5482, et X, 3413 : dans cette inscription, la mère du préfet de la flotte de Misène (stolarchus) C. Atinius Eutyches, s'appelait *Gracilia Gal(la?)*, ce qui indique une origine gauloise; il y avait d'ailleurs (*Ibid.*, 3588) des Germains dans la flotte citée.

(2) « Dans ce passage, le mot *civitas* doit s'entendre du peuple et non de Tongres, qui certainement n'était point montée alors au rang de cité, qualité que PLIN ne lui reconnaît pas non plus dans le catalogue des villes de la Gaule. Le silence de TAÇTE, contemporain de cet auteur, prouve également le peu d'importance de Tongres à cette époque. » SCHAYES, *la Belgique et les Pays-Bas*, etc., II, p. 274.

Mais c'est seulement sous Dioclétien qu'apparaissent des mentions spéciales du chef-lieu de la cité.

C. Gracileius Similis, l'édile des Tungres, avait bien certainement sa résidence au chef-lieu, Tongres; mais il possédait sans doute à la campagne une villa où il allait passer la bonne saison: ce sera à Gors-op-Leeuw, lieu de sa sépulture, qu'il y aura lieu d'en rechercher l'emplacement. Peut-être là même s'est établie la *Leeuwe villa* du moyen-âge, située en Hesbaye, que fait connaître Imbert (1), et dont le nom a été conservé par Op-Leeuwe, hameau de la commune de Gorslieus, Geursleew, Gors-op-Leeuw.

Il ne s'agit pas ici des fonctions romaines de l'édilité, dignité sénatoriale, supérieure à la questure, et qui, jusqu'au règne d'Alexandre Sévère, était à Rome un degré préliminaire à l'obtention de la préture: dans les cités particulières de l'empire, l'édilité municipale (avec le *triumvirat locorum publicorum persequendorum*) était également un degré plus élevé que la questure; mais le grade supérieur aux deux autres était le quattuorvirat, divisé en deux duumvirats *juri dicundo* et *aerarii*.

Les édiles composaient également un duumvirat.

Les fonctionnaires qui avaient occupé ces trois degrés de la hiérarchie municipale étaient, dans les monuments, qualifiés de *omnibus honoribus functi*.

Cela constituait une sorte de microcosme de la grande cité romaine, l'*Urbs* par excellence, et il est permis de croire qu'à l'instar des municipes parsemés dans l'Empire, Tongres avait reçu une organisation romaine complète.

On trouve d'ailleurs, indépendamment des chefs-lieux, de simples *vici* ayant aussi leurs édiles: le prof. Zangemeister, après avoir cité des édiles de la *civitas Taunensium*, ou

(1) *De pagis*, 1819, p. 121. Cependant, il est plus vraisemblable de fixer la *Leeuwe villa* à Léau, *Leeuw* en flamand.

Senonum, etc., y ajoute un *aedil. vikan. Agiedl* (d'Agiedincum ou Sens).

Aux yeux du savant de Heidelberg, l'inscription est antérieure au temps de Dioclétien, c'est-à-dire à la fin du III^e siècle, et elle témoigne de l'importance qu'avait déjà acquise à la fin du Haut empire le chef-lieu de la cité des Tungres, qu'a remplacé la ville actuelle de Tongres; cela recule quelque peu l'histoire du chef-lieu, mentionné seulement dans l'ouvrage d'Ammien Marcellin et dans la *Notitia Galliarum*.

La forme parfaitement romaine de la dénomination du personnage : Caius Gracileius Similis, avec prénom, nom et surnom, fait songer à une origine italienne, ou au moins à la romanisation complète d'un indigène; dès le II^e siècle, des Bétasiens (peuple voisin des Tungres), avaient une dénomination aussi complète :

Marcus Arradius Priscus (Baetasius)
Marcus Ulpius Optatus (Id.)
Caius Julius Crescens (Id.) (1)

Peut-être Caius Gracileius Similis était-il le fils de quelque fonctionnaire romain établi à Tongres, et son père l'avait-il fait entrer dans la carrière des fonctions municipales, comme un acheminement vers de plus hautes dignités.

Les édiles des municipes avaient pour mission de soigner les bâtiments publics et privés, les égouts, les aqueducs, les bains, les marchés, les théâtres, les sépultures; ils devaient veiller à éteindre les incendies, à maintenir la

(1) Il s'agit de gardes du corps (*equites singulares*) dont le nom vient d'être retrouvé dans les casernes de Latran, à Rome, et qui avaient été congédiés en l'an 132 (MOMMSEN, *Korrespondenzblatt der Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst*, 1886, p. 125). Ces Bétasiens avaient été attirés sans doute par la concession du droit de cité, et probablement par une concession de terres, à Ulpia Trajana, qui avait été fondée récemment.

police, la propreté des voies publiques, à contrôler les poids et mesures.

Leurs fonctions n'étaient point rétribuées; elles étaient purement honorifiques et même fort coûteuses pour ceux qui en étaient revêtus; celui qui voulait aborder la carrière des honneurs municipaux était tenu, avant d'entrer en charge, de verser une somme dite *honorarium* dans la caisse du municpe, et en outre de faire les frais de spectacles, de repas publics, de réparation ou de construction d'édifices, sans compter les libéralités promises au peuple pour obtenir ses suffrages.

Ces suffrages devaient donc nécessairement se porter sur des gens riches, que les populations nommaient d'autant plus volontiers qu'elles retiraient des avantages de la nomination: ainsi, Rome s'assimilait tout naturellement les municipes créés à son image, en les faisant administrer par des citoyens romains.

La compensation des dépenses auxquelles entraînaient les fonctions, se trouvait dans la perspective de fonctions supérieures, que pouvaient obtenir les *omnibus honoribus functi*, en sortant du municpe administré par eux: telles étaient les fonctions équestres du tribunat légionnaire ou de la *praefectura fabrum*. Mais, pour le présent, le seul dédommagement consistait dans les distinctions publiques: ils portaient la robe blanche bordée de pourpre, occupaient dans les cérémonies et les spectacles des places d'honneur, et ils étaient escortés dans les rues par deux appariteurs, portant peut-être des faisceaux (1).

Tongres, organisée en municpe dès le III^e siècle et sans doute dès le II^e, voilà ce qui ressort du monument précieux mis en pleine lumière par le prof. Zangemeister.

S.

(1) ALLMER et TERREBASSE, *Inscriptions antiques de Vienne*, II, p. 191.



Grand Record de Theux de l'an 1431 (1).

Pendant les vacances, en remuant les vétustes manuscrits de la bibliothèque paternelle, je tirai de la poussière un record (2) de Theux. Un record, me disais-je, et de Theux ! et du XV^e siècle ! Quelle excellente trouvaille pour mettre en pratique les leçons de mon savant professeur de paléographie à Bonn ! Et puis Theux ! quel vieux nom ! quelle terre archéologique ! Je venais de lire les savantes explora-

(1) Nous devons la copie de ce record à l'extrême obligeance de *M. Harless*, conseiller intime des archives à *Düsseldorf*. *Abtei Malmedy*, B, n° 13 a, p. 367-379. Nous avons cru trouver l'original aux archives de l'État, à Liège ; mais dans le registre de la *Chambre des finances* de 1267 à 1665, tome 76, p. 238, nous n'avons rencontré qu'une copie qui, en la collationnant avec notre original, nous a paru offrir des lacunes. Nous donnerons les variantes dans le record même. Ce grand record se trouve également aux archives communales de Theux.

(2) La plus ancienne trace que nous ayons trouvée de record est dans un passage du *Chronicon Moissiacense*, où Charlemagne ordonne *emendatam legem scribere ut iudices per scriptum iudicassent*, apud *Perts*, I, p. 307. C'est à ce prince aussi que nous devons l'institution de l'échevinat.

tions de M. le premier président SCHUERMANS *Sur les hautes Fagnes, sur la Foresta et sur le fiscus de Theux* (3).

Plus tard, je connus le résumé que M. le chanoine *Daris* en donne dans le tome XII de ses *Notices historiques sur les églises du diocèse de Liège* (p. 82). C'était parfait. Enfin *Tectis*, *Toiz*, *Theux*, c'était encore une étude de langues, un échantillon du roman et du wallon au XV^e siècle, sur les frontières allemandes. D'autres motifs encore, dont quelques notes sur Theux n'étaient pas les moindres, m'engageaient à risquer mes premiers pas dans la voie archéologique. Tant de savants ont déjà écrit sur *Theux*, *Juslenville*, sur les *Hautes Fagnes* et sur *Spa*, que mon seul mérite sera de glaner après eux dans la publication de ce record.

§ I.

THEUX.

Theux est un bourg prospère de la province de Liège, l'un des plus anciens noms de lieux dans le pays wallon et l'une de ces petites capitales aux plus riches souvenirs. Quoi ! une capitale ? Mais oui. Cependant, cette capitale n'a pas donné son nom à son pays. On avait, il est vrai, prétendu que le nom de *Tectis* se trouvait dans le célèbre acte de partage du royaume de Lothaire (4). Mais c'est une erreur. On n'y voit figurer que le *districtum Trectis* adjugé à Louis-le-Germanique, et ce *Trectis* n'est autre que Maestricht. Du reste, Theux passe vers 898 (5) sous la

(3) *Bulletins de la Commission d'histoire et d'archéologie* de 1886. Dans sa dissertation, M. Schuermans cite aussi en note le record que nous publions.

(4) *Anno 870. Monumenta Germ. Pertz*, I, p. 488, sqq. Leg. I.517. — *Annales bertiniani ad annum 870 apud Bouquet*, vol. VII, p. 109.

(5) Ce diplôme de 898 de *Zwentibold*, où *Tectis* figure sous le vocable

crosse des évêques de Liège, pour y rester jusqu'à la grande révolution française et il ne forme plus, tout en restant capitale, que l'une des villes du *Marquisat de Franchimont*, qui est cependant né plus tard (6). Theux était une terre carlovingienne et, en effet, il apparaît déjà comme telle dans une donation de Louis-le-Débonnaire au monastère de Stavelot et de Malmedy au IX^e siècle (7). Il y a plus, Theux était l'un de ces nombreux *palatia regia*, où ces rois, comme dit *Mabillon*, ne faisaient que passer (8).

Depuis cette époque, ce *Tectis* nous apparaît dans de nombreux diplômes sous les noms successifs de *Tectis*, *Toiz*, *Teiz* et même *This*, pour devenir enfin *Theux* (9).

Teux, est évidemment interpolé, ainsi que l'ont démontré *A. de Noüe* et le premier président *Schuermans* dans leurs dissertations respectives sur le *Pays de Franchimont* et les *Hautes Fagnes*. Le fonds reste acquis à l'histoire.

(6) Il a été prouvé par les deux auteurs ci-dessus cités et actuellement il est reconnu généralement que ce marquisat n'a été créé qu'au XVI^e siècle, et qu'il n'a jamais eu de marquis spéciaux autres que les évêques de Liège.

(7) Diplôme de 814 apud *Martène* Ampl. coll. vet. script. Tome II, p. 24. *Quibusdam fiscis nostris Tectis et Viria capellis*. Et en 827 *Fisci nostri qui Tectis nuncupatur*. *Polain*, Recueil des ordonnances de Stavelot, p. 7 et 8.

(8) Diplôme de 827. *Martène*, eod. p. 25, jugement de Louis-le-Pieux. *Actum Tectis, in palatio regio*. — *Polain*, loc. cit., p. 8. — *Mabillon*. *De re diplom.* IV, 244. *Reges desaltoriam fere vitam agerent*.

(9) = *Tectis*. Diplômes ci-dessus de 814, 827 et 915, apud *Chap.* I.169 et *Miraeus*, I.254. Voyez encore *Lacomblet*, *Urkundenbuch*. *Tectis*, tome I, dipl. 25 a°. 888, p. 39; dipl. 89 de 930, p. 130; dipl. 108 de 966, p. 64. Tome II, diplôme 135 de 1226, p. 73. — *Bormans*, Recueil des ordonnances de Liège. Première série, p. 8, charte de 1070.

= *Toiz*. Chapeauville, II.107. — *Bormans*, loc. cit., p. 20, charte de 1155. — *Martène*, loc. cit., charte de 1118 et tome II, p. 83 et suiv. *Gerardus de Toiz*.

= *Teiz*. Dans ce fameux diplôme de 898, dont nous parlons ci-dessus;

Mais ce *Tectis* des diplômes est-il bien le Theux de nos jours? Nous ne le pensons pas, et nous partageons l'opinion de plusieurs auteurs (10), qui placent le *palatium regium* sur la montagne qui porte aujourd'hui les ruines de Franchimont. En effet, ces *palatia*, ces *villae* royales se trouvaient souvent sur les emplacements de châteaux romains, à la lisière des grands bois, dans des lieux fortifiés par la nature et, en prenant le nom de Franchimont et en le donnant au marquisat, le palais relégua Theux dans la vallée et lui céda son nom. Franchimont est, à travers les siècles du moyen-âge, devenu plus fameux que l'ancien *Tectis*, il a ses belles pages d'histoire et même de romanesques légendes qui nous rappellent celles des bords du Rhin. Il nous sera permis d'ajouter trois preuves de ce que nous avançons qui n'ont pas échappé certainement aux auteurs qui partagent cette opinion, mais ils n'ont pas cru nécessaire de les formuler, tant la chose leur paraissait archéologiquement naturelle. C'est d'abord cette charte de 898, qui porte : *Villam nostri dominicatus sitam in pago Leuga, SUPER fluvium Poledam, vocabulo Tectis*. Cette rivière, qui s'appelle aujourd'hui la *Hoëgne*, vient de *Polleur*. Or, elle baigne les pieds du château de Franchimont et elle se réunit plus tard au *Weay* pour longer le bourg de Theux, qu'elle laisse sur sa rive gauche. Cela est donc bien clair. Ensuite, ce marché au pied du mont, ce

Miraeus, dans ses *Diplomata Belgica* I.253, nous donne le vocable *Teiz*. Cet auteur est connu par ses fausses versions.

= *This*. Diplôme de 1155 dans la Revue de *Leglay*: *Opera diplomatica* de *Miraeus*, p. 83 sqq. variante de 1295.

= *Theux*. *M. Grandgagnage*, dans son *Mémoire sur les anciens noms de lieux* dit : *Tois* est formé d'après la langue française (comp. *tectum*, toit), Theux d'après la règle wallonne : (*Tectum* fait *teût* en wallon).

(10) *De Noële et Schuermans*, loc. cit.

nom de Franchimont, ne nous révèlent-ils pas un *lieu de franchise*, d'où est venu le nom de *Mont franc*, libre, terre de franchise? Enfin, nous avons une tradition constante que nous retrouvons dans le record que nous publions, c'est que tous les délits « *doient estre comandé à Franchimont.* »

Que ce château ait été un fort romain, cela s'explique facilement, car ces lieux ont été occupés par des colonies romaines et il ne peut plus exister de doute à cet égard, depuis les persévérants et derniers travaux des savants membres de l'Institut archéologique liégeois, mais surtout depuis les belles découvertes du cimetière gallo-romain de Jusleville, si bien décrites dans cette revue même, et enfin depuis l'apparition de ces nombreuses monnaies romaines sorties de ce vieux sol.

Quant aux marquis de Franchimont, on en a fait justice aussi dans cette revue en restituant l'histoire que cachait cette légende. Notre record nous fournira encore une preuve de la non-existence de ces marquis avant le XV^e siècle.

Si Theux a eu son antique histoire, s'il est un des lieux qui prêtent le plus aux études archéologiques, s'il a eu une puissante industrie, s'il a été célèbre par ses mines, ses marbres et ses poéleries, il n'a cependant point eu une existence politique spéciale, puisque dès le IX^e siècle il a été enclavé dans la principauté de Liège, dont il a suivi les lois, d'après le principe « que le droit de justice se transmettait avec la propriété de la terre, qu'elle était dans le patrimoine du seigneur, comme l'âne dans le domaine du manant. » Le seigneur, ici l'évêque de Liège, nommait donc des gouverneurs, des châtelains, des mayeurs et des échevins; et nous rencontrons tous ces fonctionnaires dans l'histoire assez mouvementée de ce petit pays. Cette possession de Liège a été non-interrompue et souvent con-

firmée par les empereurs d'Allemagne (41). Toutefois, Theux a eu sa constitution municipale, qui est très intéressante; et, pour avoir cédé le pas à Franchimont dans la dénomination postérieure du marquisat, il n'en est pas moins resté la capitale. Il a été de tous temps célèbre et par ses guerriers qui ont vaillamment combattu pour les libertés liégeoises (42), et par ses forges, sa richesse et la beauté de ses rues, enfin, par son antique église, qui a fait l'objet de plusieurs notices et dont l'ameublement même mérite la visite des archéologues (43). Il a eu aussi ses temps de troubles et de révolutions qui sont résumés dans le *Code du droit public des pays réunis de Franchimont, Stavelot et Logne*.

Il serait facile aujourd'hui, depuis la publication des travaux diplomatiques de *Polain*, *Raikem* et *Bormans*, et grâce aux records qui existent dans diverses archives, de faire l'histoire de ce vaillant peuple. C'est l'affaire d'un historien liégeois: nous nous bornons à publier aujourd'hui l'un de ses records.

§ II.

RECORD DE 1431.

Theux était donc, comme nous le disons ci-dessus, la capitale du marquisat de Franchimont, divisé en cinq bans ou juridictions: *Theux*, *Verviers*, *Spa*, *Jallhay* et *Sart*.

(41) Diplômes des empereurs Henri du 25 juin 1070; Frédéric du 7 septembre 1152 etc., etc. *Bormans*, loc. cit., pag. 8 et 20.

(42) *Philippe de Commines*, livre 2, chap. 14.

(43) Le savant *Juste Lipse* visita Theux en 1595 et il nous dit (*Opera omnia*, tom. II, p. 434): « *Ivimus in pagum Teum. Grandior ille, oppidulo similis, creber aedificiis incolisque.* » C'était donc une ville peuplée.

C'était à Theux, ou plutôt à la forteresse de Franchimont, que résidait la haute cour de justice, la cour scabinale, à laquelle même les procès criminels ressortissaient.

C'est le grand record de cette cour que nous publions. Après avoir établi et reconnu les droits suzerains du Prince-Évêque de Liège sur le pays de Franchimont, après avoir défini ceux de l'avoué, ceux du châtelain et après avoir établi les droits et les usages de l'Échevinat de Theux, ce record traite spécialement de la police des forêts. Nous devons donc un mot à cette partie de l'administration.

Nous n'entrerons pas dans le débat scientifique soulevé par M. le premier président *Schuermans*, dans son beau et profond travail sur les *Hautes Fagnes*, sur la signification et sur les termes mêmes des donations du *fiscus* et de la *foresta* de Theux. Nous nous garderons bien de prendre parti dans ces déductions diplomatiques; cela est au-dessus de nos forces et le dernier mot étant dit sur cette question *sub iudice lis est*.

Nous dirons simplement que, sans parler des fécondes carrières de marbre noir, ces vastes forêts ont été la principale richesse de ces industrieuses contrées, qu'elles ont donné l'aliment aux poéleries de Theux à la célébrité européenne, et qu'elles ont considérablement contribué à l'exploitation des antiques mines de fer de ce pays. Rien donc d'étonnant que cette administration des forêts, sa police, ses coupes ne fassent l'objet de nombreuses ordonnances; nous dirons même plus : il n'existe presque pas au pays de Theux d'ordonnances princières où ces forêts ne figurent pas dans quelques-uns de leurs articles (14).

(14) V. dans le *Recueil des ordonnances de la principauté de Liège*, par *Polain*, les règlements des 9 mai 1519, p. 29; 15 mai 1557, p. 255; 20 juillet 1559, p. 257; 30 août 1603, p. 255; 14 octobre 1624, p. 47; 11 août 1634, p. 558.

Au IX^e siècle, d'après le diplôme de 827 ci-dessus cité à l'abbaye de Stavelot et celui de l'empereur Louis dans la charte ci-dessus de 866, les habitants de Theux n'avaient que des droits de *vaydage*, *maisonnage* et *pezhage* dans le bois de Staneux. Nous voyons toutefois qu'un record, du 10 janvier 1479, déclare ce bois propriété des habitants de Theux. Quoi qu'il en soit, la *Foresta* de Theux fut donnée en 915 à l'église de Liège par le roi Charles; mais nous ne pouvons suivre à travers les siècles ces droits de propriété, d'autant plus que ces notions suffisent à notre but et à notre humble publication.

Sans vouloir donner à ce grand record plus d'importance qu'il ne le mérite, nous le considérons comme un vieux témoin des droits de souveraineté et des usages du pays, en même temps qu'un *spécimen* du langage de l'époque. C'est la langue parlée au XV^e siècle à la frontière germanique, c'est un des premiers jalons juridiques auquel ont succédé, à travers les siècles, ces nombreuses ordonnances successivement publiées suivant les besoins du pays; c'est un vieil anneau dans la chaîne des siècles. Un dernier mot pour finir. L'auteur de cet article a peut-être osé quelques étymologies hasardées: les lecteurs voudront bien excuser son inexpérience, tout disposé qu'il est à reconnaître, le cas échéant, ses erreurs.

Bonn, juillet et août 1886.

PAUL DE NOÛË, stud. iur.

LE GRAND RECORD DE THEUX

1 4 3 1

Abtei Malmedy, B. n° 13 A. lisez : (Records ou Weisthümer)
p. 367-379.

Record (1) rendu par la Cour de Theux l'an 1431

Record rendu par le mayeur et les Eschevins delle hault cour de Theux assavoir sont Jehan Connar Doneux, mayeur et Eschevins pour le temps (1), Thonnon de Jevoul-

(1) « Le record consistait à invoquer le souvenir de ceux qui avaient connaissance du fait. Quand les membres de la Cour l'attestaient, cette preuve était irréfragable. » (*Coutumes du pays de Liège*, par Raikem et Polain, tome I, p. 37, et les nombreux auteurs qu'ils citent.)

(2) « Les échevins exerçaient la juridiction de l'évêque, juridiction qui n'était pas restreinte aux matières civiles, mais comprenait aussi la justice criminelle. Le collège des 7 échevins constituait la justice séculière de l'évêque; ils étaient au pays de Liège inamovibles. » (*Coutumes de Liège*, I, 8 et 212). — Montesquieu, *Esprit des lois*, XXX, chap. 31, cite une foule d'autorités sur le droit des ecclésiastiques. — *Du Cange*, Glossaire v. *iudicium forense*. — Le mayeur représentait

mont, Gérard de Jevoulmont son frère Jean Maxhere de Jevoulmont, Ollivier de Pepinsterre, Henry Grigoire de Sart et Thomas fils Thomas Beghin, jadis tous eschevins delledit cours alle requeste de tres hault et puissant Prince notre tres-chier et redoubté Sr. monsieur (*Dans la copie de la Chambre des finances, le mot « monsieur » est partout remplacé par celui de « monseigneur »*) Jehan de Hinsbergh (3) par la grace de Dieu, Evesque de Liege et conte de Loz et aussy alle requeste et mandement de notre tres chier et bienaimé Sr le S^{sr} Doupey et de Harstal (4), chastellain de Franchimont pour le temps quelle hauteur (5) seignérrie nous l'y savons et wardons en le terre de Franchimont (6) sy avant que nous ly sauvons et wardons par nous et nos devantrains (7) que jugie avons et que jugier porons dedens nre dite haulteur sur ce alle requeste et comandement de nre tres redoubté Seigneur

la personne du prince, avait la *semonce* sans voix délibérative. C'est l'ancien *villicus*. *Villicus vulgariter maior vocatur*. Diplôme de 1140. Les mots du record « pour le temps » ne veulent pas dire à temps, c'est-à-dire révocable, mais *actuellement* en fonctions.

(3) *Jean de Heinsberg*, 81^{me} évêque de Liège, consacré en 1420, à l'âge de 23 ans, abdiqua en 1456. Il se fit remarquer par son luxe au couronnement de l'empereur Frédéric III, à Aix-la-Chapelle. Jean de Stavelot est son annaliste.

(4) Ce personnage est *Henri de Gronsvelt*, nommé châtelain le 23 avril 1430, seigneur d'Oupey et de *Herstal*. (*Promenade à Beaufays. Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, XV, 1879, p. 93.)

(5) *Hauteur, haulteur, altitudo, autorité*. Ce mot se trouve avec ce sens dans tous les records de l'époque. Il en est de même de la formule *savons et wardons*. *Warder*, garder de l'ancien haut allemand *wartên*. *Diez, Etymologisches Wörterbuch*; première partie v°. *guardare*, p. 228.

(6) *Terre de Franchimont*. Nouvelle preuve, comme nous le disons plus haut, que le marquisat n'était pas encore né au XV siècle.

(7) *Devantrains*, devanciers, prédécesseurs, de l'ancien français *devantrain*, *devantier* « qui est ou se met devant ».

deseurd⁽⁸⁾ et sur le dit record à rendre ont estés adjournez⁽⁹⁾ les parties suffisamment assavoir sont Nos Reverend S^{rs} les Seigneurs du chapiltre delle grande Engliesse de Liege, le Prevost delle d^{le} Engliesse le advoyet heritauble⁽¹⁰⁾ delle terre de Franchimont et aussy les massuivirs⁽¹¹⁾ et surseains dedans nre dite hauteur premier sauvons et wardons et par semonce⁽¹²⁾ de nre dit Mayeur, recordons par plaine suyte⁽¹³⁾ et sains nulle

(8) Dit ci-dessus.

(9) *In ius vocatus*.

(10) *Avoué héréditaire*. « L'avoué de Liège, un des plus hauts dignitaires du pays, devait soutenir même par la force les échevins, lorsque des hommes puissants cherchaient à les détourner de la voie de la justice. Mais, d'autre part, l'avoué devait protéger les citoyens. Une action ne pouvait être intentée sans l'intervention (semonce) du mayeur. Si ce dernier était en défaut, l'avoué prononçait un *justitium*, en défendant aux échevins de siéger aussi longtemps qu'il n'aurait pas été rendu justice au plaignant. » (*Cout. de Liège*, I, 329 et 330.) — *Montesquieu. Espr. des lois*. XXX chap. XVII.

(11) *Mansuarius* de *mansūs* et non *mansionarius* de *mansio*, *habens mansum vel praedium*. La manse contenait douze bonniers. Celle qui n'avait pas cette contenance légale s'appelait *mansura*, *masura*, *masure*. Le chef manse étant devenu le manoir seigneurial, les mesures sont les manses qui en dépendent et les tenanciers sont les *masuyers* ou *masuirs*. (*Cout. de Liège*, p. 224 et 227.) Un capitulaire de Charlemagne de 803, chap. 1, obligeait les hommes libres ayant quatre manses à partir pour la guerre. *Pertz. Monumenta*, Leges. I, 119. *Baluze* I, 489, indique faussement 812. — *Montesquieu* XXX, chap. 17. La masure était un héritage qui devait servitude au seigneur. — *Beaumanoir* XII, § 21. Le mansus était le principal élément de la propriété territoriale. — *Surseant*, habitant, en opposition avec afforain, étranger.

(12) *Semonce*. C'est l'injonction faite par le chef d'un tribunal aux juges qui le composent, de rendre justice. (*Merlin, Répertoire de jurispr.* v^o. *conjure*.)

(13) *En pleine suyte*, c'est-à-dire dans une assemblée complète. On dit aussi *siculte*, et ce terme veut dire aussi délibération. (*Cout. de Liège*, p. 196 et 263.)

debatz et par grande deliberation et sur ce meurement conseiller que nous avons apris par nous et par nos devantrains de sy avant quy venrat que meilleur nous apprendrat que Monsieur desseurdit et son Engliesse Est haultain Sr en la dite terre de Franchimont de feu, le chache (14), le haire (15), le reuwe (16) [*Variantes « le hare, le rowe »*], le noyer, l'enfoyer (17), le cry, le hahaye de femme et d'homme (18), le clocque (19) et de toutte en haulteur et seignoric que à haulteur peult appartenir, jtem avant dieint les dits Eschevins que se argent nassoit (20) des haulteurs deseur nomé excepté le ban de Vervier que led^t advowé heritauble y doit avoir le tierce denier rabattus (21) les

(14) *Feu et chache*. « La prérogative appartenant à la hauteur de l'évêque consistait dans le droit de faire brûler la maison d'un homicide, connu sous le nom du droit du feu et de la chache. » (*Erasmus de Chokier, De advocatis feudalibus, quaest. 87. — Circa, Cerchia, Vigiliae, la Ronde. (Du Cange v^o. circa 3).*

(15) *Le haire* donne lieu à plusieurs étymologies :

1^o Ancien haut all. *haren*, *clamare*, mettre hors la loi.

2^o *Hare*, lien d'osier, corde, droit de pendaison. *Clément Marot*, dans une épître à François I, dit : « Il sent la hare de cent pas à la ronde. » — *Haira tortilis ex virgultis laqueus; Gallice Hart. (Du Cange v^o. Haira 2).* Il vient alors du haut all. *hâra*. (*Diez II, v^o. haire.*)

(16) *Reuwe* peut venir de *rua*, *rue*. (*Diez, v^o. Ruga.*) Droit de police sur les rues, mais nous lui préférons *rowe*, *roue* qui fait *reuwe*. — *Rouwer* (rouer) droit de la roue. (*Grandgagnage, Dictionnaire étym. v^o. Rowe 3).*

(17) *Noyer*, *enfoyer*. On comprend ces mots, mais quel en est le sens ? Le savant professeur *Daris*, loc. cit, nous dit *le droit de noyer et d'enfourir les coupables*. Nous ne pouvons accepter cette signification.

(18) Ces expressions se retrouvent dans quantité de records du pays de Liège et de Stavelot. Elles signifient bruit, tumulte, cris d'alarme, enlèvement de femmes; donc punition de ces crimes et délits. — (*Grandgagnage, Glossaire, v^o. Hahay*).

(19) *Clocque*. « L'évêque pouvait faire sonner la cloche du ban pour assembler le peuple. » (*Cout. de Liège, p. 346.*)

(20) *Nassoit*, *nascitur* : si on prononce des amendes.

(21) Les droits des avoués constatés dans de nombreux diplômes

frais accoustumeis par nre enseignement sauf les forfais des forest, jtem encor avant dient les dits Eschevins que Monsieur deseurd^t est haultain Sr des forest et delle rivier delle terre de Franchimont et sauvons et wardons ledit advoe heritauble tel redevablité en traye (*Variante « truyn »*) (21) de moxhes que seroient trouvé en dit forests que ly Eschevins sauvent et wardent. Item encor avant dient lesdis Eschevins que tous les masuirs et surseans en la dite haulteur doient tenir les plaix general et doient aller az effrois (22) et rapporter hestoure et bourine (23) fricte (24) (*Variante « fruit »*) et toutes aultres en choeses appartenant au dit plaix general et se de cé estoient deffalant se doient estre à tel amende que ly Eschevins sauvent et wardent. Item encor avant duyent lesdits Eschevins que quant paxhon (25) de glan adieche (27) en dit forest que ly Masuirs et surseans ne le peullent, ny le doient cuillir, assembler, battre ny faire

au pays de Liège, de Stavelot et de Trèves, étaient de percevoir le tiers des amendes et des confiscations. (*Chap. I, 218.*) — Règlement des avoués de *Prüm*. Diplôme de Henri IV, apud *Martène* a°. 1106. — Règlement des avoués de *S^t-Maximin* de Trèves, apud *Zyllesium*, *Defensio abbatiæ S. Maximini*. — *Du Cange*, v°. *advocatus*, donne d'autres exemples de ce droit pour d'autres abbayes.

(21) *Traye de moxhes*, essaim de mouches; *tractus* (Pline).

(22) *Effrois*. Nous avons vainement cherché l'explication de ce mot, dont le sens ici est appel.

(23) *Hestoure et bourine*, ailleurs *estour, stour*. *Méan* définit ces termes: *rixa in qua qui rumore fecit, tenetur ad certam amendam*. Les savants auteurs des *Coutumes liégeoises* nous disent: (I, 89) « *estour, burine*, combat, mêlée, rixe dans laquelle on se livre à des voies de fait ».

(24) Nous lisons *friche* de l'all. *frisch* frais, flagrant délit. Les massuirs devaient rapporter (dénoncer) le flagrant délit aux échevins, sous peine d'amende.

(25) *Paxhon*. Ce mot wallon veut dire pâture, de l'ancien français *païsson*.

(27) *Adieche*, *adire*, arriver.

battre devant le saint Remy ne apres, ne miner ne faire miner four (28) de forests s'il sont trouvés par les forestiers heritauble en courant (29) serimenté abattant, conkelant (30), ou assemblant ou eminnant il doivent estre comandé à Franchimont (*Manque dans la copie de la Chambre des finances*) et amender alle enseignement delle Court. Item encor avant dient lesdits Eschevins que quant paxhon de fayenne (31) adierche en dit forest que le Masuirs et surseans le peulent conquelir et faire conquelir apres le saintcs Remy pour leur aisemence (32) sans fraude et sans menner four court et s'ils estoient trouvé liminnant four court ou defraudant et il fuissent raporté par vng des forestiers heritaubles ou corant serimenté jl doient estre comandé à Franchimont et amender alle enseignement delle dite court; jtem encor avant dient les dits Eschevins que tous masuirs et surseans peullent pessier (33) des poissons en la dite riviere pour leur aisemence reserve de pecher alle scalvichereux (34) (*Variante « sawychereux »*) et le pessier à fier forgeit et aussy de tourner l'eau hors de sa mere (35) et ne doivent porter ne enmenner lesdits poissons fourt cour et s'il estoient trouvé à mesfait en cause deseurd^{ts} par les forestiers serimentés, jls doivent estre comandé à

(28) Ni mener, ni faire mener hors de la forêt.

(29) *En courant*, dûment assermenté.

(30) *Conkelant* et plus bas *conquelir*: ou *conquasso*, ébranlant, secouant ou mieux *conquiro* rassemblant.

(31) *Fayenne*, *fagina*, *faine*, *fawe*, de *fagus* hêtre.

(32) *Aisemence*. *Grandgagnage*, loc. cit.: « Lieu appartenant au peuple. » Ici, usage personnel.

(33) *Pessier*, pêcher.

(34) *Scalvichereux*. Terme intéressant, signifiant engin de pêche prohibé. Ne serait-ce pas *salicetum*, en opposition avec l'autre engin prohibé en fer forgé, engin fait de *saussaie* ?

(35) Détourner l'eau de son lit.

Franchimont et amendé alle enseignement delledte court; jtem encor avant dient les dits Eschevins que Monsieur de Liege at en certains lieux en ban de Theux, tous les ans vng Stier d'avoine et vng denier boné appellans le dit Stier d'avoine et le denier boné la waite avoine (36), et sauvons et wardons les certains lieux qui de ce sont redevables et doit estre levé la dite redevablité alle enseignement delle dite court; jtem encore avant dient les dits Eschevins que ly advoe heritauble at en certains lieux en ban de Theux tous les ans vn Stier d'avoine, vne poule et vne maille et appelleton le dit Stier d'avoine le poule et le maille le conte avoine, et sauvons et wardons les certains lieux qui de ce sont redevables et doivent estre levé ladte redevablité alle enseignement delle dite court; jtem encor avant dient les dits Eschevins que Monsieur desseurdit at en nre dit haulteur, cens, rentes, pollaiges (37), lengnes (38), fours, mollin, bressine, fier et plonque (39) et plusieurs aultres en redevablité relevant alle fortesse de Franchimont à payer à cer:ain jour et termine ainsy que ly court sauve et warde. Item encor avant dient les dis Eschevins que tous Masuiers et Surseans doivent prendre tout pois et tout en mesure alle enseignement

(36) La *waite avoine* du prince consistait donc en un setier d'avoine et un *denier bonné*. Le *conte avoine* de l'avoué consistait en un setier d'avoine, une poule et une *maille*. Mais que veut dire l'adjectif *waite*? — *Maille* signifie monnaie, de *medailla species monetas minutiarum*. (Du Cange, v^o. *maille* et tome VII, v^o. *maille* 2.) Pour la valeur des monnaies, voir *Cout. de Liège*, I. 154 et 155. Le mot *bonné* soulève une question de monnaie qui n'appartient pas à ce travail.

(37) *Pollaiges de Pois* (poule).

(38) *Lengnes*, *lignus*; *lignarium*; *facultas excidendi ligna in silvis*. (Du Cange, v^o. *lignarium* 3. — *Geschichte der geogr. Nomenclatur* de Egli, p. 154.)

(39) *Four* all. *fuora*, *gastus*: foin, fourrage. — *Moulin*, — *Bressine*. — Fer et plomb.

delle dite court; Item encor avant dient leds Eschevins que Monsieur desseurdit est haultain S^r de tout en haulteur et Seigneurie delle comongne (40) appellé le comongne St Remacle et se forfait advenoit dedens la dite comongne et trouvé fuisse par le forestier heritauble ou par ceulx que causes y arroient par l'enseignement delle court deseurdit et delle court de Loveigney quel doit estre amené à la boverie (41) à Theux et doit estre amendé alle enseignement des deux courtes desseurdites; Item encor dient les dits Eschevins que nul ne doit peller chaisne en dt forest-se ce n'est le mortelle prinse (42) à hault forestier alle enseignement delle dite court et sil estoient trouvé pellant à meffait par les forestiers heritaubles ou corant sermentés, jl le doivent amender alle enseignement delle dite court; item encor avant dient les deseurdits Eschevins qu'ils ont appris par eux et leurs devantrains de si loing temps qu'ils savent à parler que ly forest et ly rivier delle terre de Franchimont doit estre menné par leur enseignement et fut le dit forests du tems passé, myné par stampe (43) voir par l'enseignement des dits Eschevins; item dient les deseurdits Eschevins qu'ils

(40) *Comongne*, commune, district.

(41) *Boverie*. Ceci est remarquable. Les délits commis dans la terre de Franchimont ressortissaient, comme nous l'avons fait remarquer dans notre introduction, à cette forteresse, l'ancien *Tectis*; mais ceux de la terre de St Remacle, appartenant en partie à *Louveigné*, qui faisait partie de la principauté de Stavelot, n'allaient pas à la forteresse, mais à la *boverie* de Theux, pour ne pas blesser la souveraineté des princes de Stavelot. Cette cour était donc formée des deux cours de Franchimont et de Louveigné.

(42) *Mortelle prinse* veut dire le poinçon appliqué par le forestier sur les bois à couper. *Selle*, *sigillum*.

(43) *Stampe*, empreinte, poinçon, de l'angl. *stamp*. — *Du Cange*, tome VII, v^o *stampe*, dit « l'action de percer, de faire un trou », all. *stumpfen*, frapper de manière à enfoncer, donc marquer le bois à couper.

ont vëu plussieurs forneaux de plonques et de sendre (*variante « fondrie », ce qui est plus exact*) en la terre de Franchimont lesquels ouvriers qui minoient les deseurdits forneaux prenoient le moir bois au Sr par leurs cens payans assavoir à Noel et alle Saint Jehan, voir par l'enseignement des dits Eschevins; item avant dient les deseurdis Eschevins, s'il avenoit ja que les ouvrieriers qui menoient les deseurdis forneaux qui avoient pris le morbois fuissent trouveit à meffait en dit forest qui ouvrassent chaine ne fawe et fuissent raporté par vng des forestier heritaubles ou par plusieurs aultres forestiers serimentés que ledit chastellain de Franchimont les doit faire comander à Franchimont sans delay pour amender le dit forfait voir par l'enseignement delle dite court; Item avant dient les deseurdits Eschevins que cil qui aurait fait le forfait le doit amender par l'enseignement delle dite court et ne doit point emporter le meffait ne ouvrier afinque ly forests soit wardert et doit ledit ouvrier à iceluy heritauble forestier qui l'arat trouvé quatre denier boné et luy peult ledit forestier prendre sa cougnie por se quatre deniers tant et sy longhement qu'il arat amendé le forfait et doit chune cougnie qui arat pris le bois alle enseignement delle dite cour à hault forestier chacun an vng viez gros et à chacun heritauble forestier en sa chache (44) vng viez gros tous les ans; jtem avant dient les deseurdis Eschevins que apres ce jl ont veu que minne de fier sont trouvés en la dite terre de Franchimont et dient les dits Eschevins que les maistres de forges sont venu prendre le moir bois à vn chastelain de Franchimont par l'enseignement delle dite cour et les fut vendus le dit moirbois à deux termine l'unne tout ainsy et alle manier que les maistre des fornea de plonque et de sendre (*variante « fonderie »*) les

(44) Chache veut dire ici visite. Gggg. Gloss. v°. chache. — Du Cange v°. circa 3.

avoient pris et oyeu de tems passé et se meffait y avoit qui ouvrassent chaisne ne fawe et fuissent raportés par vng des forestiers heritauble ou corant serimentés se doit estre emidver (*variante « amender »*) le forfait tousjours par l'enseignement delle dite court et ne doivent avoir point de meffait et doit demorer la ly meffait; jtem avant dient lesds Eschevins qu'il at six heritaubles forestiers en la dite terre de Franchimont ens quel il y at ens vng hault forestier qui est hault forestier deseur les autres des forests delle terre de Franchimont et ont les chincq heritaubles forestiers chacun leur chache et leur eawe (45) de quoy ils doivent l'année une certaine some de poisson livrer à Franchimont tels que lesds Eschevins sauvent et wardent et savoir en dit forest delle terre de Franchimont; item avant dient lesds Eschevins que chacun des heritaubles forestier doit aller toutes les samaines trois jours ou plus dedens sa chache et doit visenter le hault forestier toutes les samaines les chaches et s'il avenoit ja que ils trouvassent aulz ouvriez à meffait, ils le doivent rapporter à hault forestier dedens tierce jours sans fraude; item avant dient les dits Eschevins qui ly hault forestier doit aller sans targier (46) vers Franchimont et rapporter a chastelain ou son Lieutenant le meffait que ly heritauble forestier l'y aurat raporté et la le dit heritauble forestier ne trouveroit le dit haut forestier, doit jl raporté ledit meffait à vn chastelain ou à son lieutenant. Item avant dient les deseurdits Eschevins que ledit Chastelain doit faire comander tantost sans relay le dit ouvrir à Franchimont par le mayeur ou forestier la jl serat surseans et la le d^t ouvrier ne vouroit point obeyr au dit comand se doit le dit chatelain des-

(45) *Chache et eawe (aqua)*, c'est-à-dire leur district des forêts et des eaux pour la pêche.

(46) *Targier* (*Déaz*, I, 435, v^o. *targer*) du latin *tardare*, *tardicare*, français *tarder*.

treindre (47) le dit ouvrir de ses biens, de son avoir et de son corps tant qu'il aiet amendé le dit forfait voir alle enseignement delle d^{te} court; item avant dient les deseurdits Eschevins que quand lesdits ouvriers reprennent le dit moirbois à deux termine l'année assavoir à Noël et alle saint Jehan Baptist que chacun qui reprend le dit moirbois doit à mayeur et aux Eschevins deseurd^{ts} leur droits tel qui ly Eschevins sauvent et wardent et aussy ceux qui s'accordent de meffait dont ils sont raporté par le haut forestier ou par les heritaubles ou ceulx serimentés doyent chacun à mayeur et az Eschevins de Theux leur drois ainsy que ly Eschevins sauvent et wardent; jtem avant dient les deseurdis Eschevins que les xhoupeurs, baruleurs et palheurs (48) (*Variantes: « xchupeur, bastelleur, palleur. »*) que le chastelain les doit donner le moirbois à trois terminnes l'année par leurs cens ainsy que les Eschevins sauvent et wardent assavoir les trois terminnes à Noel, à May et alle saint Jehan et peullent menner leur ouvrage à trois marchies assavoir à Liege, à Trech (49) et à Ais et doivent faire les dis ouvrages à stocque (50) affinque les dits forestiers peulent visenter les dits ouvrages se c'est meffait ou non; jtem dient les dits Eschevins que le roilier (51) qui font les roille que on les

(47) *Destreindre*, contraindre *distringere* (*Cout. de Liège*, I, 78) exécuter.

(48) *Xhoupeurs, baruleurs, palheurs*, expressions très-intéressantes. Nous proposons *schup hollandais*, pelle, faiseurs de pelles. — *Baruleurs*, de *barra* (*Diez*, II, p. 56) barre, barrière du cimmeric *bar* branche. Faiseurs de barils ou bariques, tonneliers. — *Palheurs*, de *pâle* (bêche) pelle. Il y aurait donc pléonasme.

(49) *Trech*. Les trois marchés où on pouvait vendre étaient Liège, Maestricht et Aix.

(50) *Stocque*, allemand *stock*, souche.

(51) *Roilier*, *roille*, *rota*, *rotula*, roue, et non *radius*, rate, qui donne rayon, bien que *Virgile* et *Ovide* l'aient employé dans le sens de raie de roue.

doit rendre le moirbois pour leurs cens payans assavoir delle voteur (33) et leurs ouvrages il le doient à tonlier (33) et jetter en farine (Variante « forme bonne version ») à stocque sans fraude affinque ly foistier peust veyr se c'est meffait ou non, et doient minner leur roelle à deseurd^{ts} trois marchiet sans chargier l'une sur (Variante « sans », ce qui rend la phrase compréhensible) l'autre, voir qu'ils peulent chargier les roelles de Berwette (34) l'une sur (Variante « sans ») l'autre et nyent les aultres et se lesdis ouvriers estoient trouvé à meffait et fuissent raporté par vng des dis forestier il doient amender le meffait alle enseignement delle d^{ts} court; jtem avant dient les dis Echevins que nulz ne peult faire vzinne (Variante « chamentaisne ») tournante sur les rivières delle terre de Franchimont se ce n'est par le gré de Mons^r deseurd^{ts} et alle enseignement delle court deseurdite. Jtem avant dient les dis Eschevins que les Massuires et surseans en la dite terre de Franchimont excepté le ban de Vervier ont leur aisemence en dit forest de chaisnes, de fawe et de moirbois pour faire toute leur aisemence en dit forest reserve Stanneux qui doit estre myné par l'enseignement delle dite cour de Theux en toutes les mannières que besongne leur serat sans fraude et sans faire ny cherbon ny flamashe (35) et sans miner four court et aussy reserve le glan; jtem encor avant dient les dis Eschevins que toute en haulteur et seigneurie appartenante à Monsieur deseurd^{ts} et à son

(33) Voteur, voiture.

(33) Tonlier, tonlieu, *telonarium*, droit fiscal.

(34) *Berwette*. Rien de plus curieux que les étymologies de ce mot. *Dies* (II, 69) fait venir ce mot de *biroccio*, voiture à deux roues, d'où le français brouette pour *birouette*, et le mot allemand *birutsche*. — *Gggg* le fait venir de l'ancien français barouette, diminutif de barot (tombereau), anglais *barrow*, gothique *baira*, allemand *baeren* (porter), anglais *to bear*. — Enfin *Boiste* nous dit *bis-rot*.

(35) Charbon ni brandon.

Engliesse doit cy apres record ne fait point mention sont toutte alle enseignement delled^{te} court et aussy toute ayse-
mence appartenante à Straingnier (56) sont toutte alle en-
seignement delled^t court; jtem aincour avant dient les dis
Eschevins que Mons^r deseurdit et haultain Seigneur des
forest appellé le Porrallee de Remouchamps et at vng Stal
de vene (Variante « sta ») (57) en le Rivier, et le passaige
(Variante « poisson ») alle enseignement delle d^{te} court; jtem
dient les dis Eschevins que quant paxhon adieche end^t
forest que tous pourcheau (58) de Massuirs, et destreingniers
peulent venir et entrer end^t forest apres Noene le nuicts (59)
le Saint Remy pour mengier le paxhon et pour payer le
pannaige alle enseignement delledite court; et partant que ce
present record soit de plus grande force et vertus. Si avons le
Mayeur et Eschevins et chacun par luy appendu à ce present
record nos propres seel en signe de vérité. Fait et donné l'an
delle Nativité nre Sgr Jesuchrist mille quatre cens et trente
vng le Lundi devant le saint Mathy apostle. Etoit escrit par
copie authentique reposante à la greffe de la cour de
Theux. Et signé A. De Limbourgh, greffier.

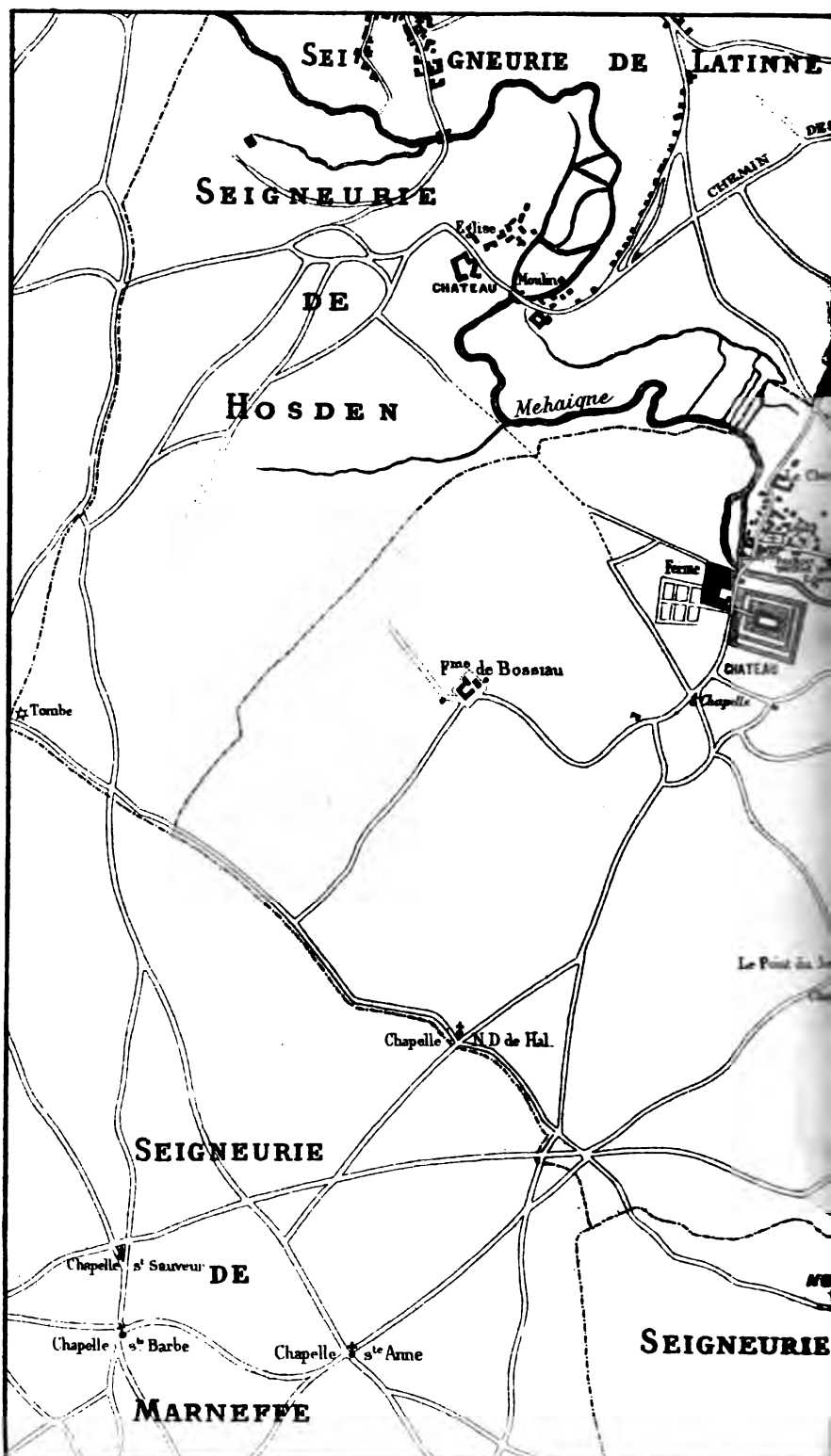
(56) *Straingnier, straneus, extraneus*, étranger. *Alias* estreingniers.

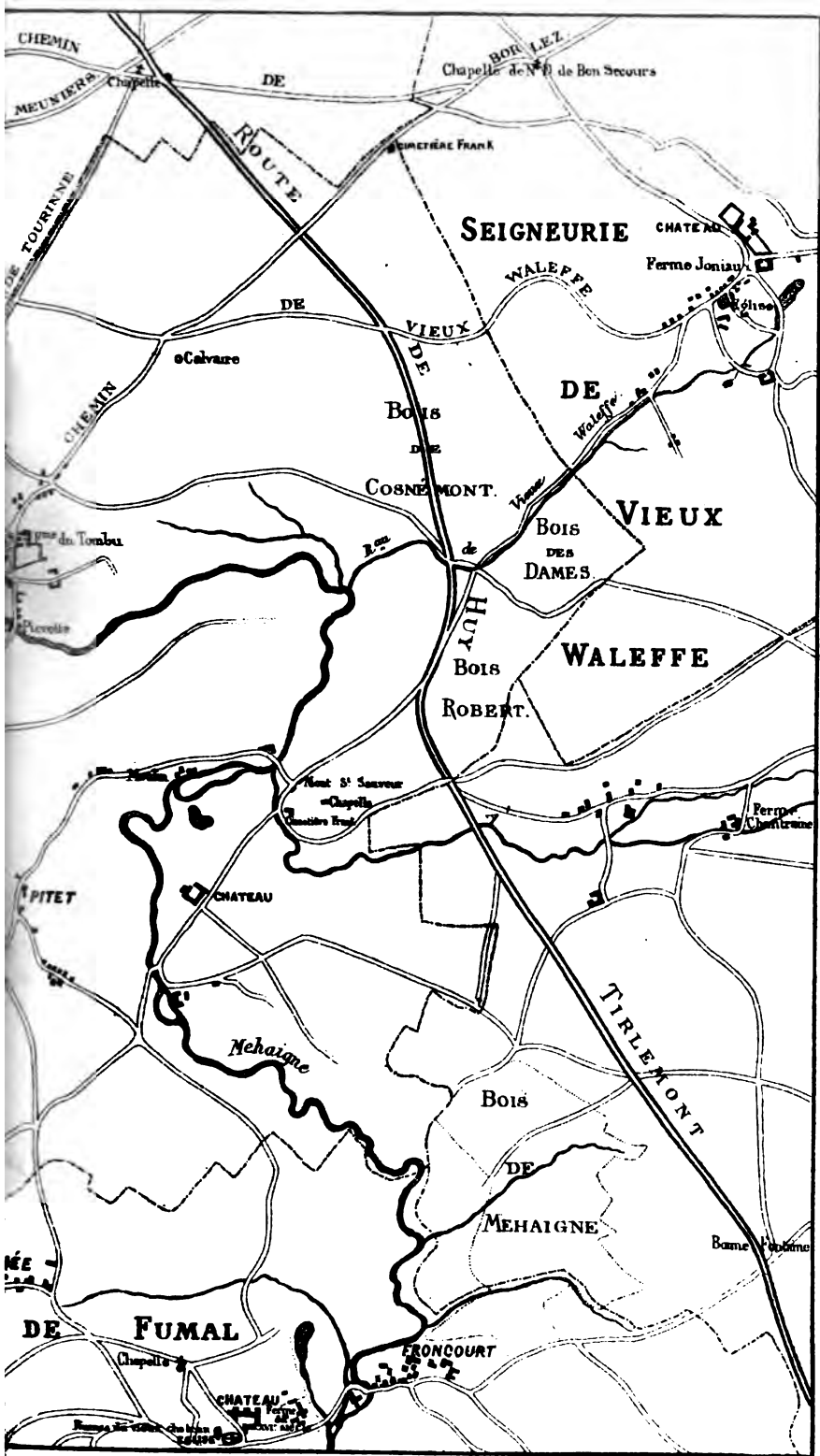
(57) *Stal de vene*. Nombre de coutumes employent ces expressions.
— *Stal*, Diez (II, 397) propose l'espagnol *estalo*, ancien français *estal*,
ancien allemand *stal statio*, locus et aussi en français *étai*. — *Vene*
venna, bas latin, batardeau, retranchement construit dans une rivière
pour fermer le passage aux poissons ou pour prendre un coup d'eau.

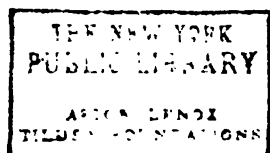
(58) *Pourcheau*: On dit aussi *poursai* en wallon, *porcus*. Voir *Gggg*.
v°. *poursai*.

(59) *Noene le nuicts*, douze heures de la nuit. *None* seul signifie
midi. *Gggg* v°. *none*.









HISTOIRE DU COMTÉ DE FALLAIS

TOPOGRAPHIE. — ÉTYMOLOGIE. — SITUATION POLITIQUE

§ 1.

Le château et le village de Fallais sont situés en Hesbaye, sur les bords de la petite rivière la Mehaigne, à deux lieues environ de Huy. Ils constituaient, avant la réunion des Pays-Bas autrichiens à la République française, une seigneurie importante, avec titre de comté, relevant du duché de Brabant.

La seigneurie de Fallais, quoique appartenant au Brabant, n'y touchait d'aucun côté et, semblable à une sentinelle perdue, se trouvait entièrement isolée et enclavée entre le pays de Liège et le comté de Namur.

Elle était bornée au nord par la seigneurie de Hosden, à l'est par celle de Vieux-Waleffes et le comté de Moha, au sud et au sud-ouest par les seigneuries de Fumal et de Marneffe.

Depuis 1795, la commune de Fallais fait partie du

département de l'Ourte, dont le nom fut changé en celui de province de Liège, lors de la constitution du royaume des Pays-Bas, en 1814. Elle dépend du canton judiciaire d'Avennes et de l'arrondissement judiciaire de Huy.

La seigneurie de Fallais comprenait le village avec le château, le hameau de Pitet et quelques fermes et maisons détachées aux Badrez et à Bossiau.

Son étendue est de 700 hectares 23 ares 55 centiares et sa population, qui n'était au 1^{er} janvier 1806 que de 494 habitants (1), de 680 en 1842 (2), s'élève actuellement à 850, c'est-à-dire à plus du double.

La Mehaigne et les trois ruisseaux de Vieux-Waleffes, de Dreye et de Perdrixhaies arrosent la commune. Aujourd'hui, cette dernière est traversée par la route de Huy à Tirlemont et par le chemin de fer de Hesbaye-Condroz, qui y fait arrêt.

§ 2.

L'étymologie du nom de Fallais doit être cherchée dans le mot germanique *fels*, rocher.

De ce mot *fels* dérivent, sans aucun doute, les mots français *falaise*, qui signifie rochers escarpés au bord de la mer, et *falise*, *faloise*, aussi employés fort anciennement pour désigner un rocher. Il faut y ajouter encore le mot *felisa* en ancien haut-allemand et l'expression wallonne *falijs*, carrière (3).

Il existe, dans notre pays, une foule de lieux dits dans

(1) THOMASSIN, *Mémoire statistique du département de l'Ourte*, page 35.

(2) DELVAUX, *Dictionnaire géographique de la province de Liège*, 2^e édition, 1842.

(3) C. GRANDGAGNAGE, *Dictionnaire étymologique de la langue wallonne*. Liège, 1845, tome I^{er}, page 201.

la composition desquels entre le mot *falise*, et tous servent à désigner une localité pourvue d'un massif de roches ou située au voisinage de rochers dressants. Citons, en passant, Falise à Lierneux, Coirfalise, Houffalize, Nifalise et Noirfalise, près de Spa; enfin, le Mont-Falhize, près de Huy, désigné, par le colonel allemand de Göler, comme l'emplacement de l'*Oppidum Aduatucorum* (1).

Cette étymologie est d'autant plus admissible pour Fallais qu'il s'y trouve précisément deux massifs de rochers dénudés, particularité peu commune dans ces environs.

En France, on trouve une preuve à l'appui de cette étymologie, dans le nom de Falaise, petite ville de la Normandie, adossée à un rocher très élevé et escarpé.

Quoi qu'il en soit, nous constaterons que le nom de Fallais a été écrit, depuis le XVI^e siècle, de différentes manières, tout en conservant la même consonnance : Falais en 1253 (2), Phalaix au XV^e siècle, Falez au XVII^e siècle et enfin aujourd'hui Fallais.

§ 3.

La seigneurie de Fallais était, dans les temps les plus reculés du moyen âge, un franc-allevu qui paraît avoir appartenu, au témoignage des historiens liégeois, en contradiction sur ce point avec leurs confrères brabançons, au pays de Liège.

Le bien allodial, libre de toute charge quelconque et indépendant de tout prince ou seigneur féodal, ne relevait, suivant l'expression des jurisconsultes du XVII^e siècle, que de Dieu et du soleil.

(1) *Cæsar's Gallischer Krieg in den Jahren 58 bis 53 vor Christus*, page 84.

(2) C. GRANDGAGNAGE, *Vocabulaire des anciens noms de lieux de la Belgique orientale*. Liège, 1859, page 112.

« Les alleux, quoique indépendants par leur nature et libres de toute charge et du service tant réel que personnel, devaient cependant reconnaître la souveraineté du prince sur le territoire duquel ils se trouvaient et se soumettre à la juridiction des tribunaux établis par lui. C'était là une nécessité d'ordre social (1). »

L'alleu de Fallais était, au XI^e siècle, une possession de l'Église de Liège. Il fut concédé, en 1044, par l'évêque Wazon, à un seigneur de la puissante maison de Beaufort-sur-Meuse, pour le tenir en fief du chapitre de Saint-Lambert (2).

Dans la seconde moitié du XIII^e siècle, à la suite de la guerre de la Vache, le château et la seigneurie de Fallais passèrent, par l'hommage que fit Richard II de Beaufort, en 1276, de son alleu de Fallais au duc Jean I^{er}, sous la souveraineté de la maison de Brabant. Depuis lors, cette seigneurie resta fief brabançon et fut soumise, quoique terre franche, à la loi féodale et aux coutumes de Brabant.

Après que Fallais fut devenu brabançon, ses possesseurs relevèrent cependant la seigneurie et firent, à différentes reprises, enregistrer les actes qui la concernaient devant la Cour allodiale de Liège.

Nous en avons trouvé plusieurs exemples au XV^e siècle, époque à laquelle remontent les archives de la Cour allodiale, ainsi qu'au siècle suivant.

Il est permis de supposer que les seigneurs de Fallais ont jugé prudent de reconnaître, dans certaines limites, les droits anciens que l'Église de Liège prétendait avoir sur l'alleu de Fallais. La position isolée et dangereuse de

(1) S. BORMANS, *Les Seigneuries allodiales du pays de Liège*, age 6.

(2) LE FORT, 1^{re} partie, tome II, fol. 1.

cette seigneurie, qui était enclavée presque entièrement dans le pays de Liège, au milieu d'un peuple turbulent et batailleur, leur en faisait une nécessité.

Fallais fut aussi compris au nombre des terres appelées, par les États-Généraux des Provinces-Unies, *Terres de rédemption*.

Ces terres, au nombre de huit (1), dépendaient du duché de Brabant, tant pour les reliefs que pour la juridiction. Elles n'étaient cependant pas soumises régulièrement aux charges et contributions de la province, parce qu'elles étaient de leur nature *terres franches*.

Par acte du 24 décembre 1594, le gouvernement décida que ces villages paieraient dorénavant une certaine contribution fixe, sous forme de reconnaissance ou de rédemption pour les exemptions et les privilèges dont ils jouissaient.

Comme tous ces villages, à l'exception de Fallais, étaient situés à proximité de Maestricht, la recette fut établie dans cette ville et le produit employé à l'entretien de la garnison et des fortifications de la place.

Après la prise de Maestricht par le prince Frédéric-Henri, en 1632, la recette fut transportée au fort de Navagne sur la Meuse, près de Visé, et les États-Généraux n'élevèrent aucune prétention sur ces villages.

Mais, après la paix de Munster, ils prétendirent que ceux-ci étaient dépendants de Maestricht, parce que le produit de leurs contributions ou rédemptions avait été employé, pendant un certain nombre d'années, aux besoins de la garnison de cette ville.

Ces prétentions, que les Hollandais n'osèrent pas soumettre au jugement de la Chambre mi-partie, furent constamment rejetées par le gouvernement des Pays-Bas.

(1) Fologne, Hermalle, Houppertingen, Mopertingen, Nederheim, Paifve, Russon, Fallais.

Celui-ci défendit même, par les placards du 16 août 1662 et du 6 mai 1665, aux gens de loi et aux habitants de ces villages, de reconnaître d'autre souverain que lui ou d'obéir à d'autres ordres que les siens (1).

Mais comme le voisinage de Maestricht donnait de grandes facilités aux Hollandais de soutenir leurs prétentions à main armée, ces villages leur payaient aussi une contribution annuelle, pour éviter les exécutions militaires.

Par l'article XIX du traité d'alliance conclu à La Haye, le 30 août 1673, entre le roi d'Espagne Charles II et les États-Généraux, ces derniers renoncèrent à leurs prétentions sur les Terres de rédemption (2).

Ce traité ne reçut pas son exécution, au moins pour les articles concernant Maestricht et les Terres de rédemption. Les choses restèrent dans le même état jusqu'au traité de Fontainebleau, conclu le 8 novembre 1785, par lequel les États-Généraux abandonnèrent toutes leurs prétentions sur Fallais, Argenteau et Hermalle.

L'empereur Joseph II renonça à tous ses droits de souveraineté sur les autres villages de rédemption en échange des forts de Lillo et de Liefkenshoek sur l'Escaut, que les États-Généraux lui cédèrent de leur côté.

Peu d'années après, en 1794, l'invasion des armées françaises amena dans les Pays-Bas autrichiens l'introduction du régime républicain, qui vint remplacer les vieilles institutions féodales, et le comté de Fallais descendit au rang d'une modeste commune du département de l'Ourte.

(1) *Mémoire touchant les villages de Hoppertingen, Russon, Nederen Peiff, Fallais, etc.* Archives du royaume, à Bruxelles; jointe des terres contestées, carton n° 9.

(2) NENY, *Mémoires historiques et politiques des Pays-Bas autrichiens*. Bruxelles, 1785, page 209.

LE CHATEAU DE FALLAIS.

La construction du château de Fallais remonte incontestablement à l'époque de l'établissement du régime féodal, alors que les seigneurs étaient obligés d'élever des habitations fortifiées ou des réduits, pour mettre leurs biens et ceux de leurs vassaux à l'abri des incursions des barbares et des pillards.

Fallais était au moyen âge une forteresse de premier ordre et offrait toutes les garanties de sécurité que rendait nécessaires le caractère belliqueux de ses premiers possesseurs, les sires de Beaufort.

Gramaye, au commencement du XVII^e siècle, citait le château de Fallais comme un des plus importants du Brabant-Wallon. Il lui attribuait même, avec son exagération habituelle, le nom de palais : *Ubi arx et palatium cui simile non habet tota Gallo-Brabantia sive situm, sive speciem, sive potentiam æstimes* (1).

La description assez abrégée qu'il en donne nous apprend que, sauf la distribution intérieure, Fallais n'a guère subi de

(1) GRAMAYE, *Gallo-Brabantiæ antiquitates*. 1708, page 47.

modifications importantes depuis son temps. Le château est placé au milieu de grandes prairies, à quelques pas de la Mehaigne, qui le sépare du village. Il est entouré d'un double rang de fossés aux côtés nord et ouest et d'un triple rang aux deux autres côtés.

Il serait difficile de déterminer exactement l'époque de sa construction ; mais on peut, sans hésiter, la faire remonter à la seconde moitié du XII^e siècle.

En effet, la partie encore apparente du donjon et quelques parties des soubassements des remparts sont construites en grès houiller, appareil qui était très usité à cette époque dans notre pays (1).

Le plan général du château présente la disposition ordinaire des places fortifiées du XII^e siècle. C'est un rectangle irrégulier, d'environ 65 mètres de longueur sur 45 mètres de largeur, flanqué aux quatre angles par des tours rondes en saillie, qui appliquent leur base au fond du fossé (2).

Fallais, au XII^e et au XIII^e siècle, ne consistait qu'en un haut donjon carré, entouré d'une enceinte de murailles surmontées d'un chemin de ronde. Les courtines peu élevées n'étaient pas encore doublées de bâtiments à l'intérieur ; le seigneur, sa famille et ses serviteurs habitaient le donjon.

L'enceinte des remparts donnait abri, en temps de guerre, aux paysans et vassaux de la seigneurie, avec leurs chevaux, leur bétail et leurs meubles les plus précieux.

Au XIII^e siècle, ou plus vraisemblablement encore au XIV^e siècle, Fallais fut transformé en grande partie et reconstruit tel que nous le voyons aujourd'hui.

C'est de cette époque que datent le principal corps de

. (1) La description que nous donnons ici du château est celle de son état en 1881, avant la restauration.

(2) Voir le plan ci-joint, dressé au niveau du rez-de-chaussée.

logis du château (en 2 du plan) et les tours. L'ancien donjon fut considérablement diminué de hauteur et enclavé dans les nouvelles constructions, avec lesquelles il resta presque entièrement confondu (en 6). Ses murs, construits en grès houiller de petit appareil, sont d'une grande épaisseur. Celle-ci diminue graduellement à mesure que les murs s'éloignent du sol. Ils étaient percés des quatre côtés de plusieurs ouvertures de fenêtres et de meurtrières aujourd'hui murées. Cette particularité prouve que le donjon était jadis entièrement isolé, comme d'ailleurs tous les édifices de ce genre.

De récents travaux de restauration, exécutés par l'habile architecte gantois Van Assche, ont dégagé momentanément l'ancien donjon (mai 1882) et ont permis de l'étudier en détail. Malheureusement la façade donnant sur la cour intérieure, et qui était la seule partie encore apparente, a été recouverte, depuis lors, d'une couche de moellons, qui ne laisse plus rien soupçonner de la construction primitive.

Les quatre tours d'angle étaient hautes, cylindriques, à murailles très épaisses, de diamètres inégaux et très saillantes en dehors des courtines, de manière à les bien flanquer.

La tour qui se trouve à l'angle sud-ouest de la courtine, à droite, en entrant au château, porte le nom de *tour Saint-Jean* (en 7 du plan) et renfermait au premier étage une chapelle castrale dédiée à saint Jean-Baptiste.

A gauche de l'entrée du château se trouvait la *tour de Bourgogne*, dont les soubassements existent encore au niveau du sol (en 1). Elle fut rasée à coups de canons par ordre du roi Louis XIV, après le séjour qu'il fit à Fallais, du 3 au 9 juillet 1675.

Le roi très chrétien, en démantelant les défenses du château, voulait sans doute laisser au seigneur de Fallais un souvenir gracieux pour l'hospitalité qu'il avait reçue.

Les deux autres tours se nommaient : l'une *tour de la Monnaie*, c'est celle qui est placée à l'angle sud-est du château (en 10); elle contenait l'atelier monétaire des seigneurs de Fallais, qui étaient en possession de l'important privilège de battre monnaie. L'autre portait le nom de *tour Grignard* et se trouvait entièrement isolée des bâtiments du château (en 11). Comme la tour de Bourgogne, elle fut rasée au niveau du sol par ordre de Louis XIV; mais dans la suite, vers la fin du XVII^e siècle, elle fut reconstruite en partie pour servir de pigeonnier.

Les différents bâtiments (en 9) appuyés contre la courtine qui fait face au midi, entre la tour Saint-Jean et la tour de la Monnaie, ont été construits à différentes époques et postérieurement au corps principal du logis. Ils servaient au logement des officiers et des gens de service du seigneur.

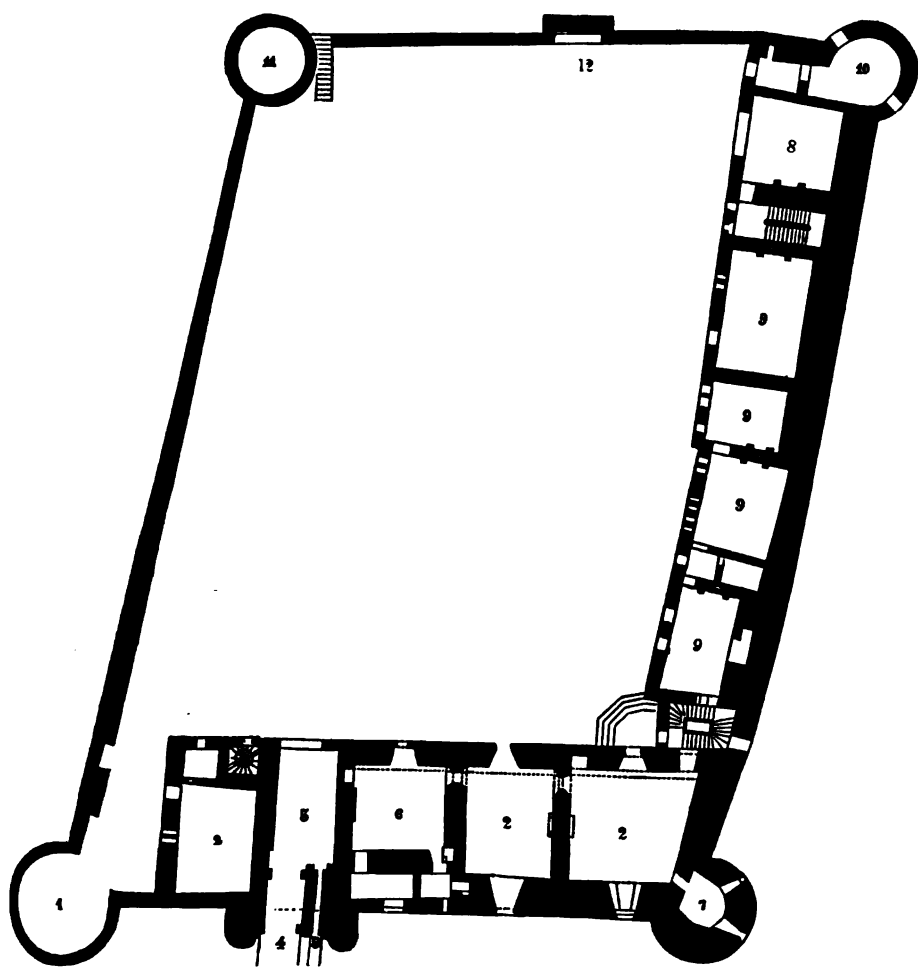
Les propriétaires de Fallais, comme tous les principaux seigneurs féodaux, entretenaient autour d'eux une espèce de petite cour, composée de jeunes gentilshommes empressés de faire leurs premiers pas dans le monde, en qualité de pages ou d'écuyers; de demoiselles d'honneur, d'hommes d'armes ou de soldats pour la garde du château.

Le logis qui touchait à la tour de la Monnaie était appelé le *quartier neuf*; en effet, il était visible que cette partie du château avait été modifiée et restaurée à deux reprises différentes, au XVI^e siècle et au siècle dernier (en 8).

Les deux autres côtés du parallélogramme étaient clôturés par un rempart élevé et épais, aujourd'hui rasé jusqu'au niveau du sol, et dont les approches étaient défendues à l'angle sud-est par la tour Grignard.

La courtine qui s'étend entre cette dernière tour et celle de la Monnaie paraît avoir été flanquée par une tour carrée, dont on aperçoit encore une partie du soubassement (en 12).

L'entrée du château se trouve dans la courtine à l'ouest, sous une voûte ogivale peu élevée et défendue par deux tours jumelles de forme hémisphérique (en 3).



PLAN DU CHATEAU DE FALLAIS.

ÉTAT DE 1881.



Ces tours présentent cette particularité bien rare d'être entièrement massives au rez-de-chaussée. On n'a accès à l'entrée qu'après avoir passé les fossés sur deux ponts de pierre, dont le dernier est encore muni de son pont-levis.

La porte, conformément aux dispositions adoptées dès le XIV^e siècle, est divisée en porte charretière, et poterne destinée aux piétons, ayant l'une et l'autre leur pont-levis particulier (en 4 et 5) (1).

Ce dernier était communément, à Fallais, nommé *la planchette* (2).

Outre les ponts-levis, le passage d'entrée est muni d'une porte bardée de fer et défendu par un machicoulis placé au-dessus de la voûte principale.

Les deux fenêtres au-dessus de la porte ont été percées à la fin du XVI^e siècle.

Jusque dans la seconde moitié du XVII^e siècle, il y eut aussi un pont-levis à l'extrémité du premier pont de pierre et un corps de garde entre les deux ponts. Ils furent supprimés l'un et l'autre vers 1680.

La porte d'entrée de Fallais en est, sans contredit, la partie la plus intéressante et présente le spécimen peut-être le plus complet et le mieux conservé de l'architecture militaire du XIV^e siècle dans notre pays.

L'entrée est précédée d'un grand espace découvert, le *bayle extérieur*, entouré d'un large et profond fossé, aujourd'hui considérablement diminué de largeur. Il renferme les bâtiments d'exploitation, notamment une grange dont la construction remonte au XIV^e siècle, et les écuries du château.

(1) VIOLETT-LE-DUC. *Dictionnaire raisonné de l'architecture française du XI^e au XVI^e siècle*, tome III, pages 150 et 162.

(2) Comptes de la seigneurie.

Celui-ci était jadis relié au village par un pont de pierre, jeté sur la Mehaigne. Il fut entièrement détruit par les glaces le jour de Sainte-Dorothée de l'année 1716 (1), et ne fut plus reconstruit depuis lors.

(1) Archives de la paroisse.

ORIGINES. — TEMPS OBSCURS.

L'origine de Fallais remonte incontestablement à la domination romaine. Le passage ou plutôt le séjour des Romains sur le territoire qui, plus tard, fut celui de la seigneurie de Fallais, est attesté par la découverte de nombreux objets datant de cette période reculée.

Fallais figure aussi au nombre des localités où l'on a placé, à tort ou à raison, *l'Oppidum Aduatucorum*, à l'époque de la conquête des Gaules par Jules César, l'an 59 avant Jésus-Christ.

Il doit même cette attribution au plus grand homme du siècle, à Napoléon I^{er}.

Lorsque l'on suit la route de Huy à Hannut, on remarque sur la gauche, après avoir dépassé le village de Dreye, une haute colline couverte de bois, qui s'avance, comme un promontoire, dans la vallée de la Mehaigne.

C'est là que d'Anville et, après lui, Napoléon ont placé *l'Oppidum Aduatucorum*.

L'opinion du plus grand capitaine des temps modernes, basée surtout sur le calcul des distances, est trop importante pour être passée sous silence.

« La position de Fallais, dit Napoléon (1), remplit les conditions des Commentaires. Lorsque les Atuatiques apprirent la catastrophe de leurs alliés, ils se jetèrent dans la place de Fallais, que la nature avait pris plaisir à fortifier; elle est sur les bords de la Mehaigne, à 6,000 toises de la Meuse, 15,000 toises de Namur et 15,000 toises de Liège. »

Sans entrer dans l'examen de cette question épineuse, dont nous laisserons la décision à de plus compétents que nous, constatons cependant, en passant, que cette montagne paraît avoir servi de position militaire à une armée ou à une peuplade quelconque.

Sa situation, qui commande tous les environs; le voisinage de la Mehaigne, qui l'entoure de trois côtés et lui sert en quelque sorte de fossé; enfin, les traces de travaux en terrassement, que l'on remarque sur une partie de son étendue, ne laissent aucun doute à cet égard.

La stricte vérité nous oblige cependant à reconnaître que les précipices indiqués par M. le chevalier Marchal, dans la carte qu'il a donnée de la position de Fallais (2), n'existent réellement pas. Une étude attentive sur le terrain nous a permis de constater que ce sont là de simples escarpements dont les pentes, quoique rapides, sont très praticables aux piétons et même aux cavaliers.

A trois cents mètres environ de la montagne s'élève, au milieu de la vallée, un massif de rochers, désigné sous le nom de Mont-Saint-Sauveur. Il est couronné par les ruines d'une chapelle de l'époque romane, connue dans le pays sous le même nom.

Le savant professeur Dumont a donné une longue description de la composition géologique de ce massif porphy-

(1) *Précis des guerres de César.*

(2) MARCHAL, *Notice sur l'Oppidum Atuaticorum, placé à Fallais selon Napoléon.* Bulletin de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles, tome IX, 2^e partie, 1842, page 69.

rique ; il l'a désigné , ainsi qu'un autre massif distant seulement de cinq cents mètres du premier , sous le nom de *Typhons de Pitet* (1).

Depuis de nombreuses années, les propriétaires de cette colline ont ouvert dans ses flancs des carrières , dont les produits servent à l'entretien des chemins des environs.

En déblayant les terres pour mettre la partie supérieure des roches à nu, les ouvriers carriers ont découvert un nombre considérable d'armes, de poteries, de verres, de bijoux en or, en argent et en bronze, des perles en pâte céramique, etc. Ces objets appartiennent pour la plupart à l'époque franke; un petit nombre seulement, à l'époque gallo-romaine proprement dite. Il y a quelques années et antérieurement à 1870, on découvrait surtout des poteries noires très fines, d'origine gallo-romaine, et des poteries samiennes.

Depuis 1870, on n'en trouve plus guère, tandis que les objets appartenant à l'époque mérovingienne se rencontrent presque à chaque coup de pioche. Les poteries sigillées de Saint-Sauveur ont été déterrées au pied et sur les pentes de la colline regardant l'ouest.

Les objets franks ont été trouvés presque tous sur le plateau, dans les parties situées à l'ouest et au midi des ruines de la chapelle, et cela à mesure que l'exploitation des carrières avance dans la colline (2).

(1) DUMONT, *Mémoire sur les terrains ardennais et rhénans. Mémoires de l'Académie*, tome XXII.

C. MALAISE, *Descriptions des terrains siluriens du centre de la Belgique*, pages 72, 73.

DE LA VALLÉE POUSSIN ET RENARD, S. J. *Mémoire sur les caractères minéralogiques et stratigraphiques des roches dites plutoniennes de la Belgique et de l'Ardenne française*, pages 85 et suivantes. Tome XL des *Mémoires couronnés de l'Académie royale de Belgique*, 1876.

(2) Le musée de l'Institut archéologique de Liège possède la plus grande partie des objets trouvés à Saint-Sauveur.

La partie du plateau, au nord de la chapelle, a été exploitée presque entièrement. D'après les renseignements fournis par les propriétaires du sol et les ouvriers, on n'y a trouvé, à côté de plusieurs centaines de squelettes, qu'une petite pièce de monnaie en argent du moyen âge et quelques pots en grès commun. Il y avait là évidemment un cimetière chrétien.

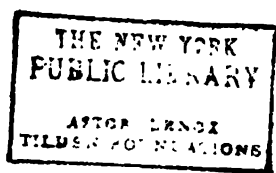
On se trouverait ainsi à Saint-Sauveur en présence d'un triple cimetière. D'abord les Romains ont les premiers déposé les cendres de leurs morts au pied et sur les pentes de la colline. Ensuite sont venus les barbares, les Franks, qui ont vaincu les Romains et leur ont succédé dans la plupart de leurs établissements.

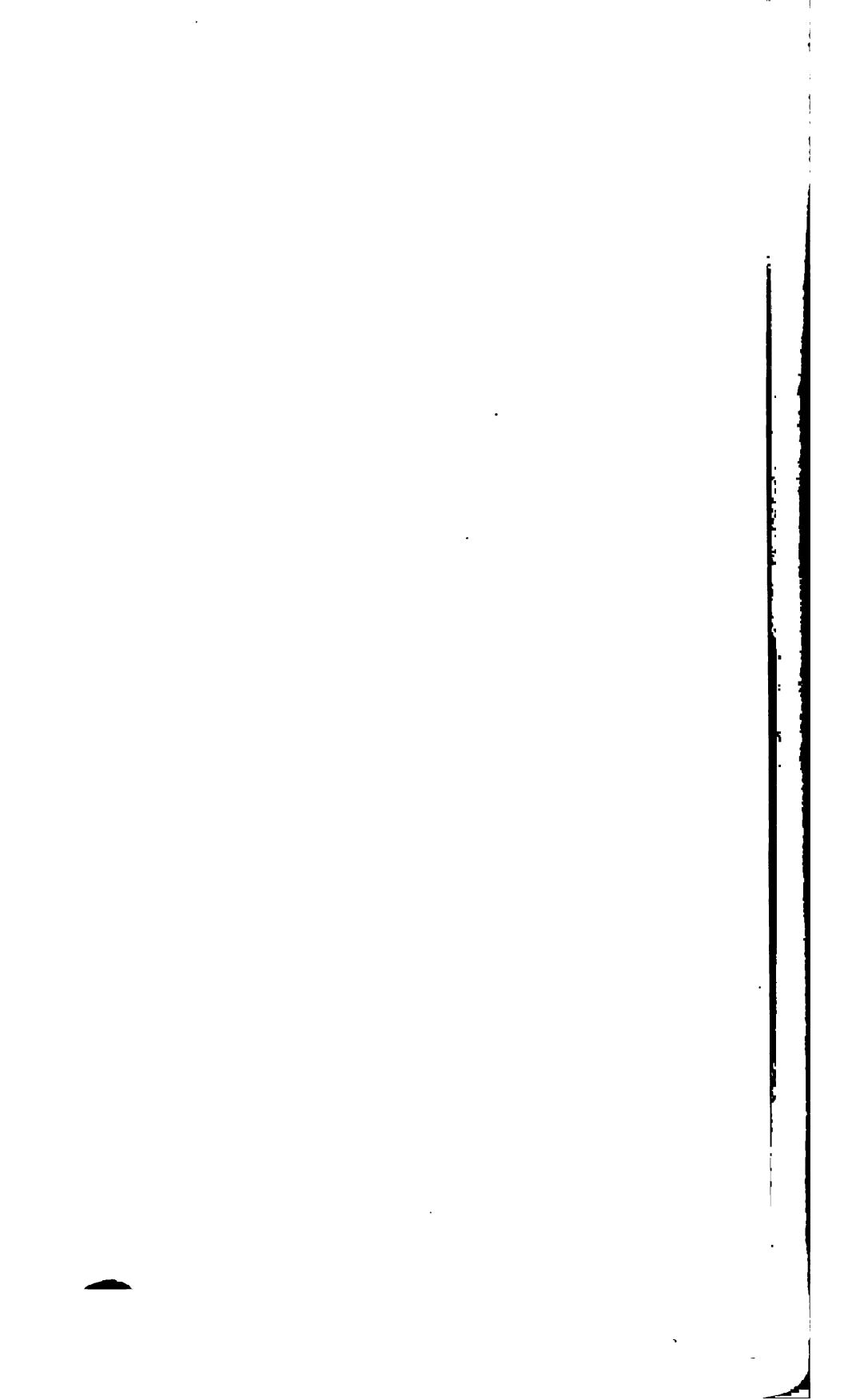
Mais les Franks, dans leur aversion et leur mépris bien connus pour les vaincus, ne voulurent sans doute pas mêler les cendres de leurs morts à celles des Romains; ils les enterrèrent sur le sommet du plateau, à l'ouest et au midi.

Enfin, lorsque le vieil édifice païen s'écroula et que la croix civilisatrice s'éleva sur ses ruines, les Franks, devenant chrétiens, abandonnèrent les cimetières païens.

Ils placèrent à Saint-Sauveur leur nouveau cimetière, à côté de l'ancien, dans la partie du plateau située au nord de la chapelle, dont la construction, selon la tradition locale, remonterait aux premiers siècles du christianisme dans notre pays.

La présence au cimetière du Mont-Saint-Sauveur d'objets d'origine gallo-romaine et franke démontre à toute évidence, dès le IV^e siècle au moins, l'existence à Fallais d'un poste fortifié ou d'un établissement agricole assez important, qui a donné naissance au village actuel de Fallais. Malheureusement, depuis cette époque, on ne sait rien de son histoire, son nom n'apparaît qu'au milieu du XI^e siècle.





LES SEIGNEURS DE FALLAIS DE LA MAISON DE BEAUFORT.

Il serait bien difficile d'établir d'une manière certaine l'origine des premiers seigneurs de Fallais. Gramaye raconte que certains historiens les faisaient descendre, les uns de la maison souveraine de Limbourg, les autres de la maison d'Ardenne (1). Le continuateur des *Trophées de Wallant* de Butkens rapporte les mêmes versions, mais se penchant plutôt pour la dernière (2).

Malheureusement, ni l'un ni l'autre ne produisent aucune autorité à l'appui de leur opinion, dont la valeur est assez douteuse.

En l'absence de documents sérieux, nous ne rechercherons pas une origine dont on pourrait dire, avec le père Bartholet, dans un cas analogue, que *les ténèbres en sont plus qu'on n'y voit goutte* (3).

Il paraît, au témoignage du héraut d'armes LeFort, que le premier seigneur connu de Fallais était de la maison de

(1) GRAMAYE, *Antiquitates illustrissimi ducatus Brabantiae*; *Gallio-Brabantiae antiquitates*, page 47.

(2) *Supplément*, tome I, page 357.

(3) *Histoire de Luxembourg*, tome III, page 13, et tome IV, page 315.

Beaufort-sur-Meuse et qu'il apparut dans l'histoire vers le milieu du XI^e siècle.

Nous relaterons, mais sous les réserves les plus formelles, les noms des seigneurs de Fallais, antérieurs à la seconde moitié du XIII^e siècle, d'après les manuscrits de Le Fort et les recherches historiques faites, vers 1680, sur Fallais, par un greffier de la Cour seigneuriale, nommé Albert Gilkinet (1).

Ce n'est qu'à partir du XIV^e siècle que l'on peut établir la chronologie suivie des seigneurs de Fallais. Feu le généalogiste Goethals a fait, avant nous, l'histoire de la maison de Beaufort. Malheureusement, ce travail a paru trop suspect pour que nous ayons osé en tenir compte. Son examen critique devant entraîner trop loin, on relèvera seulement ici ses contradictions avec Le Fort, ainsi que les principales erreurs dans la filiation de la branche de Fallais, qui concerne spécialement notre sujet.

WAUTHIER DE BEAUFORT.

1044 — 1066.

Wauthier, comte et sire de Beaufort, seigneur de Gosne, Fillée et Spontin, haut-voué héréditaire de la ville et châtelain du château de Huy, est le premier seigneur connu de Fallais. L'évêque de Liège, Wazon, lui concéda, en 1044, la veille du jour de St-André, la terre de Fallais, au témoignage de Benoît de Lobbes, rapporté par Le Fort (2).

Il apparaît encore, en qualité de voué de Huy, dans une charte de l'an 1066, par laquelle l'évêque de Liège, Théoduin, accorde des privilèges au chapitre de la collégiale de

(1) Manuscrit appartenant à M. Dubois, conseiller à la Cour d'appel de Liège.

(2) LE FORT, 1^{re} partie, tome II, fol. 1 et 7.

Huy (1). Goethals rapporte que deux fils de Wauthier figurent au nombre des signataires de cette charte; il les nomme, l'un Herman de Huy, et l'autre Étienne de Fallais, d'après les textes de la charte publiés par Miræus et Galliot (2). Mais ces textes ne sont pas aussi explicites que voudrait le faire croire Goethals. Dans celui de Miræus, les deux signataires, désignés par ce généalogiste comme fils de Wauthier, sont nommés, l'un Herman de Heis, et l'autre, Stephanus de Fals.

Galliot les nomme Hermannus de Hoio et Stephanus de Falo. Rien n'indique que ces deux personnages, dont l'orthographe des noms diffère sensiblement, aient été les fils de Wauthier, comme Goethals l'affirme. Leur filiation n'étant rien moins que prouvée, nous n'en ferons pas mention ici. Wauthier de Beaufort avait épousé Hedwige de Looz, fille d'Othon, comte de Duras. Ils laissèrent :

1^o Hugues, comte et sire de Beaufort, seigneur de Gosne, Fillée, Spontin, haut-voué héréditaire de la ville de Huy, cité par le chroniqueur Benoît de Lobbes au nombre des seigneurs qui assistèrent, en 1071, à la bataille de Cassel, dans les rangs de l'armée de Richilde, comtesse de Hainaut et de Flandre. Il avait épousé Jutte, fille du châtelain de Cambrai, dont il eut plusieurs enfants.

2^o Fastré, qui suit.

FASTRÉ DE BEAUFORT.

1096.

Fastré de Beaufort, seigneur de Fallais, est cité par Le Fort au nombre des Liégeois qui prirent part à la première croisade, en 1096.

(1) GILLES D'ORVAL dans CHAPEAUVILLE, tome II, page 4.

(2) *Opera diplomatica*, tome I, page 352; *Histoire de Namur*, tome V, page 304.

Après sa mort, Fallais passa aux enfants et descendants de son frère Hugues, dont Le Fort a dressé le tableau généalogique ci-après, que nous reproduisons sans en garantir l'exactitude.

Malheureusement Le Fort n'a pas désigné les noms de ceux qui succédèrent, dans la seigneurie de Fallais, à Fastré de Beaufort, pendant le XII^e siècle, jusqu'à Rigauld I, en 1231.

Wauthier, comte et sire de Beaufort, Spontin, Gosne,
devint seigneur de Fallais en 1044.

Hugues, comte et sire de Beaufort. 1071.	Fastré de Beaufort, sire de Fallais.
---	---

Lambert, comte et sire de Beaufort, fondateur de l'abbaye de Solières en 1127.	Arnould, sire de Vierset, haut-voué de Huy, 1130.	Wauthier, châtelain de Huy, cité en 1127.	Hadewige, religieuse à Solières.
---	---	--	--

Rasse, comte et sire de Beaufort, mentionné en 1207.	Wauthier, chevalier.	Michel, chevalier.	Gobert, chevalier.
--	-------------------------	-----------------------	-----------------------

Arnould, comte et sire de Beaufort, cité en 1230 et 1232, vivait en 1243.	Rigauld I, cité en 1230, 1232, 1235.	Gilles. 1230, 1232, 1235.
--	--	------------------------------

Rase, comte et sire de Beaufort.	Rigauld II, cité en 1263, 1264, 1266.	Jean, seigneur de Gosne.
-------------------------------------	--	-----------------------------

RIGAUD I DE BEAUFORT.

1231, 1243 (?).

Fallais paraît avoir été, au moins en partie, l'apanage de Rigauld, Gilles et Wauthier de Beaufort, tous les trois chevaliers et frères cadets d'Arnould, comte et sire de Beaufort. Ils engagèrent en 1231, le lendemain du jour de Saint-Simon et de Saint-Jude, avec le consentement de leur frère aîné Arnould, les dîmes de Fallais et de Vieux-Waleffes, pour le terme de six ans, à l'abbaye du Val-Notre-Dame, près de Huy, en garantie d'un prêt de 120 marcs de Liège (1). Cette somme devait être remboursée à l'expiration de ce terme, entre le jour de Saint-André et celui de Saint-Jean-Baptiste.

Dans le cas où elle n'aurait pas été remboursée en temps utile, l'abbaye conservait la jouissance de la dîme jusqu'au remboursement intégral du prêt. A cette charte furent appendus seulement les sceaux d'Arnould et de Rigauld de Fallais, les deux autres n'ayant pas de sceaux particuliers.

Quelques années plus tard, Wauthier, un des compars, étant venu à mourir, ses deux frères, Gilles et Rigauld, demeurèrent seuls propriétaires, le premier de la moitié de la grosse dîme et le second de l'autre moitié de cette même dîme et, en outre, de la menue dîme de Fallais et de Vieux-Waleffes.

Par une charte faite en chapitre de Saint-Paul, à Liège, le lendemain du jour de Sainte-Marie-Madeleine 1243, Gilles et Rigauld de Beaufort, chevaliers, firent donation absolue de ces dîmes à l'abbaye du Val-Notre-Dame, sauf l'usufruit, qu'ils se réservaient (2).

(1) N° 1 des *Pièces justificatives*.

(2) N° 2 idem.

L'année suivante, au mois d'août 1244, Gilles de Beaufort, chevalier, châtelain de Durbuy, fit une nouvelle donation, avec le consentement de sa femme Helwide, de la moitié de la grosse dîme et du droit qu'il avait à la menue dîme de Fallais et de Vieux-Waleffes (1). Cette donation fut confirmée par Robert, évêque de Liège, dans le courant du mois d'août de la même année (2). Enfin, au mois d'août 1245, Gilles, chevalier, châtelain de Durbuy, renouvela encore cette donation, par une charte qui ne diffère guère de la précédente; seulement, il n'y fait plus mention de sa femme (3).

Il résulte de la comparaison de ces différentes chartes que Gilles de Beaufort et son frère Rigauld possédaient, chacun pour une moitié, la grosse dîme de Fallais et de Vieux-Waleffes. Le premier est bien le même que Gilles de Beaufort, devenu châtelain de Durbuy vers 1245 et propriétaire, lui aussi, d'une moitié de la grosse dîme.

Goethals a dédoublé ce personnage et ne s'est pas aperçu qu'il s'est mis en contradiction avec lui-même. En effet, il mentionne, sous la date de 1243, les donations des deux moitiés de la grosse dîme, faites par Rigauld et Gilles de Beaufort à l'abbaye du Val-Notre-Dame (4).

Il renseigne ensuite la donation à la même abbaye, en 1245, d'une troisième moitié (!) de cette dîme, par Gilles de Beaufort, châtelain de Durbuy, dont il fait un prétendu cousin germain des deux précédents.

Gilles de Beaufort, châtelain de Durbuy, laissa un fils, nommé Godefroid, cité à la date du 4 novembre 1268 (5), et resté inconnu à Goethals.

(1) N° 3 des *Pièces justificatives*.

(2) N° 4 idem.

(3) N° 5 idem.

(4) *Maison de Beaufort*, page 83.

(5) Charte originale du Val-Notre-Dame, aux archives de Liège.

Dans les différentes chartes dont nous venons de parler, Rigauld et Gilles ne sont pas désignés une seule fois en qualité de seigneurs de Fallais, mais seulement comme propriétaires des dîmes.

L'autorisation d'aliéner ces dîmes, accordée à Rigauld et Gilles de Beaufort, par Arnould, leur frère aîné, ferait supposer, avec quelque vraisemblance, que celui-ci était le véritable seigneur de Fallais.

Cependant, un record de la Cour seigneuriale de Fallais, daté du 23 décembre 1599, rapporte « que l'an 1243, le jour de Saint Cosme et Damien, messir Richard de Beaufort, chevalier, baron lhors dudit Fallaiz, auroit donné et conféré le droict de patronat et collation de la dite chapelle de St-Sauveur à reverend père en Dieu monsr. l'abbé de Floene (1). »

Goethals affirme que Richard ou Rigauld II de Beaufort, un des fils d'Arnould, était, en 1255, en possession de la seigneurie de Fallais, par succession de ses oncles Gilles, Rigauld et Otto.

C'est une erreur. Gilles de Beaufort n'a pas possédé cette seigneurie et n'a pu la laisser, avant 1255, à son neveu Rigauld II, puisque son fils et héritier naturel vivait encore en 1268 et avait, sans aucun doute, survécu à son père.

Quant à Otto de Fallais, nous n'avons trouvé aucune trace qu'il ait possédé des biens quelconques à Fallais.

Cette seigneurie n'a donc pu appartenir qu'à Rigauld I, oncle de Rigauld II, ou bien au père de celui-ci, Arnould, comte et seigneur de Beaufort.

La première version est la mieux établie et semble d'ailleurs la plus rationnelle.

A partir de ce moment, la chronologie des seigneurs de

(1) Cour de Fallais, Rôlés et Œuvres 1598 à 1601, fol. 82 v°.

Fallais se dégage des hypothèses et des obscurités; l'abondance des documents nous permettra de la suivre dorénavant sans interruption jusqu'à la Révolution française.



RICHARD II DE BEAUFORT.

1243 — 1275.

Richard ou Rigauld II, seigneur de Fallais après 1243, était un des trois fils d'Arnould, comte et sire de Beaufort, mentionnés par Hemricourt et Jean d'Outre-Meuse au sujet de la guerre de la Vache.

« Si vos diray comment, rapporte ce dernier chroniqueur (1), ilh avoit à cel temps trois freires très-nobles : Johans, Rause et Richars, chevaliers banneresse. Rause fut sire de Bealfors, deleis Huy, et Johans fut sire de Gonnes et Richars fut sire de Fallais, qui tant fut hardis et preux, et estoit cusins germains à ces III freires Loys, li sires d'Orchymont; ilhs estoient yssus de nobles sanc, si oient mult d'amis et tenoient grant terres et grand masnie ensi que petis contes. »

D'Hemricourt nous apprend (2) que ces trois frères portaient « ly sires de Beafor, d'or a une bande à dois ger-

(1) *Ly myreur des Histors*, tome V, page 405.

(2) *Miroir des nobles de Hesbøye*, édition de SALBRAY, page 247.

melles de geulles, ly sires de Falais et chilh de Gounes d'argent alle bende germelle et vermeille de geules et chilh de Chailes d'hermine alle bende germelle et vermeille, et chilh de Spontin sont assy de ce meisme lynages et crient tos *Beafor*. »

Le docteur Bovy, dans ses *Promenades historiques*, a rapporté une charmante légende au sujet de Richard II et de son prétendu mariage avec Maheal de Fumal, vers 1250. Nous reproduisons cette légende tirée, sans aucun doute, d'un roman de chevalerie, en faisant remarquer qu'elle est en contradiction complète avec les documents historiques contemporains (1).

« Vers l'an 1255, il y avait à Fallais un seigneur nommé Richard, chevalier banneret, fils du comte Arnold, sire de Beaufort-sur-Meuse. Jeune, aimable, galant et courtois, il intéressait tous les cœurs; mais Richard ne rêvait que joûtes, tournois et amours faciles; brave par tempérament et assez aventureux de caractère, sa vie se partageait entre les amusements guerriers et le *doux conté de flourettes aux dames*. Franc et loyal, il savait aussi faire preuve de dignité lorsque l'occasion s'en présentait : toujours prêt à rompre une lance en l'honneur d'une belle, le faible ou l'opprimé n'avaient pas moins de titres à la valeur de son bras.

» Tous ses vassaux auraient sacrifié leur vie pour lui, tant il était aimé !

» Durant les courses chevaleresques du baronnet, l'administration de ses domaines était confiée à son chapelain, le vénérable Ludger, qui n'usait du pouvoir remis entre ses mains que pour protéger l'innocence et soulager le malheur. Il visitait la chaumière du pauvre avec autant de plaisir que le manoir du riche. Mais si les vassaux de Fallais bénissaient leur seigneur et son vertueux représentant, il n'en

(1) Tome II, page 225.

était pas de même à Fumal, village situé à une demi-lieue plus bas que Fallais. Fumal était une petite seigneurie relevant de celle de Hosden (1) et appartenant à Jean l'Hoist (2), hobereau sans distinction et sans gloire, n'ayant de son époque que les vices et l'ignorance. Il passait tout son temps à boire, à faire bonne chère, à chasser et à tyranniser les paysans. Telles étaient ses habitudes brutales, bien qu'il eût pour compagne Mathilde, bonne et douce créature, issue de haut lignage, mais qui, restée orpheline, avait été sacrifiée à un hymen odieux parce qu'elle était pauvre ! Le fardeau d'un lien mal assorti était trop pesant pour cette âme délicate et tendre : ses jours s'éteignirent dans les larmes qu'elle versait en secret. En quittant la vie, elle n'eut d'autre regret que celui de laisser ses deux enfants sous la conduite d'un père vicieux.

» Marie, sa fille, trop jeune pour sentir ce qu'elle perdait par la mort de sa mère, fut remise aux soins de Marguerite, la suivante, ou plutôt l'amie fidèle de la défunte dame de Fumal.

» Des connaissances solides et étendues pour ce temps, un attachement sincère à la vertu, au devoir, à la vérité, des qualités aussi nombreuses que réelles, tout cela était caché sous la plus modeste simplicité, qui dérobait aux yeux du vulgaire le mérite de celle qui était chargée de former le cœur et l'esprit de la jeune Marie. Celle-ci décelait déjà toutes les perfections dont elle serait pourvue un jour. Marguerite l'aimait comme si elle eût été sa fille, et rien ne lui aurait coûté pour lui éviter une peine, un chagrin. Reléguées toutes deux dans la partie la plus reculée du vieux manoir, elles consacraient les longues heures des mois d'hiver à des pratiques de dévotion ou à l'étude de l'art, si

(1) GRAMAYE, *Ducatus Brabantiae*, sect. II, p. 58. (*Note de Bovy.*)

(2) *Miroir des nobles de Hesbaye*, édition de JALHEAU, p. 61.

précieux et si peu commun alors, de lire et d'écrire. Le printemps, en ramenant les beaux jours, procurait aux deux recluses des jouissances plus douces; les promenades dans les bois et dans les prés venaient les dédommager de leur long isolement. Ces plaisirs simples et vrais de la nature étaient les seuls qui eussent de l'attrait pour elles; car ceux du château, auxquels elles devaient parfois assister, n'avaient corrompu ni leur cœur, ni leur goût.

» Chaque année venait développer dans Marie une perfection nouvelle; sa taille s'élançait en prenant toutes les proportions de la beauté. Une simplicité noble dans sa toilette rehaussait encore tout ce que ses charmes avaient de séduisant; c'est ainsi qu'elle atteignit ses dix-huit ans sans se douter qu'elle réunissait tous les dons de plaire et de charmer.

» Philippe, son frère, était également bien partagé sous le rapport des formes extérieures; mais le défaut d'éducation et le mauvais exemple auquel il avait constamment été exposé avaient perverti de bonne heure ses dispositions naturelles. Enclin à toutes les passions désordonnées, sans avoir les moyens de les satisfaire, et pouvant à peine espérer d'hériter de son père le quart des biens que ses aïeux avaient possédés, il entra, cherchant fortune, au service de Henri de Gueldre. Mais, dans le commerce de ce prince, ses mœurs ne pouvaient que se corrompre de plus en plus; il n'en resta pas moins à sa cour et grossit le nombre de ses courtisans.

» Le châtelain de Fumal, quoique toujours fidèle à ses habitudes intempérantes, n'avait pas encore trouvé mauvais que sa fille se retirât dans sa chambre lorsqu'il s'abandonnait à ses excès de table; mais un nouveau commensal vint tout-à-coup ravir à la jeune Marie la tranquillité dont elle avait joui jusque-là.

» Nicolas Baldin, seigneur de Hosden (1), dont relevait Fumal, tout récemment arrivé des pays étrangers, n'en avait rapporté que les vices de la mauvaise compagnie qu'il y avait fréquentée. A peine atteignait-il son huitième lustre; on aurait pu dire qu'il était bel homme, si chacun de ses avantages n'eût porté les traces de la débauche et de la licence. Il vit Marie, et les charmes de la jeune vierge firent naître en lui des désirs criminels. Il les dissimula d'abord sous l'expression d'un sentiment délicat; mais ses visites à Fumal devinrent chaque jour plus fréquentes et durèrent plus longtemps. La similitude de goûts et de penchants et les prêts d'argent qu'il fit au vieux châtelain le rendirent bientôt indispensable à celui-ci; aussi parvint-il à exercer au manoir un pouvoir sans limites. Marie essaya timidement de représenter à son père toute l'inconvenance de cette influence étrangère; mais ses tentatives réitérées furent suivies d'un si mauvais succès qu'elle se vit obligée d'y renoncer et de se soumettre patiemment au joug que Baldin imposait à tous les habitants du château. Importunée de ses assiduités, elle ne recevait ses déclarations, qui le lui rendaient plus haïssable encore, qu'avec mépris; mais *advint que, à rage d'orgueil humiliers se joignit fureur d'amour en le cœur de syr Collard* (2).

» On était arrivé à cette époque de l'année qui ramenait la fête de *la Jetée de la poire*, toujours impatiemment attendue par les habitants du canton.

» A un mille de distance de Fumal, à la rive gauche de la Méhagne, entre Fallais et Vieux-Waleffes et les hameaux de Pitet et de Drée, est une vallée au milieu de laquelle se trouve une roche de diorite, dont la base, vers l'est, est baignée par le ruisseau de Toulitia, qui va se jeter un peu

(1) *Miroir des nobles de Hesbaye*, édition de JALHEAU, p. 61.

(2) Collard ou Nicolas. (*Note de Bovy.*)

plus loin dans la Méhagne, en-dessous de Fallais. Au sommet de cette roche s'élevait la chapelle Saint-Sauveur. C'était en cet endroit que se terminaient les juridictions de Fallais et de Warnant, et que les autorités de ces deux communes se réunissaient afin de procéder à la fixation, pour l'année, de leurs limites respectives, restées incertaines. Avant toute chose, on célébrait une grand'messe à laquelle assistait un peuple innombrable. Le service divin terminé, des fanfares faisaient retentir l'écho des bois et des vallons; les bannières ondoyantes de Fallais et de Warnant se déployaient et venaient se placer sur le bord du rocher, à côté d'un jeune homme bariolé de rubans, choisi parmi les plus robustes de l'une des deux juridictions. On présentait à ce jeune homme, sur un plat, un morceau de poire ou de pomme coupé en rond; il lançait l'un ou l'autre au loin de toute la force de son bras. Le point où tombait ce projectile désignait, pour cette année, la délimitation des deux communes (1).

» Ce n'était pas la cérémonie de *la Jetée* seule qui attirait un si grand concours de monde dans ce lieu; la dévotion y était pour la plus grande part; ce jour était solennisé par le pèlerinage à la Vierge de la chapelle. Il était rare que la puissante intercession de la mère de Dieu ne fit pas exaucer les prières des fervents visiteurs. Celui qui avait une grâce spéciale à obtenir du ciel, la demandait par une neuvaine, acte de dévotion ainsi nommé, non parce qu'il aurait compris un espace de neuf jours consécutifs, mais parce que le suppliant s'associait huit personnes qui unissaient leurs prières aux siennes avec identité d'intention.

» L'esprit de ce siècle confondait parfois tous les rangs et tous les cœurs quand il s'agissait de certaines pratiques

(1) Qui croirait que cet usage n'a cessé qu'à l'entrée des armées républicaines dans notre pays? (*Note de Bovy.*)

religieuses. C'est ainsi que l'on voyait réunis, à la chapelle Saint-Sauveur, les Lardinois de Famelette, les Ameil de la Tour de Warnant (1), les Villers de Waleffe, les Helin de Latinne, les Buisson de Pitet et quantité d'autres familles titrées des environs.

» Dans cette agréable journée, tout respirait la joie et le plaisir. Dès avant le lever du soleil, les jeunes garçons et les jeunes filles se trouvaient à la porte du castel de Fumal. Marie, vrai modèle de la plus douce piété, marchait avec Marguerite à la tête de la procession, suivie de huit jouvencelles associées aux vœux qu'elle allait porter aux pieds de la reine du ciel.

» Après avoir passé le pont de la Méhagne, arrivés sur la *Rochette*, pèlerins et pèlerines, rosaire à la main, entonnaient des cantiques sacrés, dont la douce mélodie était répétée par les coteaux d'alentour; et, toujours chantant, la procession cheminait vers la vieille chapelle. A mesure que les pèlerins avaient satisfait à leurs vœux, ils descendaient de la montagne St-Sauveur pour se répandre dans la vallée, où le reste de la matinée et une partie de l'après-midi étaient consacrés à des fêtes et à des amusements variés. Marie paraissait au milieu des jeunes filles de sa condition, comme si elle en eut été la souveraine. Malgré la touchante expression de bonté répandue dans ses traits et dans ses manières, une sorte de dignité, qu'elle-même ne se connaissait pas, empêchait les damoiseaux des castels voisins d'être aussi à leur aise avec elle qu'avec ses compagnes de pareil lignage. A dire la vérité, aucun de ces jeunes gens ne lui plaisait assez pour avoir fait sur elle une

(1) L'an 1327, le bourgmestre Andricas, à la tête des Liégeois et des Tongrois, alla abattre cette tour de Warnant, qui appartenait alors au bailli de Moha. — *Miroir des nobles de Hesbaye*, édition de JALHEAU, page 261. (*Note de Bovy.*)

impression qui lui fit souhaiter moins de retenue de leur part ; mais il survint un chevalier qui n'avait besoin que d'être vu pour faire naître le désir d'obtenir de lui quelque chose de plus qu'une simple politesse.

» Le sire Richard de Fallais qui, dans l'intervalle de ses courses belliqueuses, *petite demourance* faisait en son *chateau*, était arrivé la veille du pays de France, où il avait été assister aux fêtes données par les Parisiens au saint roi Louis, tout récemment revenu de la croisade (1254). Apprenant que *la Jetée* avait lieu le lendemain même, il se rendit à la vallée St-Sauveur. Sa présence y produisit une sensation d'autant plus grande qu'elle était imprévue et qu'il était aimé de tous avec enthousiasme. Ayant répondu avec affabilité aux félicitations naïves que lui adressaient les principaux de ses vassaux sur son retour inespéré, il accueillit ses nobles voisins avec une aisance si distinguée que l'émotion de Marie fut portée au plus haut point : « Eh quoi ! se dit-elle, serait-ce bien là ce Richard dont j'ai entendu dire tant de mal par les convives de mon père ? » Lorsqu'il s'approcha d'elle en lui présentant la main pour la conduire à la danse, ses joues se couvrirent du plus vif incarnat : elle hésita, mais bientôt elle céda à l'invitation, et le sire de Fallais sentit la main de la jeune fille tressaillir dans la sienne. Soit respect, soit admiration pour la créature céleste qu'il avait en ce moment sous les yeux, il sembla d'abord partager son embarras. Mais se sentant, pour la première fois de sa vie, le cœur véritablement *féru d'amor*, il finit par lui adresser des paroles qui peignaient un sentiment auquel Marie ne put se méprendre, quoique jamais elle n'eût entendu semblable langage. Vivement émue, à peine pouvait-elle respirer ; elle n'osait exprimer que par de timides regards une partie de ce que son âme éprouvait. Ils ne se quittèrent pas de toute la journée, et lorsqu'il fallut se séparer, Richard resta convaincu que

oncques ne pavoit soy départir d'aimer li tant belle Maheal, et Maheal point ne fallit d'aperchuer le tant doux regardais de preux bannerez.

» Marie, rentrée dans son manoir, fit de tristes comparaisons entre ceux qui l'habitaient et l'homme séduisant qu'elle venait de quitter. L'image et les paroles de Richard étaient gravées dans son souvenir; elle ne cessait de s'en entretenir avec Marguerite, et celle-ci, en l'écoutant avec complaisance, lui prédisait de la meilleure foi du monde que la neuvaine faite à sa patronne de la chapelle St-Sauveur lui procurerait sa délivrance prochaine du dur esclavage dans lequel elle vivait.

» Cependant sa situation, bien loin de s'améliorer, devenait chaque jour plus insupportable. Baldin ne conservait plus aucun ménagement : il disposait de tout en maître impérieux au château de Fumal, maltraitant ou chassant les valets à son gré, pour les remplacer par ses créatures. Si au moins les douleurs de Marie n'avaient eu que cette cause ! mais, exposée au spectacle dégoûtant d'une débauche effrénée, elle devait encore entendre les propos déplacés de l'opresseur de sa maison, qui finit par lui déclarer avec insolence « qu'elle serait sa femme en dépit d'elle-même et de tous les sires de Fallais présents et à venir, et qu'elle pouvait être sûre *que peregrinaige plus ne feret . . .* » Ce méchant homme avait été transporté de rage en apprenant les assiduités dont Marie avait été l'objet à la vallée St-Sauveur.

» Le châtelain de Fumal, parvenu à un tel état d'abrutissement qu'il ne connaissait plus que la table et le lit, et n'ayant plus d'autre volonté que celle qui lui était suggérée par son indigne compagnon, il ne fut pas difficile à celui-ci d'en obtenir un consentement formel à ce qu'il épousât sa fille sous le plus bref délai, et que le mariage se fit à Hosden, localité plus convenable, disait-il, à l'éclat qu'il voulait donner à cette cérémonie.

» Baldin resta trois jours absent de Fumal. Le soir même de son retour, il entra dans l'appartement de Marie pour lui annoncer que son père lui ordonnait de se tenir prête à partir le lendemain matin sous son escorte pour Hosden, où un prêtre les attendrait pour les unir. « Point de larmes, ajouta ce méprisable seigneur; elles sont inutiles. Ainsi le veut votre père; soyez docile à ce que l'on exige de vous; autrement, on saura employer la force. Quant à vous, Marguerite, continua-t-il en s'adressant à la digne suivante, ma femme n'ayant plus besoin de vos services, vous pouvez vous en aller ». Si l'être faible, mais vertueux, sait supporter les outrages avec une résignation que les âmes vicieuses prennent souvent pour de la mollesse, il est aussi des occasions où il sait retrouver de l'énergie quand il s'agit de défendre l'opprimé et de le protéger contre les atteintes des méchants. « *Vas m'en aller, sire, répartit Marguerite, mais saurai trouver loyal chevalier qui tôt punira votre outrecuidance.* » Baldin jeta sur Marguerite un regard de mépris et lui tourna le dos. « *De par la mort du divin Sauveur, point ne faillirai en mon perage* », s'écria la courageuse suivante en embrassant sa désolée maltresse. « Ayez confiance en Dieu, mon enfant, il ne vous abandonnera pas; ma sainte patronne accompagnera mes pas. » *Las, la povrette avait perdu pensé d'espoir, plus ne volait que plourer et mourir.* Cependant le ton inspiré de sa protectrice fit briller dans le cœur de Marie un faible rayon d'espérance.

» Malgré l'heure avancée de la nuit, Marguerite sortit du château par une petite porte qui donnait sur le cimetière de l'église et dont on ne soupçonnait pas qu'elle pût avoir la clef. Soutenue par le sentiment d'une affection toute maternelle, elle traversa le bois du *Point-du-Jour*, non sans faire *moult signes du chrétien*, en se recommandant à tous les saints; car en ce temps, comme à présent, on racontait de cet endroit des choses effrayantes ! Elle arriva haletante à

Fallais, dans la cabane d'une bonne veuve, son amie, qui avait un fils attaché à la vénerie du château et à laquelle elle confia le but de son voyage. La prévoyante fille s'étant munie de ce qui était nécessaire pour écrire, elle se hâta de tracer ces lignes : « Sur qui l'infortunée damoiselle de Fumal » pourrait-elle jeter les yeux pour obtenir du secours, si ce » n'est sur le noble Richard de Beaufort ? Demain matin, » sire Baldin l'emmena par violence à son château de » Hosden ! Elle est perdue si vous ne venez à son aide ; » délivrez-la des mains de ce félon, noble chevalier, et Dieu » récompensera votre courtoisie. »

» Au soleil naissant, la bonne veuve était à la porte du château de Fallais, criant qu'on lui ouvrit. Bien connue des gardes, on ne fit aucune difficulté de baisser le pont et de se charger de son message, qu'elle assurait être très-pressant ; il fut porté au lit du châtelain. Sire Richard pouvait être fort noble et vaillant ; mais toute sa science en écriture consistait à savoir appliquer son seing au bas d'un cartel ; son chapelain lui fit lecture du billet. « Par foi de loyal chevalier et Dieu aidant, irai te venger, douce Marie ! » s'écria Richard en se précipitant de son lit ; et soudain, après s'être revêtu de son armure, il monte sur son palefroi : un seul écuyer le suit ; il franchit les ponts du château, et galope vers Fumal, en suivant le chemin de la rive droite de la Méhagne, qui conduisait aussi à Hosden. Arrivé à la *Bruyère du tilleul*, il voit venir de loin un chevalier armé de pied en cap, à la tête de quatre hommes d'armes escortant une litière fermée, portée par quatre paysans. A cette vue, le sire de Fallais fait bondir son coursier ; il joint la caravane et crie d'une voix tonnante : « Arrête, Baldin, et réponds : quelle est la personne que tu conduis là ? — De quel droit le sire de Fallais se permet-il d'arrêter ma marche, et que lui importe qui je conduis ? — Cela m'importe beaucoup et, de par saint Georges, je le saurai ! »

Et à l'instant, s'approchant de la litière, Richard veut en lever les stores. Des gémissements et des cris s'en échappent : « Au secours, Richard ! sauvez la malheureuse Marie ! » — « Tu l'entends, Baldin ; c'est la voix de la fille de l'Hoist de Fumal qui invoque l'appui de mon bras ; jamais femme outragée ne m'a fait un appel en vain. » — « Elle est ma fiancée, dit le sire de Hosden, tremblant de colère ; je l'ai obtenue de son père, je ne la céderai qu'avec la vie. » Et l'énergique chevalier, s'appuyant sur ses étriers, court sur Richard, la lance en arrêt. Celui-ci écarte le fer d'une main et de l'autre assène à Baldin, sur le heaume, un coup de gantelet qui le fait rouler sur le sable tout étourdi. Les hommes de sa suite, intimidés, se mirent à relever leur maître et le reconduisirent à Hosden, où il eut le temps d'exhaler sa rage impuissante. Alors Richard commanda aux porteurs de la litière de marcher droit à Fallais, s'ils ne voulaient que son écuyer leur brisât les côtes du bois de sa lance.

» Chemin faisant, Marie ne pouvait exprimer sa reconnaissance à son libérateur que par des larmes ; mais celles qu'elle versait dans ce moment n'avaient rien de pénible : elle éprouvait la plus douce satisfaction en se voyant délivrée par le seul homme auquel il ne lui répugnât point de devoir un service. Arrivée à Fallais, elle eut le bonheur de se trouver dans les bras de sa seconde mère ; l'une et l'autre étaient transportées de joie. Richard contemplait avec ravissement les charmes et la sensibilité de l'unique femme qui eut su toucher son cœur, quand le vénérable mais austère chapelain vint interrompre son extase, en lui représentant que la damoiselle de Fumal ne pouvait prolonger son séjour à Fallais sans imprimer une tache à sa réputation. « Vous avez raison, Ludger, répartit » le baronnet avec dignité ; l'épouse que j'ai choisie doit » être pure comme la rosée d'un beau jour. » S'appro-

chant de la jeune fille, il lui dit d'un ton solennel : « C'est
» en présence de ce digne ecclésiastique et de votre hono-
» rable institutrice que je vous tiens le langage d'un franc
» et loyal chevalier. *Si vous y consentez et que cela vous*
» *agrée, je vous prends pour épouse.* » Cette déclaration
inattendue, qui, en comblant les secrets désirs de Marie, la
plaçait au rang des plus grandes dames du pays, ne l'em-
pêcha pas de résister en cet instant au penchant de son
cœur. « Seigneur, lui dit-elle avec une noble modestie, je
» sens tout le prix de l'honneur de vous appartenir. Ce n'est
» pas assez de m'avoir sauvé de l'infamie; vous voulez
» m'élever jusqu'à vous; mais il est dans les convenances
» de votre rang que votre choix ne tombe point sur une
» vassale de votre suzeraineté : il doit tomber plutôt sur
» une jeune fille de comte ou autre dame de haut lignage.
» — Damoiselle, lui répliqua le sire, j'admire la délicatesse
» de votre caractère et la courtoisie de vos paroles; mais
» plus qu'auparavant j'aspire à devenir votre époux.
» Octroyez-moi donc amour pour amour, et que le don de
» votre main en soit le gage. Vous allez partir avec Mar-
» guerite, dans la compagnie du révérend Ludger, pour
» l'abbaye de Solière, fondée par mes ancêtres (1). Vous y
» serez reçue par l'excellente abbesse, qui aura pour vous
» tous les égards dus à votre mérite et à l'affection qu'elle
» m'a toujours témoignée. J'emploierai le temps du court
» séjour que vous ferez dans ce monastère à aller prévenir
» de mon mariage le comte de Beaufort (2) et le chevalier
» Jean, sire de Gosne, mes frères. J'irai aussi parler à
» votre malheureux père; quant à Philippe, son fils, nous
» verrons s'il est possible de l'arracher aux séductions de

(1) Fondée en 1127, par le comte Lambert de Beaufort, bisafeul de Richard. (*Miroir des nobles*, édition de JALHEAU, page 81.)

(2) *Miroir des nobles de Hesbaye*, édition de JALHEAU, page 281.

» la cour de Monsieur de Liège. Adieu, ma belle fiancée, » pensez à moi. » Marie partit pour Solière avec toutes les liesses de la terre et du paradis dans le cœur.

» Le châtelain de Fumal, par suite de son intempérance, était tombé dans un état d'imbécillité qui lui ôtait jusqu'au moindre reste d'intelligence. Sa mort, qui survint peu de temps après, fit couler les pleurs de sa fille comme si elle n'avait pas eu à lui reprocher les plus durs procédés envers elle. Le temps de son deuil étant expiré, les jeunes fiancés furent unis avec grande pompe dans l'église de Fallais; tous les habitants de la vallée de la Méhagne firent monter leurs vœux au ciel pour ce noble couple, qui leur assurait paix et bonheur. »

Comme nous l'avons dit précédemment, cette légende ne correspond en aucune manière aux documents authentiques du temps.

Il a été établi que Rigauld I de Beaufort était encore en 1243 seigneur de Fallais; son neveu Rigauld II n'a pu lui succéder qu'après cette date et probablement vers 1250.

Rigauld II était déjà marié à l'époque où il devint propriétaire de Fallais. En effet, il est mentionné, avec sa femme et ses enfants, dans une charte de l'an 1263, par laquelle il fait donation des dîmes grosse et menue de Fallais et de Vieux-Waleffes à l'abbaye du Val-Notre-Dame.

Dans une autre charte, datée du *tiers jours de Saint-Jacques, en fenalmois 1266*, Rigauld II, seigneur de Fallais, et Madame Braimonde, sa femme, font une nouvelle donation de ces mêmes dîmes à l'abbaye du Val-Notre-Dame, pour en jouir après leur décès (1).

Les donateurs réservaient cependant huit muids d'épeautre pour la chapelle castrale de Fallais et vingt muids pour la chapelle de l'église du Val-Notre-Dame, où ils avaient

(1) N^{os} 6, 8 et 9 des *Pièces justificatives*.

choisi leur sépulture. Ils spécifiaient, en outre, que leurs filles, religieuses au Val-Notre-Dame, jouiraient leur vie durant de la menue dîme, qui devait, après leur mort, appartenir à cette abbaye.

Au nombre des témoins à cet acte figurent Maheau, fille; Rigauld et Colignon, fils des donateurs (1).

Il résulte de cette charte que la femme de Rigauld II s'appelait Braimonde et, selon Le Fort, de Brialmont.

Elle avait rendu son époux père de cinq enfants, dont deux étaient religieuses au Val-Notre-Dame en 1266 et sont nommées Marie et Clémence dans une charte de l'an 1281 (2). Si l'on considère que les trois autres enfants, témoins à la charte de 1266, devaient avoir l'âge de dix-huit à vingt-un ans, pour figurer dans un acte public, on doit admettre que les deux religieuses étaient, à ce même moment, âgées au moins de vingt-deux à vingt-quatre ans.

Le rapprochement des différents âges des enfants et des dates de ces chartes fait remonter, sans aucun doute, le mariage de Rigauld II avec Braimonde à vingt-cinq ans avant l'année 1266, c'est-à-dire vers 1241, époque à laquelle celui-ci n'était pas encore en possession de Fallais.

Il n'est donc pas le héros de la légende rapportée par Bovy et il n'a pu épouser Maheal de Fumal en 1255.

Goethals attribue très généreusement trois femmes, au lieu d'une, à Rigauld II de Fallais : Marie de Hamal, dite de Brialmont (selon Le Fort), inhumée au Val-Notre-Dame, Maheal de Fumal, enfin Braimonde (3).

(1) Le sceau de Rigauld de Beaufort, apposé à cette charte, représentait un écu chargé d'un lion couronné, accompagné de cette inscription : *Sigillum Rigaldi militis de Beafor*. Richard de Beaufort modifia dans la suite son sceau et adopta, selon de Hemricourt, la bande coticée de gueules.

(2) N° 10 des *Pièces justificatives*.

(3) *Maison de Beaufort*, page 91.

Ce généalogiste, usant d'un procédé qui lui est familier, a dédoublé Braimonde; il en a fait deux femmes, sans avoir égard à la ressemblance des noms, souvent estropiés dans les chartes. A la première, il attribue trois enfants, Maheal, Rigauld et Colignon, et deux à la seconde, Clémence et Marie. Si Goethals avait examiné attentivement les chartes de donation des années 1266 et 1281, il aurait vu que les cinq enfants partagés par lui entre deux femmes, étaient tous enfants de Braimonde, seule épouse connue de Rigauld II dont l'existence soit bien constatée et prouvée par ces chartes.

Le mariage de Rigauld avec Maheal de Fumal étant absolument écarté, il faut attribuer à Madame Braimonde une légende très-suspecte, racontée par Jean d'Outremeuse, et dans laquelle Henri de Gueldre joua un bien vilain rôle (1).

(1) « L'ain XII^e et LIX, avoit à Falais I sangnour qui avoit à nom mesire Richars, qui avoit I mult plaisant femme cuy l'évesque Henri estoit mult convoitant, car che estoit la plus belle de cuy ons sawist parler, et portant l'évesque Henris alloit sovent boire et mangier deleis mesires Richars et sa femme por l'amour qu'ilh avoit à la damme. Si avint que I jour seioit à tauble, et deleis li mult de gentils gens qui li aloient parlant de ses amours. Là soy gardat male li évesque, car ilh s'alat vantant que dedens XXII mois avoit-ilh eut et engenreit XIII enfans, tous baptiziés as sains fons. Et là fist-ilh de mesire Richart prevost de Bulhon, et li dest que lendemain ilh y allast, car li besogne y estoit. Richards n'y allat mie, ains demorat deleis sa damme por lée gardeir del évesque Henri, car ilh avoit aparchuit l'amour que l'évesque avoit à sa femme, mains la damme n'y avoit pris garde. — Mains l'évesque, quant ilh quidat que Richard en fust alleis, si vint al thier jour brochant à Falais; si trovast Richart, se li demandast por quoy ilh n'estoit aleis à Bulhon, et chis li respondit: « A Bulhon ne venray, ains garderay ma damme de vos mains. J'ay bien aparchuit che que vos aveis enpensé. »

» Richars li dest: « Beais sire, bien say che que vos cachiés; soies segure que ma damme n'areis mie. La vostre prevosteit suy ychi

La réputation de beauté de la dame de Fallais, dit Jean d'Outremeuse, avait attiré l'attention de Henri de Gueldre, évêque élu de Liège (1). Celui-ci, dans ses nombreuses courses en Hesbaye, venait souvent demander l'hospitalité au seigneur de Fallais, dans l'espoir de pouvoir réussir dans ses criminels projets.

Dans le courant de l'année 1259, l'élu, dînant un jour, en nombreuse compagnie de gentilshommes, au château de Fallais, s'oublia au point de se vanter d'avoir procréé quatorze bâtards dans les vingt-deux mois qui venaient de s'écouler. Ensuite, emporté par la folle passion qu'il ressentait pour la dame de Fallais, il donna la charge de prévôt de Bouillon à messire Rigauld, dans le but de l'éloigner de celle-ci, et lui enjoignit de se rendre dès le lendemain à son poste.

Mais Rigauld avait remarqué le manège de l'odieux prélat; il n'eut garde de donner dans le piège qui lui était tendu, et resta tranquillement chez lui.

Trois jours après, Henri de Gueldre revint à Fallais; il

renunchans riches hons suy asseis, portant ne vos say greis de vostre don. »

» Quant l'évesque l'entendit, si fut corochiet, si soy partit de là en jurant Dieu qu'ilh abateroit le castel de Falais, et l'assegat dedens XV jours là après à grands gens d'armes; mains cascon se moquoit de l'évesque, et fut chis fais si publiis que cheaux de Huy envoient al évesque, en priant qu'ilh traitiast leur frans bourgeois, mesire Richars, par loy, ou autrement ilh seroit dessegiet. Quand li evesque entendit chu si en oit vergongne, si est dessegies et Richars, qui s'apoiot aux fenestres, li dest par grant solas: « Monsangnour, vous en aleis, et don Richars vos lasiés chantant en sa geolle deleis la belle damme seant que avoir voliés. » Et l'évesque s'en vat, se ne respont riens et est revenus à Liège ». *Mireur des Histors.*, tome V, p. 352.

(1) Henri de Gueldre, avant qu'il fût sacré évêque en 1259, était qualifié seulement *élu de Liège*. (Hocsem dans CHAPEAUVILLE, tome II, page 292.)

fut bien désagréablement surpris d'y trouver encore messire Rigauld, qu'il croyait parti pour Bouillon.

L'écu lui ayant demandé pourquoi il ne s'était pas rendu, selon ses ordres, dans sa prévôté, messire Rigauld lui répondit simplement : que non-seulement il n'irait pas à Bouillon, mais qu'il resterait au contraire à Fallais, pour garder Braimonde contre ses indignes entreprises ; au surplus, qu'il renonçait à la charge de prévôt, étant suffisamment riche pour se passer de faveurs.

Henri de Gueldre, furieux d'avoir été joué, quitta Fallais en jurant d'abattre le château. Il chercha bientôt à mettre ses projets à exécution et vint, quinze jours plus tard, à la tête de nombreux hommes d'armes, mettre le siège devant Fallais.

La conduite de l'écu étant parvenue à la connaissance des Hutois, ceux-ci le prévinrent qu'il eût à traiter messire Rigauld, comme franc-bourgeois de Huy, selon la loi du pays, sinon ils iraient au secours de leur confrère, pour le défendre contre toute agression.

Henri de Gueldre, honteux et confus, abandonna le siège, non sans essayer un dernier adieu railleur de messire Rigauld, qui, appuyé à une fenêtre du château, assistait à son départ : « Vous vous en allez, Monseigneur, et vous laissez messire Rigauld dans sa prison, auprès de la belle dame que vous vouliez lui ravir. »

L'écu ne répondit rien et retourna à Liège.

La véracité de cet épisode paraîtra bien contestable, si on considère qu'en 1259, la dame de Fallais était déjà mère de cinq enfants, dont l'aîné était âgé au moins de dix-huit ans.

Ce n'était plus à l'âge où dame Braimonde était arrivée qu'elle pouvait inspirer une passion bien vive à un personnage aussi blasé que l'était Henri de Gueldre.

Si cet épisode est fort douteux et doit, selon nous, être

relégué parmi les innombrables contes romanesques dont le bon Jean d'Outremeuse est par trop prodigue en ses chroniques, il est cependant certain que Fallais fut assiégé par Henri de Gueldre à l'époque de ses démêlés avec le Brabant.

Après la mort de Henri III, duc de Brabant, en 1260, plusieurs de ses proches parents, entre autres Henri de Louvain, sire de Gaesbeeck, se disputèrent la tutelle de ses enfants mineurs (1).

Le comte Otton de Gueldre et son frère Henri, évêque de Liège, furent d'abord appelés, par les États du duché, pour prendre le gouvernement du Brabant, en qualité de tuteurs des enfants. Mais peu après, en 1265, les mêmes États, d'accord avec la duchesse douairière Aleyde, les remercièrent de leurs bons offices et désignèrent, en leur lieu et place, Godefroid, sire de Perwez, de la maison de Brabant, et Wauthier Berthout, avoué de Malines.

Henri de Gueldre, vivement froissé d'avoir été écarté du gouvernement du Brabant, chercha toutes les occasions possibles de faire la guerre à la duchesse Aleyde (2).

Fallais lui en fournit le prétexte.

Cette seigneurie était déjà, à cette époque, selon Jean van Heelu (3), un fief relevant du Brabant, tandis que

(1) BUTKENS. *Trophées de Brabant*, tome I, page 279.

(2) Id. Id. id. id. page 282.

(3) *Proelium Woeringanum*, etc. Bruxelles 1691, page 5. — *Bymchronyk van Jan van Heelu*, publié par Willems, pages 13 à 15.

Die bisscop Heinric, ende van Gelre
Die grave, sijn broeder, waren felre
Jeghen Brabant altoes,
Om dat mense montbore niet en coes;
Daer bi die bisscop Heinric
Hilt over al weder bic
Op die van Brabant, waer hi conste.

l'évêque de Liège et le chapitre de Saint-Lambert prétendaient qu'elle était du domaine de l'église de Liège. Henri de Gueldre, après avoir vainement tenté de l'acquérir, voulut s'en emparer de vive force et alla planter le piquet devant la forteresse.

Mais Walter Berthout rassembla rapidement une nombreuse armée, avec laquelle il se porta au secours de la place assiégée.

Il était à peine arrivé à Hannut lorsqu'il apprit que l'évêque avait levé le siège et décampé sans oser l'attendre. Ce nouvel échec n'était pas fait pour diminuer la haine que ce dernier portait à la duchesse de Brabant et au sire Berthout. Mais ceci n'est plus de notre sujet.

Nu hoort, wie hijs ierst begonste
Op hen te wrekenen sijn vernoy.
Falais, tusschen Hannut ende Hoy,
Behoort ten leene van Brabant :
Dat hadde hi te siere hant
Vercregen gherne, hadde hi gemogen.
Daer quam hi vore ghetogen,
Ende belaeght met herecrachte.
Dat casteel hadde mure ende grachte,
Dat een stücke mochte verbeiden.
Her Wouter Berthout dede bereiden
Al Brabant hier en binnen,
Bi rade der hertoghinnen,
Ende deedse alle trekken uut,
Torsse ende te voet. Eer si te Hanuut
Quamen, met haren here,
Was gherumet, sonder ghewere
Ende sondere vrede, ende sonder pays,
Die bisscop weder van Falays;
Want hine dorste niet langer letten,
Doen hi wiste datten ontsetten
Her Berthout woude, metten lande
Van Brabant.

Rigauld de Beaufort apparaît ensuite dans une charte de la duchesse Aleyde, datée de 1264, *le jour del Ascension, à Lovaingh, devant le casteal*, par laquelle elle déclare que la paix a été faite devant Henri, évêque de Liège, entre Guillaume et Baudouin de Bergynes, Iwin de Flepe et Nicolas Dudengyen, reconnus coupables d'avoir assassiné Godefroid et Jacques de Flepe, et leur lignage, d'une part; Jacques de Clermont, oncle maternel des victimes, et Arnould de Flepe, leur oncle paternel, et leur lignage, d'autre part; à condition que les quatre meurtriers susdits prendront la croix et se rendront en Terre-Sainte. Ils ne pourront en revenir que si Jacques de Clermont ou Arnould de Flepe les rappellent. En cas de mort de Jacques de Clermont, ses pouvoirs passent à Jean de Beaufort, son oncle, puis à *messire Rygaulx de Bealfort, sire de Falaix*, et ensuite au plus proche parent de son lignage. Les pouvoirs d'Arnould de Flepe passeront à Arnould de Walehain, son frère, et ensuite à son plus proche parent.

Cette charte fut scellée par la duchesse de Brabant, l'évêque de Liège, les abbés d'Affligem, de Saint-Trond, de Parck et plusieurs gentilshommes de Brabant (1).

La guerre civile désola presque continuellement le Brabant pendant la minorité des jeunes princes, enfants de Henri III. La duchesse douairière craignait de voir son fils aîné Henri, à qui revenait de droit la souveraineté du Brabant, prendre le pouvoir en mains.

Ce prince était d'une santé trop débile et d'une intelligence trop bornée, pour qu'on pût le laisser à la tête du gouvernement, dans des circonstances aussi difficiles. La duchesse, sa mère, désirait le voir renoncer à la couronne, au profit de son frère puîné Jean. Celui-ci réunissait toutes les qualités désirables chez un prince.

(1) Manuscrit VAN DEN BERCH, fol. 145, à l'Université de Liège.

Ce projet, après avoir été contrarié pendant quelque temps par les habitants de Louvain, reçut son accomplissement dans une assemblée des États de Brabant, réunis à Cortenberg (1), et composés de Nicolas, évêque de Cambray; Henri, abbé d'Affligem; Bernard, abbé de Villers; Allard, abbé de Parck; Isabelle, abbesse séculière de Nivelles; Baudouin d'Avesnes, seigneur de Beaumont; Wauthier, seigneur d'Enghien; Wauthier Berthout, seigneur de Malines; Arnould, seigneur de Wesemael; Arnould, seigneur de Walhain; *Raygnaldus, dominus de Falays*, de plusieurs autres gentilshommes et de députés des villes de Brabant.

Le duc Henri, accompagné de sa mère et de ses frères Jean et Godefroid, comparut à cette assemblée et renonça, spontanément et sans contrainte, à tous les droits qu'il avait à la couronne de Brabant et de ses dépendances en faveur de son frère Jean. Il déclara, en outre, ses vassaux relevés de l'hommage qu'ils lui avaient prêté.

Jean fut ensuite solennellement reconnu duc de Brabant, ainsi qu'il résulte des lettres délivrées par l'évêque, les abbés et les nobles formant les États de Brabant, datées de Cambray, le 17 mai 1267. (2).

L'intervention de Rigauld de Beaufort à cette dernière chartre est un argument décisif à l'appui des assertions de Van Heelu et, après lui, de tous les historiens brabançons qui désignent Fallais comme fief de Brabant avant la Guerre de la Vache.

Si Rigauld avait été sujet de l'évêché de Liège, il n'aurait certes pu assister à un acte aussi important que celui

(1) VAN HEELU, *Rymkronyk*, pages 23 et 24; BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome I, pages 282, 283.

(2) DE DYNTER, *Chronica nobilissimorum ducum Lotharingæ et Brabantiae*, tome II, pages 419 à 423.

BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome I; *Preuves*, page 101.

dont nous venons de faire mention, et dans lequel il figurait en qualité de membre des États de Brabant.

Il est certain, malgré tout ce que les historiens liégeois pourront prétendre au contraire, que Fallais était, à cette époque déjà, fief brabançon ; le témoignage contemporain de Jean van Heelu et le texte de la charte précitée ne laissent subsister aucun doute à cet égard.

Mais il serait très difficile, pour ne pas dire impossible, de préciser à quel moment Fallais cessa d'appartenir au pays de Liège.

A vrai dire, si la seigneurie de Fallais appartenait déjà aux ducs de Brabant, les évêques de Liège continuèrent cependant à y exercer certains droits de suzeraineté, ainsi qu'en font foi les différentes chartes citées précédemment.

L'exercice de ces droits ou de ces prétentions, dont les limites n'ont jamais été bien établies, cessa vers la fin du XVI^e siècle. Le gouvernement des Pays-Bas, depuis lors, ne toléra plus le moindre empiètement du gouvernement liégeois sur Fallais, et resta paisible possesseur de cette importante seigneurie.

Un incident, en apparence insignifiant, amena vers cette époque une guerre désastreuse entre le pays de Liège, d'un côté, le duc de Brabant, le comte de Namur et plusieurs puissants princes, d'un autre côté (1).

Dans le courant de l'année 1275, il y eut à Andenne de grandes fêtes et nobles tournois, qui avaient attiré non-seulement une nombreuse assemblée de seigneurs, mais encore une foule de villageois et même d'habitants des villes environnantes. Ceux-ci avaient amené à la foire, qui se tenait en même temps, un grand nombre de bestiaux. Un paysan du village de Jallain ou Jalhay, dépendance de la seigneurie de Gosnes, près de Namur, nommé Engorans, avait conduit

(1) JEAN D'OUTREMEUSE. *Ly Myreur des Histors*, tome V, page 409.

à cette foire une vache, qu'il avait volée à un nommé Rigauld de Corbion, bourgeois de Ciney. Celui-ci reconnut son bien et signala le voleur au bailli de Condroz, nommé Jean de Halloy. Ce dernier, n'ayant aucune juridiction à Andenne, usa de stratagème. Il engagea le voleur à reconduire la vache à Ciney, promettant qu'il ne lui serait fait aucun mal. Pour plus de sécurité, le bailli le fit accompagner jusque-là par quatre sergents d'armes. Mais, lorsque ceux-ci arrivèrent sur le territoire de l'évêché de Liège, ils arrêtaient le malheureux paysan et le pendirent haut et court.

En apprenant cette trahison et cet abus de pouvoir, Jean de Beaufort, seigneur de Gosnes, rassembla ses vassaux et, à leur tête, alla ravager et brûler tous les environs de la ville de Ciney. De son côté, le bailli de Condroz réunit les habitants de Ciney et vint, le 3 septembre, brûler et piller Jallain.

Selon les habitudes de ce temps, le seigneur de Gosnes appela à son aide ses deux frères, Henri (ou Rase, selon certains auteurs), seigneur de Beaufort, et Rigauld, seigneur de Fallais. Ceux-ci s'empressèrent de prendre les armes et envahirent, le 20 septembre, le Condroz, dont ils pillèrent et brûlèrent plusieurs villages.

Les Condrosiens et les Hutois, trop faibles pour résister à ces trois seigneurs, appelèrent leur souverain, l'évêque Jean d'Enghien, à leur secours.

Celui-ci, de nature très-pacifique, aurait bien désiré rester étranger à la guerre; il dut cependant céder au mouvement populaire et fit prendre les armes aux milices de la Hesbaye et du Condroz.

Les Hutois, se sentant soutenus, allèrent ravager la seigneurie de Gosnes, dont ils prirent et rasèrent le château.

Ils allèrent ensuite faire le siège de Beaufort.

En même temps que ces événements se passaient sur la

rive droite de la Meuse, Bouchard de Hainaut, grand-prévôt de Saint-Lambert, nommé mambour du pays, envoya le bailli de Hesbaye, avec environ trois mille hommes armés, assiéger le château de Fallais et brûler tous les villages en dépendant (1).

Rigauld de Beaufort, réduit à ses propres forces, ne pouvait guère résister longtemps aux Liégeois. Profitant d'une nuit obscure, il sortit du château de Fallais, avec son fils Rigauld, qui était déjà *bon chevalier*, dit Jean d'Outremeuse, et vingt cavaliers, pour aller chercher du secours à Namur. Mais il avait compté sans son ennemi personnel, le bailli de Condroz, qui le poursuivit avec quarante cavaliers. La lutte n'était guère égale; le sire de Fallais fut tué avec douze des siens; mais les autres et son fils Rigauld parvinrent à échapper à la poursuite des Liégeois et à gagner les frontières du Brabant, où nous les retrouverons.

Rigauld II, de Beaufort, eut cinq enfants de sa femme, Madame Braimonde :

1^o Clémence, religieuse au Val-Notre-Dame, près de Huy, citée en 1266. Après sa mort et celle de sa sœur Marie, *l'an de grasces m. cc quatre vins et on (1281) le mardi devant l'Ascension*, frère Michel, convers et avoué de l'abbaye du Val-Notre-Dame, comparut devant les hommes allodiaux de Liège. Il remit entre leurs mains, au nom de l'abbesse, les lettres de donation (2) faites en faveur de cette abbaye, *par mon sangnor Rigal, chevalier et sengnor jadi de Falais et de par Madame Bremande sa feme père et mère à dame Clamenche et à dame Maroye sa seroir ki ja fut nonains et seroirs de lur maison devant dite*. A la requête de frère Michel, les hommes allodiaux mirent

(1) HOCSEM dans CHAPEAUVILLE, tome II, page 308.

(2) Cette donation est mentionnée en détail page 221; voir aussi n^o 10 des *Pièces justificatives*.

cette donation en garde de loi par lettres datées du même jour et munies du sceau de l'archiprêtre de Notre-Dame-aux-Fonts (1).

2^o Marie, religieuse au Val-Notre-Dame, citée avec sa sœur Clémence, en 1266 et 1281.

3^o Rigauld, qui suit.

4^o Nicolas ou Collignon est mentionné dans la charte de 1266, par laquelle ses parents léguaient, à l'abbaye du Val-Notre-Dame, les dîmes de Fallais et de Vieux-Waleffe.

5^o Maheal, citée aussi dans la charte de 1266.

RIGAULD III DE BEAUFORT.

1276 — 1297 (?).

Rigauld III, cité déjà dans les chartes de 1263 et de 1266, apparaît pour la première fois, en qualité de chevalier et de seigneur de Fallais, en 1276 (2).

Nous avons vu qu'il accompagnait son père lorsque ce dernier fut tué par les Liégeois. Il parvint à échapper aux cavaliers du bailli de Condroz et à gagner les frontières du Brabant. Ne pouvant espérer de sauver son château de Fallais, assiégé par les Liégeois, il se rendit à Tirlemont auprès du duc Jean I, et lui fit hommage de son alleu de Fallais, pour le relever de lui comme fief de Brabant.

Ce prince était trop habile pour négliger l'occasion qui se présentait d'étendre son influence sur les frontières du pays de Liège, et d'intervenir dans la guerre. Il fit immédiatement marcher une armée brabançonne au secours de Fallais, dont les Liégeois s'empressèrent de lever le siège (3).

(1) N^o 10 des *Pièces justificatives*.

(2) JEAN D'OUTREMEUSE, *Ly Myreur des Histors*, tome V, page 409.

(3) HOCSEM dans CHAPEAUVILLE, tome II, page 308.

Jean d'Outremeuse, dont on connaît la fertile imagination, raconte sérieusement que les Brabançons, au nombre de douze mille hommes, étaient commandés par le duc en personne, et qu'ils furent mis dans une déroute complète par les Liégeois, au nombre seulement de trois mille combattants. Plusieurs chevaliers de marque et un fils du duc de Brabant y auraient perdu la vie (1). Jean d'Outremeuse ajoute cependant que le siège fut levé par les Liégeois, ce qui paraîtra étrange de la part de troupes victorieuses.

La guerre n'en continua pas moins avec acharnement. Les milices de Huy et de Dinant se répandirent dans le pays de Namur, qu'elles pillèrent au point que presque tous les princes dont les frontières touchaient au pays de Liège entrèrent en campagne contre les Liégeois. Le duc de Brabant, allié au comte Guy de Namur, par représailles pilla Meeffe, et le comte de Luxembourg brûla Ciney le 18 avril 1276. De leur côté, les Liégeois envahirent une seconde fois le comté de Namur, qu'ils dévastèrent et brûlèrent, ainsi qu'une partie du Brabant jusqu'à Tirlemont.

Cette malheureuse guerre dura pendant trois ans et ne prit fin que par l'intervention du roi de France, Philippe-le-Hardi, qui parvint à imposer la paix à tous les belligérants.

Jean d'Outremeuse (2) et Brusthem (3) rapportent que le roi de France, choisi comme arbitre, aurait décidé que les trois alleux de Fallais, de Gosnes et de Beaufort seraient

(1) M. ALPHONSE WAUTERS, dans son livre: *Le duc Jean I*, page 85, rapporte que des historiens, « d'après d'Outremeuse, gratifient Jean I d'un fils nommé Henri, qui combat pendant la guerre de la Vache et qui succombe dans une bataille imaginaire. La première femme de Jean I étant morte sans enfants et ce prince ne s'étant remarié qu'en 1273, ce prétendu fils aurait reçu la mort au champ d'honneur, à l'âge de deux ans environ. »

(2) Tome V, page 415.

(3) BRUSTHEM et HOCSEM dans CHAPEVILLE, tome II, pages 308 à 310.

tenus, comme auparavant, du pays de Liège. « Cette assertion, dit M. Wauters, est inexacte; Fallais resta ce qu'il était antérieurement, un fief brabançon; Gosnes et Beaufort continuèrent à relever du comté de Namur (1). »

La version des chroniqueurs liégeois n'est pas logique; la paix eut lieu et cependant les principales et les seules conditions prétendument imposées, selon eux, par le roi de France, en septembre 1276, ne furent pas exécutées, puisque Fallais resta au Brabant et Beaufort au comté de Namur.

La décision du roi de France, selon Butkens (2), ne fut pas aussi explicite que voudraient le faire croire les chroniqueurs liégeois: « *Il ordonna que les armes seroient mis bas, et que tout demeureroit au mesme estat comme il avoit esté devant ces troubles.* » Il faut supposer que la version rapportée par Butkens est la véritable et qu'elle fut exécutée.

Fallais resta au Brabant, parce qu'il lui appartenait très-probablement avant la guerre de la Vache, et Beaufort, qui était certainement un ancien fief du comté de Namur, continua à en relever comme précédemment (3).

Quoi qu'il en soit, c'est au moins depuis cette guerre que l'on doit faire remonter, avec une certitude absolue, l'inféodation de la seigneurie de Fallais au duché de

(1) *Le duc Jean I de Brabant*, page 84.

(2) *Trophées de Brabant*, tome I, page 238.

(3) JEAN D'OUTREMEUSE, tome V, page 411, parlant de Beaufort, raconte que le duc Jean I envoya Rigauld de Fallais auprès de ses oncles, pour les engager à relever leurs seigneuries de Beaufort et de Gosnes, du comté de Namur; *ch'estoient*, dit-il, *les casteals qui movoient del englieze de Liège*. C'est une nouvelle erreur à ajouter à toutes celles que nous connaissons déjà. Beaufort était un ancien fief du comté de Namur, comme il paraît très-clairement de la charte du 28 mai 1273, publiée par M. S. Hormans, dans les *Fiefs du comté d Namur*, page 5.

Brabant, dont elle ne cessa plus de faire partie jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

Rigauld III figure aussi au nombre des seigneurs qui reçurent du comte de Namur des pensions, connues sous le nom de fiefs de bourse (1). Ces pensions obligeaient ceux qui en jouissaient à servir le donateur avec un certain nombre d'hommes d'armes en rapport avec l'importance de la pension qu'ils recevaient.

La date exacte de la mort de Rigauld III (2) n'est pas connue, mais elle est, sans aucun doute, antérieure à l'année 1297, pendant laquelle on trouve Nicolas de Fallais, chevalier, déjà en possession de la seigneurie. Le généalogiste Le Fort a rapporté par erreur que Rigauld III vivait encore le 6 juin 1331, en le confondant avec un de ses descendants ou de ses héritiers du même nom (3).

Nicolas de Beaufort, successeur de Rigauld dans la seigneurie de Fallais, était son frère ou plus vraisemblablement encore son fils (4).

(1) GALLIOT, *Histoire générale, ecclésiastique et civile de la ville et province de Namur*, tome I, page 435.

(2) GOETHALS rapporte que sa pierre sépulcrale existait encore récemment dans l'église de Fallais. C'est plus probablement celle de son petit-fils, Rigauld IV, dont il sera question plus loin.

(3) 1^{re} partie, tome II, fol. 7.

(4) Tous les généalogistes qui se sont occupés de la maison de Beaufort, notamment Le Fort, Jalheau (*Miroir*, page 84, note c) et Goethals, se sont trompés complètement dans la filiation des derniers seigneurs de Fallais, parce qu'ils n'ont pas eu connaissance du plus ancien rôle de fiefs du duché de Brabant, remontant à 1312 et intitulé: *Latynsboek*. Les deux premiers généalogistes citent Jean et Jeanne comme enfants de Rigauld III; ils sont incomplets et fautifs, mais d'une incontestable bonne foi. Nous n'en dirons pas autant du troisième, de GOETHALS; celui-ci a donné une filiation de haute fantaisie, où il a fait succéder à Rigauld III un premier Jean de Fallais, qui n'a jamais existé que dans l'imagination féconde de l'auteur, puis un second du même nom.

Seul, l'auteur anonyme d'un tableau généalogique, écrit au milieu

NICOLAS DE BEAUFORT.

1297? — 1312?

Nicolas de Beaufort, chevalier, seigneur de Fallais, est désigné en cette dernière qualité, dès l'année 1297, par les

du XVI^e siècle, annexé au manuscrit de M. le conseiller Dubois et intitulé : *Descente généalogique des anciens sires de Fallais*, a eu connaissance du *Latynsboek*. Il n'a malheureusement pas eu à sa disposition le manuscrit original appartenant à la Chambre des comptes, mais seulement une copie du XIV^e siècle, qui se trouve aux archives de la Cour féodale de Brabant et qui a été publiée par feu Galesloot.

On doit regretter que la Commission royale d'histoire ait autorisé, sous son patronage, la publication de la copie de cet important codex, alors qu'elle avait à sa disposition le manuscrit original. Il n'était nullement indifférent de publier le manuscrit original ou sa copie.

Ce rôle des fiefs fut dressé après la mort du duc Jean II de Brabant, alors que son fils, Jean III, était encore mineur, par son secrétaire, Guillaume de Cassel.

Celui-ci a inscrit tous les feudataires qui étaient en possession de leurs fiefs en 1312, d'après l'ordre alphabétique de leurs prénoms. Son écriture, régulière et assez nette, marque une différence très-sensible avec celle des secrétaires qui lui succédèrent.

A la suite de chaque lettre alphabétique, il avait laissé une page ou une demi-page en blanc, sur laquelle on inscrivit, en observant toujours l'ordre alphabétique, les noms des vassaux qui relevèrent successivement leurs fiefs dans les années qui suivirent 1312.

Enfin, lorsque ces pages furent entièrement remplies, le secrétaire utilisa quelques feuillets restés en blanc à la fin du registre, pour y inscrire les uns à la suite des autres, mais sans plus observer aucun ordre, les noms des feudataires qui firent reliefs les derniers avant la clôture du registre.

Le manuscrit original indique donc trois séries de feudataires, tandis que la copie renseigne, par ordre alphabétique des prénoms, tous les feudataires indistinctement, mêlant ceux qui étaient en possession de leurs fiefs en 1312 avec ceux qui les relevèrent dans la suite.

Aucune distinction n'est possible dans la copie, et c'est malheureuse-

chroniqueurs Mathias de Lewis (1) et Jean d'Outremeuse, au sujet de la célèbre guerre des Awans et des Waroux.

Jean d'Outremeuse le cite parmi les seigneurs qui soutinrent le parti dit des Awans (2) :

« Ly sires de Waroux, qui n'avoit encors riens fait, est venus al évesque de Liège, si soy plaindit del sangnour

ment cette dernière dont la Commission royale d'histoire a autorisé la publication.

Galesloot aurait dû, tout au moins, en publiant la copie, la confronter avec l'original et distinguer, par un caractère spécial ou par tout autre moyen, les noms inscrits au rôle primitif de 1312, de ceux qui furent inscrits postérieurement à cette date jusqu'en 1350.

La publication de Galesloot n'est d'aucune utilité pratique; elle est même dangereuse à consulter.

En effet, l'auteur du *Tableau généalogique* précité a fait usage, comme Galesloot, de la copie du *Latynsboek*. Il y a trouvé trois seigneurs de Fallais, mais, la copie n'étant que d'une seule main, il n'a pu déterminer leur position chronologique. Notre généalogiste a placé, au hasard, d'abord Rigauld, ensuite Nicolas, le second, et enfin Thomas, le troisième. Inutile de dire que cette classification est erronée; le simple examen du manuscrit original aurait permis de classer les trois seigneurs avec toute la précision désirable. Nicolas, dans le manuscrit original, figure au rôle primitif de 1312; c'est donc le plus ancien. Rigauld est inscrit sur le feuillet resté en blanc à la suite de la lettre R, du rôle de 1312; il a été ajouté postérieurement et il doit être classé immédiatement après Nicolas, dont il fut le successeur. Enfin Thomas doit prendre le troisième rang, parce que son nom apparaît seulement dans la liste supplémentaire ajoutée à la fin du registre, alors que tous les blancs à la suite de chaque lettre avaient été remplis.

La copie publiée par Galesloot ne permet aucune classification chronologique; c'est d'autant plus regrettable que les dates des reliefs font entièrement défaut.

Une nouvelle édition du *Livre des feudataires de Jean III*, avec l'aide du manuscrit original, s'impose, et nous espérons que la Commission royale d'histoire n'hésitera pas à l'entreprendre.

(1) S. BORMANS, *Chronique de Mathias de Lewis*. Liège 1865, page 82.

(2) JEAN D'OUTREMEUSE, tome V, page 544.

d'Awans et de tos ses aidans qui l'avoient tout arse, et la plainte fut escript, et tous cheaz de quoy ilh soy plandit : Guilheame sires d'Awans, fut li premiers, et puis *sire Nycol de Fulais*, Rause sire de Warfesée et ses oncles Waltier de Momale, li Persans de Haneffe et Thiris de Serain, ses freires, Loys de Borsut et Boutars de Clermont, tous bane-resses et chevaliers ; encors fut en la plainte Gerars li castelain de Hozemont et ses fis Guilheame de Roveroit et Johans dis li Brons de Foux, Eustause li frans hons et plusieurs autres chevaliers. »

Le seigneur de Fallais figure aussi, au témoignage de Jean de Warnant, parmi les gentilshommes qui furent assiégés dans le château d'Awans par l'évêque Hugues de Chalons, pendant l'année 1297 (1).

Si Nicolas de Beaufort prit part à la guerre des Awans et des Waroux dans son début, il ne tarda pas à se retirer du nombre des belligérants, car Jacques d'Hemricourt signale les seigneurs de Fallais parmi les nobles qui ne prirent pas les armes dans cette longue et désastreuse guerre (2).

Quelques années après avoir pris possession de la seigneurie de Fallais, Nicolas de Beaufort refusa de payer les dîmes de Fallais et de Vieux-Waleffe, léguées par ses ancêtres à l'abbaye du Val-Notre-Dame. L'abbesse se plaignit à l'évêque de Liège, Thibaut de Bar, et celui-ci, siégeant dans le jardin de son palais le dimanche après le jour de la Tresme (Epiphanie) 1303 (n. st. 1304), ordonna une enquête de l'avis d'Alard, seigneur de Peers, chevalier (3). Par lettres datées de ce même jour, Robert de Forckelhuels et Robert de

(1) HOCSEM dans CHAPEAUVILLE, tome II, page 332; FOULLON, *Historia Leodiensis*, tome I, page 371; MÉLART, *Histoire de la ville de Huy*, page 169.

(2) HEMRICOURT, *Abrégé des guerres d'Awans et de Waroux*, édition Salbray, page 348.

(3) N° 12 des *Pièces justificatives*,

Ferme, chevaliers, furent chargés de cette commission. Le résultat de l'enquête fut sans doute favorable à l'abbesse du Val-Notre-Dame, puisqu'on trouve cette abbaye encore en possession de ces dîmes au XVII^e siècle.

Nicolas de Beaufort était encore seigneur de Fallais en 1312; il figure, à cette date, au nombre des vassaux de Brabant qui relevèrent leurs fiefs à l'avènement de Jean III, duc de Brabant : *Nycholaus, dominus de Falais* (1), *castrum et villam de Falais cum omnibus redditibus pertinentiis, pratis, nemoribus, terris et aquis*.

Il laissa, d'une femme dont le nom ne nous est pas parvenu, plusieurs enfants :

1^o Rigauld, qui suit.

2^o Jean, qui suivra après son frère.

3^o Jeanne (2), mariée vers 1325 à Guillaume de Wesemael, seigneur dudit lieu, Quaeckenbeke, Oelen, Westerloo, etc., maréchal héréditaire de Brabant, fils d'Arnould, seigneur de Wesemael et de Westerloo, avoué de Duffel, aussi maréchal héréditaire de Brabant, tué à Courtray en 1302, et d'Ida de Bierbeek.

(1) *Latyn-boek*, fol. 24^{vo}, n^o 542 de la Chambre des Comptes et n^o 1 de la Cour féodale de Brabant, fol. 86. Il est à remarquer que, dans la copie publiée par Galesloot, Nicolas est qualifié : *dictus de Fallais*, tandis que, dans l'original dont nous avons fait usage, il est dit : *dominus de Fallais*. Il y a là évidemment une erreur de copiste, laquelle a son importance dans le cas qui nous occupe, parce que la seconde de ces qualifications prouve que Nicolas n'était pas un membre quelconque de la famille de Beaufort, dite de Fallais, mais bien le possesseur de la seigneurie en 1312.

(2) BUTKENS, *Trophées*, tome II, page 124, lui attribue par erreur le titre de *dame de Fallais*. Elle n'a jamais possédé cette seigneurie, pas plus que son fils aîné Guillaume, cité par le même auteur comme seigneur de Fallais en 1355. Ce fut Jean I de Wesemael, son second fils, qui devint, le premier de sa famille, seigneur de Fallais en 1373, par succession directe de son oncle, Jean de Beaufort, frère de sa mère,

Guillaume de Wesemael devint seigneur d'Oelen et de Westerloo en 1317, et fut témoin au traité signé entre le duc Jean III de Brabant et Louis de Male, comte de Flandre, en 1337, pour la propriété de Malines.

Il apposa son sceau à la célèbre charte de Cortenberg, octroyée par le duc Wenceslas, ainsi qu'à l'accord intervenu entre le même duc et Louis de Nevers, en l'année 1339 (1).

RIGAULD IV DE BEAUFORT.

1312 ? — 1331 — 1340 ?

Rigauld de Beaufort succéda à son père, Nicolas, dans la seigneurie de Fallais, avant l'année 1331. Le *Latynsboek* le renseigne parmi les feudataires de Brabant, qui relevèrent leurs fiefs après 1312, en ces termes : *Righaut, dominus de Falays, castrum, villam, ... rivulum, cum omnibus suis attinentiis de Falays* (2).

Ce fut sous son administration que le château de Fallais fut entièrement incendié, au témoignage de Jean d'Outremeuse (3) : « *En cel ain, dit celui-ci, lendemain del fieste Saint-Johan-Baptiste* (25 juin 1332), *chait li tempieste sor le casteal de Falais, et l'abatit et l'ardit tout.*

Fallais ne consistait à cette époque qu'en un haut donjon carré, aujourd'hui confondu dans les bâtiments du château. Lorsqu'en 1882, la restauration de celui-ci fut entreprise, on constata dans les murailles du donjon de nombreuses lézardes, ainsi que des traces d'incendie, qui provenaient sans aucun doute du désastre de 1332. C'est à cette dernière époque que furent construits le principal corps

(1) BUTKENS, *Supplément*, tome I, page 154.

(2) *Latynsboek*, fol. 30; Copie, fol. 99.

(3) Tome VI, page 501.

de logis, la porte d'entrée et les tours, que l'on voit aujourd'hui.

Rigauld de Beaufort vivait encore, selon Le Fort, le 6 juin 1331 (1) et laissa un fils, qui suivra.

Goethals rapporte qu'on voyait dans l'église de Fallais, avant sa destruction en 1855, une pierre sépulcrale sur laquelle était représenté un guerrier armé de toutes pièces, avec l'écu aux armes de Beaufort (2).

L'inscription n'était plus lisible que par fragments :
« Chy gist . . . Rigald, chlr, sirs de Fallais qui
trespassat l'an M le . . ».

Il n'est pas douteux que cette pierre, à en juger par les fragments de l'inscription, ne soit du XIV^e siècle. C'est plutôt la pierre tombale de Rigauld IV, mort après 1331, que celle de Rigauld III, mort avant 1297.

THOMAS DE BEAUFORT.

1340 ? — 1355 ?

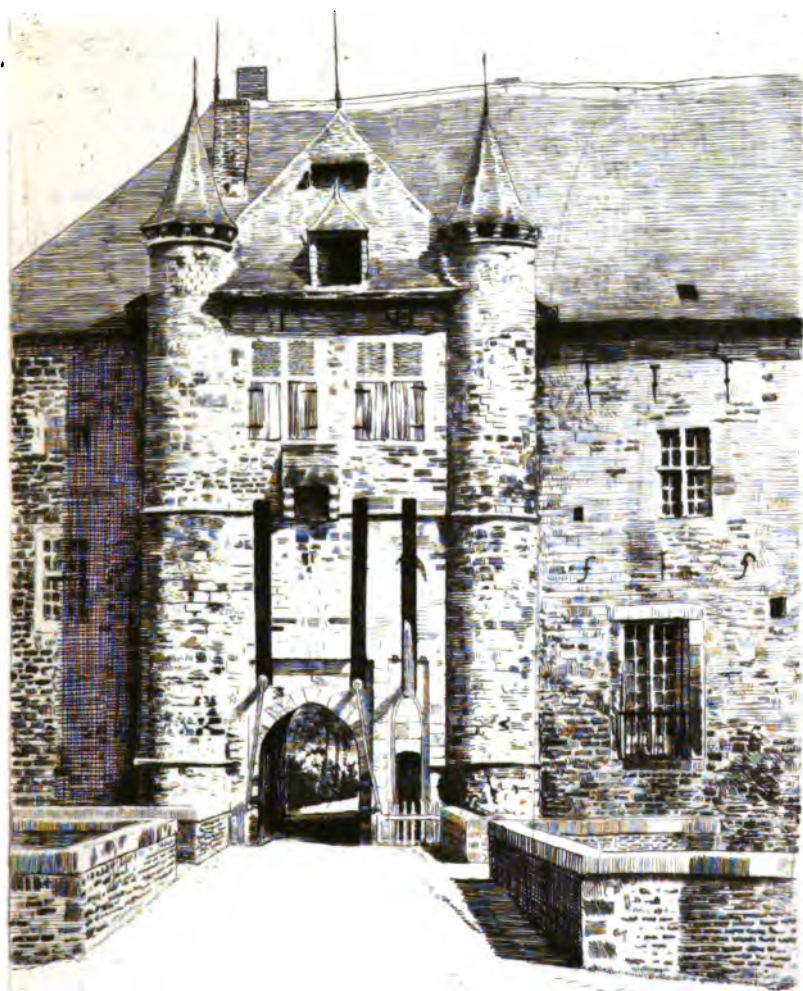
Il était encore mineur lorsque son père mourut. Son oncle et tuteur, Jean de Beaufort, releva en son nom la terre de Fallais avant 1350 : *Thomas, dominus de Falais, castrum et mansionem de Falais cum attinentiis suis, villam, dominium altum et bassum, molendina, braxinias, existentia in villa, silvas de Moleu et de Katsinemont, prata et terras sitas, infra dictum dominium cum terris arabilibus. Et dominus Johannes avunculus suus quasi mamburnus suus* (3).

Il mourut très-jeune, sans laisser de postérité, et Fallais

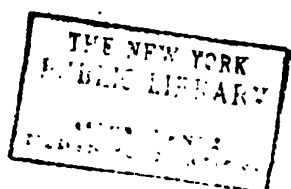
(1) 1^{re} partie, tome II, fol. 7.

(2) *Maison de Beaufort*.

(3) *Latynsboek*, fol. 3 des inscriptions postérieures à 1312; Copie, fol. 109.



Porte de Fallaix, état de 1881.



retourna à son oncle Jean, son plus proche parent et héritier.

JEAN DE BEAUFORT.

1355 (?) — 1373.

Jean de Beaufort, chevalier banneret, seigneur de Fallais, succéda à son neveu Thomas dans la possession de la terre de Fallais, dont il fit relief à la cour féodale de Brabant, après 1355 (1).

Jean de Beaufort était déjà assez âgé lorsqu'il devint l'héritier de son neveu. Se trouvant le dernier représentant des seigneurs de Fallais de la maison de Beaufort, il se décida à se marier. Il épousa, vers 1360 (2), Félicité d'Oupeye. « Madame Felicitas, dit D'Hemricourt, fut premierement mariee a on Bannerez gentilhomme et tres riche nomeit Monss: Iohan, Saingnor de Falais, et n'en fut nul hoir » (3). Elle était fille de Lambert de Warfusée, seigneur d'Oupeye, de Herstal et de Chaumont en Brabant, « quy fut », au témoignage du même Hemricourt, « uns vailhans hommes en armes, hardis et entreprendans, et uns grans acquereires deritayges » (4).

Le seigneur de Fallais assigna en douaire à sa femme, Félicité d'Oupeye, tous les bois de Housseals, d'une contenance de 350 bonniers, qu'il possédait près de Beaufort sur Meuse et qui relevaient en fief du comté de Namur (5).

(1) Reg. n° 2, dit *Stootboek*, fol. 60, Cour féodale de Brabant. — Ce registre des fiefs ne fut commencé, au témoignage de feu Galesloot, qu'après l'année 1355. Le relief de Fallais a donc été effectué par Jean de Beaufort entre cette date et 1373.

(2) *Descente généalogique*.

(3) *Miroir des Nobles de Hesbaye*, édition SALBRAY. Bruxelles 1673, page 70.

(4) *Idem*, page 69.

(5) S. BORMANS, *Les fiefs du comté de Namur*, page 150.

Le 21 avril 1373, il acheta à son cousin Guillaume, sire de Spontin, les rentes de Wasseige, pour la somme de trois cent-quatre-vingt-dix moutons d'or, que le comte Guillaume de Namur lui avait donnée pour les relever en fief de Namur (1).

Jean de Beaufort décéda en 1373, dans le courant du mois d'octobre (2). Peu de jours avant son décès, il prit ses dispositions testamentaires le 9 octobre 1373, *dans une chambre qui astoit appelée chambre dudit saignor testatour ou chastial de Falays*, en présence de Jean Rocheffors, prêtre et curé de Fallais, et de Jean de Fallais, tous les deux notaires impériaux du diocèse de Liège, et de plusieurs témoins. Le lendemain 10 octobre, il ajouta un codicille à son testament, qui renferme des particularités intéressantes à noter (3).

Après avoir réglé l'ordonnance de ses obsèques, le seigneur de Fallais fit un grand nombre de fondations pieuses. Il laissa : *por Deu en lieu de doiaire, al capelle de chastial de Falays avoike tote chu que laditte capelle at de*

(1) S. BORMANS, page 83, et GOETHALS.

(2) Goethals rapporte encore, par erreur, en s'appuyant sur le texte de la pièce publiée par LOUVREX, tome II, page 145, que Jean de Beaufort figure, le 1^{er} mars 1373, parmi les signataires de la première paix des Vingt-Deux. Il oublie que Jean de Beaufort est mort au plus tard en octobre 1373, et qu'il n'a pu apposer sa signature à un acte daté, selon le *vieux* style de Liège, du 1^{er} mars 1373 (nouveau style 1374), quatre mois au moins après son décès.

C'est son neveu et héritier, Jean, sire de Wesemael et de Fallais, déjà alors en possession de la seigneurie de Fallais, qui figure dans cette pièce. Une faute de copiste a fait de Wesemale (vieille orthographe), Mosmale; la ressemblance de ces deux noms ne peut laisser subsister aucun doute à cet égard.

(3) Charte originale de l'abbaye de Saint-Jacques aux Archives de l'État, à Liège. Voir aux *Pièces justificatives*, n° 13, le texte complet de cet important document.

revenue chinque cens florins à moton une fois à paiier lesqueis il voit y estre convertis en héritage; au curé de Fallais, vingt muids d'épeautre de rente pour son anniversaire, qui fut célébré, dans la suite, le 7 des ides (9 juillet) de chaque année, dans l'église de Fallais (1). Il fonda encore dans les abbayes du Val-Notre-Dame et de Neumoustier, près de Huy, deux messes anniversaires pour le repos de son âme. Le capital légué à cette dernière abbaye s'élevait à quarante muids d'épeautre, qui furent convertis en biens fonciers, dont le revenu n'excédait pas un muid.

Ce muid devait être partagé entre l'abbé et les membres de la communauté, mais seulement à ceux de ces derniers qui seraient présents aux vigiles et à la messe (2) annuelle chantées dans l'église abbatiale, le 11 des calendes d'avril (21 mars).

Plusieurs autres maisons religieuses obtinrent des dons considérables, notamment l'abbaye de la Paix-Dieu, la collégiale de Notre-Dame de Huy, les Dominicains de Liège, les Croisiers et les Mineurs de Huy, etc.

Jean de Beaufort n'oublia pas ses enfants naturels, qui paraissent avoir été assez nombreux et qui reçurent, les bâtards, chacun trois cents moutons, et les bâtardes, chacune seulement deux cents moutons; *Johan de Borgies, son bastar* (sans doute favori), reçut, en outre, *unc cheval qui est appeleit Vairon*.

Tous les serviteurs des deux sexes reçurent des legs du seigneur de Fallais. *Son hernas d'armez de weire* fut laissé à ses valets particuliers, et parmi ceux-ci, un nommé Walter obtint encore *unc cheval qui est baiair*.

(1) *Obituaire de l'église de Fallais*, page 25^{vo}, manuscrit du XVI^e siècle appartenant à M. le chevalier de Theux de Montjardin.

(2) *Nécrologe de Neumoustier*, manuscrit de l'Institut archéologique Liégeois.

Enfin, le seigneur de Fallais légua à sa femme légitime, Félicité d'Oupeye, l'usufruit du château de Fallais et d'un capital de dix mille moutons d'or, aussi longtemps qu'elle resterait veuve. Il lui laissa aussi toute sa vaisselle d'argent et la moitié des revenus de l'année courante.

Il ne fait pas mention dans le testament de son héritier principal; il se borne à indiquer en cette qualité son plus proche parent mâle, qui était son neveu Jean, seigneur de Wesemael.

Le testament dont Le Fort a eu connaissance fut approuvé par l'Official de Liège, le 11 janvier 1374 (1375 n. st.) (1).

La succession du seigneur de Fallais donna lieu à des difficultés entre Jean de Wesemael, son héritier naturel, et sa veuve, Félicité d'Oupeye. Elles ne furent aplanies, comme on le verra ci-après, que par l'intervention de la duchesse de Brabant.

Félicité d'Oupeye, après la mort de Jean de Beaufort, épousa, en secondes noces, Jean de Walcourt, seigneur d'Agimont et de Rochefort, chevalier banneret, haut voué de la ville de Dinant, mort en 1377. Elle fut mariée en troisièmes noces à Thierry d'Oye, seigneur de Hellenraedt (2).

Fallais, après avoir été, pendant près de trois siècles, l'apanage de la famille de Beaufort, entra dans la possession des seigneurs brabançons de la puissante maison de Wesemael.

(1) LE FORT. 1^{re} partie, reg. II, fol. 15; n° 14 des *Pièces justificatives*.

(2) *Miroir des Nobles de Hesbaye*, édition SALBRAY, page 70. *Idem*, édition JALHEAU, page 56.



LES SEIGNEURS DE FALLAIS DE LA MAISON DE WESEMAEL.

JEAN I DE WESEMAEL.

1373 — 1417.

La famille de Wesemael est originaire de la seigneurie de ce nom, située entre Aerschot et Louvain. A cette seigneurie, une des principales du Brabant, était annexée la charge de maréchal héréditaire du duché (1). Arnould, sire de Wesemael, est cité pour la première fois en 1176; son petit-fils Arnould III épousa, en secondes noces, Aleyde, fille de Henri I, duc de Brabant. Après la mort de sa femme, il entra dans l'ordre des Templiers (2).

(1) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome II, page 123.

(2) BUTKENS, *Idem*, affirme qu'il était même grand-maitre des Templiers en 1277. C'est une erreur, d'après l'*Art de vérifier les dates*, Guillaume de Beaujeu, élu grand-maitre le 12 mai 1273, fut tué au siège de la ville d'Acre, en Palestine, le 5 avril 1291.

Les sires de Wesemael comptaient au premier rang des barons du Brabant. Comme maréchaux héréditaires, ils étaient *ministeriales de familia ducis* (1).

Leur influence reposait non-seulement sur l'importante position qu'ils occupaient à la Cour, mais encore sur une grande fortune territoriale. Ils constituaient, avec les Berthout, les Rotselaer, les Heverlé, les châtelains de Bruxelles, les Assche de la première race, les Crainhem, les Huldenberg, les Walhain, etc., la fleur de la féodalité brabançonne (2).

Depuis le XII^e siècle jusqu'au moment de leur extinction dans la seconde moitié du XV^e siècle, ils sont mêlés à toutes les guerres dont le Brabant ou les pays circonvoisins furent le théâtre. Hommes d'État autant qu'hommes de guerre, on les rencontre en toute occasion et en tous lieux, parmi les plus dévoués, mais aussi parmi les plus remuants serviteurs des ducs de Brabant.

La relation de leurs faits et gestes ne rentrant pas dans le cadre de notre travail, nous nous occuperons seulement des deux derniers membres de cette famille, qui furent seigneurs de Fallais.

Jean de Wesemael, chevalier, seigneur de Westerloo et de Wesemael, avoué de Duffel, maréchal héréditaire de Brabant, était le second fils de Guillaume de Wesemael et de Jeanne de Beaufort de Fallais, dont nous avons déjà parlé.

Destiné d'abord à la prêtrise, Jean devint chanoine d'Utrecht; mais, lorsqu'il vit que son frère aîné n'avait pas d'héritier, il quitta l'état ecclésiastique pour se marier avec Ida, dame de Ranst et de Berchem, veuve de Jean de Liere, sire de Norderwyck. Il s'en sépara au bout de

(1) RAEPSAET, *Œuvres complètes*, tome IV, pages 134 et 135; GENGLER, *Deutsche Rechts Geschichte*, page 277.

(2) WAUTERS, *Histoire des environs de Bruxelles*, tome I, page XXXVII.

peu de temps de mariage (1) et épousa, en secondes noces, Jeanne de Beaufremont.

En 1373, il recueillit la seigneurie de Fallais dans l'opulente succession de son oncle Jean de Beaufort et la releva, à la Cour féodale de Brabant, dans le courant de l'année 1374 (2) : *Messires Jehans de Wesemail tient le castel, le ville, le riviere et le justice de Fallays avecques les appartenances gisans en l'evesqueit de Liège et soloit estre a Messire Jehan, seigneur de Faillais et est escript en l'office de Lovaing à Wesemale sour plusieurs autres fiefs.*

Jean de Wesemael eut quelques difficultés avec Félicité d'Oupeye, veuve de son oncle, au sujet du règlement du douaire de celle-ci. Mais, à la suite de l'intervention personnelle de la duchesse Jeanne de Brabant, un arrangement à l'amiable fut conclu à Bruxelles, le 9 novembre 1373.

Par cet arrangement, Félicité d'Oupeye conservait les avantages qui lui avaient été assurés dans son contrat de mariage et obtenait la propriété absolue des 10,000 moutons d'or dont son mari lui avait laissé seulement l'usufruit par testament. Quant aux château et seigneurie de Fallais, ainsi qu'aux autres biens situés dans le comté de Looz ou en France, ils devaient revenir à Jean de Wesemael, à l'exception cependant des meubles et des revenus échus à la mort de Jean de Beaufort. Il était, en outre, expressément stipulé que Félicité d'Oupeye devait laisser au château de Fallais *les arbalestres et artillerie y appartenantes* (3).

Jean de Wesemael, par un second acte daté du même jour, dans lequel il se qualifie de sire de Wesemael, de Fallais et de maréchal de Brabant, confirma la décision

(1) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome II, page 124.

(2) Cour féodale de Brabant, reg. 4, dit *Spechtboek*, fol. 262, v°.

(3) Manuscrit VAN DEN BERCH, n° 883, fol. 91, de la bibliothèque de l'Université de Liège; n° 15 des *Pièces justificatives*.

de la duchesse de Brabant, au sujet des 10,000 moutons d'or laissés à Félicité d'Oupeye, et s'engagea à ne plus les réclamer dans l'avenir (1).

D'après ces deux actes, Jean de Wesemael était déjà seigneur du dit lieu et maréchal de Brabant en 1373 ; le savant Butkens s'est donc trompé, lorsqu'il l'a fait succéder, seulement en 1380, à son frère aîné Guillaume, dans la seigneurie de Wesemael (2).

Jean de Wesemael prit une part très active aux guerres que la duchesse Jeanne de Brabant eut à soutenir contre la plupart de ses voisins.

La charge de maréchal héréditaire de Brabant, dont il était revêtu, lui en imposait, d'ailleurs, l'obligation.

Nous le trouvons, en 1383, au siège de Louvain, avec le duc Wenceslas de Luxembourg et Arnould de Hornes, évêque de Liège. Il scella, avec ces deux princes, la duchesse Jeanne de Brabant et quelques principaux seigneurs du pays, la capitulation accordée par le duc Wenceslas aux bourgeois de cette ville (3).

Quelques années plus tard, en 1397, la ville et le quartier de Bois-le-Duc étant menacés par le duc de Gueldre et l'archevêque de Cologne, la duchesse Jeanne convoqua les États de Brabant, à l'effet de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder les frontières du pays. Les États envoyèrent immédiatement des troupes brabançonnnes à Bois-le-Duc, sous la conduite de quelques seigneurs, parmi lesquels *monsieur de Wesemale* (4).

(1) Charte de l'abbaye de Saint-Jacques, à Liège, n° 16 des *Pièces justificatives*. Nous reproduisons le beau sceau de Jean de Wesemael qui est attaché à cette charte, planche n° 1.

(2) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome II, page 124; *Supplément*, tome I, page 155.

(3) *Idem*, tome I, page 502.

(4) DYNTER, *Chronica nobilissimorum ducum Lotharingæ et Brabantiae*, tome III, page 631.

Les hostilités continuant, en 1398, entre les Brabançons et le duc de Gueldre et de Juliers, les premiers se décidèrent à porter la guerre dans le pays ennemi. L'armée brabançonne fut réunie à Maestricht, sous le commandement de Thomas, sire de Diest; Renaud, sire de Schoonvorst et de Sichem; Henri, sire de Berghes; *Jean, sire de Wesemale et de Fallais*; Jean, sire de Rotselaer; Henri de le Lecke, sire de Heeswyck, et Jacques de Glimes (1). Les Brabançons, auxquels s'étaient joints des troupes liégeoises envoyées par Jean de Bavière, élu de Liège, et un corps de Bourguignons, commandé par le comte de Saint-Pol, passèrent la Meuse près de Maestricht, le 25 juin 1398, et allèrent mettre le siège devant Ruremonde.

Les opérations des assiégeants étaient poussées avec vigueur, lorsque Jean de Bavière, à l'insu des Brabançons, conclut avec son beau-frère, le duc de Gueldre, une trêve, qui fut arrêtée le 16 juillet 1398. A la suite de cette trêve, les Liégeois abandonnèrent immédiatement leurs alliés. Cette défection obligea ces derniers à lever le siège le même jour. Les Brabançons et les Bourguignons, sous la conduite de leurs capitaines et du comte de Saint-Pol, entrèrent dans le duché de Juliers, qu'ils ravagèrent, et revinrent à Maestricht par Aix, Gulpen et Witthem. L'année suivante, par l'intermédiaire de Jean de Bavière, la paix fut enfin conclue entre la duchesse de Brabant et le duc de Gueldre, à Ravensteyn, le jour de saint Boniface 1399 (2).

Peu d'années après ces événements, le duc de Bourgogne, Philippe-le-Hardi, héritier par sa femme, Marguerite de Male, de Jeanne, duchesse de Brabant, voulut faire

(1) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome I, page 519.

(2) DYNTER, *Chronica ducum Brabantiae*, tome III, pages 637 à 643 ; BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome I, page 519.

reconnaître son droit de succession aux duchés de Brabant et de Limbourg, en faveur de son fils Antoine et des enfants de celui-ci.

La duchesse de Brabant donna son consentement à ces arrangements, par ses lettres datées de Bruxelles, le 29 septembre 1403 (1).

Le duc de Bourgogne, d'accord avec les principaux seigneurs du Brabant, et particulièrement avec le seigneur de Fallais, fit recevoir son fils Antoine comme ruwaert et gouverneur du duché. Celui-ci prêta et reçut les serments accoutumés en pareille occasion, et se mit en possession du Brabant dans le courant de l'année 1404 (2).

Jean de Wesemael, qui avait contribué plus que tout autre à l'intronisation d'Antoine de Bourgogne dans le duché de Brabant, conserva, sous son règne, toute la faveur dont il avait joui sous le règne précédent.

Il apparaît encore comme témoin dans les lettres du 19 avril 1404 (n. st. 1405), par lesquelles la duchesse Jeanne déclare que son neveu, le duc Antoine, a fait entre ses mains le relief de la ville d'Anvers (3).

Antoine de Bourgogne l'envoya ensuite en France depuis le 24 août jusqu'au 11 novembre 1409, avec cent-vingt-sept cavaliers et cinquante valets, pour une expédition dont le but n'a pas été connu, mais qui devait avoir pour objet les difficultés qui s'élevèrent à cette époque entre le duc de Brabant et le comte de Hainaut (4).

Après la mort du duc Antoine, à la bataille d'Azincourt, le 25 octobre 1415, les Etats de Brabant et de Limbourg,

(1) DYNTER, *Chronica*, tome III, page 652.

(2) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome I, page 523.

(3) *De Brabantsche yeeften*, tome II, page 731; recueil d'A - THYMO, tome II, fol. 307.

(4) WAUTERS, *Histoire des environs de Bruxelles*, tome II, page 202.

réunis à Bruxelles le 4 novembre 1415, désignèrent pour gouverner le pays, pendant la minorité du jeune duc, un conseil composé de deux prélats, trois barons, deux chevaliers et quatre bourgeois notables : « Ch'est assavoir l'abbé Jehan de Haflingen et l'abbé Jehan de Tongerloen, monsigneur Thomas, seigneur de Dieste et de Sichen, borgraven d'Anwers, *monsieur Jehan, seigneur de Wesemale et de Fallays, marescal de Brabant*, monsigneur Henri de Berghes, seigneur de Grimberghe et Melin, sénéscal de Brabant, barons tous trois; monsigneur Henri, seigneur de Héverlé, chambelan héritier de Brabant, et monsigneur Jehan, seigneur de Huldenberghe, tous II chevaliers; et les quatre notables et vaillans bourgeois furent premiers Rasson de Graven, seigneur de Malenie, de Louvain, Renier Mours, de Bruxelles, Nicole de Stelant, de Anwers, et Henri de Weirhuisen, de Bos-le-Duc, mais il ne vescu gaires, si fu remis en son lieu monsigneur Thieri, dit de Roever, chevalier. (1) »

Ce conseil de régence prit immédiatement en main l'administration des duchés de Brabant et de Limbourg, au nom de Jean IV, ce malheureux prince dont le règne ne fut qu'une longue suite de guerres et de troubles.

Jean de Wesemael exerça bientôt, dans ce conseil de gouvernement, une influence prépondérante, et fut presque constamment attaché à la personne de son souverain. Il l'accompagna notamment à Maestricht, à sa joyeuse entrée, au mois de mai 1417 (2). Dans le courant de la même année, lorsque les tuteurs du jeune duc décidèrent son mariage avec l'infortunée et chevaleresque Jacqueline de Bavière, comtesse de Hainaut et de Hollande,

(1) DYNTER, *Chronica ducum Brabantiae*, tome III, pages 305 et 755; MIREUS, *Opera diplomatica*, tome I, page 325.

(2) DYNTER, *Chronica*, tome III, page 784.

Jean de Wesemael fut encore présent à la signature du contrat de mariage, qui eut lieu à Biervliet, en Zélande, le 1^{er} août 1417 (1).

Ce fut le dernier événement politique auquel prit part le seigneur de Fallais; il mourut peu après et fut enterré à Westerloo (2).

Nous avons vu que Jean de Wesemael épousa, en secondes noces, Jeanne de Beaufremont, qui devint, après la mort de son mari, dame d'honneur de Jacqueline de Bavière.

Jeanne décéda en 1429 et fut enterrée auprès de son époux, à Westerloo (3).

Ils laissèrent deux enfants :

1^o Jean, qui suit.

2^o Jeanne, mariée, le 10 janvier 1410, à Henri de Diest, seigneur de Rivière, de Stalle, etc. Elle décéda le 24 juillet 1474 et fut enterrée dans l'église de Saint-Pierre, à Louvain.

Jean de Wesemael eut, en outre, un fils naturel : Henri de Wesemael, qui fut investi par lettres patentes de Philippe-le-Bon, du 16 octobre 1451, des biens féodaux de Laken, situés près de Louvain (4).

JEAN II DE WESEMAEL.

1417 — 1464.

Plus encore que son père, Jean II de Wesemael présente le type le plus complet d'un de ces grands feudataires brabançons dont la grande puissance et l'influence contre-

(1) DINTER, *Chronica*, tome III, pages 342 et 786.

(2) *Idem*, tome II, page 126.

(3) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome II, pages 126, 127.

(4) *Cour féodale de Brabant*, reg. 120, fol. 90 v^o.

balançaient trop souvent l'autorité du souverain, qui était obligé de compter avec ses puissants sujets et de fermer les yeux sur les excès que ceux-ci se permettaient.

Jean II, surnommé *Mejoncker*, seigneur de Rummen (1), assista à l'acte d'union entre les États de Brabant et de Limbourg, en 1415, et succéda à son père dans les seigneuries de Wesemael, de Westerloo, de Fallais et dans l'avouerie de Duffel, vers la fin de l'année 1417 (2). Il le remplaça aussi dans le conseil du duc Jean IV et devint en même temps drossard de Brabant, comme le témoignent des lettres de ce prince du 1^{er} février 1417 (n. st. 1418), fixant les gages en cette qualité, de *son cher cousin et féal conseiller Jean, seigneur de Wesemael, Fallais et Rivière, à 600 couronnes d'or annuellement* (3).

Au mois de juin 1418, le seigneur de Fallais remplissait son office de maréchal de Brabant à la tête de l'avant-garde de l'armée du duc Jean IV, qui allait assiéger la ville de Dordrecht (4).

Jean de Wesemael était un des conseillers favoris du jeune duc et jouissait auprès de lui d'une grande influence (5). Il fut du nombre des conseillers qui ne purent empêcher, entre le duc Jean de Brabant et sa femme Jacqueline de Bavière, des tiraillements et des difficultés qui dégénérèrent bientôt en une brouille complète et aboutirent finalement à une séparation entre les deux époux.

(1) Jean II de Wesemael battit monnaie à Rummen et très-probablement aussi à Fallais. Voir ci-après le *Chapitre des Privilèges et Droits seigneuriaux*.

(2) MIRÆUS, *Opera diplomatica*, tome I, page 325; BUTKENS, *Trophées*, tome II, page 126.

(3) *Cour féodale de Brabant*, reg. 119, fol. 30 v^o.

(4) DYNTER, *Chronica*, etc., tome III, pages 373 et 807.

(5) *Itinéraire de Jean IV, duc de Brabant, de 1415 à 1427*, dans les *Voyages des souverains des Pays-Bas*, tome IV, pages 608, 609, 611, 616, etc.

Au mois de mai 1419, le duc Jean IV, sous l'influence de quatre de ses principaux conseillers, Arnould de Crainhem, seigneur de Grobbendonck, Jacques, seigneur de Gaesbeeck, Jean de Schoonvorst, vicomte de Montjoie, et Jean de Wesemael, reforma sa cour. Il renvoya, à l'exception de deux, les dames et les demoiselles d'honneur que la duchesse Jacqueline avait amenées avec elle de Hollande, et nomma, en leur lieu et place, des dames appartenant à la noblesse brabançonne, notamment la dame douairière de Wesemael, mère de Jean de Wesemael, et la femme de celui-ci, Jeanne de Bouchout (1).

Le crédit de Jean de Wesemael était si considérable que le duc Jean IV voulut même tenir sur les fonts de baptême un de ses enfants, et se rendit en personne à Westerloo à cet effet, le 2 juillet 1419 (*Doen myn genedige heere des avonts te Westerlo reet om des Jonckeren van Wesemael kint te heffen*) (2).

Mais l'influence que Wesemael exerçait sur l'esprit du duc Jean IV ne dura guère, celui-ci ayant changé entièrement, le 27 avril 1420, son conseil de gouvernement, dont le seigneur de Fallais faisait partie. Il remplaça ce conseil par dix conseillers, dont le seigneur d'Assche et son fils aîné Jean étaient les chefs (3).

Ces nouveaux conseillers entraînèrent bientôt le duc Jean et le Brabant dans les misères de la guerre civile.

Au mois d'août de la même année, le seigneur de Fallais se distingua par un acte d'une rare audace.

Jean de Bavière, qui avait circonvenu le faible duc de Brabant, envoya à Bruxelles Pierre de Steyne, prévôt de

(1) DYNTER, *Chronica*, tome III, pages 382 et 815.

(2) *Itinéraire de Jean IV, duc de Brabant, de 1415 à 1427*, tome IV, page 608.

(3) DYNTER, *Chronica*, tome III, pages 388 et 820.

Saint-Sauveur, à Utrecht, et messire Florent van den Abeele, chevalier, pour négocier différentes affaires concernant la Hollande.

Lorsque les négociateurs, après avoir terminé leur mission, retournèrent en Hollande, ils furent arrêtés, entre Eppeghem et Sempst, par des hommes d'armes de Jean de Wesemael et du vicomte de Montjoie, et conduits prisonniers au château de Fallais, dont ils ne purent sortir qu'au prix d'une forte rançon. Les deux princes furent très mécontents de ces seigneurs, mais ils n'en laissèrent cependant rien paraître (1).

Le seigneur de Fallais, dont la conduite fut très patriotique dans ces moments difficiles, n'hésita pas, avec les principaux seigneurs du Brabant, à se ranger du côté des députés de la ville de Louvain et des autres villes principales du duché.

Il prit part aux assemblées tenues à Louvain aux mois de mai et de juin, ainsi que le 15 août 1420.

Dans cette dernière réunion, les États de Brabant condamnèrent au bannissement les nouveaux conseillers du duc, pour avoir consenti à laisser aliéner par celui-ci, au profit de Jean de Bavière, les terres et seigneuries de Hollande, de Zélande et de Frise, sans l'autorisation de la duchesse Jacqueline; enfin pour avoir souffert que cette dernière quittât la cour de son époux (2).

La conduite faible et insensée de Jean IV força la grande majorité des États de Brabant à appeler son frère puîné, Philippe, comte de Saint-Pol, pour lui confier la régence du pays, ce qui eut lieu dans l'assemblée des États tenue à Vilvorde, le 1^{er} octobre 1420 (3).

Le comte de Saint-Pol chargea Jean de Wesemael et Jean

(1) DYNTER, *Chronica*, tome III, pages 396 et 398.

(2) *Idem*, pages 391, 324 et 326.

(3) *Idem*, pages 398, 401, 330, 333.

de Schoonvorst, vicomte de Montjoie, d'entrer en pourparlers avec les députés du duc de Brabant, à Eindhoven, le 16 janvier 1420 (1421 n. st.). Cette entrevue n'amena aucun accommodement (1).

Le duc Jean appela à son aide plusieurs puissants seigneurs du pays d'Entre-Meuse et Rhin, et, appuyé par les patriciens de Bruxelles, il rentra dans sa capitale le 21 janvier 1420 (1421 n. st.). Ce succès fut éphémère; les gens de métier prirent les armes le 29 du même mois, et le comte de Saint-Pol, régent du pays, avec les principaux seigneurs de Brabant et les députés des villes, rentra à Bruxelles le même jour (2).

La victoire des États sur les patriciens de Bruxelles, qui jusqu'alors avaient tenu le duc Jean sous leur dépendance, fut complète. Ce prince, obligé de reconnaître les privilèges accordés par le comte de Saint-Pol aux métiers, confirma, en outre, la sentence portée par les États contre ses conseillers favoris.

Jean IV ayant ensuite été rétabli dans l'administration du duché de Brabant, le comte de Saint-Pol renonça à la régence au mois d'octobre 1421 (3).

Le seigneur de Fallais qui, dans ces malheureuses circonstances, avait été à la tête du parti des États, devint membre du nouveau conseil du duc.

C'est en cette qualité qu'il fut désigné, le 20 avril 1423, pour faire partie de l'ambassade envoyée aux conférences convoquées à Bruges, par le duc de Bourgogne, le 25 du même mois, au sujet des difficultés survenues entre le duc de Brabant, d'une part, Jacqueline de Bavière et le duc de Gloucester, son mari, d'autre part (4).

(1) DYNTER, *Chronica*, tome III, pages 403 et 836.

(2) *Idem*, pages 405 à 410; 836 à 842.

(3) *Idem*, pages 416, 422 et 843.

(4) *Idem*, pages 431 et 847.

Après la mort du duc Jean de Bavière , à qui avait été confié le gouvernement de la Hollande, de la Zélande et de la Frise, le duc de Brabant se rendit en personne dans ces pays et désigna, par ses lettres patentes du 18 janvier 1424 (n. st. 1425), Jean de Wesemael, avec douze autres seigneurs , pour former le Conseil de régence du pays pendant son absence (1).

Jean IV avait à peine quitté le pays lorsque le duc de Gloucester , qui occupait le comté de Hainaut, avec ses troupes anglaises, envahit le Brabant , pillant et brûlant les villes et les villages sur son passage.

Les régents envoyèrent au plus tôt deux corps d'armée pour couvrir les frontières du Brabant, l'un à Hal, l'autre à Nivelles. Ce dernier était le principal et se trouvait sous le commandement de Jean de Wesemael , de Jean de Schoonvorst , vicomte de Montjoie, et d'Englebert d'Enghien (2).

Les troupes anglaises du duc de Gloucester occupaient en forces imposantes la ville de Braine-le-Comte, d'où elles rayonnaient sur tous les environs et causaient un préjudice considérable aux Brabançons.

Ceux-ci , pour mettre fin à cette guerre de brigandage, se décidèrent à faire le siège de Braine-le-Comte.

L'armée brabançonne , à laquelle s'était joint un corps nombreux de Bourguignons , fut placée sous la direction du comte de Saint-Pol. Dans un des assauts qui précédèrent la reddition de la place, Jean de Wesemael conduisait l'attaque et payait de sa personne comme un simple homme d'armes. Ayant voulu monter à l'assaut du rempart, il fut renversé du haut d'une échelle dans le fond du fossé, où il eut été étouffé sous le poids de ses armes, si ses gens ne l'avaient relevé.

(1) DYNTER, *Chronica*, tome III, pages 441 et 857.

(2) *Idem*, pages 443 et 859.

Sa bannière était portée dans cette occasion par Arnould d'Ordingen (1).

Les Anglais capitulèrent peu après cette attaque ; la ville fut, selon les tristes usages de ce temps, entièrement pillée et détruite.

Les Brabançons ne bornèrent pas leurs succès à la prise de Braine-le-Comte. Après que leur armée principale fut retournée avec le comte de Saint-Pol dans le Brabant, Jean de Wesemael et ses deux collègues précités firent peu après, avec environ trois mille hommes réunis à Nivelles, une expédition dans le Hainaut.

Ils le parcoururent pendant sept jours, réduisant, par gré ou par force, plusieurs villes et châteaux à reconnaître l'autorité du duc de Brabant.

Le duc de Gloucester, désespérant de pouvoir résister avec avantage aux Brabançons, abandonna lâchement Jacqueline de Bavière à Mons, et retourna avec ses troupes en Angleterre (2).

Après la mort de Jean IV, duc de Brabant, au mois d'avril 1427 (n. st. 1428), le seigneur de Fallais resta dans le conseil de son successeur, le comte de Saint-Pol (3).

Sous le règne de Philippe-le-Bon, qui succéda à ce dernier, nous trouvons le seigneur de Fallais à Anvers, où il fut présent, le 17 septembre 1432, à l'investiture des fiefs de Boemelreweerde, Tielreweerde et Oestbeke, en faveur d'Arnould, duc de Gueldre et de Juliers. Celui-ci prêta serment et hommage de fidélité à Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, en présence du duc de Bar et de Lorraine, d'Engelbert, comte de Nassau, seigneur de la Leck et de

(1) DYNTER, *Chronica*, tome III, pages 446 et 862.

(2) *Idem*, pages 449 et 865.

(3) *Idem*, page 481 ; *Itinéraire de Philippe de St-Pol, duc de Brabant*, tome IV, pages 633 à 639.

Bréda, de Jean, seigneur de Wesemael, de Fallais et du pays de Malines, Jean de Hornes, seigneur de Baucignies, drossart de Brabant, Guillaume de la Leck, seigneur de Berge, Rase de Gavre, seigneur de Héverlé (1).

Jean de Wesemael, qui était déjà en 1437 (2) chambellan et conseiller de Philippe-le-Bon, fit, en 1440, le dénombrement des prérogatives attachées à la charge de maréchal héréditaire de Brabant (3). Depuis lors, il ne parut plus guère dans l'histoire de son pays. Il figure cependant dans un grand nombre d'actes publics et de procès. Nous le rencontrons notamment dans un acte du 1^{er} octobre 1440, par lequel il constitue une rente de *deux cens couronnes de Franche l'an sur le chastel, ville, rivière et justice de Fallais* (4), au profit de Wauthier d'Athin, le célèbre chef de parti liégeois, alors banni de sa patrie. Une moitié de cette rente devint, dans la suite, la propriété du chapitre de Saint-Pierre de Louvain; l'autre moitié, celle du couvent de Saint-Martin, en la même ville. Les deux moitiés retournèrent plus tard au comte de Charolais, pour lequel Philippe de Glymes en fit relief le 3 octobre 1464 (5).

Jean de Wesemael avait épousé Jeanne de Bouchout, fille de Daniel, seigneur d'Humbeeck, de Loenhout, Diepenstein, Releghem, châtelain de Bruxelles, et de Marie de Ghistelles (6).

Il en eut sept enfants, qui moururent tous en bas âge.

Cette alliance ne fut pas heureuse. Après une union de vingt-huit ans, la liaison publique du seigneur de Fallais

(1) *Cour féodale de Brabant*, reg. 4, dit *Spechtboek*, fol. 223.

(2) BUTKENS, *Supplément*, tome I, pages 37, 40 et 42.

(3) *Cour féodale de Brabant*, reg. 6, fol. 39.

(4) *Idem*, n° 21, fol. 190.

(5) *Idem*, n° 123, fol. 274^{vo}.

(6) HULDENBERGHE, *Geboortelinie der Heeren van Mechelen*, page 21.

avec Aleyde van den Schoer obligea Jeanne de Bouchout à demander la rupture de son mariage (1). Il fut dissous par décret de Jean Thomasius, auditeur du Pape à Boulogne, et de l'Official de Liège, le 19 juillet 1443, et par une autre sentence du 26 avril 1446, après que les deux époux se furent mis d'accord au sujet de l'administration de leurs biens (2).

Jeanne de Bouchout décéda en 1447, sans laisser d'enfant (3), léguant tous ses biens à son cousin, Daniel VI de Bouchout, et au frère de celui-ci, Jean de Bouchout. Ceux-ci ratifièrent devant la Cour féodale l'acte de partage de sa succession et de celle de son père, Daniel de Bouchout, le 13 octobre 1447 (4).

Jean de Wesemael, n'ayant pas d'enfants légitimes, disposa de ses plus importantes seigneuries en faveur du comte de Charolais, fils unique et héritier de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne.

Le 28 juin 1459, il comparut à Bruxelles, au palais, en présence de Philippe-le-Bon et de ses hommes de fiefs, Antoine, seigneur de Croy, comte de Vianen et de Porcean, seigneur d'Aerschot et de Renty, conseiller et premier chambellan, Jean, seigneur de Berg-op-Zoom et de Glymes, Frédéric de Witthem, chevalier, Garin de Brimeu, grand-veneur du duc, etc. Il déclara faire donation des *terre, château et seigneurie de Fallais*, avec toutes leurs dépendances, à Jean, seigneur et ber d'Auxy, chevalier, conseiller du duc et premier chambellan du comte de Charolais, sous réserve de l'usufruit qu'il conservait. Jean de Wesemael stipulait en outre que, s'il laissait après lui des enfants légitimes, la seigneurie de Fallais devait leur revenir.

(1) WAUTERS, *Histoire des environs de Bruxelles*, tome II, page 234.

(2) *Trésorerie de la Chambre des comptes*, carton 11, Malines, n° 8.

(3) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome II, page 124.

(4) *Cour féodale de Brabant*, reg. 120, fol. 46 v°.

Cette importante cession en faveur du comte de Charolais, car son premier chambellan ne faisait que le représenter dans cet acte, eut lieu sous certaines conditions, qui ne sont pas énoncées dans les lettres patentes du duc Philippe-le-Bon, dépêchées ce même jour (1).

Une clause du testament de Jean de Wesemael, daté du 6 septembre 1462, dont il sera parlé ci-après, fait supposer que ces conditions concernaient des legs au profit de fils naturels du seigneur de Fallais (2).

Ce fut aussi vers ce temps que fut terminé, en faveur de Jean de Wesemael, le procès pendant au sujet du pays de Malines.

La seigneurie de cette terre importante appartenait à Jean d'Arkel, seigneur de la ville de Gorichem, Leerdam, Hagestein et de Pierrepont, né en 1362, mort le 21 août 1428, un des personnages les plus ambitieux de son temps (3). Celui-ci était constamment en guerre avec le comte de Hollande, auquel il fut traîtreusement livré en 1415. Le comte de Hollande, après l'avoir tenu renfermé pendant longtemps au château de Gouda (4), le remit à Jean IV, duc de Brabant, qui le livra au seigneur de Fallais. Jean de Wesemael, auquel le sire d'Arkel avait emprunté des sommes considérables, enferma son prisonnier au château de Fallais, où il le retint jusqu'à ce qu'il eût payé ses dettes.

Jean d'Arkel recouvra seulement sa liberté en 1425. Par acte du 16 janvier 1428 (n. st.), il céda la propriété du pays de Malines à Jean de Wesemael et s'engagea à remettre

(1) *Cour féodale de Brabant*, reg. 122, fol. 200.

(2) MIREUS, *Opera diplomatica*, tome I, pages 458 et 459.

(3) PIOT, *Inventaire de la Cour féodale du pays de Malines*; Introduction, page V.

(4) KEMPS, *Leven der doorluchtige heeren van Arkel*, page 159.

toutes les chartes et archives qui concernaient cette terre au nouvel acquéreur en personne, ou bien à l'un ou à l'autre de ses châtelains de Fallais ou de Westerloo (1).

Le lendemain, 17 janvier, les deux seigneurs contractants se réconcilièrent, et Jean d'Arkel ordonna aux hommes de fief du pays de Malines de reconnaître le seigneur de Fallais en qualité de suzerain.

Ce dernier, pour s'assurer définitivement la paisible jouissance de son nouveau domaine, acquit, le 4 février 1428 (n. st.), tous les droits que la famille de Swaef avait sur le pays de Malines (2).

Enfin, le 17 février 1428 (n. st.), Philippe de Saint-Pol, duc de Brabant, déclara que, Jean d'Arkel lui ayant remis, au profit de Jean de Wesemael, le pays de Malines, il en avait investi ce dernier (3).

Malgré toutes les précautions prises par le seigneur de Fallais, il ne put éviter un long procès avec les héritiers du sire d'Arkel, qui prétendaient faire annuler la cession consentie par ce dernier (4).

La propriété du pays de Malines fut dévolue par une première sentence de la Cour féodale de Brabant, le 31 décembre 1440 (5), à Guillaume, seigneur d'Egmont. Mais cette sentence ne fut pas maintenue.

Le duc de Bourgogne, par un mandement du 6 novembre 1459, prescrivit à l'écoutête d'Anvers, marcgrave du pays de Rhyen, à l'écoutête de Lierre et au *leenvinder* et messenger de la Cour féodale de Brabant, de mettre Jean de Wese-

(1) PIOT, pages V et XV; *Chambre des comptes*, carton 11.

(2) *Idem*, pages V et XVIII; carton 12, pièce 6.

(3) *Chambre des comptes*, carton n° 18.

(4) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome II, page 63.

(5) *Cour féodale de Brabant*, reg. 276, fol. 69; BUTKENS, tome II, page 63.



Sceau de Guillaume de Wesemael.
1355.



*Contre-sceau
de Guillaume de Wesemael.*



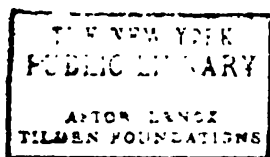
Sceau de Jeanne de Fallais



*Sceau
de Jean I de Wesemael*
1373



Sceau de Jean II de Wesemael.
1428



mael en possession du pays de Malines, en vertu du jugement prononcé ce même jour par les hommes de fief en sa faveur, contre Guillaume, seigneur d'Egmont. Par ce même acte, Philippe-le-Bon relevait les habitants du pays de Malines du serment de fidélité qu'ils avaient prêté au seigneur d'Egmont, et leur ordonnait de reconnaître Jean de Wesemael pour seigneur légitime (1).

Peu après, dans un acte sans date, nous trouvons Jean de Wesemael prenant le titre de *nouveau seigneur et prince dudit pays de Malines*. Il ne conserva pas longtemps la propriété de cette terre souveraine. Le 29 mars 1460 (n. st.), il renonça, devant la Cour féodale de Brabant, à la propriété du pays de Malines, en faveur de Philippe-le-Bon et de ses successeurs, ne s'en réservant que l'usufruit (2).

Le 31 décembre 1460, le seigneur de Fallais, après avoir fait le relief des seigneuries de Westerloo, Hulshout, Oelen, Zoerle, Glyndele, Hersselt et Quabeck devant Philippe-le-Bon, à Bruxelles, déclara les transporter et les céder, sauf l'usufruit, à Antoine, seigneur de Croy, comte de Vianen et de Porcean, moyennant quatre mille-six cents florins du Rhin et deux rentes, l'une viagère, de quatre cents florins, au profit du vendeur, l'autre héréditaire, de deux cent-cinquante florins, en faveur de ses cinq filles naturelles (3).

Deux ans plus tard, ce seigneur fit son testament à Louvain, le 6 septembre 1462 (4). Il annula et cassa, en grande partie, un premier testament daté de Malines, le 5 juin 1458, par lequel il avait laissé la seigneurie de Wesemael à Jean de Croy, second fils d'Antoine de Croy.

(1) *Chambre des comptes*, carton 12, pièce 38; *Cour féodale de Brabant*, reg. 122, fol. 222.

(2) *Idem*, fol. 250 et 236 v°.

(3) *Idem*, fol. 248.

(4) *MIRÆUS, Opera diplomatica*, tome I, pages 458, 459 et 786.

Par ce second testament, Jean de Wesemael institua Charles de Bourgogne, comte de Charolais, pour son héritier universel, à la réserve, cependant, de certains legs particuliers. Il laissa à sa fille naturelle Jeanne, épouse de Pierre de Huldenberghe, le choix du lieu de sa sépulture et le règlement de ses funérailles, et lui légua tous ses biens, meubles quelconques, soit en or ou en argent, les ustensiles, les chevaux, etc., qui se trouvaient dans ses trois châteaux de Fallais, de Westerloo et d'Anderstat.

Enfin, il donna au seigneur d'Auxy et à Antoine de Croy la charge de veiller à l'exécution de ses legs en faveur de ses enfants naturels.

Le seigneur de Fallais décéda le 26 septembre 1464 (1). S'il ne laissa pas d'enfants légitimes, en revanche, il eut un nombre scandaleux de bâtards. Les noms de cinq filles naturelles figurent dans un acte du 31 décembre 1460, par lequel leur père assure à chacune d'elles une rente de deux cent-cinquante florins : Jeanne, Marguerite, Elisabeth aînée, Elisabeth cadette, Dymphne (2).

. Quant aux fils bâtards, leurs noms, sauf un seul, ne sont pas connus, mais nous savons, par le testament de Jean de Wesemael, qu'il en eut plusieurs. Parmi ceux-ci, Olivier, bâtard de Wesemael, devint seigneur de Pas-Saint-Martin en Hesbaye, le 20 septembre 1469, par transport et relief de Jean, seigneur d'Auxy (3).

(1) DEWÉZ, *Histoire de Belgique*, tome IV, page 400. Le sceau de Jean II de Wesemael (voir planche I) représentait ce seigneur, armé de toutes pièces et tenant l'épée à la main. Autour de cette dernière était inscrite la fière devise : *zyl touce il trence*. Ce superbe sceau portait en outre l'inscription : « S. JORNIS DNI DE WESEMALE, DE FALAYS, TERRE MECHLINIENS. DE RUMEN ET MARSCALL. BRABA. »

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. 122, fol. 348.

(3) S. BORMANS, *Les seigneuries féodales de Liège*, page 318.

CHARLES-LE-HARDI.

1464 — 1470.

Charles de Bourgogne, plus connu dans l'histoire sous le nom de Charles-le-Hardi, était encore comte de Charolais, lorsqu'il devint seigneur de Fallais, en 1464, par la mort de Jean II de Wesemael. Il était fils unique de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, auquel il succéda le 15 juin 1467.

Le comte de Charolais désigna, pour administrer en son nom la terre de Fallais, son premier chambellan, Jean, seigneur et ber d'Auxy, seigneur de Famechon, Fontaine sur Somme, Hangest, Lamet, etc. (1), le même qui l'avait déjà représenté dans l'acte de donation du 28 juin 1459.

Jean d'Auxy était l'homme de confiance de Philippe-le-Bon, qui le combla de charges et d'honneurs. Créé chevalier en 1423, il devint maître des eaux et forêts de Ponthieu, puis de l'Artois, capitaine-général de Ponthieu et d'Abbeville en 1437, châtelain de Courtray, Termonde, Audenarde, etc., chevalier de la Toison d'or en 1445, conseiller et chambellan de Philippe-le-Bon en 1446, grand-maître des arbalétriers de France en 1461, enfin premier chambellan et gouverneur du comte de Charolais (2).

(1) LE CARPENTIER, *Histoire de Cambray et du Cambrésis*, page 144; LA MORLIÈRE, *Recueil des maisons nobles d'Amiens*, pages 208 et 211.

(2) MATHIEU D'ESCOUCHY, *Chronique*, édition DU FRESNE DE BEAUCOURT, 1864, tome I, pages 348 et 353; tome II, page 177; table analytique, page 463; DE BARANTE, *Histoire des ducs de Bourgogne*, édition GACHARD, tome II, page 90; MONSTRELET, tome IV, page 159, tome V, page 308; OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, édition BEAUNE et D'ARBAUMONT, tome II, pages 51 et 95; DE REIFFENBERG, *Histoire de l'ordre de la Toison d'or*, page 29.

Ce fut en cette dernière qualité qu'il fut chargé d'administrer la seigneurie de Fallais, fonctions dont il s'acquitta pendant sept ans, de 1464 à 1470 (1). Il mourut en 1474 (2).

Le comte de Charolais était depuis un an à peine en possession de Fallais, lorsque la guerre éclata entre le duc de Bourgogne, son père, et le roi de France, Louis XI.

Celui-ci n'ignorait pas que les Liégeois étaient en hostilités ouvertes avec l'évêque Louis de Bourbon, protégé du duc de Bourgogne. Il leur envoya des ambassadeurs, qui contractèrent avec eux, en promettant du secours, une alliance offensive et défensive, le 17 juin 1465 (3).

Les Liégeois, après avoir déposé leur évêque, avaient appelé Marc de Baden pour gouverner le pays en qualité de mambour (4).

Profitant ensuite de l'éloignement de l'armée bourguignonne, envoyée en France sous la conduite du comte de Charolais, ils déclarèrent la guerre à Philippe-le-Bon, au mois d'août 1465, et entrèrent dans le duché de Limbourg et le comté de Dalhem, qu'ils mirent à feu et à sang (5).

Baré de Surlet, un de leurs tribuns populaires les plus audacieux, s'empara de sa propre autorité du château de

(1) *Registre aux cens et rentes de Fallais, 1470*; Archives de l'Etat, à Liège.

(2) MATHIEU D'ESCOUCHY, Table analytique, tome II, page 463.

(3) BARANTE, édition GACHARD, tome II, page 253; GACHARD, *Collection de documents inédits*, tome II, pages 197 à 205.

(4) ADRIANUS DE VETERI BUSCO, *Rerum Leodiensium*, dans l'*Amplissima collectio* de Martène et Durand, tome IV, page 1267; GERLACHE, *Révolutions de Liège sous Louis de Bourbon*, page 33.

(5) JACQUES DU CLERCQ, *Mémoires*, dans la collection des chroniques françaises, éditée par BUCHON, tome XL, page 44; OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, édition BEAUNE ET D'ARBAUMONT, Paris, 1885, tome III, page 25; GACHARD, *Documents inédits*, tome II, pages 197 à 205; JEAN DE HAYNIN, *Mémoires*, Mons, 1842, tome I, page 24.

Fallais, le 16 du mois d'août 1465 (1). Après l'avoir pillé et dévasté, il y plaça une garnison allemande, sous prétexte de protéger les frontières du pays.

Non contents d'avoir pris possession de cette forteresse, les Liégeois en firent don à Raes de Heers, qui l'avait demandée en dédommagement des pertes qu'il avait subies pour la cause révolutionnaire.

Mais ces petits succès ne furent qu'éphémères ; Philippe-le-Bon rassembla quelques troupes, qui, sous la conduite du comte de Nassau, infligèrent une première défaite aux Liégeois, dans la plaine de Montenaken, le 22 octobre 1465 (2).

Le comte de Charolais, après avoir conclu la paix à Conflans, le 5 octobre 1465 (3), avec Louis XI, se dirigea directement avec son armée sur le pays de Liège. Il arriva à Tirlemont le 9 décembre 1465 et alla prendre ensuite position à Saint-Trond (4).

Les Liégeois, tout insensés qu'ils étaient, comprirent qu'une résistance sérieuse serait inutile. Ils n'ignoraient d'ailleurs pas que le roi de France, dont ils devaient toujours être les dupes, avait traité avec le comte de Charolais sans faire la moindre réserve en leur faveur. Le parti le plus sage à prendre pour eux était de chercher à obtenir la paix. La ville de Liège et plusieurs villes du pays, notamment Tongres, Saint-Trond, Hasselt, Looz, Fosses, Thuin, Couvin, etc., envoyèrent des députés au comte de Charolais. Celui-ci accorda la paix aux Liégeois à la suite de la médiation des comtes de Hornes et de Meurs. Le traité

(1) ADRIANUS DE VETERI BUSCO, *Rerum Leodiensium*, t. IV, page 1278.

(2) *Idem*, tome IV, page 1282; OLIVIER DE LA MARCHE, tome I, page 105.

(3) DE BARANTE, tome II, page 251.

(4) DE MARNEFFE, *Itinéraire de Charles-le-Hardi*, page 32.

fut ratifié par Louis de Bourbon, élu de Liège, le chapitre de Saint-Lambert, les nobles et les députés des villes, le 22 décembre 1465 (1).

Par un acte spécial passé à Tirlemont le 19 décembre 1465, devant deux notaires impériaux, les députés des villes de Liège, de Tongres, de Saint-Trond et de Hasselt, déclarèrent qu'à la suite du traité de paix conclu avec le duc de Bourgogne, les habitants de Liège et des bonnes villes se soumettraient à une amende honorable au comte de Charolais, pour l'insulte et les dommages qu'ils lui avaient faits, en s'emparant du château de Fallais et en livrant aux flammes la basse-cour de Montaigle (2). Ils s'engageaient en outre à payer au comte une indemnité de cent-cinquante mille florins, monnaie au coin dit des quatre électeurs de l'Empire. Cet acte particulier fut ratifié, en même temps que le traité principal, le 22 décembre suivant, par les bourgeois, mayeurs, échevins et conseillers de la cité de Liège et de toutes les bonnes villes du pays, à l'exception de ceux de la ville de Dinant, qui fut exclue du traité de paix. Le chiffre de cette indemnité, déjà si élevée, fut, par ce dernier acte, encore majoré et porté à cent-quatre-vingt-dix mille florins, payables dans l'espace de deux ans, en quatre termes; les deux premiers, de soixante mille florins chacun, le 25 juin et le 25 décembre 1466, et les deux derniers, de trente-cinq mille florins chacun, le 25 juin et le 25 décembre de l'année suivante (3).

En cas de retard dans le paiement de ces indemnités,

(1) GACHARD, *Documents inédits*, tome II, pages 290 et 304.

(2) Charte du chapitre de Saint-Lambert, n° 1044; cette pièce importante est analysée dans SCHOONBROODT, *Inventaire des chartes du chapitre de Saint-Lambert*.

(3) Charte idem, n° 1045; GACHARD, *Documents inédits*, tome II, page 305.

les Liégeois devaient acquitter une amende de dix nobles par jour. Ils s'obligeaient, dans ce cas, à envoyer à Louvain, quinze jours après une sommation, quinze otages, choisis parmi des personnes notables. Chacun de ces otages devait amener avec lui un serviteur et deux chevaux. Ce traité ne fut pas exécuté par les Liégeois, qui *ne sont pas bien coustumiers de tenir ce qu'ils promectent*, disait le chroniqueur Olivier de la Marche (1), et les hostilités recommencèrent bientôt. La ville de Dinant fut prise et entièrement détruite, en 1466, par les Bourguignons. Ceux-ci se portèrent ensuite au-devant des Liégeois et les rencontrèrent, le 16 septembre, à Oleye. Les chefs de ces derniers parvinrent à parlementer avec le comte de Charolais, qui consentit à maintenir le traité signé l'année précédente, sous condition que les Liégeois lui remettraient cinquante otages.

Cette dure leçon ne corrigea pas les Liégeois. Un chroniqueur contemporain rapporte que l'année suivante, comptant toujours sur l'appui de l'astucieux Louis XI, *ils ne peurent plus longuement se passer de faire folie et en mois de septembre l'an 1467, se partirent pour mettre le siège devant Huy* (2).

Charles-le-Hardi, qui venait de succéder à Philippe-le-Bon, entra dans le pays de Liège et tailla en pièces les milices liégeoises à Brusthem, le 28 octobre 1467 (3). Il se rendit ensuite maître de Liège et en fit raser une partie des portes et des remparts. On croirait que ces échecs successifs auraient rendu les Liégeois plus sages ; il n'en fut rien. Au mois d'octobre 1468, ils allèrent surprendre la ville de Tongres, où ils firent prisonniers l'évêque Louis

(1) Tome III, page 31.

(2) JEAN DE HAYNIN, *Mémoires*, tome I, page 30.

(3) ADRIANUS DE VETERI BUSCO, tome IV, page 1316.

de Bourbon et le sire de Humbercourt, qu'ils ramenèrent à Liège (1).

Charles-le-Hardi, pour mettre un terme définitif aux hostilités sans cesse renouvelées de ces incorrigibles séditeux, encore une fois excités sous main par Louis XI, dut se résoudre à aller les réduire en personne.

Il força le roi de France, qu'il tenait prisonnier au château de Péronne, à l'accompagner dans son expédition contre Liège. Il voulait rendre Louis XI témoin du châtiment sévère que ses alliés allaient subir par sa duplicité (2).

Les deux princes quittèrent Péronne le 15 octobre et, après avoir passé par Cambrai et par Namur, arrivèrent dans l'après-midi du 24 octobre à Fallais (3). Ils y trouvèrent l'évêque de Liège, Louis de Bourbon, et Guy de Brimeu, sire d'Humbercourt, qui étaient venus à leur rencontre, pour supplier le duc de Bourgogne d'épargner la ville de Liège.

Le sire d'Humbercourt, après avoir été fait prisonnier à Tongres par Jean de Wilde, avait obtenu sa liberté provisoire sur parole, pour accompagner Louis de Bourbon auprès du duc de Bourgogne. Lorsque ce dernier aperçut son fidèle serviteur, il l'accueillit par ces paroles : « Salut, prisonnier ». Celui-ci répondit au duc : « Saint Léonard, vous êtes arrivé bien à propos, vous me délivrerez » (4).

(1) ADRIANUS DE VETERI BUSCO, page 1334.

(2) OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, tome III, page 83; PHILIPPE DE COMINES, *Mémoires*, édition LENGLET DU FRESNOY.

(3) DE MARNEFFE, *Itinéraire de Charles-le-Hardi, duc de Bourgogne*, page 50; LENGLET DU FRESNOY, tome II, page 192. Selon ADRIANUS DE VETERI BUSCO, les princes ne seraient arrivés à Fallais que le 25. Nous préférons, avec LENGLET DU FRESNOY, la date du 24, qui est basée sur les comptes de la dépense journalière de l'Hôtel du duc de Bourgogne.

(4) Saint Léonard est le patron des prisonniers.

« Je ferai pour cela, répliqua Charles-le-Hardi, tout ce qui sera en mon pouvoir (1) ».

Après leur arrivée au château de Fallais, les deux princes dînèrent ensemble, mais à des tables différentes. Le roi de France et le duc de Bourgogne présidèrent chacun une table; l'évêque de Liège, son frère, le duc de Bourbon, et ses autres parents, prirent place, avec le sire de Humbercourt, à une troisième table.

Charles-le-Hardi et Louis XI séjournèrent deux jours à Fallais; arrivés le 24, ils en partirent le 26 octobre, pour aller loger le soir à Momalle.

Le lendemain, 27 octobre, ils arrivèrent à Sainte-Walburge, devant Liège, et firent leur entrée, le 30 du même mois (2), dans cette ville, qui fut traitée avec la dernière rigueur.

Deux années après la prise de Liège, au mois de mars 1470 (n. st.), en prévision d'une nouvelle guerre entre Louis XI et le duc de Bourgogne, le seigneur d'Auxy prescrivit à Jean de Blehen, châtelain de Fallais, de faire mettre le château en bon état de défense. Les deux ponts-levis, qui étaient en mauvais état, furent restaurés, et le receveur de la seigneurie paya, dit-il : *en ladite septimaine à bonbardeur pour une ferre pour fermer le bolwarcke de chasteaul pour ce que il covenoit mettre les bombardes pour la guerre, deux aidants* (3).

Des munitions en poudre à canon et en traits d'arbalète furent amenées au château, dont la garnison fut augmentée

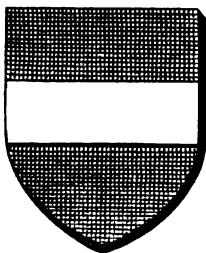
(1) Ces détails furent relatés à Adrien de Veteri Busco, par le sire de Humbercourt, « ex cujus (domini de Humbercourt) relatu ista scripta sunt ». *Amplissima collectio*, tome IV, page 1338.

(2) BARANTE, édition GACHARD, tome II, page 324, note 1.

(3) *Registre aux cens et rentes de Fallais, 1470*; Archives de l'Etat, à Liège.

de trois hommes d'armes, par ordre du seigneur d'Auxy, depuis le 14 juillet jusqu'au 31 octobre 1470.

Ce fut dans le cours de cette même année que Charles-le-Hardi fit donation de la *terre et seigneurie de Fallaiz, en haulteur, justice, preis*, etc., à Henri de Borssele, comte de Grandpré, seigneur de la Vère et de Zanteborch, chevalier de la Toison d'or.



LES SEIGNEURS DE FALLAIS DES MAISONS DE BORSSELE ET DE POLHEIM.

HENRI DE BORSSELE.

1470 — 1473.

L'ancienne et opulente maison de Borssele, originaire de la Hollande, alliée aux maisons souveraines de France et d'Angleterre, eut une très grande situation au moyen âge, et parvint à l'apogée de sa puissance sous les ducs de Bourgogne Philippe-le-Bon et Charles-le-Hardi.

Henri de Borssele, comte de Grandpré en Champagne, seigneur de Flessingue, de la Vère, de Sandyck et de Zanteborch, chevalier de la Toison d'or, seigneur de Fallais en 1470 (1), était fils de Wolfart de Borssele, seigneur de la Vère et de Zanteborch, et d'Hadelicque de Borssele.

Philippe-le-Bon l'arma chevalier avec son cousin Franck de Borssele, seigneur de Saint-Martindyck, Jean, seigneur

(1) *Cour allodiale de Liège*, reg. 29, fol. 66.

d'Egmont, et plusieurs autres seigneurs, à la bataille de Zierikzée, que ce prince gagna en 1425 sur la comtesse de Hollande, Jacqueline de Bavière.

En 1444, il accompagna la duchesse Isabelle de Bourgogne en Hollande, lorsque cette princesse s'y rendit pour calmer les factions qui déchiraient ce pays, sous le nom de *Hoecks* et de *Kabeljauws* (1).

A son retour, il reçut la Toison d'or dans le septième chapitre de cet Ordre, tenu par Philippe-le-Bon, au château de Gand, le 12 décembre 1445 (2).

Henri de Borsselle fut chargé, en 1449, par le duc de Bourgogne, de conduire en Ecosse, à bord d'une escadre bourguignonne, sa nièce, Marie de Gueldres, récemment mariée à Jacques II, roi d'Ecosse (3). Il avait été choisi pour cette importante mission *pour ce qu'il estoit*, dit Mathieu d'Escouchy en sa chronique, *moult puissant sur la marine et bien usité des passaiges de la mer* (4).

Pendant la lutte de Philippe-le-Bon contre les Gantois, en 1457, il alla, accompagné de Renaud de Brederode et du seigneur de Lannoy (5), à la tête de trois mille combattants, au secours de ce prince.

Nous le retrouvons ensuite dans la campagne que Charles-le-Téméraire entreprit contre les Liégeois en 1467 (6).

(1) BARANTE, tome II, page 58.

(2) OLIVIER DE LA MARCHE, tome II, page 94; REIFFENBERG, *Histoire de l'ordre de la Toison d'or*, Bruxelles, 1830, page 28; M. de Barante se trompe en rapportant (tome II, page 63), que Henri de Borsselle épousa la fille du roi d'Ecosse. Ce fut son fils Wolfart, dont il sera question ci-après, qui épousa Marie d'Ecosse.

(3) OLIVIER DE LA MARCHE, tome II, pages 117 et 118.

(4) MATHIEU D'ESCOUCHY, *Chronique*, tome I, page 175.

(5) OLIVIER DE LA MARCHE, tome II, pages 224 et 271; D'ESCOUCHY, tome I, page 409.

(6) BARANTE, édition GACHARD, tome II, page 704, appendice.

Monsieur de la Vère (nom sous lequel Henri de Borssele était habituellement désigné) était amiral de Hollande et de Zélande pour le duc de Bourgogne (1); le roi Louis XI lui avait conféré, de son côté, la charge de lieutenant-amiral de France sur les côtes de Zélande. Dans le onzième chapitre de la Toison d'or, tenu le 10 mai 1468, il fut demandé si un membre de l'Ordre pouvait accepter des fonctions d'un souverain étranger. M. de la Vère répondit qu'il avait accepté cette dernière charge depuis vingt-deux ans, avec l'autorisation du feu duc. Cette charge n'avait d'effet que pour la France, et il ne l'avait jamais exercée dans les États du duc.

Les chevaliers de l'Ordre furent néanmoins d'avis que M. de la Vère devait renoncer à cette charge, et celui-ci promit de se conformer aux désirs de ses confrères (2).

En 1470, pendant que les rois Édouard IV et Henri VI se disputaient le trône d'Angleterre, M. de la Vère, à la tête de la flotte bourguignonne, chargée de troupes de débarquement aux ordres du seigneur de la Gruthuyse, gouverneur de Hollande, fut envoyé, par le duc de Bourgogne, à l'embouchure de la Seine, pour obtenir satisfaction de l'enlèvement de quelques vaisseaux flamands par le comte de Warwick, partisan du roi Henri VI (3). Le 8 juin, M. de la Vère appareilla du port de l'Écluse et, le 2 juillet suivant, il rencontra l'escadre du comte de Warwick, qu'il mit en déroute, après un combat acharné.

(1) LA MARCHE, tome II, page 94, rapporte que « *le seigneur de la Vère, ung moult puissant et notable chevalier zeellandois du nom et des armes de Bourselle, et qui, par sa grant conduite et renommée par la mer, avoit eu la fille du Roy d'Escoce, seur germainne de Madame la Dauphine dont cy dessus est faicte mencion, et l'avoit mariée à son fils, le conte de Boucquam* ».

(2) REIFFENBERG, page 53.

(3) SMALLEGANG, *Nieuwe chronyk van Zeelandt*, 1696, page 687; BARANTE, tome II, page 347; COMINES, *Mémoires*, tome I, page 153.

Le roi Louis XI lui fit accorder la réparation qu'il exigeait, et l'amiral de Hollande se déclara satisfait, disant qu'il ne faisait pas la guerre au roi de France, mais au comte de Warwick.

Peu après, chargé d'empêcher le passage de ce dernier, avec les débris de son expédition, de France en Angleterre, l'amiral flamand ne put l'empêcher de profiter d'une tempête qui avait dispersé la flotte bourguignonne et de débarquer à Darmouth en Angleterre (1).

Ce fut au cours de cette même année, et probablement à la suite de cette campagne navale, que M. de la Vère reçut la seigneurie de Fallais en don de Charles-le-Hardi.

L'acte de transport fut signé à Louvain, devant le mayeur de cette ville, le *Dymenche en lostel de Sain Anthone*, au mois d'octobre 1470. Le duc de Bourgogne était représenté par le seigneur d'Auxy ; Wolfart de Borssele, comte de Bochan, seigneur d'Heimsrode, comparut en qualité de chargé de pouvoirs de Henri de Borssele, son père.

A la demande personnelle de l'évêque Louis de Bourbon, la cour allodiale de Liège députa Hubert de Vaux, mayeur, Gérard Tollet et Étienne de Horion, hommes allodiaux, à Louvain, pour assister à cet acte, le seigneur d'Auxy n'ayant pu, à cause de son grand âge et de la peste qui régnait à Liège, se rendre dans cette dernière ville.

La cour allodiale ratifia et approuva l'acte passé devant ses délégués, le 22 octobre 1470 (2).

Nous avons vu précédemment que M. de la Vère avait promis de renoncer à la charge de lieutenant-amiral de France, qu'il tenait du roi Louis XI. Il ne tint pas sa promesse, comme cela fut constaté dans le douzième chapitre de l'ordre de la Toison d'or, tenu le 6 mai 1473 à Valen-

(1) COMINES, tome I, page 163.

(2) *Cour allodiale de Liège*, reg. 29 (1470-1477), fol. 66.

ciennes (1). Dans ce même chapitre, on lui fit aussi un grief de n'avoir pas, lorsqu'il commandait avec son gendre, le seigneur de la Gruthuyse, l'escadre de Hollande, empêché le comte de Warwick et ses gens de passer de France en Angleterre, et d'avoir en outre soutenu les Osterlins en guerre avec les Anglais, alliés du duc de Bourgogne.

Le chargé de pouvoirs de M. de la Vère, qui n'assistait pas en personne au chapitre, l'informa par ordre de ses confrères, le 14 mai 1473, des chefs de prévention qui existaient contre lui, le priant de se justifier (2).

Il ne fut pas donné suite à ces accusations, qui d'ailleurs paraissaient peu fondées, Henri de Borssele étant décédé le 17 mars 1474 (3) et non pas, comme Te Water l'avance à tort, le 17 février 1470 (4).

Henri de Borssele avait épousé Jeanne de Halewyn, fille d'Olivier de Halewyn, seigneur de Heimsrode, et de Marguerite de Comines, dont il eut :

1^o Wolfart, qui suit.

2^o Olivier.

3^o Anne, mariée à Gilles, seigneur d'Arnemuyde.

4^o Marguerite (5), décédée le 25 août 1510. Elle avait épousé, en 1455 (6), Louis de Bruges, seigneur de la

(1) REIFFENBERG, *Histoire de la Toison d'or*, page 70.

(2) *Idem*, page 86.

(3) VAN DEN BERCH, Manuscrit n° 883, fol. 150, Université de Liège.

(4) *Redevoering over 't geslacht van Borssele met aantekeningen van W. Te Water*, Middelburg, 1755, in-4°.

(5) BUTKENS, dans ses *Trophées de Brabant*, et SANDERUS, dans la *Flandria illustrata*, l'ont appelée par erreur le premier Marie et le second Jeanne.

(6) VAN PRAET, dans ses *Recherches sur Louis de Bruges, seigneur de la Gruthuyse*, page 5, cite Marguerite comme la nièce de Wolfart de Borssele, tandis qu'elle était sa sœur. Il reconnaît d'ailleurs indirectement son erreur en désignant (page 16) Wolfart de Borssele comme beau-frère de Louis de Gruthuyse.

Gruthuyse, prince de Steenhuyse, comte de Winchester, seigneur d'Avelghem, Hamste, Oostcamp, Beveren, Thielt, Espières, chevalier de la Toison d'or, « l'homme de ce siècle qui honora le plus la Flandre par son illustre origine, son dévouement au pays et son amour des lettres, » a dit de lui le baron Kervyn de Lettenhove.

Louis de Bruges, plus connu sous le nom de Gruthuyse, est cité, pour la première fois, dans un tournoi qui eut lieu au mois de mars 1443 à Bruges (1). Il devint échanson de Philippe-le-Bon en 1449 (2), gouverneur et capitaine-général de la ville de Bruges en 1452 (3).

Le 22 juillet de la même année, il se trouva à la tête de la noblesse de Flandre et de Picardie, à la *Journée de Gavre*, et fut armé chevalier sur le champ de bataille, de la main de son souverain (4).

Envoyé ensuite, en qualité d'ambassadeur, auprès de Henri VI, roi d'Angleterre, il fut créé, au retour de sa mission, chevalier de la Toison d'or, dans le chapitre tenu à Saint-Omer le 6 mai 1461 (5).

Le duc Philippe-le-Bon, par lettres patentes du 14 mai 1463, nomma Louis de la Gruthuyse gouverneur-général de Hollande, de Zélande et de Frise (6). Il fit partie en 1466 de l'armée du duc de Bourgogne, lorsque celui-ci alla faire le siège de la ville de Dinant, et commanda

(1) CUSTIS, *Jaerboecken der Stadt Brugge*, 1765, tome II, page 102.

(2) *Mémoire pour servir à l'histoire de Bourgogne*, tome II, page 230.

(3) POUILLLET, *Les gouverneurs de province*, page 160.

(4) MATHIEU D'ESCOUCHY, tome II, page 654; OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, tome II, pages 224 et 318.

(5) REIFFENBERG, page 38; MAURICE, *Histoire de la Toison d'or*, page 65; PINEDO, *Historia de la insigne orden del Toyson de Oro*, 1787, tome I, page 74.

(6) HOYNCK VAN PAPENDRECHT, *Analecta Belgica*, 1743, tome II, part. I, page 30 des *Preuves*.

l'arrière-garde, qui était destinée à couvrir l'armée assiégeante contre toute tentative de la part des Liégeois (1).

En 1467, il fut à la prise de Liège par Charles-le-Hardi et dirigea les attaques du côté de la porte Saint-Martin (2). Nous le retrouvons encore l'année suivante à la prise et à la destruction de cette ville par le même prince (3).

Deux ans plus tard, au mois de mai 1470, il fut chargé avec son beau-père, Henri de Borssele, amiral de Hollande, du commandement de la flotte de trente-six voiles que le duc rassembla à l'Écluse pour mettre les côtes de Flandre et de Hollande à l'abri des insultes de l'escadre du comte de Warwick (4).

Le 9 octobre suivant, Louis de la Gruthuyse reçut en Hollande, le roi d'Angleterre, Charles IV, chassé de son trône par la faction du comte de Warwick. Ce prince, en reconnaissance des services et des secours qu'il avait reçus, le créa, au mois d'octobre 1472, comte de Winchester et l'autorisa à porter les armes des anciens comtes de ce nom, cantonnées de celles d'Angleterre (5).

Charles-le-Hardi le nomma, le 26 mars 1471, un des généraux de l'armée destinée à combattre le roi de France Louis XI, avec lequel il était en guerre (6).

(1) MONSTRELET, *Chroniques*, supplément par DU CLERCQ, édition BUCHON, tome XV, pages 110 et 112.

(2) JEAN DE HAYNIN, *Mémoires*, tome I, pages 96 et 98.

(3) BARANTE, édition GACHARD, tome II, appendice, pages 704 et 706.

(4) SMALLEGANG, *Nieuwe Chronyk van Zeelandt*, 1696, page 687; COMINES, édition de Bruxelles, 1706, tome I, page 167.

(5) COMINES, *Mémoires*, édition LENGLET DU FRESNOY, tome I, page 157.

(6) *Chronike van Vlaenderen*, Bruges, 1727-1737, tome II, page 422.

Après la mort de Charles-le-Hardi, il devint chevalier d'honneur de sa fille, Marie de Bourgogne, auprès de laquelle il exerça une grande autorité, justifiée d'ailleurs par les nombreux et importants services qu'il avait rendus à la maison de Bourgogne.

Dans le courant de l'année 1477, Louis de la Gruthuyse dut renoncer aux fonctions de gouverneur de Hollande, parce qu'il n'était pas natif du pays, mais il fit nommer à sa place Wolfart de Borssele, son beau-frère (4).

Le 7 août 1479, nous le trouvons chargé du commandement des milices brugeoises à la bataille de Guinegate, où son fils aîné, Jean, resta prisonnier des Français, quoique ces derniers abandonnèrent le champ de bataille aux Bourguignons.

Il conduisit, le 18 août de la même année, Marie de Bourgogne à l'autel, où elle devait recevoir la bénédiction nuptiale avec Maximilien d'Autriche (5).

Louis de la Gruthuyse fut désigné par Marie de Bourgogne pour un de ses trois exécuteurs testamentaires. Il devint le chef du parti, très-puissant en Flandre, qui voulait faire donner la tutelle du prince Philippe à quatre personnes désignées par les Etats du pays, à l'exclusion de Maximilien d'Autriche, pour lequel il avait peu d'attachement (3).

Les longues contestations et les troubles qui s'élevèrent en Flandre à ce sujet durèrent pendant plusieurs années ; Louis de la Gruthuyse y joua un rôle considérable, ce qui

(4) *Chronike van Vlaenderen*, 1727-1737, tome II, pages 525 et 526 ; BILDERDIJK, *Geschiedenis des vaderlands*. Tome IV, pages 231 et 233 ; PONTUS HEUTERUS, *Rerum Belgicarum*, etc. Anvers, 1598, tome II, page 98.

(5) *Chronike van Vlaenderen*, tome II, page 550.

(5) OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, tome III, page 265 ; MOLINET, *Chroniques*, tome II, page 444.

l'exposa au ressentiment de Maximilien. Celui-ci le fit même arrêter en 1485 et traduire devant ses pairs, les chevaliers de la Toison d'or, le 20 mai 1491, à Malines (1).

Le jugement fut rendu seulement plusieurs années après son décès, au chapitre tenu à Bruxelles, le 17 janvier 1500 (v. s.). Ses armes furent enlevées de dessus la stalle où elles se trouvaient exposées dans l'église de Saint-Rombaut, à Malines. Mais, à la suite de l'intervention du roi de France, Louis XII, elles furent replacées, le 19 septembre 1501, à l'endroit où elles se trouvaient auparavant (2).

Louis de la Gruthuyse fit son testament conjonctif avec Marguerite de Borssele, le 18 août 1474 (3), et décéda le 24 novembre 1492, à Bruges, où il fut enterré dans l'église de Notre-Dame (4).

(1) O. DE LA MARCHE, tome III, pages 276 et 279; *Chronike van Vlaenderen*, tome III, pages 33 et 38; REIFFENBERG, pages 170 à 184.

(2) REIFFENBERG, pages 236, 254 à 256.

(3) *Excellente Chronyke van Vlaenderen*, Anvers, fol. 277; BEAUCOURT, *Description de l'église Notre-Dame à Bruges*, pages 49 et 234.

(4) Louis de la Gruthuyse était un bibliophile distingué pour son temps et possédait la plus belle bibliothèque des Pays-Bas, après celle des ducs de Bourgogne. Le savant bibliographe Van Praet, auquel nous empruntons la plupart des renseignements biographiques concernant Louis de la Gruthuyse, a décrit sommairement ses riches manuscrits enluminés, au nombre d'environ cent et cinquante, dont la plus grande partie se trouve actuellement à la Bibliothèque nationale de Paris. Cette merveilleuse collection de manuscrits passa, on ne sait comment, dans la bibliothèque du roi de France, Louis XII, à Blois. On eut malheureusement, au commencement du XVI^e siècle, la malencontreuse idée d'effacer les armoiries et les emblèmes de Gruthuyse et de les remplacer par ceux du roi de France; mais cette transformation ne fut pas assez minutieuse pour que les volumes de Gruthuyse ne soient restés très-reconnaissables. La devise bien connue de ce seigneur : *meer es in u* (plus est en vous), se trouve sur les banderoles dans les bordures de presque tous les volumes et leur sert de certificat d'origine.

WOLFART DE BORSSELE.

1474 — 1486.

Lorsque Henri de Borssele devint seigneur de Fallais, il se fit représenter par son fils Wolfart, dans l'acte de donation du 25 octobre 1470, et dans la prise de possession de la seigneurie.

Wolfart de Borssele, comte de Bochan, seigneur d'Heimsrode et avoué de Mons (1), arriva le mardi 30 octobre 1470, au château de Fallais, accompagné d'une nombreuse suite de cavaliers, pour y faire reconnaître son père en qualité de nouveau seigneur, et y séjourna jusqu'au dimanche 4 novembre suivant (2).

Il paraît que Henri de Borssele abandonna, de son vivant, la jouissance de la seigneurie à son fils. En effet, ce dernier prit les titres de comte de Grandpré, seigneur de la Vère, de Flessingue, de Brouwershaven, etc., seulement après la mort de son père, en 1474, tandis qu'il portait dès 1472 celui de seigneur de Fallais (3), dans un rôle de la Cour féodale de Fallais : « *Chy sensuivent les fiefs appartenant à hault, noble et poissant sangnour Monss. Wolfart de Borselen, et conte de Bocan, seigneur de Heismrode, de Fallais et renouvelé en l'an milhe 472, etc.* » Le même rôle le renseigne présidant une séance de la Cour féodale : « *L'an 72, le 29 jour d'octobre, en présence de Mondit seigneur et de ses hommes de fief, assavoir Jehan de Blehen, Jehan Dongny, etc.* »

(1) MATHIEU, *L'avouerie de Mons*, Annales de l'Académie d'archéologie de Belgique, tome 41, page 417.

(2) *Registre aux cens et rentes de Fallais, 1470.*

(3) *Cour de Fallais*, reg. 24, Archives de l'Etat, à Liège.

Wolfart de Borssele était fils unique et contracta un mariage très-brillant.

Il épousa, en 1444, Marie Stuart, fille de Jacques I^{er}, roi d'Écosse, et de Jeanne Somerset, héritière du comté de Bochan, qu'elle apporta en dot à son mari. Marie d'Écosse arriva à la Vère à bord d'une escadre royale et accompagnée d'une nombreuse suite de seigneurs et de gentilshommes de la Cour.

Son mariage avec Wolfart fut célébré avec magnificence au château de Sandenburg, dans l'île de Walcheren, résidence ordinaire des Borssele (1).

Wolfart de Borssele accompagna Philippe-le-Bon dans sa campagne contre les Gantois, en 1452, et se trouva au siège d'Audenarde, ainsi qu'au combat livré près de Termonde (2), où il fut créé chevalier (3).

Il assista, deux ans plus tard, à Lille, le 17 février 1454 (n. st.), au célèbre banquet du Faisan, dont les chroniqueurs Olivier de la Marche et surtout Mathieu d'Escouchy nous ont relaté si complaisamment tous les détails (4).

Le duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, avait été sollicité à différentes reprises, par le pape Pie II, de prendre part à une nouvelle croisade, dont le but était de mettre une barrière à l'envahissement de la Hongrie par les Infidèles. Il réunit à Lille, dans une fête restée célèbre, plusieurs princes et un certain nombre de gentilshommes, pour les engager à répondre aux désirs du Souverain-Pontife.

(1) J. REYERSBERCH, *Dije cronycke van Zeelandt*, Anvers, 1551, fol. Aii^{vo}.

(2) GEORGES CHASTELLAIN, *Chronique de Jacques de Lalaing*, édition BUCHON, tome 41, pages 296 et 326.

(3) MATHIEU D'ESCOUCHY, *Chronique*, édition DU FRESNE DE BEAUCOURT, tome II, table analytique, page 470.

(4) *Idem*, page 141; OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, édition BEAUNE et d'ARNAUMONT, tome II, page 378.

La plupart des assistants, à l'exemple de Philippe-le-Bon, firent vœu de prendre la croix, et Wolfart de Borssele fut du nombre.

Il prit part au banquet à la table présidée par le comte de Charolais et prononça publiquement son vœu en ces termes caractéristiques :

« C'est le vœu du comte de Boucamp (1). Je fais veu à Dieu, aux dames et au faisant, que ou cas que mon très-redoubté seigneur, monseigneur le duc de Bourgogne, entreprenra le saint voiage, je le servirai de mon corps, et emploieray telle chevance qu'il plaira à monseigneur mon père me donnée; et, s'il advenoit que les affaires de mon très-redoubté seigneur fussent que oudit saint voiage ne peussent aler, et mon très-redoubté seigneur monseigneur le comte de Charolois, ou mon très-redoubté seigneur monseigneur le comte d'Estampes y alassent, pareillement les serviray oudit saint voyage de mon corps et de ma chevance, comme dessus est dit, et aussi que tout ce que dessus est dit soit le bon plaisir de mon très-redoubté seigneur monseigneur le duc. »

Il ne fut donné une suite sérieuse à ces projets de croisade que dix ans après la fête du Faisan.

Philippe-le-Bon envoya, au mois de mai 1464, une expédition en Italie, sous la conduite d'Antoine, bâtard de Bourgogne, mais il ne paraît pas que le comte de Bochan en fit partie.

Wolfart de Borssele accompagna, en 1461, Philippe-le-Bon au sacre du roi de France, Louis XI, à Reims, et, le 31 août de la même année, il figurait dans le cortège du roi à son entrée à Paris :

« Après ce, venoit, dit le chroniqueur Du Clercq, le seigneur de Boucain (Buchan), fils du seigneur de la Vère

(1) MATHIEU D'ESCOUCHY, tome II, pages 141, 170 et 236.

en Hollande, et le seigneur de Grutuse en Flandres, tous deux paraux, chacun quatre chevaux, couverts l'ung de velours cramoisy bordé richement, l'autre de martres sabelins, l'autre de riche drap cramoisy, et l'autre de drap d'argent, et chacun ung cheval en destre houssé d'une houssure, chargiée de grosses campaines d'argent et à chacune des autres houssures, y en avoit aussi, et feurent des mieux en point de la compagnie de ce qu'ils contenoient (1). »

Ce fut sans doute à la suite de son inauguration que Louis XI fit Wolfart de Borssele son conseiller et son chambellan (2). Il fut créé amiral-général de la mer des pays d'Artois, du Boulonais, de Hollande et de Zélande, par commission de Philippe-le-Bon du 5 août 1466 (3).

Wolfart de Borssele fut aussi du nombre des douze principaux seigneurs des Pays-Bas, que l'archiduc Maximilien créa chevaliers de la Toison d'or, dans le premier chapitre (13^e) de cet ordre, tenu par ce prince à Bruges, après son mariage avec Marie de Bourgogne, le 1^{er} mai 1478 (4).

Nommé, en 1477 (5), gouverneur de Hollande, de Zélande et de Frise, en lieu et place de son beau-frère, Louis de Bruges, seigneur de la Gruthuyse, il ne répondit pas à ce que l'on pouvait attendre de lui.

« Les guerres des Hoecks et des Kabelljauws, dit M. de Barante (6), avaient recommencé avec la même fureur que dans les anciens temps. La noblesse, comme la bourgeoisie, était divisée, et l'on ne voyait qu'entreprise d'une ville sur l'autre, violences, pillages, séditions contre

(1) Du CLERCQ, tome XV, page 150.

(2) D'ESCOUCHY, tome II, table analytique, page 470.

(3) *Chambre des comptes*, chartes et documents, carton n° 113.

(4) DE BARANTE, tome II, page 602; RUIFFENBERG, page 94.

(5) F. VAN MIERIS, *Histori der Nederlandsche vorsten*, t. I, page 138.

(6) DE BARANTE, tome II, page 637.

toute autorité. Le seigneur de la Vère, gouverneur de Hollande, ne pouvait ou ne savait pas remettre le bon ordre dans le pays. Il était accusé de négligence, de faiblesse et d'incapacité, surtout par la faction des Kabelljauws. Il y avait une forte cabale, auprès du duc Maximilien, pour le faire destituer de son office ; mais c'était un si puissant seigneur qu'on ne pouvait prendre légèrement une telle résolution.

» En outre, pour achever la calamité de cette malheureuse province, elle soutenait une guerre cruelle avec les gens de la Gueldre, qui, ayant des ports sur le Zuyderzée, étaient en grande rivalité de commerce et de pêche avec les Hollandais. »

Wolfart de Borssele fut obligé, en 1480, de résigner ses fonctions de gouverneur de Hollande. L'archiduc Maximilien le remplaça par Josse de Lalaing, seigneur de Lalaing et de Montigny, chevalier de la Toison d'or (1).

Deux ans plus tard, le même prince déclara la guerre à Guillaume de la Marck, dit le *Sanglier des Ardennes*, à la suite de l'assassinat de l'évêque de Liège, Louis de Bourbon. Les Liégeois s'emparèrent du château de Fallais et l'occupèrent pendant plusieurs mois, au grand préjudice de Wolfart de Borssele, qui se trouva bientôt mêlé aux grands événements dont la Flandre fut le théâtre, vers le même temps (2).

Après la mort de la duchesse de Bourgogne, arrivée le 27 mars 1482 (n. st.), les Etats de Flandre, assemblés le 2 mai de cette même année, reconnurent Maximilien d'Autriche comme tuteur de ses enfants Philippe et

(1) F. VAN MIERIS, tome I, page 155 ; GOUTHOEVEN, *D'oude chronyke en de historien van Holland*, pages 517 à 520.

(2) DE RAM, *Analecta Leodiensia*, publiés à la suite de la *Chronique de Jean de Looz*, page 742 ; ADRIEN DE BUT, *Chronique*, page 593.

Marguerite. Mais ils lui adjoignirent, le 10 janvier 1483 (n. st.), un conseil de tutelle ou plutôt de surveillance, composé d'Adolphe de Clèves, seigneur de Ravenstein; Louis de Bruges, seigneur de la Gruthuyse, Philippe de Bourgogne, seigneur de Beveren, et Adrien Vilain, seigneur de Rasseghem. Ce dernier fut remplacé peu après par le seigneur de Fallais.

Maximilien d'Autriche confirma, le 5 juin de la même année, l'autorité déferée à ces quatre seigneurs par les Etats de Flandre, mais il révoqua cet engagement au mois d'octobre suivant.

La guerre civile ne tarda pas à éclater entre les Etats de Flandre et l'archiduc d'Autriche.

Le seigneur de Fallais, ainsi que ses trois collègues, furent mêlés activement à ces malheureux troubles, qui désolèrent la Flandre pendant neuf années, de 1484 à 1492, avec des alternatives de succès et de défaites pour les deux partis (1). La situation équivoque dans laquelle il était placé devait naturellement lui attirer l'animadversion de Maximilien d'Autriche. Celui-ci déféra même Wolfart de Borssele au chapitre de l'ordre de la Toison d'or, en 1485, mais le jugement n'était pas encore rendu lorsque ce dernier décéda à Saint-Omer, au mois d'avril 1486. Il fut enterré à La Vère.

Son gendre, Philippe de Bourgogne, seigneur de Beveren, remit, le 30 mai 1486, à une assemblée de chevaliers de la Toison d'or réunis à Malines, le collier du seigneur de Fallais, et le greffier en donna reçu le même jour (2).

La mort de Wolfart de Borssele ne mit pas fin à son procès. Le procureur de l'Ordre releva contre lui et ses co-prévenus trente-deux chefs d'accusation. Le seigneur de

(1) ADRIEN DE BUT, *Chronique*, page 594 à 710.

(2) REIFFENBERG, page 166.

Fallais était particulièrement accusé d'avoir manqué à la fidélité qu'il devait à Maximilien d'Autriche, comme père de l'archiduc Philippe et chef de l'Ordre, et d'avoir en outre constamment favorisé le parti des Etats, en excitant les Brugeois et les Gantois à prendre les armes contre son autorité souveraine. Pour ces motifs, il fut proposé au chapitre de déclarer le seigneur de Fallais indigne de faire partie de l'Ordre et de le contraindre à restituer son collier.

Dans le chapitre tenu à Malines, le 25 mai 1491, les chevaliers de la Toison d'or déclarèrent que Wolfart de Borsselle et Jacques de Savoie, comte de Romont, étant décédés, ils renonçaient à prendre connaissance de leurs causes et s'en remettaient au jugement de Dieu (1).

Leurs armes furent cependant enlevées du chœur de l'église de Saint-Rombaut, à Malines, où elles se trouvaient avec celles des autres chevaliers de l'Ordre.

Marie d'Ecosse, la première femme de Wolfart de Borsselle, étant morte le 2 mars 1465, il épousa en secondes noces, par contrat du 17 juin 1468, Charlotte de Bourbon-Montpensier, qui décéda le 14 mars 1478, fille de Louis de Bourbon, comte de Montpensier, de la maison royale de France, et de Gabrielle de la Tour-Boulogne (2).

Du premier mariage naquirent :

1^o Charles, né en 1451. Il eut pour parrain Charles-le-Hardi, alors comte de Charolais (3), et mourut presque su-

(1) REIFFENBERG, pages 197 et 236.

(2) Kox, *Vaderlandsch woordenboek*, tome VII, page 811 ; *Chambre des comptes*, chartes et documents, carton n^o 80.

(3) OLIVIER DE LA MARCHE rapporte dans ses *Mémoires* (tome II, page 207) : *que pendant ce temps la contesse de Boucquan, fille du Roy d'Ecosse, accouscha d'ung filz à la Vère en Zeelande ; et alla le conte de Charrolois lever l'enfant, et eut dur et merveilleux temps en la mer.*

bitement, à peine âgé de 13 ans, à l'Université de Louvain, où il était pour ses études. Il fut enterré à Sandenburch, dans l'île de Walcheren (1).

2^e Jean, mort jeune.

Du second mariage naquirent :

3^e Louis, mort jeune.

4^e Anne, comtesse de Grandpré, dame de Flessingue, de la Vère, de Westcapelle, etc., avoueresse de Mons (2), décédée le 8 décembre 1518. Elle fut mariée, par contrat du 4 juillet 1485 (3), à Philippe de Bourgogne, comte de la Roche, seigneur de Beveren, chevalier de la Toison d'or, fils d'Antoine, dit le *Bâtard de Bourgogne*, comte de la Roche, chevalier de la Toison d'or, et de Bonne de la Vieuville, et petit-fils de Philippe-le-Bon.

Philippe de Bourgogne se distingua par sa défense opiniâtre de la ville de Saint-Omer, contre l'armée du roi Louis XI, qui avait profité du désastre de Nancy pour s'emparer des domaines de la maison de Bourgogne. Le roi de France lui fit signifier que, s'il ne capitulait pas, il ferait trancher la tête à son père, le bâtard Antoine. Ce dernier avait été fait prisonnier, au désastre de Nancy, par le duc de Lorraine, qui avait eu la faiblesse de le livrer à Louis XI. « Certes, répondit le sire de Beveren au héraut, j'ai grand amour pour Monsieur mon père, mais j'aime encore mieux mon honneur. Ainsi je tiens et je tiendrai loyalement mon parti quand le roi devrait faire de mon père ce que bon lui semble. » Malgré ce refus hautain, Louis XI n'osa pas exécuter sa menace et Saint-Omer fut sauvé (4).

(1) REUGERSBERCH, *Dijc cronijcke van Zeelandt*. Anvers, 1551, fol. A 11^{vo}.

(2) DEVILLERS, *Inventaire des archives de Mons*, tome I, page 255.

(3) *Chambre des comptes*, chartes et documents, carton n° 80.

(4) BARANTE, tome II, page 575.

Philippe de Bourgogne devint chevalier de la Toison d'or en même temps que son beau-père, Wolfart de Borssele, dans le treizième chapitre de l'ordre tenu à Bruges le 1^{er} mai 1478 (1). La même année, il avait été nommé gouverneur et capitaine-général du comté de Namur et prêta serment en cette qualité le 4 mars 1478. Il quitta en 1481 ce gouvernement pour passer à celui de l'Artois (2). A la mort de Marie de Bourgogne, les États de Flandre le désignèrent pour former, avec trois autres seigneurs du pays, le conseil de tutelle qu'ils imposèrent à Maximilien d'Autriche. Comme ses collègues, placé entre le prince et les États de Flandre, de qui il tenait son mandat, Philippe de Bourgogne eut à traverser une période bien difficile (3). Il fut même emprisonné par les Brugesois en 1488, avec Maximilien d'Autriche, dont il était chambellan. Rendu à la liberté, il mourut à Bruges le 4 août 1498.

Sa veuve, Anne de Borssele, épousa en secondes noces Louis, vicomte de Montfort, fils de Louis, vicomte de Montfort, et de Marie de Croy (4).

5^e Marguerite, dame de Ridderkerken, en Hollande. Elle releva la seigneurie de Fallais à la Cour féodale de Brabant le 31 mars 1486 (5), mais elle n'en fut cependant pas propriétaire.

Sa sœur Jeanne était en possession à la même époque de la seigneurie. Marguerite de Borssele, après la mort de son père, avait sans doute élevé des prétentions à la pro-

(1) REIFFENBERG, page 94.

(2) POULLET, *Les gouverneurs de province*, pages 171 et 176.

(3) KERVYN DE LETTENHOVE, *Histoire de Flandre*, tome V, p. 331 et 339.

(4) VAN DEN BERCH, page 150.

(5) *Cour féodale de Brabant*, reg. 21, fol. 190.

priété de Fallais, mais elle se désista dans la suite en faveur de sa sœur.

Elle épousa, en 1402, à Vianen, à la suite de son enlèvement, Waleran de Bréderode, seigneur dudit lieu et de Vianen, fils de Renaud, seigneur de Bréderode, chevalier de la Toison d'or, et d'Iolande de Lalaing. Son époux, resté veuf, épousa en secondes noces Anne de Neuenaer, décédée en 1535, fille de Guillaume, comte de Neuenaer, et d'Anne de Hornes (1).

6^o Marie, dame de Baerlandt, mariée en 1489 à Martin de Polheim, seigneur de Polheim, chevalier de la Toison d'or, conseiller et chambellan de l'empereur d'Allemagne Frédéric III. Ce prince le fit gouverneur de son fils, l'archiduc Maximilien, lorsque ce dernier se rendit dans les Pays-Bas pour épouser Marie de Bourgogne, héritière de Charles-le-Hardi. Il se trouva à la tête des troupes auxiliaires allemandes à la bataille de Guinegate, en 1479, et fut créé chevalier de la Toison d'or dans le 14^e chapitre de l'Ordre, tenu le 8 mai 1481 à Bois-le-Duc (2). Pendant les troubles qui désolèrent la Flandre après la mort de Marie de Bourgogne, il fut arrêté avec Maximilien d'Autriche, par les Brugeois révoltés, en février 1488 (n. st). Livré par ceux-ci aux Gantois, il fut envoyé en France jusqu'à la conclusion de la paix, et décéda en 1498 (3).

7^o Jeanne, qui suit.

(1) J. VAN DEN TOORN, *Geslachtboom van alle de mannellyke nakomelingen uit het huis van Brederode*. Amsterdam 1790; *Verhandeling over de beweerde gewettigde afstamming der heeren van Brederode van Bolsward uit Reinout den III, heer van Brederode, 1791*.

(2) REIFFENBERG, pages 113 et 533.

(3) GABRIELIS BUZELINUS, *Germania topo-chrono-stemmato-graphica sacra et profana*, Ulm, 1662, tome II, part. III.



WOLFGANG DE POLHEIM.

1486. — 1501.

Jeanne de Borssele devint dame de Fallais à la mort de son père, Wolfart de Borssele, en 1486.

Elle épousa Wolfgang de Polheim, seigneur de Polheim et de Warterborch, chevalier de la Toison d'or, conseiller et chambellan de l'empereur Maximilien. Il était frère cadet de Martin de Polheim, dont nous avons parlé ci-dessus, et avait accompagné celui-ci lorsqu'il vint avec l'archiduc Maximilien aux Pays-Bas en 1479.

Wolfgang de Polheim, qu'un contemporain a dépeint comme un *beau chevallier et homme de vertu* (1), devint bientôt l'ami et le favori de Maximilien d'Autriche, dont il conserva la faveur jusqu'à sa mort.

A peine arrivé dans les Pays-Bas, il se trouva à la bataille de Guinegate, où il fut pris par les Français et mené prisonnier à Arras (2).

Pendant sa détention, il faillit périr du dernier supplice.

(1) OLIVIER DE LA MARCHE, tome III, page 258. Il est à remarquer que les chroniqueurs désignent indifféremment le seigneur de Polheim sous les noms de Wolfgang, Wolfranck et même de Wolfart.

(2) *Chronike van Vlaenderen*, tome II, page 550.

Après sa victoire, l'archiduc Maximilien, poursuivant ses succès, s'était emparé de plusieurs forteresses, dont il avait fait massacrer les garnisons.

Le roi de France, Louis XI, par représailles, avait ordonné au prévôt, Tristan l'Hermite, de prendre cinquante des principaux seigneurs flamands et autrichiens pris à Guinegate et d'aller les pendre aux portes des principales villes qui tenaient le parti de l'archiduc. Le prévôt, pour se conformer aux ordres du roi, avait choisi entre autres Wolfgang de Polheim et allait le faire accrocher à un arbre lorsque Louis XI, sachant qu'il était le favori de Maximilien d'Autriche, envoya un messenger pour le sauver et le faire réintégrer dans sa prison (1).

Si Wolfgang de Polheim échappa à la mort, il ne récupéra pas aussi facilement sa liberté.

Lorsqu'il fut question de conclure la paix entre Louis XI et Maximilien, ce dernier, dans les instructions qu'il donna à Namur, le 12 août 1480, à Jacques de Savoie, comte de Romont, et à ses autres ambassadeurs, leur enjoignit tout spécialement de comprendre dans les conditions la mise en liberté du seigneur de Polheim (2).

Louis XI n'ignorait pas combien était grande l'affection de Maximilien d'Autriche et de Marie de Bourgogne pour Wolfgang, dont ils avaient à plusieurs reprises sollicité sans succès la délivrance.

Le roi espérait obtenir, par l'échange de ce seigneur, l'accomplissement d'un de ces désirs bizarres où sa volonté, dit M. de Barante, n'était pas moindre que pour de grandes affaires (3). Il voulait posséder une couple de lévriers d'une race célèbre appartenant au seigneur de Boussu, et chargea

(1) DE BARANTE, édition GACHARD, tome II, page 632.

(2) COMINES, édition LENGLET DU FRESNOY, tome III, page 591.

(3) Tome II, page 648.

le seigneur du Bouchage, son plénipotentiaire auprès de Maximilien d'Autriche, de négocier l'échange de ces chiens contre la liberté du seigneur de Polheim.

Lorsque les ambassadeurs de Maximilien d'Autriche se rendirent à Tours auprès du roi de France et lui exposèrent le désir de leur souverain de voir terminer la captivité de son favori, Louis XI ne leur répondit pas, mais il leur fit connaître indirectement que, si on pouvait lui procurer des chiens de la race de Boussu, il consentirait à rendre la liberté à son prisonnier.

L'affaire ne fut pas aussi facile à traiter qu'on aurait pu le croire au premier abord.

Louis XI, que les retards impatientaient singulièrement, ne cessait de presser ses plénipotentiaires de la terminer au plus tôt. Il leur écrivait : *Au regard du ralongement de Poullan, il n'y a homme qui en ait puissance que Monsieur du Bouchage ; j'aurai des lévriers et lévrières de Bossu et adieu Messieurs. Escrit au Plessis, le treize de novembre 1480* (1). Quelques jours après cette lettre, le roi écrivit encore : *Mettez la plus grande peine à avoir les lévriers et je vous donnerai la chose que vous aimez le mieux, qui est argent. Et adieu Monsieur du Bouchage. Aux Forges, 20 novembre* (2).

Le seigneur de Boussu tenait beaucoup à ses lévriers et ne consentit à se défaire d'une couple que par déférence pour Maximilien et Marie de Bourgogne, ses souverains.

Les lévriers furent enfin envoyés au roi de France, et Wolfgang de Polheim recouvra la liberté.

Après sa délivrance, le seigneur de Polheim resta constamment attaché à la personne de l'archiduc Maxi-

(1) COMINES, édition LENGLET DU FRESNOY, tome III, page 632.

(2) DE BARANTE, tome II, page 648.

milien, qu'il suivit dans toutes ses guerres et dont il partagea la bonne et la mauvaise fortune.

Il l'accompagna notamment à Bruges, en 1488, lors de la rébellion des habitants de cette ville contre ce prince, qui fut retenu prisonnier pendant plusieurs mois par les Brugeois avec ses principaux serviteurs et conseillers.

Wolfgang de Polheim, qui était chambellan de Maximilien, fut arrêté dans la chambre même de ce dernier au Craenenburch et livré par les Brugeois aux Gantois, avec le chancelier de Bourgogne, l'abbé de Saint-Bertin, Martin de Polheim, le comte Philippe de Nassau et plusieurs autres personnages. Ces seigneurs furent étroitement gardés au Gravesteen à Gand, et, pendant tout le temps de leur captivité, constamment menacés de mort; mais le traité de paix conclu le 16 mai 1488, entre les États de Flandre et Maximilien, leur ouvrit les portes de la prison (1).

Maximilien d'Autriche était resté veuf de Marie de Bourgogne avec deux enfants, l'archiduc Philippe et Marguerite d'Autriche, fiancée à Amboise, depuis le 22 juin 1483, à l'âge de quatre ans, au roi Charles VIII, alors dauphin, et envoyée en France pour y être élevée en attendant la consommation du mariage (2). Maximilien décida de se remarier en 1490 et jeta les yeux sur la duchesse héritière Anne de Bretagne, fille du duc François II, alors en guerre avec son suzerain, le roi Charles VIII. Les négociations étaient en bonne voie, lorsque le roi de France, fiancé depuis plus de huit ans à Marguerite d'Autriche, résolut de répudier celle-ci et d'épouser Anne de Bretagne, estimant sans doute, que c'était le moyen le plus simple de réunir la couronne de Bretagne à la couronne royale de France.

Lorsque Maximilien d'Autriche apprit ce projet, il

(1) OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, tome III, pages 291 et 314.

(2) *Idem*, pages 257, 258 et 317.

envoya immédiatement, à Rennes, un ambassadeur chargé de pleins pouvoirs pour épouser en son nom l'héritière de Bretagne (1). Son choix se fixa sur Wolfgang de Polheim, qui était devenu seigneur de Fallais par son alliance avec Jeanne de Borsselle. Celui-ci ne perdit pas de temps et, immédiatement après son arrivée, le mariage de Maximilien et d'Anne de Bretagne fut célébré (2). Le seigneur de Fallais compléta sa mission par une singulière cérémonie; il toucha de la jambe le lit nuptial. Cette formalité, en représentant la consommation du mariage, devait, selon les usages du temps, le rendre indissoluble et définitif (3).

Le roi de France, déçu dans ses espérances, protesta contre la validité de ce mariage, conclu sans son autorisation, comme prince suzerain. Il porta derechef la guerre en Bretagne, mais le prince d'Orange, ami commun des deux belligérants, manœuvra si habilement qu'il parvint à conclure le mariage du roi de France avec Anne de Bretagne (4) « et ainsi furent accordez, et vint le Roy Charles à Nantes, fort accompagné de nobles hommes et de beaulx gens d'armes, et prestement furent

(1) OLIVIER DE LA MARCHE, tome III, page 258.

(2) KERVYN DE LETTENHOVE, dans son *Histoire de Flandre*, tome IV, page 254, indique Martin de Polheim, comme le plénipotentiaire de Maximilien, tandis qu'Olivier de la Marche désigne Wolfgang en cette qualité. Nous avons adopté cette dernière leçon.

(3) DOM CHARLES TAILLANDIER, religieux de la congrégation de Saint-Maur, cite aussi Wolfgang de Polheim au nombre des procureurs de Maximilien d'Autriche, mais il attribue le principal rôle de l'ambassade au comte de Nassau, contrairement à l'assertion d'Olivier de la Marche; voir l'*Histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, Paris, 1756, tome II, livre 16, page 202.

(4) Le mariage fut célébré au château de Langey, le 6 décembre 1491; LANCELOT, *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, tome XIII, page 666.

fiancez et épousez et celle nuit coucharent ensemble, dont ledit de Polhem, qui se veit abusé, fut merveilleusement troublé ne jamais ne voulut aller ne se trouver en l'ostel du Roy ne de la duchesse de Bretagne et assez tost après vint le Roy ou estoit Madame Marguerite pour prendre congié d'elle (1). »

Cette fois, le mariage était bien définitif, et le seigneur de Fallais, qui s'était laissé jouer, retourna aux Pays-Bas. L'échec de sa mission ne lui fut cependant pas imputé à faute, car Maximilien lui confia, en 1498, la charge de gouverneur général de l'Autriche. Il obtint, en outre, dans le chapitre de la Toison d'or, tenu à Bruxelles le 22 janvier 1500 (v. st.) le collier laissé vacant par la mort de son frère, Martin de Polheim (2).

La position de Wolfgang de Polheim auprès de Maximilien d'Autriche et les événements politiques auxquels il fut constamment mêlé ne lui permettaient guère de résider dans sa seigneurie de Fallais. Il en laissait l'administration à un gentilhomme *vailhant et honreit damoseal Jeromme, capitane et gouverneur de la terre et signorye de Fallais pour et a proffit de hault et puissant seigneur Monsr. Woulfranck, seigneur de Poulhant, de Warteborch et de Fallais* (3). Mais, lorsque Maximilien l'appela au gouvernement de l'Autriche, où il devait nécessairement se fixer sans esprit de retour dans les Pays-Bas, il s'empressa de vendre la seigneurie de Fallais au roi des Romains, qui désirait en gratifier Baudouin, un des bâtards de Philippe-le-Bon.

Le 8 janvier 1501 (n. st.), Wolfgang de Polheim comparut devant la Cour féodale de Brabant, siégeant extraordi-

(1) OLIVIER DE LA MARCHE, tome III, page 258.

(2) REIFFENBERG, page 245.

(3) *Cour de Fallais*, reg. 18, œuvres 1552 — 1565.

nairement à Lintz, en Autriche (1), et déclara transporter et céder à Maximilien d'Autriche, alors roi des Romains, *ses forteresse, villaige et seigneurie de Fallais, avec les seigneuries haulte et basse, molins, brassines estant audict villaige, ensemble les bois de Moleur et de Katsniemont avec les prés, terres ahannables et tous aultres leurs appartenances, etc.*

Jeanne de Borssele, assistée de son mambour, Jean van den Zande, ratifia, devant la même cour, séante à Vienne, le 18 janvier 1501 (n. st.), le transport consenti par son époux. Enfin, à la suite de cette double cession, Maximilien d'Autriche transporta, le 26 janvier 1501, encore en la présence des mêmes hommes de fief, les *dites forteresse, maison et seigneurie de Fallais avec le villaige, etc., pour certaines causes ad ce luy mouvans et mesmement pour une certaine somme des deniers dont il se tenoit pour bien payé et contenté*, à Baudouin, bâtard de Bourgogne, chevalier, seigneur de Peer, de Loverghem et de Somerghem (2).

L'acte de vente ou plutôt de donation fut réalisé à la Cour allodiale de Liège, au cours de l'année 1501 (3). Wolfgang de Polheim, fut créé baron du Saint-Empire le 22 février 1501, et écartela ses armes : *aux 1 et 4 de gueules à quatre bandes d'argent, aux 2 et 3 de gueules à l'aigle partie d'azur et d'or, couronnée d'or*. Il mourut en 1512.

(1) *Cour féodale de Brabant*, registre 127, fol. 361. Ce fut à la demande du roi des Romains, son père, que l'archiduc Philippe-le-Beau envoya une députation de la Cour féodale de Brabant en Autriche, pour recevoir les actes de transfert et de relief de la seigneurie de Fallais.

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. n° 127, fol. 361; n° 348, fol. 159 à 161.

(3) *Cour allodiale de Liège*, reg. 33, fol. 80.



LES SEIGNEURS DE FALLAIS DE LA MAISON DE BOURGOGNE.

BAUDOUIN DE BOURGOGNE.

1501 — 1508.

Baudouin, bâtard de Bourgogne, chevalier, seigneur de Bredam, Fallais, Marilly, Loverghem, Peer, Somerghem et Somersdyck, né en 1445, était fils naturel de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne et de son amie Catherine de Thieffries, fille de Martin de Thieffries, écuyer, et de Richarde de la Planque (1).

Le bâtard Baudouin, qui était surnommé *de Lille*, du nom de sa ville natale (2), fut un vaillant homme de guerre et un des plus brillants seigneurs de la fastueuse cour de Philippe-le-Bon. Le chroniqueur Georges Chastellain l'a dépeint comme un gentilhomme, *fier durement et de grand*

(1) VAN MEERIS, *Histori der Nederlandsche vorsten*, 1^{re} partie, page 94.

(2) ADRIEN DE BUT, *Chroniques*, publiées par le baron KERVIN DE LETTENHOVE, tome 1^{er}, page 238; JEAN DE HAYNIN, *Mémoires*, tome II, page 155.

cuier, quoi et couvert de corrage mès poignant et aspre en parole (1).

Il fit sa première campagne, âgé à peine de dix-huit ans, avec la petite armée envoyée, en 1464, par Philippe-le-Bon, à la demande du pape Pie II, pour combattre l'Islamisme, qui tendait à envahir la Hongrie, et menaçait même de se répandre dans le restant de l'Europe (2).

Philippe-le-Bon avait mis à la tête de ses troupes, Antoine, dit le Grand bâtard de Bourgogne, comte de la Roche et chevalier de la Toison d'or; il lui avait adjoint le jeune bâtard Baudouin, *lequel estoit bien spirituel et désirant les armes* (3).

Le vieux duc se rendit en personne au port de l'Ecluse, pour assister au départ de l'expédition, qui mit à la voile le 21 mai, lendemain de la Pentecôte.

La flotte flamande passa le détroit de Gibraltar et après avoir fait lever le siège de la ville de Ceuta, qui était étroitement serrée par les Maures, elle arriva à Marseille, non sans avoir déjà fait des pertes considérables (4).

La peste qui régnait dans le midi de l'Europe acheva de décimer l'expédition, que la mort à Ancône du pape Pie II, le grand promoteur de la nouvelle croisade, rendit ainsi inutile (5).

Après un séjour de quatre mois à Marseille, les croisés furent déliés de leurs serments. Antoine de Bourgogne abandonna son artillerie, ses équipages de guerre et

(1) GEORGES CHASTELLAIN, *Chronique*, édition BUCHON, tome II, page 176.

(2) MONSTRELET, supplément de JACQUES DU CLERCQ, *Mémoires*, édition BUCHON, tome XV, page 110.

(3) *Idem*, page 341; OLIVIER DE LA MARCHE, tome III, page 36.

(4) OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, tome III, page 39; JACQUES DU CLERCQ, page 377.

(5) *Le livre des trahisons de France envers la maison de Bourgogne*, édité par le baron KERVYN DE LETTENHOVE, tome II, page 235.

ramena les croisés survivants par la voie de terre à Bruxelles, où ils arrivèrent le jour de Quadragesima, février 1465 (n. st.) [1].

Le jeune bâtard Baudouin, deux mois à peine après son retour, suivit le comte de Charolais dans la campagne de France et assista, le 16 juillet 1465, à la bataille de Monthéry (2).

A la conclusion de la paix avec le roi de France, il revint avec le comte de Charolais et l'accompagna dans son expédition contre les Liégeois.

L'année suivante, au mois d'août, il faisait encore partie, avec son frère, le bâtard Antoine, de l'armée bourguignonne au siège de la ville de Dinant (3).

Le chroniqueur Jean de Haynin, toujours si précis et si minutieux dans ses narrations, nous a même conservé les détails de l'équipage de guerre des deux bâtards et de leurs soldats :

« Monsieur le bastard de Bourgoigne, avec Baudouin, son frère et le mareschal de Bourgoigne, menoit l'avant-garde : les gens dudict bastard, signamment les archers eurent tous paltos de jaune à une barbecane bleue en la poitrine, et une au milieu du doz. Son estandart estoit jaune à une Sainte Barbe au chef dedens une ronde nuée. L'estandart de monsieur Baudouin son frère estoit vermeil a ung grand brancaige d'or, et les paltos en suyvant (4). »

La prise et la destruction de Dinant fut le dernier événement important du règne de Philippe-le-Bon. Ce prince décéda le 15 juin 1467 et ses obsèques solennelles furent

(1) JACQUES DU CLERCQ, tome XV, page 380.

(2) ADRIEN DE BUT, *Chroniques*, tome I, page 468 ; JEAN DE HAYNIN, tome I, page 14.

(3) MONSTRELET, supplément de JACQUES DU CLERCQ, tome XV, p. 110.

(4) JEAN DE HAYNIN, tome I, page 67.

célébrées à Bruges le 16 août suivant. Le bâtard Baudouin fut un des quatre seigneurs qui portaient au-dessus du cercueil un dais en drap d'or (1).

Philippe-le-Bon était à peine descendu dans la tombe, que les Liégeois recommencèrent les hostilités, au mois de septembre 1467. Le bâtard Baudouin prit encore part à cette guerre et se trouva avec Charles-le-Hardi à la bataille de Brusthem et à la prise de Liège (2).

Au mois de juillet 1468, nous trouvons Baudouin de Bourgogne à Bruges, où il assista aux fêtes du mariage de Charles-le-Hardi avec Marguerite d'Yorck, sœur du roi d'Angleterre (3).

Son frère Antoine, le Grand bâtard de Bourgogne, était, sous le nom de *Chevalier de l'Arbre d'or*, le principal champion du tournoi qui commença le dimanche 3 juillet 1468. Olivier de la Marche, en bon courtisan, a longuement narré les péripéties de ce tournoi, resté célèbre. Il cite le bâtard Baudouin au nombre des combattants et nous a donné la description du riche cortège qui l'accompagnait (4).

« Après le conte de Saulmes, vint Messire Baudouyn, bastard de Bourgoingne. Il avoit devant luy quatre nobles hommes vestuz de velours bleu, en journades. Les dictes journades estoient brodées pardevant de hoppes à façon de plumas, qui estoit la devise dudit Messire Baudouyn, et par derrière de deux W couplés ensemble, tenans à ung baton dessus et un aultre dessoubz, l'ung des bastons d'or et l'aultre d'argent. Il avoit trois chevaulx harnarchez de velours, semé de campannes d'argent. Son cheval estoit

(1) MONSTRELET, tome XV, page 143; JEAN DE HAYNIN, tome I, p. 80.

(2) DE BARANTE, édition GACHARD, tome II, appendice, page 704.

(3) OLIVIER DE LA MARCHE, *Mémoires*, tome III, page 106.

(4) *Idem*, tome III, page 163.

couvert de velours bleu et sur sa teste avoit une grande bannerolle verde frangée de blanc. Il y avoit trois paiges après luy, habillez de journades, comme ses serviteurs; dont le premier cheval sur quoy estoit le premier paige estoit couvert de velours bleu, à grandes lettres d'or de brodure de sa devise; le second de drap d'or cramoisy, à une bordure de velours noir, et le troisieme estoit de velours violet semé de campannes d'argent.

» A l'encontre de luy se présenta monseigneur le bastard de Bourgoingne gardant l'*Arbre d'or*. Son cheval estoit enharnaché d'un harnois brodé d'orfavrerie blanche et par dessus avoit grosses campannes dorées.

» En celle demye heure gaigna mon dit seigneur le bastard la verge d'or sur son frère pour ce qu'il rompit huit lances, et le dit messire Baudouyn n'en rompit pas tant (1). »

Aux somptueuses fêtes du mariage du duc de Bourgogne succéda bientôt une nouvelle et dernière campagne contre les Liégeois, à laquelle le bâtard Baudouin prit encore part (2).

En 1470 se place, pour le bâtard Baudouin, un épisode peu honorable qui a jeté une ombre sur sa brillante carrière (3). Le bâtard avait été élevé à la cour de son père Philippe-le-Bon, avec beaucoup de douceur et de luxe. Après la mort de ce prince, il ne put s'accoutumer à la sévérité du nouveau régime introduit par Charles-le-Hardi, et ne cessait de s'en plaindre avec un de ses con-

(1) JEAN DE HAYNIN, dans ses *Mémoires*, tome I, pages 114 et 124, donne aussi la description de ce tournoi, avec quelques variantes peu importantes.

(2) ADRIEN DE BUT, tome I, page 495.

(3) *Idem*, pages 573 et 585.

fidents nommé Jean d'Arçon, écuyer de la maison d'Antoine, bâtard de Bourgogne (1).

Un envoyé français à la cour de Charles-le-Hardi, le sire de Crussol, crut habile d'exploiter et d'entretenir le mécontentement du bâtard Baudouin, pour le faire servir aux intérêts de son maître Louis XI. Il parvint à se mettre en rapport avec le bâtard, qu'il encouragea dans sa haine contre le duc et auquel il persuada de quitter le service de Bourgogne pour passer à celui du roi de France.

Vers le même temps, Charles-le-Hardi envoya Jean d'Arçon en mission à Amboise, auprès du duc de Bourbon. Le roi de France, instruit par le sire de Crussol que Jean d'Arçon était le confident de Baudouin de Bourgogne, voulut le voir et l'entretenir en personne. L'occasion était trop belle pour que Louis XI la laissât échapper.

Le sire d'Arçon ne cacha pas au roi le désir du bâtard Baudouin de passer au service de France, parce qu'il était las du service de Charles-le-Hardi.

Le roi vit immédiatement le parti qu'il pouvait tirer de cette circonstance : « Si le print le roi bien en gré, et dist qu'il cognoissoit bien le chevalier, et que voirment, s'il voloit venir devers ly, il lui feroit de grans biens et beaucoup plus que là où il estoit, et de ce il peust estre tout asseur; prioit pourtant a ce Jehan d'Arson que laborer vouldist tant envers ledit Baudewyn que la chose en venist a effect, ains tost que tard. Or ai-je dit que le roi heoit couvertement ce duc Charles et quelque traitté de paix qu'il y eut entre eux deux ne cessa pourtant de machiner toujours en son grief et de vouloir sa ruine, tant par peur qu'il avoit de ly d'en recevoir plaie en son royaume, avecques le roy Édouard, comme parceque sa nature ne se

(1) GEORGES CHASTELLAIN, tome II, page 177.

pooit accorder à ce que de le pooir amer. Si s'en descouvry assez avant audit d'Arson et lui donna assez à cognoistre comment il désiroit bien d'en pooir estre quite par ung bout ou par un autre, ne lui challoit comment ; mès désiroit bien à trouver personne et moyen comment on le peust expédier.....(1) »

Au retour de sa mission auprès du duc de Bourbon, le sire d'Arçon communiqua au bâtard Baudouin l'entretien qu'il avait eu avec le roi de France et les ouvertures qui lui avaient été faites.

Le bâtard, au lieu de rejeter avec indignation les odieuses propositions du roi Louis XI, n'hésita pas à entrer dans ses vues.

D'accord avec le sire d'Arçon, il se décida à profiter des facilités que présentait la forêt de Hesdin, où Charles-le-Hardi allait souvent chasser avec lui, pour mettre le complot à exécution en assassinant le duc de Bourgogne.

Mais, avant de s'engager plus avant, le bâtard Baudouin, qui se défilait à juste titre de la duplicité de Louis XI, résolut d'en obtenir des assurances formelles.

Il lui envoya un autre gentilhomme de la maison du Grand bâtard de Bourgogne, nommé Jean de Chassa, chevalier bourguignon et chambellan du duc, dont la situation financière, très embarrassée, lui rendait le séjour de la cour fort difficile (2).

Jean de Chassa accepta avec joie la mission que le bâtard Baudouin lui confiait, persuadé que lui-même trouverait son avantage particulier à passer au service de Louis XI. Arrivé à la cour de France, il fut présenté au roi, par le sire de Crussol, pendant une chasse dans le parc de Montils, près Tours. Le roi fit très bon accueil au sire de Chassa,

(1) GEORGES CHASTELLAIN, tome II, page 178.

(2) *Idem*, pages 184 à 190.

lui accorda une pension et conclut le marché dont le but était l'assassinat de Charles-le-Hardi.

Mais il restait à faire part au bâtard Baudouin du résultat de ces négociations. Le sire de Chassa avait amené avec lui, lorsqu'il avait abandonné le service de Bourgogne, un tailleur nommé Colinet (1). Il l'envoya avec une lettre destinée au bâtard Baudouin, mais le messager, arrivé auprès de Hesdin, fut effrayé sans doute du danger qu'il courait; il prit peur, et, au lieu d'aller remettre la lettre en personne au bâtard, il chargea un paysan de la lui porter. Celui-ci se trompa et remit la lettre à Antoine, le Grand bâtard de Bourgogne, qui s'empressa de la communiquer au duc.

Le complot ayant été découvert, le 20 novembre 1470, il ne resta plus au bâtard Baudouin et au sire d'Arçon d'autre ressource que celle de prendre la fuite (2) et de se mettre sous la protection du roi Louis XI.

Le messager Colinet fut arrêté sur les indications du paysan, condamné à mort et exécuté.

Les chroniqueurs du temps rapportent que les preuves du rôle joué par Louis XI dans ce complot furent trouvées sur Colinet (3).

Le duc de Bourgogne fit part à ses sujets du danger qu'il avait couru, par des lettres datées du mois de décembre 1470, les invitant à rendre de solennelles actions de grâces à Dieu, de l'avoir préservé dans cette périlleuse circonstance. Il se plaint amèrement dans ses lettres de l'ingratitude du bâtard : « Messire Baudouin, ingrat, méconnaissant de la grace et honneur qu'il avoit de estre tenu et denommé Bâtard de Bourgogne, de la nourri-

(1) BARANTE, tome II, page 363.

(2) ADRIEN DE BUT, tome I, pages 507 et 585.

(3) BARANTE, tome II, page 363.

ture qu'il avoit eue en nostre maison, et des grands biens qu'il avoit de nous, tant en terres, seigneuries et chevance et aussi en plusieurs dons et bienfaits, que très-souvent il avoit de nous extraordinairement, etc. (1). »

Baudouin de Bourgogne et son complice, le sire d'Arçon, pour excuser leur indigne trahison, publièrent des lettres injurieuses pour le duc.

Un écrivain français, Dom Plancher, a tenté, mais en vain, de mettre en doute le rôle odieux joué par Louis XI dans cette conspiration. Mais il a omis, pour les besoins de la cause, d'informer ses lecteurs que le bâtard Baudouin, immédiatement après sa fuite de la cour de Bourgogne, se réfugia auprès de Louis XI, qui lui fit don du vicomté d'Orbec, en Normandie, et d'une pension considérable (2). Enfin, lorsque Charles-le-Hardi réclama l'extradition du bâtard et de ses complices, le roi de France, non-seulement la refusa, mais déclara immédiatement la guerre au duc de Bourgogne (3).

Le bâtard resta pendant environ cinq ans au service du roi Louis XI, qu'il accompagna dans toutes les campagnes contre Charles-le-Hardi, et notamment à la prise d'Amiens, en 1471.

Lors de la conclusion, le 13 septembre 1475, d'une trêve de neuf années entre le duc de Bourgogne et le roi de France, il fut, ainsi que Jean d'Arçon, Philippe de Comines et quelques autres personnages, exclu de cette trêve (4). Il ne tarda cependant pas à faire sa soumission à

(1) DOM PLANCHER, *Histoire générale et particulière de Bourgogne*, Dijon, 1781, tome IV, *Preuves*, pages 298 et 300.

(2) *Idem*, page 394.

(3) BARANTE, tome II, page 364.

(4) PHILIPPE DE COMINES, édition LENGLET DU FRESNOY, tome III, *Preuves*, page 412.

Charles-le-Hardi, par l'intervention de son frère, le Grand bâtard Antoine, qui fut envoyé en otage au roi de France, dans le courant de l'année 1476. Depuis lors, il resta constamment, jusqu'à sa mort, un des plus fidèles serviteurs de la maison de Bourgogne, à laquelle il appartenait d'ailleurs par des liens illégitimes.

Il suivit Charles-le-Hardi dans toutes ses campagnes contre les Suisses et combattit aux batailles de Granson et de Morat. Au désastre de Nancy, en 1477, il commandait l'avant-garde avec son frère le Grand bâtard, et fut, comme lui, fait prisonnier par le duc de Lorraine (1).

Maximilien d'Autriche, dont le bâtard Baudouin était chambellan et conseiller, l'envoya, en 1488, comme son ambassadeur en Espagne, avec l'importante mission de négocier le mariage de son fils l'archiduc Philippe-le-Beau, avec Jeanne de Castille. Il eut le bonheur de réussir dans cette délicate mission et de conclure le traité qui devait avoir de si immenses conséquences, non-seulement pour les Pays-Bas, mais encore pour toute l'Europe.

En effet, le mariage décidé dès 1488, lorsque l'archiduc n'avait encore que dix ans, fut célébré le 21 octobre 1496.

Le roi d'Aragon et de Castille, Ferdinand, témoigna sa reconnaissance à l'ambassadeur de Maximilien en favorisant son mariage avec Marie Manuel, fille de Jean Manuel de la Cerda, seigneur de Belmonte, qui descendait du sang royal de Castille et de Jeanne de Figueroa (2).

Il fut encore chargé à différentes reprises de missions diplomatiques, ce qui ne l'empêcha pas de guerroyer à l'occasion. Pendant la guerre entre le roi de France et le duc de Bretagne, en 1487, il commanda les troupes auxi-

(1) ADRIEN DE BUT, tome I, page 526.

(2) *Annales de la Monarchie Française*, Amsterdam, 1724, chap. IX.

liaires bourguignonnes et allemandes envoyées par l'archiduc Maximilien au secours de ce dernier prince et contribua puissamment à la défaite du roi de France (1).

Enfin, Maximilien d'Autriche lui fit don, le 26 janvier 1501 (n. st.) des *dites forteresse, maisons, villaiges et seigneurie de Fallais, avec toutes leurs appartenances*, qu'il avait acquis de Wolfgang de Polheim et de sa femme, Jeanne de Borssele, par actes des 8 et 18 janvier précédents. Baudouin de Bourgogne comparut à Bruxelles, devant la Cour féodale de Brabant, et releva Fallais le 18 avril 1501 (n. st.) (2).

Le 1^{er} mai suivant, Antoine van der Hert, au nom de Wolfgang de Polheim, et Nicolas de Huckern, au nom de Maximilien d'Autriche, comparurent devant la Cour allodiale de Liège, qui investit Baudouin de Bourgogne de la *dicte terre, haulteur et signourie de Fallaix en toutes ses appartenances, et dont devant est fait mention, si avant quelles sont de notre dite court mouvans en alloux*. Celui-ci, représenté par Claude Lebœuf, en fit relief le même jour (*).

(1) ADRIEN DE BUT, tome I, page 678.

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. 127, fol. 361; reg. 348, fol. 159^{vo}. GALESLOOT, dans le tome 34, page 6, de la *Revue trimestrielle* dit « qu'il fut enterré à Fallais, seigneurie importante située près de Huy, qu'il avait acquise et non reçue en don de Philippe-le-Beau, comme le croyaient le baron de Reiffenberg et d'autres historiens. » C'est là une erreur, au moins en partie. Ce fut Maximilien d'Autriche, et non pas Philippe-le-Beau, qui acheta Fallais pour en faire don au bâtard de Bourgogne. Celui-ci ne l'obtint cependant pas entièrement en donation, ainsi que cela résulte de l'acte de transfert du 26 janvier 1501, qui porte : *Après fut icelluy nostre très-redoubté seigneur et père remonstrer à nostre dit lieutenant au lieu de nous, que pour certaines causes ad ce luy mouvans et mesmement pour une certaine somme de deniers, dont il se tenoit pour bien payé et contenté*.

(3) *Cour allodiale de Liège*, œuvres, reg. 38, 1539-1548, fol. 39 et suivants.

Baudouin de Bourgogne devint aussi conseiller et chambellan de l'archiduc Philippe-le-Beau, et accompagna ce prince et la princesse, sa femme, lorsque ceux-ci partirent de Bruxelles, le 4 novembre 1501, pour aller faire leur premier voyage en Espagne (1).

Ce fut à cette occasion, en 1501, que Maximilien, roi des Romains, chargea le bâtard Baudouin de faire toute diligence auprès du roi et de la reine de Castille et d'Arragon pour terminer sans retard les affaires du douaire de sa fille, Marguerite d'Autriche, veuve de don Juan de Castille (2).

Le bâtard Baudouin résida presque continuellement au château de Fallais pendant les dernières années de sa vie. Il termina sa carrière, à Bruxelles, au mois de mai 1508 (3) et fut enterré dans le chœur de l'église de Fallais.

Baudouin de Bourgogne laissa, de son mariage avec Marie Manuel, six enfants :

1^o Philippe, seigneur de Fallais, qui suit.

2^o Charles, qui suivra après son frère.

3^o Maximilien, abbé de Middelbourg en Zélande, et de Hasnon en Hainaut. Il décéda le 28 mars 1536 et fut enterré à Middelbourg (4).

4^o Anne.

5^o Marguerite-Madeleine, dame de Molembais, décédée en 1511 et enterrée à Solre-le-Château. Elle avait épousé Philippe de Lannoy, seigneur de Molembais, chevalier de

(1) GACHARD, *Premier voyage de Philippe-le-Beau en Espagne*, tome I, page 127.

(2) *Ancien inventaire des chartes et documents aux Archives générales du royaume*, à Bruxelles.

(3) *Epica Hermanni à Burgundia, comitis Fallesii*, Liège, 1624.

(4) DE MARNEFFE, *La principauté de Liège et les Pays-Bas au XVI^e siècle*, tome I, pages 248 et 254.

la Toison d'or (1), chef des finances des Pays-Bas, décédé à Louvain le 12 septembre 1543, fils de Baudouin de Lannoy, seigneur de Molembais, Solre-le-Château, chevalier de la Toison d'or, gouverneur des villes de Lille, Douai et Orchies, grand-maitre d'hôtel de l'empereur Maximilien et de Michelle d'Esne, dame de Cauroy, Beauvoir.

6° Adolphe.

Baudouin de Bourgogne eut trois enfants naturels (2) :

1° Baudouin, décédé le 22 février 1547 et enterré à Sainte-Gudule.

2° Marie, fille de Catherine d'Ayelle, légitimée en 1525 par l'empereur Charles-Quint et décédée à Champlite le 2 mars 1567. Elle avait été mariée à Guillaume de Vergy, seigneur d'Autrey, qui décéda le 26 juillet 1531 et fut enterré dans l'église de Notre-Dame du Sablon, à Bruxelles.

3° François de Bourgogne, dit le *Bâtard de Fallais*, fils de Jacqueline de Gavre, seigneur de Nieuwerve, est cité déjà, en 1537, en qualité de maitre d'hôtel de la reine

(1) REIFFENBERG, page 381.

(2) Le savant docteur Hoffmann, de Hambourg, en parlant des Bourgogne de Fallais (*Bulletin du bibliophile belge*, tome XVII), reproduit un extrait inexact de la généalogie de cette famille, tiré des manuscrits du héraut d'armes Le Fort. Selon cet extrait, François et Marie de Bourgogne auraient été des enfants légitimes d'un prétendu second mariage de Baudouin de Bourgogne. Le docteur ajoute : « Cette généalogie est d'autant plus remarquable qu'elle renverse l'opinion générale, d'après laquelle notre poète serait issu d'une union illégitime. » Mais il n'en est rien ; le correspondant de M. Hoffmann a commis une erreur de copiste, car Le Fort, dans la 1^{re} partie, tome IV, page 38, de ses manuscrits, cite seulement un fils nommé Baudouin, issu du prétendu second mariage, et François et Marie, comme enfants naturels de Baudouin de Bourgogne ; VAN MEKIS, pages 94 et 95.

Marie de Hongrie, sœur de l'empereur Charles-Quint (1). Il fut nommé par ce prince, le 27 octobre 1540, dans une assemblée des chevaliers de l'Ordre de la Toison d'or, à Anvers, roi d'armes dit *Toison d'or* et fut installé le lendemain dans cette charge (2).

Ce fut vers la fin de l'année 1544, ou dans le courant de l'année suivante, qu'il épousa Jeanne de Chalon, fille naturelle de Philibert de Chalon, prince d'Orange, vice-roi de Naples, chevalier de la Toison d'or. Il contracta ce mariage contre la volonté de l'empereur Charles-Quint, et, paraît-il, au moyen d'intrigues qui l'exposèrent au ressentiment de ce prince (3).

Les chevaliers de la Toison d'or, dans leur assemblée tenue à Bruxelles, le jour de Saint-André 1544, intercédèrent en sa faveur auprès de Charles-Quint. Celui-ci l'autorisa à présenter sa justification, mais elle ne satisfait sans doute pas l'Empereur, car le bâtard de Fallais fut envoyé au château de Rupelmonde. Il n'y resta cependant pas longtemps, puisqu'au mois de décembre 1545 il remplissait ses fonctions de roi d'armes au chapitre d'Utrecht.

Cet abus de pouvoir, contraire aux statuts de l'Ordre de la Toison d'or, valut à l'Empereur, chef de cet Ordre, des observations de la part de ses confrères, dans la séance du chapitre tenu à Utrecht, le 7 janvier 1546 (n. st.) (4).

Le bâtard, de son côté, fut réprimandé pour plusieurs motifs, notamment pour avoir fait trop peu de cas de sa charge et pour avoir contracté un mariage contre le gré de l'Empereur (5).

(1) DE MARNEFFE, *La principauté de Liège et les Pays-Bas au XVI^e siècle*, tome I, page 297; GACHARD, *Voyage des souverains des Pays-Bas; Journal des voyages de Charles-Quint*, vol. II, page 138.

(2) *Journal*, *Idem*, page 165; DE REIFFENBERG, pages 394 et 582.

(3) DE REIFFENBERG, pages 394 et 399.

(4) *Idem*, page 415.

(5) *Idem*, page 408.

En 1549, il renonça aux fonctions de roi d'armes, qu'il avait singulièrement négligées, et sollicita des chevaliers de l'Ordre, réunis à Bruxelles, le 30 novembre de cette année, la charge de trésorier; mais elle lui fut refusée (1).

On ignore la date de sa mort; Foppens, dans sa *Bibliotheca belgica*, la rapporte à l'année 1550; c'est une erreur, car Gilles Boileau de Bouillon lui dédia, en 1555, la seconde partie de sa *Sphère des deux Mondes* (2).

François de Bourgogne avait fait ses études à l'Université de Louvain, et fut un poète latin assez estimé. Ses productions littéraires, d'abord signalées par Valère André (3) et, ensuite, par Foppens (4), Paquot (5) et Bec-de-Lièvre (6), n'étaient guère connues il y a peu d'années encore.

L'élégie consacrée à la mémoire d'Érasme avait seule été publiée dans la contrefaçon de l'édition de Froben, des *Catalogi duo operum D. Erasmi Roterodami ab ipso conscripti et congesti*, Anvers, 1537, sous le titre : *Francisci a Burgundia Elegia in diem obitus Erasmi Roterodami*.

Elle fut reproduite dans les œuvres d'Érasme, imprimées à Leyde en 1703-1706, tome I, et dans la *Bibliotheca Uffenbachiana manuscripta*, 1720, tome IV, pages 226 à 229.

Le manuscrit original des œuvres latines de François de Bourgogne, après avoir été la propriété de Luc de la Torre, conseiller à la Chambre des comptes de Lille en 1640, passa ensuite dans la bibliothèque du célèbre bibliophile

(1) REIFFENBERG, page 434; GACHARD, *Journal des voyages de Charles-Quint*, tome II, page 396, note 2.

(2) H. HELBIG, *Bulletin du bibliophile belge*, 1859, page 202.

(3) *Bibliotheca belgica*, Lovanii, 1643, page 225.

(4) Pars prima, fol. 288.

(5) Tome I, page 395.

(6) Tome I, page 429.

de Francfort-sur-Mein, Zacharie-Conrad von Uffenbach, et de là, dans celle de la ville de Hambourg.

En 1861, le savant docteur Hoffmann, de Hambourg, auquel nous empruntons la plupart de ces renseignements, retrouva le manuscrit et le publia sous le titre : *Opuscules latins de François de Bourgogne, seigneur de Fallais*. Bruxelles, Heussner, 1861, in-8° de 73 pages (1).

François de Bourgogne laissa, au témoignage de M. de Reiffenberg, un fils nommé Jean de Bourgogne (2), dit de Fallais, seigneur de Nieuwerve, qui épousa Jacqueline de Simonetti.

PHILIPPE DE BOURGOGNE.

1509 — 1542.

Philippe de Bourgogne, seigneur de Fallais, Vieux-Waleffe, Baudour, Peer, Somersdyck, des pays de Saint-Adolphe et de Sainte-Anne, succéda à son père dans la seigneurie de Fallais à la fin de l'année 1508, et en fit relief à la Cour féodale de Brabant le 10 février 1509 (n. st.) (3).

Le quatorze du même mois, Gilo Pety, châtelain et bailli de Fallais, comparut devant la Cour allodiale de Liège, et releva, au nom de Philippe de Bourgogne, *toute la terre et seigneurie de Fallaix en haulteur, justice, preis, bois, cens, rentes, capons, poilhes, awes, mollins, fours, viviers,*

(1) *Bulletin du bibliophile belge*, tome XVII. Le docteur Hoffmann s'est trompé en attribuant à François de Bourgogne le titre de seigneur de Fallais. Il n'a jamais possédé cette seigneurie. Il était seigneur de Nieuwerve, que l'on a traduit aussi à tort par Nevers, seigneurie près Flessingue, en Zélande.

(2) *Annuaire de la Bibliothèque royale de Belgique*, 1850, page 157.

(3) Reg. n° 21, fol. 190.

pasturaiges, weadages, communes aisemences, ensemble et tous les appendices et appartenances d'icelle (1).

Philippe de Bourgogne, comme son frère Charles, qui suivra, était en grande faveur auprès de l'empereur Charles-Quint, dont il fut chambellan et un des principaux conseillers.

Il est cité au mois de janvier 1513, au nombre des parents de don Jean Manuel, chevalier de la Toison d'or, qui réclamèrent auprès des chevaliers de l'Ordre la libération de ce seigneur, arrêté, au mépris de leurs privilèges par ordre de Marguerite d'Autriche, gouvernante générale des Pays-Bas. Ses démarches et celles des chevaliers furent couronnées de succès, et don Jean Manuel recouvrit la liberté (2).

Philippe de Bourgogne faisait du château de Fallais sa résidence habituelle. Il eut cependant un moment, en 1532, on ne sait pour quel motif, l'intention de vendre la seigneurie de Fallais. Le gouvernement des Pays-Bas attachait une si grande importance à conserver cette place entre les mains d'un fidèle sujet de l'Empereur, que la reine de Hongrie chargea son envoyé, le baron de Montfalconet (3), d'avertir Charles-Quint, alors à Ratisbonne, de ce projet de vente. Celui-ci s'empressa de donner des instructions que nous croyons intéressantes à rapporter :

« L'Empereur loue le bon regard que la Royne a touchant la place de Fallaix, et qu'il soit advisé d'obvier par tous moyens convenables à l'achat qu'en est en terme, sans en bailler sentement à celluy que prétend faire ledict achat, si avant que sera possible, que pourroit estre, ou en dissuadant au sr dudict Fallaix de la vendre, ou en tenant

(1) *Cour allodiale de Liège*, reg. 34, fol. 126.

(2) REIFFENBERG, pages 284 à 293.

(3) Philibert de la Baume, baron de Montfalconet.

main envers aucuns des subjectz de Sa Ma^{te} de l'acheter, et qu'il semble à aucuns seroit ladicte place bien convenable aux s^{rs} de Berghes ou de Molambais, lesquels, comme l'on suppose, ont bien moyen d'y entendre. Et enfin, si la chose ne se pouvoit autrement empeschée, et il semble bien à la Royne et aux bons personaiges à qui elle voudra conférer cestuy affaire, l'on pourroit faire dire par quelqung, aggréable audict acheteur, comme ce n'est pièce à luy fort nécessaire, et que combien l'on ayt entière confidence de luy, que toutesfois elle pourroit tomber, après son trespas, en mains de gens qui ne seroient si confidens, selon les choses passées.

.
» Fait en Reghenspourg, le 10^e jour du mois de jung l'an mil cinq cens trente et deux (1). »

Les désirs de Charles-Quint étaient sans doute des ordres pour Philippe de Bourgogne, car la vente de Fallais n'eut pas lieu.

Le 7 octobre 1534, le seigneur de Fallais comparut en personne devant la Cour allodiale de Liège, et donna en garantie à Richard de Mérode, chevalier, seigneur de Waroux et à Henri de Mérode, seigneur de Fologne, ainsi qu'à leurs frères respectifs, la cour, maison et terre de Vieux-Waleffe, contenant environ 80 boniers, pour une rente annuelle de 100 florins carolus d'or (2).

Philippe de Bourgogne ne se maria pas et décéda le 1^{er} novembre 1542 (3), léguant le château et la seigneurie de Fallais, ainsi que ses principales terres, à son neveu,

(1) *Correspondance de la reine Marie avec Charles-Quint*, tome I (1532-1540), fol. 76 v^o, *Papiers d'Etat et de l'Audience* aux Archives générales du Royaume à Bruxelles.

(2) *Cour allodiale*, reg. 37, fol. 130; reg. 38, fol. 42.

(3) *Registre aux cens et rentes de Fallais*, 1470.

Jacques de Bourgogne, fils de son frère Charles de Bourgogne, qui suit.

Charles de Bourgogne, seigneur de Bredam, Ham-sur-Sambre, Baudour, Fromont, Lovendeghem, Somerghem, pair du comté de Hainaut, était le frère puîné de Philippe de Bourgogne, dont nous venons de parler.

Presque tous les historiens et les généalogistes lui attribuent par erreur le titre de seigneur de Fallais (1), en le confondant avec un de ses fils nommé aussi Charles, dont nous parlerons ci-après, qui fut possesseur de cette seigneurie de 1559 à 1581.

Charles de Bourgogne, plus particulièrement connu sous le titre de seigneur de Bredam, naquit vers 1491 (2) et était déjà mort en 1538, quatre ans avant son frère aîné, Philippe, seigneur de Fallais de 1508 à 1542.

Nous le trouvons cité pour la première fois dans un tournoi qui eut lieu sur le marché, à Mons, le 15 novembre 1515, en présence de Charles-Quint, alors prince d'Espagne, archiduc d'Autriche, duc de Bourgogne, etc., à l'occasion de l'inauguration de ce prince comme comte de Hainaut (3). L'empereur Charles-Quint, dont il était l'ami, le fit conseiller d'Etat et chambellan. Il l'envoya avec un héraut d'armes en mission à Cracovie, pour porter le collier de la Toison d'or au roi de Pologne, qui en fut décoré le 22 octobre 1525 (4).

Le seigneur de Bredam épousa Marguerite de Werchin, décédée en 1558, fille de Nicolas de Werchin, seigneur de

(1) REIFFENBERG, *Annuaire*, page 157; DE LIMIERS, *Annales de la Monarchie française*, chapitre IX; *Suite du Supplément au Nobiliaire des Pays-Bas*.

(2) VAN MIERIS, pages 94 et 95.

(3) GACHARD, *Itinéraire de Charles-Quint de 1506 à 1531*, tome II, page 548.

(4) REIFFENBERG, *Histoire de l'ordre de la Toison d'Or*, page 353.

Jeumont, sénéchal de Hainaut, et d'Iolande de Luxembourg, dame de Roubaix.

De ce mariage naquirent neuf enfants, qui, dès leur plus tendre jeunesse, embrassèrent tous, à la suggestion de leur frère aîné, Jacques de Bourgogne, la religion réformée (1) :

1^o Jacques, seigneur de Fallais, qui suit.

2^o François, protonotaire apostolique. Il embrassa la Réforme vers 1543 et se retira à Paris. Le Conseil privé des Pays-Bas le condamna à un bannissement perpétuel et à la perte de tous ses biens par sentence du mois de décembre 1549.

3^o Jean, seigneur de Fromont et de Ham-sur-Heure. Il fut aussi entraîné dans la Réforme, mais il paya plus cher que ses frères les erreurs d'un moment. Arrêté en même temps que son frère Charles, il fut enfermé au château de Vilvorde et son procès fut instruit devant le Conseil privé. Sa sœur Françoise fut le principal témoin à charge et ne le ménagea pas. Malgré une minutieuse enquête et de nombreux témoignages de membres du Clergé en faveur du prévenu, rien ne put détruire l'effet produit sur les juges par le témoignage écrasant de sa sœur Françoise. On doit supposer que la nécessité de faire un exemple dans cette famille dicta la sévère sentence qui fut portée contre le seigneur de Fromont, le 26 novembre 1549. Il fut condamné à la peine de mort et à la confiscation de ses biens (2).

Charles-Quint se montra relativement clément et lui accorda sa grâce ; mais on eut la cruauté de ne l'annoncer qu'au moment où le condamné posait sa tête sur le billot.

(1) GALESLOOT, *Jacques de Bourgogne*, dans la *Revue trimestrielle*, tome XXXIV, page 7.

(2) GALESLOOT, page 41.

Enfermé ensuite à l'abbaye de Liessies, il recouvra sa liberté au bout de quelques années, et obtint, en même temps que ses frères Charles et Antoine, la terre de Fallais, en don du roi Philippe II, par acte du 9 août 1559.

Le seigneur de Fromont ne se montra guère reconnaissant envers le roi Philippe II. Après la mort de Requesens, il suivit le parti des États-Généraux qui s'étaient emparés du gouvernement des Pays-Bas, et fut nommé par eux gouverneur du comté de Namur par lettre du Conseil d'État du 26 octobre 1576 (1).

L'année suivante, il représenta le comté de Namur au Conseil d'État et commandait au château de Namur lorsque don Juan d'Autriche parvint à s'en emparer par surprise le 24 juillet 1577. On doit supposer que le gouverneur avait mis beaucoup de bonne volonté à laisser surprendre la forteresse confiée à sa garde, car don Juan lui en conserva le commandement. Il mourut en 1585, et fut enterré à Somersdyck.

Jean de Bourgogne avait épousé Louise de Croy, veuve de Maximilien de Bourgogne, marquis de la Vère, seigneur de Beveren, chevalier de la Toison d'or, et fille de Philippe de Croy, duc d'Arschot. Il laissa une fille, Jeanne de Bourgogne, décédée célibataire à Anvers (2).

4^e Françoise; dans sa jeunesse, elle se rallia à la Réforme, mais ne tarda pas à y renoncer. Elle entra même en religion et mourut abbesse de Sainte-Claire, à Lille, dans un âge peu avancé.

5^e Charles, qui suivra après Jacques de Bourgogne.

6^e Antoine, auteur de la branche de Bredam.

7^e Pierre.

(1) POULLET, *Les Gouverneurs de province*, page 173.

(2) VAN MIERIS, page 94 et 95.

8^o Hélène, dame de Fresne, mariée en 1541, à Adrien de Lille, seigneur de Fresne, Gueulesin, Haucourt, Aisnel, Fontenoy, Buancourt, Tufigny, fils de Jacques, seigneur de Fresne, de Gueulesin et de Haucourt, et de Jacqueline de Barbanson. Elle adopta la Réforme et mourut en Suisse, où elle s'était retirée, au mois de novembre 1546.

9^o Antoinette.



JACQUES DE BOURGOGNE.

1542 — 1557.

Jacques de Bourgogne, seigneur de Bredam, de Baudour et de Somersdyck, né vers 1520, au château de Baudour, devint seigneur de Fallais et de Vieux-Waleffe en 1542, après la mort de son oncle Philippe, dont il fut le principal héritier.

L'origine illustre, quoique illégitime, de son aïeul Baudouin de Bourgogne, et la bienveillance que Charles-Quint témoignait à son père, procurèrent à Jacques de Bourgogne la faveur de pouvoir passer son enfance et sa première jeunesse à la cour de Bruxelles, où sa vie, au dire de l'Empereur, fut plutôt celle d'un moine que d'un courtisan (1).

(1) La plupart des renseignements biographiques concernant Jacques de Bourgogne sont tirés d'un document historique, dont il sera parlé pages 326 et 327.

Doué d'un caractère sérieux, méditatif et studieux, il tourna, dès l'âge de quinze ans, ses pensées vers les controverses religieuses, pour lesquelles il prit goût.

Son père l'envoya achever ses études à l'université de Louvain. Il y rechercha surtout la société des savants, et fut bientôt mis en rapports avec les principaux réformateurs de l'Allemagne et de la Suisse, dont il ne tarda pas à adopter les idées.

A la fin de ses études, l'empereur Charles-Quint lui offrit une charge brillante à la cour, mais il la refusa; il épousa, après en avoir cependant demandé l'autorisation à l'Empereur, Iolande de Brederode, fille de Waleran, chevalier, seigneur de Brederode et de Vianen, et d'Anne de Neuenaer. Les jeunes époux avaient été unis, paraît-il, selon les rites de la religion réformée et allèrent s'établir en Hollande, auprès du comte Guillaume de Neuenaer, leur oncle (1); mais ils n'y restèrent pas longtemps et revinrent en 1542 résider au château de Fallais, dont Jacques de Bourgogne fit le relief le 14 novembre de la même année.

Un de ses parents, Jean de Lannoy, seigneur de Molem-bais et de Zoutelandt, fils de Marguerite-Madeleine de Bourgogne, éleva des prétentions à la propriété de Fallais et en fit relief à la Cour féodale de Brabant le 6 novembre 1542 et à la Cour allodiale de Liège le 16 décembre de la même année (2). Il renonça cependant à ses prétentions en faveur de Jacques de Bourgogne, à la suite d'une transaction signée le 31 août 1543 (3).

(1) GALESLOOT, page 9.

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. 21, fol. 190, et *Cour allodiale de Liège*, reg. 38, fol. 52.

(3) Elle fut enregistrée à la *Cour allodiale* le 12 octobre 1543, reg. 38, fol. 65.

Le partage de la riche succession de son père, mort en 1538, amena de violents démêlés entre Jacques de Bourgogne, ses frères et ses sœurs. L'acte de partage fut seulement signé le 6 juillet 1544, à la suite de l'intervention personnelle de la reine Marie de Hongrie et de ses conseillers (1).

Vers la fin de l'année 1543 ou dans les premiers mois de l'année suivante, Jacques de Bourgogne entra en correspondance suivie avec le célèbre réformateur Calvin, ce qui contribua beaucoup à briser les derniers liens qui le rattachaient encore à l'Église romaine (2).

Dans la première lettre que le réformateur écrivit au seigneur de Fallais, il commença par s'excuser de lui *écrire familièrement devant que vous estre beaucoup congneu*. Le but principal de cette lettre était d'engager Jacques de Bourgogne à se déclarer pour la Réforme et à quitter les Pays-Bas.

D'après une seconde lettre adressée à Iolande de Brederode, on peut supposer que les rapports entre Calvin et Jacques de Bourgogne ont commencé par son intermédiaire et son influence.

Calvin ne s'en tint pas à prêcher à distance le seigneur de Fallais : il lui envoya même un ministre réformé, nommé Jean de Saint-André, qui vint résider au château de Fallais, en 1544.

Sa signature, comme témoin, figure à la reddition des comptes des seigneuries de Fallais et de Vieux-Waleffe,

(1) GALESLOOT, *Revue trimestrielle*, tome XXXIV, page 10.

(2) Cette curieuse correspondance a été publiée en 1744, sous le titre de : *Lettres de Calvin à Jaque de Bourgogne, seigneur de Fallais et de Bredam et à son épouse Iolande de Brederode*, Amsterdam Wetstein, 1744.

qui furent approuvés par Jacques de Bourgogne le 23 février 1544 (n. st.) (1).

Jacques de Bourgogne, dont la conduite équivoque avait éveillé l'attention publique, ne se crut plus en sûreté dans les Pays-Bas. Subissant l'ascendant que Calvin savait prendre sur ses disciples, Jacques de Bourgogne se décida à quitter Fallais dans les derniers mois de l'année 1544 et se retira d'abord à Cologne, où il fut reçu avec faveur par l'archevêque et prince-électeur Herman de Wied. Mais il n'y séjourna guère; l'empereur Charles-Quint, qui allait passer par Cologne pour se rendre à la Diète de Worms, le fit inviter à rester dans cette ville jusqu'à son arrivée. Mais Jacques de Bourgogne ne tint aucun compte de cet ordre et s'empressa, sous prétexte qu'il devait aller prendre les eaux, de remonter le Rhin jusqu'à Strasbourg, où nous le trouvons en avril 1545 (2).

L'Empereur envoya un seigneur de sa cour auprès du seigneur de Fallais pour lui demander les motifs qui l'avaient décidé à quitter Cologne avant son arrivée. L'envoyé impérial l'informa en outre qu'il était suspecté d'hérésie et l'engagea à retourner à Cologne; mais le seigneur de Fallais s'abstint d'obtempérer aux désirs de son souverain.

A Strasbourg, il eut cependant un moment le projet de se rendre auprès de l'Empereur, qui se trouvait à Worms pour la Diète. Mais Calvin l'en dissuada par sa lettre datée de Genève le 1^{er} mai 1545, dont nous citerons ce passage : « *Or pour ce qu'entre aultres propos de vos lettres vous dittes que vous êtes en doubte s'il vous fauldra aller à Worms, je vous pryé devant qu'entreprendre le voyage d'y bien penser. Car devant toutes choses, il vous*

(1) Archives de l'État à Liège.

(2) Lettre VII, page 28.

conviendra d'avoir ceste resolution de confesser pleinement nostre seigneur sans fleschir pour rien qui soit.

Il ne sera pas question d'user là d'excuses civiles pour donner bonnes paroles en payement, comme vous scavez. Qui pis est, je crains que vous n'ayez point d'audience pour faire la confession que vous désireriez ».

Le seigneur de Fallais n'était pas depuis longtemps converti entièrement à la Réforme, car, dans cette même lettre, Calvin lui donne ce conseil : *« Parquoy le principal est de vous armer de patience priant Dieu qu'il lui playse de se glorifier en vous de plus en plus, comme il a commencé. »* Sous l'influence des conseils intéressés de Calvin, qui voulait le compromettre définitivement auprès de Charles-Quint, Jacques de Bourgogne dut renoncer à aller se justifier en personne et écrivit à l'Empereur que l'état de sa santé ne lui permettait pas de rentrer dans son pays natal.

Cette conduite équivoque devait naturellement le brouiller avec l'Empereur; aussi ne tarda-t-il pas à être mis en prévention et ensuite condamné, par le Grand Conseil de Malines, à un bannissement perpétuel, avec confiscation de tous ses biens, en 1546.

Le seigneur de Fallais quitta vers la même époque Strasbourg pour aller s'établir à Bâle. Il crut devoir se justifier aux yeux de l'Empereur et chargea, dès le mois de mars 1546, Calvin de composer une apologie de sa conduite.

Elle ne parut cependant qu'au commencement de l'année 1548, sous le titre de : *Excuse composée par Messire Jacques de Bourgoigne, seigneur de Fallez et de Bredam, pour se purger vers la Majesté impériale des calumnies à luy imposées à l'occasion de sa foy, de laquelle il fait confession.*

Galesloot s'est trompé en rapportant à l'année 1546 la publication de l'apologie. Il s'est basé sans doute sur la date fictive que porte cette pièce, 9 des calendes de février (24 janvier) 1546.

L'apologie fut seulement terminée vers la fin de l'année 1547 et imprimée au mois de janvier 1548.

François Baudouin, d'Arras, réfugié à Genève, fit une traduction latine de cette apologie, qui parut quelques mois après l'édition française, vers le mois d'avril 1548 (1).

Jacques de Bourgogne ne séjourna guère à Bâle, quoiqu'il y eut acquis le droit de bourgeoisie, et alla s'établir à Veigy, en Chablais, propriété qu'il avait acquise en 1548, sur le conseil de son ami Calvin. Ce dernier avait espéré de le rattacher ainsi par un lien de plus à son église, mais Jacques de Bourgogne ne tarda guère à se brouiller avec lui.

Calvin, qui cherchait à dominer et à exploiter de toutes manières le seigneur de Fallais, avait entrepris de marier la sœur de ce dernier, Antoinette de Bourgogne, avec un ministre protestant, nommé Pierre Viret.

La proposition indirecte qu'il en fit à Jacques de Bourgogne fut rejetée avec hauteur, et Calvin fut obligé de lui faire des excuses. Son insuccès ne le découragea pas, car il essaya de nouer une autre intrigue du même genre, pour Mademoiselle de Wilergy, parente du seigneur de Fallais, mais il échoua encore une fois.

Ces différentes tentatives avaient jeté du froid dans les rapports des deux amis. Mais ce qui détermina la rupture définitive entre le seigneur de Fallais et Calvin, fut l'emprisonnement, le 16 octobre 1551, de Jérôme Bolsec (2), médecin de Jacques de Bourgogne, parce qu'il avait osé combattre la doctrine de Calvin en niant le dogme de la prédestination.

(1) *Apologia Illustris D. Jacobi A Burgundia, Fallesii, Bredanique domini : qua apud Imperatoriam Maiestatem inustas (sic) sibi criminationes diluit, Fideique suæ confessionem edit.* Cette pièce fut réimprimée en 1744, à la suite des *Lettres de Calvin à Jaque de Bourgogne*.

(2) HALLG, *La France protestante*, tome I, art. Bolsec.

« Ce dernier, dit Wetstein, (premier éditeur des lettres du réformateur au seigneur de Fallais), *voulait le faire punir avec toute la rigueur possible. Pour parvenir à ses fins dans les formes, il demanda l'avis des Eglises suisses, en leur insinuant ce qu'il souhaitait d'elles.* « Nous voudrions, dit-il, *purger notre Eglise de cette peste, de manière qu'en étant chassée, elle ne puisse pas nuire aux Eglises voisines.* » Ce qui portoit assez clairement qu'il falloit ou le mettre à mort, ou le laisser croupir dans le cachot pendant toute sa vie (1). »

Calvin nous donne là un spécimen, curieux à signaler en passant, de l'esprit d'intolérance dont les soi-disants réformateurs étaient animés, et, que par une singulière contradiction, ils ne cessaient de reprocher à l'Eglise romaine.

Le seigneur de Fallais prit vivement le parti de son médecin. Il écrivit, à deux reprises différentes, au Sénat de Genève, pour obtenir sa liberté. Il faisait remarquer, dans une de ses lettres, que *« la cause de sa détention n'est que pour advoyer parlé à la congrégation librement de sa doctrine, ce quy doibt bien estre permys à tous christiens, sans pour sela estre emprisonné, aulsy que j'entens ledict M^e Jerosme, n'advoyer riens sy fort affirmé qu'il ne soit prest de revocquer quant, par la parolle de Dieu, il luy sera mieulx demonstré (2). »*

Mais Calvin ne l'entendait pas ainsi ; il exigeait la liberté la plus large, mais pour lui seul, et lorsqu'un de ses disciples osait mettre en doute l'infailibilité du réformateur, on lui répondait par la prison, l'exil et souvent le supplice.

Jacques de Bourgne échoua auprès du Sénat de

(1) *J. Calvini vita a THEODORO BEZA, Genevensis ecclesiæ, etc., Lausannæ, 1576, page 234.*

(2) FAZY, *Mémoires de l'Institut national genevois*, tome X, 1865.

Genève, qui se trouvait entièrement à la dévotion de Calvin.

Appuyé par les Libertins (1), il s'adressa alors, en faveur de Bolsec, au clergé des églises de Bâle, de Berne et de Zurich, appelées par le Conseil de Genève à donner leur avis sur la question de dogme.

Le clergé de ces trois villes répondit par des mémoires généralement favorables à Bolsec. Tout en condamnant ses idées, le clergé de Bâle et celui de Zurich ne le reconnaissaient pas coupable d'un délit punissable.

La réponse du clergé de Berne, qui inclinait vers la tolérance, est un véritable plaidoyer en faveur de l'accusé.

A la suite de ces réponses modérées ou évasives, Bolsec, plus heureux que ne le furent dans la suite Servet et Gruet, échappa au supplice et fut seulement condamné au bannissement comme blasphémateur, par le Conseil de Genève, le 22 décembre 1551.

Calvin, furieux d'avoir été contrecarré, s'en prit à Jacques de Bourgogne, auquel il suscita tant d'ennemis et de difficultés qu'il l'obligea à quitter Veigy. Le seigneur de Fallais s'établit (2) à Berne, où il résidait en 1552.

Bolsec, dans un pamphlet intitulé *Vie de Calvin* (3), prétend que ce furent surtout les assiduités dont Calvin poursuivait Iolande de Brederode, épouse de Jacques de Bourgogne, qui auraient déterminé ce dernier à quitter les terres de Genève.

Selon lui, Calvin aurait même dit un jour à Iolande de Brederode « votre mari ne saurait aller loin, quand il sera mort, nous nous marierons ensemble. »

(1) Le parti dit des Libertins était la fraction la moins intolérante des réformés des églises suisses.

(2) Avertissement de l'éditeur, page XX.

(3) Paris, 1582, chapitre 15.

Mais les allégations de Bolsec sont trop suspectes pour que nous puissions y ajouter quelque créance.

Calvin poussa le ressentiment contre Jacques de Bourgogne jusqu'à rayer son nom de la dédicace de la 2^e édition de son *Commentaire sur la première épître de Saint-Paul aux Corinthiens* (1). Il le remplaça par celui de Gallias Caraccioli, marquis de Vico.

Dans son épître à ce seigneur napolitain, on sent percer à chaque phrase le dépit qu'éprouvait le réformateur d'avoir perdu en Jacques de Bourgogne un disciple aussi utile à tant d'égards, sur lequel il avait exercé une si néfaste influence.

Plust à Dieu, écrivait Calvin, que lorsque ce Commentaire mien veint premièrement en lumière, je n'eusse point cognu celui duquel je suis maintenant contraint d'effacer le nom de cette page, où on l'a veu auparavant escrit. Ou pour le moins que je l'eusse bien cognu. Certes vray est que je ne crain point qu'il me puisse accuser d'inconstance, ou se plaindre que je luy oste le don que luy avoye fait; car ayant de propos délibéré cherché par tous moyens, non seulement de s'estranger entièrement de moy en particulier, mais aussi de n'avoir rien de commun avec nostre Eglise, il a tant faict, qu'il ne peut plus avoir juste cause de se plaindre. Mais encore c'est à regret que je viens à changer ma coustume, et qu'il me faille racler de mes escrits le nom d'aucun : aussi je suis marri de ce que cest homme là, lequel par mon Epistre j'avoye mis comme en un lieu éminent, s'en est derobé, afin de n'esclairer aux autres par bon exemple selon que mon désir estoit (2).

Jacques de Bourgogne, retiré dans le pays de Vaud, y perdit sa femme, dont il avait eu trois enfants, deux garçons

(1) Edition in-fol. de CONRAD BADIUS, 1556, page 168.

(2) Avertissement de l'éditeur, page IX.

et une fille, qui moururent en bas-âge. Il épousa en secondes noces, Isabeau de Rymerswale, fille d'Adrien, seigneur de Lodyck, et de Jeanne de Glymes de Berghes. Il en eut un enfant, selon les uns, une fille nommée Isabelle et selon les autres, un fils nommé Jean.

Après son second mariage, le seigneur de Fallais vécut très retiré et décéda à Strasbourg en 1557 (1).

Baylè, dans son Dictionnaire, a rapporté que Jacques de Bourgogne *se détourna et sa femme aussi de la Doctrine des Réformez*. Cette opinion, basée sur le témoignage de Théodore de Bèze (2), trouverait sa confirmation dans les termes employés par Calvin dans la dédicace au marquis de Vico, dont nous venons de parler (3).

Il paraît bien certain que Jacques de Bourgogne se sépara de l'Église de Calvin, mais nous ne croyons pas qu'il renonça entièrement à la Réforme pour rentrer dans le giron de l'Église romaine. En effet, nous trouvons sa veuve Isabeau de Rymerswale, vers 1570, à Cologne, où elle résidait temporairement pour terminer des affaires d'intérêt qu'elle avait dans les Pays-Bas. Dans une lettre, adressée par elle aux magistrats de cette ville, pour obtenir l'autorisation de continuer à résider à Cologne, elle reconnaissait sans détours qu'elle appartenait à l'Église réformée. Elle faisait valoir sa qualité de bourgeoise de Strasbourg, ville où l'on *tolérait les prêtres et autres croyants de l'ancienne religion romaine*, pour obtenir la réciprocité et rester à Cologne. Nous ignorons la suite qui fut donnée à cette démarche (3).

Isabelle de Rymerswale épousa en secondes noces

(1) VAN DEN BERCH, page 154 v°, VAN MIERIS, page 95.

(2) Article de Philippe de Bourgogne, remarque G.

(3) Archives communales de Cologne, Reg. concernant les réfugiés au XVI^e siècle.

Jacques de Juliers, seigneur de Berg, dont le père était fils naturel du dernier duc de Juliers.

Retournons maintenant quelques années en arrière et voyons ce que devinrent la seigneurie et le château de Fallais depuis le départ de Jacques de Bourgogne pour l'Allemagne.

Après la condamnation de Jacques de Bourgogne, en 1546, Louis Dupont avait été chargé par la reine de Hongrie de l'administration de tous ses biens confisqués qui se trouvaient dans les Pays-Bas (1).

Tous les serviteurs de la famille de Bourgogne furent révoqués : Jean Wauthier, receveur de la terre de Fallais, fut remplacé par Baudouin de Thier, et Guillaume Billocart, châtelain et capitaine de Fallais, par Claude de Bersacques, chevalier, gentilhomme de la chambre de l'empereur Charles-Quint, et bailli de Wasseiges. Celui-ci fut chargé, en qualité de bailli et de châtelain, de la garde du château, par lettres patentes du 22 septembre 1546.

Mais tous les biens de Jacques de Bourgogne ne se trouvaient pas dans les Pays-Bas ; la seigneurie de Vieux-Waleffe était territoire liégeois. Sous l'influence du gouvernement de Bruxelles, le prince-évêque Georges d'Autriche fit aussi saisir et mettre sous séquestre les propriétés, rentes et revenus quelconques de Jacques de Bourgogne, situés dans le pays de Liège. Mais il en nomma administrateur, par commission datée de Liège, le 23 janvier 1547 (n. st.), Jean Wauthier, le receveur de Fallais, révoqué par le gouvernement de Bruxelles. Les agents du gouvernement des Pays-Bas ne se mirent pas en possession de leurs charges sans éprouver la plus vive résistance de la part des serviteurs de Jacques de Bourgogne.

Jean Wauthier, receveur révoqué de la seigneurie, et

(1) *Chambre des comptes*, reg. 19,666.

Jean Pirlot, échevin de la Cour de justice, se montrèrent les plus audacieusement hostiles au nouveau bailli. Ils déclarèrent hautement que, si le bailli était en possession du château, eux resteraient maîtres du village. Cependant Claude de Bersacques avait montré beaucoup de bienveillance envers Jean Wauthier, et lui avait même laissé son logement au château. Mais, à la suite du refus de celui-ci de laisser inventorier le mobilier et les objets de sa chambre, appartenant par confiscation à l'Empereur, le bailli fut obligé de lui refuser l'entrée du château au mois de juin 1547 (1).

Les choses en étaient là lorsque, le 1^{er} juillet 1547, au soir, Claude de Bersacques, revenant à cheval de l'abbaye de Boneffe, accompagné seulement d'un valet, nommé Michel de Fumal, s'arrêta dans le village de Fallais, pour parler au vicaire Anceau delle Melle.

Pendant l'entretien, et tandis que le bailli avait les mains appuyées sur l'arçon de la selle, Jean Wauthier et Pirlot vinrent l'assaillir, armés, le premier d'un épieu, et le second d'une fourche.

Wauthier porta un coup d'épieu à la poitrine du bailli; celui-ci parvint à mettre l'épée à la main et à parer le coup, mais il ne put ressaisir la bride de son cheval, qui, en se retournant brusquement, donna l'occasion à Jean Wauthier de porter un second coup d'épieu dans le dos du bailli et de le blesser grièvement.

Pendant ce temps, Jean Pirlot attaquait le valet, mais le vicaire de Fallais se jeta sur Pirlot, et, le saisissant à bras-le-corps, le mit dans l'impossibilité de prendre part à la lutte.

Le bailli, emporté d'abord par son cheval, revint aussitôt au secours de son serviteur aussi blessé, et

• (1) *Office fiscal de Brabant*, liasse 1047.

déchargea sur ses adversaires une petite arquebuse dont il était armé. Sur ces entrefaites, un grand nombre de villageois étaient accourus, et le bailli, les connaissant pour lui être peu sympathiques, jugea prudent de sortir du village et d'aller loger à Ville-en-Hesbaye, dans le bailliage de Wasseiges, d'où il revint le lendemain, accompagné de vingt hommes armés. Il ordonna aussitôt aux échevins de la Cour seigneuriale d'arrêter Wauthier et Pirlot, mais il ne put se faire obéir, les échevins prétextant que les deux prévenus devaient au préalable passer en jugement.

Claude de Bersacques rendit compte à la reine de Hongrie, alors gouvernante des Pays-Bas, de ces événements, et celle-ci désigna immédiatement, par commission donnée à Binche le 7 juillet 1547, Jean de Vlierden, secrétaire en ordonnance de l'Empereur, pour procéder à une enquête à Fallais.

A la suite de cette enquête, effectuée le 11 juillet 1547, la reine envoya le prévôt Herlaer et ses hommes d'armes pour arrêter les deux prévenus. Nous n'avons pu découvrir le résultat des procès qui furent entamés à ce sujet et durèrent plusieurs années (1).

Lorsque Jacques de Bourgogne quitta les Pays-Bas pour se retirer en Suisse, il avait contracté de nombreuses dettes que n'explique guère sa modeste manière de vivre. Il est à supposer que le seigneur de Fallais, avant de quitter son pays natal, avait fait des emprunts d'argent, pour emporter avec lui, dans son exil volontaire, une partie de sa fortune. Il lui aurait été impossible de la réaliser autrement, sans éveiller l'attention publique. Il disposait de sommes assez considérables, puisqu'il vécut pendant treize ans d'une manière très aisée en Suisse, où il acquit même une propriété.

(1) *Office fiscal de Brabant*, liasse 1047.

Pendant les années qui suivirent la condamnation de Jacques de Bourgogne, tous ses biens meubles et immeubles furent, par ordre de l'empereur Charles-Quint, aliénés pour payer ses dettes.

Le château et la seigneurie de Fallais furent seuls réservés et réunis à la recette de Jodoigne, par ordre de la reine Marie de Hongrie, le 11 août 1550 (1).

Mais le produit de la vente des biens de Jacques de Bourgogne n'ayant pas suffi pour acquitter toutes ses dettes, ainsi que les arrérages d'une rente de huit cents livres assignée par partage à Pierre et Antoine de Bourgogne, ses frères, l'empereur Charles-Quint, de l'avis de la reine de Hongrie, sa sœur, gouvernante des Pays-Bas, autorisa, par acte du 7 mai 1552, le Conseil des finances à créer des rentes au denier 16, hypothéquées sur les revenus de la seigneurie de Fallais, pour liquider entièrement la situation.

Guillaume Pensart, seigneur de Herlaer, acquit une rente de 125 livres, du prix de 40 gros, monnaie de Flandre, au capital de 2,000 livres, prenant cours le 1^{er} mai 1552.

Une seconde rente de 93 livres 15 sous, de la même monnaie, au capital de 1,500 livres, prenant cours aussi le 1^{er} mai 1552, fut acquise le 6 août 1552 par Guillaume Billocart, l'ancien châtelain de Fallais. Enfin, le 16 août de la même année, Marguerite de Taxis, veuve de Charles Boisot, devint acquéreur d'une troisième rente de 100 livres au capital de 1600 livres.

Cette dernière rente, intérêts et capital, fut remboursée par Herman de Bourgogne à Adrienne de la Torre le 16 mars 1611. Il est certain que les deux premières rentes

(1) *Papiers d'État et de l'Audience*, liasse 47.

furent de même remboursées, car les titres originaux de propriété se trouvent dans les archives des seigneurs de Fallais (1).

Le bailli Claude de Bersacques, décéda en 1553 et fut enterré dans l'église de Fallais sous une pierre sépulcrale armoriée. Il eut pour successeur Hugues Le Vos, nommé bailli par lettres patentes de la reine de Hongrie du 12 juillet 1554 (2).

Ce dernier eut la garde de Fallais jusqu'à ce que le roi Philippe II, par lettres patentes du 9 août 1559, rendit à Antoine, Charles et Jean de Bourgogne, la terre de Fallais, débris de l'héritage de leur frère Jacques, mais sous la condition qu'aucun des trois frères ne porterait le titre de seigneur de Fallais.

Cette clause était imposée sans doute pour éviter le renouvellement des dissensions qui trop souvent avaient bouleversé la famille de Bourgogne.

Elle ne fut pas observée longtemps, car Antoine et Jean de Bourgogne, ayant cédé leurs droits à Charles, leur frère aîné, il en prit et porta le titre sans aucune entrave.

CHARLES DE BOURGOGNE.

1559. — 1581.

Charles de Bourgogne, seigneur de Bredam, Somersdyck, Vieux-Waleffe, du pays de Saint-Adolphe et Drakestein, devint seigneur de Fallais, en même temps que ses frères Jean et Antoine, par l'acte de donation fait en leur faveur,

(1) Archives de l'État, à Liège, *Cour de Fallais*.

(2) *Chambre des comptes*, reg. 19,667.

le 9 août 1559, par le roi Philippe II. Ils firent le dénombrement de cette seigneurie et la relevèrent à la Cour féodale de Brabant le 8 mai 1562 (1), en désignant Charles de Bourgogne, l'ainé, comme homme de fief. Quelques années plus tard, ses deux frères lui cédèrent tous leurs droits sur Fallais, dont il resta seul propriétaire.

Charles de Bourgogne, comme ses frères et ses sœurs, avait subi dans sa jeunesse la funeste influence des discussions religieuses, dont le résultat fut de jeter tant de trouble dans la famille.

Lorsque le Gouvernement se décida à intervenir, en 1549, Charles et François, son frère, furent ajournés par trois fois aux bailles de la Cour à Bruxelles et sommés de comparaître devant le Conseil privé, sous peine de confiscation de corps et de biens. Charles de Bourgogne, qui était écuyer de Georges d'Autriche, prince-évêque de Liège (2), accourut immédiatement dans la capitale, accompagné seulement d'un page. Il fut aussitôt arrêté et enfermé au château de Vilvorde, où se trouvait aussi détenu son frère Jean. Son procès s'instruisit bientôt devant le Conseil privé, mais il fut acquitté, par sentence du 24 janvier 1550 (n. st.), malgré la déposition malveillante de sa sœur Françoise, qui l'accusait de ne pas aller à la messe à Fallais et de ne jamais jeûner (3).

Rentré en faveur auprès du gouvernement, il obtint, comme nous l'avons vu plus haut, la terre de Fallais, dont il fit son séjour habituel et se tint depuis lors à l'écart des orages de la vie publique.

Dans les dernières années de sa vie, lorsque les États-

(1) *Cour féodale de Brabant*, reg. 31, fol. 222; reg. 358, fol. 350.

(2) *Papiers d'Etat et de l'Audience*, liasse 258, aux Archives générales du Royaume, à Bruxelles.

(3) GALESLOOT, *Revue trimestrielle*, tome XXXIV, page 39.

Généraux s'emparèrent du gouvernement des Pays-Bas, après la mort de Requesens, il quitta, en 1577, Fallais, qui avait souffert considérablement de la guerre, et séjourna successivement à Louvain, Bruxelles et Anvers.

Il s'établit ensuite en Hollande, à Segvoort, puis à Tergoes où il possédait la plus grande partie de ses biens. Quoiqu'il en fût plusieurs fois sollicité par les États de Hollande et le prince d'Orange, il ne voulut pas prendre parti pour eux contre son légitime souverain (1).

Charles de Bourgogne décéda à Tergoes, le 19 décembre 1581 et fut enterré auprès de sa femme, dans l'église de Segvoort.

A sa mort, le gouvernement, pour s'assurer de la fidélité de ses héritiers, fit saisir et placer la seigneurie de Fallais sous séquestre. Par lettres patentes datées de Maestricht, le 20 septembre 1582, Henri de Fresne fut nommé châtelain du château et receveur de la terre de Fallais (2). Il fut confirmé dans ses fonctions par ordonnance du duc de Parme, en date du 28 mars 1586 (3), et les remplit jusqu'à la restitution de Fallais à Herman de Bourgogne.

Charles de Bourgogne épousa Jeanne de Culembourg, dame de Sevenhuysen, Segvoort et Drakestein, décédée à Leyde, au mois de février 1581, fille de Jean de Culembourg d'Amerongen, chevalier, seigneur de Rynswoude, grand-bailli d'Utrecht, et d'Agathe de Coulster, dame d'Alckemade, Opmeer, Soutven, Soeterwoede, Sevenhuysen, etc. (4).

De ce mariage naquirent deux enfants jumeaux :

(1) *Audience*, liasse 258.

(2) *Chambre des comptes*, reg. 19,199.

(3) *Idem*, reg. 19,201, fol. 24 v°.

(4) VAN MIERIS, tome I, page 95.

1^o Herman , qui suit.

2^o Jean, seigneur de Sevenhuysen, Segvoort, Drakes-
tein, Bergilers, Braives, Ciplet, etc., né vers 1566,
gentilhomme de la chambre de Ferdinand de Bavière,
prince-évêque de Liège, membre de l'État noble du pays
de Liège par réception du 27 juin 1620. Il épousa Catherine
d'Oyenbrugge de Duras, dame de Budingen, décédée le
6 juin 1605, veuve de Pierre de Bourgogne, seigneur de
Bredam, Fromont, etc., et fille de Jean d'Oyenbrugge de
Duras, seigneur de Budingen, et de Jeanne de Mérode,
dame de Bergilers, Braives et Ciplet.

Les biens des deux fils mineurs de Charles de Bour-
gogne furent administrés, après la mort de ce dernier,
par leur oncle et tuteur, Jean de Bourgogne, seigneur de
Fromont, mais ils ne tardèrent pas à être confisqués,
hormis la seigneurie de Vieux-Waleffe, qui appartenait au
pays de Liège.

Le bailli et les fonctionnaires de cette seigneurie, voisine
de celle de Fallais, vivaient en fort mauvaise intelligence
avec le bailli de Fallais, nommé par le gouvernement de
Bruxelles. Ils cherchaient, par tous les moyens en leur
pouvoir, à lui rendre la position intenable, et sous
prétexte que le prince-évêque de Liège avait des droits
de souveraineté sur Fallais, ils parvinrent même à le faire
arrêter à Huy, le 9 mars 1584, et retenir en prison pen-
dant plusieurs semaines. Il ne fut élargi qu'à la suite d'une
décision prise d'accord, entre le Conseil privé du prince-
évêque de Liège et des conseillers délégués du Conseil
souverain de Brabant (1).

Il n'est pas étonnant, après cela, que Henri de Fresne,
bailli de Fallais, n'ait pas émis un avis favorable à la

(1) *Audience*, liasse 258.

restitution de la seigneurie, lorsque les deux héritiers de Charles de Bourgogne la sollicitèrent du Gouvernement des Pays-Bas en 1586.

HERMAN DE BOURGOGNE.

1581. — 1626.

Herman de Bourgogne, comte de Fallais, seigneur de Bredam, Somersdyck, Vieux-Waleffe, Han-sur-Sambre, Tamines, Roysin, etc., pair du comté de Namur, né au château de Fallais vers 1566, devint, en 1581, propriétaire de la seigneurie de Fallais, mais il en prit seulement possession en 1587. A sa majorité, Herman de Bourgogne demanda à Alexandre Farnèse, duc de Parme, gouverneur-général des Pays-Bas, la levée du séquestre et la restitution de Fallais. Cette demande fut renvoyée, le 14 juin 1586, à l'avis du procureur général et du conseiller fiscal de Brabant. Ces deux magistrats, après une enquête minutieuse faite à Liège le 5 septembre, remirent un avis favorable le 24 septembre, au duc de Parme (1). Celui-ci, par acte du 5 juin 1587, accorda à Herman de Bourgogne et à son frère Jean, la main-levée des biens provenant de la succession paternelle, séquestrés jusqu'alors par le gouvernement (2).

A la mort de leur père, porte le décret du duc de Parme, « estants pupilles et seullement eaigez d'environ 15 ou 16 ans furent par leur tuteurs envoyez avecq Charles de Maldere, leur gouverneur, à Coloigne, là où ils avoyent résidé plus de trois ans, pour y continuer leurs estudes, y vivants catholicquement et modestement sans avoir oncques

(1) *Audience*, liasse 258.

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. 363, fol. 186 v°.

porté armes, dict, faict, attenté, ny pansé chose du monde contre la vraye religion catholicque, apostolicque, romaine, en laquelle ils avoyent doiz leur enfance esté nourriz et instituez estants présentement séjournans à Fribourch, université catholicque, pour passer oultre en Italie, affin d'en continuant leurs estudes y veoir le monde et se pouvoir en leur jeusne eaige tant mieulx façonner et rendre capables pour cy après pouvoir faire service agreable à Sa Majesté. »

Les deux frères, par procuration datée de Gonzague, en Italie, le 25 juillet 1587, chargèrent Jean de Boodt, secrétaire d'Etat pour les affaires de Bourgogne, Jean Laiguillon, bailli de Vieux-Waleffe, Baudouin de Tranoy, bailli de Fromont et Marcq Prévost, pensionnaire de feu la reine de Hongrie, de prêter en leur nom serment de fidélité au roi d'Espagne, souverain des Pays-Bas (1). Par le même acte, Herman de Bourgogne donnait des pleins pouvoirs particuliers à Jean Laiguillon, pour prendre possession et faire le relief de la seigneurie de Fallais, qui lui appartenait comme fils aîné, et de l'administrer en qualité de bailli et de receveur, fonctions qu'il avait déjà remplies du vivant de Charles de Bourgogne. Il lui donnait en outre le droit de nommer les mayeur, échevins et gens de loi de la seigneurie.

Dès le 23 juin 1587, Jean Laiguillon releva Fallais devant la Cour féodale de Brabant sous promesse de ratification de la part de son maître, et Jean de Boodt, en vertu de la procuration qu'il avait reçue d'Herman de Bourgogne, se présenta, le 3 septembre suivant, devant la Cour féodale pour confirmer l'acte de relief (2).

Herman de Bourgogne, rentré en possession de ses

(1) *Cour féodale de Brabant*, reg. 363, fol. 414 v°.

(2) *Idem*, fol. 413.

biens, vint résider à Fallais. Dans la suite, il se montra toujours zélé serviteur du gouvernement; aussi fut-il comblé de faveurs et de distinctions par l'archiduc Albert et l'archiduchesse Isabelle, alors souverains des Pays-Bas.

C'était, d'ailleurs, un homme de mérite et même un érudit pour l'époque. Valère André rapporte qu'il parlait différentes langues et qu'il s'était adonné à l'étude de presque toutes les sciences (1). Mohy du Rondchamp, auteur du commencement du XVII^e siècle et curé de Huccorgne, près de Fallais, entretint des relations très suivies avec Herman de Bourgogne et parle de lui dans les termes les plus flatteurs. « L'ay (2), dit-il, de mon viuant cognu vn seul homme qui s'est grandement auancé aux sciences sans qu'il se soit que bien peu seruy de l'adresse d'autrui. Encor que ie sache qu'il ne vueille aucunement estre nommé, si ne pouroy-je me tenir de dire, que c'est tres-noble et tres-généreux Herman de Borgoigne Baron de Faillaix, lequel a tellement paré ses reluisantes vertus du beau lustre des sciences, qu'il est maintenant tel que le monde le cognoit, ie ne dis auttement, car sa modestie ne permet que ie le die non moins sage en la speculation des estudes, que tres-vertueux en ses actions. Ie l'honoroy du commencement pour le seul regard des belles graces que le monde admire en sa personne, mais lors qu'il m'eut faict ceste faueur que de me comuniquer les graues compositions Latines et Françoises qu'il a monté tant en vers qu'en prose, ie vy que ie ne l'auoi honoré qu'à demy, et que ie luy deuoy le surplus pour le respect de son erudition, nous auons icy (dans l'école que Mohy avait ouverte à Huccorgne) enseigné avec grand plaisir, aucuns de ses vers, pour le regard

(1) *Bibliotheca Belgica*. Lovanii 1643, page 379.

(2) *Le Cabinet historial de Messire Remacle Mohy de Rondchamp aux Ardannes*. Liege, M.D.CX., pages 408 et 409.

de la grande Poésie qui s'y retrouuoit. C'est de luy mesme que j'ay entendu le peu de secours qu'il à tiré des Maistres en la poursuite de ses estudes, et cela me disoit-il vn jour qu'il entendoit de moy que ie n'auoy ouy les Maistres point plus de neufs mois au Latin : Si es-ce qu'il scait, auec le scauoir capital, les plus minces perfections de l'escriture : Ie me suis beaucoup seruy de son adresse, pendant que ie dressoy ce mien Cabinet, encor m'a-il, outre ses resolutions secouru assés de fois par ses liures : Voyla comment il me charge iournellement de ses faueurs. »

Herman de Bourgogne composa non-seulement des vers latins, mais encore des vers français. Ces derniers sont malheureusement perdus.

Les premiers, malgré la répugnance qu'Herman de Bourgogne avait pour la publicité, parurent à Liège en 1624, sous ce titre : *Epica Hermanni à Burgundia, comitis Fallesii; Leodii typis Joannis Ouwerx MDCXXIV*, petit in-4° (1).

M. Henri Helbig a consacré, à Herman de Bourgogne, un article des plus intéressant (2), auquel nous avons fait de nombreux emprunts :

« Les vers latins, dit-il, de Herman de Bourgogne, qui sont certainement très-élégants, font vivement regretter la perte de ses productions françaises, qui auraient pour nous un intérêt beaucoup plus grand. Il eut été très-curieux de voir ce qu'avait produit dans la langue vulgaire, avant la réforme poétique introduite par Malherbe, un homme si bien doué et qui avait à un aussi haut degré le culte de la forme. »

(1) DE THEUX, *Bibliographie liégeoise*, 2^e édition, page 81. Ce volume ne fut sans doute tiré qu'à un nombre restreint d'exemplaires, car il est fort rare.

(2) *Annuaire de la Société d'Emulation de Liège*, année 1866, page 85.

Si Herman de Bourgogne était, comme nous venons de le voir, bon poète, il ne fut pas moins bon législateur, attentif à veiller aux intérêts de ses vassaux.

Au mois de mars 1599, il obtint de l'archiduchesse Isabelle, la confirmation d'un ancien privilège autorisant la tenue à Fallais d'un franc-marché le jeudi de chaque semaine (1).

Les habitants de Fallais lui furent encore redevables de diverses réformes qu'il introduisit dans l'administration judiciaire de la seigneurie, pour laquelle il rédigea, vers 1594, diverses ordonnances et des règlements de police. Le château avait souffert considérablement pendant qu'il était sous le séquestre et entre les mains du gouvernement; il fut restauré, ainsi que l'église.

Herman de Bourgogne s'occupa aussi des affaires de son pays. Nous le trouvons au nombre des membres de l'Etat noble du pays de Liège en 1600 (2). Par lettres patentes du 8 février 1614, il obtint l'érection de la seigneurie de Fallais en comté, pour lui, ses descendants et ses héritiers, tant mâles que femelles, et prêta serment, en qualité de comte de Fallais, entre les mains de l'archiduc Albert, à Bruxelles, le 10 avril 1614 (3). Quelques années plus tard, au mois de juillet 1621, Herman de Bourgogne assistait aux obsèques solennelles de ce même archiduc en portant l'étendart à ses pleines armes (4). En 1624, il succéda à son gendre, le marquis de Marnay, dans la charge de gouverneur et capitaine-général du duché de Limbourg et des pays

(1) *Cour de Fallais*, rôles et œuvres, 1598-1601, fol. 89 v°.

(2) *MISSION*, *Notice sur l'ancien Etat noble de Liège*, page 22.

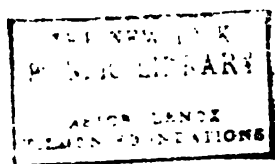
(3) *BUTKENS*, *Trophées de Brabant*, tome III, page 359; *Cour féodale de Brabant*, reg. 108, fol. 209.

(4) *BUTKENS*, *Trophées de Brabant*, tome III, page 131.

d'après une gravure du temps



Le Conte de Falaix Herman de Bourgoigne



d'Outre-Meuse et prêta serment, en cette qualité, le 29 octobre de la même année, à la Haute-Cour du duché de Limbourg (1). L'année suivante, il fut nommé haut-drossart et châtelain du pays de Fauquemont, par lettres patentes du 4-décembre 1625 (2), mais il ne jouit pas longtemps de tous ces honneurs; il mourut au château de Fallais le 16 juin 1626 (3). Herman de Bourgogne fut enterré dans le caveau des seigneurs de Fallais sous le chœur de l'église paroissiale. La pierre tombale, qui recouvre le caveau est remarquable par ses grandes dimensions; elle existe encore aujourd'hui dans le cimetière.

Le comte de Fallais avait épousé Iolande de Longueval, qui décéda en 1648 et fut enterrée auprès de son mari dans l'église de Fallais. Elle était fille de Maximilien de Longueval, comte de Bucquoy, seigneur de Vaultx, conseiller d'État d'épée, chef des finances des Pays-Bas, tué au siège de Tournay le 29 novembre 1581, et de Marguerite de Lille, dame de Fresne et de Gueulesin, et sœur de l'illustre feld-maréchal comte de Bucquoy, un des héros de la Guerre de trente ans.

Du mariage de Herman de Bourgogne avec Iolande de Longueval naquirent plusieurs enfants :

1^o Philippe, né le 21 janvier 1602, prêtre de la Compagnie de Jésus.

2^o Félix, né au château de Fallais le 19 août 1603. Après avoir été page à la cour de l'archiduc Albert, il étudia au collège des Jésuites de Malines et entra, le 15 août 1619, dans la Compagnie de Jésus. Il fut ordonné prêtre à Anvers, le 10 mars 1629, et décéda le 11 juin 1676.

3^o Marguerite, comtesse de Fallais, qui suit.

(1) Bibliothèque royale de Bruxelles, manuscrit n° 13,778.

(2) *Chambre des comptes*, reg. 367, fol. 37.

(3) VAN MIERIS, tome I, 1^{re} partie, pages 94 et 95.

4^e Claire, morte jeune fille.

5^e Isabelle, mariée à Charles-Emmanuel de Gorrevod, duc de Pont-de-Vaux, prince du Saint-Empire, marquis de Marnay, comte et vicomte de Salins, baron de Gorrevod, Saint-Julien, Chalamont, Parcondray, Monsainct, etc.; seigneur de Gerbais, Bermont, Courdiron, Condés, Roch, etc.; chevalier de la Toison d'or, colonel d'un régiment de quinze enseignes de Wallons, infanterie, capitaine de cinquante cuirassiers des ordonnances, membre du Conseil de guerre, gentilhomme de la chambre de LL. AA., chevalier d'honneur au parlement de Dôle, bailli d'Amont, gouverneur et capitaine-général du duché de Limbourg et des pays d'Outre-Meuse par lettres patentes du 16 février 1620, haut-drossart et châtelain du pays de Fauquemont par patentes du 6 mars 1620 (1). Il quitta le gouvernement du Limbourg pour prendre celui de Namur, et décéda le 4 novembre 1625 (2).

Ce seigneur était né le 13 décembre 1569, de Laurent de Gorrevod, comte de Pont-de-Vaux, gouverneur de Brèsses et de Bangay, et de Pérone de la Baume.

Lorsque l'infante Catherine d'Espagne épousa le duc de Savoie, Charles-Emmanuel de Gorrevod fut de la suite qui l'accompagna en Italie. Il se trouva avec une compagnie de cheveau-légers au siège de Genève, et commanda à deux reprises différentes, âgé seulement de dix-sept ans, toute la cavalerie de Savoie. Il servit sous l'archiduc Albert, à la bataille de Nieuport; ce prince, ayant été démonté au plus fort de la mêlée, il lui donna son cheval et tua un des soldats ennemis qui le serrait de plus près. L'archiduc Albert le fit son grand chambellan et érigea sa terre de Marnay en marquisat le 24 février 1602.

(1) *Chambre des comptes*, reg. 13,135.

(2) VAN MIERIS, tome I, 1^{re} partie, pages 94 et 95.

Il fut créé duc de Pont-de-Vaux, par le roi de France, Louis XIII, en février 1623, et prince du Saint-Empire le 22 mars suivant, par l'empereur Ferdinand II (1).

Il laissa deux fils :

a. Philippe-Eugène de Gorrevod, duc de Pont-de-Vaux, qui se signala à la bataille de Lens en 1648 et mourut dernier de sa maison le 26 juillet 1681.

b. Charles-Emmanuel de Gorrevod, marquis de Marnay, archevêque de Besançon et prince du Saint-Empire.

6^e Hélène, morte jeune.

7^e Iolande, chanoinesse de Sainte-Waudru à Mons, déjà morte en 1634.

Iolande de Longueval, restée veuve, releva l'usufruit du comté de Fallais à la Cour féodale de Brabant le 13 août 1627 (2). Par testament conjonctif en date du 7 janvier 1622, Herman de Bourgogne et Iolande de Longueval s'étaient réciproquement donné le droit, au survivant de chacun d'eux, de faire le partage de tous leurs biens entre leurs enfants. Quelques années après la mort de son mari, Iolande de Longueval, par acte du 15 février 1634, procéda à ce partage, lequel fut ratifié, pour ce qui concernait le comté de Fallais, le 18 décembre de la même année, devant la Cour féodale de Brabant, et confirmé par un octroi du roi Philippe donné à Bruxelles les 22 janvier et 13 août 1650 (3).

Philippe et Félix de Bourgogne étaient entrés dans la Compagnie de Jésus et avaient renoncé à toute leur fortune ; ils reçurent des pensions viagères. Marguerite de Bourgogne obtint les comté et château de Fallais, la seigneurie de Vieux-Waleffe et toutes les autres propriétés

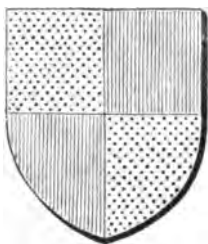
(1) *Suite du Supplément au Nobiliaire des Pays-Bas*, p. 149 et 150.

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. 51, fol. 136; reg. 21, fol. 190,

(3) *Idem*, reg. 149, fol. 456.

situées dans la Hesbaye. Isabelle eut pour sa part les seigneuries de Ham-sur-Sambre, de Roysin, de Tamines, ainsi que les biens situés en Artois.

Ses enfants entrèrent seulement en 1648, après la mort d'Iolande de Longueval, dans la pleine propriété de leurs parts.



**SEIGNEURS DE FALLAIS
DES MAISONS DE NOYELLES, DE GOSÉE
ET DE PONTY.**

**HUGUES DE NOYELLES.
MARGUERITE DE BOURGOGNE.**

1648-1657.

Marguerite de Bourgogne, comtesse de Fallais, dame de Vieux-Waleffe, entra en possession de la terre de Fallais en 1648 et la releva à la Cour féodale de Brabant le 29 mai de cette année (1).

Elle avait épousé Hugues de Noyelles, premier comte de Noyelles, baron de Torsy, seigneur de Calonne, capitaine d'une compagnie libre d'infanterie au service d'Espagne, veuf de Marguerite de Berghes-Saint-Winnoc, dame de Beveren, décédée le 20 octobre 1619 (2).

(1) *Cour féodale de Brabant*, reg. 51, fol. 136; reg. 21, fol. 190.

(2) *BUTKENS, Supplément*, tome III, page 131.

Hugues de Noyelles, qui appartenait à une des principales maisons de l'Artois, naquit au château de Stade le 10 mai 1577 et fut baptisé le 14 juin suivant.

Il était fils de Paul de Noyelles, chevalier, seigneur de Calonne, Noyelles, Torsy, gouverneur de Bapaume, et d'Anne de Cruningen, dame de Tongrenelles.

Au début de sa carrière, il assista aux sièges des villes de Cambray, Ardres, Doullens, Calais, Amiens, et accompagna en Italie, Allemagne et Espagne, l'archiduc Albert dont il était gentilhomme de bouche. Ce prince l'envoya ensuite en qualité d'ambassadeur auprès de l'empereur Mathias, et, en 1619 (1), auprès du roi d'Angleterre, Charles VI.

Il figura avec son beau-père aux obsèques de l'archiduc Albert, qui l'avait fait son maître d'hôtel (2). Après la mort d'Herman de Bourgogne, il lui succéda dans la charge de haut-drossart et châtelain du pays de Fauquemont, par lettres patentes du 1^{er} août 1626 (3), et enfin dans celle de gouverneur et capitaine-général du duché de Limbourg et des pays d'Outre-Meuse. Il prêta serment en cette dernière qualité à la Haute-Cour de Limbourg le 16 octobre 1626 (4).

Pendant qu'il remplissait ces dernières fonctions eut lieu le célèbre siège de Maestricht, par le prince Frédéric-Henri de Nassau. Après la prise de cette ville, le 22 août 1632 (5), le prince Frédéric-Henri envoya le lieutenant-général Staekenbroeck avec vingt-six cornettes de

(1) LE FORT, 1^{re} partie, tome XVI, fol. 246, 247 et 259.

(2) BUTKENS, tome III, page 131.

(3) *Chambre des comptes*, reg. 367, fol. 52.

(4) Manuscrit n° 13,778, de la Bibliothèque royale de Bruxelles.

(5) COMMELYN, *Histoire de Frederic-Henry de Nassau, prince d'Orange*, Amsterdam, 1656, page 215.

cavalerie, trois mille hommes d'infanterie, commandés par le colonel Pinsen van der Aa, quatre pièces de canon et deux mortiers pour aller assiéger Limbourg (1).

Staekenbroeck, arrivé devant Limbourg le 6 septembre au matin, fit sommer le gouverneur, comte de Noyelles, de rendre la place. Celui-ci ayant répondu comme il le devait, les Hollandais commencèrent immédiatement la construction d'une batterie sur la montagne de Bilstain, qui domine entièrement la ville et le château.

Le même jour, ils ouvrirent le feu, auquel le château riposta vivement, mais les bourgeois, voyant l'impossibilité de résister aux forces considérables de l'ennemi, supplièrent le gouverneur de capituler. La garnison étant insuffisante pour défendre la place, le comte de Noyelles consentit enfin à laisser battre la chamade, le 8 septembre, et obtint les honneurs de la guerre (2).

Hugues de Noyelles ne reprit plus le gouvernement du Limbourg; il devint chef des finances des Pays-Bas et conseiller d'Etat le 30 mai 1645 (3). La même année, par acte du 19 août, lui et sa femme, Marguerite de Bourgogne, firent leur testament en faveur de leur fils aîné Eugène-Ignace, qui suivra.

Le comte de Fallais décéda le 8 avril 1650 laissant de son premier mariage avec Marguerite de Berghes-Saint-Winnoc, quatre enfants (4):

1^o Marie-Philippe, morte jeune.

2^o Louise, dame de Bailleulval (5), de Beveren, dame d'honneur de l'infante Isabelle, née en 1609, décédée en

(1) AITZEMA, *Saken van Staet en Oorlogh*, 1669, tome I, page 1209.

(2) *La reduction de la ville de Limbourg*, Paris, 1632, page 3.

(3) BUTKENS, tome III, pages 169 et 200.

(4) LE FORT, 1^{re} partie, tome XVI, fol. 246 et 247.

(5) DE SAINT-GENOIS, *Mémoires généalogiques*, tome I, page 131.

1664, mariée en 1629 à Eugène de Noyelles, marquis de Lisbourg, comte de Marles et de Croix, vicomte de Nielles, seigneur de Rossignol, gouverneur de la Motte, décédé en 1685, fils de François-Florent de Noyelles, comte de Marles, seigneur de Rossignol, gouverneur d'Arras et grand-bailli de Hainaut, et de Françoise de Noyelles, comtesse de Croix, dame de Flers (1).

3° François, mort jeune.

4° Marguerite-Claire, mariée à Lancelot Schetz, comte de Grobbendonck et de Durbuy, baron de Wesemael, vicomte de Feroz, seigneur de Tilbourg, Pulle, Heystenberg, maréchal héréditaire de Brabant, mestre de camp d'un régiment d'infanterie wallonne au service d'Espagne, gouverneur et capitaine-général du duché de Limbourg et des pays d'Outre-Meuse, par patentes du 25 février 1649, décédé en 1665.

Il était fils d'Antoine Schetz, comte de Grobbendonck, baron de Wesemael, seigneur de Durbuy, Pulle, etc., maréchal héréditaire de Brabant, mestre de camp d'un régiment d'infanterie wallonne et gouverneur de Bois-le-Duc, et de Marie de Malsen, dame de Tilbourg, Gierle et Oosterwyck.

5° Isabelle-Claire.

6° Ignace.

Du second mariage de Hugues de Noyelles avec Marguerite de Bourgogne naquirent (2) :

7° Eugène-Ignace, qui suit.

8° Iolande-Isabelle, née au mois de septembre 1623, chanoinesse de Sainte-Waudru, à Mons, par réception du 11 octobre 1632, décédée le 5 novembre 1690.

9° Madeleine-Thérèse, chanoinesse de Nivelles par

(1) DOUAY, *Histoire de la maison de Bethune*, Paris, 1783, page 82.

(2) LE FORT, 1^{re} partie, tome XVI, fol. 259; *Fragments généalogiques*, Genève, 1776, tome I, page 32.

réception du 28 septembre 1634, puis abbesse et, en cette qualité, dame de Nivelles et princesse du Saint-Empire, par élection du 3 avril 1663. Elle décéda le 9 novembre 1705 (1).

10^e Anne-Marguerite, née au mois de novembre 1627, chanoinesse de Sainte-Waudru, à Mons, par réception du 22 mai 1636, décédée à Mons le 15 juin 1661 et enterrée dans l'église de Sainte-Waudru (2).

11^e Joseph-Bonaventure, baron de Torsy, né au château de Limbourg et baptisé dans l'église de Saint-Georges le 19 juillet 1630, capitaine d'une compagnie de cent cuirassiers au service d'Espagne, puis mestre de camp d'un régiment d'infanterie wallonne, nouvellement créé, par patentes du 20 mai 1667 (3), ensuite général de bataille (4), membre du Conseil de guerre et gouverneur de Malines en 1694 après son frère aîné. Il avait été marié à Éléonore-Philipotte Obert, dame de Gany, décédée en juillet 1714, fille d'Alexandre Obert, seigneur de Burbure et de Masinghen, et de Marie de Landas, dame de Lahaye.

12^e Agnès-Lucie, chanoinesse de Nivelles par réception du 8 juin 1638, décédée le 22 octobre 1668 (5).

13^e Charles, chanoine de Notre-Dame et grand-prévôt d'Aix-la-Chapelle.

(1) *Annuaire de la Noblesse de Belgique*, 1849, pages 255 et 284.

(2) SAINT-GENOIS, tome I, fol. 1064.

(3) MIERIS, tome I, fol. 95; *Patentes militaires*, tome XIX, page 165, aux Archives générales du royaume.

(4) Le grade de général de bataille ou de sergent-général de bataille dans l'armée des Pays-Bas Espagnols, au XVII^e siècle, équivalait à celui de général-major dans les armées allemande, anglaise et hollandaise.

(5) Elle était née du second mariage. L'*Annuaire de la Noblesse de Belgique* de 1819 lui attribue, par erreur, les quartiers des enfants du premier mariage de Hugues de Noyelles.

14^e Félix, chanoine de Tournay.

15^e Marie-Éléonore, chanoinesse, puis abbesse et dame de la ville de Maubeuge.

16^e Claire-Hyacinthe, chanoinesse de Maubeuge en 1701.

EUGÈNE-IGNACE DE NOYELLES.

1657-1687.

Eugène-Ignace, comte de Noyelles et de Fallais, seigneur de Vieux-Waleffe et de Wanfrechies, naquit vers 1621. D'abord capitaine d'une compagnie de cent cuirassiers au service d'Espagne (1), puis mestre de camp d'un régiment d'infanterie wallonne, par lettres patentes du 9 juin 1649, à la place vacante par la démission du marquis de Trazegnies, gouverneur de Tournai (2).

Il succéda encore à son père dans la charge de capitaine d'une compagnie libre d'infanterie wallonne, par lettres patentes du 11 avril 1650 (3), devint membre du Conseil de guerre et gouverneur de Malines, où il décéda le 17 juin 1694.

Le comte de Noyelles releva Fallais le 7 juillet 1657, du vivant de sa mère, en vertu du fidéi-commis établi en sa faveur le 19 août 1645 (4).

Ce fut pendant l'administration d'Eugène-Ignace de Noyelles que Louis XIV, traversant la Hesbaye à la tête d'une nombreuse armée, vint prendre son logis au château de Fallais le 3 juin 1675. Le lendemain il donna audience

(1) LE FORT, 1^{re} partie, tome XVI, fol. 247.

(2) *Patentes militaires*, reg. X, fol. 191, aux Archives générales du Royaume. Les chefs des régiments espagnols portaient le titre de mestre de camp et non pas celui de colonel plus généralement usité.

(3) *Idem*, reg. XI, fol. 48.

(4) *Cour féodale de Brabant*, reg. 21, fol. 190; reg. 51, fol. 136.

aux députés des États de Liège, auxquels il voulut bien promettre sa protection (1).

Le comte de Fallais fut moins heureux que les députés de Liège. Lorsque le grand roi quitta le château, il ordonna de le démanteler. Bouille se trompe lorsqu'il affirme qu'il fut rasé (2). La tour de Bourgogne et la tour Grignard, furent seules démolies à coups de canon et le rempart, qui les reliait, renversé dans les fossés. Le principal corps de logis et les deux autres tours restèrent intacts.

La situation financière de la famille de Noyelles n'était guère brillante.

Dès l'année 1664, les créanciers hypothécaires de Fallais avaient sollicité de la Cour féodale de Brabant la vente de la seigneurie; mais, à la suite d'un arrangement proposé par Marguerite de Bourgogne, il ne fut pas alors donné suite à cette requête (3).

Le comte de Fallais vendit, par acte passé à Bruxelles le 30 mars 1669, devant le notaire Jean-Baptiste Desmaretz, la seigneurie et terre de Vieux-Waleffe, avec les droits de haute, basse et moyenne justice, le droit de collation des bénéfices de la chapelle de Vieux-Waleffe, qui dépendait de la paroisse de Fallais, pour la somme de 92,000 florins de Liège ou 23,000 patacons, à Philippe-Hermanne Hinnis dael, seigneur de Fumal, chargé des pouvoirs de Jean-Gaspard-Claude, comte de Marchin et du Saint-Empire, baron de Dunes, seigneur de Modave et de la Neuville-au-Pont, chevalier de l'Ordre de la Jarretière, capitaine et mestre de camp général des armées d'Espagne aux Pays-Bas (4).

(1) SYLVIVS, *Historien onses tydts*, III^e partie, page 255.

(2) *Histoire de la ville et pays de Liège*, tome III, p. 401.

(3) *Cour féodale de Brabant*, reg. 506, 1661-1668, fol. 48 et 81.

(4) *Cour de Vieux-Waleffe*, reg. 1^{er}, œuvres 1669-1680, fol. 2 et 9^{vo}

La vente de Vièux-Waleffe ne rétablit pas les affaires financières du comte de Fallais.

Quelques années plus tard, le 10 janvier 1681, une nouvelle action lui fut intentée. Les créanciers exposèrent à la Cour féodale que les intérêts des rentes et des capitaux hypothéqués sur Fallais n'avaient plus été payés, les uns depuis dix, les autres depuis douze et même dix-huit années (1). Le comte de Noyelles obtint d'Alexandre Farnèse, prince de Parme, gouverneur général des Pays-Bas, le 23 janvier 1681, un délai de six mois pour satisfaire les créanciers. Mais ceux-ci n'ayant sans doute pu rien obtenir, ils demandèrent par requête du 20 juin 1682, à la Cour féodale, d'être mis en possession de la terre de Fallais et de pouvoir la vendre.

Les enfants du comte de Noyelles, voyant que Fallais ne tarderait pas à leur échapper, intentèrent aux créanciers un procès pour faire annuler les rentes hypothécaires grevant le comté, sous prétexte qu'il avait été déclaré inaliénable dans l'acte de donation du roi Philippe II (2). Ils obtinrent du gouverneur-général des Pays-Bas, dans le courant du mois de décembre 1682, un sursis à la vente judiciaire de cette seigneurie. Mais la Cour féodale, par son arrêt du 22 juin 1683 (3), rejeta leurs prétentions. Leur père, le comte de Noyelles, par un autre arrêt du 19 juin précédent, avait été déclaré déchu de ses droits sur Fallais.

Il resta néanmoins, jusqu'au commencement de l'année 1686, en possession de cette terre, au moyen des sursis qu'il obtint du gouverneur-général des Pays-Bas (4).

(1) *Cour féodale de Brabant*, reg. 510, fol. 18 et 60.

(2) *Idem*, reg. 510, fol. 252.

(3) *Idem*, reg. 864.

(4) *Idem*, reg. 512, fol. 154 et 192.

Cependant il ne jouissait pas des revenus, la Cour féodale ayant nommé à leur recette, au profit des créanciers, Christophe Pinart, bailli de Hannut, par commission du 23 décembre 1680 (1).

A la suite d'un accord conclu le 30 mars 1686, devant des commissaires de la Cour féodale, entre le comte de Noyelles et ses créanciers, le comté de Fallais et ses dépendances furent successivement exposés en vente le 26 octobre, le 9 novembre et le 7 décembre 1686, sans trouver d'acquéreur sérieux.

Sur ces entrefaites, le prince-évêque de Liège, Maximilien-Henri de Bavière, écrivit au gouverneur-général des Pays-Bas, pour le prier de suspendre la vente du comté de Fallais, sur lequel il prétendait avoir des droits de suzeraineté. Il ne tarda pas à faire suivre sa lettre d'une protestation formelle, datée du 19 décembre 1686 (2).

Ce nouvel incident, soulevé sans doute par les intrigues des Noyelles, venait bien à propos, mais il ne leur fut cependant pas utile très-longtemps.

La Cour féodale, chargée par le gouverneur-général de l'examen des prétentions du prince de Liège, répondit, le 18 janvier 1687, qu'il y avait lieu de procéder à la vente immédiate de Fallais (3). Quant aux droits réclamés par le prince-évêque de Liège, elle émettait l'avis que son résident à la Cour de Bruxelles pourrait prendre connaissance des registres féodaux de Brabant, où il trouverait la preuve que, depuis le commencement du XIV^e siècle, Fallais était terre de Brabant.

Le gouverneur-général hésitait encore à prendre une

(1) *Comptes de Fallais*, Archives de l'État, à Liège.

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. 512, fol. 264, 282 et 283.

(3) *Idem*, reg. 513, fol. 3 et 6.

décision, lorsque, le 9 avril 1687, la Cour féodale l'invita à autoriser enfin la vente de Fallais (1).

Elle faisait remarquer au gouverneur-général que la vente serait un acte de justice et que de nouveaux retards seraient d'une conséquence dangereuse pour le maintien des droits de S. M. dans les autres terres et fiefs enclavés du Brabant. Le prince-évêque de Liège prendrait le retard apporté à la vente pour un acte de déférence à sa protestation, et le silence du gouvernement pour un aveu de ses prétentions.

Le gouverneur-général se décida enfin à passer outre et, le 1^{er} mai 1687, il prévint le lieutenant de la Cour féodale qu'il n'accorderait plus de sursis (2).

A la suite de cette décision, le comté de Fallais, qui avait encore été remis en vente à différentes reprises, fut définitivement adjugé, le 7 juin 1687, à Jean-Claude de Gosée, comte de Balatre, pour la somme de 82,000 florins. Celui-ci en fit relief à la Cour féodale de Brabant le 28 janvier 1688 (3).

Le comte de Noyelles ne se tint point pour battu; n'ayant pas réussi à empêcher la vente au moyen du prince-évêque de Liège, par un prétendu acte de donation daté de l'année 1686, postérieur à la vente définitive ordonnée par la Cour féodale, il céda le comté de Fallais à son second fils, le comte Jacques-Louis de Noyelles, colonel au service de L. L. H. H. P. P. les États-Généraux des Pays-Bas.

Celui-ci, se basant sur les prétentions que les États-Généraux élevaient au sujet de la souveraineté des Terres de rédemption, fit relief du comté de Fallais à la Cour féodale de La Haye.

Il obtint ensuite, le 20 janvier 1688, du Conseil souverain

(1) *Cour féodale de Brabant*, reg. 513, fol. 26.

(2) *Idem*, fol. 11, 26 et 30.

(3) *Idem*, reg. 157, fol. 89; reg. 324, fol. 309.

et de la Cour féodale de Brabant, siégeant à La Haye, des lettres patentes d'ajournement et d'arrêt par lesquelles les États-Généraux revendiquèrent la terre de Fallais le 13 février 1688 (1).

Il écrivit le 18 février 1688 de La Haye au gouverneur-général des Pays-Bas pour lui annoncer la formalité qu'il venait de remplir et à laquelle il n'avait pu, disait-il, se soustraire, étant au service des États-Généraux (2).

Les prétentions des États-Généraux n'étaient pas sérieuses et ne pouvaient être soutenues longtemps, mais elles n'en occasionnèrent pas moins de grands embarras au gouvernement de Bruxelles et de longs procès au comte de Gosée, le nouveau propriétaire de Fallais.

Le comte Jacques-Louis de Noyelles se mit en possession de la terre de Fallais, en 1688, et continua à y exercer, jusqu'au mois d'avril 1693, tous les droits de propriétaire et de seigneur en percevant les revenus et en nommant aux emplois de fonctionnaires vacants du comté.

Il eut même l'audace d'ordonner au bailli et aux échevins de Fallais de ne plus reconnaître l'autorité du gouvernement de Bruxelles, et de menacer celui qui contreviendrait à ses ordres, d'être mis en prison, les fers aux mains et aux pieds (3).

Le gouvernement de Bruxelles fit immédiatement faire des représentations par son résident à la cour de La Haye et, à la suggestion de la Cour féodale de Brabant, un mémoire

(1) Après la paix de Munster en 1648 les États-Généraux conservèrent la partie septentrionale du duché de Brabant et établirent pour l'administration supérieure de la justice dans ce pays, un Conseil souverain et une Cour féodale, dits de Brabant, qui siégeaient à La Haye.

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. 513, fol. 19, 81 et 91.

(3) *Cour de Fallais*, reg. 9, rôles 1688-1691.

(4) *Cour féodale de Brabant*, reg. 514, fol. 24.

imprimé, exposant les droits du roi d'Espagne, comme duc de Brabant, fut remis aux États-Généraux des Pays-Bas.

La question fut tranchée le 16 janvier 1692 par une résolution des États-Généraux qui déclarèrent, de l'avis de trois de leurs principaux conseillers, les procédures et reliefs du comte de Noyelles et le jugement par contumace rendu par le Conseil de Brabant, à La Haye, sans effet et annulés (1). Cette décision, qui fut transmise au Conseil de Brabant pour lui servir de direction, est une reconnaissance implicite, par les États-Généraux, de la souveraineté du roi d'Espagne sur Fallais. Ce fut seulement au mois d'avril 1693 que le comte de Gosée put prendre possession définitive du comté de Fallais.

Eugène-Ignace, comte de Noyelles et de Fallais, avait épousé Marie-Alexandrine, baronne de Ketteler et du Saint-Empire, fille de Jean, baron de Ketteler et du Saint-Empire, seigneur de Assen et Laegen, gentilhomme de la chambre de l'archiduc Léopold, gouverneur du pays d'Ems et de Meppen, et de Agnès, comtesse de Velen et du Saint-Empire.

De ce mariage naquirent :

1^o Hugues-Antoine, comte de Noyelles, dit comte de Fallais, capitaine au régiment d'infanterie wallonne du mestre de camp baron de San-Juan, en 1677 (2), capitaine d'une compagnie de cent cuirassiers, par lettres patentes du 14 février 1682 (3), à la place vacante par la démission du seigneur d'Harnoncourt, vicomte de la Fontaine ; mestre de camp d'un régiment d'infanterie wallonne nouvellement levé, par lettres patentes du 29 novembre 1688 (4). Il échangea, par lettres patentes datées du camp de

(1) *Office fiscal de Brabant*, liasse 1047.

(2) *Patentes militaires*, tome XXVI, fol. 139.

(3) *Idem*, tome XXVIII, fol. 131.

(4) *Idem*, tome XXX, fol. 251.

Gavre, le 27 août 1689, son régiment contre celui d'ancienne création de Jean-Claude de Bressey, et devint encore membre du Conseil de guerre (1).

Après la vente du comté de Fallais, il intenta le 31 mai 1692, une action en retrait lignager, devant la Cour féodale de Brabant, mais elle resta sans suite (2).

2^o Jacques-Louis, comte de Noyelles, dit comte de Fallais, entra de bonne heure au service des États-Généraux des Pays-Bas et fut bientôt distingué par le prince d'Orange, depuis Guillaume III, roi d'Angleterre, dont il devint l'ami.

Il dut à cette puissante protection, mais aussi à son incontestable mérite, de parvenir, jeune encore, aux plus hauts degrés de la hiérarchie militaire de l'armée des Pays-Bas. Il appartint à cette brillante pléiade d'hommes de guerre qui, sous les noms d'Overkerk, Albemarle, Athlone, Coehoorn, Fagel et Tilly, s'illustrèrent pendant la guerre de la succession d'Espagne.

Le comte de Noyelles débuta en qualité d'enseigne au régiment des gardes du prince d'Orange; nommé capitaine au même régiment par commission du 21 novembre 1674 (3), il fit ses premières armes pendant les campagnes de Flandre de 1673 à 1678. Colonel d'un régiment d'infanterie par commission du 7 janvier 1681 (4), il accompagna en 1688 le prince d'Orange, qui allait prendre possession, à Londres, du trône d'Angleterre (5).

Nommé brigadier le 24 décembre 1689 et général-major

(1) *Patentes militaires*, tome XXXI, fol. 152.

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. 378, fol. 57.

(3) *Commissions des États-Généraux*, reg. de 1673-1675, fol. 176.

(4) *Idem*, reg. de 1681-1691, fol. 2.

(5) *Journal van Constantyn Huygens, den zoon, Utrecht 1876*. Deel I. bl. 216, 218, 221, 245 et 361. Huygens était le secrétaire particulier de Guillaume III, et le suivait dans toutes ses campagnes.

le 24 mai 1691 (1), il se trouva à la bataille de Steinkerk, en 1692, où il sauva, au moment de la retraite, par un vigoureux retour offensif, l'artillerie hollandaise tombée au pouvoir des Français (2).

Au mois de juillet 1694, élevé au grade de lieutenant-général par le roi Guillaume III, il fut chargé du commandement du centre de la seconde ligne de l'armée alliée à la bataille de Neerwinden (3).

Placé ensuite, dans la campagne de 1695 et 1696, à la tête de l'infanterie hollandaise, sous les ordres du roi Guillaume III, il commanda avec le prince de Vaudemont, en juin et juillet 1695, l'armée alliée chargée d'observer les mouvements de l'armée française du maréchal de Villeroy, pendant le siège de Namur (4).

Après la paix de Ryswick, le comte de Noyelles fut nommé, au mois de janvier 1697, gouverneur de la forteresse de Bergen-op-Zoom, la clef de la Hollande (5). Il prit ensuite une part importante à la guerre de la succession d'Espagne. Au début de la campagne de 1702, il s'empara de la forteresse de Stevensweert sur la Meuse (6), et, l'année suivante, il assiégea le château et les forts de Huy, dont il se rendit maître le 25 août (7).

Nous le trouvons chargé du commandement supérieur

(1) *Commissions des États-Généraux*, reg. de 1685-1692, fol. 189v°.

(2) *ALTZEMA, Saken van Staat en Oorlog*, liv. 34, page 119.

(3) *IDEM*, livre 38, pages 105 et 106 ; sa commission est datée seulement du 25 octobre 1694, reg. de 1693-1700, fol. 60.

(4) *IDEM*, livre 40, page 72, et livre 42, page 87 ; *QUINCY, Histoire militaire du règne de Louis-le-Grand*, tome III, pages 102, 116, 117 et 210.

(5) *Resolutie boek van heeren magistraten van Bergen-op-Zoom, anno 1697*.

(6) *WAGENAAR, Vaderlandsche historie*, tome XVII, page 166.

(7) *DE VAULT, Mémoires relatifs à la succession d'Espagne sous Louis XIV*, tome III, page 112 ; *WAGENAAR*, tome XVII, page 191.

de l'armée alliée pendant l'hiver 1703-1704, avec son quartier-général à Liège (1).

Le 11 avril 1704, les États-Généraux l'élevèrent au grade de général d'infanterie et le mirent à la tête de toute l'infanterie hollandaise de l'armée du feld-maréchal d'Overkerk, qu'il fut chargé de rassembler au début de la campagne de 1704 sous le canon de Maestricht (2).

Pendant la campagne de 1705, il fut placé à la tête d'un corps d'armée de 21 bataillons et de 48 escadrons, avec lesquels il força, le 18 juillet, les lignes occupées par l'armée française, entre Heylissem et Tirlemont, et la rejeta en déroute sur Louvain (3).

Le comte de Noyelles compléta ses succès par la prise de la petite ville de Santvliet, qui capitula le 30 octobre, après un violent bombardement de deux jours (4).

Les services éminents que le comte de Noyelles avait rendus sous la haute direction du duc de Marlborough et du feld-maréchal d'Overkerk, le désignèrent à l'attention des États-Généraux pour commander le corps d'armée anglo-hollandais envoyé, en 1706, à bord d'une escadre anglaise pour soutenir les droits de l'archiduc Charles à la couronne d'Espagne (5).

L'arrivée de l'expédition à Barcelone le 8 mai, eut pour résultat la levée du siège de cette ville et la retraite de l'armée du roi Philippe V.

(1) LAMBERTY, *Mémoires pour servir à l'histoire du XVIII^e siècle*, tome III, pages 3, 5, 13, 47.

(2) WAGENAAR, tome XVII, pages 208 et 213; LAMBERTY, tome III, page 47, 51, 55, 56 et 68.

(3) WAGENAAR, tome XVII, page 259; DE VAULT, tome V, pages 54 et 577; ROUSSET, tome II, page 130.

(4) WAGENAAR, tome XVII, page 262; DE VAULT, tome V, pages 100, 104 et 621.

(5) LAMBERTY, tome IV, pages 5, 6 et 148; DE VAULT, tome VI, page 8; WAGENAAR, tome XVII, page 285.

Le comte de Noyelles partagea avec le général anglais lord Peterborough le commandement de l'armée de Catalogne pendant les années 1706 et 1707. Mais les retards apportés dans la marche du roi Charles sur Madrid, en 1706, et surtout la perte de la bataille d'Almanza, livrée si mal à propos, en 1707, par lord Galloway au maréchal de Berwick, rendirent stériles les opérations de l'armée de Catalogne (1). Le général hollandais demanda son rappel aux États-Généraux et allait s'embarquer pour la Hollande lorsqu'il mourut le 21 avril 1708 (2).

3^e Charles, capitaine d'une compagnie libre d'infanterie wallonne au service d'Espagne, puis capitaine au régiment des gardes à cheval de l'évêque-duc d'Osnabruck en 1679 (3), colonel d'un régiment de cavalerie de son nom, au service de Hanovre, ensuite général-major, fut tué à la bataille de Hochstett, en 1704 (4).

4^e Philippe, capitaine d'une compagnie libre d'infanterie wallonne au service d'Espagne par patentes du 13 mai 1679 (5), tué devant Mayence en 1690.

5^e Marie-Marguerite, chanoinesse de Sainte-Waudru, à Mons, par réception du 26 janvier 1670 (5).

(1) Le feld-maréchal comte de Mérode-Westerloo, dans ses *Mémoires*, tome II, page 6, attribue erronément au comte de Noyelles, d'avoir longtemps et sans motif, retenu le roi Charles à Saragosse, en juin 1706, mais il ignorait sans doute que l'action militaire du comte de Noyelles, était subordonnée aux décisions du roi et des membres de son conseil, dont les ministres autrichiens cherchaient toujours à contrecarrer les plans du général en chef, lord Peterborough. Voir à ce sujet les *Mémoires de Lamberty*, tome IV, pages 6, 148, 152, 153, 161 à 163, 572, 576 et 584.

(2) LAMBERTY, tome V, pages 36 et 37.

(3) *Patentes militaires*, tome XXVII, fol. 35.

(4) ROUSSET, *Histoire militaire du prince Eugène de Savoie, etc.* tome II, page 98 ; COXE, *Memoirs of the Duke of Marlborough*, tome I, page 209.

(5) DE SAINT-GENOIS, *Monuments*, tome II, fol. 1064.

6^e Isabelle-Adolphine, chanoinesse de Nivelles, par réception du 4 avril 1669.

7^e Yolande-Félicité-Emilie, chanoinesse de Nivelles, par réception du 1^{er} janvier 1673, décédée le 18 octobre 1729.



JEAN-CLAUDE-CHRISTOPHE DE GOSÉE.

1687-1727.

Jean-Claude-Christophe, comte de Gosée et de Balatre, baron de Haneffe, seigneur de Berlaconines et de Donceel, panetier héréditaire du comté de Namur, naquit à Namur et fut baptisé à St-Jean-Évangéliste le 5 novembre 1662.

Le nouveau comte de Fallais, d'une famille originaire du pays de Namur, était fils posthume de Jean de Gosée, seigneur de Balatre, de Berlaconines, panetier héréditaire et membre de l'État noble du comté de Namur, par réception du 22 octobre 1647 (1), et de Marie-Josèphe de Maillart, baronne de Haneffe ; et petit-fils de Simon de Gosée, chevalier, seigneur de Balatre, panetier héréditaire du comté de Namur.

Il succéda à son frère aîné, Jean-François-Isidore de Gosée, dans les seigneuries de Balatre et de Berlaconines,

(1) Archives des États de Namur, dossier n° 2, cartons, etc.

par relief du 28 septembre 1679 (1). Le roi d'Espagne Charles II lui accorda le titre de comte et l'érection de sa terre de Balatre en comté, par lettres patentes du 14 août 1685 (2).

Le 23 octobre de la même année, le comte de Gosée fut reçu à l'État noble de Namur (3) et le 7 juin 1687, il acquit le comté de Fallais, dont il ajouta le titre à tous ceux qu'il avait déjà et en fit le relief à la Cour féodale de Brabant le 28 janvier 1688 (4).

Le comte de Gosée et de Fallais décéda à Namur le 24 mars 1727. Il avait épousé Jeanne-Isidore-Walrade Hoen de Cartils, née le 14 mars 1651, chanoinesse de Moustier, fille de François-Théodore Hoen de Cartils, baron de Rummen, seigneur de Binckum, Beetz, Cartils, et d'Anne-Catherine-Angélique de Moitrey, chanoinesse de Moustier. Il en eut un fils, qui suit.

MARIE-JOSEPH-GODEFROID DE GOSÉE.

1727-1751.

Marie-Joseph-Godefroid, comte de Gosée, de Balatre (5) et de Fallais, baron de Haneffe (6), seigneur de Berla-comines (5) et de Stockhem (7), panetier héréditaire et

(1) BORMANS, *Fiefs du comté de Namur*, reg. 60, fol. 355, et 370.

(2) BORMANS, *Idem*, reg. 76, fol. 56; Archives des États, reg. 52, n° 5, reg. 247, n° 6.

(3) États de Namur, reg. 52 et pièces diverses.

(4) *Cour féodale*, reg. 51, fol. 136.

(5) Par reliefs du 20 mai 1727, BORMANS, reg. 69, folio 271.

(6) BORMANS, *Les seigneuries allodiales de Liège*, relief du 24 avri 1727, reg. 56, fol. 124.

(7) *Cour féodale de Limbourg*, reg. 6.

membre de l'État noble du comté de Namur, naquit à Namur et fut baptisé dans l'église de St-Jean-Évangéliste le 30 juin 1686.

Il succéda, en 1727, à son père dans le comté de Fallais, qu'il releva à la Cour féodale de Brabant le 12 juillet 1727 (1). N'ayant pas de descendants, il légua, par son testament, daté de Namur, le 20 août 1751 (2), le comté de Fallais à son parent Charles-Joseph de Ponty, qui suivra.

Le comte de Gosée mourut à Namur le 18 février 1752 et fut enterré à Fallais dans le caveau des seigneurs.

Son testament et ses codicilles furent approuvés par le Conseil de Namur le 13 mars 1752. (3).



CHARLES-JOSEPH DE PONTY.

1752-1759.

Charles-Joseph, comte de Ponty, de Fallais et de Balatre (4), baron d'Hingeon, seigneur de Berla-

(1) *Cour féodale de Brabant*, reg. 51, fol. 136.

(2) *Fiefs du comté de Namur*, reg. 76, fol. 52; *Cour féodale de Brabant*, reg. 51, fol. 136.

(3) *Cour de Fallais*, reg. 31.

(4) Par relief du 2 mai 1752, *Fiefs du comté de Namur*, reg. 76, fol. 65, page 139.

comines (1), Pontillas (2), Houssoy, Somme, etc., panetier héréditaire et membre de l'Etat noble de Namur, naquit à Namur et fut baptisé à Saint-Nicolas le 10 janvier 1705.

Principal héritier du comte de Gosée son parent, il recueillit dans sa succession la terre et comté de Fallais, dont il fit le relief devant la Cour féodale de Brabant le 15 avril 1752 (3).

Il était fils de Jean-Philippe, baron de Ponty et d'Hingeon, seigneur de Pontillas, député de l'Etat noble de Namur, et de Marie-Françoise de Salmier de Hosden, et petit-fils de Jean-Philippe de Ponty, seigneur d'Hingeon et de Pontillas, capitaine au service d'Espagne, puis bailli de Fleurus, et de Thérèse de Gosée.

L'impératrice Marie-Thérèse accorda à Charles-Joseph, baron de Ponty, le titre de comte, transmissible à tous ses descendants des deux sexes par lettres patentes du 12 décembre 1753 (4).

Par acte de donation du 21 mars 1753 (5), le comte de Ponty assura la propriété du comté et du château de Fallais à son fils aîné, François-Marie-Philippe, et celle du comté de Balatre, à son fils cadet, se réservant seulement l'usufruit de ces deux terres. Par le même acte il érigea ces deux comtés en fidéicommiss qui devaient toujours passer à l'aîné des enfants mâles de ses deux fils, ou à leur défaut à l'aînée de leurs filles, avec substitution réciproque. Dans le cas où ses deux fils viendraient à

(1) Par relief du 2 mai 1752, BORMANS, reg. 76, fol. 65.

(2) Par relief du 31 juillet 1731, BORMANS, reg. 70, fol. 161 et 167 v°.

(3) *Cour féodale de Brabant*, reg. 51, fol. 136.

(4) BORMANS, reg. 76, fol. 390, et reg. 247, p. 22; *Liste des titres de noblesse*, Bruxelles, 1784, page 194.

(5) BORMANS, reg. 76, fol. 385; *Cour féodale de Brabant*, reg. 170, fol. 219 v° et 216.

mourir sans laisser de descendants, les deux comtés de Fallais et de Balatre devaient appartenir à leur sœur Marie-Constance-Augustine dans les mêmes conditions. C'est ce qui arriva, comme nous le verrons dans la suite.

Charles-Joseph de Ponty avait épousé, par contrat du 12 janvier 1744, Marie-Alexandrine-Bernardine-Justine, comtesse de Liedekercke, décédée au château de Fontaine sous Hozémont, le 18 juillet 1755, et enterrée le lendemain à Fallais, fille de Ferdinand-François-Joseph, comte de Liedekercke, baron de Surlet, et de Marie-Bernardine de Horion, dame de la Croix étoilée.

Le comte de Ponty décéda à Namur le 24 avril 1759 et fut enterré dans l'église de Fallais.

Il laissa plusieurs enfants :

1^o François-Marie-Philippe, qui suit.

2^o Charles-Joseph, né au château de Pontillas, le 7 octobre 1747, décédé à Mons, au collège des Jésuites, le 2 juin 1758, et enterré à Fallais.

3^o Marie-Constance-Augustine, qui suivra après son frère.

4^o N....., née et baptisée au château de Pontillas, le 10 juillet 1751, décédée le 14 du même mois.

FRANÇOIS-MARIE-PHILIPPE DE PONTY.

1759-1784.

François-Marie-Philippe, comte de Ponty, de Fallais, de Balatre, baron d'Hingon, seigneur de Berlacomines, Pontillas, Somme, Houssoy, panetier héréditaire du comté de Namur (1), releva le comté de Fallais à la Cour

(1) Par relief du 29 avril 1760, *Fiefs du comté de Namur*, reg. 77, fol. 375.

féodale de Brabant le 4 mars 1755 (1), mais il n'en prit possession que dans l'année 1759, après la mort de son père, qui s'en était réservé l'usufruit.

Membre de l'État noble de Namur le 16 juillet 1774 (2), il décéda, sans laisser de postérité, au château de Pontillas, le 22 mai 1784, et fut enterré le surlendemain dans l'église de Fallais.

Il avait épousé, par contrat de mariage du 23 mars 1774 (3), Marie-Josèphe d'Hinslin, fille de Jean-Baptiste d'Hinslin, seigneur de Saint-Germain, échevin noble de la ville de Namur, et d'Hélène-Angélique, baronne de Ponty, dame de Flawinne.

De ce mariage naquit :

Julienne-Hélène-Angélique, décédée à Namur le 7 septembre 1775, âgée de trois mois, et qui fut enterrée à Fallais.

MARIE-CONSTANCE-AUGUSTINE DE PONTY.

1784 - 1794.

Marie-Constance-Augustine, comtesse de Ponty, de Fallais et de Balatre, baronne d'Hingeon, dame de Housspy, Berlaconines, Pontillas et Somme, panetière héréditaire du comté de Namur (4), naquit au château de Pontillas, le 9 avril 1750, et fut baptisée le 9 mai suivant.

Par contrat de mariage du 23 novembre 1770, elle épousa Philippe-Emmanuel de Marotte de Montigny, seigneur d'Ostin, de Boussu-en-Fagne, de Frasne-Sainte-

(1) *Cour féodale de Brabant*, reg. 90, fol. 712 et reg. 51, fol. 136.

(2) *États de Namur*, reg. aux preuves, n° 61, fol. 178 v°.

(3) *Cour de Fallais*, reg. 31.

(4) Par reliefs du 24 mai 1784, *Fiefs du comté de Namur*, reg. 82, fol. 154 et 159.

Aldegonde et des Parchonniers, prévôt héréditaire et tiers seigneur de la ville de Couvin (1), capitaine au service d'Autriche, puis membre de l'État noble de Namur, par réception du 18 février 1765 (2), né le 31 août 1734 et décédé le 15 mars 1780, fils de Charles-Joseph de Marotte de Montigny, seigneur d'Ostin et de Matignée, capitaine de cavalerie au service de l'Electeur de Cologne, membre de l'Etat noble de Namur reçu le 14 novembre 1713 (3), et de Marie-Josèphe-Françoise d'Aix de Denée.

En secondes noces, au château d'Ostin, le 2 octobre 1780, la comtesse de Fallais fut mariée à Bertrand-Hyacinthe, comte de la Motte-Vauvert, seigneur de Blavon, major au régiment des grenadiers royaux de Picardie, au service de France, et chevalier de Saint-Louis, dont elle n'eut pas de postérité.

Elle fut la dernière comtesse de Fallais et succéda en 1784 à son frère François-Marie-Philippe, en vertu du fidéicommis du 21 mars 1753.

Par procuration du 23 mai 1784, elle chargea le notaire Pasquier de prendre en son nom possession de la terre et comté de Fallais. Celui-ci comparut le même jour devant la Cour de justice et la requit de le mettre en possession de la seigneurie avec les formalités ordinaires.

La Cour fit droit à la requête du notaire Pasquier et le conduisit à l'église, où le sergent de la Cour lui mit dans la main la corde de la grosse cloche pour la sonner, conformément aux anciens usages.

Le 30 juin 1784, Fallais fut relevé à la Cour féodale de Brabant (4).

(1) BORMANS, *Les seigneuries féodales du pays de Liège*, page 81, relief du 22 juin 1769.

(2) *Archives des États de Namur*, reg. 61, fol. 113.

(3) *Idem*, reg. aux preuves, n° 59.

(4) *Cour féodale de Brabant*, reg. 90, fol. 712.

Des difficultés furent soulevées au sujet de la succession par les tuteurs des enfants de son premier mariage avec M. de Marotte de Montigny, mais elles furent terminées par une sentence du Conseil souverain de Brabant, rendue le 22 février 1785, et par une transaction faite à la grande revision intentée sur la même sentence par la comtesse de Fallais en novembre 1785 (1).

Dernière de sa branche, elle décéda au château de Fallais le 6 février 1797, et fut enterrée le lendemain dans le caveau des seigneurs dans l'église de Fallais, laissant trois enfants de son premier mariage :

1^o Marie-Philippine-Rosalie de Marotte de Montigny, née à Namur et baptisée à Saint-Aubin le 22 décembre 1771, décédée à Liège.

2^o Caroline-Françoise-Joseph-Dorothée de Marotte de Montigny, née à Namur et baptisée le 1^{er} octobre 1775.

3^o Hyacinthe-Ferdinand-Marie-Philippe de Marotte de Montigny, comte de Fallais, en vertu du fidéicommis de 1753, seigneur d'Ostin (2), de Boussu-en-Fagne, de Frasné-Sainte-Aldegonde, des Parchonniers, tiers-seigneur et prévôt héréditaire de la ville de Couvin (3), officier de cavalerie au service d'Autriche, né à Charleville, le 15 avril 1778, décédé à Louvain le 14 septembre 1857.

(1) *Cour de Fallais*, reg. 16, 1784-1793.

(2) *Etats de Namur*, reg. aux preuves, n^o 59.

(3) BORMANS, *Les seigneuries féodales du pays de Liège*, page 31 elief du 25 avril 1780.

PRIVILÈGES. — COUR SEIGNEURIALE.
COUR FÉODALE. — ORGANISATION MILITAIRE.
DOMAINE UTILE.

§ 1.

La seigneurie de Fallais était au commencement du moyen-âge un alleu. Elle jouissait de tous les avantages attachés à cette situation exceptionnelle et, après qu'elle fût devenue, antérieurement au XIII^e siècle, fief de Brabant, elle conserva encore, comme terre franche, la plus grande partie de ses privilèges.

« Falay, dit un écrivain du XVII^e siècle, est une fort ancienne banière ayant été de toute ancienneté franche, libre et sans payer tailles ni chevauchées à prince ny seigneur quelconque et avant qu'elle vinct à être fieffe de Brabant, il ne fut jamais vu qu'elle se mellast ou fut requise de se meler des guerres que les S^{rs} marchissants faisoient les uns aux autres ains étoit une ville de paix et s'y un ou plusieurs des parties venoyent en ladite terre et hauteure de Falay pour leurs biens ou corps guarandir, ils étoient receus et gardés sans estre molestez et les maintenoit le seigneur de Falay en paix et seureté comme aussi

tous bannis et homicides à sauve-té et franchise tant du pays de Liège, Brabant que Namur. Et il est une petite thoure au chateau qui a retenu le nom de la Thoure à la monoye. » (1).

C'était le cas à Fallais d'appliquer ce que Beaumanoir, chapitre 34, § 41, disait : *Cascuns barons est souverain en sa baronie*.

Les seigneurs de Fallais avaient haute, moyenne et basse juridiction, qui était exercée en leur nom par une cour échevinale. Ils jouissaient des droits de grâce et de confiscation des biens des bâtards, et en outre de celui de chasse et de pêche.

Un certain nombre de fiefs relevaient du chateau de Fallais et étaient justiciables d'une Cour féodale.

Le privilège le plus important des seigneurs de Fallais était celui de battre monnaie. Une tour du chateau a même conservé jusqu'à nos jours le nom de *Tour de la Monnaie* (2).

Mais on ne connaît, jusqu'à présent, aucune monnaie sortie de l'atelier de Fallais.

Feu René Chalon avait le premier signalé, d'après une découverte de M. Justen, deux gros blancs au lion portant prétendument, du côté du lion, *moneta Falen*, et du côté de la croix, des légendes dans lesquelles MM. Wolters et Serrure ont cru reconnaître les noms et titres de Guillaume de Wesemael, maréchal de Brabant, seigneur de Fallais (3).

Deux variétés nouvelles de ces blancs au lion, découvertes par M. Hooft van Iddekinge portaient des légendes aussi indéchiffrables que celles des deux premières pièces et vinrent augmenter la confusion (4). Mais un savant

(1) Manuscrit de M. le conseiller Dubois.

(2) BUTKENS. *Trophées de Brabant*, tome III, page 337.

(3) *Revue de la Numismatique belge*, 3^{me} série, tome III, page 378; *Dictionnaire géographique de l'Histoire monétaire Belge*, page 95.

(4) *Revue de la Numismatique*, 4^{me} série, tome IV, page 206.

numismate allemand, M. Grote, a établi, d'une manière non équivoque, que l'inscription des monnaies en question devait être lue *MONETA FALCN bergensis* et que ces pièces ne pouvaient être attribuées qu'au duc Guillaume de Juliers, créé comte de Fauquemont ou Valkenburg en 1357 (1).

Nous ajouterons, pour corroborer l'opinion de M. Grote, que Guillaume de Wesemael n'a pu battre monnaie à Fallais, cette seigneurie ne lui ayant pas appartenu, mais bien à son fils Jean, en 1373. Enfin, et c'est une observation qui a échappé à l'attention de nos numismates belges, Guillaume de Wesemael avait *trois fleurs de lys* pour armes, tandis que ses prétendues monnaies portent un lion.

Il n'est pas douteux qu'il y ait eu des monnaies frappées à Fallais, mais les spécimens restent encore à découvrir.

Le seigneur de Fallais jouissait du droit de bourgeoisie à Huy. C'est en vertu de ce privilège que Rigauld II, de Beaufort, aurait dû, au témoignage de Jean d'Outre-Meuse, l'intervention des bourgeois de Huy, en sa faveur, lorsqu'il fut assiégé dans le château de Fallais, par Henri de Gueldre en 1259 (2).

Mais le droit de bourgeoisie accordé à des seigneurs féodaux astreignait ceux-ci à certaines obligations en temps de guerre.

Celui de Fallais, notamment, était obligé, lorsque l'évêque de Liège entra en campagne d'envoyer un cheval harnaché à Huy, destiné à porter l'étendart des milices envoyées par cette ville à l'armée.

Au mois d'août 1482, lorsque l'évêque Louis de Bourbon appela tous ses sujets du pays de Liège, à prendre les armes contre le *Sanglier des Ardennes*, Wolfart de Borssele,

(1) *Die munzen der grafen und herzoge von Julich*, page 444.

(2) Voir page 223.

comte de Grandpré et seigneur de Fallais, envoya un cheval harnaché aux bourgeois de Huy. Mais Jean de Monbrison, alors châtelain de Fallais, déclara, au nom de son seigneur, que cet envoi était fait de bonne grâce et par amitié pour les Hutois, mais non par obligation. Les bourgmestres et les conseillers de la ville de leur côté ne voulurent recevoir le cheval qu'à titre de droit.

Les deux parties n'ayant pu se mettre d'accord, elles se réunirent dans la maison du Coëq le 27 août 1482, et firent dresser acte par un notaire de leurs protestations réciproques (1).

Nous n'avons pu trouver la solution qui fut donnée à cette difficulté.

Les privilèges principaux dont jouissaient les habitants de la terre de Fallais consistaient dans l'affranchissement complet de toutes tailles, gabelles, impôts, corvées et autres contributions. Cependant, à partir de l'année 1594, le gouvernement de Bruxelles imposa aux terres franches un seul subside annuel comme reconnaissance de leurs privilèges et à titre de denier de protection. Cette contribution était levée à Fallais par un receveur des tailles, nommé par les chefs de ménage de la seigneurie, qui était tenu de présenter annuellement ses comptes à l'approbation de la Cour échevinale, dont les membres remplissaient les fonctions d'administrateurs municipaux, car à Fallais il n'y avait ni bourgmestre, ni représentant quelconque de la commune (2).

Dans des circonstances extraordinaires, notamment en temps de guerre, le receveur levait des tailles supplémentaires, pour faire des dons aux généraux d'armée et même au roi de France lorsque les malheurs de la guerre amenaient ceux-ci dans le pays.

(1) N° 18 des *Pièces justificatives*.

(2) *Cour de Fallais*, reg. 11, 1695-1697.

Après la paix de Munster, les Hollandais, qui avaient des prétentions sur Fallais, exigèrent aussi le paiement de cette contribution.

Celle-ci s'élevait, en 1705, à la somme de deux cents pattacons ou 240 livres, dont moitié était payée au roi d'Espagne et moitié aux États-généraux, à Maestricht (1).

§ 2.

L'administration de la justice, tant criminelle que civile, appartenait à un tribunal nommé la *Cour des Échevins*.

Elle était composée d'un bailli ou mayeur, de sept échevins, d'un greffier et d'un sergent ou huissier, nommés par le seigneur de Fallais. En outre, quelques procureurs étaient admis à exercer auprès de la Cour (2). Celle-ci avait juridiction haute, moyenne et basse. Dans les causes criminelles, elle jugeait par arrêt et sans appel, mais le seigneur avait droit de grâce.

En matière civile, on pouvait appeler directement des sentences des échevins de Fallais, au Conseil souverain de Brabant, à Bruxelles. C'était là un privilège dont jouissaient les terres franches, tandis que les autres cours seigneuriales devaient aller en appel à la Cour échevinale de la ville principale dans le ressort de laquelle elles se trouvaient (3).

La Cour de Fallais n'était pas soumise aux coutumes de Brabant, elle jugeait d'après les coutumes locales et les ordonnances du seigneur (4).

(1) *Cour de Fallais*, reg. 27, fol. 64; *Jointe des administrations*, liasse 42, n° 337; *Chambre des comptes*, n° 15.800.

(2) *Cour de Fallais*, rôles de 1601-1609.

(3) *Idem*, reg. 12, rôles de 1698-1699.

(4) *Idem*, reg. 8, plaids généraux du 15 novembre 1685; reg. 20, fol. 33, plaids du 18 mars 1599.

Elle se réunissait trois fois par an en assemblée générale, dans la première moitié des mois de janvier et d'octobre et dans la seconde moitié d'avril.

Tous les échevins étaient tenus de siéger à ces séances générales et périodiques, qui étaient nommées *plaids généraux*. Les habitants et les vassaux de la seigneurie devaient de même y assister.

Le but principal de ces séances était de recevoir les plaintes des vassaux contre les malversations des fonctionnaires, de juger les délits ruraux et forestiers, les fraudes en matière de poids et mesures et, en général, toutes les infractions de l'ordre administratif.

Dans ces séances, les échevins vérifiaient encore les poids et mesures, et fixaient le prix de vente de la cervoise dans le territoire de la seigneurie (1). Enfin, ils procédaient au renouvellement des publications des ordonnances et règlements de police et de loi.

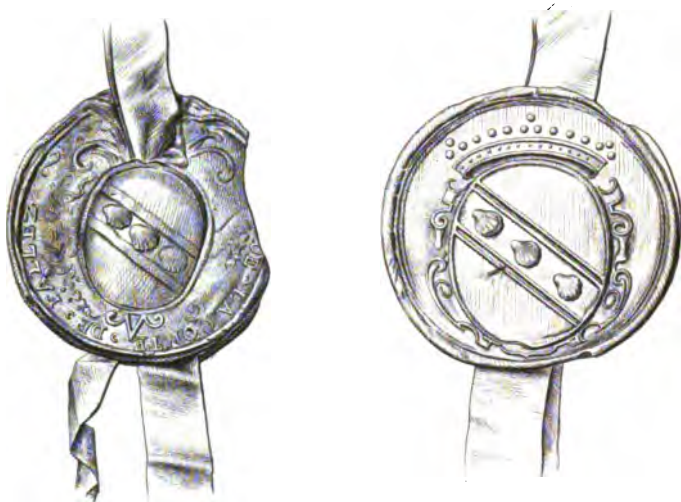
Au XVII^e siècle, dans les causes d'une certaine importance, les échevins de Fallais, gens de peu d'instruction, remettaient souvent, d'accord avec les deux parties plaidantes, la décision du procès à l'avis de deux juriscultes.

Le seigneur de Fallais, dans le courant du XVIII^e siècle, suivant en cela un usage généralement adopté en Brabant, délivra même des commissions d'*échevin lettré* de Fallais, à des avocats au Conseil souverain de Brabant, pour la décision des procès importants, introduits devant la Cour seigneuriale, sans les astreindre cependant à la résidence (2).

Les plaids ordinaires étaient toujours tenus les jeudis de chaque semaine, excepté pendant les vacances, de dix heures du matin à midi, mais si une fête tombait à

(1) *Cour de Fallais*, reg. 4.

(2) *Idem*, reg. 8 et 9.



SCEAUX DE LA COUR SEIGNEURIALE DE FALLAIS.

XVII^e siècle

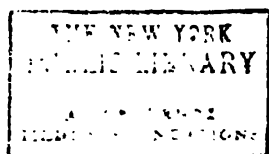
fin du XVII^e siècle



SCEAU DE L'ÉGLISE DE FALLAIS

XVIII^e siècle

à l'usage de...



ce jour, le plaid était remis au lendemain vendredi (1). Lorsqu'un plaideur se présentait après l'heure réglementaire, il devait payer les droits comme pour une séance extraordinaire. De même, on devait payer les droits lorsqu'on requérait une séance de la Cour, en dehors des jours de plaids ordinaires.

Les vacances de la Cour étaient nombreuses. Les échevins ne siégeaient pas du 24 décembre à midi jusqu'au jeudi après la fête des Rois; depuis la veille du dimanche des Rameaux à midi jusqu'au dimanche Quasimodo; de la veille de Pentecôte à midi jusqu'au dimanche après la Fête-Dieu; enfin, du premier août au jour de la Nativité de la Sainte Vierge (2).

Lorsqu'un bailli, échevin ou greffier venait à décéder, les membres survivants de la Cour seigneuriale étaient tenus de faire célébrer à leurs frais, dans l'église paroissiale de Fallais, des obsèques solennelles pour le défunt, lesquelles étaient suivies d'un banquet qui réunissait, outre la Cour, les membres du clergé et les personnes notables de la seigneurie (3).

Jusqu'au commencement du XVII^e siècle, les baillis et les échevins de Fallais apposaient leurs sceaux particuliers aux pièces émanant de la Cour. Cet usage existait encore en 1602, mais, dans un acte de 1606, il est fait mention pour la première fois, à notre connaissance, d'un sceau scabinal. Malheureusement, nous n'avons pu en découvrir un exemplaire.

Quelques années plus tard, en 1614, la seigneurie de Fallais fut érigée en comté et le sceau scabinal fut modifié. Il porta dans la suite, avec l'écu de la maison de Beaufort,

(1) *Cour de Fallais*, reg. 13, rôles de 1714-1717.

(2) *Idem*, reg. 13, rôles de 1714-1717 et reg. 15, rôles de 1772-1775.

(3) *Idem*, rôles de 1601-1609.

devenu les armes particulières de la seigneurie de Fallais, l'inscription : *Seel de la conté de Fallez*.

Dans les dernières années du XVII^e siècle, le sceau scabinal fut encore changé et ne porta plus que les armes de la seigneurie, surmontées d'une couronne comtale, sans aucune inscription. Il fut en usage pendant tout le XVIII^e siècle jusqu'en 1794.

LE BAILLI.

Le bailli de Fallais, désigné aussi au XV^e siècle sous le nom de *châtelain*, de *capitaine du château*, de *mayer*, ou bien encore de *souverain-mayer* au XVI^e siècle, était nommé par commission du seigneur, et devait prêter serment à la Cour seigneuriale avant de pouvoir entrer en fonctions.

Il était investi de fonctions judiciaires, administratives et quelquefois même de fonctions militaires. Comme officier criminel et de police, il était chargé de l'instruction et de la poursuite des crimes ou délits, qu'il soumettait au jugement des échevins, convoqués et présidés par lui. Il ne prenait pas part au jugement, mais il faisait exécuter les sentences en matière criminelle qu'il avait provoquées, et, le cas échéant, il pouvait admettre les coupables à composition.

Dans les causes civiles, il présidait de même à la Cour seigneuriale, mais son rôle se bornait à la semonce, c'est-à-dire, qu'il demandait à chaque juge individuellement son avis sur le procès engagé et prononçait ensuite la sentence.

Le bailli était lieutenant de la Cour féodale du seigneur et la présidait en son absence. Il recevait les hommages des vassaux et veillaient à faire relever les fiefs devenus vacants par mort ou autrement. Souvent, il cumulait, avec les fonctions de bailli, celles de receveur de la terre

de Fallais, lorsque celle-ci n'était pas administrée par un receveur particulier.

Enfin, le bailli était, surtout en l'absence du seigneur, le gardien du château et le commandant des hommes d'armes et des vassaux de la seigneurie, préposés à sa défense (1). Mais, dès le commencement du XVI^e siècle, Fallais avait déjà perdu son importance comme place forte, et les baillis n'eurent plus guère l'occasion d'exercer leurs fonctions militaires.

Lorsque les baillis de Fallais ne pouvaient remplir leurs fonctions, par suite de maladie, d'absence ou d'autre empêchement, ils étaient remplacés par un échevin ou par le greffier, qui prenaient quelquefois la qualification de lieutenant-bailli.

De 1534 à 1547, on trouve, en qualité de souverain-mayeur de la Cour seigneuriale de Fallais, Jean Lochon delle Monzée, seigneur de Beuren (2). Il est à supposer que Guillaume Billocart, alors bailli de Fallais, empêché de remplir en personne ses fonctions auprès de la Cour, avait obtenu du seigneur un suppléant permanent.

Nous trouvons encore que Ghisbert Longrée fut aussi lieutenant-bailli, de 1787 à 1794, en l'absence du bailli Pasquier.

Les baillis de Fallais avaient, au XVI^e siècle, soixante-douze florins Artois de gage, seize muids d'avoine, en outre du logement au château, et des droits ordinaires de justice et des reliefs de fiefs (3).

Jean de Chasteal de Cypley, *castellain de Fallais*, est cité le 21 juillet 1450 (4).

(1) *Comptes de Fallais*, reg. 44.337.

(2) LE FORT, 1^{re} partie, tome XIII, fol. 166.

(3) *Chambre des comptes*, reg. 19.199, fol. 38 v^o; reg. 19.200, fol. 25.

(4) *Echevins de Liège*, reg. aux œuvres, n^o 17, fol. 140 v^o.

Hubert *le Périlleux de Rochelée*, cité en qualité de *castelain de Fallaix*, en 1454 (1).

Louis *le Villain*, qualifié aussi *castellain*, est cité dans une charte du 13 décembre 1458 (2).

Jean *de Blehen*, écuyer, seigneur de Jaidegné, voué de Harzé, apparaît déjà en qualité de châtelain le 17 mars 1472 (3). Il fit son testament au château de Fallais le 3 décembre 1481, et mourut en 1484 ; il fut enterré à Lens-Saint-Remy. Il avait épousé Marie d'Awans, fille de Jacques Wilkar d'Awans de Dommartin et de Marie de Streel (4).

Jean *de Monbrison*, châtelain de Fallais (5) cité en 1482.

Vailhant et honreit s' damoseal Jeromme est cité en qualité de *capitaine et gouverneur delle terre et signorye de Fallais*, en mars 1497 (6).

Jean *Maldenad*, écuyer, capitaine et bailli de 1503 à 1506 (7).

Gilo *Pety*, châtelain et bailli de 1507 à 1511 (8).

Grégoire, bâtard *de Glymes*, bailli de Hannut (9),

(1) *Cour allodiale de Liège*, reg. 28, fol. 271.

(2) *Chambre des comptes de Brabant*, carton 108, charte n° 36.

(3) *Idem*, charte de la cour de Wanze ; charte du couvent de Lens-S^t-Remy, à Liège.

(4) LE FORT, 1^{re} partie, reg. III, page 215. Après la mort de son mari, elle se retira à Tirlemont en 1484 ; son testament, daté du 26 avril 1513, fut approuvé par les échevins de Liège le 31 mai suivant.

(5) *Echevins de Liège*, Greffe Stephany, œuvres reg. 80, fol. 91 v° ; *Pièce justificative*, n° 18.

(6) *Cour de Fallais*, reg. 18, œuvres de 1552-1565.

(7) Nommé *Vaillant home Madonart, capitaine de Fallais*, dans une charte de 1506 ; Archives de Fallais, à Liège.

(8) *Archives de Fallais*, comptes, reg. 44, 320.

(9) *Idem*, reg. 44, 321. — Il était fils naturel de Jacques de Glymes, chevalier, seigneur de Han-sur-Lesse, bailli de Nivelles et du Brabant-Wallon, mort avant 1497, et avait épousé Marguerite, fille de Bau-

capitaine et bailli de Fallais de 1512 à avril 1515 (1).

Tristan de Cystras, châtelain, capitaine et bailli depuis avril 1515 jusqu'au 30 avril 1517 (2).

Gilo *Pety* reprit les fonctions de châtelain et de bailli le 1^{er} mai 1517, et les conserva jusqu'à sa mort, arrivée en 1529 (3).

Guillaume *Billocart*, écuyer, capitaine de Fallais, de 1530 à 1546 (4).

Claude *de Bersacques*, chevalier, gentilhomme de la chambre de l'empereur Charles-Quint, bailli de Wasseige, fut nommé bailli de Fallais, par commission du 22 septembre 1546 (5). Il décéda à Fallais en 1554 et fut enterré sous une pierre armoriée, dans l'église, où on célèbre son anniversaire le 13 avril (6).

Hugues *Le Vos*, écuyer (7), bailli et châtelain de Fallais, par commission du 2 juillet 1554. Il prêta serment le 13 du même mois, à Bruxelles, et fut nommé, le 14 février 1554 (v. st.), lieutenant des fiefs par une commission spéciale de la Chambre des comptes (8). Il perdit son emploi lors de la restitution de la seigneurie de Fallais à Charles, Antoine et Jean de Bourgogne, en 1559.

douin, seigneur de Boyen, au pays de Looz. Sa fille Catherine épousa en premières noces Hugues Le Vos, receveur du Roi à Jodoigne, probablement le père de Hugues Le Vos, qui fut bailli de Fallais en 1554. *Annuaire de la noblesse de Belgique*, 1877, pages 217 et 218.

(1) *Comptes de Fallais*, reg. 44,322.

(2) *Idem*, reg. 44,323.

(3) *Idem*, reg. 44,325 et suivants.

(4) *Idem*, reg. 44,338. — Il avait épousé Matherine de Bossecuze, dont l'anniversaire était célébré chaque année à Fallais le 16 mai (17 des calendes de juin) ; *Obituaire de l'église de Fallais*, fol. 18 v^o. Bibliothèque de M. le chevalier de Theux de Montjardin.

(5) *Chambre des comptes*, reg. 19,667.

(6) *Obituaire de Fallais*, fol. 14.

(7) *Cour de Fallais*, reg. 18, 1552-1565, fol. 45 à 47.

(8) *Chambre des comptes*, reg. 19,667.

Jean *Wauthier*, bailli en 1559-1569 (1).

Godefroid de *Villers*, écuyer, cité en mai 1572-1576.

Jean *Laiguillon*, 1577-1582. Il perdit son emploi lors de la confiscation de Fallais, après la mort de Charles de Bourgogne, en 1582.

Henri de *Fresne* fut chargé de l'administration de la terre de Fallais, en qualité de bailli et de receveur, par commission du 20 septembre 1582, et fut confirmé dans cette charge par ordonnance du prince de Parme, gouverneur-général des Pays-Bas, du 28 mars 1586 (2). En 1587, Fallais ayant été restitué à Herman de Bourgogne, Henri de Fresne cessa ses fonctions.

Jean *Laiguillon* fut réintégré dans sa charge de bailli par commission du 25 juillet 1587, après la restitution de Fallais à son propriétaire, et la conserva jusqu'en 1591.

Jean de *Limalle*, nommé par commission du 29 août 1591 (3). Il prêta serment à la Cour seigneuriale le 12 septembre suivant et décéda le 4 mars 1612 (4).

Albert *Pinsen van der Aa*, écuyer, d'abord qualifié gentilhomme de la maison du comte de Fallais, fut nommé en 1612. Il décéda à Fallais le 5 décembre 1634, et fut enterré dans l'église paroissiale, sous une pierre armoriée portant ses quartiers, qui existe encore aujourd'hui (5).

(1) Le nom de *Wauthier* est orthographié, à partir de 1561 ou 1562, *Van Thier*, dans les registres de la Cour de justice. Il y eut peut-être un autre bailli qui remplaça *Wauthier*, mais cela nous paraît douteux.

(2) *Chambre des comptes*, reg. 19.199, fol. 38 v° et 19.200, fol. 25. Le bailli de Fresne avait, en sus de ses gages de châtelain, quatre-vingts livres Artois comme receveur de la seigneurie. Ses comptes commencent le 1^{er} octobre 1582 et finissent le 30 septembre 1586; *Chambre des comptes*, reg. 19.199 à 19.202.

(3) *Cour de Fallais*, reg. 19, 1588-1592 et reg. 20, 1598-1601, fol. I.

(4) *Idem*, reg. 22, 1611-1617.

(5) Il était fils de Jacques, seigneur de Steenhuysen et de Blo-tingen, et de Marie van Bomberghen.

Jean de *Vaulx*, mayeur de Vieux-Waleffe, 1635-1652.

Antoine *Meurant*, 1655-1671 (1).

Jean-Antoine *Guilmot*, 1671-1673.

Charles *Coppin*, 1678-1685.

François *Gobert*, 1685. Il renonça à sa charge de bailli pour entrer dans un régiment liégeois en 1690.

Jean-Michel de *Parys* fut nommé par commission du 1^{er} décembre 1690 du comte Jacques-Louis de Noyelles, et fut révoqué de ses fonctions par le comte de Gosée, le 16 avril 1693. Il resta cependant en fonctions jusqu'en avril 1694 (2).

François de *Laveene* (nommé aussi Delvenne). Sa commission est du 6 février 1696 (3). Il prêta serment à la Cour seigneuriale, le 16 du même mois, et remplissait encore les fonctions de sa charge en 1699.

Jean *Bozeau*, 1702-1707.

Joachim *Toussaint*, 1707-1724.

Toussaint *Coutrel*, dit Saint-Germain, nommé par commission du 8 janvier 1724 cité encore en 1728 (4).

Servais *Paillet* succéda au précédent par commission du 3 janvier 1731 (4). Il prêta serment à la Cour seigneuriale le 31 janvier suivant et décéda à Marneffe le 18 octobre 1746.

Guillaume-Joseph *Paillet*, fils du précédent, lui succéda en 1746 et décéda le 29 janvier 1769 à Fallais, où il fut enterré dans l'église.

Jean-Joseph *Paillet*, 1769. Il mourut le 27 février 1787 et fut enterré à Fallais.

(1) *Office fiscal de Brabant*, liasse 1047.

(2) *Cour de Fallais*, reg. 9 et 10.

(3) *Idem*, reg. 11, 1695-1697.

(4) *Idem*, reg. 14, 1717-1731.

Albert *Pasquier* fut le dernier bailli de Fallais. Sa commission est du 15 mars 1787 et sa prestation de serment à la Cour seigneuriale eut lieu le 7 avril de la même année (1). Il remplissait ses fonctions au moment de l'invasion des armées françaises dans le pays.

LES ÉCHEVINS.

Les échevins ou juges de la Cour seigneuriale étaient au nombre de sept, choisis parmi les propriétaires fonciers ou les habitants notables de Fallais et nommés par commission du seigneur.

Ils devaient être nés ou naturalisés brabançons, de légitime mariage et pratiquer la religion catholique romaine. Avant d'entrer en fonctions, les échevins étaient tenus de prêter le serment de fidélité à Dieu, au comte de Fallais et à la Cour, de faire observer les bonnes coutumes, droits, franchises et privilèges de la seigneurie et de rendre justice aux grands comme aux petits. La charge d'échevin était inamovible.

La nomenclature des échevins de Fallais, personnages de peu d'importance, ne pouvant guère offrir d'intérêt, nous n'avons pas jugé utile de la publier.

LE GREFFIER.

Le greffier était, après le bailli, le fonctionnaire le plus important et généralement le plus lettré de la Cour seigneuriale.

Il était nommé par commission du seigneur de Fallais, et prêtait devant la Cour le même serment que les échevins.

(1) *Cour de Fallais*, reg. 16, 1784-1793.

Ses fonctions consistaient à tenir fidèlement les registres aux rôles, aux œuvres et aux sentences. Il devait connaître les coutumes de la Cour et en instruire les juges dans les lectures et les instructions des procès. C'était lui qui rédigeait presque constamment les jugements de la Cour, dont il était en quelque sorte l'âme.

Très souvent encore, en l'absence du bailli, il en remplissait les fonctions.

Voici les noms de quelques greffiers de Fallais :

H. de Malempret, 1506.

Jean Naveau, 1548.

Jean de Warez, 1552-1582.

Anseau de Fresne, 1592.

Robert Naveau, 1597-1622.

Baudouin, 1622.

Albert Gilkinet, 1632, décédé le 8 mars 1654 (1).

David de Wasseige, 1654-1675.

Albert Gilkinet, greffier de Hosden, commission du 26 décembre 1678 et serment à la Cour du 12 janvier 1679, décédé le 16 février 1714 (2).

Paul-Emile-François Gilkinet, 1714 ; il décéda à Braives le 7 mai 1734.

Jacques Denis, bailli de Hannut, commission du 18 septembre 1736 et serment à la Cour le 4 octobre suivant (3).

Albert Gilkinet, 1751 ; il donna sa démission le 20 juin 1772 et fut remplacé par

Jean-Joseph-Ghislain de Geneffe, licencié ès lois. Sa commission est du 22 juin 1772 (4). Il prêta serment à la

(1) *Office fiscal de Brabant*, liasse 1047.

(2) *Cour de Fallais*, reg. 26

(3) *Office fiscal de Brabant*, liasse 1047.

(4) *Cour de Fallais*, reg. 15, rôles de 1772-1775.

Cour le 25 du même mois et remplit ses fonctions jusqu'en 1794.

SERGEANT.

La Cour seigneuriale avait un fonctionnaire subalterne, sergent ou huissier, qui était chargé de mettre le jugement à exécution. Il était nommé par commission du seigneur et prêtait serment à la Cour ; nous trouvons :

« Lowy de Sprimont, fut présenté à nous pour faire le serment de sergeanterie, lequel fut par nous accepté et de fait at fait le serment de fidèlement servir, rapporter, panneir, tenir les secreits de justice et secret sans les reveleir y. Et mis en garde (1) ».

Le sergent avait en outre de ses droits ordinaires, un gage de dix-huit florins (2).

Au XVII^e siècle, on trouve quelquefois exceptionnellement deux sergents de la Cour seigneuriale (3).

§ 3.

Un certain nombre de fiefs relevaient du château de Fallais et dépendaient de la juridiction d'une Cour féodale qui était présidée par le seigneur, ou, en son absence, par le châtelain et bailli. Elle était composée, en outre, de quelques hommes de fief et d'un secrétaire, qui tenait le registre aux reliefs et percevait les droits (4).

Les fiefs de Fallais étaient seulement au nombre de quatre au milieu du XIV^e siècle et furent considérablement augmentés par les acquisitions faites en 1473 et 1474 par

(1) *Cour de Fallais*, reg. 19 et 20.

(2) *Idem*, reg. 6.

(3) *Idem*, reg. 7.

(4) *Idem*, reg. 21.

Wolfart de Borssele et ses successeurs (1). Ils atteignaient le nombre de cinquante à soixante lors du dénombrement fait en 1559 de la seigneurie de Fallais par Jean, Charles et Antoine de Bourgogne (2), et celui de soixante-dix au siècle suivant. Ces fiefs, qui consistaient en biens fonciers et en rentes tant en argent qu'en nature, se trouvaient à Fallais et dans les seigneuries voisines : Lattine, Avenne, Lens, Waleffes, Vieux-Waleffes, Pitet, Marneffe, Oteppe, Burdinne, Atrives, Avin, Ciplet et Ville-en-Hesbaye (3).

§ 4.

Les habitants et bourgeois de la seigneurie de Fallais en état de porter les armes étaient assujettis en temps de trouble et de guerre au service militaire à la réquisition du seigneur ou de son bailli.

Ils formaient une compagnie, divisée en plusieurs escouades, commandée par un capitaine, un lieutenant et quelques bas-officiers, tels que sergents et caporaux.

Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, le comte de Fallais, Eugène-Ignace de Noyelles, donna une organisation toute militaire à cette compagnie de bourgeois, dans le but de protéger Fallais contre les dévastations et les pillages des maraudeurs qui étaient la conséquence naturelle des guerres incessantes dont les Pays-Bas furent le théâtre à cette époque.

Par ordonnance du 10 juin 1673, il prescrivit que tous les officiers, bas-officiers et bourgeois devaient pratiquer

(1) Manuscrit de M. le conseiller Dubois.

(2) *Pièce justificative*, n° 19.

(3) Les actes judiciaires de la Cour féodale de Fallais sont mêlés avec ceux de la Cour échevinale dans les registres de cette dernière.

la religion catholique, apostolique et romaine, et prêter serment au seigneur d'être ses loyaux et ses fidèles sujets en la terre de Fallais (1).

Ils devaient posséder ou se procurer de bonnes armes à feu, avec les munitions nécessaires, chacun selon sa qualité, et il leur était sévèrement interdit, non-seulement de vendre leurs armes, mais même de les prêter.

Les officiers, bas-officiers et soldats étaient tenus de se présenter aux revues générales, ainsi qu'à toutes les autres réunions convoquées par le capitaine.

Toute infraction ou négligence dans l'exécution de ces devoirs, était punie pour la première fois d'une amende de trois florins d'or ; pour la seconde fois, l'amende était doublée. Une troisième infraction exposait le délinquant à un bannissement de six années du territoire de la seigneurie.

L'ivrognerie et le blasphème étaient également punissables d'une amende de trois florins, et toute voie de fait ou seulement de menace, au moyen des armes, envers les capitaines et officiers était passible de la peine de mort.

On s'aperçoit que ces pénalités, passablement draconiennes pour de simples bourgeois, émanent d'un homme de guerre ; en effet, le comte Eugène Ignace de Noyelles était général de bataille et colonel d'un régiment d'infanterie dans les Pays-Bas espagnols.

L'application de ces peines, appartenait à un tribunal composé d'officiers et de bas-officiers, désigné sous le nom de Guemine ou audience militaire.

Nous trouvons dans le procès-verbal d'une séance tenue à Fallais le 14 novembre 1673, que le sr Gilmote, capitaine, Jean de Moha, lieutenant, Ottelet Poncelet, caporal et Pierre Hardy, sergent et alguasil composaient le tribunal

(1) *Cour de Fallais*, reg. 10, rôles de 1691-1695.

militaire qui admit ce même jour encore Albert Gilkinet, en qualité de secrétaire ou de greffier.

Le capitaine tenait le rôle des hommes de la compagnie, il désignait l'escouade dont ils devaient faire partie, ainsi que le poste qu'ils avaient à défendre en cas d'alarme.

Au mois de mai 1675, le capitaine Guillaume de Gosvin, et le 15 octobre 1678, Charles Coppin, bailli de Fallais, renouvelèrent le rôle et divisèrent les hommes de la compagnie en quatre escouades, commandées respectivement par le lieutenant et les trois caporaux, et leur assigna les postes qu'ils avaient à garder. La troisième et dernière fois que cette formalité fut remplie, à notre connaissance le 23 juin 1694, la seigneurie de Fallais se trouvait sans doute à la veille d'être pillée par les gens de guerre, qui ravageaient toute la Hesbaye, car en outre des habitants le comte de Fallais fit prendre les armes à un certain nombre de manants des villages voisins, Marneffe, Fumal, Pité et Vieux-Waleffe, réfugiés à Fallais.

Pendant le siècle suivant, il ne fut plus question de la compagnie de bourgeois, dont les services militaires devinrent inutiles et dont les fonctions se bornèrent à faire des patrouilles, à l'occasion, pour la sécurité des chemins.

§ 5.

Le domaine utile des seigneurs de Fallais était très-important. Outre une étendue considérable de biens fonciers, il comprenait des rentes et des redevances, en argent et en nature.

Le dénombrement des biens qui fut imposé, en 1559, à Jean, Charles et Antoine de Bourgogne, lorsque le roi Philippe II leur fit don de la terre de Fallais, confisquée en 1547 sur leur frère aîné, Jacques de Bourgogne, nous fait

connaître leur importance au milieu du XVI^e siècle. On en trouvera le détail aux pièces justificatives. Nous signalerons seulement ici une particularité intéressante.

Le seigneur de Fallais possédait au XV^e siècle et probablement déjà avant cette époque un vignoble, qui était situé sur une petite côte, derrière l'église. Il est renseigné déjà en 1470, dans un registre des comptes de la seigneurie (1) :

« Item payer à Jehan Henrar vingneron qui at auvreit la vingne de Fallais pr le terme de cest anée 3^{ms} espeaute. »

Dans les différents comptes rendus dans le courant du siècle suivant à Baudouin de Bourgogne et à ses successeurs, Philippe et Jacques de Bourgogne, il est fait mention encore à différentes reprises du vignoble de Fallais.

Lorsque la seigneurie fut séquestrée en 1582 par le gouvernement, le vignoble fut mis en location : « Le vignoble de Phallaix at esté rendue au plus offrant ce 28 d'avril an 1583 pour le temps de trois ans, en suivant comenchant le premier payement au jour de Saint-Remy de l'an susdit, et est demouré à Henry le Vigneron pour en payer chascun an une demi aisme de vin, mesure de Huy, conten. quarante pots. Laquelle demi aisme at esté apprécié par deux eschevins de la Court de lieu pour le prix de quatre livres dix soulz (2). »

Depuis le dénombrement de 1559, le domaine utile fut sensiblement augmenté par les différents propriétaires qui se succédèrent dans la seigneurie pendant les deux derniers siècles. Au moment de l'introduction du régime républicain dans notre pays, Fallais comptait au nombre des principales terres de la Hesbaye.

Elle comprenait le château et ses dépendances, trois

(1) *Registre aux cens et rentes de Fallais, 1470* ; Archives de l'État, à Liège.

(2) *Cour des comptes*, reg. 19200, fol. 17.

fermes nommées *Bossiau*, *Tombu* et *Basse-cour du château*, un moulin à huile, une brasserie dite *Franche taverne*, un moulin à farine, des prairies banales et plusieurs bois, désignés sous les noms de *Cosnemont*, *Molu*, *Robert* et des *Dames*, d'une contenance totale de 442 bonniers, rapportant environ vingt mille livres tournois, sans y compter les rentes.

Après la mort de la comtesse de la Motte-Vauvert, arrivée le 6 février 1797, la terre de Fallais devint la propriété des trois enfants issus de son premier mariage avec M. de Marotte de Montigny.

De ces trois enfants, la fille aînée, Marie-Philippine-Rosalie, et le fils, Hyacinthe-Ferdinand-Marie-Philippe de Marotte de Montigny, cadet dans l'armée autrichienne, étaient émigrés en Allemagne avec leur beau-père, le comte de la Motte-Vauvert.

Le Directoire exécutif prononça le 13 fructidor an VI, le maintien définitif de la famille sur la liste des émigrés et décréta la confiscation de leurs biens.

La fille cadette, Caroline-Françoise-Josèphe-Dorothée, était restée auprès de sa mère, au château de Fallais, et, après la mort de celle-ci, sans avoir égard à l'absence forcée de son frère et de sa sœur aînée, dont les biens étaient séquestrés par la République, elle provoqua le partage de la succession maternelle.

Dans la séance du 22 pluviôse, an VIII (10 février 1800), du Conseil de préfecture du département de l'Ourthe, il fut procédé au partage de la terre de Fallais, qui fut divisée en trois parts égales.

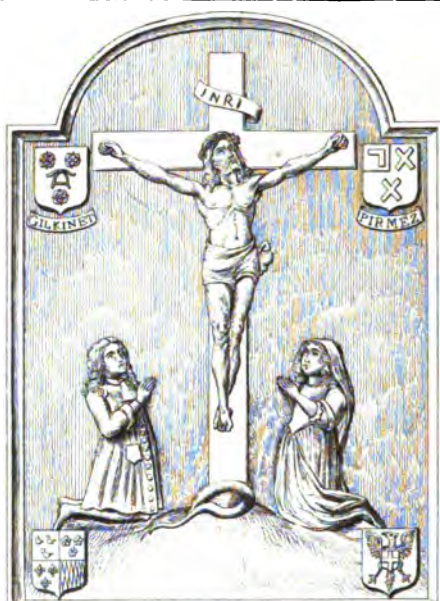
La première part, comprenant notamment le château de Fallais, échut à la fille cadette, Caroline-Françoise-Josèphe-Dorothée de Marotte; les deux autres demeurèrent entre les mains de l'Etat, représentant les deux héritiers émigrés.

Ce partage fut rectifié et complété, dans la séance du 10 vendémiaire, an X, du même Conseil de préfecture.

Mais, dans la suite, les deux héritiers émigrés, ayant été amnistiés, ils rentrèrent dans la possession de la terre de Fallais.

Les différentes parts de Fallais furent successivement vendues dans le courant de ce siècle et sortirent des mains des descendants des derniers seigneurs de Fallais, à la réserve seulement d'une partie de l'ancien bois de Cosnemont, qui appartient encore aujourd'hui à Madame la baronne van Eyll, née Marotte-Montigny.

THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY
ASTOR LENOX
TILDEN FOUNDATIONS



ICY DEVANT GISENT LES CORPS DE FEV
 MATTHY GILKINET DV CHARDON VIVANT
 ESCHÉVIN DE LA CONTE DE FALAY MORT
 LE 31 SEPTEMBRE 1620 ET DE FEVE
 GERTRVD PIRMEZ SACOMPAGNE DECEDEE
 LE 5 SEPTEMBRE 1686
 PRIEZ DIEV POVR LEVRS AMES



Cy deus qd'hoult h'or Jehan
 Rigor de fomal q'helpa l'alā
 Et dāmoisi gekod' Nave
 Corpenl q'helpa l'alā 1574 le
 4^e or d'auv' p'nez d'm'p' ale

LA PAROISSE DE FALLAIS, LA CHAPELLE CASTRALE, LA CHAPELLE DE SAINT-SAUVEUR.

§ 1.

Fallais est une ancienne paroisse qui existait déjà dans la première moitié du XII^e siècle, et qui comprenait, outre Fallais et ses dépendances, la seigneurie de Vieux-Waleffe. En 1139, Albéron II, évêque de Liège, termina les difficultés qui existaient entre l'église de l'abbaye de Saint-Trond et celle de Diest, en prescrivant aux églises du doyenné de Saint-Trond, de payer annuellement, après les fêtes de Pentecôte, à l'église de Saint-Trond, sur l'autel de ce saint, une obole pour chaque foyer de la paroisse. Au nombre des églises assujetties à cette redevance, figure celle de Fallais, qui appartenait à cette époque au doyenné de Saint-Trond (1).

Plus tard, sans doute au XVI^e siècle, lorsque l'empereur Charles-Quint, voulant soustraire ses provinces à la juridiction de l'évêque de Liège, avait obtenu du Saint-Siège l'érection de plusieurs nouveaux évêchés dans les Pays-Bas,

(1) Piot, *Cartulaire de l'Abbaye de St-Trond*, tome I, pages 59 et 60.

l'église de Fallais fut détachée du diocèse de Liège, et placée dans le doyenné d'Andenne sous la juridiction du nouvel évêché érigé à Namur.

L'ancienne église était de style roman. Bovy, dans ses *Promenades historiques*, en parle et nous apprend qu'elle menaçait déjà ruine de son temps (1).

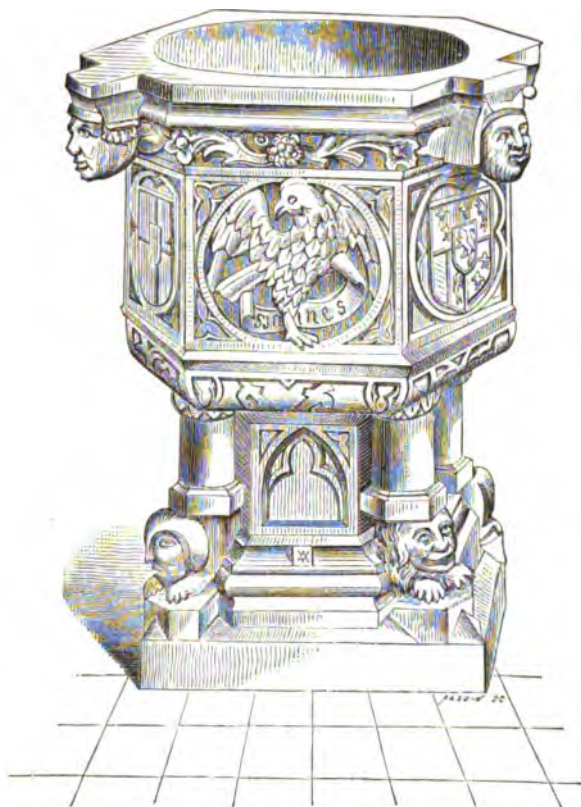
« Le vaisseau, dit-il, en est assez spacieux, les bas-côtés reposent sur des piliers. On nous fit remarquer dans le sanctuaire une date de réparation qui donne l'an 1250 (*sic*). Les pierres tumulaires y sont en grand nombre, nous en déchiffrâmes une du 24 mars 1431. Dans le chœur, en face du maître-autel, se trouve le caveau des anciens seigneurs de Fallais; on y descend par un escalier dont l'ouverture se trouve dans une petite pièce attenante au chœur tombant pour ainsi dire de vétusté. La dalle sans inscription, qui recouvre cette sépulture, offre des dimensions peu ordinaires; elle a 3^m87 de longueur sur 2^m40 de largeur. Ce caveau contenait quantité de cercueils en cuivre et armoriés que les vandales de 1793 ont brisés et emportés.

Les fonts baptismaux, placés à droite en entrant dans l'église, ont la même forme que ceux que nous avons observés à Theux, mais ils sont d'un travail plus fini et présentent sur plusieurs écussons les armoiries des diverses branches de la famille de Beaufort. On y remarque aussi les quatre évangélistes figurés par l'homme, l'aigle, le lion et le bœuf. »

En 1854, l'église fut entièrement démolie et remplacée par un édifice, sans aucun style, du plus mauvais effet. Tous les objets, les meubles, ainsi que les pierres sépulcrales, qui présentaient encore quelque intérêt, furent heureusement replacés dans la nouvelle église.

(1) Tome II, page 302.

Malheureusement, un grand nombre de ces dernières avaient été brisées, et leurs débris servirent de seuils de portes et de marches d'escaliers. Quelques-unes furent encastrées dans les murailles de l'église et du cimetière. Nous en reproduisons les principales.



Les fonts baptismaux, datant du XV^e siècle, sont assez remarquables. Ils sont en pierre et portent sculptés les animaux symboliques des quatre évangélistes. Dans les intervalles, les armoiries de Bourgogne, et non celles de Beaufort, comme Bovy le dit par erreur, indiquent, sans

aucun doute, que ces fonts sont dus à la générosité d'un membre de cette maison.

La cloche principale, la seule ancienne de l'église, porte aussi les armoiries de la maison de Bourgogne, avec les inscriptions suivantes : *Bourgogne. Bon Renon Gaigne Dure. Me Fecit Joes Bodri A° Domini M^{ve} LXXXXVI.*

L'église de Fallais est dédiée à la Sainte-Vierge. Le droit de patronage ou de collation appartenait au seigneur de Fallais, comme représentant le fondateur de l'église. Le seigneur nommait le curé, le vicaire, le sacristain (1) et il disposait encore d'un bénéfice, nommé de Saint-Nicolas, dans l'église de Fallais, ainsi que des deux bénéfices de Notre-Dame et de Saint-Lambert, dans la chapelle de Vieux-Waleffe, qui était de la paroisse de Fallais.

Il nommait le mambour des biens de l'église et des pauvres, à l'exclusion même du curé, et vérifiaient leurs comptes. Le plus souvent le seigneur donnait la charge de mambour au curé, au vicaire, ou bien encore au chapelain castral.

Le vicaire de Fallais desservait habituellement la chapelle de Vieux-Waleffe, et remplissait en outre les fonctions de maître d'école de la paroisse (2).

Les revenus des biens des pauvres, dont la fondation était nommée *Table du Saint-Esprit*, étaient employés par le mambour à payer les frais d'écolage des enfants pauvres, à secourir les infirmes et tous les pauvres en cas de maladie ou d'autres nécessités.

Le premier curé (3) connu fut *Messire Lambert le*

(1) *Cour de Fallais*, reg. 26, fol. 54.

(2) *Idem*, rôles de 1631-1633.

(3) La liste des curés de Fallais, complète seulement à partir du milieu du XVI^e siècle, présente beaucoup de lacunes pour les siècles précédents. Celle qui avait été dressée en 1740, par le curé Tara, et qui se trouve dans les archives de la paroisse, est erronée, sauf pour les deux derniers siècles.

vesty de Fallais, il est cité dans la charte de confirmation de la donation des dîmes de Fallais et de Vieux-Waleffe à l'abbaye du Val-Notre-Dame, par Rigauld de Beaufort, seigneur de Fallais en 1266 (1). *Lambertus investitus ecclesie de Fallais* figure encore dans une charte du 29 octobre 1269, par laquelle l'archidiacre de Liège approuve le candidat présenté par l'abbé de Flône, pour desservir la chapelle de Pitet, et charge le curé de Fallais d'installer le chapelain. Il s'acquitta de cette mission le 29 du même mois (2).

Jean, curé de Fallais, est cité en 1277 et 1292, au sujet de la collation du bénéfice de la chapelle Saint-Sauveur, à Pitet (3).

Jean *Apostolis*, dit *Rocheffors*, curé de Fallais, figure en qualité de notaire apostolique au testament de Jean, seigneur de Fallais, le 9 octobre 1373 (4).

Messire Henri, (*Happart* ?) *vestis de Fallais*, qui trépassa l'an 1420, le 4 des nones de juillet (5).

Jean *Anceal*, 1474.

Nicole, *vesty de Fallais* est cité en 1493, au nombre des hommes de fief du château (6).

Pierre Pirlo, *vesti de Fallais* au XV^e siècle.

Charles *Fabry* était, en 1508, chapelain castral, et receveur de 1512 à 1534. Il devint curé en 1535.

Anceau *delle Melle*, receveur de Fallais, de 1538 à 1544, cité curé en 1546 (?), était déjà mort en 1562.

Jean *Ganet*, cité déjà en 1587; il permuta en 1596 avec Jean Colin de Nassogne, et mourut à Cugnon, en Ardenne.

(1) N° 8 des *Pièces justificatives*.

(2) N° 9^{bis}, *Idem*.

(3) Nos 9^{ter} et 11^{bis} des *Pièces justificatives* et *Cartulaire de Flône*, fol. 62 et 63.

(4) N° 13, *Idem*.

(5) *Obituaire de l'église de Fallais*, fol. 24 v°.

(6) *Cour de Fallais*, reg. n° 34^{bis}, reliefs.

Jean Colin de Nassogne, doyen d'Andenne, curé de Fallais en 1596, décéda le 7 mars 1614. Il était aussi recteur du bénéfice de Notre-Dame à Vieux-Waleffe, en 1603, et fut enterré dans l'église de Fallais, sous une pierre sépulcrale portant l'inscription : *Cy gist vénérable home Messire Jean Colin de Nassoigne en son temps pasteur de Falais et doyen du Concil d'Andene lequel trepassa le 7 de mars 1614.*

Sébastien Hollogne, devint curé de Fallais en 1614 et décéda le 19 août 1663. Ce fut sous son administration que la confrérie du Saint-Rosaire fut érigée à Fallais, le 2 octobre 1622, en vertu d'un diplôme du 16 mars précédent.

Le curé Hollogne fut enterré dans l'église de Fallais, sous une pierre sépulcrale qui porte l'inscription : *Icy gist vénérable homme M^{re} Sebastien Hollogne en son temps pasteur de Fallez lequel at fondé la messe du S^t Sacrament le jeudy qui trepassat le 19 d'aoust 1663.*

Gilles Wauters, né à Wasmont, vicaire à Fallais, succéda à Sébastien Hollogne et prit possession de la cure de Fallais le 24 juin 1664; il décéda le 17 juillet 1669.

Josse de Laittre, 1669, et décéda le 24 février 1674.

Benoît Lefebvre, nommé curé en 1674, mourut le 15 décembre 1690.

Guillaume Jamin, d'abord vicaire à Fallais en 1677, puis chapelain castral en 1685, fut nommé curé de Fallais, en 1691, par le comte Jacques-Louis de Noyelles, et maintenu dans cette charge par le comte de Gosée en 1693.

Le curé Jamin décéda le 9 avril 1725 et fut inhumé, dans l'église de Fallais, sous cette épitaphe : *Guilelmus, Jamin jacet hic dum viveret hujus Ecclesie Pastor, Marte furente fuit. Ipse novis ausus templum fulcire columnis, altare et tabula condecorare nova, si dare non potuit mundus, donet Deus illi in caelis pacem, in qua requiescat, Amen. Sibi vivens posuit. Obiit anno MDCCXXV nona aprilis.*

Guillaume-Dieudonné Tara, curé en 1725, devint le 28 mars 1763 doyen d'Andenne, et mourut le 17 mai 1779 à Namur, où il fut enterré dans la cathédrale de Saint-Aubin.

Une pierre sépulcrale, fut placée dans l'église de Fallais pour rappeler le souvenir des parents du curé Tara : *En mémoire de feu le sieur Lambert Tara en son vivant Bourgeois de Namur Decedez audit lieu le 17 7^{bre} 1726 Agez de 84 ans. Et de Marie Dieudonnée Roland son épouse décédée à Fallay le 15 7^{bre} 1736 agée de 90 ans, sepulturée icy. Le Rnd. sieur Glme Dieudonné Tara leur fils en son vivant curé de ce lieu a fait mettre cette pierre.*

Jacques-Joseph Bisqueret, vicaire de Fallais en 1765, nommé en 1779, fut le dernier curé de Fallais de l'ancien régime. Il continua ses fonctions après l'invasion des républicains français dans le pays, mais lorsque le ministre des cultes fit publier, le 5 mai 1797, l'ordre de prêter serment à la constitution de l'an III, le curé, ne pouvant en conscience prêter ce serment, il dut cesser ses fonctions. Il mourut le 24 juin 1802, et fut enterré le surlendemain dans l'église de Fallais.

§ 2.

La chapelle castrale de Fallais, dédiée à Saint-Jean-Baptiste, est très-ancienne. Elle se trouvait dans la tour située à droite en entrant au château, et qui, de ce chef, a retenu, jusqu'à nos jours, le nom de *Tour Saint-Jean*.

Le seigneur de Fallais était collateur de la chapelle castrale, dont les revenus étaient assez considérables et dépassaient quarante muids de revenu. Le recteur ou bénéficiaire était tenu d'y célébrer journellement la messe.

La chapelle est mentionnée pour la première fois dans une charte de 1269, par laquelle Rigauld de Beaufort,

chevalier, seigneur de Fallais, lègue les dîmes de Fallais et de Vieux-Waleffe à l'abbaye du Val-Notre-Dame, à la réserve de huit *muyds d'espeaute tant seulement à profit de la chapelle de nostre chasteau de Fallais à un prestre qui messe y chantera*. Un siècle plus tard, Jean, seigneur de Fallais, légua, par son testament du 9 octobre 1373, cinq cents florins dits *moutons* à la chapelle castrale.

Il y avait au château de Fallais une seconde chapelle ou, plus probablement encore, un second bénéfice dans la chapelle castrale, désigné sous le nom d'*autel Saint-Georges et Sainte-Catherine* (1).

Cette chapelle, dont nous n'avons pu déterminer l'emplacement, avait un recteur particulier, indépendant de celui de l'autel Saint-Jean. Anseau delle Melle était en 1545 patron et recteur de la chapelle St-Georges et St-Catherine, tandis que Renier Graive était bénéficiaire de la chapelle St-Jean.

En 1598, Henri d'Acosse était recteur de l'autel St-Georges et St-Catherine, et, en 1606, de celui de St-Jean.

Depuis lors, nous ne trouvons plus mentionné le premier de ces bénéfices, dont les revenus auront sans doute été réunis à ceux de l'autel Saint-Jean.

Baudouin de Huy est le plus ancien chapelain castral connu; il est cité dans une charte de l'année 1266 (2).

Jean Dauvier est cité en 1470 (3).

Jean d'Oteppe en 1471 (3).

Charles Fabry fut chapelain de 1508 à 1535.

Renier Graive, en 1536, il perdit son emploi lors de la mise sous séquestre de Fallais, en janvier 1582, et mourut le 23 novembre suivant (4).

(1) *Comptes de Fallais* 1525-1526 et 1547-1548, fol. 5.

(2) Voir n° 8 des *Pièces justificatives*.

(3) *Registre aux cens de Fallais*, 1470.

(4) *Chambre des comptes*, reg. 19,200, fol. 21 et 37.

Georges *Beghein*, par commission du 15 janvier 1582 (1).

Henri *d'Acosse*, 1598-1600.

Henri *du Mollin*, 1612.

François *Gouverneur*, déjà en 1622 ; il remplit ces fonctions jusqu'à sa mort, arrivée le 1^{er} décembre 1685.

Guillaume *Jamin*, par commission du 2 décembre et serment du 5 décembre 1685 et devint curé de Fallais en 1691.

Guillaume *Rigo*, vicaire de Fallais, en 1685, chapelain par commission du 19 mai 1691 (2). Il fut révoqué de ses fonctions en 1693 par le comte de Gosée et mourut vicaire à Abolens.

Martin *Raucroix*, par commission du 25 avril 1693 (3).

Nicolas *de Fumal*, 1733 ; décédé le 1^{er} septembre 1740.

Toussaint *Paillet*, nommé par testament du comte de Gosée, du 27 août 1751 ; il est mort à Fallais le 18 décembre 1795, et fut enterré le 20 dans le cimetière.

J. *Mailet*, curé de Franc-Waret, nommé le 16 avril 1796.

§ 3.

Sur une colline de diorite, située à l'extrémité de la seigneurie de Fallais, au hameau de Pitet, s'élevait naguère encore une chapelle dédiée au Saint-Sauveur, dont l'origine devait remonter à l'époque la plus reculée du moyen-âge. Cette chapelle fut entièrement ruinée à la fin du siècle dernier et ses débris vendus, il y a une douzaine d'années, par l'administration communale à laquelle elle appartient aujourd'hui. Seul un pan de mur, dans

(1) *Chambre des comptes*, reg. 19,200, fol. 21 et 37.

(2) *Cour de Fallais*, reg. 26, fol. 164.

(3) *Idem*, reg. 10, 1691-1695.

lequel se trouve l'entrée de la chapelle, a été conservé. Le linteau porte sculpté un *Agnus Dei* de style roman, que nous reproduisons ci-contre.

Les seigneurs de Fallais étaient fondateurs et propriétaires de la chapelle de Saint-Sauveur et collateurs du bénéfice qui y était attaché. Mais Rigauld de Beaufort, chevalier, seigneur de Fallais, et sa femme, ayant fait donation, le 27 septembre 1243, du droit de collation avec la petite dñme du hameau de Pitet à l'abbaye de Flône, les abbés exercèrent ce droit depuis lors, avec l'approbation de l'archidiacre de Liège (1).

La donation de Rigauld de Beaufort fut confirmée par l'évêque de Liège le 28 avril 1251 (2).

La première collation par un abbé de Flône du bénéfice de Saint-Sauveur, fut celle du moine Hubert, nommé au mois de février 1262 (3).

Il fut confirmé par l'archidiacre de Liège le 3 octobre 1269 et le 29 du même mois, Lambert, curé de Fallais, délégué par l'archidiacre de Liège, installa le chapelain (4).

(1) N° 2^{bis} des *Pièces justificatives*; *Cour de Fallais*, reg. 20, 1598-1601, fol. 82 v°. Pendant l'impression de ce volume, nous avons obtenu communication de plusieurs chartes concernant les seigneurs de Fallais, extraites du *Cartulaire de Flône*, récemment retrouvé et que nous publierons aux *Pièces justificatives*. La charte n° 2^{bis} confirme notre supposition (voir page 207) que Rigauld II de Beaufort était déjà seigneur de Fallais en septembre 1243, soit par succession de son oncle Rigauld I, qui vivait encore au mois de mai de la même année, soit comme héritier de son père, Arnould de Beaufort. A cette charte intervient encore B..., épouse de Rigauld II de Beaufort, et qui sans aucun doute est la même que Madame Braimonde, citée dans les chartes de 1263 et de 1266. Cette mention confirme encore que Rigauld II était déjà marié lorsqu'il devint seigneur de Fallais, ce que nous avons d'ailleurs établi précédemment (voir page 221).

(2) N° 5^{ter} des *Pièces justificatives*.

(3) N° 5^{quater}, *Idem*.

(4) N° 9 et 9^{bis}, *Idem*.

Les abbés de Flône eurent plusieurs procès à soutenir au sujet de la chapelle de Saint-Sauveur.

Vers 1277, Jean, curé de Fallais, prétendit au droit de patronage sur la chapelle, alléguant que celle-ci était filiale de l'église de Fallais. Le vicaire d'Otton de Juliers, archidiacre de Liège, avait indûment rendu une sentence favorable au curé de Fallais contre Hubert, chapelain de Saint-Sauveur, mais celui-ci en appela à la Cour de l'Official de Liège, qui annula la sentence de l'archidiacre et repoussa les prétentions du curé de Fallais, en juillet 1277 (1). Celui-ci ne se tint pas pour battu et, à la mort du chapelain Hubert, en 1292, il protesta de rechef contre la présentation, par l'abbé de Flône, de Warnier de Reimes comme candidat à l'approbation de l'archidiacre de Liège, affirmant que la chapelle de Pitet était filiale et annexe de l'église de Fallais; que la place de chapelain n'était pas vacante, puisque lui-même curé de Fallais était titulaire de la chapelle de Pitet, qu'ainsi en droit et en fait il en était le recteur, selon l'usage et la coutume du concile auquel ressortissaient les deux églises. Ce système n'eut pas de succès, car par sentence du 26 juillet 1292, l'archidiacre repoussa les prétentions du curé de Fallais, ainsi que celles de Nicolas, seigneur de Fallais, prétendant aussi au droit de patronage, et prononça une sentence définitive en faveur de l'abbé de Flône. Le 28 novembre de la même année, l'archidiacre ordonna au doyen du concile de Saint-Trond de mettre Werner de Reimes en possession de son bénéfice (2).

L'office de chapelain de Saint-Sauveur étant devenu

(1) N° 9^{ter} des *Pièces justificatives*.

(2) N° 11^{bis} *Idem*, et *Cartulaire de Flône*, fol. 62 et 63. Nicolas de Beaufort était cité seulement comme seigneur de Fallais depuis 1297; la charte n° 11^{bis} le mentionne en cette qualité dès 1292. (Voir page 236.)

vacant, en 1330, par la mort ou la résignation de Jean le Tranchant, l'abbé de Flône présenta à l'archidiacre de Liège, Gilles de Lardier, fils de Jean de Lardier, chevalier. Mais Rigauld IV, seigneur de Fallais, prétendant encore au droit de patronage, s'opposa au choix de l'abbé de Flône et présenta Godefroid d'Asseche, prêtre, fils de Walter. Les deux candidats plaidèrent leur cause devant l'archidiacre Perceval de Carreto, lequel reconnut, le 22 avril 1330 (1), le droit de patronage aux abbés de Flône et approuva la présentation de Gilles de Lardier, dont il ordonna l'installation le 6 juin 1331 (2).

Au mois de janvier 1370, Werner, recteur de la chapelle, permuta avec Guillaume de Eure, recteur de Borlez.

Godefroid de Amandia était, en 1543, depuis plus de dix ans recteur de Saint-Sauveur, lorsque Philippe de Bourgogne, seigneur de Fallais, présenta Anseau delle Melle, pour le remplacer, à l'archidiacre de Liège.

Celui-ci avait d'abord accepté ce candidat, mais, après enquête, il fut constaté que le bénéfice n'était pas vacant et qu'il appartenait à Godefroid de Amandia.

L'archidiacre maintint celui-ci, révoqua les lettres qu'il avait accordées à Anseau delle Melle et cassa la présentation du seigneur de Fallais le 15 mars 1543 (3).

La collation par les abbés de Flône du bénéfice de Saint-Sauveur présentait de graves inconvénients. Les bénéficiaires étaient presque toujours des prêtres qui ne résidaient pas à Fallais. Ils négligeaient de remplir leurs fonctions et laissaient tomber en ruine la chapelle qu'ils devaient entretenir au moyen des revenus du bénéfice.

En 1562, le bailli Jean Wauthier ou van Thier, au nom du seigneur de Fallais, fit saisir par la Cour de Fallais les

(1) N° 12bis des *Pièces justificatives*.

(2) *Cartulaire de Flône*, fol. 63 v°.

(3) *Stock II, de l'abbaye de Flône*, fol. 240.

revenus du recteur Jean Coron, pour les employer à la restauration de la chapelle, qui était en ruine (1).

Jean Coron, résigna la même année son bénéfice, et Jacques d'Oreye, abbé de Flône, désigna, le 5 juin 1562, pour le remplacer, André de Villers, bénéficiaire de l'autel Saint-Jean-Baptiste, de l'église de Fettine. Celui-ci prit l'engagement de ne résigner la chapelle de Saint-Sauveur, qu'entre les mains de l'abbé de Flône, et de ne reconnaître d'autre collateur que le Pape ou l'abbé de Flône (2). Le nouveau titulaire ne tarda pas à permuter avec Libert de Warnant, bénéficiaire de l'autel de la Sainte-Trinité et de Sainte-Catherine, en l'église de la Madeleine, à Liège, avec l'autorisation de l'abbé de Flône, qui présenta le nouveau candidat, à l'archidiacre de Liège, le 28 octobre 1562 (3).

Libert de Warnant, ayant résigné son bénéfice, l'abbé de Flône présenta, pour le remplacer, le 15 juin 1587, Hadelin de Warnant à l'archidiacre de Liège, et, le 19 juin suivant, le nouveau chapelain fut installé (4).

La chapelle de Saint-Sauveur se trouvait, en 1742, dans un état complet de délabrement. L'évêque de Namur, comte de Berlo de Francdouaire, vint la visiter et ordonna de la faire restaurer aux frais du bénéficiaire Guillaume Mottar, curé d'Awans, dont le comte de Gosée et de Fallais fit saisir les revenus du bénéfice, et les employa, à la suite d'un accord conclu le 31 juillet 1742, à la restauration de la chapelle.

Le 18 juin 1757, l'évêque de Namur vint de rechef à la chapelle de Saint-Sauveur et, depuis lors, le doyen du concile d'Andenne en fit régulièrement la visite tous les ans, au nom de l'évêque.

(1) *Cour de Fallais*, n° 18, œuvres de 1552-1565.

(2) *Stock II, de l'abbaye de Flône*, fol. 244 v°, 245 v°.

(3) *Idem*, fol. 246 v° et 248.

(4) *Idem*, fol. 249 et 250 v°.

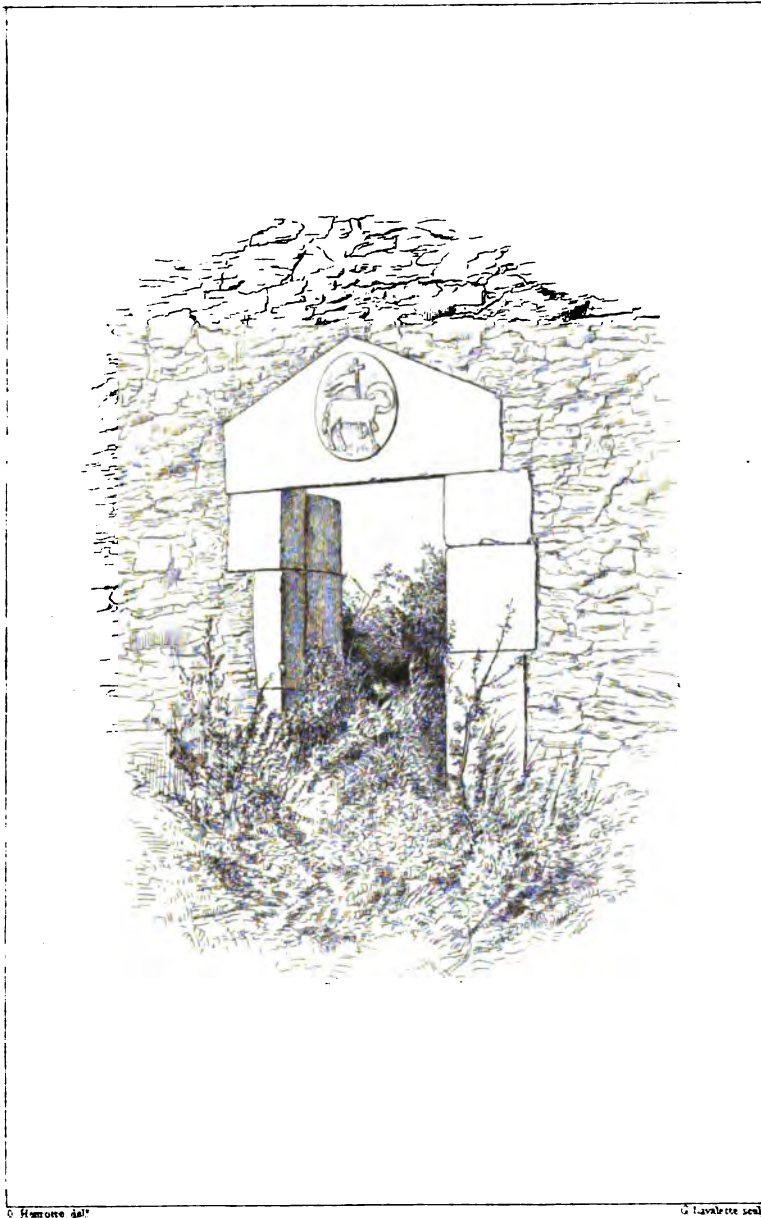
C'était auprès de la chapelle de Saint-Sauveur qu'avait lieu, tous les ans, une cérémonie originale remontant à l'époque la plus reculée du moyen-âge et que Bovy a rapportée dans ses *Promenades historiques* (1), ce qui nous dispense d'entrer ici dans de plus amples détails.

Le jour de la dédicace de la chapelle, qui se célébrait le dernier dimanche du mois d'août, à l'issue de la messe, et, en présence de la Cour de justice et d'une nombreuse affluence de curieux accourus des villages environnants, avait lieu le *Jet de la poire*.

Un jeune homme, choisi parmi les plus robustes et les plus alertes de Fallais, lançait une poire du haut de la colline de Saint-Sauveur dans la direction du bois Robert, et une autre dans la direction du ruisseau qui séparait la seigneurie de Fallais de celle de Fumal. Les endroits où la poire tombait marquaient les limites de la seigneurie de Fallais. Il était fait mention, tous les ans, au rôle de la Cour de justice, de l'accomplissement de cette cérémonie, qui eut lieu pour la dernière fois, à notre connaissance, au mois d'août 1793. On trouve dans les comptes du receveur du comté, en 1682, mention d'une somme de douze sous de gratification accordée au jeune homme qui lançait la poire (2).

(1) Voir le tome II, page 285.

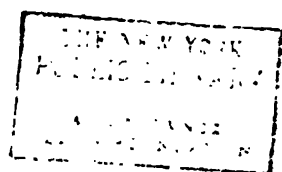
(2) *Comptes de Fallais pour 1682*.



G. Hamon del.

G. Lavallette sculp.

ENTRÉE DE LA CHAPELLE SAINT-SAUVEUR



PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

1231 , 29 octobre.

*Engagère de la dime de Fallais et de Vieux-Waleffe à
l'abbaye du Val-Notre-Dame.*

W., R. et G., chevaliers de Beaufort , à tous ceux qui les présentes veront, salut en nostre seigneur. Voulons estre notoire à vous, que nous avons, avec le gré et consentement d'Arnold nostre frère aîné, rendu nostre disme de Fallais, et du Vieux-Waleffe, pour l'espace de six ans, au moyen de cent et vingt markes de Liège, à la maison du Val-Sainte-Marie de l'ordre de Citeau, pour la lever librement, et sans aucune contre ditte, à tiltre d'engagure. De sorte que les fruicts que l'on percevrat de la ditte disme endans le terme prescrit, suivront à la susditte maison en aumosne. Nous sommes aussy tenus après le terme sus limité serat escoulé de restituer à la ditte maison la ditte somme d'argent entre la feste de Saint-André et de la Nativité Saint-Jean-Baptiste, et si le payement n'est par nous fait dans le terme sus assigné, nous le differons jusques à révolution de l'an et il conviendrat payer dans le terme susdit. Ce que nous ne pourons faire sinon dans

le dit terme, scavoir entre la feste Saint-André, et la Nativité Saint-Jean-Baptiste : le quel paiement estant fait la ditte disme, et la perception d'icelle retournerat à nous entièrement. Et si nous ne satisfaisons pas à la ditte maison de la ditte somme, dans le terme cy dessus assigné, la ditte maison serat dans la mesme levée de la disme susditte et dans le mesme tiltre, esquels elle doit estre pour les six ans sustouchés jusques à ce que laditte satisfaction serat rendue à la ditte maison, de la ditte somme d'argent. Et en tesmoignage de vérité du dessus avons requis que les seels du seigneur Arn : nostre frère, avec le seel de nostre frère R. fussent apposés aux présentes : d'autant que nous W. et G., n'avons pas de seel propre. Donné l'an du seigneur mille deux cents trengte un, le lendemain de S. Simon et S. Jude.

Abbaye du Val-Notre-Dame.

Stock de 1210 à 1499, n° 1380, fol. 91 (1).

Archives de l'État à Liège.

(1) Ce stock est intitulé :

« Registre premier du Recueil fait au temps de noble revérènde Dame Madame Marie de Chevalier, abbessè de l'yllustre et célèbre abbaye du Val-Nostre-Dame lez Huy des documents et lettrages concernans la fondation de la ditte abbaye, et les courtes, granges, terres, dismes, cens, rentes, revenus annuels et héritages d'ycelles, et leurs privilèges, et ymmunitez translatez en françois quant aux originaux couchés en langue latinne, et quant à ceux qui se treuvent couchez en langue francoisse, nuements extraits, saulf qu'en yceux l'ancien langage, et aucuns termes obscurs et moins intelligibles se treuvent reduits en langage moderne et termes plus clairs, voir sans rien alterer pour tout en la substance. Lequel recueil est bi party. Dont la première partie est contenue dans le présent registre. Et la deuxième dans le registre intitulé registre second et le tout à l'ynstance, et sollicitation de Dame Françoisè de Waha, religieuse et boursière pour le temps du dit monastère, l'an 1661. »

On remarquera que l'orthographe des chartes extraites des *Stocks* de l'abbaye du Val-Notre-Dame, n° 1380 et 1382 a été singulièrement rajeunie, par le copiste, en 1661.

II

1243, 23 juillet.

Gilles et Rigauld de Beaufort, chevaliers, font donation des dîmes de Fallais et de Vieux-Waleffe à l'abbaye du Val-Notre-Dame.

G. de Pex Dei gratia archidiaconus, O. . . decanus sancti Pauli et frater Robertus de Cowareme de ordine minorum Leodiensium : universis tam presentibus quam futuris presens scriptum inspecturis, in domino salutem. Labili et infirme memorie hominum stili officio succurrere volentes, presentibus litteris et sigillis nostris notum facimus quod Egidius miles de Beafort medietatem grosse decime de Falais et de Viez Waleve, et frater ejus Rigaldus miles alteram medietatem ejusdem decime cum minuta decima earumdem villarum domui Vallis Sancte Marie in elemosinam contulerint, et in manum sororis Aelidis abbatisse dicti loci ad opus ejusdem domus sollemniter reportarint post decessum eorum perpetuo jure possidendas pro remedio animarum suarum et predecessorum suorum. Ita quidem quod fructus ipsius decime percipient quoad vixerint per manus fratrum conversorum, videlicet dicte domus, et altero eorum defuncto superstes in fructibus alterius partis nichil juris sibi vendicabit, scilicet cedent ipsi domui libere et absolute fructus et proventus omnes tocus decime tam grosse quam minute post decessum utriusque. Actum in capitulo Sancti Pauli Leodiensis, anno gratie MCCXLtertio in crastino Marie Magdalene.

*Abbaye du Val-Notre-Dame.
Stock de 1241 à 1616, n° 1382, fol. 32.*

II^{bis}

1243, 27 septembre.

Rigault de Beaufort, chevalier, seigneur de Fallais, et B., son épouse, confèrent à l'abbaye de Flône le droit de patronage de la chapelle de Saint-Sauveur à Pitet.

Rigaldus de Belloforti, miles, dominus de Falais et B... uxor ejus omnibus presentes litteras visuris agnoscere veritatem. Universitati omni notum esse volumus quod pro remedio animarum nostrarum et antecessorum nostrorum jus patronatus ecclesie de Pitey cum omnibus pertinentiis et redditibus antedictam ecclesiam spectantibus necnon et totam minutam decimam de dicta villa de Pitey, excepta decima bladi, agnorum et lane quam nobis retinemus, contulimus in elemosinam ecclesie Flonensi libere et absolute in perpetuum possidendam; et ne aliquibus successorum nostrorum de predictis prefate ecclesie possit suboriri calumnia, presentes litteras nostro sigillo communitas dedimus ipsi ecclesie Flonensi in robur et testimonium veritatis.

Datum et actum anno Domini MCCXLIII in festo Cosme et Damiani.

*Cartulaire de l'abbaye de Flône,
Fol. LVIII v°.*

III

1244, août.

Donation des dimes de Fallais et de Vieux-Waleffe à l'abbaye du Val-Notre-Dame, par Gilles de Beaufort, châtelain de Durbuy.

In nomine sancte et individue trinitatis amen. Ego Egidius, miles de Belloforti, castellanus de Drebuy presenti

carta protestor et universis Christi fidelibus ad quos inposterum eadem carta pervenerit notum facio me conventui sancti monialium Vallis Sancte Marie ordinis Cysterciensis totam decimam meam quam in allodium tenebam apud Falaiz et Veterem-Waleviam que ad me spectabat et id juris quod habebam ibidem de consensu et voluntate uxoris mee Heluidis, nullo in hiis retento jure vel servitio seu exactione cum omni integritate donasse et in manus domini Roberti Leodiensis episcopi eandem decimam ad opus prefati conventus integre et absolute reportasse et guerpivisse in elemosinam. Quo facto dictus Robertus Leodiensis episcopus eandem decimam dicto conventui reddidit et confirmavit ut autem idem sepedictus conventus eam in perpetuum pacifice et sine ulla contradictione possideret sigilli mei munimine presentes litteras dignum duxi robore. Datum anno domini MCCquadragesimo quarto mense augusto (1).

Abbaye du Val-Notre-Dame.

Carton n° 1, chartes de 1070 à 1300.

IV

1244, août.

L'évêque de Liège confirme la donation faite par Gilles de Beaufort, de la moitié des grosses dimes de Fallais et de Vieux-Waleffe, à l'abbaye du Val-Notre-Dame.

Robert, par la grâce de Dieu, évêque de Liège. A tous ceux qui ces lettres oront, salut et dilection de vérité. Voulons estre notoire à la postérité, et aux personnes modernes,

(*) Une traduction de cette charte se trouve dans le stock n° 1380, fol. 93.

que Gille, chevalier de Beaufort, chastellain de Durbui personnellement constitué par devant nous desirant pro-
voir à son salut at reporté sus en aumosne en nos mains, la
moitié de la grosse disme, qu'il disoit tenir en allou à lieux
du Vieux-Waleffe et de Fallais, pour estre liberallement con-
férée à la maison du Val-Sainte-Marie de l'ordre de Citeau.

Nous donc, considerans l'intention pieuse de son esprit
en ceste action : avons la ditte disme ainsi qu'elle avoit esté
reportée en nos mains rendu à la maison et convent
de la ditte maison : pour par icelle l'avoir et posséder à
perpetuité comme siene. En tesmoignage de laquelle chose,
afin qu'elle soit assortie d'une constance inviolable avons le
présent escrit fait munir par l'appension de nostre seel.
Donné l'an du seigneur mille deux cents quarante quatre,
au mois d'aoust (1).

Abbaye du Val-Notre-Dame.

Stock de 1210 à 1499, n° 1380, fol. 94 v°.

V

1245, août.

*Confirmation par Gilles, chevalier, châtelain de Durbuy,
de la donation qu'il a faite à l'abbaye du Val-Notre-
Dame, des droits qu'il avait sur les dîmes de Fallais et
de Vieux-Waleffe.*

Egidius, miles, castellanus de Derbui, universis ad quos
iste littere pervenerint, salutem. Notum esse volumus pre-
sentibus et futuris, quod ego medietatem grosse decime
quam in allodium tenebam apud Veterem-Waleviam atque

(1) Traduction faite en 1661 d'une charte dont le texte primitif,
en latin, est malheureusement perdu.

Falais et id juris quod habebam ibidem in minuta decima reportavi in elemosinam pro mea et antecessorum meorum salute in manus venerabilis patris domini R. Leodiensis episcopi ad usus abbatisse et conventus Vallis Sancte Marie ordinis Cysterciensis. Dominus autem Episcopus ad meas preces et aliorum proborum virorum et quia specialiter diligit domum illam reddidit liberaliter predictis abbatisse et conventui decimam istam percipiendam in perpetuum sine contradictione et habendam. In cujus rei testimonium ut perpetuam habeat firmitatem dedi eis litteras meas proprio sigillatas sigillo. Datum anno domini MCC quadregesimo quinto mense augusto.

Abbaye du Val-Notre-Dame.

Stock de 1241 à 1616, n° 1382, fol. 32.

V^{bis}

1247, février (1).

Henricus Dei gratia Leodiensis electus dilecto filio abbati Flonensi salutem in Domino. Quum omnis caro naturaliter prona est ad peccandum et illos, quibus quandoque parochiarum vestrarum regimen committitis sana conscientia, postmodum spiritus temptatoris insurgit, Nos hujusmodi rei intuitu vobis qui vultum vestri pecoris agnoscere tene-mini, potestatem committimus ut institutos in vestris parochiis distituere possitis et alios instituere prout vobis conscientia secundum Deum dictaverit donec presens mandatum a nobis vel a quoscunque successorum nostrorum fuerit revocatum, statuentes quod isti gratie per quemcunque subditorum nostrorum absque nostra speciali

(1) Pièce relative à la collation de la chapelle de Pitet, produite en 1277 au procès en appel devant l'Official de Liège.

licentia derogetur. In cujus rei testimonium presentes litteras vobis concedimus sigilli nostri munimine roboratas.

Datum anno Domini MCCXLVII, mense februario.

Cartulaire de l'abbaye de Flône.

Fol. LIX.

V^{ter}

1251, 28 avril.

L'évêque de Liège confirme les droits de patronage, de revenus et de dîmes que l'abbaye de Flône possédait à Pitet.

H... Dei gratia electus Leodiensis omnibus presens scriptum visuris et cognoscere veritatem. Notum facimus vobis quod collationem juris patronatus ecclesie de Pitey et omnium proventuum et reddituum ad dictam ecclesiam spectantium nec non et totius decime minute ville de Pitey, excepta decima bladi, agnorum et lane, factam ecclesie Flonensi à Rigaldo de Belloforti, milite, domino de Falais et B... uxore ejus, prout in litteris super dicta collatione confectis plenius continetur, ratum habemus ac auctoritate nostra confirmamus.

Datum anno Domini MCCLI, in die translationis beati Lamberti.

Cartulaire de l'abbaye de Flône,

Fol. LIX.

V^{quater}

1262, février.

Collation de la chapelle de Pitet par l'abbé de Flône.

Laurentius Dei permissione abbas ecclesie Flonensis, etc... Notum esse volumus quod nos, unanimi consensu

et voluntate totius capituli nostri, ad preces bonorum et honestorum virorum et suis exigentibus meritis viro honesto et plurimum nobis commendato familiari et confratri nostro Huberto sacerdote, fratri viri religiosi et honesti fratris Lamberti, prioris ecclesie nostre, capellam nostram de Pitey que ad nos pertinet et prout ad nos pertinet, libere et absolute et pure propter Deum contulimus quamdiu vixerit obtinendam : dictus vero prior et prefatus sacerdos suus frater capellam predictam promovere et bona ipsius conservare et augmentare pro posse ipsorum tenentur.

In cujus rei testimonium eidem sacerdoti presentem nostram litteram dedimus et concessimus sigilli nostri munimine raboratam.

Datum anno Domini MCCI.XII mense februario.

*Cartulaire de l'abbaye de Flône,
Fol. LIX.*

VI

1263.

*Donation des dimes de Fallais et de Vieux-Waleffe par
Rigauld de Beaufort, chevalier, à l'abbaye du Val-
Notre-Dame.*

Ju Rygaus de Beafort, chevaliers et syres de Falaiz, fay conisable a toz cheauz ki ces letres veront et oront, ke je por lamor de Deu et por le salut de mon arme et de me feme et de mes ancessors et en restorier de toz nos mals, ke jay doneit en almone a le maison del Val-Nostre-Dame del Ordene de Cysteaz de ley Huy tote me deme grosse et menue de Vies-Waleve et de Falaiz ki est alues après le decès de my et de me feme. Et por chu ke ce soit ferme

chose et stable et ke nus de mes enfans ne de mes oirs n'y
puist mais rien clameir apres le deces de my et de me
feme sy mege mon saial en temognage de veriteit.
Che fut fait el an del Incarnation nostre Sagnor M et dois
cens et LX trois.

Abbaye du Val-Notre-Dame.

Carton n° 1, chartes de 1070 à 1300 (1).

VII

1266, 13 mai.

*L'Evêque de Liège confirme la donation des dîmes de
Fallais et de Vieux-Waleffe faite par Gilles et Rigauld
de Beaufort à l'abbaye du Val-Notre-Dame.*

Henricus Dei gratia Leodiensis episcopus dilectis sibi
in Christo abbatisse et conventui Vallis Sancte Marie
juxta Hoyum predictæ diocesis, Cysteriensis ordinis,
salutem in domino sempiternam. Justis petentium desi-
deriis dignum est nos facilem prebere consensum et vota
que a rationis tramite non discordant effectu prosequente
complere; eapropter dilecte in Christo vestris justis suppli-
cationibus inclinati decimam grossam et minutam villarum
de Fallais et de Vies-Waleve prout ab Egidio de Beafort
milite et Rigaldo ejus fratre post eorum decessum pie est
collata, sicut in litteris super hoc confectis quarum incar-
natio domini talis est: Actum in capitulo sancti Pauli
Leodiensis anno gracie MCCXL tertio in crastino Marie
Magdalene, quas vidimus et legimus et quibus fidem adhi-
bemus plenius continetur vobis et per vos domui vestre

(1) Une copie de cette charte, dont l'orthographe a été rajeunie,
se trouve dans le stock n° 1380, fol. 94.

predicte incorporantes auctoritate ordinaria tenore presentium confirmamus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc nostre confirmationis paginam infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beate Marie virginis matris ejus sanctique Lamberti martyris et nostram perpetuo se noverit incursum. Datum feria quarta in Pentecoste anno Domini MCCLX sexto.

Wilhelmus Greven facta collacione diligenti cum originalibus litteris que cum presenti copia concordant de verbo ad verbum.

Abbaye du Val-Notre-Dame.

Carton n° 1, chartes de 1070 à 1300.

VIII

1266, 23 juillet.

Lettre de confirmation et de reconnaissance de la donation des dimes de Fallais et de Vieux-Waleffe faite à l'abbaye du Val-Notre-Dame, par Rigauld de Beaufort, seigneur de Fallais.

Je Rigauld de Beaufort, chevalier et sire de Fallais, fait scavoir à tous ceux qui ces lettres veront et oront, que je et ma femme Madame Braimonde en nostre plein mariage avons donné en pure aumosne pour l'amour de Dieu et salut de nos ames et de nos ancestres nostre disme de Fallais et du Vieux-Waleffe et de Pitet, grande et menue, tout entièrement ainsy comme elle est, et que nous l'avons tenu, à l'abbesse et au couvent de la maison du Val-Nostre-

(1) Une traduction de cette charte se trouve dans le stock, n° 1380, fol. 95.

Dame, de l'ordre de Citeau lez Huy dans l'Evesché de Liége, ainsy que je Rigauld devant dit, l'aye tenu toute ma vie : et après mon décès l'aurat la maison devant ditte, quitte et en paix perpetuellement, sans nulle calenge, sous teles devises que nous en avons retenu huit muids d'espeaute tant seulement à profit de la chapelle de nostre chasteau de Fallais à un prestre qui messe y chantera, et vingt muids à une chappelle du Val-Nostre-Dame devant dit, dans laquelle nous voulons estre ensépulturés et vingt muids en pitance au couvent dessus dit, les jours de nos anniversaires, dix muids à l'une et dix muids à l'autre. Et de la menue disme entierement nous voulons qu'il en soit disposé à profit de nos filles du Val-Nostre-Dame devant dit, toutes leurs vies durantes, par congé, et par ordre de leur abbesse ; de laquelle menue disme les deux partes sont nostres. Et après leur décès, icelle suivrat quitte entièrement au commun couvent et le surplus du bled de la disme aussy. Et si faisons aussy à scavoir que la disme de Saint-Germain-Val, n'appartient pas à cette disme susditte et que nous ne l'avons point donné avec celle-cy. Et au lieu, ou nous avons donné ceste disme susditte en aumosne, et fait nos devises, furent présents messire Lambert le vesty de Fallais, frère Jean de Cortis, de l'ordre des Frères Mineurs, et frère Lambert de Liége son compagnon, sire Baudouin de Huy, nostre chapellain et madame l'abbesse du Val-Nostre-Dame, sœur Ide de Han, sœur Juette de Daivielh et sœur Margueritte de Warfuzée ; Mahau, ma fille, Rigauld et Colignon mes fils, Lambert de Vaulx, Henry de Tavines, et plusieurs autres. Et afin que ces choses soient fermes et stables et permanentes, si mettons nous nostre seel pour confirmer, et le seel monseigneur Lambert, nostre vesty. Ces lettres, et ceste donation en aumosne furent faittes et données, l'an de grace mille deux cents et soissante six au tiers jours du Saint-Jacques en fenal mois.

Cette donation fut ratifiée, confirmée par l'évêque de Liège Henri d'Enghien, au mois d'avril 1269.

*Abbaye du Val-Notre-Dame,
Stock de 1210 à 1499, n° 1380, fol. 96 et 97.*

IX

1269, 3 octobre.

L'archidiacre de Liège accepte le candidat présenté par l'abbé de Flône pour la chapelle de Pitet et charge le curé de Fallais d'installer le chapelain.

Magister M.... Dei gratia Leodiensis archidiaconus presbitero de Falais, salutem in Domino. Vobis precipiens mandamus quatenus vos personaliter ad ecclesiam seu capellam de Pitey accedatis et Hubertum presbiterum ibidem ex dono et institutione viri religiosi et discreti Laurentii quondam abbatis Flonensis celebrantem, auctoritate nostra in possessionem corporalem dicte ecclesie seu capelle inducatis, committendo eidem ex parte nostra custodiam reliquiarum et regimen totius ecclesie seu capelle predictæ, et hoc tribus hannis seu proclamationibus a nobis prius per tres dies festivos super sua presentatione et institutione peractis, quem quidem Hubertum ex presentatione viri religiosi et discreti Lamberti abbatis Flonensis admisimus ad deserviendum perpetuo in ecclesia seu capella predictacum perceptione fructuum ad dictam ecclesiam pertinentium tamquam ipsius capelle capellanum et investitum : nolentes quod predictus Hubertus deinceps super sua presentatione et institutione ab aliquo molestetur nisi aliquis institutionem ipsius Huberti a vobis ex parte nostra faciendam infra proclamationes contradixerit, quem contradicentem coram nobis ad diem competentem si quis

sit citetis de suo jure docturis ; hiis expletis a vobis predicto Huberto litteras vestras sigillo vestro sigillatas in signum mandati completi conferatis. Datum anno Domini MCCLXIX, feria II post festum beati Remigii.

*Cartulaire de l'abbaye de Flône,
Fol. LIX.*

IX^{his}

1269, 29 octobre.

Le curé de Fallais installe le chapelain de Pitet.

Vniversis presentes litteras visuris, Lambertus investitus ecclesie de Falais. Noverint universi quod ego ad mandatum viri venerabilis et discreti magistri M...., Dei gratia Leodiensis archidiaconus, dominum Hubertum presbiterum in capellam de Pitey corporaliter induxi tradendo eidem custodiam reliquiarum et regimen totius ecclesie seu capelle predictae tribus bannis seu proclamationibus prius super sua presentatione et institutione expletis, nemine contradicenti (1). In cujus rei testimonium presentibus sigillum meum duxi apponendum. Datum anno Domini MCCLXIX in crastino Apostolorum Symonis et Jude.

*Cartulaire de l'abbaye de Flône,
Fol. LIX.*

(1) Le mandat de l'archidiacre transcrit ici est le document précédent.

IX^{ter}

1277, juillet.

Procès au sujet de la collation de la chapelle de Pitet.

Jean, curé de Fallais, prétendant au droit de patronage, alléguait que la chapelle de Pitet était filiale de l'église de Fallais. L'official de Liège, Jean de Canges, annula la sentence de l'archidiacre qui avait été favorable aux prétentions du curé de Fallais, par une autre sentence du mois de juillet 1277.

*Cartulaire de l'abbaye de Flône,
Fol. LVIII v°.*

X

1281, 20 mai.

Réalisation des biens allodiaux laissés par Rigauld de Beaufort, chevalier, seigneur de Fallais, à ses deux filles, religieuses au Val-Notre-Dame.

A toz cheaus ki ces présens lettres veront et oront, li homes delle chiese Dieu fort cognestre veriteit. Conute choise soit à tos, ke l'an de grasces M. CC. quatre vins et on, le mardi devant l'ascension, vint por devant nos entre sainte Marie et sant Lambier à Liege frères Michies convers et maistres delle maison delle Vaz Nostre Dame delez Huy del ordene de Citeas. Et la apporta ils et no monstrat de par l'abbesse et le covent delle maison desoir dite lettres bin parlantes et bin sacliées de lor saial et ki chanteven kilh doneven poor à frère Michiel desurdit de

par leur maison de requerre et de prendre don et vestoire aowes de lor maison de tos les alues ou kilh gechent en terres, en prez, en bois, en cens, en rentes, en aiwe et en tot autres choises ki eskeus leur estoient de par mon sangnur Rigal, chevalier et sengnor jadi de Falais et de par madame Bremande sa feme père et mère à dame Clamenche et à dame Maroye sa seroir ki ja fut nonains et seroirs de lur maison devant dite et nos tantoist après chu en fesimes don et vestoire à frère Michiel maistre desorditte, et aowes delle maison deseurdite ens en paix comandeis si que droits et loy ensengne. A ceste vesture à faire et à totes ses devises chi par desor escrittes furent hommes delle chiese dieu sires Machons citains et eskevins de Liege ki le vestoire en fist, mesire Alars chapelens et professe delle maison deseurdite, Jacquemars de Saint Maron, maires de Liege, Sigiles Cramadars, Loys Surles et Cluris de Son Servais, skevins de Liege, Johans qu'on dit delle Rose, Johans Dans usirs del halle, Johans li Sors, Hermans advoweit de Mons, Loys et Radeles de Crotoir Eracle li fils Quarrez, maistre Alars li notaires et plusieurs autres. Et nos Renirs archiprestre de Liege à la requeste des hommes del Chise Dieu desur dis avons pendu à ces presens lettres nostre propre saial en tesmoignage de vérité. La date est deseur dite.

Abbaye du Val-Notre-Dame.

Stock de 1241 à 1616, n° 1382, fol. 32 v°.

XI

1284, 28 août.

Donation et ratification par Wichiers de Novoye chevalier, sire de Bouillon, au profit de l'abbaye du Val-Notre-Dame.

A tous chiaus ki ces lettres verront et oront ju Wichiers

de Novoye, chevaliers, sires de Builon salut à nostre signor. Conutte chouse soit à toz que j'ay quité à madame l'abbesse del Vaz Nostre Dame et à couvent teil part comme elle avoit en la terre de Gives et de Falais, liquel hiretage muet de part monsignor Rigaud de Beafort jadis signor de Falais soit en bois, soit en terre, soit en rente en queil lieu ke ilh saient et promes loiament en bonne foy ke ja encontre ne venray ne fray reveni ne par moy ne par autruy. Et par ce que che soit ferme chouse et estable j'ay saillée ce present lettres de mon propre saiel. Chu fut fait et escrit l'an de grace MCCLXXXIIII le lundi devant le saint Giles.

Abbaye du Val-Notre-Dame.

Stock de 1241 à 1616, n° 1382, fol. 33.

XI^{bis}

1292, 26 juillet.

L'archidiacre de Liège reconnaît le droit de patronage de la chapelle de Pitet, au profit de l'abbé de Flône, contre les prétentions de Nicolas, seigneur de Fallais.

In nomine Domini, amen. Universis præsentis litteras inspecturis, Wilhelmus Beick, archidiaconus Leodiensis, salutem in Domino. Capellania de Pitey nostri archidiaconatus nuper per mortem seu liberam resignationem domini Huberti quondam dicte capellanie capellani seu rectoris vacante, Wernero de Rennes clerico a discreto viro abbate de Flonis Leodiensis diocesis ad dictam capellaniam litteratorie nobis presentato... vir potens *Nicolaus, miles, dominus de Falais*, per suum procuratorem comparens coram nobis contra dictum Wernerum prout sequitur

proposuit : Archidiacone , dicit Nicolaus miles , dominus de Falais , coram vobis quod ipse miles verus est patronus capelle Santi Salvatoris site in monte de Pitey et sui predecessores fuerint veri patroni dicte capelle...

Lite igitur... legitime contestato, Nos jus dicendo pronuntiamus presentationem de dicto Wernero actam esse canonicam , etc. Datum anno MCCXCII in crastino beatorum Jacobi et Cristophori (1).

*Cartulaire de l'abbaye de Flône,
Fol. LXI v^o.*

XII

1303, 13 janvier.

L'évêque de Liège désigne deux chevaliers pour examiner les difficultés survenues entre Nicolas de Fallais, et l'abbé du Val-Notre-Dame.

Thibauld , par la grâce de Dieu , évêque de Liège à ses feaux Robert de Forchelhuels et Robert de Fermes , chevaliers , salut en tous lieux. L'an de grace mille trois cents et trois le dimenche après le jour de la Tresme , fut à nous séans en justice en nostre jardin à Liège remontré plainctivement par religieuse dame l'abbesse du Val-Nostre Dame lez Huy , que Nicolas de Fallais , chevalier , l'avoit désaisie de la disme de Fallais et du Vieux-Waleffe , dont elle avoit esté en bonne saisie. Nous , après avoir entendu la dite deplaine en fismes la remise à noble

(1) Le même jour , l'archidiacre prononce une sentence identique contre Jean , curé de Fallais , qui prétendait aussi au droit de patronage. L'archidiacre reconnaît ainsi le droit de l'abbaye de Flône.

home Alard, seigneur de Peers, nostre chevalier féal sur ce que nous devons faire. Lequel sur ce conseillé rapportat par jugement et par pleine sieulte de nos homes, lesquels estoient pour lors presents pardevant nous, que nous devons commettre deux homes, pour faire sur ce inquisition et scavoir la vérité des choses dessus dites.

Parquoy nous vous mandons et commandons sur la feauté, de laquelle vous est à nous obligés, que vous vous enquestiez diligemment de la vérité sur la saisie et desaisie susdittes, par tesmoins, sur ce produits, et mis en avant par la dite abbesse, et que vous appelliez pour ouyr jurer les dits tesmoins le dit Nicolas, chevalier et enqueste en estant faite diligemment vous nous la rapportiez fidellement enclose sous vos sceaux, le lendemain de la première journée d'estat à laquelle nous serons à Liège. Ce fut fait et donné les an et jour susdits.

Abbaye du Val-Notre-Dame.

Stock de 1210 à 1499, n° 1380, fol. 99.

XII^{bis}

1330, 22 avril.

L'archidiacre de Liège confirme le droit de patronage de l'abbé de Flône sur la chapelle de Pitet.

Post mortem domni Johannis dicti le Trenchant ultimi rectoris (capelle de Pithey), dominus Henricus abbas monasterii Flonensis Egidium clericum natum domini Johannis de Lardario militis nobis (Pirchevallo de Carreto archidiacono Leodiensi) presentavit, cui presentationi vir nobilis *Rigaldus, dominus de Fallais*, armiger se opposuit... deinde ad dictam capellaniam

sic vacantem Godefridum filium Waltheri de Asseche clericum nobis presentavit...

Nos, processu dicte cause diligenter inspecto.... jus dicendo per nostram sententiam diffinitivam pronuntiamus presentationem de predicto Egidio nobis factam per dictum abbatem esse canonicam... presentationem vero de dicto Godefrido nobis factam per dictum Rigaldum nunc militem fuisse et esse minus canonicam ipsique militi et dicto Godefrido in premissis silentium perpetuum imponendum ac ipsis imponimus, questione expensarum nobis reservata. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum majus duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo, feria quarta post misericordia Domini.

*Cartulaire de l'abbaye de Flône,
Fol. LIX v°.*

XII^{ter}

1346, 4 novembre.

*Le comte de Namur accorde quarante florins de rente
à Jean, seigneur de Fallais.*

Nous Guillames, contes de Namur, faisons savoir à tous que, pour le bon service que nos amés et foyables messires Jehans de Falays, chevaliers, nous a fait, et espérons que il et si hoir feront encore, nous luy avons donné et donnons cascun an hyretablement quarante florins de Florence de rente, ou monoie au vaillant, à payer à deuz paiemens l'an, la moitié au Noel et l'autre moitié à la saint Jehan

Baptiste ensuivant, lesquelz il tient, et si hoir après li tenront à touz jours de nous, nos hoirs et successeurs, contes de Namur, en foy et en hommage. Si nous en a li dis messire Jehans jà fait foy et hommage, et nous len en (*sic*) avons à nostre homme receu, et par tel manière et condition que toutes fois que il plaira à nous, ou noz hoirs ou successeurs, contes de Namur, nous porrons les dessus ditz quarante florins de Florence de rente racheter, le denier pour dys deniers, et de l'argent du rachat d'yceulz quarante florins li ditz messires Jehan, ou ses hoirs, à cui li rachas sera fais, doit et devra achater et acquerre rente hyretable dedens nostre conté de Namur, lequele rente il et si hoir devront tenir et tenront en fief et hommage de nous, nos hoirs et successeurs, contes de Namur, en semblable manière, comme il aront tenu les quarante florins dessus dis. Et le dessusdit rachat fait par nous ou par nos hoirs, li argent dou rachat doit estre et sera mis en sauves mains, dedens nostre ville de Namur, par le conseil de nous et doudit monseigneur Jehan ou de son hoir, à cuy on feroit le rachat, jusques à tant que rente hyretable sera trouvé dedens nostre conté, pour tel argent raemployer.

Lesquelz quarante florins de Florence dessusdis, ou monnoie au vaillant, nous avons assennés et assennons audit monseigneur Jehan, et à ses hoirs, à prendre, lever et recevoir, chascun an, à deuz paiemens, en si comme dessus est contenu, par sa main, ou de son certain message, sour les sys livres de viez gros, que cil de le baterie de nostre ville de Bovingne nous donnent cascun au hyretablement de la dierlire que il prennent à Andewain, dedans nostre conté, pour leur mestier. Et volons que nostre receveur de nostre conté, ne autres nulz qui que ce soit, prende ne lieve riens des dessus dites sys livres de vies gros, jusques à tant que li dis messires Jehans, ou ses hoirs apres li; sera payés plainement, à cascun paiement qui luy escherra de la

moitié des dessusdis quarante florins de Florence. Si mandons et commandons à ceulz de la batterie de nostre dite ville de Bovigne, que au souvent dit monseigneur Jehan de Falays, et à ses hoysr après li, il paient et delivrent, sans débat et sans attendre autre mandement de nous ne d'autrui de par nous, ou à leur certain message ces lettres apportant, ou la copie dessous seel auctentike, les dessus dis quarante florins de Florence, ou monioie au vaillant, à deuz paiemens ensi que dessus est contenu, en prenant lettres de quittance doudit monseigneur Jehan, ou de ses hoirs, de cascun paiement, par les queles il s'aquiteront de tant envers nostre receveur de nostre conté de Namur, et nos dis receveurs envers nous, des dessus dites sys livres de viez gros, que il nous donnent cascun an. En tesmoing desquelz choses nous avons fait mettre nostre seel à ces présentes lettres qui furent faites et données l'an de grâce nostre seigneur mil trois cens quarante sys, le semmedy quatre jours ou mois de novembre.

Par monseigneur le conte, J. de Courtray, li capellains.

Archives générales du Royaume.

Charte originale des comtes de Namur, n° 732.

XIII

1373, 9 octobre.

Testament de Jean, seigneur de Fallais.

In nomine domini amen; par le tenoire de chesti present puble instrument, a tous soit evidemment demostreit que l'an delle nativiteit nostre sangnour Jhesucrist milh trois cens septante et trois; le onseme indiction, le

nuefueme jour delle moys d'octembre a boure de complie de celi jour ou la entour, en le presenche de nous lez notairez et lez tesmoins souscrips a chu specialment appelleis et requis constitueis personclement noblez hons monsaignour Johans sirez de Falays, chevaliers delle dyocese de Liege, gisans en son lit, detenus et oppreisseis de grief maladie necdent en son bon sens et en bonne memoire existens si comme apparroit cleirement par son discreit regiment, considerans et remirans qu'ilh nest chouse si certaine que delle mort ne ausi chose si incertaine que delle houre delle mort, et afin que ilh fust prevenus contre le mort et que ilh ne trespasat de cesti siecle mortel sans faire ordinanche dez biens que nostre sirez Deu li avoit consentit a avoir en cesti mortel vie fist, devisat et ordinat son testament en le maniere que chi apres s'ensuet. Promiers volt, devisat et ordinat que sez debtez fuissent paieez, si torfays rendus et sez exeques faites en le maniere souscrite et selonc le fourme de nostre meire Sainte Eglise par le main de sez exeuteurs souscrips de tous ses plus appareilhiez biens moblez tantost apres son decez. Item volt, devisat et ordinat que a son sierviche naist tant soulement que vint chiergez et une noir drap à une blanke crois gisant a terre et que si foymens souscrips donent en pieus lieux pour Deu, por l'arme deli testateur dois cens florins a moton en lieu dez draps d'or et dez chendauz qui y estre poroient selonc le monde a sierviche de li testateur devantdite. Item lassat por Deu en lieu de doiaire al capelle de chastial de Falays avoike tote chu que ladite capelle at de revenue chinque cens florins a moton une foys a paiier lezqueis ilh volt y estre convertis en hiretage a oez delle dite capelle par le main de sez foymens souscrips afin que ladite capelle puist yestre deservie deiutement en temps advenir. Item lassat a vestit delle eglise de Falays vint muys de spialte hire-

table mesure de Huy lezqueis ilh ordinat que ilh soient acquis de sez biens moblez par le main de ses executeurs souscrips por faire chascun an perpetueilment son anniversaire en ledicte eglise. Item lassat por Deu et en pure almoine a covent des freirez meneurs de Huy por une pitanche et por prier por l'arme de li, trente muys de spialte mesure devant dite une seule foys a paiier. Item lassat a covent des croisiers de Huy por une pitanche ausi diex muys de spialte mesure devandite une seule foys a paiier. Item lassat por Deu al oeme (?) delle eglise Nostre Dame de Huy quarant florins a moton une foys a paiier. Item lassat a l'eglise delle Vaux Nostre Dame seiant asseis prez de Huy cent florins a moton une seule foys a paiier de queis ilh ordinat que ilh soient convertis en hirtage par lez mains de sez foymens souscrips par lequeil hiretage li abbesse et covent delle dite eglise sieront tenuwez de faire chascun an perpetueilment le anniversaire de li testateur devant dicte. Item lassat en pure almoine al abbeit et a covent delle eglise de Nuefmostier deleis Huy, quarante muys de spialte mesure de Huy une foys a payer lezqueis ilh volt estre convertis en hiretage par le main de ses executeurs, par lequeil hiretage lidis abbez et covent sieront tenus de faire chascun an perpetueilment le anniversaire de li testateur devant dite. Item lassat por Deu et en almoine a covent dez Precheurs de Liege trente muys de spialte, mesure de Huy, une seule foys a paiier lesqueis ilh ordinat ystre convertis en hiretage por faire chascun an son anniversaire en le maniere devant dite. Item lassat por Deu a covent des frerez meneurs de Liege por une pitanche trente muys de spialte mesure de Huy, une foys a paiier. Item lassat al abbesse et a covent delle eglise delle Pays Deu trente muys de spialte mesure devandite une foys a paiier lesqueis ilh ordinat estre convertis en redification delle dite eglise. Item lassat por Deu et en

almoine a chascun de sez bastars trois cens florins a moton une foy a paiier. Item lassat a chascune de sez bastardez dois cens florins a moton une foy a paiier, tous lesqueis florins ensi lassiez auz bastars et auz bastardez devandis ilh volt et ordinat que ilh soient convertis en hiretagez par le mains de ses executeurs souscrips et cez hiretagez ensi acquis lidis bastars et bastardez le tiegnent et aient hiretablement a savoir chascuns chu qui sierat acquis de se lasse, par condition teile que se li unc ou li pluseurs dez bastars ou bastardez devandis trespassoit ou trespassoient de cesti siecle mortel sens avoir hoir loial de lours corps venant a parfait eiage de quinze ans que li hiretagez de celi, de celle ou de chiaus ensi trespasseit revenrat hiretablement a chastial et sangnorie de Falays. Item lassat por Deu et en almoine a Ysabilhon filh Jamar Werar jadite de Falays cent florins a moton une foy a paiier. Item lassat por Deu a Maroy de Seyve cent florins a moton une foy a paiier. Item lassat por Deu et en pure almoine a Ysabilhon et Maroy dessusdictes tous sez vestimens a enweile parchon entre ellez a departir. Item lassat por Deu et en almoine a Johan de Borgiez son bastar unc cheval qui est appelleit viron. Item lassat por Deu et en pure almoine a Waltier son varlet unc cheval qui est baiärs et cent florins a moton une foy a paiier. Item lassat a Thomas son varlet Morial de Broives et cent florins a moton une foy a paiier. Item lassat a Colgnon le fostier unc poutren et cent florins a paiier une foy. Item lassat a Johan de Warnans son varlet unc cheval qui fut le fostier et cent florins a moton une foy a paiier. Item lassat a sez varles dessusdis tote son hernas d'armez de weire a enweile parchon entre yaus a departir. Item lassat a damme Johanne mesquine de chastial vint muys de spialte une foy a paiier. Item lassat por Deu a damoiselle Maroie chamberiere a madammine de Falays vingt doblez motons une foy a paiier. Item

lassat en almoine a Houghnal le vachstal diiez muys de spialte mesure devant dite une fois a paiier. Item lassat a Giloton dite Lotheie vint muys de spialte mesure devant dite une fois a paiier. Item lassat por Deu a Johan le mariscal de Wigneiez le moitie de chu qui li doit d'arier trescens. Item lassat en almoine a Libier dite Liboreie le moitié de chu qui li doit darier trescens. Item lassat por Deu et en almoine a Colar Hustmar le tierche de chu qui li doit darier trescens. Item lassat por Deu et en almoine a Thiri de Verlens cent florins a moton une fois a paiier. Item lassat en almoine a Johan de Falays clerc notaire souscrite cent florins a moton une seule fois a paiier. Item lassat por Deu et en pure almoine a Libilhon, Johanin et Yermar varles servans a ses cheruwez, a chascun d'yaux diiez muys de spialte mesure dessusdicte une fois a paiier. Item, lassat a l'opinial chinque muys de spialte une fois a paiier. Item lassat tote le strint delle hosteit, chevaux de cheruwe, hernas de cheruwe, vachez, berbis, porchiaz a celi a cuy li chastial de Falays parvenrat. Item lassat a sa chiere compangne madamme se femme, le chastial, le cour de chastial, les viviers de Falays, le pres entre doys vilhes, le preis en wasenierez a avoir et possideir tant que elle soy tenrat de remarier et tantost que elle soy remarierat ou que elle trespaserat de cesti siecle mortcil revenront lidis chastial preis et viviers a plus proisme hoir marle de li testateur. Item lassant a monsangneur Lambert sangneur d'Uppey chevalier quatre cens libvres de parisis que tres noblez et puissans princhez li dus Albier li devoit darier cens de sa rente delle sivez (?). Item lassat al dicte monsangneur Lambert, sangneur d'Uppey lez pensions de viez et de novial eskeviez que li maistrez et communauteit delle vilhe de Huy li devoient. Item lassat a madamine se femme tous ses pos, escuelez d'argent, et generalment tote son vasselment d'argent.

Item lassat alditte damme le moitie de totez ses revenuwez delle aneie presente. Item lassat a monsaigneur Jake sangneur de Gounez chevalier trois cens florins a moton une foys a paiier et le miedre coursier qu'ilh avoit. Item lassat a monsangneur Lambert de Gounez chevalier quinze muys de spialte hiretablez lezqueis lidis testateirez rescokit une temps passeit contre un homme de Namur a queil lidis monsangneur Lambert de Gounez les avoit vendus. Item lassat por Deu et en almoine auz enfans Henri de Geyve genre a sangneur de Gounez, dessusdite trois cens florins a moton a enweile parchon entre yaux a departir et une foys a paiier. Item lassat a Lambert fis monsangneur Lambert de Gounez dessusdite cent florins a moton une foys a paiier. Item lassat a Colar de Buisson dois cens florins a moton une foys a paiier. Item lassat por Deu a Gerar le Keu diiez muys de spialte mesure devant dite une foys a paiier. Item volt et ordinat lidis testateirez que li remanans de tous sez hiretagez parvengne a celi a queil li maison de Falays devrat parvenir hiretablement. Item ordinat lidis testateirez que li foymens souscrips fachent rason a sangneur de Wesemale de chu que doneit fut a madamme meire alditte saingneur en mariage. Item volt, devisat et ordinat que tous chiaus qui obligiez sont enver li pardevant les eskevins de Falays soient quittez de lour obliganche. Item volt, devisat et ordinat que les chosez dessusdictez aempliez ilh soient pris en ses biens moblez diiez milh florins a moton lesqueis ilh volt et ordinat que ilh soient convertis en hiretage par les mains de ses foymens souscrips et que madamme se femme dessusdite tiegne et posside tant et si longiment que elle soy tenrat de remarier les hiretagez acquis des dyez milh florins dessusdis et tantost que elle soy remarierat ou que elle trespas-serat de cesti siecle mortel que lidis hiretagez acquis des diiez milh florins dessusdis revengnent a plus proisme

hoir marle de li testateur en teil maniere comme li chastial devantdis. Item lassat lidis testateirez tote le remanant de sez biens moblez en le disposicion de sez foymens souscrips. Item devisat et ordinat que se si foymens souscrips ou li unc dyaus astoient rebellez d'aemplir son present testament que cheli ou chiaus qui rebellez sieroit ou sieroient fust ou fuissent priveis de lour lasse et qui li lasse de celi ou chiaus ensi rebellez revengne a madamme femme de li testateur. Item volt et ordinat que se ilh at en son present testament aliquele chose obscure, mal declareie ou de doble entendement que si foymens souscrips le puissent declareir, interpreter et amendeir selonc l'ordene de droit. Item volt et ordinat que se li unc ou plusieurs de ses foymens souscrips trespassoient de cesti siecle anchois que son present testamens fuist aemplis que li autres demorans en vie le puissent mener a deiute perfection, et por son present testament aemplir et mener a deiute execution lidis testatoirez, enlisit foymens et executeurs sa chiere compagne et espeuse dame Felicitas sa femme dessusdite, mon sangneur Lambert, sangneur d'Uppey, monsaigneur Jake sangneur de Gounez, monsaigneur Lambert de Gounez chevaliers et Colart de Buisson dessusnomcis a queis il donat plein poir, auctoriteit et especial mandement de useir de tous ses biens selonc le fourme deseur deviseie por yaus deduire a deiute execution, et por son present testament autres miez y estre de viertut, lidis testateirez rappellat tous testamens, laissez, devisez et totez ordinanchez que fait avoit le temps passeit, desirans cesti sien present testament y estre de viertut et volt que chesti siens presens testamens vailh soit par droit de codichille ou par autre droit que testament puet et doit miez valoir de totez lesquelles chosez dessusdictes lidis testateirez en nom de li et de tous chiaus a cui ilh en puet appartenir en temps advenir demandat a nous les notairez souscrips une ou plusours

publez instrumens. Che fut fait en une chambre qui astoit appelee chambre dudit saigneur testatour seiant au chastial de Falays l'an, le indiction, le moys, le jour et houre dessusdis en presenche de religieuz, discreis et honestez hommez freire Johan de Florinez lecteur en covent dez freirez meneurs en Liege, freirẽ Michiel de Marchinez gardier de covent des freirez meneurs de Huy, maistre Ameile Flokelet citain de Liege, Hankinet de Verlens tailhour de draps, Hankinet delle Sarte manant a Falays et plusours autres tesmoins del dyocese de Liege a chu specialment appelleis.

Item lan, le indiction, le diieseme jour delle moys d'octembre dessusdis a houre de vespre de celi jour ou la entour en presenche de nous les notairez et les tesmoins souscrips a chu appeleis adjostat et ordinat lidis testateurez existens en bon sens et bonne memoire avoike son ordinanche deseur escripte les choses souscrivez. Premiers, adjostat et ordinat que Henris de Geyve dessus-nomeis soit foymens et executeurs de li testateur donans aldite Henri teile provissanche de useir des biens de son execution comme aux autres foymens dessusdis, si lassat aditte Henry doys cens florins a moton une foys a paier par condition teile que en cas que li dis Henris refuseroit entreprendre en li avoike les foymens nomees en l'ordinanche devantraine le fays de son execution que ilh soit priveis delle lasse de dois cens florins des dessusdis et que Johans d'Ogny fust et soit foymens et executeurs en lieu delle ditte Henri. Item lassat a Johan d'Ogny son cousin dessusdite cent et cinquante florins a moton une foys a paier. Item lassat a Gerar le cherpentier clerc vint muys de spialte mesure de Huy une foys a paier. Item lassat a Mathelot de Rieu diiez muys de spialte mesure devant dite une foys a payer. Item lassat a Yernoton et Francholet de Fleron a chascun dyaux diiez muys de spialte mesure des-

susdite une foys a paiier. Item lassat a Hubier le Fevre de Falays trente muys de spialte mesure dessusdite une fois a paiier. Item lassat a Pirar de Chipley quarante muys de spialte une foys a paiier. Item lassat a Johan de Chipley quarante muys de spialte une foys a paiier. Item lassat a Johan Philippe diiez muys de spialte une foys a paiier. Item lassat a Waltier le fostier de Housial chu que lidis Waltiers li devoit. Item lassat a Johan Hopri dyez muys de spialte une foys a paiier. Item lassat a Johanne se bastarde de chu que sire Arnuls vestis de Draus lui devoit dez paiemens qui eskeius astoient de une pension annueie de diez muys de spialte de pension que lidis sire Arnuld li devoit; et les paiemens qui eskeius astoient payez ilh ordinat que li dis sire Arnulds soit quittez et assous de payer le dite pencion. Item lassat a monsaigneur Lambert de Gounez chevalier avoike tote chu que lassiet li at en l'ordinanche devantraine cent florins a moton une foys a paiier. Item devisat et ordinat a que tous foymens dessus nomeis anchois que ilh soy puissent entremettre de sa dite execution ne que ilh mettent le mains aus biens delle dite execution que ilh creantent en lieux de seriment yaus carchant de son arme d'acomplir entierement tote chu que en son ordinanche presente et ausi deseur escripte est deviseit et escripte dedens dois moys apres son decez; chu adjosteit que se ilh ne trovoient a vendre hiretages por employer tote ou en partie les florins lesqueis ilh at ordineit y estre convertis en hiretage selonc l'ordinanche dessus-escripte que chis dis florins soient mis a une cange ou bonsemblerat a dis foymens por la demoreir en warde juske a tant que hiretage sierat troveis a vendre por faire chu que par deseur est ordineit. Item volt et ordinat que l'ordinanche deseur escripte ne soit point infrainte par cesti presente addition lequeile ilh ratifiat et volt que li une avoike l'autre vailh par totez manierez que testament et

volenteit dairaine puet et doit miex valoir, totez lesquelles chosez desur escriptes ilh volt et comandat estre redigiez l'une avoike l'autre par nous les notairez souscris en une ou pluseurs publez instrumens. Che fut fait en une chambre ou chastial de Falays en presenche de hommes religieux freire Johan de Florinez, freire Michel de Marchinez dessus nommeit, Arnuld fis monsaigneur Arnult le Vilen de Marnesse, chevalier jadicté, Andrier le Buisson et Gerar fis Gerar le bochier de Latinne tesmoins delle dyocese de Liege, a chu appelleis et requis.

Et ego Johannes Apostolis alias Rocheffors, presbyter, investitus ecclesie de Fallais, dyocesis Leodiensis, publicus auctoritate imperiali notarius, quia suprascriptis rebus omnibus et singulis una cum discreto viro magistro Johanne de Fallais clerico, publico auctoritate imperiali et curie Leodiensi notario, meo in hoc contabellione et testibus premisis presens interfui, ideo hoc presens publicum instrumentum per ipsum et me confectum ejus manu scriptum et suo signo signatum, meo signo publico consueto signavi rogatus, superscriptionem in XIII^a linea videlicet hanc *une fois a paiier*; item in XXXII^a hanc *li dux Albert*, ad probat.

Et ego Johannes de Falays clericus dyocesis Leodiensis, publicus auctoritate imperiali et curie Leodiensis notarius, quia omnibus et singulis rebus suprascriptis una cum discreto viro domino Johanne Apostolis investito ecclesie de Falays, meo in hoc contabellione et testibus predictis presens interfui. Ideo hoc presens publicum instrumentum per nos confectum mea manu propria scriptum et per dictum meum contabellionem suo signo consueto signatum, meo signo publico consueto signavi rogatus, superscriptionem in XIII^a linea videlicet hanc *une fois a paiier*, item in XXI^a linea hanc *li dus Albier* approbo. S. Jo. F.

Charte originale de l'abbaye de Saint-Jacques.

Archives de l'Etat à Liège.

XIV

1374, 11 janvier.

*Approbation du testament de Jean, seigneur de Fallais,
par l'official de Liège.*

Nos officialis curie Leodiensis, notum facimus universis et singulis presentes litteras inspecturis et audituris quod testamentum nec non universas et singulas ordinationes ac dispositiones extremas nobilis et strenui viri domini quondam Johannis domini temporalis ville de Falais militis, Leodiensis dyocesis, omniaque et singula in illis comprehensa et conscripta in litteris quibus cedula presens est infixata iuxta formam et continentiam litterarum earundem auctoritate nostra ordinaria confirmamus, approbamus et laudamus. Insuper honorabiles viros dominos Lambertum de Upeyo, Jacobum et Lambertum de Gounes, milites, Henricum de Geve, Nicholaum de Busson armigeros ac dominam Felicitatem ipsius domini Lamberti de Upeyo filiam, dictique domini de Falays testatoris relictam legitimam executores et executorio nomine testamenti pretacti super eo quod de bonis per testatorem eundem relictis nullum fecerunt inventarium ab excommunicationis sententia quam propter hec auctoritate statutorum synodaliū Leodiensium incurerunt absolvimus et super computatione vel ratione de bonis ipsis nobis aut sigillifero nostre curie predictae facienda seu reddenda presentium tenore quictamus et remictimus ipsis hujusmodi computationem in posterum faciendam. Ipsos que abonere dicte executionis in quantum ad nos pertinet vel pertinere poterit in futurum absolvimus per presentes. Nostre tamen

intentionis existit quod per premissa non volumus juri cujuslibet alterius derogare, scilicet quod omnium et singulorum illorum, quos hec tangere vel concernere possent aut possunt super istis, jura remaneant illibata et illesa et quod prenominati executores, contra suos adversarios omnes et singulos de casibus ad nos vel nostram jurisdictionem spectantibus, teneantur stare juri coram nobis vel alio judice competenti. In quorum omnium testimonium sigillum majus dicte nostre curie duximus litteris presentibus apponendum. Datum anno a nativitate Domini millesimo CCCLXX quarto, mensis januarii die undecima. Jo. Baert quoad remissionem computationis predictæ.

*Charte originale de l'abbaye de St-Jacques.
Archives de l'État à Liège.*

XV.

1373, 9 novembre.

La duchesse Jeanne de Brabant termine les difficultés survenues entre Jean, seigneur de Wesemael, et Félicité d'Oupey, veuve de Jean, seigneur de Fallais, au sujet de la succession de ce dernier.

Jehanne par la grace de Dieu, ducesse de Luccembourg, de Lothier, de Brabant, de Lymborg, et marchoise dou Saint-Empire, faisons scavoir a tous que, comme discors et debats, fust esmeus entre messire Jehan, seigneur de Wesemale, d'une parte, et damme Felicitas, fille messire Lambert d'Oppey, femme messire Jehan, seigneur de Fallays jadis, d'autre, a l'occasion dou chasteal, ville et biens de Fallays, qui mouvent de nous en fief et aussi à l'occasion de tous autres biens, fiefs, catteis (!) meuble et heritage en quel pays et seigneurie que giser peuvent,

qui demoureis estoient de iadit messire Jean, seigneur de Fallays. Si sen sont les amis de chascun costé si avant melleit que pour faire amour et accorde entre yaulx les ont tellement adrechiet, que messire Jehan de Wesemale devant dit pour lui, ses hoirs et successeurs d'une parte, et messire Lambert d'Oppey, pour lui et sa dite fille, d'autre parte ; s'en sont tournez sour tel dit et ordenance que de che voulions dire ou faire dire. Et pour ce mesme dit ferme et estable tenir, est venus messire Johan de Wesemale pour lui, ses hoirs et successeurs d'un costé, et messire Lambert d'Oppey pour lui et damme Felicitas, sa dite fille, d'autre costé ; par devant nos hommes de fieff, asscavoir : par devant messire Jehan, seigneur de Bouchout ; messire Jean d'Aa, seigneur de Grimbergen et de Gruythuisen ; messire Bernart, seigneur de Borgneval ; messire Guillaume de Spontin ; messire Jacques de Ruppemont, chevaliers ; Costyn de Berchem, fils messire Costin ; Costyn de Ranst, fils Wauthier et Willaume Truwant, escuiers ; et ont promis et en convent sous leur fois et creance et sour yaulx, et le leur, et sour une payne de dys mille viez escus a ceux de nous estre fourfaits, de celui qui notre dict et ordonnance, qui ce diriens ou feriens dire, ne tenist ou alencontre fesist en tout ou en partie, qu'il tenroit, et adempliseront sans aucun contredit ou tel dict et ordonnance, que des biens doudit seigneur de Fallays soient fief chatteis ou héritaige dirons ou ferons dire lequelle promesse ensi faite et toutes choses demandés et responsez bien entendues et nous bien sour toutes choses conselliée et avisée, avons dit et fait dire que damme Felicitas fille messire Lambert d'Oppey, femme a jadit messire Jehan, seigneur de Fallays, doibt avoir et retenir paisiblement et feaulement au telle douaire que messire Johan, seigneur de Fallays, ses maris iadit, lui avoit fait et promis, en traicté et convenances de mariage fait d'yaulx deux ;

et qu'elle doibt retenir et avoir les dys mille motons que le dis sires de Fallais li at laissiet en son testament et que de ce doit faire sa pure volenteit, sans en faire aucun restoir ou rendaige audit seigneur de Wesemale, a ses hoirs ou successeur, et de ce donrat le dis seigneur de Wesemale ; ensi que hoirs et plus proismes dou seigneur de Fallais, jadis, bonne quitance a le dite dame Felicitas, en laquelle il en quicterat ledit dame Felicitas, ses hoirs et successeurs, les feumains et testamenteurs et tous autres, a cui quitance en poirait appartenir, pour lui, ses hoirs et successeurs, et que a yaulx à leur hoirs et successeur iamais rien n'en demanderat en tamps advenir, encore retenrat la dite dame Felicitas tous les biens meubles qui demourez sont doudit seigneur de Fallays iadis, si avant que il les avoit possesseit et eskeus lui estoient en tamps qu'il vivoit. Et parmi ces convenanches et chouses doibt le sires de Wesemale, devant dit, mettre main à chastel, ville et bien de Fallays devant nommez soient fiefs ou héritaiges, et aussi à tous autres biens que le sires de Fallais audit gissans en le conté de Los ; en le Royalme de Franche et autre parte sauf chou que damme Felicitas devant dit, sans empeschement dudit seigneur de Wesemale des dis biens auerat les usufruits et meubles eskeus a jour que ledis sires de Fallays moiry, doit li dis sires de Wesemale lever et avoir les pourfis des dis biens sans calenge de... ; celluy encore doit et paer le dite dame Felicitas pour meneir, et faire meneir tous les biens meubles que demoire le sont dou dit seigneur de Fallays et quelle at sour le chastel de Fallais et dedens le basse court hoers doudit chasteal de tous autres biens la ou elle lez a plus toist qu'elle poirait sans maelengien et a ce ne li ferat lidis sires de Wesemale ne personne nulle des grief ne empeschement en nulle maniere sauf toutefois que les arbalestres et artellerie appartenans a la dite maison et chasteal y seront laissiet toute

fraude et mailengien hoers mis. En tesmoignaige de seurte desquelles chouses, nous le ducesse et nos ses hommes de fief deseur nommeis avons mis nos seaux a ces presentes et pour ce que nos Jehans, sires de Wesemale, et nos Lamber d'Oppey, chevalier, devantdis cognessons nous ainsi avoir obligiet et ensi fait, dit, estre dit, entré nous par ma redoubtee dame le Ducesse devant dite; avons promis et promettons sour notre foy et creance et sour le peine devant nommée ensi que promis avons devant les hommes de notre redoubtee damme le Ducesse devant dis, toutes chouses escripts de dens ces presentes lettres a tenir ferme et estable, et faire tenir de nous et de nostres a tous iours, mais si avant qu'il touchent ou pouvent toucher a chascun de nous toute fraude et maelengien hours mis; et avons en fermeteit et seurteit de ce mis nos saiaux a ces presentes. Donnez a Bruesselle neuf jourz en novembre l'an de grace mille trois cens sixante treze.

*Manuscrit n° 833 de la bibliothèque
de l'Université de Liège, fol. 91.*

XVI.

1373, 9 novembre.

*Jean, seigneur de Wesemael, ratifie la transaction imposée
par la duchesse Jeanne de Brabant, au sujet de la succe-
sion de son oncle, Jean, seigneur de Fallais.*

A tous cheauls qui ces presentes lettres verront et oront, Jou Jehans sires de Wesemale, de Fallais et maresscal de Braibant, saluit. Sachent tout que comme ma tres chere et redoubtee dame madame le ducesse de Luccembourg et de Braibant ait dit ou fait dire en sa pronunciation pro-

nunchiee entre messire Lambiert d'Oppey, et dame Felicitas sa fille d'une part, et my, mes hoirs et successeurs d'autre part, que les dys mille moutons que mes oncles messire Jehans, sire de Fallais at laissiet en son testament a le dite dame Felicitas doivent demorer et suiwir le dite dame Felicitas, et que faire en porrat sa propre volente sans les restoirer, ou rendre, a my, a mes hoirs et successeurs, pour chou en ai quiteit et quite parmy ces presentes ensi que hoirs marles et plus proismes dou dit seigneur de Fallais mon oncle jadis, ledite dame Felicitas, les feumains et les testamenteurs de mon dit oncle, leurs hoirs et successeurs, et tous autres a cui quitance en puet ou deverat appartenir. Et ai enconvent et promech parmy ces lettres que jamais riens n'en demanderai, ne ferai demander a ledite dame Felicitas, a feumains et testamenteurs de mondit oncle le seigneur de Fallais iadis, ne a leur hoirs et successeurs en nulle maniere des dys mille moutons par le tesmoignaige de ces lettres saieleez de mon saiel. Donnee l'an de grace mil trois cent saisante et treze le neuffisme jour de novembre.

*Charte originale de l'abbaye de Saint-Jacques.
Archives de l'État à Liège.*

XVII.

1373, 19 novembre.

Contrat entre les exécuteurs testamentaires de Jean, seigneur de Fallais, concernant les legs laissés aux enfants naturels de ce dernier.

In nomine Domini, amen. Per le tenoire de cesti present puble instrument, a tous soit evidenment demostreit que l'an delle nativiteit nostre sangneur Jhesucrist mil trois

cens septante et trois, le doseme indiction solonc le stile delle court de Romme et onseme solonc le stile delle court de Liege, le dyesnufueme jour delle moys de novembre, a heure de vespre de celi jour ou la entour, constitueis personnelment noblez personez monssr. Lambert, sangneur d'Uppey, chevalier, dame Felicitas sa fille, jadite espeuse et relicte de noble homme monssr. Johan jadikte sangneur de Falays, chevalier, monssgr. Jake, sangneur de Gounez, monssr. Lambert de Gounes, chevaliers, Henris de Geyve et Colar de Buisson tuis delle dyocese de Liege, foymens et exequeurs delle testament et volenteit dairaine le jadikte monssgr. Jehan. sangneur de Falays, liqueis foymens et executeurs devant nomeis disent et exposent que si ilh advenoit en temps advenir que alqueiles personnes ecclesiastez ou seculieiz, que eiles quelles soient, traient enc ause l'unc ou plusieurs d'yaux ou yaux tote ensemble pardevant queil justiche que se soit, ecclesiastez ou seculie, a yaux deniant alqueles dedtez ou torfays pour le jadikte monssgr. Johan, jadikte sangneur de Falays, que de tous frays, costez et despens que ilhs sostenront ou sostenrent ou soutenir poront alle occoision des chosez dessus dictez, seront vrays compars et confreres et participans ensemble sans fraude ou malengien. Item, disent, recognurent et confessent li dis exequeurs que comme li jadis monssgr. Johan jadis sangneur de Falays en son testament et dairaine volenteit en le queile ilhs trespasat, awist laissiet a chascun de ses bastars trois cens florins a moton et a chascune de ses bastardez doys cens florins a moton de bon or, tous les queis florins lassiez auz bastars et bastardez dessusdis, li dis testateirez commandat a y estre convertis en hiretage a oez dedis bastars et bastardez solonc le fourme, manire et condicions contenuwez en le instrument delle testament dessusdite ; et comme li dis foymens ne powissent, si comme ilh disent, trover hiretagez

venals pour employer les florins lassiez auz bastars ou bastardez chi desous nomeis, et ausi pour eskiweir lez peuls qui avenir pulent et sont plusieurs foys venus de florins mis a canges, lidis foymens recognurent, de comon acort fait entre yaus, avoir mis et trait pardever yaus et en leurs govrenanche lez bastars et bastardez chi apres nomeis avoike les lassez a yaus lassiez en le testament dessusdicte, a savoir lidis monsangneur Lambers, sirez d'Uppey et dame Felicitas sa filhe, Colin et Thomas bastars delle dite testateur susciteis de Maron de Seyve avoike le lasse pour chacun d'yaux de trois cens florins a moton de bon or. Item monssgr Jake, sirez de Gounez, Rigal susciteit de Catherine fille Bruton et avoike le lasse lassie aldite Rigal en le dite testament de trois cens florins a moton. Item monssangneur Lambert de Gounez, Johan susciteit de Ysabilhon fille Jamar jadite Werar de Falays et avoike le lasse delle dit Johan de trois cens florins a moton. Item Henris de Geyve, Jamoton susciteit delle dite Ysabilhon et avoike le lasse delle dit Jamoton de trois cens florins a moton. Item Colard de Buisson Katherinet susciteie delle dicte Ysabilhon et Catherinet susciteie delle dicte Catherine fille Bruton, bastardez delle dicte testateur, avoike les lassez lassiez auz dois dictes bastardez ; a savoir pour chascune dois cens florins a moton semblans auz florins dessusdis : totez lesqueiles lassez dessusdictez, a savoir lidis monsangneur Lambert, sires d'Uppey et dame Felicitas et chascuns por li et por le tote les lassez del dicte Colin et Thomas ; monsangneur Jake, sire de Gounez le lasse delle dite Rigal ; monsangneur Lambert de Gounez le lasse delle dite Johan ; Henris de Geyve le lasse delle dite Jamoton et Colars de Buisson les lassez des dois bastardez dessusdictes ; promisent et orent covent et chascuns d'yaus par lours foys sor ce creianteiez en le main de moy puble notaire subscribe chu stipulant, en lieu de seriment, de rendre et restituer

l'unc a l'autre les lassez devant dictez totez foys que hiretagez sieront troveis venals pour employer lez lassez dessusdictez. Et por tote chu rendre et payer, ensi comme deviseit est, lidis foymens ont obligiet et obligent l'unc enver l'autre, yaus et tous lours bins moubles et non moubles presens et advenir par tote ou ilhs les ont et avoir pulent et les ont mis en droit, en loy et en abandon de tous sangneurs et justiches pour prendre, saisir, leveir et vendre juske a plaine satisfaction des lassez dessusdictez. Et renunchont lidis exequiteurs tant come a chu a totez exception, a tous fiez, homagez, warans, borgesiez et franchyes de vilhes et nomeiement a tote chu qui aidier et valoir leur poroit, pour aler contre le tenoire de ceste present puble instrument. Che fut fait ou chastial de Falays l'an, le indiction, le moys, le jour et heure dessusdis en presenche de homme honorablez, Henri dite Polrial de Waroiz, Cristien dite Beyne, Thomas Peurial de Falays et plusieurs autres tesmoins delle dyocese de Liege, a chu specialement appeleis et requis. Et nous tous, li foymens et exequiteurs dessusdis, en confirmation, corroboration, approbation et tesmongnage de tote chu que pardesour est deviseit, avons et chascuns de nous par li appendut notrez proprez sayalz a cesti present instrument fait et doncit comme devant est contenu. Et. Ego Johannes de Falays dyocesis Leodiensis publicus auctoritate imperiali (indéchiffrable)

Charte originale de l'abbaye de Saint-Jacques.

Archives de l'État à Liège.

XVII^{bis}.

1472, 29 avril.

Erection d'un franc marché à Fallais.

Loys de Bourbon par la grace de Dieu evesque de Liege, duc de Builhon et conte de Looz : A tous ceulx qui ces presentes lettres veront et ouront, salut. Comme puis nagaires de la part de nostre tres chier et tres aine cousin messire Henry de Borselle, conte de Beaupreit, sengneur de la Vere et de Fallais, chevalier, conseiller et chambellan de nostre tres honnore et doubte sengneur freire et cousin monseigneur le duc de Bourgonge, nous ait este remonstre comment, tant au moyen de ce que la ville dudit Fallais est presentement desolee et les manans et habitans en icelle aprovriz al occasion des guerres et divisions qui ont regne et eu cours en noz pais et seignories, et que a lenviron dudit Fallais na aucune bonne ville marchande ou icellui nostre cousin et lesdis de Falais puissent recouvrer viveres et aultres chouses pour leur entretenement, aincois fault quilz voient ou envoient querir leurs provisions en bonnes villes lonctaines dudit Falais a grant costes, frais et despens; dont seiroit mestier a nostre dit cousin de illecques avoir ung franc marchie qui se y tiendroit la sepmaine une fois, assavoir par jour de jeudy et le queile jour seroit le plus convenable quant a ce et de mains de prejudice ou amenrissement des marchies qui se trouvent en aultres lieux voisins; en nous suppliant tres humblement nostre plaisir estre lui sur ce pourveyr et ordonneir, outroyer et lui accorder le dit franc marchie audit Falais : savoir faisons que nous, les choises dessus dictes considerees, en aiant regard aussi a l'aliance et affinite estant entre

nous et messire Wolfart de Borselle, conte de Boucam, nostre cousin aussi conseiller et chambellan de mondit sengneur le duc, a cause de l'aliance de mariage de lui et de madamme Charlotte de Monpensier nostre cousine sa femme. Et quil est et le trouvons tres enclin a remettre sus et en estat la dicte ville de Falais desolee, comme dist est ; desirans la ressource et relievement des subges, manans et habitans dicelle ville ; inclinans a sa dicte requeste, audit nostre cousin de la Vere avons octroye et accorde, ouctroyons et accordons par ces presentes ung franc marchie pour icellui marchie tenir audit Fallais doresenavant la sepmaine une fois a jour de jeudy ; lequeile jour ordonnons par ces dictes presentes ; pour cesti cause, et ouqueil marchie toutes denrees, marchandises et provisions pourront estre achetees, vendues et distribuees par toutes et queilconques personnes que mestier en auront ou qui sen voudront entremetre, ainsy quil appartient et quil est acoustume de faire en teile cas. Si donnons en mandement a nostre bailly de Mouha et a tous aultres nous officiers cui ce regarde, que cestui nostre present ouctroye et ordonnance ilhz publient es lieux voisiens dicelle ville de Falais quil appertiendra, affien d'en advertir ceulx a qui le dit marchie pouroit prejudicier ; en donnant et assignant jour a ceulx qui se sentiront, diront en ce preudicez a comparoir par devant nous et nos tres chiers et feaulx les president et gens de nostre grant conseil estans lez nous, pour declareir les causes de leur dit prejudice et au surplus leur pourveir touchant ceste matciere commil appertiendra. Car ainsi nous plait il et le voulons estre fait. En tesmoing de la queile chose, nous avons fait appendre nostre seel de secreit a ces meismes presentes. Donne en nostre ville de Saintron le penultime jour du mois daveril lan mil quatre cens soixante et douze.

Cour de Fallais, reg. n^o 34^{bis}, reliefs de 1472-1545.

XVIII.

1482, 27 août.

Extraict hors d'un vieux cayer reposant es archives du Conseil privé de Son Altesse Sérénissime à Liège, ayant pour titre : Extraict des registres et papiers, etc., touchant Fallaix et Viewvaleff.

Sour ce que nostre sire tres redoubte seigneur et prince Monsieur de Liege avoit ordonneit, commandeit d'estre prest en armez avecqz lez laditte bonne ville pour tireit az champs sour les anemis, id. (sic) requis et demandeit a Monsieur le conte de Grandpret et de Bochain, seigneur de la Vier, de Fallaix, donnoit un cheval selleit et abilhiet pour porter le standart en l'armee pour laditte bonne ville avecque mondit seigneur de Liege, ses pais et subges. Il avoit aujourd'huy daulte di cest, envoiet par ses serviteurs ung cheval contendant a la fin que point nelle faisoit partant qu'il en fuist tenu se nom par plaisir et amisteit; et les maistres et conseil respondirent que accepter nelle vouloient autrement que de cause deywe, anchienement usee et possessionnee par les predicesseurs seigneurs de Falaix sens avoir ne recepvoir par grace ne par pruste, mais de propre debtez et redevabliteit que l'on debvoit a laditte bonne ville. Illec protestat Johan Monbrison pour ledit seigneur et aultz avec ly, present maistres et conseil et Johans Mathr. notaire suyant une cedulle de pappier par eux exhibuee, que ledit seigneur de Fallaix contendoit a la fin que ce n'estoit point pour servitude et les deux maistres protestoient de contraire, disant que ledit seigneur tenu en astoit comme devant est dit, se requisent lesdit de Fallaix audit Johans Mathr. a eulx faire et donner en forme et

maniere de laditte cedulle, ung ou plusieurs publie instrument a eulx concedeit parmy les drois payants, et les dits maistres et conseil requisent a Johans aussy avoir instrument pour laditte bonne ville de laditte protestation que fait avoient, obstant que ledit seigneur tenu astoit et debvoit delivrer ledit cheval sens contredit ne empeschement ; a mettre iceulx instrument par les milheur fourme et maniere que faire l'on polra a payer par ledit seigneur, en rebutant leur ditte cedulle instrument de tant qu'il touchoit en prejudice de laditte bonne ville par la meilleure fourme et maniere que l'on polroit ordonner ou deviser. Fait en la maison de Cocque le XXVII^e jour d'aoust anno quatre vingt et deux, a heure de grand messe ; le dit notaire est mort.

Cour de Fallais, carton n^o 1.

XIX.

1562, 8 mai.

Dénombrement de la seigneurie de Fallais par Jean, Charles et Antoine de Bourgogne.

Sensuit la déclaration et dénombrement que nous Jehan, Charles et Anthoine de Bourgoigne, respective seigneurs de Froymont, Zomersdyck et de Bredam, frères, faisons à nostre très redoubté sire le roy d'Espagne, etc., comme duc de Brabant, de la forteresse, terre et seigneurie de Phalaix, avecq toutes les appartenances et dépendences d'icelle, et ce pour furnir à certaine clause contenue és lettres patentes du don et transport que Sa Majesté nous a faict de saditte forteresse, terre et seigneurie de Fallais, en date du noeuffiesme jour d'aoust, l'an quinze cent cinquante noeuff, signé sur le ply : d'Overloop ; le tout aux autres charges et condition plus amplement continues

èsdits lettres patentes, lequel présent dénombrement nous baillons oultres à Messeigneurs les président et aultres seigneurs de la Chambre de ses comptes en Brabant, suivant le contenu d'icelles.

Premiers, cognoissons et confessons tenir en un plain fief de saditte Majesté, comme ducq de Brabant, la seigneurie, terre, chasteau et forteresse du dit Phalaix, avecq les fossez alentour rempliz d'eau, en aucuns lieux trois doubles et en aucuns lieux deux doubles fossez, avecq la bassecourt, grainge et establerie, rencloz d'un vivier, qu'on dict le vivier à la chaucié, et un aultre petit vivier y join-dant qu'on dict le vivier de Maltrippe, avecq un jardin nommé la wassonnerie, le tout contenant ensemble entre huict ou noeuff bonniers. Laquelle seigneurie est marchis-sante vers septentrion à la seigneurie de Housdain, d'orient, d'occident et midy au bailliaige de Moha, pays de Liège.

Item, à la ditte seigneurie appartient haulte, moyenne et basse seigneurie, avecq bailly, sept eschevins, greffier, sergeant, forestiers et aultres officiers.

Item, lesdits bailly et eschevins ont cognoissance de tous cas tant criminels que civils.

Item, laditte seigneurie est francq de toutes tailles, gabelles, imposts, corvées et aultres impositions.

Item, ledit bailly peut composer de tout cas cy dessus, oires qu'il fût jugé.

Item, ont en la ditte seigneurie confiscations de biens et droiz de bastards, ensemble de donner rémission du cas de crisme, quant le cas est remissible.

Item, à la ditte seigneurie appartient plusieurs cens et rentes tant en argent, plumes, que grains, assavoir :

En argent, eschéant au jour S^t Remy audit Phalaix, suyvnt les comptes et livres de cens en estans, montant à la somme de IIII florins, XVIII sous, X deniers, ob. Artois.

Item, en aultres cens héritables aussy en argent,

eschéant au jour S^t-Simon et S^t Jude, au dit Phalaix, en diverses parties la somme de IIII florins V sous, IX den. ob. Artois.

Item, encores en aultres cens hérîtâbles eschéans au jour S^t Estienne audit Phalaix, II florins, XVI sous, ob. Artois.

Item, en chappons, audit jour, CXVI chappons.

Item, en pouilles, au dit jour, VII pouilles.

Item, au jour S^t Jean l'évangéliste à Ville en Hesbay comté de Namur, en cens hérîtâbles V sous, VI deniers, ob. Artois.

Item, en chappons, au dit jour, XIII chappons.

Item, au jour S^t Andrien audit Phalaix, une rente hérîtâble de X sous, Artois.

Item, audit Ville de Hesbay, que doibvent les seigneurs de S^t Cornille d'ente (*sic*) la somme de V florins d'or

Item, au jour S^t Gertrud, 4 mars, au dit Phalaix, II sous, III deniers, Artois.

Item, encores en cens hérîtâbles eschéant au jour S^t Servais audit Phalaix IIII florins IIII sous, Artois.

Item, pour l'arrentement du bois de Housseau qui tient perpétuellement en héritaige Rasquin Fléron, en rendant chascun an hérîtâblement en argent CLXV florins Artois, et en espéaute aussy hérîtâblement, XXXV muids.

Cens en espéaulte.

Item, audit jour S^t Remy en cens hérîtâble, chascun an audit Phalaix, XX muids, I douzain, I quart.

Item, au jour S^t Andrien au dit Phalaix en cens hérîtâbles sur diverses parties, VIII muids, I douzain, III quarts.

Item, en rentes hérîtâbles audit Phalaix audit jour S^t Adrien pourvenance de payement jusques à la Chandeuse, sur plusieurs et diverses parties montant à CLXI muids, V stiers d'espéaulte.

Cens en avoine eschéans au jour S^t Gertrud au my mars.

Item, ont lesdits seigneurs encores certain cens en

avoine qu'escheit au jour S^t Gertrud, au my-mars, montant à XIII muis, III douzains, I 1/2 quart, sur telles parties de terres déclairées au registre de feu messire Ancheau del Melle, fol^e LXVIII, XIII muis, III douzains, I 1/2 quart.

Item au jour S^t Gille doit chascun mesnaige audit Phalaix deux douzains d'avoine, dont les XII^e douzains font le muys illecq, et y a L mesnaiges, qui peut monter par an environ à VIII ou IX muids d'avoine.

Item, appartient à laditte seigneurie encores deux censes, assavoir une cense avecq maisons, grainges, estableries et aultres édifices gissans audit Phalaix par de là le grand vivier du chasteau; illecq. contenant en trois cheronages LXIII bonniers, IX verges, VIII foresses en terres labourables, et six et demy bonniers de pretz que souloient tenir Martin Pierlo qui en rendoit par an sa ferme durant, de chacun bonnier XV stiers d'espéaulte et de chacun bonnier de pret XXX stiers d'espéaulte, monte à CXLIII muids, V stiers espéaultes.

Item, appartient encores à laditte seigneurie une aultres cense, avecques maisons, grainse, estableries et aultres édifices gissant assez près à la franche taverne audit Phalaix, contenant en trois cheronages LXV bonniers, III verges, XII foresses, avec III bonniers, noeuft verges de pretz audit pris de XV stiers le bonnier de terre, et le bonnier de pret le double comme dessus; monte chacun an à CXXXIX muids d'espéaultes.

Item, en plusieurs et diverses autres parties de terres baillées à ferme procédantes d'une cense qui souloit tenir Pierlo Martin, présentement divisée en noeuft parties contenant ensemble en trois cheronages la quantité de LXVII bonniers, V verges grandes, renduz en espéaulte par bonnier, à diverses pris, revenans ensemble chacun an à CXXI muids, III stiers espéaulte.

Item, encores les terres du cheronage qui souloit tenir

Philippe Petit, que tient à présent Wathoulle Jacquemin, contenant en trois ronaiges XIX bonniers, IIII verges, VI foresses de terres labourables et XXIIII verges et six foresses de pretz gisantes audit Phalaix, audit pris de XV stiers, chacun bonnier de terre labourable ; et le pret à double comme dessus, revient chacun an à XL muids, VI stiers I quart espéaulte.

De toutes lesquelles parties de terre et pretz la déclaration et spécification est contenue plus au long des pièces et parties audit registre de messire Ancheau del Melle, comenchant à feuillet XLV et finissant au feuillet LVII, et encores depuis le feuillet LXI jusques an LXIII^e feuillet incluz.

Item, ont lesdits seigneurs en laditte seigneurie la disme grosse et menue, valissant chacun an l'ung parmy l'autre, C muids d'espéaulte.

Item, ont lesdits seigneurs audit lieu ung vignoble gisant derrier l'église illecq, joinct d'amont au petit chero-naige que tient Pierlo Martin, d'aval aux remanans Gérard de Tombeur, contenant environ VI journaux.

Item, appartient encores à laditte seigneurie ung moulin bannal, gisant audit Phalaix qui tient à ferme Hela le mosnier, avecques un petit pret y joindant, et ung aultre pret gisant au vieu moulin, contenant ensemble environ six journaux, et en rend ledit Hela pour le présent, chascun an de bled wassen, XXXIIII muys.

Item, ont en laditte seigneurie une franche taverne et brasserie avecques la maison et tenure, gisans assez près de l'église illecq, contenant ensemble environ demy bonnier.

Item, appartient à laditte taverne ung bonnier de pret, laquelle taverne avecq ses appartenances vault par an en ferme, environ cinquante florins Carolus.

Item, ont lesdits seigneurs la collation de la cure audit Phallaix et des deux chappelles castrales illecq.

Item, ont lesdits seigneurs la collation d'une chappelle de S^t Sauveur, ensemble la terre où ladite chapelle est scituée, outre ce l'extendu et longueur que l'on peut jecter d'une poire à l'environ du dit terne (thier?), comme tous les ans au jour de la dédicace dudit S^t Saulveur en aoust, le dimenche après S^t Bertremieu on est accoustumé, et ont tousjours uzé les manans dudit Phalaix, et de si longtemps qu'il n'y a mémoire du contraire, jecter laditte poire ; et au lieu où laditte poire tombe est réputée pour la terre et seigneurie dudit Phalaix.

Item, ont encoires certaines terres gisants, tant à Ville de Hesbay, comté de Namur, que à Avin et Ambesigneau S^t Servais, à Lens en terres de tres cens, dont la spécification est aussy contenue au registre dudit feu messire Ancheau del Melle, depuis le feuillet comenchant LXVI^e jusques et comprins le feuillet LXVII^e, dont ils reçoivent par an environ XLVII muys, V stiers d'espéaulte.

Item, ont lesdits seigneurs encores environ XXVIII bonniers, et XV verges de pretz, gisantes audit Phalaix, comprins le pret qu'on dit le pret de Badré, oultre et pardessus les prets que tiennent les censiers dont cy-devant est faite mention aux cheronaignes des terres renduz à plusieurs et diverses personnes pour la somme environ de C muids despéaulte ou davantage ; selon les années dont la spécification d'icelles est par pièces déclairé et contenue audit registre de feu messire Ancheau del Melle, depuis le feuillet commenchant XLIII, jusques et comprins le feuillet XLIII inclus.

Item, ont lesdits seigneurs audit Phalaix plusieurs bois, assavoir ung bois appelé le bois de Molu, gisant entre Fomalle et Marneff, haulteur dudit Phalaix, contenant ledit bois environ XXIX bonniers.

Item, encoires ung aultre bois appelé Cosnemont'gisant entre Phalaix et Vieu-Waleve, contenant environ XXXV bonniers.

Item, encoires ung aultre petit bois appellé le bois Madame, gisant là assez près contenant 2 et 1/2 bonniers.

Item, encores un petit bois appellé le bois Robert, gisant là assez près, contenant deux bonniers et trois journaulx. Lequel bois le seigneur de Somerdyck proclame pour sien, à cause qu'il est scitué au pays de Liège, non saichant s'il a droict ou non.

Item, quant au bois de Housseau lequel est arrenté à Rasquin Fléron, pour la somme de CLXV florins Artois et XXXV muys d'espéaulte, dont est faicte mention cy devant pour ce icy seulement mémoire.

Item, il y a laditte seigneurie une court féodale de plusieurs hommes de fieffz entre le nombre de cinquante à soixante, comme appert par le dit registre de messire Ancheau del Melle folio penultième et ulième de tous lesquels fieffs on est accoustumé prendre pour le relief la valeur d'une année pardessus les petits droicts, si comme chambelaignes, droict du livre, etc.

Item, ont en laditte seigneurie une franche garenne des conyns, perdrys, et hérons, estants ès bois susdit et aultres lieux de laditte seigneurie, et nulluy ne peult chasser ne prendre bestes saulvaiges, sans leur consentement.

Item, ont aussy la pescherie en la rivière illecq.

Laquelle seigneurie est chargée de plusieurs rentes tant héritières, voyagières, que d'aultres comme s'ensuit :

Charges :

Premiers, les enfans de feu Jacques Clockman une rente héritable de cent florins Carolus par an, au rachapt le denier.

Item, Simon, le mousnier, semblables cens florins Carolus de rente héritable au rachapt le denier.

Item, messire Roeland Longuin, chevalier, une rente héritable de quatre cens vingt deux livres, IIII sous, VI deniers, au rachap du denier XVIII.

Item, Guillaume Billocart, une rente héritable de cent semblablement florins Carolus par an, au rachapt, denier XVI^e.

Item, le dit Billocart at encoires une rente viaigière de deux cens, semblables livres.

Item, damoiselle Catherine Lonchin une rente héritable de cinquante semblables florins Carolus par an, au rachapt le denier vingt.

Item, Anthoine Vander Hert, une rente héritable de cinquante semblables florins Carolus par an, au rachapt du denier XVI^e.

Item, les enfans de feu Bauduin de Bourgoigne une rente de cent semblables florins Carolus par an, au rachapt le denier XVIII^e.

Item, pour la fondation d'une messe par chacun jour à tousiours que feu messire Bauduin de Bourgoigne, chevalier, et madame sa femme ont fondé et ordonné estre faicte en l'église audit Phalaix, pour laquelle l'on paye annuellement XXXVI florins Carolus.

Item, aux mambours d'icelle église une rente héritable de quatre livres Artois par an, par les dits messires Bauduin et madame sa femme donnée ausdits mambours.

Item, au doyen de St-Tron pour les droits tant d'obsonium que de cathedraticum, qu'on paye en quatre ans deux fois que ce liève sur la disme au dit Phalaix par estimation XXX sous Artois.

Charges en grains :

Premiers aux dames del Vaulx Nostre Dame, lesquelles lieuvent et prennent par an sur la disme du dit Phalaix XXV muids d'espéaultes.

Item, les dames de St Victor à Huwy lesquelles tiennent et prennent par chacun an sur la dite disme douze stiers d'espéaulte.

Item, le curé de Fommalle, lequel lieve et prent à cause

de saditte cure par chacun an sur ung courtil gisant devant l'église du dit Phalaix, huict stiers d'espéaultre.

Item, le clerq ou coustere de l'église de Phalaix, lequel prent et reçoive pour et à cause de son service en laditte église par an VIII stiers d'espéaultre.

En tesmoing des choses dessus dites avons nous Jean Charles et Anthoine de Bourgoigne icy mis nos noms et seingz manuels, et aussy à cestes faict appendre noz seaux, armoyé de noz armes, le huictiesme jour de may XV^e soixante deux. Estoiént soubsignez Jean de Bourgoigne, Charles de Bourgoigne, Anthoine de Bourgoigne et y appendoyent trois séaux en cire rouge, à double queue de parchemin. Plus bas estoit : Cette copie ayant esté collationnée à son originel reposant en la chambre des comptes du Roy en Brabant est avecq icelle trouvée concorder par moy soubsigné auditeur d'icelle chambre ; estoit signé : F. de Bie.

*Cour féodale de Brabant,
Reg. n^o 31, fol. 222.*

XX.

1599, mars.

Franc marché de Fallaix.

Isabel Clara Eugenia, par la grace de Dieu, infante de tous les royaumes d'Espaigne, duchesse de Borgoingne, de Lothier, de Braybant, de Lembourch, de Luxembourch, de Geldre, contesse de Flandre, d'Artois, de Borgoingne, palatine de Haynau, Hollande, Zelande, Namurre et de Zuphen, marquise du Saint Empire de Rome, dame de Frize, Salines et Malines, des cité, ville et pays d'Utricht, d'Overseil et de Groninghe, scavoir faisons a tous presens et advenir nous avoir receu l'humble supplication de notre aymé

et feal Herman de Borgoigne, seigneur de Fallaiz, Somelsdicq ensemble les manans et habitans du dit Fallaiz contenant comme passé plus de six vingt ans, (120) a cause que ludit lieu de Fallaiz estoit lors desolé, et manans et habitans en icelluy appeuvris a l'occasion des guerres et divisions qui avoient régné et heu cours es pays circonvoisins dudit Fallaiz estans enclavé a pays de Liege, et que a l'environ dudit Fallaiz ny at aucune bonne ville marchande ou les habitans dudit lieu euissent peu recovreir vivres et autres choezes pour leur entretienement, ains leur convenoit alleir querir leurs provisions ens bonnes villes loingtaines dudit Fallaiz a grand fraiz, costz et despens, leur fut ottroyé et accorde ung franc marchiet qui se y tenoit la semaine une foiz, assavoir le jeudi pour estre icelluy jour plus covenable quant a ce et de moins de prejudice des autres marchez qui se tenoient es autres lieux voisins, et a celle fin de pover remettre sus et en estat ledit lieu de Fallaiz, auquel jour de marchié toutes denrees, marchandises et provisions se povoient achapter, vendre et distribueir par toutes et quelconques persones qui mestier en avoient et qui sen voloient entremettre ainsi que en teil cas lon at accoustumé de faire. Or, est il que, par linjure du temps et continuation des guerres advenues de par decha, ludit lieu de Fallaiz est venu de rechieffs en teile desolation et les inhabitans dicelluy telement apovris que ludit marchie ny at esté tenu ny continue comme auparavant, en quoy les dis supplians ont grand domaige, malaise et incomodité et plus feront si par nous ny est autrement pourveu et remedié, a rayson de quoy et que ludit de Fallaiz est distant environ deux lieux de notre ville de Hanuy quest la plus prouche dudit Fallaiz de celles que sont subjectz a nous. Et afin que les dis supplians se puysent aucunement reléveir et remectre sus apres avoir tant suffert et perduz leurs biens durant ces guerres intestines, ils nous

ont tres humblement supplié et requis qu'il nous pleust de grace espediale leur ottroyer et acordeir le redressement et restablisement du dit franc marchié le jeudi de chascune semaine pour y estre vendues , achaptées et distribueis toutes sortes de denrees , marchandizes , vivres et provisions par toutes et quelconques personnes comme auparavant , et sur ce leur faire depecher noz lettres patentes en tel cas pertinentes. Pour ce est-il que nous, les choezes sus dites considerees et sur icelles eu l'adviz de nos ayez et feals les vice chancelier et gens de notre Conseil en Braybant, lesquels ont sur ce ouy notre bien aymé Andri de Four, recepveur de nos domaines au quartier de Jondoingne; Nous, pour ce causes et autres a ce noz movans, inclinans favorablement a la supplication et requeste desdis seigneur, manans et habitans du dit Fallaix, leur avons ottroyé, consenti et accordé, ottroions, consentons et accordons de grâce espediale par ces presentes qu'ils puyssent et polront redresseir et restablir icelluy franc marchié audit Fallaix pour doresnavant et à tousjours le tenir illecq le jeudi de chascune semaine; permettant à tous ceux qui voudront hanteir ludit franc marchie d'y pouvoir licitement vendre, achapter et distribueir toutes sortes de denrees , marchandizes , vivres et provisions come en semblable franc marché lon est acoustumé de faire en payant les drois de tonlieux, debites et autres impostz ordinaires acoustumez. Auquel effect avons tous ceux qui hanteront ludit francq marchié pris et mis , prenons et mettons par ceste presente en notre protection et sauvegarde espediale, sauve et excepté nos ennemis, bannis et fugitifz de noz pays et ceux qui sont obligé à nous et à noz franc marchiez et en leurs propres personnes. Si donnons en mandement a noz ayez et feaulx les chancelier et gens de notre Conseil en Braybant, maire de Lovain, ampmen de Bruxelles, escoutette d'Anvers et de

Bois-le-Duc, drossart de Braybant et à tous noz officiers, justiciers et subjetz presens et advenir cuice regardera, leurs lieutenans et chacun d'eulx endroict soy et si come a luy apartiendra, que de notre presente grace, ottroye, consentement et accord et de tout le contenu de cestes en la forme et maniere que dit est il facent, seuffrent et laissent lesdits de Fallaiz supplians plainement, paisiblement et perpetuelement joyr et uzeir, cessans tous contredits et empechemens a contraire, en faysant ludit franc marchié annoncer et publier partout ou il apartiendrat et le gardent et observent et facent gardeir et observer sains l'enfraindre ou alleir a contraire, ny en temps advenir en maniere quelque; ains si aucune choeze estoit faite au contraire, le remectent ou facent remettre incontinent et sains dilaye en son premier estat et deu, car ainsi noz plaist il. Et affin que ce soit choeze ferme et stable a tousjours, noz avons fait mettre notre seel a ces presentes, sauve en autres choezes noz droict et par autrui en toutes. Donné en notre ville de Bruxelles a moix de marce lan quinse cens quatre vingt et diex nueffz. Signé: par Son Altesse en son conseil: Verreyken.

*Cour de Fallais, rôles et œuvres, 1591 à 1601,
Reg. n° 20, folio 89 v°.*

XXI.

1614, 8 février.

Erection de la seigneurie de Fallais en comté.

Albert et Isabel Clara Eugenia, infante d'Espagne, par la grâce de Dieu, archiducqz d'Austrice, ducqz de Bourgogne, de Lothier, de Brabant, de Lembourg, de Luxembourg et de Gueldres, contes de Habsbourg, de Flandres,

d'Arthois, de Bourgoigne, de Thirol, Palatins et de Haynault, d'Hollande, de Zeelande, de Namur et de Zutphen, marquis du Saint Empire de Rome, seigneur et dame de Frize, de Salins, de Malines, des cité, villes et pays d'Utrecht, d'Overysse et de Groninghe, à tous ceux qui ces presentes verront, salut. Sçavoir faisons que comme aux princes souverains desquels tous estatz et degrez de noblesse, prééminence et seigneurie procèdent, convient et appertient de décorer et estenir en honneur, dignitez, tiltres et prérogatives, ceux qui par continuelz exercices et expérience de notables et vertueux faitz et service, ilz sçavent l'avoir mérité et en estre dignes et capables, affin de tant plus les incliner, induire et obliger à perséverer de bien en mieux, et inciter et attirer d'aultres, mesmes leurs successeurs à les imiter et ensuivre, de les esguillonner non seulement pour atteindre la bonne fame et réputation d'iceux, mais aussy au plus hault degré et comble de vertu pour l'avancement du bien publicq, et nous ayant esté fait rapport des grands et remarcables services que les ancestres de nostre très cher et féal Herman de Bourgoigne, baron de Fallez, ont rendu en toute fidélité à leurs princes nos prédécesseurs en diverses charges principales, si comme messire Baudouin de Bourgoigne, fils naturel de Philippe, ducq de Bourgoigne, dit le Bon, après avoir suivy le ducq Charles son fils en la pluspart de ses guerres se trouva aux défaittes de Morat, Grazon et de Nancy, là où il fut fait prisonnier et envoyé au Roi de France avec son frère Antoine le grand bastard; ayant du depuis esté ambassadeur du Roy des Romains Maximilien en Espagne, pour y traiter le mariage d'entre l'Archiducq Philippe son fils et l'infante dona Juanna, fille de Ferdinand et Elisabeth Roys d'Espagne; de quoy il s'acquitta en sorte qu'il fût conclu au gré desdits Roys des Romains et d'Espagne, lequel pour ce regard luy

donna pour femme donna Maria de Manuel, du sang royal de Castille de laquelle il eut Charles de Bourgoigne, seigneur de Bredam, grand père dudit baron de Fallez, gentilhomme de la chambre de l'Empereur, Charles cinquiesme, de très haulte mémoire et de son conseil d'estat; par lequel et par le roy Ferdinand son frère, il fut employé en divers voyages et ambassades, au grand contentement de l'un et de l'autre, de (quoi) ils ont tesmoigné par leurs lettres, le traittans de cousin; considérans aussy que ledit baron de Fallez est présentement chief de sa maison, le droit d'aisnesse estant par le décès du feu marquis de la Vere escheu à sa branche, mesmement le désir et zèle qu'il a de nous rendre service à l'imitation de ses dits ancestres, où les occasions se pourront présenter. Pour ce est-il que nous, les choses susdites considérées, et ayans favorable esgard à la noble et ancienne extraction, léaulté, vaillance et aultres vertuz quiconcurrent en la personne dudit baron de Fallez, à raison desquelles il mérite faveur, accroissement et mercède; voulant à ceste cause l'eslever et décorer de plus grand honneur, droitz, prérogatives et prééminences, avons icelluy, de nostre certaine science, grâce, libéralité, plainière puissance, et autorité souveraine, fait et créé, faisons et créons comte, par ces présentes, et saditte terre et baronnie de Fallez avec ses appendances et dependances, consistant en haulte justice, moyenne et basse tenue de nous en plain fief, comme ducqz de Brabant, érigé et érigeons en dignité, tiltre et prééminence de comté, pour par luy ses hoirs et héritiers descendans de luy en ligne directe, soyent masles ou femelles, et si longuement qu'elles prendront alliance de mariage esgalle à leur rang et qualité, tenir doresenavant héritablement et à tousjours ledit comté, immédiatement de nous, noz hoirs et successeurs et au surplus jouir et le posséder en tous droitz, honneurs, dignitez,

autoritez, prérogatives et prééminences, tout ainsy et par la mesme manière que tels et semblables comtes ont accoustumé de tenir et jouyr de tels comtez, par toutes nos terres et seigneuries; le tout à charge et condition que ledit baron de Fallez, ses dits hoirs et héritiers, comtes et comtesses dudit Fallez, seront tenuz de faire les hommage et serment de fidélité, et léaulté, à cause d'icelluy comté ès mains de nous, nosdicts hoirs et successeurs, de par icelluy jurer et promettre de le tenir de nous et de nosdits successeurs en la manière que dessus; et en oultre que ceste notre présente création et érection ne tournera ores ny au temps advenir en nostre préjudice, ny de noz droits, haulteur, seigneurie, juridiction, ressort, souveraineté, autorité et prééminence. Si donnons en mandement à nos très chier et féaux les gens de nostre conseil d'estat, cheff-présidens et gens de noz privé et grand conseils, chief trésorier général et commis de nos domaines et finances, chancelier et gens de nostre conseil en Brabant, président et gens de noz comptes illecq, et tous aultres noz justiciers, officiers, subjects et serviteurs, cui se peut ou pourra toucher et regarder, présens et advenir, et à chacun d'eulx endroit soy et si comme à luy appartiendra, qu'ils tiennent, réputent, estiment, nomment, appellent, escrivent, intitulent, honorent et proclament doresenavant ledit Harman de Bourgoigne, ses hoirs et héritiers, masles et femelles, comtes et comtesses dudit Fallez; mandons en oultre ausdits de nos finances et de noz comptes en Brabant qu'ils procèdent bien et deue-ment à la vérification et intérimement de ces dittes présentes, selon leur forme et teneur. Et ce fait ils lesdits de nos conseilz, vassaux, justiciers, officiers et subgettz et tous aultres cui ce regardera, et chacun d'eux facent, souffrent et laissent ledit Harman de Bourgoigne, ensemble sesdits hoirs et héritiers, masles et femelles de nostre

présente grâce, octroy, création, érection, et de tout le contenu en ces dittes présentes, selon sa forme et manière, et soubz les conditions dessus dittes plainement, paisiblement, et perpétuellement jouyr et user sans leur y faire mettre, ordonner ny souffrir estre fait, mis ou donné, aulcun destourbier ou empeschement, en manière que ce soit; lequel si fait, miz ou donné leur auroit esté ou estoit, le réparent et mectent ou facent réparer et mectre incontinent et sans délai à néant : car tel est nostre plaisir, nonobstant quelzconques ordonnances, restrictions, mandement ou défences à ce contraires; et affin que ce soit chose ferme et stable à tousjours, nous avons signé cestes de nostre main et à icelles fait mecttre nostre grand seel, saulf en aultres choses nostre droit et l'aultuy en toutes. Donné en nostre ville de Bruxelles, le huitiesme jour du mois de febvrier, l'an de grâce mille six cens et quatorze, et estoit paraphé G. V^t, et signé J. Albert, A. Isabel. Sur le ply estoit escript: Par les archiducqz et signé Prats, et scellé du grand seel de Brabant en cire vermeille pendant à double queue de soye verde, or et argent. Sur le doz estoit escript: Aujourd'huy dixiesme jour du mois d'apvril l'an XVI^e quatorze, messire Herman de Bourgoigne, comte de Fallez, a fait ès mains de son Altèze Sérénissime le serment dont au blancq de ceste est faite plus ample mention à Bruxelles les jours, mois et an que dessus, et est escript plus bas: Moy présent et signé Prats; et encores plus bas: Les chief trésorier général et commis des domaines et finances des archiducqz consentent et accordent, entant qu'en eulx est, que le contenu au blancq de cestes soit furny et accomply tout ainsy et en la mesme forme et manière que Leurs Altesses le veulent et mandent estre fait par icelluy blancq. Fait à Bruxelles au bureau desdittes finances, soubzs les seings manuels des dits chiefs, trésorier général et commis le XIII^e d'apvril

XVI^e quatorze: Signé N. de Montmorency, P. Sterck, J. B. Ayalo, J. Denetière; et plus bas encores estoit escript: Ces présentes lettres ont esté veues en la chambre des comptes des Sérénissimes Archiducqz en Brabant, et suivant le contenu d'icelles illecqz intérimées et enregistrées au registre des chartres et autres affaires y tenu et reposant, commencéant au mois de janvier seize cens, marqué des lettres B. B. fol. CIIII^{xxv} verso, CIIII^{xx} VI et VII le X^e jour d'apvril l'an XVI^e quatorze, moy présent et signé Bockhorn.

Accordé avecqz les lettres origineles, en date signées et vérifiées, comme dessus, quod attestor: Michiels.

*Cour féodale de Brabant,
Reg. n^o 108, fol. 209.*

RECORDS, PLAIDS GÉNÉRAUX, ORDONNANCES DE JUSTICE.

XXII.

1435, 16 août.

Copie de records fais par les esquevins de Falais tochant que ladite terre du Falais ne doit teilhe ne crennée oez ne chevalchie avoecqz franchiez, etc. (1).

Nous Henrard delle Motte, maire delle haulteur et justiche de Falais, Rigar de Waleve jadis maistre de Huy, Thomas Massaire de Bovengnistier, Johan ly Hongre de Liengnes, Johan Persan, Wautier de Phallais, Jousse Mulhaire et Houbier Mulhaire tous esqueviens delle dicte ville et haulteur de Falais, faisons scavoir a tous et a chescun que nous veisme venir pardevant nous honorable homme et saige Johan dit de Herain chastelain de Falaix et la nous requist

(1) Ce record a été retrouvé dans un registre de la Cour féodale de Fallais, qui est entré récemment au dépôt des archives de l'État, à Liège. Nous n'avions pas connaissance de ce document important, mais seulement de quelques extraits, lorsque nous avons traité des privilèges seigneuriaux et des franchises de Fallais. Le lecteur trouvera dans le texte complet, que nous publions ici, ce qui peut manquer à notre travail précédent.

ledit Johan ; pour et en nom de noblez et vailhant seigneur et saige damoiseail Johan, sengneur de Wesemalle et de Falaix, que nous voilsime oyr et diligement examiner les anchiens et anchinne de la ville et haulteur de Fallais a cause de la terre et haulteur de Fallaix che que il ont veyut, apris et useit pour eaulx et pour leurs devantrains de sy long temps qui nestre memore de contraire, coment ly sengneur et predicesseur dedit damoiseaul et sengneur de Fallais ont tenu, manyet et possedeit ladite haulteur de Fallaix sens nulle contradiction ne offens par empement nulle a mettre de nus des seigneurs marchissans, ne princes, ne par leurs officys ; cest assavoir se il ont veyut demandeit, ne paier la ville de Fallaix telhe ne crennée, hons ne chevalchie par queilconque affaire que les princes marchissans et leurs pays pouwissent avoir ly ung contre lautre ; et se les seigneurs predicesseurs de Fallais sortinoient en la ville et haulteur de Fallais homicide forjugis four de pais de Liege, de Brabant, de Namur et de tous aultres pays dont ly fait awissent esteit mandeis ; et encor que nous ladicte haulteur en voilsime dire et recorder ce que nous en awisme veyut useir par nous et par nous devantrains, de si long temps qui nestre memore de contraire ; et que la deposition de tesmoins et anchiens avecque nostre dicte recorde le voilsime outre donner par escript et saieleit. Et sour celi requeste, nous ly maieur et li esquevins desseur nommes ewisme advis et deliberation li de nous a lautre sy oisme la deposition des anchins et anchinez de la ville de Fallaix et grande quantite qui diligement furent examineis et nous tesmongnont, par seriment solempnement, que la ville de Fallais ne doit teilhe, ne crennée, hons ne chevalchie ne navoient oncque veyut ne apris pour eaulx, ne pour leurs devantrains, paier ne demandeir et avoient veyut et apris que la ville de Fallaix par queilsqueconques entre deux que lez pays marchisaulx

awissent affaire ou ly ung contre lautre ; que la dicte ville de Fallaix se melaist oncque ne que ilh fuist oncque requise par nus des marchissaux anchois at ilh estelt tous jours une ville de pais. Et quant entredeux avenoit entre le seigneur et leurs pays marchissaux, ly ung contre lautre, se ilh venissent elle terres et haulteur de Fallaix pour leur corps ou leurs biens a warandir, ilh astoient a warain sens ce que ilh fuissent de riens molesteit ne resus par nullez des partyes ; et le tenoit le dit sengneur de Fallaix en paix et oussi ont fait les seigneurs de Fallaix ly ung apres lautre ; et semblamment lez homecide et les forjugis et ceaulx qui astoient for commandeit par les XII de linaige de pais de Liege et daultre astoient et sont sortenus pasiblement elle ville et haulteur de Fallaix, en cas la ilh soy peuwissent leurs corps warandeir de leur adverse partie, ne oncque il ne veirent ceaulx faitule estre resus et la dicte haulteur de Fallaix par officyens queilconques ne aultre quant ly fait et accesse awist esteit fait et perpetreis de beal fait et de fait mandeit. Laqueille deposition des anchiens, comme dist est, nostre mayeur le mist en nostre warde et retenanche ; et nous ly esquivins desseurnommes al somonche de nostre mayeur, avons dit et recordeit chu que nous avons veyut et useit par me damoiseal Johan desournommé et par ses predicesseurs ensy comme nous lavons appris par nous et par nous devantrains esquivins de Fallaix que le ville de Fallais ne doit teilhe, ne crennée, hons ne chevalchie a seigneurs queilconquez et ne veisme oncque demandeir de temps passeit alle ville de Fallaix ne paier se chu nat esteit depuis le paix fait de hault et tres puissant prinches le duc de Bourgonge et son pais de Namur et reverain peire en Dieu monsegneur Johan de Hinsberghe et son pays de Liege, d'aultre part, ne oncque neuysme cognissance par nous et par nous predicesseurs que le ville de Fallaix soy

entremelaisse ne en fuist requise dentre melleir de guerre que ly seigneurs marchisans auwissent ou pouwissent avoir li ung contre lautre , que ce nat tout jour esteit une ville de paix ; et se nullez des partijes ung ou pluisseurs venist luy ou ses biens pour son corps a warandir en le ville et haulteur de Fallaix, li singneur de Fallaix ne le ayent tout jour sostenus et font de jour en jour ; encor avons veyut le damoiseal Johan, singneur de Fallais, et ses predicesseurs sortenir homicide et gens forcommandeit four de quatre pays de queilconque ville que ilh fuissent, de morteil fait et daultre forfaiture sortenir elle ville et haulteur de Fallaix pour leur corps a warandir, sains chu que nous navons memore ne cognissance que nous ne veisme oncque celi faitule et homencide y estre resus par sengneurs marchissans ne leur officyens queilconque, que ilh naient demoreit pasible elle dit ville et haulteur de Fallais, mais que li faisaient esteit fait de beailfait et de fait mandeit et que celi faitule et homencide soy pouwissent leurs corps wardeir de leur adverse partie ; et en teilx manier comme dit est les avons veyut useir et sortenir de sy long temps qui n'est memore de contraire, et apris par nous et par nous devantrains *voir en chu detenut le correction de nous singneurs les esquevins de Liege*, liquins recors enssy fait et ly disposition des anchins et anchinez comme dit est ; Henrard delle Motte , nostre mayeur de Fallaix , le mist en le warde et retenance de nous ly esquevins desournommeis ; et partant que ce soit plus ferme chouze et estable, sy avons nous ly maire et esquevins deseurnommés , a ces present recors et deposition des anchins et anchinez mis et appehdut nous propres seaulx en signe de veriteit. Che fut fait lan de grasce mille quatre cens et trente chinque le XVI^e jour de mois dauwoust.

Cour de Fallais, rey. n^o 34^{bis}, reliefs de 1472-1545.

XXIII.

1594, 2 octobre.

*Défense aux habitants de Fallais de travailler les dimanches
et les jours de fêtes.*

Nous Herman de Bourgoigne, seigneur de Falay, Zomersdyck, Saint-Annelant, Vieu-Walefve, etc., savoir faisons à tous nos sujets de Falay de quel état et condition qu'ils soient : que nous voulant conformer au mandement de l'église; avons ordonné et ordonnons que désormais il n'y ait aucun de nos suiets sy presumptueu, ny hardy d'oser, jour de dimanches et festes solemneles, labourer, semer, chasier, cossoner, brasser, manouvrier ny faire quelque autre œuvre manuel et servil durant lesdits jours, à pene de payer deux escus d'or, l'un qui s'apliquerat à la réparation de l'église, et l'autre aux pauvres et à l'officier. Ordonnant bien expressement à notre bailly, Jan de Limalle, et à notre justice de Falay et au curé d'y avoir bon regard, et que la justice en fasse briefve execution.

Ordonons encor à notre bailly de calenger les hostes et hostesses dudit Falay, qui meteront la table, ou tireront à boire, pendant la messe et vespres, esdits jours de dimanches et festes sy ce n'est à quelque étranger et passager sur pene premises, voulant que cete notre ordonnance soit leue publicquement à tout le peuple, puis enregistrée par notre greffier.

Faict à Falay le 2 d'octobre 1594, signé : Herman de Bourgoigne. Publication faicte au lieu de Falay ce 16 d'octobre 1594.

Manuscrit de M. le conseiller Dubois.

XXIV.

1595, 28 septembre.

Ordonnance faite de procéder brièvement à la vuydenge des procès.

Messieurs de la justice de Falleiz, nous vous ordonnons très expressément de procéder à la vuydenge des causes qui soy debattent pardevant vous et avoir en recommandation les causes des vefves, orphelins et biens des pouvres et de leurs administrer bonne et briève justice sans port, faveur, dissimulation de personne et de tenir la main à la police dedit village avec nostre bailhieu. En quoy vous ayderons et porterons. En signe de quoy avons signé ceste ce XXVIII^e de septembre 1595, signé : Herman de Borgogne. Laditte ordonnance fut présentée et faite à justice le V^e octobre, an susdit.

*Cour de Fallais,
Reg. n^o 3, rôles 1601-1609.*

XXV.

1597, 2 octobre.

Les privilèges des manants et habitans de ce lieu publiés et registrés aux plaids généraux le 2^e d'octobre 1597.

La cour sauvegarde que tous surceans, manants et habitans de Falais et chacun d'iceux suivent les privilèges octroïé et accordé par les Empereurs et Ducqs de Brabant à très haut et puissant seigneur, monseigneur Charles de Borgogne, seigneur de dit Falais, Someldic, Sainte Amelande, et à ses ancestres et predicesseurs et les cotumes anciennes et usances jusques à présent ensuivies sont étez tenus libres et exemptes de payes, crenées, trus,

impos, gabelles, taxe ny imposition autre telle qu'elle soit tant en pais de Brabant, Luxembourg, comté de Namur que pais de Liege, et qu'iceux dits inhabitants et chacun d'iceux peuvent traficquer marchandise, aller et venir de l'un desdits pais en l'autre, voir et en traficquant leurs marchandises soit en grains, vins, cervoise, vinaigres, cèdre, beure, fromages, huiles, betailles comme toutes autres sortes de vivres et marchandises comme on les puis nomer et appeller, sans payer aucun tourner ny umages, lossages, ny gabelles et qu'ils peuvent traficquer et marchander d'un pays en l'autre nonobstant prohibition au contraire, sans estre callengé ou empeché par nos officiers comme amplement appert par lesdits privileges desquels le vidimus, ostention nos et en plusieurs fois, fait, requeront partant au nom de Mr à tous et quelconques seigneurs, officiers, bourguemaitres ou autres a qui il touche et compette de ne permette ny souffrir estre fait aucun distrouble ou empechement, A : N : à cause de sa marchandise, ou sy déjà estoient faites, le revocquer, anniller et a neant mettre, en luy laisser jouyr, user, profiter des anciens privileges, franchises, libertés et maintenir comme on at fait de temps passez ; ce faisant ferez bien etc.

*Cour de Fallais,
Reg. n° 14, rôles 1717-1731.*

XXVI.

1598, 15 octobre.

Ordonnance perpétuelle par nous, la Courte faite :

Nous Jean de Limalle, bailhi, et nous Hubert Hubinon, Libert de Streaux, Nicolas Botton, Jean Boesmans, Mathi Rigale, maître Anthoene Legroz, Jean Marto, tous eschevins de ceste ville, terre et seigneurie de Fallais avec Robert Naveau nostre greffier, par adveu et consentement de haut et illustre seigneur, messir Herman de Bor-

gongne, chevalier, baron dudit Falais, seigneur de Somelsdicqs, Saint-Anelants, Vieux-Walève, avons fait, conclud, aresté tant pour noz que pour noz successeurs, l'ordonnance teil que s'ensuyt :

Scavoir que quant quelcun de la court qui décèdera, les survivants luy feront faire en ceste englise avant les XL jours un service avec diacre et subdiacre az despens des surevivants, ausquels exèques ils coassisteront affin pryer pour l'ame de défunct et seront tenu faire ung banquet à Fallais auquel seront invité le curé, diacre, subdiacre avec le marlier et ossi on leurs payerat leurs mercedes. Pour le tout quoy faire, noz noz obligeons et noz biens envers les amys du défunct pour, en cas que le dessus ne soit fait, povoir par eux nos contraintes par toute voye de loy a quoy noz et noz successeurs soubmettons. En signe de vérité avons ordonné audit greffier signer ceste. L'an 1598 le XV^e octobre, par ordonnance de la courte : NAVEAU.

*Cour de Fallais,
Reg. n^o 3, rôles 1601-1609.*

XXVII.

1599, 7 janvier.

Plaix generalz et ruraux tenus audit Fallaiz le septeme jour de jenvier quinse cens nonante nueffz, bailhieu Limalle, eschevins Streaux, Boesmans, Rigald, Martho, Legroz (1).

De la part de illustre seigneur messir Herman de Borgongne, chevalier, seigneur dudit Fallaiz, Somels-

(1) Nous publions le plus ancien texte, du 7 janvier 1599, des ordonnances de justice et règlements de police, établis par Herman

dicque, S^t Anelandt, et de nostre part, lon fait comancement que persone, de quelque qualité que ce soit, ne sadvance ou presume d'alleir couper boix ens forests et biens dudit seigneur, ny en autres biens sur peine de (outre réparation des folles) incorir et payer l'amende de dix florins d'or.

Item, que on ne soy présume de coupeir branches ens boix ou jardins dautrui sur peine, outre reparation de la choese, de lamende de XXI sols fortis.

Item, que on nayet de tireir ni tendre aux lapins, livres, cannars, bestes sauvaiges, tant quadrupèdes que volailes, ny ossi az colombes sur peine, outre confiscation des harquibuzes, engins, rets et harnats, de lamende de III florins d'oir.

Item, que persone soy présume deffraindre par luy ou par ses bestes les dimenche et festes comandeis de les solempnizeir par lenglise, sur peine de siex florins et siex pattars a applicqueir la tierce part a lenglise dudit Fallaiz, lautre tierce az pauvres, lautre tierce a seigneur ou ses officiers.

Item, que persone, de quel qualité qu'il soit, ne soy présume de boire a la taverne, pendant le service divin, sur peine de vingt ung sol damende fortis.

Que persone ne soy présume de coupeir en boix de Cosnemont, bois Robert, bois la Dame ni le bois de Molu ny pareillement charieir hors la voye qui vat audit Molu,

de Bourgogne pour la seigneurie de Fallais. Ils furent augmentés, dans la suite, d'un grand nombre d'articles et réunis en un texte, par la Cour seigneuriale, le 7 avril 1622 (voir n° XXXI). Depuis cette date, les différents seigneurs qui se succédèrent à Fallais ajoutèrent encore quelques règlements, en petit nombre d'ailleurs, à ceux émanés d'Herman de Bourgogne. Ces règlements étaient encore en usage à Fallais, à la fin du siècle dernier. Ils étaient renouvelés et mis en garde de loi aux trois plaids généraux de la Cour seigneuriale, des mois de janvier, avril et octobre.

ainsi le laisser 32 pied de large sur peine outre reparation de X florins d'or.

Item, pour reprimer les maulx que journelement l'on voit acroistre, lon fait deffence que persone ne soy presume de blasphemier, detesteir, jureir le nom de Dieu, si comme Mort Dieu, Playe Dieu, renie Dieu, sur peine de trois florins dor envers lofficier, et envers lenglise dudit Fallaiz de troix libre de cire.

Item, lon fait comandement que persone nayet son recours az divins ou sortileges, si comme quant on at de malades pour avoir santé ou guarison alleir chez aucunes femes lesquels, par leurs enchantements accompaingées de signes de la croix, simulement ou de quelque œvres pieuzes faignent aydeir les persones ou bestes, ny parelement duzeir de cest art maling si come de lyer laguilhette ou semblable pour empecher generation, sur peine d'être mis a carquan publicq ou teilz que de droit serait trové expédient.

Item, que persone ne soy présume de pesser ens la riviere sur peine de XXI sols ny dedains les viviers du dit seigneur sur peine de diex florins d'or.

Item, que persone ne soy présume de deffaire soyes des jardins ou prairies dau truy sur peine, outre reparation des choeze de lamende, de III florins dor.

Item, quiconque soy entremesle de comerce et marchandize que on uze de just poix ou mesure sur peine, outre la confiscation de la marchandize, de lamende de III florins dor.

Que on nayet de alleir moudre hors de banable mollin sur peine de XXI sols outre confiscation de la moulture.

Item, que le moulmier debverat fidelement servir les subjectz de son mollin sains les laisser derier pour avancer estrangers et quil nayet de prendre pour son salaire que le XVI^e sur peine, outre restitution du doble, de payer

lamende de siex florins dor a appliquer la tierce part a seigneur, lautre tierce a laccusateur et le reste a la partie.

Item, lon demande que si on scait quelcun qui porte le nom destre larron, larronesse, macquerelle ou qui uze de divins et ensorcelements, que on layet de dire affin faire chastoy condigue à leurs fait.

Item, si on scait que on uze az tavernes de trop petite mesure, ou que la cervoise ne vailhe le pris que on le vend, ou que le moulmier uze de trop grande, que on layet de dire affin y pourveoir de remede opportun.

Item, les biens semeis furent enbannez en l'amende de sept sols, 9 et 21 outre restitution du domaigne.

*Cour de Fallais, reg. n° 20, folio 11,
rôles et œuvres 1598 à 1601.*

XXVIII.

1599, 18 mars.

Ordonance de Monsieur sur le fait de la justice.

Première come la justice de Fallais nest subjecte aux bailliages de Braybant ny aux costumes desdits lieux, nous nentendons :

Que nostre officier partisse la troixeme part des grandes amendes alencontre de nous, mais serat nostre amende jugee a part et celle de nostre officier ossi a part selon que la justice le treuverat convenir.

Que les vesturres ne seront faictes sains en advertir nostre officier pour precaveir les alienations que se povoient faire au prejudice dau truy, etc.

Item, qu'au faict féodale, sy les hommes féodals y comparent seront tous admis aux proficts autant qu'il en viendrat, mais quant aux hommes substitués ou empruntés, nous n'entendons qu'ils parentent aux droits, sy ce n'est eu faute d'autres et serat le nombre complet aux quatre hommes feodaux, et le bailly qui représenterat deux personnes, sy ce ne fust qu'il y eut quelque feudataire emprunté de ceux de la justice (1). Fait à Fallaiz le XVIII^e de marce 1599. Ainsi signé : Herman de Bourgoigne.

Cour de Fallais,

Reg. n^o 20, 1598 à 1601, fol. 33.

Manuscrit de M. le conseiller Dubois.

XXIX.

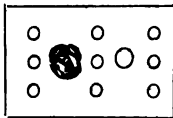
1599, 8 novembre.

Bornage de la seigneurie de Fallais.

Le VIII^e jour de novembre 1599, bailheu substitué Drey, eschevins Streau, Martho, Boesmans, Rigald et Le Groz, en vertu de la journée par nous a cejourd'huy assieze et remieze, allinstance de sr Jean de Limalle, notre bailhieu partie faisant pour sadite S^{rie} dedit Fallaiz pour planter les bornes, pierres ou marques faisant separation de ceste hauteur et celle de Wanze, surquoy estants comparus sur la champaingne des Rees, au chemin et tiege que vat de point de jour a Marneffe, avons ordonné audit Limalle de nous faire paroistre ou par documents suffisants ou par tesmoins gens de bien et digne de foy, les limites et confins de notre

(1) Ce dernier article a été omis dans la copie de l'ordonnance qui se trouve au reg. n^o 20 de la Cour de Fallais, mais il se trouve dans le manuscrit de M. le conseiller Dubois.

dite hauteur, pour a quoy furnir il nous at produit Gielot Mouilhar, Gerard Gouthier, Leonard Boede, Remy Heyn, Jean Grame, lesquels tous homes digne de credence nous ont montré la confin et le lieu qui fait la séparation de notre dite hauteur et celle de dit Wanze vers Marneffe, rendant cause de science de y avoir veu executeir par jugement de la Court de Fallaix ung macquerelle et auquel lieu elle fut bruslée présent le bailhieu lhors de Mohaut et ses gens. Le tout quoy considéré, ledit ~~s~~ Limalle nous at requis y voloir planter ung borne pour nous estre suffisamment tant que pour suffler a loy de ladite hauteur et confins dicelle a parus. Ce que a sa requeste, le dessus considéré, avons fait et planté scavoir ung borne groz et haut bien de hauteur V pieds ou plus, soubz liquel noz secreitz de justice accoustumés, avons mis scavoir IX cailloux mis par troix et entre lesdits trois, premier ung charbon de marischal et entre les autres trois ung plus groz caillou que les autres, en teile sorte, liqueldit borne fut par nous embanné come de costume, faysants dif-fence et prohibition az homes de ny toucher pour lextirpeir sur peine de la vie et az femmes sur estre bannie cent ans et ung jour ; le tout fut mis en garde.



Item, nous ont en outre attesté lesdits tesmoins par leurs seriments, bien scavoir et avoir tousjours tenus pour vraye que notre dite hauteur, depuis le susdit borne en allant vers Pitet, vat droit avec la voye qui vat a point du jour où illecque nous ont mostré ossi la fin de notre dit hauteur, rendant cause de science pour avoir veu que quelcun de Pitet avoit offensé audit Fallaiz : pour laquelle offense il transportat a bailhieu dudit lieu une pièce de terre pardevant la Cour de Fallaiz a pied de fosseiz et droit à la languette de laquelle avons ossi planté ungne pierre et borne avec les secreits et comandements ut supra.

Item, ils nous ont en outre mostré la séparation de laditte terre de costé et près de bois Robert la ou ossi y avons planté ung borne entre ludit boix Robert, le Sr Bex, et Bauduin de Pitet et y mis les secreits comme predict est

et fait les comandements ut supra, le tout quoy fut mis en garde de loy, et differen pour acheveir ludit cerquemenage jusques a notre comodité : Ainsi sont les acts signées et outre données ; R. Naveau, par extraicte du registre et des titres exhibues en ladite courte en icelle reposants.

*Cour de Fallais,
Reg. n° 20, 1598 à 1601. fol. 75.*

XXX.

1600, 3 juillet.

*Ordonnance concernant l'administration de la justice dans
la seigneurie de Fallais.*

Nous Herman de Borgogne, seigneur de Fallais, Somelsdicq, etc. sçavoir faysons à messieurs de nostre justice que pour aucunes bones considerations et pour précaver les clandestines œuvres, transports, saizines, grands comands et autres modects de droit que se font hors plaix au deceu de nostre bailhi; ordonons que désormais les vestures, saizines, grands comands et autres signalers œuvres de droit ne se prenderont sans la cognoissance de nostre bailhieu et l'intervention de luy estant present ou de celluy qu'il comecterat estant absent, entendant cela estre observé tant en matière civile que feudale, déclarant deiz maintenant toutes œuvres de loy autrement passées, que nostre ordonnance porte, estre nulles et revocables et que ceux qui les accorderont autrement estre descheus de leurs serment et office, ce que volons estre mis en garde de loy. Ainsi fait à Fallais le III^e jour de juillet 1600 : ainsi singné : Herman de Bourgogne.

Le VI de juillet an susdit la presente ordonnance a esté mieze en garde de loy.

*Cour de Fallais,
Reg. n° 3, rôles 1601-1609.*

XXXI.

1601, 15 mars.

Ordonnance faite par exprès commandement de Monseigneur sur le règlement des biens des pources.

Sur le comandement fait par haut et illustre seigneur messir Herman de Borgongne, baron dudit Fallais, nostre cher seigneur, à nous la courte de ladicte terre dudit Falleis, de mettre ordre sur le fait et règlement des biens des pupilles et de les députeis, mambours et tuteurs.

Le dessus par nous considéré estre just et raysonable mesme que le debvoir de nostre office et conscience, à ce noz semonoit, veu l'impuysance et imbécillité desdits pupilles que ne se peut ayder ny disfendre sans secours de tuteurs et curateurs, avons fait l'ordonance teile que s'ensuyt pour par nous et noz successeurs estre inviolablement observée.

Premier, si quelque enfant demeuret orphelin de père et de mère sans députation de mambour, lors nous luy députerons ung mambour home de bien solvent de rendre compte et reliqua sans pouvoir avoir aucun salaire; ne soyt qu'il y ayet raison pour la grandeur de la charge.

Et s'il estoit refusant d'accepter la tutelle ou s'il s'en excuse, et en cas que les excuses soyent suffissantes, nous y pourvoyrons d'autre ou quelcun de nous accepterat la charge.

Lesquels tuteurs soi tuteurs, soit testamentaire ou députés de nous, debveront tous les ans nous rendre compte et reliqua en présence de nostre bailhieu qui

représenterat la personne de monseigneur, des deniers et mieses qu'ils aront leveiz et appozeis et ne polront apporter en miese choches indueues et illégitimes ou qui ne soit par nous esté ordonné.

Les deniers desquels compte seront par nous mis et employés à la décharge des biens desdits orphelins ou en acqueste d'autres, dont le tout debverat estre présentement redigé en escript par nostre greffier pour en donner contentement à cui il apartiendrat quant on en requis serat.

Pour le tout quoy faire ny prenderons ny pareillement nostre greffier aucuns salaires ou mercede; ains le ferons et ferat pour Dieu et en pure aulmoisne.

Ce at esté fait, ordonné et arrêté en la courte dudit Fallais par l'adveu, consentement et expresse volonté de monseigneur que en at heu l'advertence et ostension par nostre greffier: présents en justice, bailhieu Limalle, eschevins Streau, Martho, Boesmans, Legrôs, Matonet et Drey, l'an mille six cens et ung le quinsème de marce (contresigné) Naveau.

Le vingt septème de septembre an mille siex cens et ung bailhieu Lymalle, eschevins Streau, Martho, Drey et Matonet, par exprès ordonnance de monseigneur le baron dudit Fallez, ont esteis publyes les lettres patentes d'ordonnance et édit perpetuel decreté, statué et ordonné en la ville de Bruxelles l'an mille siex cens et ung le cinqème jour de jung par les archiduc Albert et Isabel Clara Eugenia, infante d'Espangne, archiducqs d'Austrice, déclarant a quel prix, valeur et estimation d'or et d'argent l'on polrat descharger et rebourser les deniers capitaux des rentes, etc.; contenu tout à long de mot à autre au registre aux œuvres.

*Cour de Fallais,
Reg. n° 3, rôles 1601-1609.*

XXXII.

1601, 22 novembre.

*Institution et admission des procureurs sermentés en la
courte de Fallais.*

L'an mille siex cens et ung le XXII^e jour de novembre en vertu de comandement fait par haut et illustre seigneur messire Herman de Borgongne, chevalier, seigneur dudit Falleiz, etc. furent admis à l'exercice de procuration et patronage en toutes causes esmeutes et à esmouvoir en la courte dudit Fallais, assavoir Leonard Bode, Jean de Rogerée, Jean de Fraipont, lesquels ont fait et presté le serment tel que s'ensuyt ici em bas, faijsant diffense et prohibition, sur peine de XXI sols d'amende, à tous de ne proposer judicialement sans ordonnance, admission ou permission de la courte.

Le seriment s'ensuyt :

Je doresnavant promect et jure d'estre fidel et leal a cest courte et de fidelement patrociner, servir et procurer les causes des partyes qui m'employeront en leurs affaires, sans par escript ou autrement calomnier ou injurier personnes ni chercher dilayes superflues; ossi je n'entreprendrai aucune cause injuste et qui ne soit par moy bien examinée; tiendray ossy registre ou serat par moy annoté ce que par moy arat chascun jour esté expédiet pour quant en seray requis le confronter au registre ou rolle de la court et sans recevoir autres drois que me seront tauxé : assavoir pour chasque expédition de cause IIII patars. Ainsi jure je, ainsi m'ayde Dieu.

*Cour de Fallais,
Reg. n° 3, rôles 1601-1609.*

XXXIII.

1607, 4 mars.

Ordonnance concernant les pâturages.

Nous Herman de Bourgoigne, baron de Falay, ordonnons et commandons à tous nos sujets et manants, pour certaines grandes et preigniantes raisons touchant le bien et profit commun, de herder leurs pourceaux, vaches, vaux, à la herde commune au jour prefixé, sans plus présumer faire aucune herde a parte, ou les conduire du long de forieres par eux, leurs femmes ou enfans, comme ils avoyent commencé de faire au grand détriment d'aucuns inhabitants, et la ou ils voudroyent paistre leurs propres jardins et heritages, faire le pouront, sans faire damage à autruy. Ordonnant bien expressément à notre bailliy et sergents d'excuter icely notre commandement et de calenger les personnes qui présumeront d'aller aux forieres, ou qu'y enverront leurs enfans. Donant aussy pouvoir à tout manant de faire office de sergent sur leurs propres heritages susdits, ou champs, le tout soub la punition comminée aux infracteurs des ordonnances du seigneur et du comun. Faict le 4 de mars et publié au pairon le X^e jour 1607.

Manuscrit de M. le conseiller Dubois.

XXXIV.

1618, 26 avril.

Ordonnance concernant le droit de pâturage au mont Saint-Sauveur.

Nous Herman de Bourgoigne, comte de Falay, seigneur de Saint-Annellant, Vieu-Walefve, Han-sur-Sambre, Voi-

sin en Avelois, etc. Il est notoire que de tout temps les manants de Pitet, de leur gré et volonté, sont venus moudre à notre moulin et pour ce regard, Nous et nos officiers, avons permis et souffert que avec leurs bestes, ils patureront le tierre et montaigne de Saint-Sauveur et alentour étant de notre hauteur ; et comme depuis quelque temps sommes informés qu'aucun d'eux auraient abandonné et délaissé notre dit moulin, s'avantçants neantmoins de jouyr de la dite souffrance ; nous pour obvier que cela cy après ne tourne à notre préjudice et usance ordinaire, enbannons notre dite hauteur et tierre de Saint-Sauveur et defendons que persone de ceux qui ne viennent moudre à notre dit moulin se présume d'y chasser ou laisser paistre ses betes sur peine d'etre panués et mis à telle amende que trouverons convenir.

Ainsy faict à Falay le 26 avril 1618. Etait signé : Herman de Bourgoigne.

Manuscrit de M. le conseiller Dubois.

XXXV.

1622, 7 avril.

Plaids généraux.

Des édits politiques de la Haute-cour et justice du comté de Falais à publier à tous les plaids généraux, savoir les jeudy après la feste des Roys ; item le jeudy après les Close Pasques et le jeudy après la Saint Remy et ainsy d'an en an, et tous les manants de ce lieu sont obligé de s'y trouver sur peine de 21 sols d'amende Brabant.

De la parte de très noble et très illustre seigneur Marie Joseph Godefroid de Gosée, comte de Falais, etc., et de son officier.

1. Premièrement, que personne ne se présume de couper, raier es bois dudit seigneur aucune arbre fretiers ou non fretiers quels qu'ils soient, sur peine outre la réparation du damage de dix florins d'or.

2. Que personne ne se présume de couper ou recueillir aucune branche ou leignes esdits bois sur peine de 3 florins 3 sols.

3. Que personne ne se présume de cuillier esdits bois aucune noisette, glands ny autre fruicts ny même des herbres sur peine outre les droits de panage de 3 florins.

4. Que personne ne se présume de faire paturer esdits bois aucune bestes sur peine de payer pour chacq trouvée outre le droit de panage de 21 sols.

5. Que personne ne se présume de tirer, tendre ou chasser aux lièvres, lappins, canars, perdrix, beggasses, colons ou autre bestes tant à quatre pieds que volantes, sur peine outre la confiscation des retz, harnas, ou harkebuse de dix florins d'or.

6. Que personne ne se présume de dénicher aucun oiseaux esdits bois ou aillieurs en la ditte comté et hauteur de ce lieu sur peine d'un florin d'or.

7. Que personne ne se présume de faire des nouvelles piedssente au travairs des champs ou prairies sur peine de 21 sols.

8. Que personne ne se présume de défaire ou rompre les hayes ou renclos d'autrui sur peine outre la réparation de 21 sols.

9. Que personne ne se présume de charrier au travairs des prairies du seigneur que ou que l'on est accoutumé sur peine d'un florin d'or.

10. Que les chemins et piedssentes accoutumés soyent onvertes et de tels largeurs qu'il appartient sur peine outre la ouverture de 3 florins.

11. Que le chemin passant par la compaignie de Marneffe allant au bois de Molus tant dans la hauteur que de hors jusqu'au dit bois soit comme de coutume et comme a été usé à donner trente deux pieds de largeur sur peine de dix florins d'or.

12. Que personne ne formainne ny forcharue le bien d'autrui sur peine outre la restitution du domages et intérêts de trois florins, 3 sols.

13. Que personne ne se présume d'aller cuiller les fruicts d'autrui dans les jardins ou aillieurs sur peine de 3 florins.

14. Que personne ne se présume d'aller boire à la franche taverne ou autres revendeurs durant la service divin, n'y s'adonner à quelque jeux publicq, tarrer, jouer à la paume, danser, soit pour solennité de nopce ou autrement sur peine outre le raport, de 21 sols.

15. Que personne ne se présume de jouer aux cartes, dez ou autres jeux deffendu par l'église, sur peine de trois florins 3 sols.

16. Que personne ne se présume avant ou après la messe ou vespre de demeurer devant la porte de l'église ou aillieurs sur la cimettier pour y causer ou danser sur peine de chacq causeur ou danseur de vint un sols.

18 (1). Que personne ne se présume de venir demeurer à Fallais sans le congé du seigneur sur peine de trois florins.

19. Que nul manants ne se présume de loger ou louer leurs héritages ou maison à aucun estrangers sans préalablement en advertir ledit seigneur ou son comis sur peine de trois florins.

20. Que personne ne se présume d'user de sortillège, images superticieux, oraison escrit, qu'on appelle billet pour avoir gérison d'aucune maladie soit aux gens ou bestes, ny aussy de faire aucune ligature empêchant le devoir du mariage sur peine d'estre mis au carcan publicq ou autrement chatié à l'arbitrage du juge.

21. Que personne ne se présume de jurer ou blasphemer le nom de Dieu ou des Saints sur peine de trois livres de cire envers l'église et envers le seigneur 3 florins d'or.

22. Que personne ne se présume soit par ses domesticqs ou bestes de violer les dimanches et festes commendiez sur peine de 6 florins.

(1) L'article 17 n'existe pas dans le texte manuscrit.

23. Que tous ceux et celles qui s'entremettent de marchandise ayant juste poix et mesures et même ajustées sur peine outre la restitution du damage aux intéressez et confiscation de la marchandise de 3 florins d'or.

24. Que personne ne se présume de revendre autre cervoise de celle de notre franche taverne ny au plus haut pris qu'elle aurat été par notre justice assise et taxée sur peine outre la confiscation de la ditte cervoise de 3 florins d'or.

25. Que personne ne se présume, soit manants ou estrangers, de faire aller querir soit par pots ou autrement alieurs de la bierre qu'en notre taverne sur peine outre la confiscation de la ditte bierre de 21 sols.

26. Et ceux qui iroent querir par tonne de trois florins.

27. Que l'hote et l'hote-se ayent a revende leur cervoise à tel pris qu'elle aurat été assise par nous ou notre justice et servir un chacun fidelement pour son argent et que leur pots soyent de juste mesure sur peine de trois florins.

28. Que personne ne se présume de faire moudre leurs grains hors du moulin banale sur peine outre la confiscation de la munée de 21 sols.

29. Que le meunier ait fidelement tous ceux qui viendront à son moulin tant les manants que les estrangers, accommandant les premiers venus et que la balance soit tousjours pendues et les poids prestre pour qui voudera peser sa munée et qu'il n'ait qu'a prendre pour son salairs que le saisieme sur peine outre la restitution du double, de six florins.

30. Que personne ne se présume d'empecher les suretez des chemins soit de nuit ou de jour sur peine de dix florins d'or.

31. Que personne ne se présume de forcharwer les tiges, terres ou les chemins du seigneur n'y prendre aucune terre ou gazon ny arsille ny même y couper aucune arbre ou haye croissante sur peine de neuf florins.

32. Que personne ne se présume de tirer ou porter aucune harquebuse ou scopette ou autres semblable armes

parmy le village de nuict ou après le huit heures du soir et les tirer sur peine de dix florins.

33. Que personne ne se présume de pecher avec aucun hernas ny même avec la ligne en la rivière, vivier ou fossez ny prendre aucune esgrevisse sur peine outre la confiscation des fillez etc. de trois florins, trois sols.

34. Item que nul hote ou hoteesse ayent à tirer à boir et assoire aucun manants ou autres pour invoquer en hyver après les sept heures et en esté après les neuf heures sur peine de trois florins, trois sols.

35. Et ceux qui y seront trouvez outre le rapport, chacun 21 sols.

36. Bien entendu que les estrangers en passant qui logent pour leurs argent n'y sont pas compris.

37. Que personne ne se présume de s'égarer parmy les bois dudict seigneur ains qu'ils passent sur chemin sur peine de 21 sols.

38. Item que tous ceux et celles qui brassent pour leur menage, leur maison ou aillieurs hors notre franche taverne ayent à payer à notre hote pour le congé trois patars pour chacq m de bras, qui brasseront sur peine de 21 sols.

39. Item l'on tiendera les plaids ordinairs, depuis neuf heures matin jusqu'à onze heures après laquelle heure de plaid seront assis et sy aucun y après veut expedier quelque acte deverat payer assemblement. .

40. Item on enbanne la terre et comté de Fallais pour les manants de ce lieu et Vieu-Walef qui ne vienderont moudre au moulin dudict seigneur sur peine de payer de chacune beste qui serat trouvée sur la ditte hauteur outre les droits du sergent un florin d'or pour la première fois.

41. Item pour la seconde double, 2 d'or.

42. Et pour la troisième à l'arbitrage du juge.

43. Item ont accordé les manants de Falais qu'un chacun est sergent sur son propre biens.

44. On enbanne aussy les renclos du seigneur savoir jardins, wasniers et autres, terres et prairies rencloses avec

les hayes, affin que personne n'y passe soit à pied, ou à cheval ou pour autre chose en quelque façon que se soit sur peine outre les droits du sergent d'un florin d'or.

45. Item on deffend aussy que personne n'ait à aller waibier ou paturer avec leurs bestes au comune du mont Calvaire ny audit monde sur peine de 21 sols pour chaque bestes y trouvée et sy sont des brebis, de six florins, que cecy s'entend pour la première fois et pour la seconde double et pour la troisième à l'arbitrage du juge.

46. Il at été adjousté comme conste des rols de cette cour du tems a Gilkinet greffier que l'on deffend que personne n'aurat a aller waibier et paturer leurs bestes aux esteulles, ne soit qu'au préalable la maitresse herde y ait entré ou bien un jour après que les grains seront sortis sur peine de 21 sols.

47. Item irat la maitresse herdes waibier sur les campagnes de Bossiau deffendant que personne ne luy ait a donner empeschement quelconque, sur peine d'être chatié suivant le mesus.

48. Item l'on deffent a tous moissonneurs et moissonneresses de ne point aller moissonner autrement que depuis le soleil levant jusqu'à onze heures et depuis deux heures jusqu'à soleil couchant et deveront tenir les chemin et piedsentés ordinaire à ce sujet et ne pourront moissonner qu'après que toutes les jaibres seront chariée hors des terres et nul manant de ce lieu ne pourrat sutenir aucun estranger pour moissonner le tout sur peine de 21 sols.

Cour de Fallais, Reg. n° 14, rôles 1717-1731.

XXXVI.

1622, 7 avril.

Autre ordonnance dudit seigneur touchant les rigolles, fossez, chemin etc, à publier le jeudy après les close pasques.

1. Que tous ceux et celles qui ont des heritages ou jardins soit en propriété ou louage dans l'enclos du village ayent

à rigoller, relever leurs fossez et renclore comme de cotume et que dans la XV^e le tout soit achevé sur peine outre le droit du raport et visitations judiciaels de 21 sols.

2. Item que ceux et celles qui tiennent soit en propriété ou autrement les terres tant d'un coté que d'autre au long du chemin nommé la large voie les ayant à rigoller, et relever leurs fossez comme aussy au long des badrez de Falais de bonne largeur et hauteur pour pouvoir servir de deffence contre les bestes sur peine de 21 sols.

3. Item que ceux qui tiennent par tréscens les prets nommés les maretz ayant à rigoller et relever les fossez chacun pour son contingent, bien et comme il appartient pour servir de deffence aux bestes et sy bien que les eaux en puissent aisement escouler depuis le commencement des dits maretz jusqu'au rieu de Viéux-Walef sur peine de 21 sols.

4. Item ceux qui joignent au dit rieu tant d'un coté que d'autre ayant à netoier ou faire netoier le dit rieu et rigolle, et adouvir de pied demy depuis le chemin jusques à la Mehagne sur peine de 21 sols.

5. Item ceux qui tiennent les dits maretz ayant aussi à netoier et rigoller la rigolle qui passe entre les dits maretz et le badré de Falais de bonne profondeur et largeur afin que les eaux découllant par la large voie se puissent décharger, sur peine de 21 sols.

6. Item ceux qui tiennent les badrez de Vieu-Walef ayant à rigoller et netoier le rieux au long des dits badrez, rigoller et relever les fossez comme l'on est accotumé de faire de tout tems, tout au long du chemin jusqu'au pret Louwa et dela toute au long de notre hauteur; le meme on comande à ceux qui tiennent les terres au loing du chemin qui tend de Vieu-Walef à Pitet sy bien que les fossez peuvent servir de deffence aux bestes sur peine de 21 sols.

7. Item, ceux qui tiennent le dit Louwa et autres prets des dits badrez de Vieu-Walef ayant à netoier les rigolles comme de cotume afin que les eaus ses puissent escouler par la Méhagne sur peine de 21 sols.

8. Item ceux qui tiennent les prets soit en propriété ou louage au loing des Thiers qui vat de la maison Mouillard jusques au vieu moulin aient à rigoller et refoissoier leurs dits prets au long des dits thiers sy bien que les fossez puissent servir de deffence aux bestes et que les eaux se puissent decharger dans la Mehagne sur peine outre le rapport et visitation de 21 sols.

9. Item ceux qui tiennent et labourent les terres depuis les terres de pauvres sur bruihier jusqu'au che nin qui vat à Molu ayent à les rigoller, relever les fossez d'un coté et d'autres et racommoder les chemins qui sont chariable affin que les eaux sespuissent escouler sur peine de 21 sols.

10. Item que le censier de la cense du Tombeur ait a racommoder le chemin de l'arbre au loup, relever les fossez comme il appartient sur peine outre le raporte et visitation de 21 sols.

11. Item, ceux qui ont des terres ou prets ou qui les tiennent a louage par tres cens à l'apposites des dits maretz les ayent à les rigoller et refoissoier toutte au loing depuis la terre de Kerkal jusqu'au bout du Sasin sy bien que les eaux ses puissent escouler par les voies les plus convenables sur peine ut supra.

12. S'il y at aucun qui ses pleignent d'avoir tros de terre et ne savent ce qu'il en pourront faire, seront tenus de les jeter au milieu des chemins.

13. Bien entendu que l'on commande que ces ouvrages soyent achevés le tout endéans la quinzaine et s'il y at aucun qui ne le sauraient faire en pourront avant l'expiration de la dite XV^e remontrer leurs raisons à l'officier affin d'y prendre égard et ceux qui demeureront en faute encourront l'amende.

14. Item l'on commande encore que tous ceux et celles qui ont des héritages et prairies au loing de la Mehagne ayent a couper toutes les saux et autres arbres qui empechent la cours de l'eau aussy endeans la XV^e sous peine de confiscation desdits arbres et avec outre le raport et tous droits judiciaels de vint un sous pour chaque déffaillance.

Item, que ceux du village ayent a racommoder et entretenir les chemins tant du pont Pierette que ceux qui sont accotumé et mis en garde l'an 1622, le 7^e d'avril.

Le 3 de juillet 1600, il se treuve au rol de cette cour que les chemins allent de bonne ville à l'autre doibvent avoir en largeur trente deux pieds et à chaque tournée de chariot, huit pieds de plus.

Item les chemins de village à autre et toutes voies herdables, saise pied et a chaque tournee ou demy tournée quatre pieds, qui font vint pied.

Item les voies qui vont au moulin, six pieds.

Item les piedsentes, quatre pieds.

*Cour de Fallais,
Reg. n° 14, rôles 1717-1731.*

XXXVII.

1630, 10 juillet.

*Ordonnance concernant les ponts et les chemins de Fallais,
les logements d'étrangers.*

Jean Gramme, vous publierez demain à la basse messe et grande, de la parte de madame la comtesse de Falay, que les manants et surceants de Falay ayant a racommoder et refaire le pont Pierete selon qu'ils sont obligés endans tierce jours a faute de quoy Sa Seigneurie illustrissime et son officier protestent de tous damages et interrests qu'a faute dudit pont pourat arriver au vilage, soit par passage de gens d'armerye ou autrement.

Item, l'on défend de la parte de Sa Seigneurie illustrissime que nul surceant de Falay soit sy osé de passer a cheval ou avec chariot pardevant le chatau soub quel prétexte que ce soit sur pene de trois florins la première fois, la deuxième le double, et la troisième arbitraire.

Item, que nul manant ou étranger s'avance de passer par la wasoniere ou autres renclos appartenants à ma dite dame sur pene d'un florin d'or et restitution du damage ou autre suivant le mandement des plaids généraux.

Item, que nul surceant ayet à loger ou soustenir estrangeres glaneresse sur quel pretext que ce soit, sur pene de trois florins la premiere fois, la deuxiesme du double, et la troisieme arbitraire.

Cecy a été publié le 10 de julete 1630 à la basse messe et à la grande messe, présent : Guillaume Dezandre, eschevin, et le peuple congrégé.

Manuscrit de M. le conseiller Dubois.

XXXVIII.

1673, 10 juin.

Ordonnances de Messire Eugène, comte de Noyelle et poincts militaires qui se doivent observer en sa terre, comté et chatau de Fallay au duché de Brabant.

1. Premièrement que les capitains, leurs lieutenants et aultres officiers et ensemble tous et chacun bourgeois, manants de notre ditte terre franchise de Fallay tiendront et observeront notre Sainte, Catholicq, Appostolicque et Romaine foy.

2. Secondement tous officiers de quelle qualité et conditions qu'ils soient jureront et feront serment à leurs seigneur, capitaines ou à celluy de la parte qu'ils seront comandés destre bons, leals et fidels à leur seigneur en sa ditte terre, franchise et chateau de Fallay et dehors et s'ils scavent quelle malusances, grieffes ou domaiges l'avanceront audit seigneur ou à leurs capitaines et

l'empescheront de tout leurs poyvoirs à l'avancement de la ditte terre, franchise et chateau.

3. Tiercement se ferat par le capitaine ou celuy de la parte qu'ils seront commandés une apparepvince generalle de tous nos bourgeois et mannants de notre ditte terre et franchise trouvés et denomés sur les rolles lesquels debveront avoir bonnes armes chacun selon sa qualité et ce faire avec les munitions de pouldre et plomb à l'avenant qui leurs auront esté comandées de limiter par leurs capitaines pour ainsi passer la monstre generalle, et ou aucuns seront trouvés désobeissants et manquants en ce qui est dit, on pourat leurs en faire avoir à leurs despens et outre ce payeront trois florins d'or d'amende pour la première fois au proffict de celluy de part qu'ils seront commandés, la deuxième fois le double, la troisième fois seront bannis de laditte terre et franchise six ans entiers, laquelle despense et aumône ci-dessus reprinse se recouvriront sur les meubles du désobeissant qui se pourront exiger soit par pannement ou par aultre meilleur voye que les officiers pouront aviser et commander.

4. Item que tous ceulx qui seront commandés aux gvestes de jour ou de nuicte se debveront trouver chacun emprès leurs enseignes ou officiers au son de tambour ou autrement semoncés pour estre mennés, conduicts en lieu et place qui leurs seront désignées, et lesdittes gaistes et guardes assieses sur les lieux et places désignées, personne ne pourat quicter ou abandonner son poste a pene que dessus.

5. Item ne pourat aucun prester, vendre ou changer a aultruy ses armes defensives, ains sera tenu les maintenir et entretenir telles qu'il aurat aux monstres sur pene que dessus.

6. En telles penes et amendes tomberont tous et chacun qui s'avanceront de thirer harquebuses, pistolets ou choses semblables, après les guardes assieses, ains se

debveront tenir coyés, faisant bon debvoir descouter sur lesdits gaistes et guardes sans menner bruict.

7. Et s'il y at aucun treuvé injuriant et donnant ausdits gvestes et guardes facheries, faisant débat ou insolence de jour ou de nuicte, on les pourat apprehender sommairement pour estre chatiés ainsy q'ils auront merité.

8. Et pour autant que souvente fois inconvenients procédent d'ivrongneries, nuls bourgeois ou mannants les jours qu'ils auront la garde ne se debveront enyvrer, faire boire ny enyvrer, injurier quelqu'aulture de la mesme garde ausi ne se debverat personne présumer de renier Dieu, jurer ou blasphemer, le tout à une pene de trois florins d'or.

9. Et ne pourront lever les armes, tirer dagues ou espées ou aultres instruments sur personne au temps du commandement et de leurs guardes, et signament sur leurs officiers sur pene de la vie.

10. Item, s'il survient quelq'alarme de jour ou de nuicte, tous et chacun bourgeois et manants se debveront retreuver devant le logis de leurs enseigne ou corporaulx pour par les capitaines ou aultres officiers en leurs noms, estre conduits, mis, employés en tel endroit, lieu qil serat de besoing auquel effect ordonnons et comandons bien expressement et sur pene capitalle que nosdits bourgeois et mannants de notre ditte terre et franchise de Fallay ayent a porter bonne et fidelle obeissances à nos capitains ou a celluy de parte qu'ils seront commandés et aultres officiers tels qu'ils sont et seront constitués en toutes choses qu'ils ordonneront et commanderont tant conjunctement que divisement soyent par route ou demy routte et en tels nombres qu'ils treuveront nécessaire pour la bonne deue garde et defence de notre ditte terre, franchise et chateau.

11. Generallement et finalement en tout et partant chacun

s'aurat a régler et conduire selon les présentes constitutions et ordonnances militaires et rendre telles et pareilles observations, obeissances et services ens et horsnotre ditte-terre et franchise comme a gens de guerre et soldats soldoyés appartient, sur les pene de corps et de vie et aultres amendes portées par les dittes constitutions, a estre en toute rigeure de justice contre les contraventeurs selon leurs tenures exécutées.

Ainsy fait et ordonné le 10^e juin (?) 1673, estoit sousigné : Le comte de Noyelle.

Cour de Fallais, Reg. n° 10, rôles 1691-1695.

XXXIX.

Aultre reglement que doibvent observer ceulx de la Ghueminne.

Que les capitaines, lieutenants ou aultres officiers prétendants de quelqu'un, amende pour avoir failly à son devoir ou contrevenu à la règle militaire voulant aultruy araisner par devant la Ghueminne, debverat faire mettre par escript son intendit et ce fait l'exhiber aux greffes à ce estable.

Que tel intendit debverat estre communiqué à intimé à la partie afin y contredire ens tierce jour de l'intimation, et a ce deffaut pourat l'officier ou depleingniant entrer en preuve; de quoy le greffier debverat donner act et laquele preuve se pourat faire pardevant un ou deux de la Ghueminne ou plus, et le greffier. Et la preuve faicte debverat assembler pour horsporter et juger ainsy que l'on trouverat convenir en équité et raison.

Quand il s'agirat de faire quelque enqueste generale icelle exhibée l'officier pourat faire preuve comme dessus,

au regard des copies a relaxer par notre greffier, il prendra de chacune article deux pattars.

Item de chacune expedition trois pattars.

Item de chacun article sur lesquels seront ouys tesmoins trois pattars.

Le tambour aurt de chacun espioit d'intimation et raport d'iceluy à la greffe quatre pattars.

Pour droits d'assemblément Messieurs auront à repartir entre les présents trois florins douze pattars; le greffier quinze pattars; le tambour six pattars.

Pour horsporte, decret interlocuteur et sentences, Messieurs pour les présents auront chacun dix pattars.

Le greffier quinze pattars.

Le tambour six pattars.

Tous officiers mandés par notre tambour se debveront treuver à l'heure limitée pour vacquer à l'audition des tesmoins.

Ceux qui auront vacqué à telles auditions auront de chasque tesmoin ouy dix pattars.

Le greffier quinze pattars.

Tous venants a estre pourveu de quelque charge debveront faire apparostre d'estre receu et d'avoir passé le serment conformement nos ordonnances, le greffier pour ses droits et en délivrant act aura vingt pattars, le tambour dix pattars.

Le 24 novembre 1673, Albert Gilkinet a esté estably secretaire de l'audience militaire dans la terre et comté de Fallay.

- Jean de Moha, lieutenant comandant une esquade.

Ottelet Poncelet, corporal.

Pier Hardy, sergent et alguasil.

Lesquels ont presté le serment au contenu des ordres susdittes diceluy seigneur de s'y avant qu'il en eusse le povoir et est ausy corporal Bartholome Douxchamps.

Cour de Fallais, Reg. n° 10, rôles 1691-1695.

XL.

1683, 19 juillet.

Ordonnance de la Cour pour la moisson.

Les bailly et gens de la loy de la franche terre et comté de Falay, ont fait et ordonné les points et reglemens suivans sur le fait de la moisson.

Persone n'aurat a entrer en campagnes emblavées de grains pour y moissonner et glaner, sy non après que les grains en seront asportés, ou mis en moyes, tasseaux ou dixeaux.

Que les moissonneurs ou moissonneresses ne pourront ausy entrer asdites campagnes sy non après le soleil levé, et en deveront sortir avant qu'il soit couché.

Lesdits moissonneurs et moissonneresses ne pourront approcher lesdits moyes, tasseaux ou dixiaux ne soit en moissonant, ou pour y reposer, y metre leurs hardes, ou autrement.

Les femmes, enfans et domestiques des ouvriers d'aouste ne pourront moissonner parmy les javeaux, ny autrement que les autres.

Est ausy défendu aux moissonneurs et moissonneresses de traverser et passer parmy les campagnes emblavées de grains ny parmy les andons et javeaux. Mais advenant, qu'ils veuillent aller d'une campagne à l'autre deveront marcher par les chemins, ou terres non emblavées.

Les censiers ou propriétaires n'y pourront envoyer leurs bestiaux, sy non un jour après que les moissonneurs y auront étez.

Et finalement ont défendu à toutes personnes étrangères de venir moissonner dans cette franche terre et comté, et a tous censiers, bourgeois ou manans d'en soustenir ou

refugier aucune, le tout à peine d'amende arbitraire. Faict le 19 julete 1683.

XLI.

1698, 19 avril.

Ordonnance de la Cour pour la moisson.

Les édicts et ordonnances que devant ont étez renouvelées aux plaids généraux tenus au son de cloche les bourgeois et manants assemblés à Falay, présente la Cour le 19 d'avril 1698.

Et fut encore adjouté que personne ne se présume de jeter, metre ou placer ses fumiers ou trigus sur les chemins sur pene de confiscation et de XXI patars d'amende.

Et ordonné à tous les laboureurs que quand les terres sont asemencées de durs grains, ou marsages, quartelées pour les durs grains et tiercées pour les orges ou marsages de faire forir, sur pene outre la réparation du damage de XXI patars d'amende.

XLII.

1698, 9 mai.

Appel au Conseil souverain de Brabant.

Nous les bailly et eschevins de la Haute cour du comté de Falay certifions par cette que des sentences donées en notre cour et justice on appelle au Souverain Conseil de Brabant. En foy de quoy nous avons faict signer cette par notre greffier juré. Faict aux plaids tenus à Falay le neufs de maye 1698.

Le sr Pangaert, recepveur des terres de Redemtion l'at demandé par sa letre du 6 de maye 1698 et luy at été envoyée au mesme temps.

Cour de Fallais, Reg. no 12, 1698-1699.

XLIII.

1699, 22 janvier.

*La Cour de Fallais atteste que ses sentences sont sujettes
à l'appel au Conseil souverain de Brabant.*

Nous bailly et gens de loy du comté de Falay, terre de Redemtion, à tous ceux qui les presentes veront, salut, savoir faisons, certifions et attestons, que nous avons iugé ainsy que nos predecesseurs sans resort ou appel en matière criminele et que des sentences par nous rendues en matière civile on a droit d'appeller, ainsy qu'on a fait desy longtemps qu'il n'est memoire du contrair directement au Souverain Conseil de Brabant, à Bruxelles et comme l'on fait encor au présent sans contredict. Faict et donné aux plaids tenus audit Falay le 22 de jenvier saize cents quatre-vingts et dix neufs, seel de ladite comté et la signature du greffier juré d'icelle en signe de vérité.

Cours de Fallais.

Reg. n° 12, 1698-1699.

XLIV.

1724, 13 janvier.

*Plaids généraux et ordinaires tenus à Falais le 13 janvier
de l'an 1724, présents : Bailly en ce cas, le sergent Jadot,
eschevins, Bozeau, Gilkinet, Thiry et notre greffier.*

La meme les manants et habitants de ce lieu assemblé au son de la cloche au lieu ordinaire on leurs at renouvelé de la part du seigneur les Edits politicques de cette cour à publier.

Item de surplus de la parte du dit seigneur qu'iceluy revoque généralement toutes commission tant par escrit que par bouche, au fait de pouvoir chasser et païsser, faisant deffence très sérieuse à tous et un chacun de n'y plus aller au futurs et ordonne à tous et un chacun ausfin de mieu conserver la chasse, de mettre de billion à leurs chiens d'un pied loing, et de ne pas tenir leurs armes dans leurs maisons ny dans cette jurisdiction chargé avec les petits plong, mais bien à balles, et au fait de la poisse, nettoiere et couper ce qui enpesche la cour de l'eau de la Méhaigne et de faire bon les chemins, rigolles et fossez et de conduire les eaux tout la ou qu'ils sont obligé, et tous cela sans aucun retardement, à peine etc.

Item, aussy de surplus on deffent très sérieusement de la parte du dit seigneur à tous et un chacun et de quels qualitez qu'ils puissent estre, que lorsque Messieurs de cette cour ou en partie d'iceux seront à leurs chambre de justice, de n'y point entrer, sans avoir préalablement demandé la permission et s'ils leur est accordez n'y pourront entrer qu'avec le chapaux bas et demeureront debout. et diront leurs raison, ou expédieront modestement et sans aucun bruiets, et citot qu'ils auront fait, devront sortir promptement et sans aucun contredit le tout à peine et amende d'un florin d'or pour la première fois de chaque contravensant et pour la deuxième fois le double, et pour la troisième fois à l'arbitrage du juge et mis en garde.

Cour de Fallais,

Reg. n° 14, rôles 1717-1731.

XLV.

Serment d'un mayeur ou échevin de Fallais.

Je jure et fait serment solennelle d'etre fiedele et leale à Monsieur le comte de Falais, etc., et à cette cour et de tout mon pouvoir conserveray, garderay et observeray,

feray garder et observer bonnes coutumes, biens, droits, franchises et privilèges d'iceluy, ensembles des pauvres, églises, services, pupils et d'un chacun, et administreray bonne et briefve justice, aux grands, moins et petits sans porte, faveure, dissimulation ou acceptation de personne, et sans pour ce recepvoir la valeur d'un deniers outre les droits ordinaires, tienderay aussy les droits de parties, et toutes affaires de cette ditte cour en secret sans le reveler à personne directement ou indirectement. Ainsy m'aide Dieu, les Saints Evangiles et les Saints de Paradis. Amen.

Cour de Fallais.
Reg. n° 28, 1713-1743.

XLVI.

Drois que lon at acoustume de leveir en cest courte :

Pour un deminement	V.
Pour ung heure wardee	III sols.
Pour ungne protestation	IIIz patars.
Pour l'impetration de III ^e et adjour a XV ^e	X patars.
Negation	III patars.
Affirmation	VII patars.
Ung seriment parti	III patars.
Une exhibition	III patars.
Pour faire reformer ung adjour . . .	III patars.
Paroffrance	VI patars.
Pour un decret	XII sols.
Pour une approbation de convenances ou testament	48 patars.
Pour la lecture dicelluy	III patars.

Pour lexamen de chacun des tesmoins .	
produis sur icelles	III patars.
Pour admission a justifier articles deniés	VI patars.
Pour une incident comme pour acuseir si	
exceptions et ampliatiions sont ad-	
missibles ou non	48 patars.
Pour l'exhibition d'un advertisement .	XII patars.

Cour de Fallais.

Reg. n° 20, 1598-1601, fol. 1 v°.

ADDITIONS & CORRECTIONS.

Page 266, note 1, ligne 4. Au lieu de « zyl touce » lisez : « kyl touce ».

- 206, ligne 28. Remplacez « 4 » par « 3 ».
- 246, — 12. Supprimez « 1375 ».
- 274, — 4. Au lieu de « fit donation de » lisez : « vendit ».
- 278, — 11. Au lieu de « reçut » lisez : « acquit ».
- 278, — 12. Supprimez « en don ».
- 309, — 10. Supprimez « mais. »
- 331, — 13. Supprimez le renvoi 3.
- 350, — 13. Au lieu de « Charles VI » lisez : « Jacques I^{er} ».
- 359, — dernière ligne. Ajoutez un renvoi 4 après « Bra-
bant ».

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES

NOMS DE FAMILLES

Aa (d'), 442.	Awans (d'), 238, 239, 382.
Abeele (van den), 257.	Ayalo, 468.
Acosse (d'), 402, 403.	Ayelle (d'), 313.
Aix de Denée (d'), 371.	Baden (de), 268.
Albemarle, 361.	Baert, 441.
Amandia (de), 406.	Baldin, 212, 217, 219.
Anceal, 399.	Bar (de), 239, 260.
Andricas, 214.	Barbanson (de), 322.
Apostolis, 399, 439.	Baré de Surlet, 268.
Arçon (d'), 306-309.	Baulme (de la), 317, 346.
Ardennes (d'), 201.	Beauffremont (de), 249, 254.
Arkel (d'), 263, 264.	Beaufort (de), 188, 202-209, 218,
Arnemuyde (d'), 279.	220, 228, 231, 232, 235, 236, 240-
Assche, 248, 256.	245, 248, 249, 375, 396-399, 401,
Assèche (d'), 406, 428.	404, 405, 410-414, 416-419, 423,
Athin (d'), 261.	425.
Athlone, 361.	Beaujeu (de), 247.
Auxy (d'), 262, 266, 267, 273, 274,	Beghein, 403.
278.	Beick, 425.
Avesnes (d'), 229.	Berchem (de), 442.

- Berg-op-Zoom, 262.
 Berghes (de), 251, 253, 318.
 Berghes-Saint-Winnoc (de), 349, 351.
 Bergynes (de), 228.
 Berlo (de), 407.
 Bersacques (de), 332-334, 336, 383.
 Berthout, 226, 227, 229, 235, 248.
 Berwick (de), 364.
 Bex, 481.
 Beye (de), 331.
 Beyne, 448.
 Bie (de), 460.
 Bierbeek, 240.
 Billocart, 332, 335, 381, 383, 459.
 Bisqueret, 401.
 Blehen (de), 273, 282.
 Bochan (de), 286.
 Bocxhorn, 468.
 Bodri, 398.
 Boede, 481, 485.
 Boesmans, 475, 476, 480, 484.
 Boisot, 335.
 Bolsec, 327, 329, 330.
 Bomberghen (van), 385.
 Boodt (de), 341.
 Borgies (de), 245, 433.
 Borgneval (de), 442.
 Borssele (de), 274-276, 278, 279, 281, 283-90, 292, 294, 298, 300, 375, 389, 449, 450.
 Borsut (de), 239.
 Bossecuze (de), 383.
 Botton, 475.
 Bouchage (du), 296.
 Bouchout (de), 256, 261, 262, 442.
 Bourbon (de), 268, 270, 272, 278, 288, 306, 375, 449.
 Bourbon-Monpensier (de), 290.
 Bourgogne (de), 251, 252, 258, 260, 262, 264, 267, 268, 272-278, 280, 282, 285, 287-297, 301, 302, 304, 345, 347, 349-352, 355, 383, 384, 389, 391, 392, 397, 398, 406, 452, 459-461, 461-467, 471-477, 480-487.
 Boutars de Clermont, 239.
 Boussu (de), 295, 296.
 Boyen (de), 383.
 Bozeau, 385, 503.
 Brederode (de), 276, 293, 323, 324, 329.
 Bressey (de), 361.
 Brialmont (de), 222.
 Brimeu (de), 262, 272.
 Broives (de), 433.
 Brons de Foux, 239.
 Bruges (de), 279, 287, 289.
 Bucquoy (de), 345.
 Buisson (de), 214, 435, 436, 439, 440, 446, 447.
 Calvin, 324-331.
 Canges (de), 423.
 Caraccioli, 330.
 Carreto (de), 406.
 Cassel (de), 237.
 Chalon (de), 314.
 Chalons (de), 239.
 Chailes, 209.
 Charolais (de), 261-263, 266-269, 286, 290, 303.
 Chassa (de), 307, 308.
 Chasteal de Cypley (de), 381.
 Chevalier (de), 410.
 Chipley (de), 438.
 Clermont (de), 228.
 Clèves (de), 289.
 Clockman, 458.
 Coehoorn, 361.

Colgnon, 433.
Colin de Nassogne, 399, 400.
Colinet, 308.
Comines (de), 279, 309.
Coppin, 385, 391.
Corbion (de), 231.
Coron, 407.
Cortis (de), 420.
Coulster (de), 338.
Coutrel, 385.
Cowareme (de), 411.
Crainhem (de), 248, 256.
Cramadars, 424.
Croix (de), 352.
Crotoir (de), 424.
Croy (de), 262, 265, 292, 321.
Cruningen (de), 350.
Crussol (de), 306, 307.
Culembourg (de), 338.
Cystras (de), 383.
Daivielh (de), 420.
Dans, 424.
Dawier, 402.
Denis, 387.
Denetière, 468.
Desmaretz, 355.
Dezandre, 496.
Diest (de), 251, 253, 254.
Douxchamps, 500.
Drey (de), 480, 484.
Dudengyen, 228.
Du Mollin, 403.
Dumont, 198.
Dupont, 332.
Duras (de), 203.
Écosse (d'), 276, 290.
Egmont (d'), 264, 265, 276.
Enghien (d'), 229, 231, 259, 421.
Engorans, 230.
Esne (d'), 313.

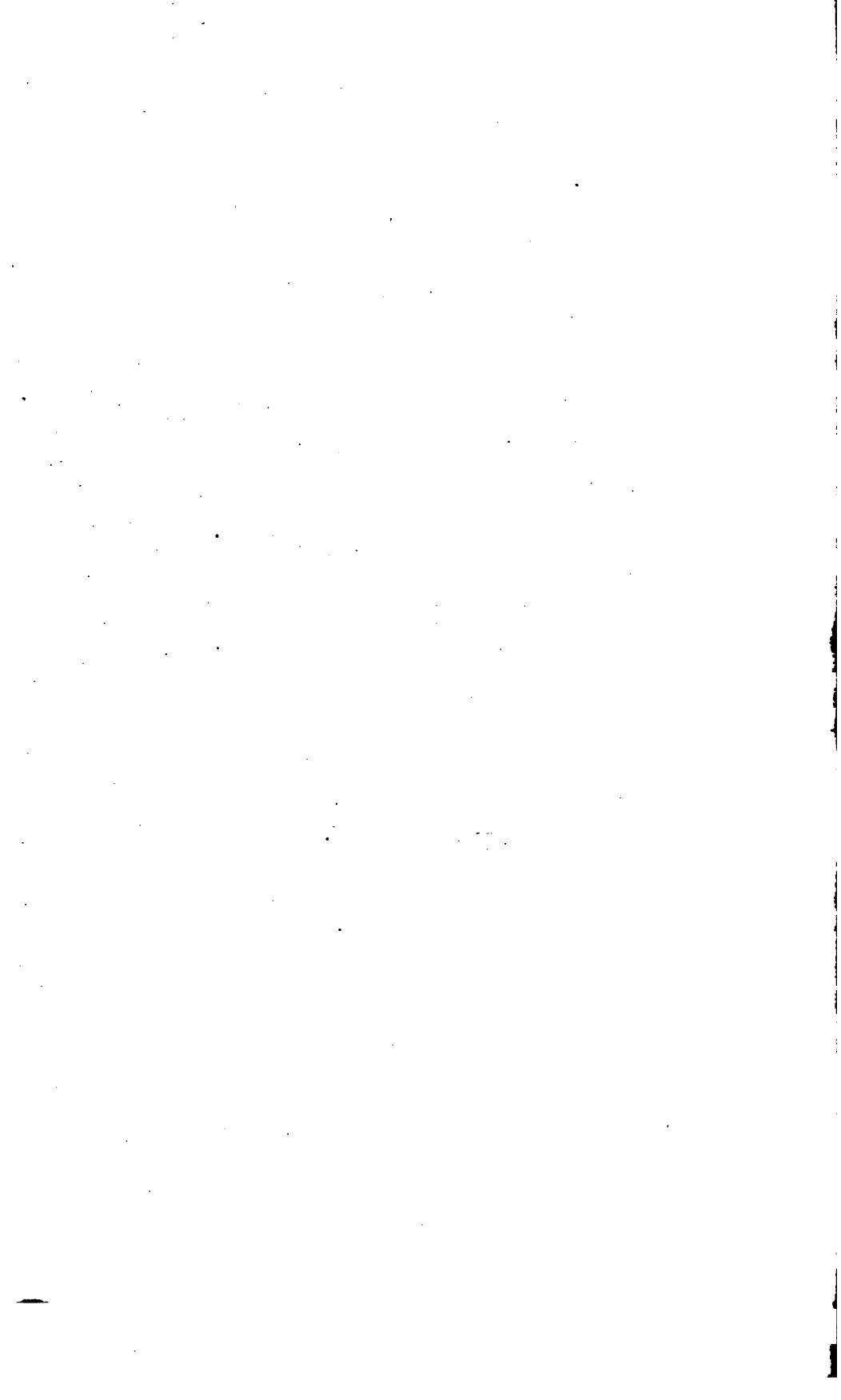
Eure (d'), 406.
Eyll (van), 394.
Fabry, 399, 402.
Fagel, 361.
Fallais (de), 203, 244, 402, 405, 406,
425, 426, 428, 430, 431, 434, 439,
441-444, 446-448, 472.
Falo (de), 203.
Fals (de), 208.
Farnèse, 340, 356.
Fauquemont (de), 375.
Fermes (de), 240, 426.
Figueroa (de), 310.
Flepe (de), 228.
Fléron (de), 438, 454.
Flokelet, 437.
Florinez (de), 437, 439.
Forckelhuels (de), 239, 426.
Four (de), 462.
Fraipont (de), 435.
Fresne (de), 338, 339, 384, 387.
Fumal (de), 209, 211, 216, 221-223,
333, 403.
Gaesbeeck (de), 226, 256.
Galloway, 364.
Ganet, 399.
Gavre (de), 261, 313, 321.
Geneffe (de), 387.
Geyve (de), 435, 437, 440, 446, 447.
Ghistelles (de), 261.
Gilkinet, 202, 387, 391, 500, 503.
Gilmote, 390.
Glimes (de), 251, 261, 262, 331, 382.
Glocester (de), 258-260.
Gobert, 385.
Gonnes et Gounes, 208, 209, 220,
231, 435, 436, 438, 440, 446, 447.
Gorrevod (de), 346, 347.
Gosée (de), 349, 358-360, 365-368
385, 400, 407, 487.

- Gosvin (de), 391.
Gouthier, 481.
Gouverneur, 403.
Graive, 402.
Gramme, 481, 495.
Graven (de), 253.
Greven, 419.
Gruet, 329.
Gruthuyse (de la), 277, 279-283.
Gueldre (de), 211, 223-227, 250, 251, 260, 276, 375.
Guilmot, 385.
Hafflingen (de), 253.
Halewyn (de), 279.
Halloy (de), 231.
Hamal (de), 222.
Han (de), 420.
Happart, 399.
Hardy, 390, 500.
Harnoncourt (d'), 360.
Heers (de), 269.
Heinsberg (de), 471.
Heis (de), 203.
Hela, 456.
Helin de Latinne, 214.
Henrar, 392.
Herain (de), 469.
Herlaer, 334.
Hert (van der), 311, 459.
Héverlé, 248, 253.
Heyn, 481.
Hinnisdael (de), 355.
Hinslin (d'), 370.
Hoen de Cartils, 366.
Hoio (de), 203.
Holloigne, 400.
Hongre de Liengnes, 469.
Hopri, 438.
Horion (de), 278, 369.
Hornes (de), 250, 261, 269, 293.
Hosden (de), 212.
Hougnal, 434.
Hozemont (de), 239.
Huckem (de), 311.
Hubinon, 475.
Huldenberg (de), 248, 253, 266.
Humbercourt (de), 272, 273.
Hustmar, 434.
Huy (de), 203, 402, 420.
Huygens, 361.
Jacquemin, 456.
Jadot, 503.
Jamin, 400, 403.
Jeromme, 382.
Juliens (de), 251, 260, 333, 375, 405.
Ketteler (de), 360.
Laignillon, 341, 384.
Laittre (de), 400.
Lalaing (de), 288, 293.
Landas (de), 353.
Lannoy (de), 276, 312, 313, 323.
Lardier (de), 406, 427.
Lardinois de Famelette, 214.
Laveene (de), 385.
Lebœuf, 311.
Lecke (de le), 251, 261.
Lefevre, 400.
Lefebvre, 438.
Legroz, 475, 476, 480, 484.
Le Keu, 435.
Le Perilleux de Rochelée, 383.
Le Tranchant, 406, 427.
Le Vilen de Marneffe, 439.
Le Villain, 382.
Le Vigneron, 392.
Le Vos, 336, 383.
Lhoist, 210, 219.
Liboreie, 434.
Liedekercke (de), 369.

- Liere (de), 248.
 Lille (de), 322, 345.
 Limalle (de), 384, 473, 475, 476, 480, 484.
 Lobbes (de), 202, 203.
 Lochon delle Monzée, 381.
 Lonchin (de), 459.
 Longrée, 381.
 Longueval (de), 345, 347, 348.
 Longuin, 458.
 Looz (de), 203.
 Lorraine (de), 260, 291.
 Lotheie, 434.
 Ludger, 209, 219 320.
 Luxembourg (de), 234, 250, 320.
 Maflet, 403.
 Maillart (de), 365.
 Maldenad, 382.
 Maldere (de), 340.
 Male (de), 241, 251.
 Malempret (de), 387.
 Malsen (de), 352.
 Manuel, 310, 312, 317, 465.
 Marche (de la), 271, 285, 304.
 Marchin (de), 355.
 Marchinez (de), 437, 439.
 Marck (de la), 288.
 Marlborough (de), 363.
 Marnay (de), 344.
 Marotte de Montigny (de), 370-372, 393, 394.
 Marto, 475, 476, 480, 484.
 Mathr., 451.
 Matonet, 484.
 Melle (delle), 333, 399, 402, 406, 455-458.
 Mérode (de), 318, 339, 364.
 Meurant, 385.
 Meurs (de), 269.
 Michiels, 468.
 Moha (de), 390, 500.
 Moitrey (de), 366.
 Molambais (de), 318.
 Momalle (de), 239.
 Monbrison (de), 376, 382, 451.
 Monpensier (de), 450.
 Mons (avoué de), 424.
 Montfalconet (de), 317.
 Montfort (de), 292.
 Montmorency (de), 468.
 Mottar, 407.
 Motte (delle), 469, 472.
 Motte-Vauvert (de la), 371, 393.
 Mouilhar, 481.
 Mours, 253.
 Mulhaire, 469.
 Namur (de), 234, 244, 428, 429.
 Nassau (de), 260, 269, 297, 350.
 Naveau, 387, 475, 476, 482, 484.
 Neuenaer (de), 293, 323.
 Nevers (de), 241.
 Novoye (de), 424, 425.
 Noyelles (de), 349-364, 385, 389, 390, 400, 496, 499.
 Oigny (d'), 437.
 Orange (d'), 298, 338, 361.
 Orchymont (d'), 208.
 Ordingen (d'), 260.
 Oreye (d'), 407.
 Osnabruck (d'), 364.
 Oteppe (d'), 402.
 Oupeye (d'), 243, 246, 249, 250, 434, 436, 440-442, 444-447.
 Overkerk (d'), 361, 363.
 Overloop (d'), 452.
 Oye (d), 246.
 Oyenbrugge de Duras, 339.
 Paillet, 385, 403.
 Pangaert, 502.
 Parme (de), 338, 340, 384.

- Parys (de), 385.
 Pasquier, 371, 386.
 Peers (de), 239, 427.
 Pensart, 335.
 Persan, 469.
 Persans de Hanteffe, 239.
 Perwez (de), 226.
 Peterborough, 364.
 Petit, 456.
 Pety, 316, 352, 383.
 Peurial, 448.
 Pierlot, 455, 456.
 Piriart, 337.
 Pinsen van der Aa, 331, 384.
 Pirlot, 333, 334, 399.
 Pitet (de), 481.
 Planque (de la), 301.
 Poëheim (de), 293-299, 311.
 Polrial de Waroiz, 448.
 Poncelet, 390, 500.
 Ponty (de), 349, 367-370.
 Pratz, 467.
 Quarrez, 424.
 Ranst (de), 248, 442.
 Raucroix, 403.
 Reimes (de), 445, 425,
 Requesens, 321, 338.
 Rieu (de), 437.
 Rigald, 475, 476, 480.
 Rigo, 403.
 Rocheffors, 244, 399, 439.
 Roever (de), 253.
 Rogerée (de), 485.
 Roland, 401.
 Rose (delle), 424.
 Rotselaer, 248, 251.
 Roveroit (de), 239.
 Ruppemont (Rupelmonde), 442.
 Rymerswale (de), 331.
 Saint-André (de), 324,
 Saint-Marion (de), 424.
 Saint-Pol (de), 251, 257, 259, 260,
 264.
 Saint-Servais (de), 424.
 Salmier de Houden (de), 368.
 San-Juan (de), 260.
 Sarte (delle), 437.
 Saulmes (de), 304.
 Savoie (de), 290, 295, 346.
 Schetz, 352.
 Schoer (van den), 262.
 Schoonvorst (de), 251, 256, 258, 259.
 Seraing (de), 239.
 Servet, 329.
 Seyvè (de), 433.
 Simonetti (de), 316.
 Somerset, 285.
 Sors (li), 424.
 Spontin (de), 209, 244, 442.
 Sprimont (de), 388.
 Staekenbroeck, 350, 351.
 Stelant (de), 253.
 Sterck, 468.
 Steyne (de), 256.
 Stuart, 285.
 Streaux (de), 475, 476, 480, 484.
 Streel (de), 382.
 Surles, 424.
 Swaef, 264.
 Tara, 398, 401.
 Tavines (de), 420.
 Taxis (de), 335.
 Thieffries (de), 301.
 Thier (de), 332.
 Thier (van), 384.
 Thiry, 503.
 Thomasius, 262.
 Tilly, 361.
 Tollet, 278.
 Tombeur (de), 456.

- Tongerloen, 253.
Torre (de la), 315, 335.
Tour-Boulogne (de la), 290.
Tour de Warnant (de la), 214.
Toussaint, 385.
Tranoy (de), 341.
Trazegnies (de), 354.
Truwant, 442.
Vaudemont (de), 362.
Vaulx (de), 385, 420.
Vaux (de), 278.
Velen (de), 360.
Vère (de la), 277-279, 288.
Vergy (de), 313.
Verlens (de), 434, 437.
Verreyken, 463.
Vico (de), 330, 331.
Vieuville (de la), 291.
Vilain, 289.
Villeroy (de), 362.
Villers (de), 384, 407.
Villers de Waleffe, 214.
Viret, 327.
Vlierden (de), 334.
Waha (de), 410.
Walcourt (de), 246.
Walehain (de), 228, 229, 248.
Waleve (de), 469.
Walter, 245.
Warez (de), 387.
Warfuzée (de), 239, 243, 420.
Warnant (de), 239, 407, 433.
Waroux, 238, 239.
Warwick (de), 277-279, 281.
Wasseige (de), 387.
Wauters, 400.
Wauthier, 332-334, 384, 406.
Wazon, 188, 202.
Weirthuisen (de), 253.
Werar, 433.
Werchin (de), 319.
Wesemael (de), 229, 240, 241, 244-
267, 374, 375, 435, 441-444, 470.
Wied (de), 325.
Wilde (de), 272.
Wilergy (de), 327.
Witthem (de), 262.
Yorck (d'), 304.
-



BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE

LIÉGEOIS.

TOME XIX. — 3^e & DERNIÈRE LIVRAISON.

LIÈGE

IMPRIMERIE DE THIER, BOULEVARD DE LA SAGUENIÈRE, 11

1890

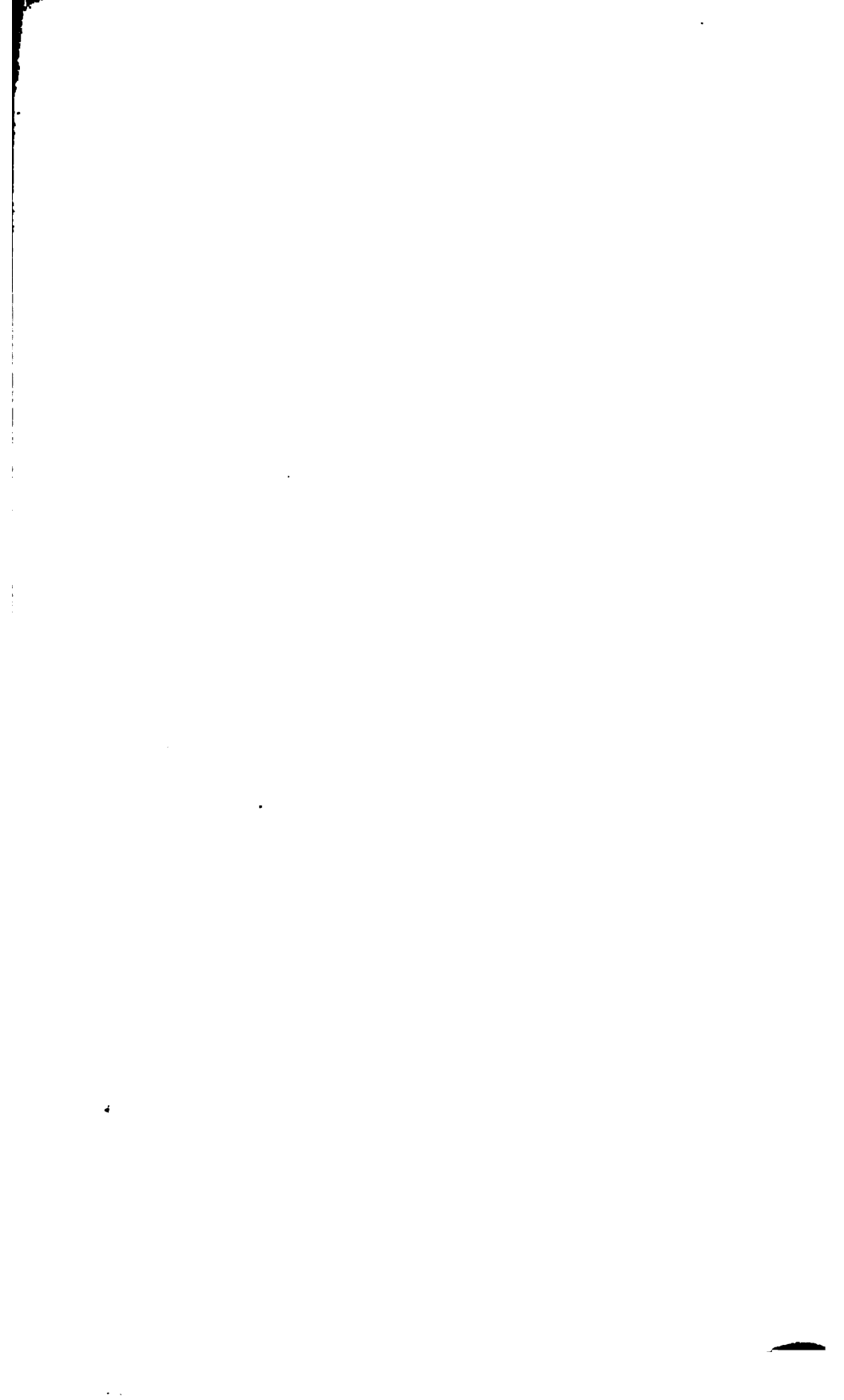
AVIS

Les réclamations et les lettres destinées à la Société doivent être adressées, franchises de port, au secrétaire, M. Eugène Poswick, à Ingiboul, par Egis.

Les paquets, les livres et les objets destinés au Musée archéologique peuvent être adressés au concierge du Palais, M. Halbart, rue du Palais, 43.

PRIX DES VOLUMES DU BULLETIN :

Tome I à VI	20 fr.	chaque volume.
Tome VII à XII	15 fr.	id.
Tome XIII à XVIII	12 fr.	id.











AVIS

Les réclamations et les lettres destinées à la Société doivent être adressées, franchises de port, au secrétaire, M. Eugène Poswick, à Ingihoul, par Engis.

Les paquets, les livres et les objets destinés au Musée archéologique peuvent être adressés au concierge du Palais, M. Halbart, rue du Palais, 13.

PRIX DES VOLUMES DU BULLETIN :

Tome I à VI	20 fr. chaque volume.
Tome VII à XII	15 fr. id.
Tome XIII à XVIII.	12 fr. id.

